Parijs 1980

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN

FÉLIX KREISSLER

la prise de conscience de la nation autrichienne

1938 - 1945 - 1978

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Publications de l'Université de Rouen

Revue **Austriaca**

Cahiers Universitaires d'information sur l'Autriche.

5. Vie et création musicales
6. Histoire et historiographie en Autriche
7. L'Avant-garde littéraire
8. Structures et idéologies politiques
9. Recherches sur la littérature autrichienne

Voir en fin d'ouvrage la liste par matières

25. G. DE PESLOUAN
Qui sont les femmes ingénieurs en France ?

26. F. JOUKOVSKY
Paysages de la Renaissance P.U.F.

27. L. CAILLET
La papauté d'Avignon et l'Eglise de France P.U.F.

28. CENTRE D'ART ESTHÉTIQUE ET LITTÉRATURE
Jules Janin et son temps (1804-1874) : un moment du romantisme P.U.F.

29. D. GUILBERT
L'enfant face au test de Rorschach P.U.F.

30. J.-J. NATANSON
La mort de Dieu P.U.F.

31.
Droit privé et Institution régionale (Etudes historiques offertes à Jean Yver) P.U.F.

32. P. GOUBERT
Jane Austen, étude psychologique de la romancière P.U.F.

33. M.-C. LECUYER et C. SERRANO
La guerre d'Afrique et ses répercussions en Espagne (1859-1860) P.U.F.

34. R. DUMONT
Le théâtre de Stefan Zweig P.U.F.

35. J.-M. BAILBE
Regards sur l'opéra P.U.F.

36. A. NIDERST
Madeleine de Scudéry, Paul Pellisson et leur monde P.U.F.

37. A. RIGAUDIÈRE
L'assiette de l'impôt à la fin du XIVe siècle : livre d'estimes des consuls de St-Flour P.U.F.

38. J. PIERROT
L'imaginaire décadent (1880-1900) P.U.F.

39. M. NEDELJKOVIC
David Hume, approche phénoménologique de l'action et théorie linguistique du temps P.U.F.

40. G. DUFOUR
J.-A. LLorente : Memoria historica... sobre la Inquisicion P.U.F.

41. P. WOODLAND et F. MICHAUT
L'équilibre et le changement dans les systèmes politiques : sur deux crises significatives de la fin du XIXe siècle P.U.F.

42. CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE D'HISTOIRE DES IDÉES ET DE LA SENSIBILITÉ
Histoire et littérature P.U.F.

43. P. ALBERTINI
Le droit de dissolution et les systèmes constitutionnels français P.U.F.

44. M. THELLIER, A. MONNIER, M. DEMARTY, J. DAINTY
Echanges ioniques transmembranaires chez les végétaux C.N.R.S. et Public. Rouen

LA PRISE DE CONSCIENCE
DE LA NATION AUTRICHIENNE
1938 - 1945 - 1978

Copyright 1980 Presses Universitaires de France

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

No ISBN 2-13-036627-9

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN

Félix KREISSLER
Docteur ès Lettres

La Prise de Conscience de la Nation Autrichienne

1938 - 1945 - 1978

Tome II

Ouvrage publié avec le concours du Ministère des Universités et du Ministère autrichien des Affaires étrangères

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, boulevard Saint-Germain, Paris

UNIV.
LEIDEN
BIBL.

TROISIÈME PARTIE

SITUATION ET ACTUALITÉ DE LA NATION AUTRICHIENNE

(Années cruciales : 1945-1955-1978)

CHAPITRE XI

LE PRINTEMPS DE 1945
RENOUVEAU D'UN ESPRIT NATIONAL

Lorsque le 12 novembre 1918, après l'écroulement de la monarchie austro-hongroise, la nouvelle Autriche germanophone se constitua en Etat, ses représentants réunis à Vienne en Assemblée nationale provisoire votèrent la « Loi sur la forme de l'Etat et du gouvernement de l'Autriche allemande[1] » dont les deux premiers articles disaient :

« 1. L'Autriche allemande est une République démocratique. Tous les pouvoirs émanent du peuple.

2. L'Autriche allemande fait partie de la République allemande[2]. »

On ne pouvait souligner plus clairement le « caractère allemand » de cet Etat, reste d'un grand empire multinational qui, pendant des siècles, avait élevé la pensée supranationale à la hauteur d'une idée et d'une institution d'Etat.

Cependant, celui qui la veille avait présenté cette loi au Conseil d'Etat, sorte de gouvernement provisoire, le nouveau chancelier d'Etat Karl Renner, social-démocrate, compléta dans un discours devant l'Assemblée nationale cette profession de foi de caractère aussi romantique que pangermaniste. A l'occasion de la présentation de la loi, Renner déclara :

« (...) Mais cette décision est également nécessaire, en particulier dans son article 2 qui dit que la République austro-allemande est partie intégrante de la République allemande, elle est nécessaire par rapport à notre nation-mère (très juste !). Notre grand peuple est dans

---

1 « Gesetz vom 12. November 1918 über die Staats - und Regierungsform von Deutsch-Österreich, St. G. Bl. N° 5 ».

2 Artikel 1 : Deutsch-Österreich ist eine demokratische Republik.
Alle öffentlichen Gewalten werden vom Volke eingesetzt.
Artikel 2 : Deutsch-Österreich ist ein Bestandteil der Deutschen Republik.

la misère et dans le malheur. Le peuple dont ce fut toujours la fierté d'être appelé le peuple des poètes et des penseurs, notre peuple allemand de l'humanisme, notre peuple allemand de l'amour entre les peuples, notre peuple allemand est en ce moment profondément affligé. Mais justement à cette heure où il serait si facile et si commode, peut-être même aussi très tentant de faire ses comptes séparément (très bien !) et peut-être même de tirer avantage en faisant le jeu des ennemis, à cette heure, notre peuple allemand doit savoir, dans toutes les contrées : Nous sommes d'une même souche, nous faisons partie de la même communauté de destin. » (L'Assemblée se lève. Ovation passionnée et interminable ; des applaudissements retentissent.) (...) « L'article 2 est une profession de foi (...) [3]. »

Cette profession de foi ne perdait rien de sa force, même si dans la suite de son discours le chancelier Renner déclarait avoir recherché un accord avec les anciens peuples de la monarchie en vue d'un statut fédératif des états successeurs. Il en ressortait seulement que la double ligne de la social-démocratie autrichienne, dont le porte-parole avait toujours été Karl Renner, avait échoué : elle consistait d'une part à prôner le maintien de l'état multinational des Habsbourg en sauvegardant la position dominante des Autrichiens de langue allemande, et d'autre part dans la profession grande-allemande dont notre citation donne une idée. Cette ligne avait doublement échoué, tout d'abord parce que les états successeurs — dont certains n'étaient pas hostiles à l'idée d'une fédération où tous les membres jouiraient des mêmes droits — voulaient se libérer entièrement de la tutelle des Autrichiens, et ensuite parce que les Alliés, mis en émoi par ce pangermanisme virulent, allaient en tirer les conséquences et insérer dans le traité de Saint-Germain le fameux paragraphe 88 interdisant l'anschluss, à moins d'un accord préalable des puissances dirigeantes de la S.D.N.

Ce fut justement le chancelier Renner, plénipotentiaire de l'Autriche aux négociations de Saint-Germain, qui dut souscrire à cette stipulation comme à toutes les autres du traité, non sans avoir pris auparavant un tournant politique important, engageant désormais l'Autriche dans une politique de dépendance à l'égard des puissances occidentales. Il est à noter que Karl Renner oscillait alors entre deux

---

3 Discours de Karl Renner devant l'Assemblée nationale provisoire, le 12 novembre 1918. Cité d'après : « *Karl Renner* » - *Porträt einer Evolution,* Hrsgb. Heinz Fischer, p. 115-116.

orientations : celle qui ferait de l'Autriche une seconde Suisse [4] et celle qui ferait résolument de ce pays un « suivant » des puissances occidentales. Après qu'il eut quitté le pouvoir, Renner revint d'ailleurs dans les années 20 à son orientation primitive grande-allemande, et milita dans une organisation dont le but plus ou moins avoué était l'anschluss avec l'Allemagne [5].

Malgré cela, l'opinion publique autrichienne et internationale fut quelque peu surprise lorsque, quelques semaines après l'invasion de l'Autriche par l'armée allemande en mars 1938 et alors qu'une épuration cruelle et sanglante frappait les démocrates, socialistes, communistes et patriotes autrichiens dont les premiers « transports » venaient de partir pour le sinistre camp de Dachau, parut la fameuse interview à laquelle nous avons déjà fait allusion, lorsque nous parlions de la « 3e capitulation [6] ». Vu l'évolution ultérieure de Renner, il nous semble intéressant de le donner ici textuellement. L'ancien chancelier déclarait notamment, sous le titre « Je vote oui ! » : « Bien que l'anschluss n'ait pas été obtenu par les méthodes auxquelles je suis attaché, il est cependant accompli à l'heure actuelle, il est un fait historique que je considère comme une réparation des humiliations de 1918 et 1919, comme une réparation pour Saint-Germain et Versailles... » Et à la question : « Comment allez-vous voter, vous et vos amis politiques ? », Renner répondit : « Je n'ai pas mandat de parler au nom de ces derniers, mais je peux déclarer : en tant que social-démocrate et de ce fait défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en tant que premier chancelier de la République de l'Autriche allemande et en tant qu'ancien président de la délégation de paix à Saint-Germain, je voterai Oui [6]. »

---

4 A son retour des négociations de St-Germain, Renner déclara entre autres : « Selon la volonté des puissances nous sommes devenus une seconde Suisse, plus grande que celle-ci, mais plus pauvre ; plus jeune, mais moins développée et surtout sans économie nationale équilibrée. Du point de vue politique nous serons la même chose : une fédération de villes et de contrées qui se gouvernent elles-mêmes. »

5 Ce fut, on s'en souvient, l'Österreichisch-deutscher Volksbund (Union populaire austro-allemande).

6 Voir chapitre III, page 159.
« Obschon nicht mit jenen Methoden, zu denen ich mich bekenne, errungen, ist der Anschluss nunmehr doch vollzogen, ist geschichtliche Tatsache, und dies betrachte ich als Genugtuung für die Demütigung von 1918 und 1919, für Saint-Germain und Versailles... » - « Wie werden also Sie und Ihre politischen Freunde abstimmen ? » - « Ich habe keinen Auftrag, für letztere zu sprechen, kann aber erklären : Als Sozialdemokrat und somit als Verfechter des Selbstbestimmungsrechtes der Nationen, als erster Kanzler des Republik Deutsch-Österreich und als gewesener Präsident der Friedensdelegation zu Saint-Germain werde ich mit Ja stimmen ». - Interview paru dans « Neues Wiener Tagblatt » du 3 avril 1938, p. 3.

Le moins qu'on puisse dire c'est que, dans ces déclarations, on ne trouve pas trace d'une conscience nationale autrichienne.

Or, par un curieux hasard, ce qui tend à prouver notre thèse d'une évolution de l'histoire par à-coups, ce même Dr Karl Renner, qui se trouva littéralement sur le chemin de l'armée soviétique en train de libérer le territoire autrichien, fut investi de la tâche historique d'être à la tête du gouvernement provisoire qui devait proclamer l'indépendance de l'Autriche, et cela en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Quand s'agissait-il du bon droit, du vrai ? Notre travail doit justement contribuer à l'établir.

Renner lui-même a laissé deux documents qui expliquent tant soit peu cette volte-face étonnante qui le mena d'une profession de foi pangermaniste à la proclamation de l'indépendance nationale de l'Autriche.

Le premier de ces documents est une lettre personnelle de Renner au maréchal Staline, datée du 15 avril 1945, dans laquelle on ne sait ce qu'il faut admirer le plus : la naïveté complaisamment étalée par Renner ou la rouerie politique qui se cache derrière cette naïveté ; Renner n'hésite pas à s'adresser à Staline en l'appelant « Très honoré camarade » et à invoquer les liens multiples qui le rattachent au mouvement ouvrier de l'époque héroïque ; parmi les relations nouées à cette époque, Renner cite aussi bien Lénine, qu'il rencontra à la Conférence internationale socialiste pour la paix à Stockholm en 1917, que Trotski qu'il fréquenta assidûment à Vienne, feignant d'ignorer l'antagonisme qui opposa ce dernier à Staline. Après avoir exprimé ses remerciements à Staline pour le bon traitement dont il était l'objet de la part des officiers soviétiques, Renner déclare avoir recouvré son entière liberté d'action grâce à l'Armée Rouge et se présente comme la personnalité la plus indiquée pour mener à bien la résurrection de l'Autriche : « Le hasard a voulu que je sois le premier membre de la direction du parti social-démocrate resté dans le pays qui ait recouvré sa liberté d'action. S'y ajoute la circonstance heureuse qu'en tant que dernier président de la représentation nationale encore libre à l'époque [7], je peux me considérer comme ayant la vocation de parler

---

7 Renner fut en effet président du « Nationalrat » (Conseil national) autrichien jusqu'en 1933. Le 4 mars 1933, au cours d'un débat de procédure confus, Renner démissionna de la présidence, suivi immédiatement des deux vice-présidents du Parlement dont l'un était chrétien-social (Ramek) et l'autre grand-allemand (Straffner). Aussitôt, le chancelier Dollfuss en profita pour se débarrasser complètement du Parlement en ne le convoquant plus.

au nom du peuple autrichien. Un autre avantage est, qu'en tant que premier chancelier de la République d'Autriche, je suis familier des modalités de la fondation d'un état ainsi que de l'instauration d'une administration publique et que je peux, par conséquent, me croire capable d'attaquer et d'entreprendre l'œuvre de la résurrection de l'Autriche. J'ai donc considéré comme mon devoir absolu de mettre ma personne entièrement au service de cette cause (...) [8]. »

Dans le second document qui date de quelques semaines après la libération, sans doute de mai 1945, Renner entreprit de relater avec exactitude les événements qui menèrent à la Proclamation d'indépendance de l'Autriche et à l'instauration du gouvernement provisoire ; il s'agit d'un « Mémoire », moyen depuis toujours préféré par Renner pour écrire l'histoire à chaud et fixer ses vues personnelles tout en donnant un cachet d'authenticité historique à l'ouvrage en arguant de sa participation directe aux événements [9].

Renner, dans ce Mémoire, tente à la fois d'expliquer et de se justifier. Il décrit sa rencontre avec l'Armée Rouge alors qu'elle entrait à Gloggnitz, petite ville de Basse Autriche où l'ancien chancelier d'Etat et président du Conseil national s'était retiré sous le règne hitlérien : « Dans l'état-major de ce commandement se trouvaient par hasard des officiers qui connaissaient mon nom et mon histoire... [10] » Hasard qui n'était sans doute pas fortuit car on peut supposer que les services soviétiques savaient parfaitement où trouver le Dr Renner, ce qui ressort d'ailleurs du passage suivant : « Après une longue attente, je fus reçu avec tous les égards par un important état-major d'officiers supérieurs apparemment très bien informés sur ma personne, mon appartenance politique et sur mon rôle dans l'histoire autrichienne avant et depuis 1918, ainsi que sur ma position internationale depuis les négociations de paix de Saint-Germain [11]. »

Une discussion sans doute passionnée se déroula alors, les officiers soviétiques ayant dû reprocher à Renner son interview de 1938 : en effet, dans son Mémoire, le chancelier revient plusieurs fois à la charge

---

8 Voir *Dokumentation zur österreichischen Zeitgeschichte* 1945-1955, p. 27, communication du Dr F. Käs. Ce dernier fut, nous l'avons vu, en 1945, un des personnages-clé qui entrèrent en contact avec l'Armée rouge en vue de faciliter la libération de Vienne et d'épargner à la ville d'autres destructions.

9 *Denkschrift über die Geschichte der Unabhängigkeitserklärung Österreichs und die Einsetzung der Provisorischen Regierung der Republik.* Von Staatskanzler Dr. Karl Renner, Wien, 1945.

10 *Op. cit.*, p. 4.

11 *Ibid.*, p. 5.

pour justifier son attitude, ne parlant pas de lui mais simplement de la « population autrichienne », des « travailleurs » ou encore des « sociaux-démocrates ». Il est intéressant de citer d'autres passages de ce Mémoire, notamment ceux qui ont trait soit à la conscience nationale, soit à l'absence de cette conscience et aux raisons avancées par Renner selon lesquelles — avant 1938 — les Autrichiens étaient fondés à se croire Allemands. Tout d'abord à la question de savoir quelle était la véritable ambiance parmi la population, Renner répondit : « La grande majorité des Autrichiens avait adopté une attitude attentiste à l'égard du régime — en raison des promesses de Hitler et des succès triomphaux du début. Mais une fois connues les méthodes hitlériennes d'oppression et les intentions finales et surtout dès que devinrent perceptibles ses plans guerriers, la majorité écrasante de la population se détourna avec haine de l'idée de l'anschluss et à ce moment, elle souhaita avec ardeur le rétablissement d'une République d'Autriche indépendante [12]. »

Répondant aux officiers soviétiques qui objectaient que sur tous les champs de bataille les officiers et les soldats autrichiens n'avaient pas combattu autrement que ceux du Reich, Renner argua de l'impact de la propagande du N.S.D.A.P. qui, depuis des années, avait d'une part profité d'un monopole sans contestation possible et des méthodes brutales de terreur des SS d'autre part. A la question des Soviétiques désireux de savoir quelles étaient les possibilités pour la population autrichienne de contribuer à la rapide conclusion de la guerre, le chancelier répondit que le peuple autrichien, après six années de guerre, était trop affaibli et si démuni de tous les biens matériels qu'il serait insensé de vouloir promettre une contribution particulière. Il en appela à la direction de l'Armée Rouge pour qu'elle mette en compte le passé : l'hitlérisme, précédé de 1934 à 1938 du fascisme « mussolinien » qui, dans une guerre civile, avait écrasé les travailleurs, éliminé la représentation démocratique du peuple, incarcéré les dirigeants du mouvement ouvrier et exécuté des défenseurs de la démocratie. La plupart des personnalités dirigeantes de l'époque de 1918 à 1934 étaient décédées ou avaient disparu dans les camps de concentration hitlériens. Parlant de lui-même à la troisième personne, Renner poursuit son argumentation : « Le chancelier lui-même ne devait sa survie qu'à sa constitution physique et à son comportement bien réfléchi. Dès le jour de l'invasion armée de Hitler en Autriche, il était devenu de plus en plus conscient que l'annexion violente du pays, qui

12 *Ibid.*

s'était substituée à un accord convenu entre deux états, signifiait la fin de l'idée de l'anschluss et que l'Autriche, à l'occasion d'une prochaine constellation donnée, exigerait et obtiendrait son indépendance ; dès le premier jour de la guerre de conquête hitlérienne, le chancelier avait eu la certitude de la fin inéluctable de cette aventure [13]. »

Tirant les leçons de l'histoire, il avait, dit-il, pendant toutes ces années prévu qu'un jour l'Autriche aurait encore besoin de son expérience de chancelier des années 1918 à 1920 et de sa position internationale en tant que président de la délégation autrichienne à Saint-Germain en 1919. C'est la raison pour laquelle il fit tout pour éviter les persécutions du N.S.D.A.P.

Dans ce Mémoire, Renner nous livre également ses réflexions stratégiques et politiques quant à sa décision d'assumer les fonctions de chancelier provisoire ; il évoque la possibilité pour son peuple de trouver une issue à la catastrophe qu'il évalue ainsi : « Les circonstances de l'action à entreprendre semblaient il est vrai ambiguës et insidieuses. Si je m'engageais dans des négociations, cela pouvait se terminer par la perte de mon renom et de mon honneur politique et, de surcroît, porter préjudice au parti social-démocrate que j'avais servi pendant près de deux générations. Pouvais-je risquer mon nom, mon existence politique et la réputation du parti alors que le succès semblait si incertain ?

Après une longue lutte intérieure, je me décidai à prendre sur moi tous les risques pour éventuellement donner à l'Autriche une chance de briser elle-même son lien fatal avec l'Allemagne, de sortir à temps de la guerre et de conquérir à l'extérieur une paix tout juste supportable et à l'intérieur la libération de l'esclavage fasciste. Je ne craignais pas que le pays puisse succomber au danger du système dictatorial du bolchevisme : alliée aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, la Russie ne pouvait prétendre intervenir dans la structure sociale et économique de l'Autriche, ni l'imposer, vue la prédisposition spirituelle de l'Autrichien. D'autre part j'étais conscient que je ne pourrais jamais accepter et réaliser cette mission en tant que mandataire de la Russie. Mon mandat devait me venir de l'Autriche elle-même [14]. »

Ces lignes font clairement ressortir les dispositions de Renner que le cours ultérieur des événements n'a fait que confirmer. Après

---

13 Mémoire, *op. cit.*, p. 7.
14 *Op. cit.*, p. 9.

s'être assuré du côté des Soviétiques qu'ils ne s'ingéreraient pas dans les affaires autrichiennes au-delà de ce que la conduite de la guerre exigeait, et par ailleurs d'une certaine aide matérielle pour amorcer son travail politique, Renner se mit à l'œuvre avec une énergie étonnante pour un homme de 75 ans. Il rédigea huit appels, travail dans lequel il était passé maître dès la fin de la Première Guerre mondiale. Un appel général aux hommes et aux femmes d'Autriche, un appel aux soldats autrichiens dans les rangs de la Wehrmacht allemande et aux soldats allemands se trouvant sur le territoire autrichien, un appel au peuple travailleur d'Autriche, un appel à la classe ouvrière d'Autriche, de toutes les orientations politiques, un appel aux Viennois et aux Viennoises et enfin un appel à la bourgeoisie autrichienne.

Le Mémoire de Renner est intéressant à plus d'un titre, cependant nous ne pouvons nous arrêter au récit de la création du gouvernement provisoire [15], ni aux essais naïfs et maladroits de Renner qui prétendait qu'en dehors de l'Autriche on ne connaissait guère les méthodes brutales de l'hitlérisme, cela pour expliquer la faiblesse numérique relative de la Résistance autrichienne à laquelle il n'avait pas pris part.

Toute une partie du Mémoire est consacrée à un exposé qui, selon Renner, devait aider à comprendre les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne hitlérienne. Il donne un aperçu de l'évolution politique en Autriche, sans omettre de souligner — à juste titre — la responsabilité des puissances dans le drame autrichien. Dans cette argumentation, on retrouve, de façon nuancée, des résurgences des anciennes opinions de Renner ; ainsi lorsqu'il dit : « De tout temps, seule une petite partie de la population, celle surtout qui se groupait autour des professions intellectuelles [16], aspirait à l'anschluss pour des raisons de chauvinisme national [17]... Tous les autres amis de l'anschluss le souhaitaient pour d'autres raisons, politiques et économiques [18]. » Renner

---

15 L'histoire de la naissance du gouvernement est connue, de même que sa composition politique. Renner lui-même en donne la répartition : Chancelier et Affaires étrangères, Affaires sociales, Ravitaillement - dirigés par des sociaux-démocrates ; Agriculture, Commerce, Construction, chrétiens-sociaux (populistes) ; Intérieur, Information et Education nationale, communistes ; Justice et Finances, fonctionnaires sans parti.

16 Ce qui confirme notre thèse sur le rôle souvent néfaste des intellectuels qui ont inculqué une fausse conscience nationale au peuple autrichien.

17 En vérité il s'agissait bien de chauvinisme *antinational*, parce que contraire à l'intérêt national, mais l'acception du terme « national » en Autriche a besoin d'être tiré au clair.

18 *Op. cit.*, p. 18.

écrit par ailleurs que, de toute façon, les raisons politiques ne furent jamais décisives dans l'idée de l'anschluss mais que la pauvreté et l'idée de l'inaptitude à la vie de la petite Autriche incitèrent beaucoup de gens à rechercher le salut dans l'anschluss. Parlant de la classe ouvrière autrichienne, Renner a cette phrase : « Il ne pouvait être question d'un chauvinisme national quelconque dans la classe ouvrière autrichienne ; d'autant plus qu'elle était, dans un pourcentage élevé, originaire de parents n'appartenant pas à l'ethnie allemande et qui n'avaient pas perdu leurs attaches avec leurs pays d'origine [19]. »

Phrase révélatrice cependant, car elle nous apprend que Renner, à l'aube de cette ère qui allait voir la naissance d'une nouvelle Autriche et à laquelle il contribua pour une large part, n'était que très partiellement conscient de l'importance de la question nationale et encore moins de la conscience nationale autrichienne qui allait s'imposer encore de son vivant.

LA PROCLAMATION D'INDÉPENDANCE ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le Mémorandum du chancelier Renner fait bien ressortir son attitude complexe à l'égard de la question nationale ; défenseur de l'état multinational des Habsbourg aussi longtemps qu'il existait [20], Renner passa à l'idée « grande-allemande » après la chute de la monarchie, pour finalement, en 1945, faire figure de constructeur de la seconde République d'Autriche. Si nous décrivons sans complaisance les diverses évolutions de Renner, ce n'est pas pour l'accuser de manquer de caractère ou d'être versatile ; c'est sa grande souplesse intellectuelle qui lui permit de prendre les tournants de l'histoire, voire de les pressentir. Sa formation politique et intellectuelle, au sein de la social-démocratie autrichienne, le prédisposait à s'ouvrir à toutes les possibilités ; à la formule léniniste du « Entweder-Oder [21] », les austro-marxistes opposèrent de tout temps la leur : « Sowohl-als-Auch [22] ». Dans un livre publié longtemps après sa mort mais écrit en 1937, *Die Nation : Mythos und Wirklichkeit* [23], Renner tenta de parvenir à une nouvelle définition de la nation qui, avant l'événement de 1945, ouvrait les perspectives de justification d'une nation autrichienne autonome.

---

19 *Ibid.*, p. 19.
20 Renner avait publié en 1900 le livre *Etat et Nation* dans lequel il émet une théorie et une pratique du maintien de l'état multinational.
21 De deux choses l'une.
22 Non seulement, mais encore...
23 *La nation : mythe et réalité*, Vienne, 1964.

En faisant référence à cet ouvrage du Dr Karl Renner, nous voulons montrer la largeur de vues du chancelier, ce qui permettra de comprendre qu'il ait pu jouer aussi un rôle important dans la rédaction de la *Proclamation d'indépendance de l'Autriche* qui avait une tonalité beaucoup plus patriotique que le Mémorandum précité. En effet, l'acte de naissance de la seconde République d'Autriche, loin de faire profession de foi « germanique », souligne la volonté des fondateurs de cet Etat de s'orienter désormais vers une voie autrichienne, et rien qu'autrichienne. La fondation de la nouvelle Autriche n'avait pas seulement un caractère national, mais également une très forte composante antifasciste, puisque l'Autriche devait sa résurrection à la défaite de l'occupant hitlérien. Les fondateurs de l'Etat — les représentants des partis politiques, sociaux-démocrates, populistes (anciens chrétiens-sociaux) et communistes — en étaient profondément convaincus. La conférence des hommes de confiance des trois partis qui se tint après le retour de Renner à Vienne, le 21 avril, décida à l'unanimité de procéder sans attendre au rétablissement de l'Etat autrichien. Une phrase du Mémorandum de K. Renner, auquel nous avons recours une fois encore, illustre l'esprit de cette décision : « La conférence mentionnée des hommes de confiance politiques, réunie dans la Wenzgasse (13e arrondissement de Vienne, n.d.a.), ne pouvait avoir d'autre issue que la décision unanime de tous les partis non-fascistes de réaliser pour toute l'Autriche ce qui s'était passé spontanément dans beaucoup de communes, à savoir appeler toute l'Autriche à la lutte contre le fascisme, proclamer la renaissance de la République démocratique et rétablir l'indépendance et la souveraineté de l'Autriche. Point ne fut besoin d'échanger beaucoup de mots pour constater la résolution unanime de tous [24]. »

Une fois constitué, le gouvernement provisoire lança le 27 avril 1945 la « Proclamation d'indépendance » dont les points essentiels déclaraient que « l'anschluss imposé en 1938 au peuple autrichien était nul et non avenu » et que tous les serments prêtés aux autorités du Reich allemand n'étaient plus valables, alors qu'était rétablie l'allégeance de tous les Autrichiens envers la République d'Autriche. Cette République démocratique devait être instaurée dans l'esprit de la constitution de 1920 [25].

---

24 *Op. cit.*, p. 22.

25 Voici le texte en allemand de cette proclamation :
Artikel 1 : Die Demokratische Republik Österreich ist wiederhergestellt und im Geiste der Verfassung von 1920 einzurichten.
Artikel 2 : Der im Jahre 1938 dem österreichischen Volke aufgezwungene Anschluss ist null und nichtig.

Le gouvernement provisoire s'engageait en outre à contribuer, dans la mesure du possible, à la libération du pays. Les trois partis fondateurs de la seconde République déléguèrent leurs dirigeants à la signature de cette proclamation ; ce furent pour les socialistes Karl Renner et Adolf Schärf, pour les populistes (anciennement parti populaire chrétien-social) Leopold Kunschak, et pour les communistes Johann Koplenig.

Le journal *Neues Österreich* (Autriche nouvelle) qui portait le sous-titre « Organe de l'union démocratique » — le seul journal autrichien paraissant alors, édité par les trois partis — accompagna, le 28 avril, la publication de la proclamation d'un éditorial qui reflète mieux que le document officiel l'ambiance régnant alors en Autriche. En voici quelques extraits. Sous le titre « Vive la République d'Autriche », l'éditorialiste écrivait : « La République d'Autriche libre, indépendante et démocratique est ressuscitée ! Le 27 avril 1945 sera un jour mémorable pour l'avenir et l'histoire de l'Autriche. En ce jour, après sept années de domination étrangère allemande, le gouvernement provisoire de la République d'Autriche s'est constitué. L'anschluss avec l'Allemagne qui nous a été imposé, est déclaré nul et non avenu. L'Autriche redevient libre et indépendante... La renaissance de l'Autriche est surtout redevable à l'Armée Rouge... qui nettoie les territoires encore occupés de notre patrie de l'engeance nazie... Le gouvernement provisoire de la République est issu d'une convention de tous les partis démocratiques. Les représentants dirigeants du parti socialiste, du parti populiste autrichien, du parti communiste d'Autriche et de l'aile démocratique de l'ancienne Union agraire ont manifesté solennellement leur volonté de se charger de l'entière responsabilité de la reconstruction et du développement de l'Etat. Les décombres que l'Allemagne hitlérienne nous a légués ne permettent pas d'opposition, il n'y a que des partis qui sont décidés, sans réserve, à mettre tout en œuvre pour surmonter les difficultés sur la voie de la fondation et de la consolidation de la République... Le gouvernement provisoire représente dans sa composition toutes les

---

Artikel 3 : Zur Durchführung dieser Erklärung wird unter Teilnahme aller antifaschistischen Parteien eine provisorische Staatsregierung eingesetzt und vorbehaltlich der Rechte der besetzenden Mächte mit der vollen Gesetzgebungs- und Vollzugsgewalt betraut.
Artikel 4 : Am Tage der Kundmachung dieser Unabhängigkeitserklärung sind alle von Österreichern dem Deutschen Reich und seiner Führung geleisteten militärischen, dienstlichen oder persönlichen Gelöbnisse nichtig und unverbindlich.
Artikel 5 : Von diesem Tage an stehen alle Österreicher wieder im staatsbürgerlichen Pflicht- und Treueverhältnis der Republik Österreich.

couches et toutes les opinions du peuple autrichien qui, dans sa majorité écrasante, pense démocratiquement et abhorre le nazisme criminel [26]... »

Quelle différence entre ces diverses déclarations officielles ou officieuses et celles de 1918 où, selon Renner lui-même, vouloir séparer le sort de l'Autriche de celui de l'Allemagne considérée comme la nation-mère, aurait été faire preuve d'un vil opportunisme. Cette fois, l'unanimité se faisait autour de l'idée-force de l'indépendance absolue vis-à-vis du monde entier, mais surtout vis-à-vis de l'Allemagne.

Ce qui est remarquable dans ce processus c'est que, malgré toutes les volte-face et vicissitudes des années écoulées depuis 1918, une certaine continuité autrichienne était clairement reconnaissable, ne serait-ce que dans les personnalités des signataires de la proclamation d'indépendance : Renner était le premier chancelier de la Première République, le dernier président du Parlement autrichien de cette République, il pouvait — quoiqu'il eût déclaré et fait entre-temps — être considéré comme un symbole de la non-reconnaissance de l'époque de l'anschluss, comme un symbole de l'annulation de la domination violente allemande qualifiée, elle, d'intermède contraire à la loi. Kunschak, lui, avait de tout temps appartenu à l'aile démocratique du mouvement ouvrier chrétien et représentait également la tradition ; Koplenig qui dirigeait le parti communiste depuis 1924, faisait partie des personnalités autrichiennes que l'hitlérisme avait contraintes à l'émigration involontaire et qui, en rentrant dans leur patrie, renouèrent un lien interrompu par la violence et l'illégalité.

Quant au peuple lui-même, malgré les ruines, malgré la faim et les pénuries de toutes sortes, il fêta le jour de la proclamation d'indépendance en dansant dans les rues de Vienne et en fraternisant avec les soldats de l'Armée Rouge, seuls des quatre alliés alors présents à Vienne.

Les trois partis qui se partagèrent les responsabilités gouvernementales, bien qu'animés du désir commun de reconstruire une Autriche libre et indépendante, avaient évidemment leur histoire, leurs opinions, leur idéologie et leurs propres programmes. Ce qui fut clairement souligné dès les premiers jours ; l'autonomie des partis allait surtout apparaître dans la campagne électorale qui commença en septembre 1945 en vue des élections du 25 novembre 1945. L'analyse du passé et du présent était évidemment différente selon les partis

26 *Neues Österreich*, du 28 avril 1945, p. 1.

et selon les dirigeants conditionnés par ce qu'ils avaient vécu, souffert et combattu. Pour connaître l'impact de leurs opinions sur la prise de conscience nationale, il sera nécessaire d'étudier brièvement la vie de certains d'entre eux, parmi les plus importants, afin d'analyser le cheminement de leurs idées sur la nation autrichienne. Il va de soi que ces idées, dans l'ambiance générale de l'année de la libération, furent fortement influencées par la situation, mais n'étaient pas seulement le fruit de l'opportunité ou de l'opportunisme. La nécessité de contribuer à la prise de conscience nationale devint désormais une question vitale pour l'Autriche, nécessité reconnue non seulement par les dirigeants autrichiens, du moins dans leur majorité, mais aussi par l'étranger qui, sans doute, ne voulait pas retomber dans les erreurs du premier après-guerre, c'est-à-dire régenter l'autodétermination des peuples à coups de décrets et d'ordonnances.

A cet égard, il est intéressant de citer quelques documents en provenance des pays alliés et qui montrent l'intérêt que l'on portait à l'essor d'une véritable conscience nationale en Autriche.

Une première confirmation, ou si l'on veut un encouragement à poursuivre la voie de l'indépendance autrichienne, parvint au Dr Karl Renner dans la seconde quinzaine de mai 1945 : la réponse de Staline à la lettre du 15 avril du futur chancelier. Datée du 15 mai, elle est brève mais significative. En voici le texte :

« A son Excellence le Chancelier d'Etat d'Autriche,

Je vous remercie, très honoré camarade, de votre lettre du 15 avril. Vous pouvez être assuré que votre souci de l'indépendance, de l'intégrité et du bien-être de l'Autriche est également le mien. Je suis prêt à vous apporter toute aide qui serait nécessaire à l'Autriche, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités. Je vous prie d'excuser le retard de ma réponse.

Signé : J. Staline[27]. »

De cette brève missive il ressort donc que le gouvernement soviétique s'en tenait alors à la ligne fixée par la déclaration de Moscou du 1er novembre 1943. Documents à l'appui — nous les citons par ailleurs — on peut dire que cette ligne de conduite constante avait en partie été obtenue par les interventions — modestes mais persévérantes — de certains communistes autrichiens réfugiés en Union soviétique pendant la guerre.

---

27 *Dok. II, op. cit.*, p. 34.

Si la Grande-Bretagne avait eu du mal à se détacher de ses différents plans concernant l'avenir de l'Autriche et de l'Europe danubienne, et si elle continua après la guerre à faire montre d'un certain détachement et même d'une incompréhension certaine à l'égard de la question nationale autrichienne — c'était là l'héritage de lord Henderson qui, de tout temps, avait considéré les Autrichiens comme des Allemands — il n'en fut pas de même des Etats-Unis et de la France.

Dès le mois d'août 1945, des voix américaines se firent entendre qui montrèrent assez de compréhension vis-à-vis de la question nationale en Autriche. Ainsi, le 10 août 1945 le journal *Wiener Zeitung* pouvait écrire sous le titre : « La différence entre l'Autriche et l'Allemagne » « Washington, 9 août. Le sénateur Hille a pris position aujourd'hui, à titre personnel, quant à la déclaration d'hier sur l'Autriche des quatre puissances alliées principales [28]. Il a qualifié la déclaration sur l'Autriche en date d'hier de premier pas vers un Etat libre et indépendant. La différence la plus importante entre l'occupation alliée de l'Allemagne et de l'Autriche se trouve, selon lui, dans les buts et les objectifs de l'occupation. Le but de l'occupation alliée en Allemagne est l'extermination du militarisme et du nazisme, le but de l'occupation autrichienne est orientée vers le soutien de la naissance d'une nation libre et indépendante... »

Quant aux Français qui, traditionnellement, avait fait certaines différences entre Allemands et Autrichiens, de nouveaux liens s'étaient noués en France pendant la Résistance à laquelle de nombreux Autrichiens participèrent — comme nous l'avons vu au chapitre consacré à cette période. La position officielle de la France était fixée dans les déclarations du Conseil allié, mais on peut dire que la compréhension de la question autrichienne n'y fut pas parfaite. Sur le plan privé par contre, les voix ne manquaient pas qui exprimaient le désir de voir se développer la conscience nationale autrichienne. Au mois de juillet 1945 fut fondée l'Union des Amis de l'Autriche, sous la présidence d'Edouard Herriot, qui s'efforça de créer en France un courant de sympathie et de compréhension envers l'Autriche. D'autres personnalités, comme Ernest Pezet, Albert Bayet, etc., exprimèrent dans des conférences de presse leurs convictions sur la nécessité de l'autonomie nationale de l'Autriche. Le 20 octobre 1945, l'Union des Amis de l'Autriche adressa le message suivant au chancelier Renner : « A

---

28 Les puissances alliées avaient proclamé leur intention de traiter l'Autriche comme un pays libéré et non vaincu.

l'occasion de la reconnaissance officielle du gouvernement provisoire de la République d'Autriche, l'Union des Amis de l'Autriche groupant toutes les tendances de l'opinion publique française, vous adresse, Monsieur le Chancelier, ses vives félicitations. Elle tient à vous exprimer les vœux sincères que forment tous les Français pour une Autriche indépendante et démocratique. Elle souhaite que les dernières survivances du régime nazi soient éliminées le plus rapidement possible... [29] »

Pour l'Angleterre il faut également distinguer la politique officielle et l'attitude de différentes personnalités. Au début de la guerre, les autorités n'avaient fait aucune distinction entre Autrichiens et Allemands et plusieurs milliers d'Autrichiens avaient été internés comme « ressortissants d'un pays ennemi » ; dès cet instant de nombreuses personnalités de la vie publique et culturelle avaient proclamé leur conviction de la nécessité d'une Autriche indépendante, parmi elles le célèbre écrivain H.G. Wells et plusieurs députés aux Communes (J. Platts-Mills, etc.). Mais l'attitude du gouvernement et surtout de Churchill, qui avait ses propres plans d'après-guerre pour l'Europe centrale, resta pour le moins ambiguë bien qu'au cours de la guerre les Autrichiens aient été autorisés à servir dans l'armée britannique.

LES HOMMES ET LES PARTIS

Les prises de position en provenance de l'étranger n'eurent qu'une influence indirecte sur l'opinion publique autrichienne ; il ne faut cependant pas en négliger les effets : les Autrichiens ont souvent attribué plus d'importance à ce qui se disait à l'étranger qu'à leurs propres opinions, représentées par les courants spirituels de leur pays. Il est évident, néanmoins, que les positions des partis politiques autrichiens sur la question nationale devaient à la longue s'imposer à l'esprit public, à la conscience des citoyens.

Quelles furent donc les positions des partis politiques qui fondèrent la seconde République au sortir de l'époque nationale-socialiste dont nous avons étudié les effets dans les chapitres précédents ? On pourrait simplifier la réponse en relevant dans les programmes de ces

---

29 Voir *Le Courrier France-Autriche,* Organe des Amis de l'Autriche, paraissant à Paris, Ire année, n° 1, novembre 1945, p. 1.
On trouvera un aperçu sur l'attitude de la presse française vis-à-vis de l'Autriche dans les années 1943-1945 dans la communication de Georges Pons au colloque *Deux fois l'Autriche* (Rouen 8-12 novembre 1977), *Points de vue français sur l'Autriche 1943-1945.*

partis les passages qui ont trait à la question nationale. Nous y viendrons nécessairement, les programmes étant le concentré et l'essence théorique ou, si l'on veut, la généralisation de l'ensemble des opinions présentes à l'intérieur d'un parti d'où naît sa ligne politique. Mais les partis étant composés d'hommes dont certains exercent une influence déterminante sur l'orientation du groupe, il nous semble nécessaire et intéressant de brosser rapidement le portrait des hommes qui par leurs signatures apposées au bas de la proclamation d'indépendance font figure, devant l'histoire, de fondateurs de la seconde République autrichienne.

Ce furent, on s'en souvient, Karl Renner et Adolf Schärf pour les socialistes, Leopold Kunschak pour les populistes et Johann Koplenig pour les communistes [30].

En citant en tête de ce chapitre les prises de position successives de Karl Renner sur le caractère national des Autrichiens, nous avons quelque peu anticipé sur l'esquisse de son portrait. Mais il n'est pas possible d'épuiser en quelques pages la personnalité riche et complexe de cet homme d'Etat. La bibliographie sur Karl Renner est abondante et nombreux sont les livres qu'il a lui-même écrits ; leur énumération donnerait certainement en soi une idée de ce social-démocrate autrichien, de cet austro-marxiste qui malgré ses erreurs dans la question nationale et dans d'autres — peut-être à cause de ses erreurs — représenta le type même de l'Autrichien : aimant la vie, reconnaissant les réalités et s'y pliant, mais toujours prêt à revenir à d'autres positions ; scientifique et pragmatique, sincère et roué, mais non servile [31]. Ce qui nous intéresse particulièrement — vu le sujet de notre travail — c'est que Renner est l'auteur de nombreuses études sur la question nationale qui fut, il est vrai, la question cruciale de la monarchie austro-hongroise. Ce problème fut pour lui une préoccupation constante qu'il partagea d'ailleurs avec son ami et contradicteur à l'intérieur du parti social-démocrate, Otto Bauer [32], comme avec son adver-

30 Derrière eux se profilaient déjà d'autres personnalités non moins importantes pour l'élaboration de la doctrine politique de leurs partis.

31 Dans cette note, il est impossible d'énumérer les nombreux ouvrages de Karl Renner dont nous donnerons quelques-uns dans la bibliographie. On se reportera aussi utilement aux biographies et aux bibliographies suivantes : *Karl Renner - Eine Bibliographie,* zusammengestellt von Hans Schroth, Europa-Verlag, Wien, 1970 ; Jacques Hannak, *Karl Renner und seine Zeit* Biographie, Europa-Verlag, Wien ; *Karl Renner, Porträt einer Evolution,* Hrsgb. Heinz Fischer, Europa-Verlag, Wien, 1970 ; Karl Stadler, *Dr. Karl Renner,* Forum-Verlag, Wien, etc. etc.

32 Voir Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie,* Wien, 1907.

saire de toujours et partenaire d'un instant, Staline. Ce dernier s'attaqua notamment aux thèses émises par Renner dans son livre *Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat* [33], publié sous le pseudonyme de Rudolf Springer [34]. Il n'est pas nécessaire ici de donner une biographie de Karl Renner (1870-1950). On retiendra cependant que Renner, avec ses multiples publications, se joignit au groupe des penseurs socialistes qui, au début du siècle, publièrent le périodique *Marx-Studien*. Groupe dont firent partie Max Adler, Rudolf Hilferding, Karl Kautsky, Gustav Eckstein, Otto Bauer et Friedrich Adler et qui fonda l'école qu'il est convenu d'appeler « austro-marxisme » qui contribua à vivifier le débat idéologique parmi ceux qui se reconnaissaient comme des disciples de Karl Marx. Mais à l'intérieur même de l'austro-marxisme, les nuances furent nombreuses. Ainsi, Renner s'opposa pendant des décennies aux opinions d'Otto Bauer, notamment sur le rôle de l'Etat en tant qu'instrument de la domination des classes et de forme codifiée de l'exploitation, alors que Renner, lui, adopta une attitude évolutionniste selon laquelle un ordre coopératif naîtrait d'une atténuation des antagonismes dans la société, plutôt que par une révolution. De là sa définition de l'austro-marxisme comme une école qui « a entrepris d'approfondir et de perfectionner le système de notre vieux maître Karl Marx en insistant sur son caractère scientifique, c'est-à-dire non pas comme système fermé d'une seule science, mais comme une méthode de pensée et de recherche dans le domaine de la science de la société (sociologie) en général et de toutes ses branches — et pas seulement comme une œuvre de propagande politique ».

Bref, Renner fut plus lassallien que marxiste, notamment en matière de doctrine sur l'Etat ; de là, il conclut que la loi pouvait devenir un moyen de la lutte des classes. Il en déduisit, et ce fut là une pratique de toute sa vie, la possibilité d'une coalition avec les autres forces politiques de la société bourgeoise. Yvon Bourdet en conclut : « Ainsi, au plan de l'action politique, lorsqu'il a préconisé des gouvernements de coalition, Renner n'était point mû par des raisons de conjoncture ou opportunistes ; ses positions pratiques étaient

---

33 Karl RENNER, *Le combat des nations autrichiennes pour l'Etat*, Edition allemande, Leipzig et Vienne, 1902.

34 Cette polémique ne concerne pas seulement la définition de la «nation», mais aussi et surtout l'abandon du principe territorial et son remplacement par un principe « personnel » quant à l'appartenance à telle ou telle nation. Voir la polémique de Staline dans la brochure *Marxisme et question nationale*, édition allemande, Berlin, 1946, u. 29-30.

en accord profond avec sa théorie fondamentale [35]. » De là les tentatives de réconciliation de Renner avec les chrétiens-sociaux avant la guerre civile de 1934, tentatives qui ne trouvèrent pas d'écho favorable sauf auprès d'un dirigeant bien connu, Leopold Kunschak justement ; les deux hommes se rencontrèrent de nouveau en 1945.

Les possibilités intellectuelles de Renner allaient se confirmer dans la dernière partie de sa vie, et notamment dans la question nationale [36]. Un des biographes du chancelier n'a-t-il pas affirmé en 1964 : « Si Renner vivait encore parmi nous, il n'hésiterait pas un instant à attribuer au peuple autrichien le rang d'une nation [37]. »

Quant au Dr Adolf Schärf [38], le second signataire socialiste de la proclamation d'indépendance, nous avons déjà brossé son portrait ; ce qui nous intéresse ici c'est l'attitude du Dr Schärf vis-à-vis de l'indépendance de l'Autriche ; à cet égard, le doute n'est pas permis. Schärf, comme la plupart des sociaux-démocrates autrichiens resta longtemps attaché à l'idée d'une « révolution pan-allemande », se conformant en cela à l'attitude de son parti qui, jusqu'en 1933, maintint dans son programme un paragraphe dans ce sens. Mais la réalité de l'annexion, la morgue des nouveaux maîtres de l'Autriche suscitèrent une prise de conscience fulgurante que Schärf a décrite lui-même dans ses Mémoires [39].

Leopold Kunschak fut l'un des fondateurs du mouvement ouvrier chrétien [40]. En cette qualité, il occupa sous la Première République de hautes fonctions dans le parti social-chrétien, dans le mouvement syndical chrétien et aussi dans la municipalité de Vienne dont il fut conseiller municipal. La figure de Kunschak, parfois controversée, a été l'objet de plusieurs études [41] qui montrent toutes les deux prin-

---

35 Yvon Bourdet dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : l'Autriche,* p. 251.

36 Nous reviendrons sur certains discours de Renner qu'il prononça en sa qualité de Président de la République, notamment sur celui où il fait un rapprochement entre l'Autriche et la Suisse, comme en 1919, mais dans un autre contexte.

37 Jacques Hannak dans la préface au livre posthume de Renner, *Die Nation : Mythos und Wirklichkeit,* Europa-Verlag, Wien, 1964, p. 11.

38 Adolf Schärf, né le 20 avril 1890 à Nikolsburg (Moravie), mort à Vienne le 28 septembre 1965 ; il fut, sous la seconde République, vice-chancelier du gouvernement fédéral de 1945 à 1957, puis jusqu'à sa mort, Président fédéral de la République.

39 Voir chapitre vii du présent travail.

40 Né le 11 novembre 1871 à Vienne, Kunschak devint président du Conseil national en 1945. Il mourut le 13 mars 1953.

41 Voir notamment les ouvrages de Blenk, Pelinka et Weinberger, cités dans notre bibliographie.

cipales qualités de cet homme simple et fidèle à ses idées : il fut démocrate et patriote autrichien.

Dès le 9 février 1934, trois jours avant l'écrasement de la République et de la social-démocratie autrichienne, Kunschak, dans un discours retentissant, avait appelé à l'union tous ceux qui voulaient s'opposer au national-socialisme dans lequel il voyait « la dégénérescence de l'esprit allemand ». Même après l'érection de l'Etat autoritaire de Dollfuss, Kunschak — tout en acceptant certaines charges de l'Etat [42] — soulignait qu'il n'avait pas cessé d'être démocrate, comme dans l'article ci-après écrit en novembre 1934 : « Aujourd'hui on parle de façon très défavorable de la démocratie. Pour ma part, je continue à accepter le reproche d'être un démocrate. Je suis contre toute dictature et contre tout fascisme. La démocratie n'est pas liée à une certaine forme, elle n'est pas liée au parlementarisme ou à un droit électoral quelconque... Je suis démocrate et je le reste... [43] »

Nous pourrions également relever de nombreux exemples du patriotisme de Kunschak, nous nous contenterons d'en citer deux ; l'un se rapportant à l'époque de l'occupation nazie en Autriche, l'autre au moment de son élection à la Présidence du Conseil national, après les élections de novembre 1945.

Kunschak s'était opposé au national-socialisme pendant les quatre années du régime autoritaire ; aussi ne fut-il pas surpris de voir apparaître chez lui dès le lendemain de l'annexion, le 14 mars 1938, les S.A. qui perquisitionnèrent son appartement et l'arrêtèrent ensuite. Il ne resta pas longtemps sous les verrous, jusqu'au 20 mai, mais fut par la suite constamment surveillé par la Gestapo. Il n'en garda pas moins le contact permanent avec la branche chrétienne de la résistance, ce dont témoignent ses nombreux entretiens avec Lois Weinberger [44], de même que sa correspondance avec l'un des dirigeants de la résistance allemande, Jakob Kaiser. A partir de 1943, Kunschak fut également en contact avec Adolf Schärf avec lequel il eut plusieurs conversations à Baden, près de Vienne.

---

42 Il accepta notamment d'être nommé « Staatsrat » - Conseiller d'Etat - dans un organisme qui n'avait que des pouvoirs consultatifs.

43 Cité d'après *Österreichische Arbeiterzeitung*, 1934, 10 novembre, p. 4, voir Pelinka, *Stand oder Klasse ?*, p. 186.

44 Voir Lois Weinberger, *Tatsachen, Begegnungen und Gespräche*, Wien, 1948, p. 108-116.

Le 19 décembre 1945, lorsqu'il fut élu président du Conseil national, Kunschak résuma en quelques phrases sa profession de foi : « ... Nous vivons aujourd'hui un jour de fête exceptionnel, un jour de joie qui se gravera profondément non seulement dans le cœur de ceux qui sont rassemblés ici, mais aussi dans le cœur du peuple autrichien tout entier, un jour de joie parce qu'enfin est revenu le temps où le peuple, par sa représentation, décidera lui-même de son sort... Nous voyons aujourd'hui dans cette maison, trois partis, chacun a son programme et chacun est décidé à réaliser son programme. Ce n'est pas seulement leur bon droit, c'est même leur devoir. N'est respectable que celui qui a des principes et qui se sent engagé envers ses principes... [45] »

Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur la personnalité de Kunschak : comme dirigeant du parti chrétien-social, il avait souvent partagé les errements politiques de ce dernier, notamment en ce qui concerne l'antisémitisme hérité de Lueger ou l'antimarxisme militant [46]. Il faut ajouter également sa coopération — quoique réticente comme nous l'avons vu — avec le régime autoritaire de Dollfuss. Mais lui aussi avait réfléchi, comme il le dit à Weinberger dans leurs multiples entretiens, et il était parvenu à une conception démocratique de la démocratie ; de même son patriotisme autrichien qui s'était transformé pendant les années de l'annexion et de local était devenu national.

Le quatrième signataire de la Proclamation d'indépendance fut Johann Koplening, alors secrétaire général du parti communiste autrichien [47]. Koplenig était à la tête du parti depuis 1924 et s'était acquis la réputation d'un révolutionnaire intègre et fidèle à ses idées. Après la fusillade du 15 juillet 1927 il avait prononcé un discours accusateur devant les tombes des victimes, ce qui lui valut d'être inculpé de haute trahison et d'être incarcéré pendant 70 jours ; mais il dut être acquitté. Depuis 1934, il dirigeait son parti depuis l'étranger, en Tchécoslovaquie d'abord, puis en France et enfin, pendant la guerre, en Union soviétique.

On sait déjà que dans la question nationale l'attitude des communistes était nette depuis la grande discussion à l'intérieur du parti

---

45 Procès-verbal de la séance du Conseil national du 19 décembre 1945.

46 L'antisémitisme et l'antimarxisme caractérisent d'autres dirigeants chrétiens-sociaux, notamment Seipel et Funder.

47 Né le 15 mai 1891 à Hermagor, en Carinthie, militant ouvrier, d'abord social-démocrate puis communiste à partir de 1917. Secrétaire général du P. C. depuis 1924, il fut vice-chancelier du gouvernement provisoire, puis député au Conseil national jusqu'en 1959. En 1965 il fut élu président d'honneur de son parti ; il est mort le 13 décembre 1968.

et dans les colonnes de leur organe clandestin *Weg und Ziel,* dans les années 1937-1938. Koplenig, lui-même, avait participé à cette discussion dont la conclusion fut que l'Autriche était désormais une nation, que son indépendance avait été brutalement détruite par les colonnes de l'armée hitlérienne. Le jour de l'annexion, Koplenig écrivit un article dénonçant, en termes émouvants, l'acte de violence : « Les escadrilles des bombardiers allemands tournent sur Vienne, aux carrefours de la ville les mitrailleuses sont postées. Alors que la radio mise au pas donne des informations sur l'entrée des troupes allemandes, alors que la terreur de la croix gammée envahit le pays, le peuple autrichien se trouve dans un état de profonde douleur et de prostation. Le peuple autrichien a été brutalement violenté... Le IIIe Reich lui a imposé sa domination étrangère... » L'article se termine ainsi : « L'Autriche sera de nouveau libre et indépendante ! [48] »

Un recueil, édité à Paris en 1939 et préfacé par Koplenig, expose le point de vue des communistes sur la question nationale ; son titre : « La question nationale et la lutte de l'Autriche pour son indépendance [49]. »

On peut donc considérer comme historiquement justifié le fait que Koplenig ait figuré parmi les signataires de la Proclamation d'indépendance de 1945.

---

48 Voir *Der Weg des Arbeiterführers Johann Koplenig,* Wien, 1951, p. 43-44.
49 *Die nationale Frage und Österreichs Kampf um seine Unabhängigkeit,* Editions Prométhée, Paris Ve, 1939.

CHAPITRE XII

LES PREMIERS PROGRAMMES POLITIQUES

Le cadre de notre travail ne suffirait pas si nous voulions soumettre à analyse les programmes successifs et complets des partis politiques de la seconde République. Aussi mettrons-nous l'accent uniquement sur l'analyse des chapitres qui, de près ou de loin, ont trait à la question nationale. Au-delà des partis et de leurs programmes, il nous faut mentionner en quelques lignes le rôle d'une institution temporaire qui, en cette année 1945, a fortement contribué à forger un début de conscience nationale en Autriche : il s'agit des Conférences dites des Länder — *Länderkonferenzen* — qui réunirent à Vienne les représentants des provinces autrichiennes, à cette époque séparées les unes des autres par les lignes de démarcation instaurées par les puissances occupantes entre leurs zones d'occupation respectives. Pour tenir ces conférences, il fallut beaucoup d'énergie et d'insistance à Renner qui en fut l'instigateur en souvenir de celles qu'il avait déjà organisées au lendemain de la Première Guerre mondiale. En effet, les lignes de démarcation qui traversaient le pays étaient des obstacles pour le rétablissement de l'unité nationale ; à l'Ouest notamment, au Tyrol et au Voralberg, de fortes tendances centrifuges se manifestèrent et les forces politiques qui avaient contribué à la libération du Tyrol envisagèrent un moment d'autres possibilités que la reconnaissance du gouvernement Renner comme seul gouvernement du pays [1].

Dans les provinces occidentales on redoutait surtout que le gouvernement Renner, établi à Vienne, fût trop influencé par les Soviétiques et que les communistes fussent trop avantagés dans la répartition des postes ministériels. Dès la première conférence viennoise des Länder, le 20 septembre 1945, Renner sut dissiper ces craintes. Dans un discours qui ne manqua ni d'habileté ni de grandeur historique, il déclara

---

1 Plusieurs auteurs, en particulier Fellner et Andics (voir bibliographie) mentionnent les velléités de certains hommes politiques de se séparer du gouvernement de Vienne ; Fellner écrit par exemple : « Des hommes politiques en Autriche occidentale, avant tout le futur ministre des Affaires étrangères, Gruber, auraient préféré d'autres solutions qu'une unification du pays sous un gouvernement à direction socialiste ». Dans *Die Zweite Republik*, Ier vol. p. 89-90.

entre autres : « A cet Etat ressuscité il fallait à tout prix donner un gouvernement central. Ce fut l'action des dirigeants des trois partis démocratiques, qui ne sont pas des partis régionaux dont les activités se limitent à certaines parties du territoire, mais qui sont des partis nationaux. Personne ne peut donc contester ni leur légitimation ni celle du gouvernement... » Renner déplora ensuite la tendance de certaines zones à se conduire en états souverains, concluant des accords de compensation de zone à zone, voire avec des états étrangers ; il montra le danger d'un effilochement et d'un éparpillement des forces vives qui subsistaient encore en Autriche, en demandant : « Rétablissement de l'unité nationale et économique de la République ! Toutes les aspirations particulières des partis et des Länder doivent s'effacer devant cette tâche commune ! » Renner démontra que seule cette unité permettrait l'éradication totale du nazisme et le rétablissement d'une démocratie sûre et consolidée. Les lois et coutumes étrangères devaient céder le pas au bon et ancien ordre autrichien. Il montra devant les représentants des Länder que la seule voie menant à la reconnaissance internationale de l'Autriche serait celle qui passerait par l'extension de la souveraineté du gouvernement provisoire à tout le territoire national. Pour faciliter une telle décision aux représentants quelque peu récalcitrants, Renner promit un élargissement du gouvernement et une réduction de l'influence communiste. Il termina son discours par cet appel : « En quelques mois nous avons reconstruit et achevé notre Etat ! Que ressuscite, que prospère sur la base inébranlable de la démocratie et de la paix intérieure et extérieure, notre République d'Autriche tant aimée, à jamais indépendante ! »

Paroles destinées à impressionner les délégués des Länder mais aussi les masses populaires et qui ne manquèrent pas leur but. Avec ce discours, Renner parvint à dominer la situation et à faire oublier son interview malheureuse de 1938. Quant au gouvernement, il fut élargi immédiatement et la Conférence des Länder prit diverses mesures dans le sens de l'unification rapide du pays. Dans le même temps, une première entorse fut faite à la proclamation d'indépendance du 27 avril, laquelle disait que la République devait être rétablie dans l'esprit de la constitution de 1920, alors que la Conférence demanda le rétablissement de la constitution de 1929 qui, à l'époque, avait été remaniée sur les instances de Seipel dans un sens plus autoritaire [2].

---

2 La différence essentielle entre les deux rédactions de la constitution résidait dans le fait que l'élection du président de la République, prévue en 1920, par les deux Chambres réunies, devait avoir lieu dorénavant au suffrage universel, et que les pouvoirs du président étaient élargis. Finalement ce fut la rédaction de 1929 que l'on adopta, malgré l'opposition communiste.

La seconde Conférence des Länder, tenue en octobre, eut principalement pour tâche d'organiser les élections prévues pour le 25 novembre 1945. En prévision de ces élections, les partis élaborèrent, parfois à la hâte, leurs premiers programmes d'après-guerre pour se présenter devant le peuple autrichien.

Dans les documents de 1945 et 1946 du parti socialiste et malgré les discours patriotiques du chancelier Renner — qu'on peut cependant considérer comme le porte-parole légitime de ce parti — on ne trouve que peu de traces d'une profession de foi nationale ; fidèle à sa ligne traditionnelle, le parti socialiste mettait l'accent sur les revendications politiques, sociales, démocratiques des travailleurs et négligeait quelque peu l'aspect national de la lutte contre les survivances du nazisme, lutte dont il se réclamait cependant. Cette attitude « anationale » n'était pas due au hasard. Trop fortes étaient encore les traditions austro-marxistes internationalistes selon lesquelles il fallait placer les espoirs dans la réalisation de la révolution pan-allemande. Certains dirigeants socialistes n'avaient-ils pas déclaré haut et fort qu'une reconnaissance de la « nation autrichienne » était hors de question.

Dans l'émigration anglaise notamment, les socialistes, nous avons suivi leur itinéraire, n'avaient pas voulu démordre de leurs thèses pan-allemandes ; d'une part, pour des raisons doctrinaires et d'autre part pour des raisons moins pures, ils prenaient simplement le contre-pied des communistes qui, eux, défendaient leur thèse sur l'existence de la nation autrichienne. Certains documents, hautement significatifs à cet égard, en témoignent.

Rappelons qu'en juin 1938, Otto Bauer avait demandé que les socialistes adoptent face au fait accompli de l'annexion une attitude critique, certes, mais non « réactionnaire ». Il fallait dire au peuple autrichien que l'asservissement brutal par les tyrans du IIIe Reich ne signifiait pas l'anschluss, l'unité nationale dans la liberté à laquelle avaient aspiré les socialistes après l'effondrement de la monarchie des Habsbourg. Cependant, Otto Bauer se refusa à opposer à la domination nationale-socialiste le « mot d'ordre réactionnaire de l'indépendance de l'Autriche », et il développa sa théorie du « mot d'ordre révolutionnaire de la révolution pan-allemande[3] ».

Rarement, un homme aussi perspicace qu'Otto Bauer aura été démenti d'une façon plus frappante par le cours ultérieur de l'histoire.

---

3 Voir *Der sozialistische Kampf* (Lutte socialiste), Paris, juin 1938.

Toutefois, les paroles de Bauer, nous le savons déjà, furent reprises par le groupe influent de l'émigration social-démocrate à Londres autour de l'ancien rédacteur en chef de l'*Arbeiterzeitung,* Oscar Pollak, de Karl Czernetz, et — bien que celui-ci se tînt un peu à l'écart — du publiciste Julius Braunthal, personnalité marquante de la Deuxième Internationale.

Nous savons également que le groupe d'émigrés autrichiens socialistes dans les pays scandinaves choisit, sous l'inspiration de Bruno Kreisky, la voie autrichienne. Mais Kreisky ne rentra en Autriche que cinq années après la libération [4]. C'est pourquoi dans les programmes socialistes de cette époque, élaborés en Autriche, la ligne « autrichienne » fut sérieusement négligée.

Il faut dire cependant que le rédacteur en chef de l'*Arbeiterzeitung,* Oscar Pollak, qui reprit sa place après la libération, s'est plus tard converti à l'idée de la nation autrichienne. Mais cette conversion fut assez tardive et nous aurons l'occasion de l'analyser plus tard quand elle devra être prise en considération dans l'ensemble du complexe de la *Nation(s)-Werdung.*

Pour le parti populiste, fraîchement sorti de la clandestinité, la question ne se posait pas de savoir s'il fallait s'orienter ou non vers une « ligne autrichienne ». Dès avant l'anschluss, les hommes qui allaient avoir des rôles dirigeants dans le nouveau parti — successeur néanmoins officiel du vieux parti chrétien-social — s'étaient considérés comme des Autrichiens ; toutefois, il ne faut pas oublier que leur grand ancêtre Seipel avait repris le slogan pangermaniste de la « communauté du destin et de la langue », accompagné de celui de la « communauté du sang », et qu'il était l'auteur de la formule fatale « l'Autriche, second état allemand » qui allait permettre toutes les exigences de Hitler. Son successeur malheureux, le chancelier Dollfuss — tout en se mettant en quête de « l'homme autrichien » (homo austriacus) — avait pensé concilier cette recherche avec l'affirmation que les Autrichiens n'étaient rien d'autre que « les meilleurs Allemands » ; sans parler de Schuschnigg qui n'avait pas voulu faire couler « le sang des frères allemands » — même au prix de la perte de l'indépendance de

---

4 Déjà dans sa dissertation au baccalauréat, donc bien avant l'anschluss, Kreisky défendit l'idée que l'Autriche était apte à la vie indépendante ; la *Nationalzeitung* néonazie lui reproche dans son n° 51 du 22 novembre 1972, p. 6, d'avoir « inventé en Suède la 'nation Autriche' », reproche qu'elle adresse d'habitude aux communistes. Nous faisons par ailleurs état d'un document personnel du Dr. Kreisky dans lequel il explique sa position.

son pays et de l'oppression sanglante qui suivit — et surtout de la seconde guerre mondiale. Toutefois ceux qui avaient vécu le cauchemar du IIIe Reich étaient guéris à jamais de tout romantisme pan-allemand ; il leur suffisait désormais d'être des Autrichiens à part entière.

En octobre 1945 parut le premier numéro de l'organe théorique du parti populiste « Mensuels autrichiens [5] ». Une brève analyse de ce numéro et de quelques autres des années 1945-1946 donnera une idée du concept que les populistes se faisaient de la « nation autrichienne ».

En 1945, l'une des personnalités les plus marquantes du parti populiste fut le rédacteur en chef des « Mensuels », le Dr Alfred Missong. C'est lui qui donna le ton dans la question nationale ; question sur laquelle il avait des vues très précises qu'il ne cessa de développer au fil de ses articles. Dès le premier numéro, il parla de la « nation autrichienne », non sans se référer au parti populiste qu'il qualifia ainsi : « Le parti populiste autrichien représente, dans sa structure, la nation autrichienne ' in nuce ', symboliquement [6]. » Dans le même numéro, un autre co-fondateur du Parti, le Dr Hans Pernter, reprit en ces termes la thèse de l'homme autrichien : « L'homme autrichien est une réalité, un produit de l'essence autrichienne et de la culture autrichienne. Le but suprême de la politique culturelle autrichienne doit être de parvenir, en passant par la formation de l'homme autrichien, à une profession de foi consciente vis-à-vis de la nation autrichienne qui doit occuper une place d'honneur parmi les nations civilisées du monde [7] ».

L'objectif fixé dans cette phrase pourrait être considéré comme une anticipation du sujet que nous sommes en train d'analyser : la prise de conscience progressive de cette nation autrichienne dont le Dr Missong, surtout, voulait être le héraut. Il formula avec précision les questions auxquelles les années à venir allaient apporter une réponse déterminante, en écrivant dès décembre 1945 : « La clarification idéologique de nos rapports avec l'Allemagne, clarification qui nous sépare du même coup *ipso facto* du " Deutschtum ", nous amène,

---

5 *Österreichische Monatshefte - Blätter für Politik,* Herausgegeben von der österreichischen Volkspartei, Österreichischer Verlag, Wien. Le mot « österreichisch » apparaît ainsi trois fois dans le titre complet du périodique.

6 *Österreichische Monatshefte,* n° 1, octobre 1945, p. 12.

7 *Ibid.,* p. 9.

avec une nécessité inhérente, à la question décisive : Nous les Autrichiens, pouvons-nous et voulons-nous devenir une véritable nation au plein sens du terme ? Il serait faux et insensé de donner congé à l'ethnie allemande s'il n'est pas sûr que nous voulons vivre politiquement et nationalement notre propre vie, et que nous le pouvons également... Peut-être cette question semblera-t-elle trop audacieuse à certains et le fruit d'un enthousiasme patriotique exagéré. Mais qu'on ne se trompe pas : cette question contient tout simplement le problème de notre destin et — à moins de vouloir faire la politique de l'autruche — on ne peut en aucun cas l'escamoter. En effet, dès qu'on est conscient que la définition de la nation — jusqu'ici façonnée surtout par l'idéologie et la propagande allemandes, notamment en ce qui concerne l'accent exagéré mis sur l'élément linguistique — que cette définition donc nécessite une révision fondamentale, alors l'exigence de la formation nationale de l'Autriche et des Autrichiens prend immédiatement un autre aspect. Elle perd tout caractère étonnant et exagéré... En effet, les conditions essentielles de la formation de la nation autrichienne sont données. Du point de vue historique, l'Autriche est une entité propre... [8] »

Dans un document original, que nous publierons en annexe, le fils d'Alfred Missong décrit les différentes étapes de l'évolution humaine et politique de cet écrivain qui, en sa qualité de fondateur et de rédacteur en chef des *Monatshefte,* combattit énergiquement les tendances à la conciliation avec le nazisme — qui déjà se manifestaient dans divers milieux de son parti — et pour l'idée de la nation autrichienne. Dans une certaine mesure, Alfred Missong réussit à faire insérer ses idées dans le premier programme du parti populiste et il élabora une brochure fondamentale qui parut en 1946 sous le titre *La nation autrichienne.*

Alfred Missong a également rédigé « Vingt-cinq thèses sur la nation autrichienne » évoquées par son fils, le Dr Alfred Missong jeune, qui écrit entre autres : « Si je me permets d'intervenir dans la discussion que vous avez relancée, je le fais en tenant compte que mon père, décédé en 1965, doit bien figurer parmi les personnes qui les premières ont développé le concept de la nation autrichienne et ont pris une part essentielle à sa diffusion. En vérité, la génèse de l'idée de la nation autrichienne ne peut être comprise sans le travail fourni par mon père... [9] »

---

8 *Österreichische Monatshefte,* n° 3, décembre 1945, p. 105.
9 Lettre du fils d'Alfred Missong à l'auteur, du 12 janvier 1973.

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OEVP EN 1945

A défaut d'un programme complètement élaboré, les populistes présentèrent en juin 1945 des principes directeurs qui devaient servir de base à l'organisation du parti. On doit voir, dans ces principes, un certain nombre de déclarations d'intention ; nous ne présenterons que ceux qui reflètent l'attitude du parti sur la nation autrichienne.

Les quinze principes proclamés sont précédés d'un chapeau significatif : « Le parti populiste autrichien reprend l'héritage des groupements politiques qui se sont placés depuis toujours sur le terrain de la tradition autrichienne et qui ont défendu l'indépendance de l'Autriche. » Quatre des quinze principes se préoccupent de questions qui ont trait au problème national. Le parti populiste proclame tout d'abord sa volonté de contribuer à la création d'une « Autriche nouvelle, libre, indépendante, et apte à la vie » et désire revenir à l'ancienne tradition autrichienne, celle qui veut que l'Autriche soit administrée à la fois par une direction centrale et jouisse en même temps d'un statut fédéraliste ; en effet, le parti populiste demande « un Etat autrichien avec une direction unitaire respectant pleinement l'évolution historique et la particularité des Länder, la garantie de l'autonomie à laquelle ils ont droit, et une large administration personnelle non seulement des Länder (provinces) mais aussi des communes et des organismes professionnels... [10] »

Le quatrième principe se réfère également au caractère intrinsèquement autrichien des objectifs poursuivis par les populistes : « Etablissement d'une force de l'ordre inconditionnellement autrichienne, représentée par le corps des fonctionnaires, la police et la gendarmerie, et qui offre garantie aussi bien pour la sécurité des personnes et de la propriété, que pour un appareil d'Etat débarrassé de tous les éléments et idéologies anti-autrichiens. Elimination de toutes les personnes discréditées pour leur collaboration avec le système hitlérien de tous les postes dirigeants de la vie publique et privée, ainsi que condamnation sévère de tous les nationaux-socialistes coupables d'agissements criminels [11]. »

Les préoccupations culturelles et éducatives du parti populiste sont exprimées dans les principes 8 et 10. Au principe 8, on peut lire que l'un des objectifs essentiels du parti est la « promotion énergique de l'esprit autrichien, l'accentuation aiguë du patrimoine autrichien

---

10 Dans *Berchtold, op. cit.* p. 376, *Programmatische Leitsätze der ÖVP,* 1945.
11 *Ibid.,* p. 377.

autonome qui se fonde sur les idées chrétiennes et occidentales que nous avons reçues en héritage de nos pères... [12] ».

Le 10e principe traite de l'idéologie autrichienne qu'il s'agit d'implanter à tous les niveaux : « Dans les écoles à tous les degrés, écoles professionnelles comprises, pénétration totale de l'enseignement par l'idéologie autrichienne et éducation de tous les jeunes en vue d'en faire des Autrichiens inconditionnels... Réorganisation fondamentale de la formation des maîtres, édition rapide de manuels autrichiens et mesures énergiques en vue d'un remodelage intellectuel complet des universités et des établissements d'enseignement secondaires... Travail très intensif à la formation de la nation autrichienne qui doit permettre la naissance d'une conscience nationale et culturelle autrichienne forte et fière [13]. »

En étudiant ces différents points avec le recul historique d'une trentaine d'années, il faut bien constater que si ses intentions étaient nobles et fortes, le parti populiste n'a pas toujours pris les mesures nécessaires à leur réalisation, bien qu'il ait été au gouvernement jusqu'en 1970. Ce qui frappe dans ces principes, c'est la tendance à se référer au passé plutôt qu'à l'avenir et à rechercher les racines de la nation autrichienne dans un héritage « reçu de nos pères » qui n'est ni défini, ni exposé avec exactitude.

Il est cependant bien établi que le parti populiste s'orienta à l'époque vers un travail idéologique qui devait permettre la formation d'une conscience nationale bien enracinée, malgré une terminologie ambiguë, laissant la porte ouverte à des interprétations diverses.

POSITIONS SOCIALISTES

Dans les premiers programmes du parti socialiste, par contre, les références à la nation autrichienne sont tout simplement omises. Il faut voir dans cette absence la prédominance encore très forte des idées d'Otto Bauer qui empêcha les dirigeants de l'heure de replacer leurs conceptions de l'Autriche dans le nouveau cadre historique qui était désormais celui du pays. On s'accrocha à un mythe, celui de la révolution pan-allemande, sans pouvoir se résigner à n'être rien d'autre que des Autrichiens.

---

12 *Ibid.*, p. 377.
13 *Ibid.*, p. 378.

Le premier « programme d'action » du parti socialiste date de 1947. On n'y relève aucune indication théorique concernant l'existence ou la non-existence d'une nation autrichienne ; sans doute des discussions eurent-elles lieu aussi bien à l'intérieur du parti socialiste qu'avec d'autres forces, les communistes notamment, sur le caractère national autrichien. Mais dans leur ensemble, les socialistes n'aperçurent pas ou ne voulurent pas apercevoir un processus engagé depuis longtemps et alors en plein essor.

Une fois de plus ce fut Karl Renner qui, dans plusieurs discours, fit preuve d'une réflexion approfondie sur les destinées du peuple autrichien et fournit également des éléments à la réévaluation du point de vue socialiste sur la nation autrichienne. Dans un discours qu'il prononça à l'occasion du 950e anniversaire de la « fondation de l'Autriche », et après avoir brossé une vaste fresque du passé glorieux et changeant du pays, Renner se tourna vers l'avenir et développa plusieurs thèses sur le caractère propre des Autrichiens. Ayant mis en garde ses compatriotes contre une attitude d'attardés — « D'après Napoléon, dit-il, l'Autriche des derniers siècles a toujours été en retard d'une idée et d'une armée » — il demanda que, désormais, les Autrichiens rendent justice aux objectifs de l'avenir. Nous reviendrons sur ces thèses dans le chapitre consacré à la discussion théorique du concept « Nation autrichienne », aussi nous contenterons-nous pour le moment d'énoncer la première thèse alors défendue par Renner : « Notre peuple possède une individualité si prononcée et tellement différente de toutes les autres qu'il a la qualification et aussi le droit de se déclarer une nation indépendante. Le fait qu'une communauté de langue existe avec les Allemands du Reich ne peut constituer un empêchement. Cette communauté de langue n'empêche pas les germanophones de Suisse de faire acte d'allégeance à la nation suisse... [14] »

Peu après, Renner fut encore une fois amené à prendre position sur ce sujet, à l'occasion d'une polémique entre Friedrich Adler, personnalité éminente de la social-démocratie comme de la Deuxième Internationale, et Ernst Fischer, alors député communiste. Friedrich Adler maintenait la vieille thèse selon laquelle les Autrichiens étaient des Allemands alors que Fischer lui opposait la théorie élaborée par les communistes sur l'existence de la nation autrichienne.

---

14 Dans *Für Recht und Frieden, eine Auswahl der Reden des Bundespräsidenten Karl Renner,* Wien, Österreichische Staatsdruckerei, sans date. Extrait du discours *Am Ausgangspunkt der Zukunft,* à l'occasion du 950e anniversaire de l'Autriche, le 22 octobre 1946, p. 55.

Dans un article publié dans la *Wiener Zeitung* du 19 janvier 1947, K. Renner développa plusieurs théories historiques, mais donna finalement tort à son camarade (Adler) en affirmant notamment : « On a maintes fois rappelé qu'à l'avenir la République d'Autriche pourra prétendre à un rôle et à une vocation semblables à ceux de la Confédération helvétique. Elle est dans une situation analogue : les Suisses se considèrent comme une nation propre et autonome, bien que leurs effectifs nationaux majoritaires fassent partie de la communauté de langue allemande et que la nation soit formée de quatre familles linguistiques [15]. » Il fit appel aux vertus pédagogiques des protagonistes politiques en ajoutant : « Ceux notamment qui veulent que les Autrichiens se retrouvent tous comme une nation spirituelle ne relâcheront pas leurs efforts ; ils n'appliqueront pas de moyens de pression, mais ils enseigneront et expliqueront que nous ne vivons plus à l'époque de l'Empire romain, que le territoire qui représente l'Autriche actuelle est désormais indépendant et ne peut compter que sur lui-même, qu'il doit bâtir son avenir en se fondant sur le système international de l'Europe d'aujourd'hui, sur des faits réels qui se situent au-delà de toute querelle de mots et de toute argumentation à coups de traits d'esprit ou de sentences morales [16]. »

Ainsi Renner suppléa-t-il à la faiblesse idéologique de son parti en matière de conscience nationale et ses discours des premiers mois qui suivirent la libération peuvent-ils être considérés comme une contribution au débat idéologique sur ce thème. On peut cependant relever dans le premier programme d'action du parti socialiste l'affirmation suivante : « Les masses populaires autrichiennes refusent de compter passivement sur l'aide en provenance de l'étranger ou de tomber par elle sous la dépendance de puissances étrangères. La reconstruction de l'Autriche doit être, en premier lieu, l'œuvre du peuple autrichien lui-même [17]. »

LES COMMUNISTES RÉAFFIRMENT LEURS THÈSES

Quant aux communistes, leur position envers la nation autrichienne s'était développée au cours de l'époque de l'austro-fascisme et s'était renforcée pendant les années de la domination hitlérienne. Nous avons

---

15 *Op. cit.*, p. 65, *Die ideologische Ausrichtung der Politik Österreichs.*
16 *Ibid.*, p. 67.
17 Dans Berchtold, *Parteiprogramme* p. 269. Un autre point de ce programme mérite mention, celui où est réclamée une Autriche libre et neutre : « Garantie internationale de la neutralité de l'Autriche en vue d'assurer ses frontières, sa liberté et son indépendance... » *Ibid.*, p. 277.

déjà fait état des différents travaux théoriques d'Alfred Klahr, d'Ernst Fischer ou des articles de Zucker-Schilling et des discours de J. Koplenig.

Dans le discours qu'il prononça le 13 mai 1945 devant la première conférence légale du parti communiste, après la domination hitlérienne, Koplenig s'adressant aux militants réunis déclara : « Une des tâches les plus importantes de l'Autriche nouvelle est l'épuration des écoles et des manuels scolaires des insanités fascistes et l'élimination des falsifications de l'histoire. Nos écoles et nos universités doivent devenir le haut lieu de la rénovation de l'Autriche, de la renaissance d'un patriotisme autrichien progressiste et de l'enracinement solide de l'esprit démocratique. La jeunesse autrichienne doit apprendre à connaître et à aimer l'Autriche sans tomber dans l'auto-glorification, mais avec un enthousiasme pour tout ce qui est grand et durable et qui a été créé par notre peuple au cours de son histoire millénaire [18]. »

En 1945 également, Ernst Fischer publia un opuscule sur la « Naissance du caractère national autrichien » dont nous tiendrons compte. Mais comme ses conclusions s'appliquent à l'époque de 1945 et qu'elles contiennent des constatations critiques et autocritiques qui aideront à comprendre la complexité de la situation, nous en citons un extrait : « Ainsi — écrit-il — la lutte de libération nationale en Autriche ne pouvait pas se développer aussi efficacement que dans d'autres pays opprimés de l'Europe, la contribution à notre libération fut en général moindre qu'en Yougoslavie, en France, en Pologne, en Italie et ailleurs. Cette constatation ne réduit en rien, mais au contraire ne fait qu'affirmer la gloire des combattants actifs pour la liberté qui, dans les circonstances les plus difficiles, ont maintenu haut le drapeau de l'Autriche, mais elle nous engage à aborder avec le plus grand sérieux et sans aucune complaisance envers nous-même l'œuvre d'éducation en vue de se reconnaître de la nation autrichienne. L'ambiguïté de l'évolution autrichienne n'en est pas pour autant surmontée. Dans les personnes de nos combattants de la liberté nous possédons un noyau solide de la nation, des supporters éprouvés et décidés de la conscience nationale autrichienne ; mais dans un milieu plus vaste il existe encore trop d'éléments gâtés, spongieux, équivoques, serviles, toujours prêts à servir beaucoup de maîtres, à tourner avec le vent, suivant les péripéties du destin [19]... » Le développement des années à venir devait démontrer la justesse d'un tel scepticisme.

---

18 Dans Johann Koplenig, *Reden und Aufsätze 1924-1950*, Wien, Sternverlag, 1951, p. 102.

19 Ernst Fischer, *Die Entstehung des österreichischen Volkscharakters*, Wien, Verlag *Neues Österreich*, 1945, p. 45.

Dans les *Directives programmatiques* décidées au 13e congrès, en avril 1946, le parti communiste affirma son attitude nationale en consacrant tout un chapitre — le chapitre III — aux problèmes des rapports entre indépendance nationale et combat pour une évolution démocratique. Nous ne citerons ici que quelques extraits, mais pour connaître la position du parti communiste autrichien dans la question nationale, il suffit de soumettre à une brève analyse quelques directives principales, à savoir : « Le parti communiste d'Autriche est le champion de la liberté nationale et de la souveraineté de l'Autriche. La perte de l'indépendance nationale, la domination étrangère allemande-fasciste ont plongé dans un malheur indicible, non seulement la classe ouvrière autrichienne, mais le peuple autrichien tout entier. Les tendances antidémocratiques et " antimarxistes ", mais aussi les tendances antiautrichiennes et grandes-allemandes ont affaibli la capacité de résistance du peuple et favorisé les occupants et criminels de guerre [20]. »

Ainsi les communistes autrichiens commencèrent par faire le procès de ceux qu'ils accusaient d'avoir affaibli l'esprit autrichien, à savoir les « antimarxistes », c'est-à-dire les tenants du régime austro-fasciste de Dollfuss et Schuschnigg qui avait préparé la voie à l'anschluss, et aussi de ceux qui avaient nié l'existence d'une entité nationale autrichienne, à savoir les dirigeants sociaux-démocrates de la Première République. Partant de la situation telle qu'ils la voient en 1946, les communistes autrichiens constatent que la lutte pour l'indépendance nationale n'est pas terminée, loin de là : « La lutte pour l'indépendance nationale et politique n'est donc pas seulement une nécessité nationale, elle est également indispensable pour empêcher que les forces de la classe ouvrière soient restreintes par des influences extérieures. La lutte pour une conscience nationale n'est donc pas seulement une question de dignité et d'amour pour la liberté nationale, mais elle aide également la classe ouvrière à dénoncer devant toute la nation les intrigants et spéculateurs qui préfèrent abandonner l'Autriche à des maîtres étrangers plutôt qu'aux forces progressistes de notre peuple [21]. »

Voici donc établie la liaison — indispensable aux yeux des communistes — entre la lutte pour une conscience et pour la liberté nationales et la lutte de la classe ouvrière pour l'accession aux leviers de commande de l'Etat. Cette affirmation contient implicitement une grande partie de la théorie marxiste sur le rôle accru de la classe ouvrière dans la nation dont elle devint, au XXe siècle, le support et l'animateur essen-

---

20 Voir Berchtold, *op. cit.*, p. 320.
21 *Op. cit.*, p. 231.

tiel. En même temps, il ressort de ces directives que les communistes se voyaient encore au début de la lutte pour le développement de la conscience nationale et nos recherches semblent donner raison à ces vues. Car, si dans les programmes et discours — officiels ou non — il était beaucoup question de la nation autrichienne, il s'est avéré depuis que la prise de conscience nationale devait encore subir bien des aléas malgré les stimulants qu'avaient été la défaite de l'hitlérisme et les moments exaltants de la Libération, suivis de la proclamation d'indépendance de l'Autriche.

Les documents ne manquent pas qui attestent que les forces panallemandes n'avaient pas désarmé en 1945, même face à la terrible catastrophe provoquée par le nazisme et que certains n'hésitaient pas à reprendre les vieux slogans pangermanistes de toujours et surtout de 1918 qu'on aurait pu croire définitivement relégués aux magasins des accessoires inutiles de l'histoire des idées et de l'histoire tout court. Nous citerons un de ces documents à la fin de ce chapitre ; auparavant étudions rapidement un autre aspect du renouveau national qui existait en dehors de la base encore étroite — du point de vue politique, sociologique et théorique — d'une saine conscience nationale autrichienne en ces débuts de la Seconde République.

UNE RENAISSANCE CULTURELLE SPONTANÉE

Nous ne pouvons donner ici ni définition, ni description de ce qu'on pourrait appeler la « culture autrichienne » dans son sens le plus large bien que nous ayons indiqué dans les chapitres précédents certains éléments importants de cette culture. Mais il faut dire qu'une véritable explosion culturelle a suivi la Libération, et ce n'est que naturel car la férule nazie avait empêché toute expression artistique, et surtout toute expression de caractère autrichien. Subitement, les intellectuels et les artistes privés depuis sept ans de tout moyen, ceux qui s'étaient retirés dans « l'émigration intérieure » et ceux qui, dès les premiers mois, revinrent de l'émigration forcée ou des camps de concentration, disposaient d'une entière liberté d'expression et d'activité. Les seules entraves qu'ils durent surmonter étaient d'ordre matériel ; Vienne, le centre intellectuel de l'Autriche, était en grande partie détruite, sans électricité, sans papier, sans matériaux : la vie culturelle devait être improvisée de toutes pièces. Tout le monde se mit au travail, première expression d'une unité nationale qui, dans le secteur politique et économique, ne tarda pas à présenter de sérieuses fissures.

Alors que les porte-parole des différents partis s'efforçaient de présenter un début de doctrine en matière culturelle, les intellectuels et les artistes se lancèrent dans l'action.

On connaît l'enthousiasme des Viennois pour le théâtre et la musique ; l'Opéra de Vienne et le célèbre Burgtheater étaient détruits, leurs ensembles s'installèrent provisoirement dans d'autres bâtiments : l'Opéra se transporta à l'*Opéra populaire* (Volksoper) près du Gürtel, le *Burgtheater* trouva refuge dans un ancien théâtre situé dans le 1er arrondissement de Vienne, le *Ronachertheater*. Trois jours après la proclamation d'indépendance, le 30 avril 1945, eut lieu la première représentation avec une pièce de Grillparzer, *Sappho*. La plupart des acteurs célèbres du Burgtheater étaient restés à Vienne malgré des conditions matérielles désastreuses ; aussi pouvait-on voir à ce moment Maria Eis, Raoul Aslan, Paul Hörbiger, Hermann Thimig, Hedwig Bleibtreu, Ewald Balser, Käthe Gold et d'autres jouer outre Grillparzer, Nestroy, Ibsen, Lessing, Hofmannsthal, Giraudoux, Claudel, etc. L'Opéra avait repris ses représentations dès le 1er mai, avec « Les Noces de Figaro », suivies de « Fidelio ». L'ensemble de l'Opéra était lui aussi composé d'artistes connus : Anny et Hilde Konetzni, Irmgard Seefried, Alois Dermota, Alfred Jerger, Paul Schöffler, Emmy Loose, Erich Kunz, Elisabeth Höngen, etc. Avec Josef Krips, interdit pendant l'époque nazie, et Franz Salmhofer, l'Opéra disposait, après le départ de Klemens Krauss, de deux chefs d'orchestre de classe internationale. Dès la fin de juillet 1945, onze grands théâtres viennois avaient repris leurs représentations et de nombreuses scènes d'avant-garde s'installèrent dans des caves. La vie musicale ressuscitait également et les deux célèbres orchestres de Vienne reprirent leurs concerts, les plus grandes salles — Konzerthaus et Musikvereinssaal — n'ayant heureusement pas été détruites. L'orchestre philharmonique et l'orchestre symphonique de Vienne se retrouvèrent presque au complet sous la direction de Josef Krips, Robert Fanta, Felix Prohaska et Klemens Krauss qui, après une interruption de huit ans, redécouvrit lui aussi Gustav Mahler, Paul Hindemith, Igor Stravinsky, Arnold Schönberg et Anton Webern, tué par erreur par des soldats américains le 13 septembre 1945 à Mittersill.

En juillet, le festival de Salzbourg eut lieu — sous protectorat américain il est vrai — avec l'*Enlèvement au Sérail,* le *Requiem* de Mozart et plusieurs concerts donnés avec le concours de Maria Cebotari, Julius Patzak et d'autres. Au cours de l'été, les théâtres des capitales des Länder — Innsbruck, Graz, Linz — ouvrirent leurs portes. En octobre 1945, l'Opéra d'Etat fut transféré au théâtre « An der Wien » où il devait rester pendant dix années.

Dans la première revue culturelle *Plan,* fondée par Otto Basil, les écrivains exposèrent leurs vues sur ce que devaient être la littérature,

les arts, la peinture, les sciences de la nouvelle Autriche. Le *Plan* qui parut jusqu'en 1948, publia les premiers poèmes de Paul Celan, un choix du recueil *Sand aus den Urnen,* et en 1946 une sorte de manifeste d'une jeune femme écrivain, Ilse Aichinger, avec le titre — nous osons dire autrichien — *Appel à la méfiance* [22]. Ce fut le point de départ d'une littérature nouvelle en Autriche, qu'on pourra qualifier aussi, après discussion, de littérature autrichienne, alors que de nombreux auteurs, émigrés en 1938, ne rentrèrent plus dans leur pays, entre autres Elias Canetti, Erich Fried, Hermann Broch, mort aux Etats-Unis en 1951.

Deux mois après la libération de Vienne, le 22 juin 1945, le maire de la capitale, Theodor Körner [23], présenta un rapport sur l'activité de la nouvelle administration démocratique de la ville dans lequel il souligna en particulier le renouveau de la vie culturelle dans cette cité cruellement mutilée. Après avoir rappelé l'activité — décrite plus haut — des théâtres et orchestres de Vienne, Theodor Körner informa le public que plus de cent cinémas avaient également repris leurs séances, pour ensuite se tourner vers l'activité propre de la municipalité dans le secteur culturel : les bibliothèques municipales avaient rouvert leurs portes, l'Ecole de musique, l'Ecole des arts et de la mode de la ville recevaient de nouveau les étudiants, les collections d'art de la ville et la Bibliothèque municipale centrale au Rathaus annonçaient la reprise, dans un délai rapproché, de leurs activités, mais le maire était surtout fier de pouvoir dire que de nombreuses Universités populaires et Maisons d'éducation populaire avaient d'ores et déjà repris leurs activités au service de la formation des jeunes et des travailleurs. De nombreuses associations culturelles dissoutes par les deux régimes fascistes s'étaient reconstituées et avaient repris leurs activités sous le double signe de l'antinazisme et du patriotisme autrichien [24].

---

22 *Aufforderung zum Misstrauen.*

23 Né le 24 avril 1873 à Komarom, alors Hongrie, Körner fit, sous la monarchie, une carrière militaire, devint social-démocrate en 1919, et en 1924 conseiller militaire du Schutzbund républicain, organisation paramilitaire de la social-démocratie autrichienne. Le 13 avril 1945 il fut nommé maire de Vienne, en accord avec les partis politiques. Confirmé dans cette fonction par les élections municipales, Körner resta maire jusqu'en 1951 et fut alors élu président fédéral de la République, fonction qu'il détenait jusqu'à sa mort, le 4 janvier 1957.

24 Voir *Sozialistische Bildungshefte,* n° 2, *Zwei Monate Aufbauarbeit in Wien* von Bürgermeister General a.D.Th. Körner.

L'Etat et les partis avaient un rôle à jouer en faveur de ce renouveau. Au sein du gouvernement provisoire, le communiste Ernst Fischer [25] occupa le poste de secrétaire d'Etat à l'Education et dans plusieurs articles et discours il précisa ses opinions sur l'évolution culturelle de l'Autriche sous la Deuxième République. Dans un discours inaugural de cours populaires à l'Université de Vienne, Fischer se prononça pour une Université où règneraient « la raison et la liberté ». Après avoir brossé un tableau des « tâches de l'Université autrichienne », il traita en particulier du problème national, déclarant : « L'Université doit être un centre de la vie intellectuelle autrichienne, un centre spirituel de l'Autriche. Lorsque les conquérants germano-prussiens ont rayé le nom de l'Autriche, ce nom fut pour nous une profession de foi inaltérable ; nous avons alors juré : l'Autriche sera ! Nous avons maintenu vivante en nous cette Autriche et nous l'avons exaltée jusqu'à une lumière sublime : son essence, son histoire, sa musique, sa littérature, ses monuments, ses chansons populaires, ses œuvres et ses hommes. Dans le passé nous avons commis beaucoup d'erreurs et de nombreuse fautes, mais nous n'avons aucune raison d'avoir honte de notre qualité d'Autrichiens. C'est ici que je vois une tâche décisive pour nos universités autrichiennes : Apprenez à nos jeunes à devenir des Autrichiens conscients, éveillez leur confiance, leur amour pour l'Autriche, amalgamez l'amour démocratique de la liberté et le patriotisme autrichien en une entité organique indissoluble [26]. »

C'était là un langage révolutionnaire face aux universitaires qui, pour beaucoup, traînaient derrière eux un passé nourri de traditions pangermanistes, sinon franchement nazies, mais qui donnait à ceux qui étaient animés de bonne volonté une orientation fructueuse pour l'avenir, pour autant qu'ils voulaient s'y engager.

De la même veine fut le discours par lequel Ernst Fischer s'adressa aux écrivains et journalistes autrichiens pour les inciter à surmonter la faiblesse et la résignation qui se manifestaient à la suite des difficultés de l'après-guerre : « Nous voulons que la littérature et le journalisme autrichiens retrouvent leur ancienne gloire, mais à côté de ce lustre,

---

25 Né le 3 juillet 1899, journaliste et écrivain social-démocrate jusqu'en février 1934. Il passa alors au parti communiste, devint l'un des dirigeants les plus en vue du parti, participa aux réunions internationales et prit part à l'élaboration de la théorie du P. C. sur la nation autrichienne. Secrétaire d'Etat à l'Education nationale en 1945, puis député jusqu'en 1959, E. Fischer acquit une grande notoriété comme écrivain, orateur et homme politique. Il rompit avec le parti communiste en 1969 et mourut pendant l'été 1972.

26 Discours publié comme éditorial dans *Neues Österreich*, n° 28, 23 mai 1945.

de ce scintillement, de cette atmosphère multicolore qui enveloppaient la littérature et le journalisme autrichiens, il faut encore autre chose : plus de caractère, plus de fermeté que jusqu'ici, davantage d'esprit combatif ! Plus de cette sensiblerie autrichienne, de cet esprit de dénigrement, mais la volonté ferme de défendre passionnément et héroïquement notre patrimoine culturel autrichien, si fin, si ailé, contre toute tentative d'invasion barbare. Autre chose encore : dans la sauvegarde, la garantie et la défense de notre caractère propre, n'oublions pas que le noyau intime de ce qui est autrichien consiste justement en ce qu'il ne faut pas craindre d'accueillir en nous nombre d'éléments étrangers. Seul celui qui se sent faible redoute l'influence du monde, celui qui se sent fort ouvre les bras et laisse venir à lui le monde entier, il sait qu'il ne sera pas emporté mais enrichi. Et tout ce cosmopolitisme et internationalisme spirituels doivent non seulement subsister pour la littérature et le journalisme autrichiens, mais ils doivent renaître à une nouvelle vie. Ainsi nous deviendrons encore plus Autrichiens que nous ne l'avons été auparavant [27]. »

De toute évidence ces paroles devaient avoir une répercussion dans les œuvres et les articles des écrivains et des journalistes : elles étaient donc une contribution importante à la formation d'une conscience nationale. Allaient-elles effectivement exercer une influence durable ou ne seraient-elles pas plutôt considérées comme des paroles de circonstance parfaitement adaptées au contexte d'enthousiasme, de volonté de création et d'exaltation du patriotisme autrichien de l'année 1945 ? En novembre 1945 Ernst Fischer n'était plus ministre et dès lors ses discours pouvaient apparaître, aux yeux de beaucoup, comme de simples exhortations d'un homme de parti, lui-même brillant écrivain, mais qui n'avait plus qualité pour parler au nom de l'Etat ressuscité.

Il est donc intéressant de connaître les opinions de ceux dont le parti allait prendre en main l'Education nationale après le départ d'Ernst Fischer, c'est-à-dire le parti populiste qui, pendant vingt-cinq ans, devait gérer le ministère de l'Education nationale. Un de ses fondateurs, le Dr Hans Pernter exprima ses idées sur la question dans un article des *Oesterreichische Monatshefte* qu'il intitula : *Politique culturelle autrichienne.* Il voulait rassembler toutes les forces spirituelles du peuple pour les mettre au service de l'idée de la nouvelle Autriche. La définition du Dr Pernter, concernant la culture autrichienne, fut celle d'un homme de parti qui dans le passé avait été ministre chrétien-social de l'Education nationale et voulait rester fidèle à ses anciennes opinions ; néan-

27 Voir *Neues Österreich* n° 35, 1er juin 1945.

moins certaines formulations appellent des remarques. Voyons d'abord ce que disait cette définition : « La culture autrichienne est pour nous une notion vivante et non un patrimoine conservé avec respect dans un musée, une création pleine de vie que l'esprit autrichien enrichit sans cesse d'un nouveau contenu. Tous les représentants de cette culture, les savants et chercheurs, les artistes et poètes, les écrivains et enseignants doivent être conscients de cette tâche importante : contribuer partout à un plus grand développement de la vie spirituelle autrichienne et promouvoir la culture autrichienne... Notre culture est essentiellement une culture chrétienne, conditionnée par le fait que l'Autriche, depuis toujours, est un pays dont la population est à plus de 90 % de confession catholique. En sont témoins les puissantes cathédrales, les merveilleuses abbayes, les créations de l'art chrétien dans la peinture et la sculpture, de même que les messes de Haydn et de Mozart, les symphonies de Bruckner, comme les exploits scientifiques des savants chrétiens ; toute notre culture populaire en est empreinte dans ses coutumes, sa chanson populaire et les jeux des mystères... Le second élément de la culture autrichienne est l'intellect, l'esprit mobile et plein d'initiative ; il s'exprime aussi bien dans les conquêtes de nos chercheurs que dans les trouvailles de nos inventeurs ; qu'on se souvienne des prix Nobel autrichiens, des célèbres médecins de nos écoles de médecine, des inventeurs autrichiens dans l'industrie automobile et électrique, dans la construction des turbines, et la radio...

Le troisième élément est l'art autrichien dont le sommet est la musique autrichienne, cœur de notre culture. L'amour de l'art et le talent artistique sont liés par nature à ce qui constitue le caractère autrichien ; à cet égard on pourrait citer un nombre impressionnant de noms glorieux allant de l'époque des Babenberg à la nôtre, de Walther von der Vogelweide à Mozart et Bruckner, de Troger à Egger-Lienz, de Neidhart von Reuenthal à Grillparzer, etc [28]. »

L'auteur conclut son article en exigeant des savants, artistes, enseignants et mass média autrichiens qu'ils sauvegardent et administrent cet héritage et en même temps le fassent connaître aux larges couches de la population afin qu'il puisse s'épanouir et fructifier. Car toute l'éducation populaire dans la nouvelle Autriche ne peut avoir qu'un seul but : former l'homme autrichien.

Quand on compare les deux définitions de la culture autrichienne et des tâches des éducateurs (au sens le plus large du mot), l'une prove-

---

28 Toutes ces citations sont tirées de l'article *Österreichische Kulturpolitik* du Dr Hans Pernter, *Österreichische Monatshefte*, n° 1, octobre 1945.

nant d'un communiste et l'autre d'un conservateur, on ne peut manquer de constater certaines convergences, certaines références communes au passé, ce qui est naturel puisque l'un et l'autre sont autrichiens. Mais tandis que le premier se tourne davantage vers l'avenir, le second remonte loin dans le passé. En outre, les références « chrétiennes » de Pernter surviennent au moment où le parti dont il est l'un des co-fondateurs abandonne cette référence qui était sienne sous la Première République [29]. Il est tout à fait exact, quand on donne une définition de la culture autrichienne, qu'il ne faut pas perdre de vue les profondes racines catholiques qui sont les siennes depuis des siècles. Cet héritage est une des composantes majeures du patrimoine autrichien ; cependant, il nous semble peu scientifique de négliger les apports du libéralisme du XIXe siècle dans la littérature, la musique et les sciences autrichiennes. Parler des savants « chrétiens », des écrivains « chrétiens », des médecins « chrétiens » et d'eux seuls comme références à la culture autrichienne, nous oblige à faire des rapprochements avec ce que le national-socialisme appelait « les arts et les sciences allemands », ce qui l'amenait à expulser des savants comme Einstein, Lise Meitner — d'ailleurs autrichienne — et des écrivains comme Nelly Sachs, Adorno, Arnold Zweig, etc. C'est aussi négliger délibérément l'important apport à la culture autrichienne des écrivains, savants, médecins, compositeurs et hommes politiques d'origine juive qui, avec ceux d'origine slave, romane, magyare, roumaine ont fait ce qu'on peut définir comme « la culture autrichienne » [30].

Face à l'attitude ouverte de Ernst Fischer qui exhorte les gens de culture à s'ouvrir au monde entier pour s'enrichir davantage, l'attitude du Dr Pernter, au lendemain de l'effondrement du national-socialisme, nous semble plutôt fermée et encore sous l'emprise de préjugés qu'il partagea naguère avec les tenants du régime austro-fasciste. Depuis, il est vrai, un grand nombre de dirigeants populistes ont adopté une attitude plus conforme aux exigences d'une société laïque, et cela dans un esprit œcuménique correspondant à l'évolution à long terme de l'Eglise catholique.

Si après cela nous donnons une troisième définition de la culture autrichienne et des tâches qui lui incombent, définition elle aussi élaborée à chaud en 1945, c'est que précisément elle est formulée par un

---

29 Le nom exact du parti avant la guerre était *Christlich-soziale Volkspartei* - Parti populaire chrétien-social.

30 On peut se reporter à cet égard aux chapitres précédents de notre travail, notamment au chapitre V sur l'émigration autrichienne, et au chapitre X, au paragraphe sur les activités culturelles des émigrés autrichiens.

homme qui symbolise dans sa vie et dans son combat, à cette époque historique qui va de 1925 à 1945, une synthèse intéressante : être à la fois catholique et communiste ; il s'agit du Dr Viktor Matejka qui, sous la Première République, commença son combat d'éducateur dans les rangs du mouvement ouvrier chrétien, le poursuivit sous le régime autoritaire de Dollfuss et Schuschnigg en relation avec le mouvement ouvrier clandestin et en défendant des thèses démocratiques et patriotiques, fut ensuite déporté à Dachau par les nazis où il resta pendant six ans, et qui sortit du camp hitlérien où il avait mené de nombreux débats avec ses camarades de détention, comme communiste.

A la Libération, les communistes le déléguèrent à l'administration municipale de Vienne où lui fut confiée la direction des affaires culturelles et de l'éducation populaire. En 1945 il écrivit deux brochures importantes, l'une, *Katholik und Kommunist* (Catholique et communiste), traite de problèmes qui, vingt ans plus tard, ont acquis une actualité mondiale, l'autre *Qu'est-ce que la culture autrichienne ?*, où nous puisons les citations ci-après en donnant d'abord un extrait de la définition formulée par Matejka : « La culture c'est beaucoup plus que ce qui est traditionnellement créé, réclamé, vécu et transmis en tant que tel. La culture, c'est le travail pour façonner la vie et le travail pour la vie, c'est les soins donnés à la vie. La culture, c'est l'attitude envers la vie, le comportement dans la vie, c'est le contenu de la personnalité et par là aussi sa forme. La culture existe donc au-delà des temples des muses, des hauts-lieux de l'art, des musées, des orchestres, des écoles et des œuvres d'éducation [31]. »

On reconnaît dans cette définition la volonté de ne limiter en rien le champ d'application du travail culturel qui fut celui de Matejka, alors qu'il était sénateur de la ville de Vienne, chargé des affaires culturelles. Mais au cours de sa démonstration, Matejka donna également une description des qualités de caractère qui sont celles de l'Autrichien : « Les forces et les qualités qui font de l'Autrichien un créateur culturel sont bien connues, de même que les paysages dont est issue cette culture et où elle se renouvelle. On connaît le bonheur et le drame du passé. Connues également sont les relations étroites de notre peuple avec d'autres peuples. Tout cela influe sur l'essence et la particularité de ce que nous appelons la culture autrichienne. La pensée supranationale, l'aspiration à la liberté, la nostalgie de la justice qui pardonne, l'absence de toute présomption, l'aversion contre tout dédain blessant, un sentiment sain pour le laisser aller créateur et pour l'improvisation sont depuis tou-

---

31 Viktor Matejka, *Was ist österreichische Kultur ?*, Wien, 1945, p. 4.

jours les traits essentiels du caractère autrichien ; toutes ces qualités ont été traitées de rêverie, bêtise, lâcheté et faiblesse par une époque et un régime qui viennent de mordre la poussière [32]. »

Tout comme Fischer, Matejka souligne l'aspiration à l'universalité, l'ouverture d'esprit, mais aussi les racines historiques comme composantes essentielles de l'homme autrichien. C'est grâce à ces qualités qu'au milieu des ruines, dans une misère extrême, naquit dès les premiers mois de la Libération une nouvelle vie culturelle viennoise qui suscita l'étonnement du monde.

LA PRESSE ET L'OPINION PUBLIQUE EN 1945

Le désir inextinguible de s'exprimer ne se manifestait pas seulement dans le domaine des arts. Au moment où la liberté d'expression fut rétablie, écrivains et journalistes profitèrent de l'occasion pour reprendre leurs plumes. Une seule entrave à leur activité : le manque de papier. Aussi deux journaux seulement virent-ils le jour dans les premières semaines qui suivirent la Libération, tous les deux portant dans leur titre le mot « Autriche ». L'un, *Österreichische Zeitung* parut régulièrement dès le 21 avril 1945, édité par les forces d'occupation soviétiques ; il connut néanmoins, à ses débuts, un succès de librairie auprès des Viennois assoiffés d'informations, mais perdit par la suite la plupart de ses lecteurs lorsque commencèrent à reparaître les journaux autrichiens, ce qui fut rapidement le cas. Deux jours après sortit *Neues Österreich,* à lui seul une spécialité autrichienne, car ses propriétaires étaient les trois partis politiques qui avaient délégué leurs représentants à sa rédaction et décidaient aussi de son orientation politique, que traduisait déjà le sous-titre du journal, *Blatt der demokratischen Einigung* — Journal de l'union démocratique — ; le premier rédacteur en chef fut Ernst Fischer. Par la suite, lorsque les communistes quittèrent le gouvernement en 1947, le journal devint propriété des deux grands partis gouvernementaux, populiste et socialiste. A mesure que la grande coalition s'achemina vers sa fin, *Neues Österreich* déclina pour disparaître presqu'en même temps qu'elle, en 1966.

1945 vit une floraison de journaux en Autriche qu'on peut diviser en trois groupes : les feuilles éditées par les quatres puissances occupantes à Vienne ; nous avons déjà mentionné le « Journal autrichien » des Soviétiques ; les Américains lancèrent le *Wiener Kurier,*

---

32 *Ibid.,* p. 15-16.

les Anglais la *Weltpresse* et les Français un hebdomadaire, *Welt am Montag*. Le second groupe était constitué par les organes des trois partis politiques : *Arbeiterzeitung* pour les socialistes, *Kleines Volksblatt* pour les populistes et *Österreichische Volksstimme* pour le parti communiste. Les partis éditèrent également des journaux dans les différents Länder. Le troisième groupe comprenait les journaux dits « indépendants » et qui continuent à s'appeler ainsi, bien qu'il y ait beaucoup à redire à cette dénomination. Parmi les premiers à paraître, il faut citer les *Salzburger Nachrichten* ainsi que les *Oberösterreichische Nachrichten*, grands journaux régionaux. Quoi qu'il en soit, vers la fin de l'année 1945 paraissaient déjà en Autriche 32 quotidiens dont six seulement avaient existé sous la Première République [33].

La répartition géographique de cette presse fut toutefois autre que sous la Première République. On constata une tendance à une plus grande décentralisation. En 1936 il y avait 39 quotidiens en Autriche, 18 d'entre eux, soit presque la moitié, paraissaient à Vienne. Des 32 quotidiens publiés en 1945, 10 seulement (feuilles des forces d'occupation comprises) sortaient à Vienne, donc moins d'un tiers. Rapport qui se reflétait aussi dans la consommation du papier-journal : la quote-part des Länder étant désormais plus que doublée.

Une autre particularité de l'Autriche fut que la plus grande partie des journaux étaient des organes de parti, du moins en ce qui concerne le tirage global. Pendant toute une décennie, la presse de parti garda sa supériorité numérique sur la presse dite indépendante et ce n'est que peu à peu que la situation se modifia en faveur de cette dernière [34].

Ce déclin de la presse des partis politiques, auquel travaillèrent d'ailleurs bon nombre de gens engagés politiquement, sans toutefois l'avouer publiquement, a certainement contribué à brouiller les pistes de la prise de conscience nationale du peuple autrichien. Car les partis politiques et leurs organes étaient astreints à une certaine morale en matière d'options politiques, morale dont se gaussaient ouvertement

---

33 Les six titres d'avant-guerre étaient : *Das Kleine Volksblatt, Die Arbeiterzeitung, Die Wiener Zeitung, Das Linzer Volksblatt, Die Tiroler Neue Zeitung, Das Voralberger Volksblatt.*

34 En 1954, le rapport était encore de 721 000 pour la presse de parti à 536 000 pour les « indépendants », alors qu'en 1956 - un an après le traité d'Etat autrichien - le rapport du tirage global était renversé en faveur des « indépendants » qui passaient à 710 000 exemplaires alors que la presse de parti ne tirait plus qu'à 590 000 exemplaires pour toute l'Autriche. Voir l'article de Gottfried Heindl *Die Entwicklung der öffentlichen Meinung*, dans Weinzierl/Skalnik, *Die Zweite Republik*, vol. II, p. 539.

les feuilles dites indépendantes pour lesquelles il s'agissait avant tout de « vendre du papier ». Pour cela il fallait plaire à un public qui, tout en faisant profession de foi « démocratique », était toujours marqué par l'idéologie et la terminologie nazies. La dénazification administrative fut plus facile que la dénazification des esprits et les manquements commis à cet égard, dès les premières années de la Seconde République, allaient encore réserver des surprises aux dirigeants politiques de l'Etat [35]. Certains l'ont reconnu à l'époque. Mais avant d'en parler, jetons un coup d'œil sur l'autre mass média existant alors en Autriche : la radio — la télévision ne faisant son apparition que beaucoup plus tard.

Alors que sous le IIIe Reich la radio avait été un instrument sévèrement centralisé aux mains du ministère de la propagande, la Libération apporta d'emblée à l'Autriche une radio fortement décentralisée, aux structures presque fédéralistes, conséquence de l'occupation quadripartite du pays. Chaque puissance occupante tenait à posséder un poste émetteur sous son contrôle. Mais alors que les Soviétiques se contentèrent d'instaurer une censure plus ou moins pesante au studio de Vienne sur lequel le gouvernement autrichien avait la haute main grâce à l'administration publique mise en place par ses soins [36], les autres puissances alliées fondèrent leurs propres stations de radio. Les Américains exploitèrent jusqu'au traité d'Etat l'émetteur *Rot-Weiss-Rot,* les Anglais possédaient tout un groupe de postes nommé *Sendergruppe Alpenland* qui avait des studios à Graz et à Klagenfurt, et les Français organisèrent la *Sendergruppe West* au Tyrol et au Vorarlberg.

Grâce à la variété des journaux et des postes émetteurs, les Autrichiens pouvaient choisir, dès 1945, et puiser à beaucoup de sources d'information, ce qui les changeait de l'*Eintopf* (plat unique) germanique que Goebbels leur avait imposé pendant sept ans. Toutefois les cadres adéquats faisaient défaut, ce qui entraîna de graves inconvénients. Des journalistes « dénazifiés » à la hâte reprirent leurs postes et même s'ils ne manquaient pas de bonne volonté, ils ne purent se débarrasser du jargon qui pendant sept ans avait été le langage officiel. La termino-

---

35 Ces résurgences auxquelles nous allons consacrer un passage à part ont fait leur réapparition encore tout récemment, dans les années 1972 et 1973, à l'occasion de la « querelle des panneaux topographiques » en Carinthie, où quelques panneaux bilingues - en allemand et en slovène - érigés selon les prescriptions du traité d'Etat - provoquèrent une levée de boucliers des pangermanistes de tout acabit craignant « pour l'existence de l'ethnie allemande ».

36 Les Soviétiques ne gardèrent pour eux que quelques heures d'émission par semaine, appelées *Russische Stunde.*

logie nazie — et nous savons que les termes recouvrent toujours une signification propre, que signifiant et signifié sont liés à plus d'un point — fut employée souvent à défaut d'une pensée véritablement rénovée et les concepts nazis passèrent ainsi en contrebande.

Viktor Matejka était conscient de ces dangers lorsqu'en février 1946 il établit un rapport sur sa gestion : « Ces dix mois ont ressuscité deux dangers bien connus pour la vie culturelle : la folie des fondations (hâtives) et le dilettantisme. S'opposer à ces deux dangers est le devoir de tout homme dont la tâche quotidienne est de promouvoir la culture autrichienne. Certes, nous prenons au sérieux notre qualité d'Autrichiens, car si nous ne le faisions pas nous n'aurions aucune chance de sortir jamais du marais de l'idéologie et de la phraséologie nazies. Cette qualité autrichienne est donc une question de vie ou de mort et non pas un mot comme tant d'autres que l'Autrichien apprend si vite — beaucoup trop vite. Aussi personne ne doit s'irriter quand nous disons que nous ne sommes pas convaincus que tous prennent au sérieux cette qualité d'Autrichien.

Récemment un dessinateur voulut éditer une affiche représentant le *Rathausmann* [37] brandissant bravement les drapeaux des alliés, avec la légende : " Nous remercions nos — non, pas 'Führer' — libérateurs [38]. " Dans la lettre d'accompagnement on nous demandait de diffuser partout cette affiche en remerciement de la libération du " joug marxiste ". Oui, du " joug marxiste ". Evidemment il aurait fallu lire " joug nazi " et il ne s'agissait que d'une coquille — mais quelle coquille caractéristique ! Cet exemple n'est pas le seul. La profession de foi autrichienne est souvent comprise ainsi : reprendre toute la terminologie nazie en écrivant, là où naguère on mettait " marxiste ", le mot " nazi ", et là où on disait " Allemagne ", le mot " Autriche " ; nombreux sont les nouveaux textes qui en font foi... Mais c'est ici qu'est l'erreur. Notre qualité d'Autrichien n'est pas un cadeau qu'on nous fait. Il faut la conquérir à force de travail [39]. »

Il ne fallait pas seulement épurer les esprits, mais aussi les bibliothèques publiques, véritables écuries d'Augias, comme l'écrivait en 1946 un journal de Zurich ; bibliothèques qui renfermaient des milliers

---

37 *Der Rathausmann* - Figure de chevalier en armes située au sommet de la tour de l'hôtel de ville de Vienne.

38 Matejka fait ici allusion au slogan des nazis au moment de l'annexion : « Wir danken unserm Führer » qui, inconsciemment ou non, avait été repris par l'artiste en question.

39 Voir *Amtsblatt der Stadt Wien*, 27 février 1946, n° 6, 51. Jahrgang.

de volumes distillant l'esprit nazi, depuis *le Mythe du XX*e *siècle* de Rosenberg jusqu'aux « poèmes » de Baldur von Schirach « Riez camarades, la mort pour nous est une fête », en passant par des œuvres hautement « scientifiques », tel *L'art aryen* d'un certain Strzygowski. L'épuration des bibliothèques publiques fut certes un problème difficile, mais celle des librairies était franchement insoluble, du fait que nombre de libraires, en Autriche et à Vienne, étaient de fervents nazis qui se riaient des listes de livres interdits que le ministère de l'Education nationale leur adressait. Si les livres nazis disparurent des devantures, pendant longtemps encore on put se les procurer — jusqu'à l'épuisement des stocks. Quelques années plus tard commença à déferler la littérature néonazie et en première place les livres de « souvenirs de guerre » des divers héros [40].

Mais en 1945 il fallait se préoccuper d'extirper l'idéologie nazie telle qu'elle avait été inculquée aux esprits. Cette idéologie était encore vivace comme on peut le constater dans des passages d'un éditorial surprenant paru le 7 février 1946 dans le *Tagblatt* de Linz et où sont vilipendés tous ceux qui veulent être des Autrichiens, rien que des Autrichiens. On y trouve entre autres ces lignes : « Aujourd'hui, ils ne sont plus rien que des Autrichiens. Qu'ils sachent pourtant : il n'y a pas de peuple autrichien, mais uniquement un peuple allemand en Autriche. Il n'y a pas non plus de nation autrichienne, il n'y a en Autriche que des citoyens autrichiens de nationalité allemande. Qu'ils sachent aussi qu'on ne peut pas sortir d'un peuple auquel on appartient par le sang, la langue et la culture, comme on sort d'une association, d'un parti ou d'une église... Et nous autres Autrichiens, nous sommes en tant que descendants des colonisateurs bavaro-franconiens une tribu allemande, et nous le proclamons fièrement, une des meilleures tribus allemandes... Ce serait une trahison envers notre peuple si nous avions honte du peuple allemand dont nous sommes la meilleure part... »

Un tel concentré de poison pangermaniste, où se retrouvaient tous les slogans du national-socialisme jusqu'à la « mission allemande » de l'Autriche qui venait de se terminer dans la boue et dans le sang, renouait en termes à peine voilés avec le IIIe Reich, et cela dès février 1946. De toute évidence, ni l'enthousiasme de la Libération ni les déclarations diverses — pour l'indépendance, pour la démocratie, pour la culture autrichienne — n'avaient fait avancer la prise de conscience nationale des Autrichiens d'une façon massive et générale. Dès 1945,

---

40 Voir *Bestandaufnahme Österreich 1945-1963*, p. 357-358.

les confusions, les à-coups de l'évolution, les obstacles de nature idéologique et politique s'entremêlaient avec le processus amorcé en 1938, mais qui alors n'en était qu'à ses débuts.

Un des meilleurs écrivains autrichiens de l'après-guerre, Gerhard Fritsch auquel l'auteur fut lié d'amitié pour un temps trop bref, a décrit vingt ans après comment certains ont failli aux tâches qu'ils s'étaient assignées eux-mêmes dans le secteur culturel : « L'année 1945 fut pour l'Autriche non seulement l'année du rétablissement évident, ce fut aussi l'époque d'une grande entreprise pleine d'espérances et d'attentes à vrai dire a-autrichiennes — aussi et justement dans le domaine culturel. L'élan de cette renaissance s'est bientôt évanoui, la faute n'en incomba pas seulement aux puissances occupantes et à cette partie non-négligeable de la population autrichienne qui consciemment ou non avait senti et pensé de manière nationale-socialiste. Une phraséologie aux accents opportunistes étouffait — à la différence de ce qui se passait dans les trois zones d'occupation occidentales de l'ancien Reich allemand — le recueillement intérieur et la « domination du passé » dans les milieux les plus larges. En Autriche, la conscience salutaire de l'heure Zéro fut rapidement réprimée avec un manque de sincérité délibéré. On s'établit beaucoup trop vite dans le monde spirituel d'hier qui troubla les jeunes gens revenant de la guerre qui avaient noirci un peu de papier ou voulaient écrire ; on les repoussa et les fit dévier vers la situation traditionnelle de l'écrivain en Autriche, celle de l'outsider et du solitaire, et cela même avant qu'ils se connaissent eux-mêmes et leur époque. Bientôt une vie culturelle de style traditionnel se développa en Autriche, avec au tableau toutes les lumières et les ombres typiquement autrichiennes. Une foule de maisons d'éditions furent fondées, quantité de livres parurent, et le dilettantisme fêta un triste triomphe [41]. »

On pourrait croire, après avoir lu ces lignes, que 1945 fut un coup pour rien ou un coup d'épée dans l'eau stagnante du pangermanisme. Tel n'est pas notre avis. Car au-delà des effets du jour, il y eut malgré tout des actions de plus longue haleine qui prirent leur départ en cette année 1945, année de la libération et de la fondation de l'Autriche.

Pour la première fois dans l'histoire du pays des voix venant de tous les horizons politiques et philosophiques se mêlaient pour entrer dans le combat pour une conscience nationale autrichienne.

---

41 Voir O. Breicha, G. Fritsch, (Hrsgb.), *Aufforderung zum Misstrauen*, Residenz-Verlag, Salzburg, 1967, p. 7.

Rappelons une fois encore les efforts d'Ernst Fischer en citant un de ses articles justement intitulé « Patriotisme autrichien ». Evoquant les semaines qui précédèrent l'annexion hitlérienne, Fischer écrivait le jour-même de la proclamation de l'indépendance, le 27 avril 1945 : « Au cours des dernières semaines avant l'occupation de 1938, pour la première fois, s'est formé un mouvement populaire patriotique, comprenant toutes les couches du peuple... Ce rassemblement... vint trop tard pour défendre efficacement l'Autriche contre l'envahisseur allemand, mais pas trop pour être le prélude d'une union durable de la République avec le patriotisme autrichien. Ce qui naquit alors dans la lutte pour notre Autriche menacée, ce qui a grandi dans les années de terreur de la domination allemande étrangère malgré toutes les difficultés, doit maintenant se déployer en pleine maturité : l'unité démocratique et patriotique du peuple autrichien [42]. »

Ces lignes furent écrites le jour-même de la constitution du gouvernement provisoire de la Deuxième République d'Autriche. Tous les espoirs semblaient alors permis à ceux qui voulaient aider les Autrichiens à acquérir une conscience nationale. En effet, il y eut une sorte de conjonction entre différentes forces politiques. Huit mois plus tard, la déclaration du nouveau gouvernement issu des élections du 25 novembre contenait comme un écho de ces espoirs, lorsque Figl — le nouveau chancelier, successeur de Renner — s'écria d'emblée dans son discours d'ouverture : « L'Autriche de demain sera une Autriche nouvelle, une Autriche révolutionnaire. Elle sera transformée fondamentalement et ne deviendra ni une répétition de 1918, ni une répétition de 1933 ou de 1938 », et lorsqu'il conclut par cette profession de foi : « Je ne voudrais pas terminer ma déclaration d'aujourd'hui sans rendre hommage — si vous le permettez — au nom de la jeune et nouvelle Autriche, à notre grande et ancienne tradition autrichienne. Cet esprit autrichien fut pendant des siècles un bastion contre toutes les tentatives d'hégémonie impérialiste dans cette Europe. Notre nouvelle Autriche est un petit Etat, mais elle veut rester fidèle à cette grande tradition qui, de tous les temps, fut surtout une tradition de culture, lui rester fidèle comme à un haut lieu de la paix au centre de l'Europe. Si nous soulignons toujours, avec le fanatisme d'un patriote enraciné dans notre sol, que nous ne sommes pas un deuxième Etat allemand, que nous ne sommes pas une branche d'une autre nationalité, que nous ne le fûmes jamais et que nous ne voulons jamais le devenir, mais que nous sommes uniquement des Autrichiens, avec une passion

---

42 Neues *Österreich, éditorial,* n° 5, 27 avril 1945.

qui doit être inhérente à toute profession de foi envers la nation, ce n'est pas une invention de notre part, nous qui, aujourd'hui, devons porter la responsabilité pour cet Etat, mais c'est l'entendement profond de tous les hommes, quel que soit leur horizon politique, qui vivent dans cette Autriche [43]. »

Telles sont les prémisses historiques, politiques, culturelles et idéologiques d'où est partie la nouvelle Autriche en 1945.

Née d'une triple conjonction : défaite du IIIe Reich, rencontre des quatre alliés sur son territoire national — qui par là devait devenir le champ clos de leurs affrontements à l'échelle internationale — et de la volonté des Autrichiens d'assumer dorénavant, seuls, leur destin, c'est-à-dire sans rechercher l'union avec l'Allemagne éternelle.

De l'aperçu donné dans les pages précédentes des éléments et facteurs qui étaient à l'œuvre, on peut dire que l'année 1945, malgré les antagonismes qui se faisaient jour un peu partout — aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Autriche —, justifiait un certain optimisme : un saut qualitatif était accompli qui devait permettre à la conscience nationale d'apparaître au grand jour. D'apparaître, mais pas encore de triompher : car une fois le premier enthousiasme évanoui, les résurgences du passé allaient opposer tous les obstacles possibles à la prise de conscience nationale. Pour les surmonter il faudra de grands efforts.

Dès 1946, un observateur clairvoyant pouvait percevoir la nécessité de remettre encore mille fois sur le métier le patient travail pour tisser la trame de la nation autrichienne.

Il pourra sembler que nous n'avons mis en jeu que deux contractants de ce travail : populistes et communistes. Telle n'était pas notre intention ; mais en étudiant les documents de l'époque, il fallut bien se rendre à l'évidence que les socialistes avaient dans ce domaine un retard certain à combler, bien que les signes avant-coureurs d'une prise de conscience nationale se soient fait sentir chez nombre d'entre eux. Le parti en tant que tel hésitait encore ; les traditions d'Otto Bauer étaient toujours très fortes. Mais les discours de Karl Renner que nous avons cités à bon escient laissaient entrevoir que le parti socialiste, lui aussi, allait se pencher scientifiquement et politiquement sur la question nationale. Mais pour cela, il fallut attendre plus de dix longues années, au-delà de la signature du traité d'Etat autrichien en 1955.

---

43 Extraits de la déclaration gouvernementale du chancelier Figl du 21 décembre 1945.

CHAPITRE XIII

TRAITÉ D'ÉTAT ET NEUTRALITÉ DE L'AUTRICHE

Lorsque le 15 mai 1955 les représentants des quatre puissances alliées et de l'Autriche signèrent au Palais du Belvedere de Vienne, le Traité d'Etat autrichien, ce fut à la fois un point d'arrivée et un point de départ.

Bien que notre intérêt se concentre surtout sur l'évolution, donc sur les possibilités offertes à la conscience nationale par le recouvrement de l'entière souveraineté du pays, certaines péripéties des dix années qui s'écoulèrent entre la Libération et le départ des troupes d'occupation des quatre puissances, autrement dit la levée de la tutelle qu'elles exerçaient jusque-là sur ce pays « libéré et occupé », méritent d'être soumises à analyse. Fidèle à notre intention de ne pas écrire une histoire de l'Autriche de ces années-là, nous ne ferons pas une relation suivie des différents événements, mais essayerons surtout de mettre en lumière l'influence qu'ils ont pu exercer sur la progression de la prise de conscience nationale [1], aussi bien dans un sens positif que dans un sens négatif. Quant au long cheminement qui finalement aboutit à la conclusion du traité, il a souvent été présenté comme une sorte de chanson de geste autrichienne célébrant les vertus des hommes politiques autrichiens et de toute la population ; il convient de nuancer quelque peu ces vues apologétiques. Car s'il fallut de la tenacité, et aussi du courage et une habileté que nous qualifierons de bien autrichienne, sans donner à cette qualification le moindre caractère péjoratif, la conclusion du traité est également redevable à une certaine constellation dans la politique mondiale, à savoir les

---

1 Pour cette relation suivie, on pourra se reporter à plusieurs ouvrages, notamment à celui déjà plusieurs fois cité : *Österreich - Zweite Republik* qui traite de tous les problèmes et de tous les domaines concernant la vie de l'Autriche jusque dans les années 70. Cet ouvrage en deux volumes compte près de 1 500 pages et paraîtra peut-être trop vaste ; on pourra alors consulter CULLIN-KREISSLER, *l'Autriche contemporaine* ou, plus récente, F. KREISSLER, *Histoire de l'Autriche*, PUF (collection Que sais-je ?), 1977, de même que les nombreux ouvrages généraux cités dans la bibliographie.

débuts de la détente après une longue guerre froide dont surent profiter, heureusement pour l'Autriche, les dirigeants autrichiens de l'heure, responsables de la destinée du pays [2].

Le traité lui-même s'en tint à deux principes : premièrement celui proclamé à la Conférence de Moscou le 31 octobre/1er novembre 1943 sur le rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique, et celui fixé à la conférence de Potsdam sur les biens allemands et sur l'extirpation du nazisme et du militarisme. L'Union soviétique avait en outre demandé des garanties contre toute tentative d'un nouvel anschluss. On trouvera le texte du traité d'Etat dans les ouvrages déjà indiqués [3], aussi pouvons nous résumer très brièvement les clauses politiques et territoriales qui en constituent l'essentiel :

L'Autriche est rétablie en tant qu'Etat libre et indépendant et les puissances alliées et associées déclarent qu'elles respecteront l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Autriche ; les frontières de l'Autriche demeureront telles qu'elles étaient au 1er janvier 1938 [4].

L'Allemagne, dans un futur traité de paix, devra reconnaître l'indépendance de l'Autriche et renoncer à toute revendication territoriale et politique à l'encontre de l'Autriche. L'article 4 prescrit d'ailleurs explicitement l'interdiction de l'anschluss et afin d'empêcher une « union de cette nature », l'Autriche s'engagea à s'abstenir de tout accord avec l'Allemagne, ainsi que de « toute mesure de nature à favoriser directement ou indirectement une union politique ou économique avec l'Allemagne... [5] ».

---

2 Pour l'historique du traité d'Etat, on consultera Heinrich SIEGLER, *l'Autriche, sa politique, son économie depuis 1945*, Bonn-Wien-Zürich, s.d. qui couvre la période de 1945 à 1965 ; ouvrage d'une diction très « officielle ». Plus scientifique et n'hésitant pas à corriger, documents à l'appui, certains clichés hérités de la guerre froide, l'ouvrage de Gerald STOURZH, *Kleine Geschichte des österreichischen Staatsvertrages*, Verlag Styria, Graz-Wien-Köln, 1975, 149 p. + 105 p. de documents en partie inédits jusque là. Au colloque de Rouen, *Deux fois l'Autriche* (Novembre 1977), M. Stourzh (en collaboration avec Mlle S. Streitenberger) a complété ses informations par la communication *La Position internationale de l'Autriche après la seconde guerre mondiale*, publiée dans le volume Ier des Actes de ce colloque, p. 215-218. (*Austriaca - Spécial colloque ;* juillet 1978).

3 Chez Siegler, *op. cit.*, p. 163-177 en français, chez Stourzh, *op. cit.*, p. 179-218 en allemand.

4 Cette stipulation fut douloureuse pour beaucoup d'Autrichiens qui avaient espéré le retour à l'Autriche du Tyrol du Sud dans sa totalité ou en partie.

5 C'est ce paragraphe du traité d'Etat et non pas sa neutralité qui empêche l'Autriche selon le droit international d'adhérer à part entière à la CEE, à laquelle elle est liée par un accord d'association depuis 1972.

L'Autriche s'engagea également à interdire « l'existence, la reconstitution et l'activité de toute organisation ayant pour objectif l'union politique ou économique avec l'Allemagne » ainsi que toute propagande pan-germaniste [6].

Parallèlement, l'Autriche s'engagea à ne pas admettre d'organisations nazies, à dissoudre toutes les organisations politiques, militaires et para-militaires de type fasciste et à poursuivre par la loi l'activité des organisations mentionnées ci-dessus.

D'autres articles concernaient les droits de l'homme dont l'exercice fut garanti par le gouvernement autrichien, à savoir le maintien des institutions démocratiques (suffrage universel, accès égal de tous les citoyens à toutes les fonctions sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion ou d'opinion).

Un article spécial, le fameux article 7, traita des droits des minorités slovène et croate [7].

Les autres parties du traité nous semblent moins intéressantes pour la question qui nous occupe. Elles concernent les affaires militaires, le retrait des forces alliées, des questions économiques, etc. Quant aux biens allemands, la question avait déjà été réglée préalablement par le Mémorandum austro-soviétique du 15 avril, le Mémorandum austro-américano-anglais du 10 mai et le Mémorandum franco-autrichien du même jour. Les Soviétiques renoncèrent à tous les « biens allemands » qu'ils avaient réclamés et qui avaient été pendant de longues années sujets de controverses et d'amers reproches mutuels, pour une somme totale de 150 millions de dollars payables en livraisons de marchandises ; l'Union soviétique renonça à tous les droits sur le forage et le raffinage du pétrole moyennant une livraison de 1 million de tonnes de pétrole par an, pendant 10 ans, et elle renonça également aux biens de la Donaudampfschiffahrtsgesellschaft, aux chantiers navals de Korneuburg, etc., moyennant une somme de deux millions de dollars. Comme l'Autriche s'acquitta des livraisons et des divers payements dans un délai beaucoup plus court que prévu, ce différend qui avait empoisonné les relations austro-soviétiques fut liquidé. Les puissances occidentales pour leur part renoncèrent également à divers biens situés dans

---

6 On verra que l'observation de cette disposition comme de celle concernant la dissolution des organisations nazies ne fut pas très stricte, dans le cours ultérieur des événements.

7 Nous serons amenés à parler plus longuement de cet article quand nous aborderons la question des résurgences nazies et néonazies en Autriche.

leurs zones, mais demandèrent des compensations ou des mesures de sauvegarde pour les firmes privées appartenant à leurs ressortissants, notamment dans le secteur pétrolier.

Ce traité entra en vigueur, après ratification par les cinq pays signataires, le 27 juillet 1955. A partir de ce jour commença à courir le délai de 90 jours fixé pour l'évacuation des troupes d'occupation : les forces françaises peu nombreuses furent les premières à quitter l'Autriche, suivirent les troupes soviétiques dont l'évacuation était terminée le 19 septembre et, à la mi-octobre, les troupes anglaises et américaines avaient également quitté l'Autriche dans leur totalité, à l'exception du commandant américain de la place de Salzbourg, le général Nutter, qui ne quitta cette ville que le dernier jour du délai d'évacuation, le 25 octobre.

Nous retenons cette date parce qu'elle a son importance : dans le Mémorandum de Moscou du 15 avril 1955, les délégués autrichiens s'étaient engagés à proclamer la neutralité de l'Autriche au moment où elle recouvrerait sa totale souveraineté, donc après le retrait de son territoire du dernier soldat allié ; car, contrairement à une opinion largement répandue, la déclaration de neutralité de l'Autriche ne fait pas partie du traité d'Etat. La loi ne devait être votée qu'une fois l'Autriche complètement libre de ses mouvements, la tutelle du conseil allié abolie et toutes les troupes d'occupation parties ; ce fut le cas le 25 octobre.

Dès le lendemain, le 26 octobre 1955, le Conseil national vota à l'unanimité, à l'exception des 6 députés néonazis de la Ligue des Indépendants (Verband der Unabhängigen), la loi constitutionnelle relative à la neutralité de l'Autriche dans la rédaction suivante :

Article I. (1) En vue du maintien permanent de son indépendance extérieure et de l'inviolabilité de son territoire, l'Autriche proclame par la présente loi, librement et de sa propre volonté, sa neutralité permanente qu'elle est résolue à maintenir et à défendre par tous les moyens dont elle dispose.

(2) A cette fin, l'Autriche n'adhérera jamais à une alliance militaire et ne tolérera pas l'établissement sur son territoire de bases militaires d'Etats étrangers.

Article II. Le gouvernement fédéral est autorisé à créer une législation appropriée.

La seconde Chambre, le *Bundesrat,* approuva deux jours plus tard cette loi qui entra en vigueur le 5 novembre 1955 et fut commu-

niquée à tous les gouvernements avec lesquels l'Autriche entretenait des relations diplomatiques. Le 6 décembre suivant, les quatre puissances signataires du traité d'Etat, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France reconnurent dans des notes identiques la neutralité permanente de l'Autriche telle qu'elle était définie par la loi du 26 octobre 1955. Depuis, plus de cent pays du monde entier ont reconnu cette neutralité, y compris la République fédérale d'Allemagne.

Après avoir décrit avec beaucoup plus de détails la genèse de cette loi, Siegler, dans son livre dont nous avons souligné la teneur absolument officieuse, la commente comme suit : « Cette chronique montre clairement que la neutralité de l'Autriche, qui a été évoquée dès 1947 [8], n'est aucunement due à une pression. Il est clair aussi que la proclamation par l'Autriche de sa neutralité permanente fut entièrement volontaire et non pas imposée. Aux yeux de beaucoup d'Autrichiens, la neutralité constituait en quelque sorte un prolongement de la mission historique de médiation et de réconciliation au cœur de l'Europe qui était celle de l'Autriche. Pendant l'occupation quadripartite de l'Autriche, la guerre froide atteignit son point culminant. Si l'Autriche voulait sauvegarder l'unité et l'intégrité de son territoire, elle devait rester en dehors du conflit entre l'Ouest et l'Est. La conclusion du traité d'Etat ne pouvait être obtenue qu'à condition qu'aucun des blocs militaires n'en retire un avantage militaire. De telles considérations, de même que l'exemple du voisin suisse, ont fait comprendre aux Autrichiens la neutralité comme une politique appropriée pour un petit pays au centre de l'Europe [9]. »

Sages paroles, seulement pour parvenir à cette conviction les dirigeants du pays étaient passés par maints détours et avaient eux-mêmes dressé maints obstacles d'ordre politique et idéologique sur la route qui menait au traité d'Etat et à la neutralité. Ce fut néanmoins leur mérite d'avoir saisi la chance historique qui s'offrit à eux.

Quoi qu'il en soit, en cette année 1955, l'Autriche repartit d'un bon pied : elle disposait désormais d'une charte solide dont les trois piliers étaient sa constitution de 1929, le traité d'Etat et la loi constitutionnelle sur la neutralité permanente. Des éléments qui devaient contribuer à renforcer l'auto-compréhension des Autrichiens, leur enlever certains complexes hérités des régimes précédents : la monarchie,

---

8 Entre autres par Karl Renner, et plus tard par le second président de la 2e République, Theodor Körner.

9 Siegler, *op. cit.*, p. 32-33.

la Première République, le règne hitlérien. Le processus ne devait pas aller sans heurts ni sans vicissitudes, mais la voie était ouverte. Déjà l'Autriche de 1955 n'était plus celle de 1945 et ces dix années avaient été émaillées d'événements tantôt négatifs tantôt prometteurs, et de toute façon intéressants pour la conscience nationale en voie de surgir toujours plus visiblement, nonobstant les obstacles dressés par d'éternels incorrigibles. Ces événements marquants, nous allons essayer de les présenter et de les analyser brièvement.

LA RUPTURE DE LA CONCENTRATION NATIONALE SUIVIE DE LA « GRANDE COALITION »

Il parut évident que les trois partis fondateurs de la seconde république fussent également réunis dans le gouvernement provisoire dirigé par Renner, chaque parti gardant son caractère et son programme propre. Ce fut le consensus national réalisé dans une situation où l'Autriche ne pouvait pas se permettre de dissensions internes. Le régime nazi était encore trop proche, la solidarité des camps trop vivace, la misère de la guerre encore trop présente pour penser à autre chose qu'à la reconstruction du pays.

Les travailleurs organisés dans deux partis, l'un très grand, l'autre petit, les classes moyennes et possédantes dans un autre, tous étaient convaincus de la nécessité de surmonter ensemble non seulement la misère matérielle, suite de l'exploitation à outrance de l'industrie d'armement nazie, de l'appauvrissement général comme conséquence de la guerre et des bombardements de la dernière phase de la guerre, mais aussi le vide ou plutôt le marais idéologique laissé par les propagandistes nazis. L'antifascisme fut le dénominateur commun des trois partis au gouvernement qui étaient bien d'accord sur la nécessité de « dénazifier » au plus vite l'Autriche [10]. Le gouvernement de concentration — expression du consensus national — était également une nécessité, car le danger d'une partition du pays était réel [11].

---

10 Nous avons décrit par ailleurs les erreurs et omissions de cette « dénazification » qui frappait surtout les « suiveurs » et non les vrais responsables, et le fait qu'il s'agissait avant tout d'une dénazification des personnes et non pas des esprits. L'idéologie nazie avait laissé des traces et les dirigeants du pays - si l'on excepte les quelques six mois qui suivirent la libération - ne faisaient rien pour extirper cette idéologie. Au contraire, la course électorale aux faveurs des anciens nazis devait bientôt commencer ; certains slogans de propagande des deux grands partis renouaient, nous l'avons dit, directement avec ceux utilisés par Goebbels.

11 Ainsi, Otto von Habsburg avait écrit une lettre d'avertissement à Truman pour dénoncer le gouvernement Renner comme marionnette soviétique ; s'il avait été entendu, c'en était fait de l'unité de l'Autriche.

La situation fut clairement définie par Renner qui cerna, dans une interview, le caractère du gouvernement de concentration : « Nous qualifions notre système de " gouvernement consensuel ", ce qui veut dire que toutes les mesures du gouvernement doivent être prises à l'unanimité. C'est un système difficile, mais il a fait ses preuves. Aujourd'hui, la collaboration amicale des trois partis démocratiques est garantie et elle durera encore longtemps, même pendant la période de la paix. Le peuple démocratique de l'Autriche s'est retrouvé sur la base solide de construire l'indépendance du pays et de la maintenir dans toutes les crises de l'avenir [12]. » Bonne définition, mais prévision erronée. Bien qu'après les élections de novembre 1945 et la formation du gouvernement Figl, la concentration ait été maintenue, les relations entre les partis n'allaient pas tarder à se détériorer sérieusement jusqu'à ce que, en novembre 1947, le seul ministre communiste du gouvernement donna sa démission, à l'occasion d'une réforme monétaire et de la décision du gouvernement d'adhérer au Plan Marshall [13].

Malgré la faiblesse numérique du P.C., son élimination du gouvernement, à un moment où la guerre froide battait déjà son plein, eut des conséquences politiques et idéologiques graves. Du même coup, le consensus national qui reposait sur l'accord de tous ceux qui avaient pris part à la résistance était rompu. Plus que cela : le parti de ceux qui, avec les théoriciens conservateurs-libéraux à la manière d'E.K. Winter, avaient forgé les fondements de la nation autrichienne, fut mis en marge, sinon au ban de cette même nation et la situation de l'Autriche comme pays occupé favorisa une sorte de glissement, une véritable « substitution » d'un concept de la conscience nationale à un autre. La résistance avait été menée par les Autrichiens conscients contre l'occupation allemande, contre l'oppression nazie. Maintenant, la propagande officielle des deux grands partis présentait la grande coalition, celle qui se constitua après l'élimination des communistes, comme une nouvelle résistance, comme une lutte pour la « libération totale ». Si au début cette volte-face fut encore accompagnée de remerciements platoniques envers les sacrifices de l'Armée Rouge pour la libération de l'Autriche, cette composante se perdit de plus en plus

12 Interview de Karl Renner sur des « Questions politiques essentielles », reproduite dans l'*Arbeiterzeitung* du 23 septembre 1945.

13 Pour le récit détaillé de ces années, on se reportera aux ouvrages déjà cités. Quant aux élections du 25 novembre 1945, elles avaient été désastreuses pour le P. C. que certaines exactions de soldats soviétiques et l'inconditionnalité avec laquelle il suivait toutes les évolutions de la politique soviétique avaient fait qualifier de « parti russe ».

et ne restèrent que les accusations contre les méfaits de l'occupation ; méfaits et inconvénients sérieux, il faut le dire, mais pas seulement limités aux seuls occupants soviétiques. Cependant, les maladresses, parfois aussi les vexations réelles commises par les autorités soviétiques furent mises à profit par une habile propagande qui, sciemment, appliquait deux poids et deux mesures ; ainsi, les alliés occidentaux apparurent bientôt comme les grands bienfaiteurs de l'Autriche, tandis que les « Russes » furent chargés de tous les péchés d'Israël [14].

La grande coalition qui désormais allait gouverner le pays pendant près de vingt années — elle dura jusqu'en 1966 — apparut effectivement aux yeux des Autrichiens comme le rempart contre les excès des occupants, comme la garantie d'un développement pacifique et prospère de l'Autriche, et, pourquoi ne pas le dire, elle compte à son actif un certain nombre de succès appréciables, notamment dans le domaine économique. Du fait que les deux partis au pouvoir représentaient effectivement la grande majorité de la population, toujours entre 85 et 90 % des électeurs, ils pouvaient prétendre représenter *la nation* toute entière, à l'intérieur comme à l'extérieur. Anton Pelinka donne à cette forme de coalition le nom de « national government », par rapprochement avec la dénomination choisie à l'époque par le gouvernement Mac Donald, c'est-à-dire un gouvernement d'urgence nationale qui devait résoudre les problèmes posés par la reconstruction d'après-guerre et par l'obtention de la pleine souveraineté nationale. Après 1955, ces problèmes étant résolus, le ciment de l'occupation quadripartite disparu, ce fut la « coalition permanente » de 1955 à 1966. Ces deux genres de coalition n'étaient plus essentiellement fondés sur le consensus

---

14 En effet, l'opinion publique autrichienne - et internationale - était convaincue que tous les retards dans la conclusion du traité d'Etat étaient imputables aux « méchants Russes ». Les recherches de G. Stourzh, historien dont personne ne conteste le sérieux, l'amènent à écrire : « Erst seit kurzem wissen wir, dass hinter der zunehmend härter werdenden amerikanischen Verhandlungstaktik um Artikel 35 im Sommer 1949 Spannungen zwischen der militärischen Führung und dem State Department standen, deren Ursache die offene Frage war, ob die USA überhaupt den Abschluss des Staatsvertrages und damit den Abzug ihrer Truppen aus Österreich anstreben sollten ». Stourzh, *op. cit.*, p. 59.
G. Stourzh a complété ces informations au Colloque de Rouen, dans sa communication, *art cit.* notamment en ce qui concerne l'attitude de la France. Le général Béthouart qui, en 1948, préconisait une sorte de neutralité de l'Autriche, revint par la suite sur cette attitude, trouvant « au *début des années cinquante* (c'est nous qui soulignons) qu'il était difficile de se rallier à une solution de neutralité autrichienne sous peine de compromettre la défense de l'Europe occidentale par l'OTAN ». Voir *Austriaca Spécial colloque, op. cit.*, p. 228.

national, mais de plus en plus sur un consensus social pour lequel une théorie particulière s'élabora pragmatiquement, connue sous le nom de *Sozialpartnerschaft* (partenariat social) [15], toujours présentée cependant comme consensus national. Nous allons analyser brièvement les succès et les déboires de cette *Sozialpartnerschaft,* mais auparavant quelques remarques s'imposent qui ont trait à la conscience nationale et à ses fondements théoriques. Dans sa communication au Colloque de Rouen, M. Cullin, se référant à E.K. Winter et A. Klahr dont il a étudié les théories sur la nation autrichienne [16], évoquant le système de la *Sozialpartnerschaft* et de la neutralité autrichienne, vient à parler du « compromis historique autrichien, clef de voûte de tout le système de la seconde République [17] ». Du point de vue politique, c'est certainement pertinent, mais en ce qui concerne l'idée nationale, la formule n'épuise pas le concept de la nation autrichienne. Accepter la *Sozialpartnerschaft* comme élément essentiel, comme noyau de consensus national, c'est passer à côté du véritable problème, c'est ravaler l'idée nationale, le consensus national au service de la *paix sociale,* au consensus social. Rien à dire contre la paix sociale, en soi une idée harmonieuse de la société, mais cela veut dire en même temps vouloir exclure de cette paix, et *ipso facto* de la communauté nationale, tous ceux qui persistent à vouloir défendre des intérêts de classe particuliers, c'est vouloir leur interdire les moyens de la lutte de classe pour améliorer la situation économique et politique de leur classe, quelle qu'elle soit. C'est d'ailleurs ce qui arrive, ou plutôt ce qui est arrivé au petit P.C.A. La *Sozialpartnerschalft* excluant tout bouleversement véhément, voire toute action « extraparlementaire », manifestations et à plus forte raison grèves doivent être vouées aux gémonies et sont, *a priori*, présentées comme des tentatives de

---

15 Anton Pelinka est l'un des spécialistes les plus éminents de la question de l'évolution politique en Autriche ; il a publié de nombreuses études sur ce sujet. Voir notamment son article (écrit en commun avec R. Knoll), *L'évolution de la structure sociale en Autriche depuis 1945,* dans *Austriaca* n° 3, décembre 1976, p. 45-65, de même sa communication au Colloque de Rouen, *Von der Konkurrenz zur Konvergenz - Unterschiede im Demokratieverständnis der 1. und 2. Republik,* en outre son étude *Struktur und Funktion der politischen Parteien* dans *Das politische System Österreichs,* Hrsgb. Heinz Fischer, Europa-Verlag, Wien, 1974, p. 31-53. Sur la Sozialpartnerschaft voir en outre Yvon Bourdet, *Sozialpartnerschaft,* dans *Austriaca* n° 3 décembre 1976, p. 67-76, et Egon Matzner, dans *Das politische System Österreichs, op. cit.,* p. 429-451.

16 Michel Cullin, *Les théories de la nation autrichienne,* thèse de 3e cycle, Paris III, rapporteur P. Bertaux. Travail qui devrait intéresser chaque germaniste civilisationniste.

17 M. Cullin, *E. K Winter. A. Klahr et les origines de la culture politique de la seconde République,* dans *Austriaca, Spécial colloque,* Ier vol. p. 171-183.

putsch, des essais de renverser par la force l'ordre établi. C'est effectivement ce qui s'est passé en 1950 lorsqu'une grève contre la politique dite des « prix-salaires », précurseur de la *Sozialpartnerschaft,* ou si l'on veut *Sozialpartnerschaft* avant la lettre, a été assimilée à une tentative de putsch et le parti communiste pratiquement bouté hors de la communauté nationale. Ce qui est — et c'est le moins qu'on puisse dire — paradoxal vu que les communistes avaient été, de l'avis général, une composante essentielle de la résistance nationale contre le nazisme, et que, plus encore, les théoriciens éminents de la nation autrichienne que furent Alfred Klahr, Ernst Fischer et Franz Marek sont sortis de leurs rangs.

Approfondissons encore : On doit se souvenir, à ce propos, qu'un des points centraux de chaque programme fasciste, et notamment celui du parti nazi, fut jadis la *Volksgemeinschaft,* la communauté du peuple, grâce à laquelle la dictature nazie voulait dépasser la lutte des classes ; mais ce dépassement de la lutte des classes fut assorti de l'univers concentrationnaire d'une part, où l'on extermina physiquement tous les adeptes — du moins ceux connus comme tels — de la lutte des classes, sociaux-démocrates ou communistes et d'autre part du *Führerprinzip* qui voulait que dans cette communauté tous les leviers de commande fussent occupés par des chefs, les führer, qui devaient décider de tout, sans contestation possible. Ainsi, l'harmonie de la Volksgemeinschaft fut préservée grâce aux camps de concentration, à la terreur de la Gestapo et à l'obéissance aveugle aux chefs, parmi lesquels les *Wirtschaftsführer* — donc les grands magnats de l'industrie — n'étaient pas les moindres.

Qu'on nous comprenne bien : nous n'assimilons pas du tout le système de la *Sozialpartnerschaft* au système nazi, ce n'est absolument pas la même chose pour plusieurs raisons : d'abord l'époque historique n'est pas la même ; aujourd'hui, tout système qui se réclame de la démocratie, et c'est le cas du système autrichien, admet la contestation, même s'il n'en est pas souvent tenu compte. De plus, les structures sociales de la société autrichienne ne sont pas comparables à celles des fascismes. Les rapports de forces sont déterminés par l'expérience de deux grands partis qui représentent toujours, comme à l'époque de la grande coalition, environ 90 % des citoyens, selon les résultats des élections. En plus, il existe un puissant mouvement syndical uni, la Confédération des syndicats autrichiens (ÖGB = Österreichischer Gewerkschaftsbund) qui est un partenaire de poids pour l'Union des industriels (Vereinigung österreichischer Industrieller). Justement c'est un homme important du mouvement syndicaliste autrichien, Fritz

Klenner, qui en a écrit l'histoire et qui dit que la *Sozialpartnerschaft* est un *austriacisme,* voulant signifier par là que ce système est typiquement autrichien et ne peut pas être exporté. A ce propos, on a souvent écrit que la *Sozialpartnerschaft*, où les partenaires sociaux se retrouvent à la table de négociations, n'est rien d'autre que « la lutte des classes autour d'un tapis vert ». Il est incontestable que ce système a procuré aux salariés autrichiens des avantages substantiels, et à toute la société autrichienne une période de stabilité permettant un essor économique dont il sera question par la suite. Le revers de la médaille est une certaine dépolitisation, une démobilisation idéologique qui implique de sérieux dangers.

Revenons à l'aspect national de l'affaire. En parlant du compromis historique autrichien, Michel Cullin attribue à E.K. Winter le mérite d'avoir commencé « sa carrière politique à l'extrême-droite pour la terminer au centre-gauche » et d'avoir reconnu « à l'austromarxisme une fonction organique dans la société [18] », par conséquent de ne pas l'exclure de la lutte contre le nazisme. Certes, pour le conservateur qu'était Ernst Karl Winter c'était un progrès appréciable de reconnaître à la classe ouvrière et à ses organisations leur rôle dans la communauté nationale, de ne pas leur contester leur place dans la lutte contre l'ennemi commun. Mais Winter, comme d'ailleurs son « contractant » de l'autre camp, Alfred Klahr, vivaient dans une situation particulière : l'Autriche, le peuple autrichien étaient sauvagement opprimés par le national-socialisme ; il s'agissait pour la nation autrichienne de se libérer de cette oppression qui, d'ailleurs, la mena à la catastrophe. C'est pour avoir reconnu ce fait primordial que Klahr et Winter, qui avaient développé chacun pour leur part une théorie sur la nation autrichienne, purent conclure ce compromis historique qui consistait essentiellement en ce que l'un et l'autre s'admettaient mutuellement comme partenaire dans le même combat : celui pour le rétablissement de l'Autriche indépendante. Ce fut un compromis historique sur la base de l'adversaire commun qu'il fallait vaincre et de l'objectif commun qu'ils voulaient atteindre : la résurrection de la patrie. Mais qu'on ne se trompe pas : ils partaient de bases théoriques tout à fait différentes. Ce qui n'exclut pas qu'on retrouve chez chacun, chez Winter et Klahr, des points communs ; rien d'étonnant à cela. Quand on cherche dans l'histoire, dans la société autrichienne, dans la culture, les fondements de la nation, il va de soi qu'on trouve nécessairement beaucoup d'éléments iden-

18 *Ibid.*

tiques. Ce fut donc un compromis historique, dans ce sens aussi qu'il n'était valable et concrétisé qu'à un moment donné de l'histoire.

Car, même si l'on fait remonter la social-démocratie autrichienne d'aujourd'hui, donc l'un des partenaires de la Sozialpartnerschaft, à l'austromarxisme — et il y aurait beaucoup à dire à ce sujet, mais ce n'est pas ici notre propos — l'austromarxisme de cette époque historique, où fut conclu le compromis entre ceux que représentaient Winter et Klahr, avait pris le contre-pied des théories aussi bien de Klahr que de Winter, les avait rejetées toutes les deux et s'était proclamé partisan résolu de la révolution pan-allemande.

Mais les socialistes restés au pays, ceux qui participaient à la résistance ne pouvaient le faire autrement qu'en unité d'action — et de pensée — avec ceux qui luttaient pour l'indépendance nationale de l'Autriche : avec les conservateurs et les communistes. En s'insérant dans cette lutte, ils menaient une action patriotique autrichienne, ils abandonnaient les théories sur la révolution pan-allemande pour la pratique de la nation autrichienne en lutte contre une domination étrangère [19].

La théorie marxiste — mais qui ne se réclamait pas de l'austromarxisme — fut défendue par Alfred Klahr et ses camarades, et les événements avant et immédiatement après la libération de l'Autriche semblèrent leur donner raison : l'Autriche avait besoin — même selon Renner qui le dit dans l'interview mentionnée — pour un long moment encore de ce compromis historique qui se concrétisa alors dans le gouvernement de concentration nationale. Mais la réalité de l'occupation quadripartite, les tensions politiques intérieures et surtout internationales — la guerre froide — la fit éclater deux ans à peine après la libération. Elle pût être remplacée d'abord par la grande coalition, ensuite par la *Sozialpartnerschaft* qui a survécu et s'est même renforcée après la rupture de la coalition en 1966, du fait de la marginalisation du parti communiste dont nous n'analyserons pas ici les raisons, ancrées aussi bien dans les pratiques de l'occupation soviétique, dans la politique même de ce parti, que dans la réalité autrichienne.

---

19 Nous avons mentionné cette participation active des socialistes - Slavik, Migsch, Thaler et d'autres - de même que la révélation subite d'Adolf Schärf lors de sa conversation avec le social-démocrate allemand Leuschner : « L'anschluss, c'est fini ». Nous rappelons également, une fois de plus, que le groupe socialiste dans l'exil suédois adopta assez rapidement une position autrichienne, se mettant en contradiction avec la doctrine officielle de l'austromarxisme à cette époque.

Si la Sozialpartnerschaft est bien un compromis typiquement autrichien, elle est surtout un compromis social, comme son nom l'indique. Cependant, ce qui est vraiment historique dans ce compromis c'est qu'il n'a été possible que grâce à l'existence d'une forte social-démocratie, flanquée d'un mouvement syndical uni sous direction également réformiste. Dans ces conditions, ce système est capable non seulement de faire illusion mais aussi d'apporter des avantages concrets à toute la société, et dans ce sens il a rempli un rôle national, on peut dire même historique : faire rattraper à l'Autriche un retard certain accumulé depuis des décennies, dans les domaines social, scientifique, juridique et autres.

Résumons, pour conclure cette digression qui nous permettra cependant d'avancer dans l'économie générale de notre travail, les circonstances historiques et politiques qui, à notre avis, ont rendu possible cette pratique de la Sozialpartnerschaft :

— La fondation de la Seconde République d'Autriche à l'issue d'une guerre antifasciste qui entraîna à la fois le rétablissement de la démocratie et un ébranlement de la société traditionnelle, ce qui veut dire affaiblissement des positions de la classe qu'il est convenu d'appeler bourgeoise ; et cela, aussi bien politiquement qu'économiquement.

— La création d'un fort secteur nationalisé dans l'industrie et la banque, donnant des possibilités d'intervention à l'Etat en vue d'influencer le développement général de l'économie, entraînant, dans la logique de notre observation précédente, une nouvelle réduction du secteur purement capitaliste et le développement d'une industrie nationale.

— La situation géo-politique de l'Autriche à la ligne d'intersection — longtemps appelée rideau de fer — de deux systèmes socio-économiques.

— La détente internationale, assurant un certain équilibre et permettant à l'Autriche d'entretenir des rapports fructueux avec les deux camps, de servir même d'intermédiaire dans les échanges commerciaux et culturels, d'exercer enfin cette fonction de pont qu'elle ambitionne depuis toujours.

— La neutralité permanente, proclamée de son plein gré et donnant à l'Autriche un statut international nouveau, en conséquence de quoi de nombreuses organisations de l'O.N.U. ou internationales ont fixé leur siège à Vienne ; ce statut, et l'exercice d'une poli-

tique de neutralité active sur laquelle nous reviendrons encore, lui confère un rôle certain dans la politique internationale actuelle ; il est vrai que ce rôle tient également à la personne du chancelier Kreisky qui a su acquérir un capital d'estime et une stature internationale qui profitent à son pays.

— De sérieux changements sociologiques qui sont intervenus dans la structure de la société autrichienne, donnant plus de poids aux couches salariées et aux couches moyennes, notamment les petits paysans qui optent en grande partie pour la solution social-démocrate. Ces changements sociologiques sont également la conséquence du développement économique de l'Autriche qui sera l'objet de notre prochain aperçu.

En attendant, constatons que ces conditions de départ ont rendu possible un renforcement continuel du parti socialiste autrichien jusqu'à lui permettre de gouverner seul pendant presqu'une décennie, et peut-être plus longtemps encore [20]. De là à parler d'une « voie suédoise » qu'aurait suivie l'Autriche vers le socialisme, certains théoriciens furent prompts à le faire. Depuis, la tournure prise par les événements en Suède a montré l'étroitesse de cette voie dont on parle moins souvent maintenant.

Disons que la Sozialpartnerschaft exercée sous un gouvernement social-démocrate est une voie autrichienne, non pas vers le socialisme, mais vers une société plus moderne. C'est d'ailleurs ce qu'avait promis Bruno Kreisky en arrivant au pouvoir. Cette sorte de compromis repose sur un certain équilibre de classes qui, cependant, pourra être remis en question, qui est déjà remis en question par le partenaire conservateur qui tend à « rééquilibrer » le rapport de forces en sa faveur. S'il réussit, c'est-à-dire si le parti populiste redevient le plus fort, la Sozialpartnerschaft prendra une autre allure. Sans oublier que parmi les fervents de cette Sozialpartnerschaft il faut compter également le F.P.Ö., parti dit libéral de tendance pangermaniste, dont certains dirigeants voient en elle la défunte *Volksgemeinschaft* hitlérienne où ils pratiquaient souvent la Sozialpartnerschaft, mais sans compromis aucun.

---

20 En effet, arrivée au pouvoir en 1970 mais encore minoritaire, la social-démocratie a obtenu la majorité à deux reprises, en 1971 et en 1975. Elle aura de toute façon accompli une œuvre de réformes appréciable dont nous avons rendu compte en partie dans notre article *Un bilan de cinq années de gouvernement socialiste,* dans *Austriaca* n° 1, décembre 1975, p. 23-54. Quant au caractère austromarxiste du P. S. autrichien, voir notre article *Vom Austromarxismus zum Austrosozialismus,* dans *Revue d'Allemagne,* n° 1/1973, p. 1-37.
Depuis la rédaction de ce travail, le parti socialiste a pour la troisième fois consécutive obtenu la majorité absolue des voix et des sièges, en remportant les élections du 6 mai 1979.

De notre dernière remarque, il ressort que la conscience nationale autrichienne pourrait être soumise à des pressions idéologiques contraires, si jamais le F.P.Ö. participait au pouvoir.

Tous avantages et désavantages bien pesés, il nous faut donc constater que la Sozialpartnerschaft laisse à découvert certains côtés de la vie nationale, autrement dit elle laisse des brèches dans l'édifice autrichien par lesquelles l'idéologie pangermaniste, voire néonazie, toujours à l'affût, s'engouffre chaque fois qu'elle en a l'occasion, au grand dommage de la conscience nationale. Aussi serons-nous nécessairement amenés à discuter de la renaissance du néonazisme sous la Seconde République.

PLAN MARSHALL, ESSOR ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIE NATIONALE

La rupture de la concentration nationale avait eu deux raisons essentielles : la guerre froide, la tension internationale dans laquelle les deux grands partis crurent devoir s'engager pour l'Ouest, et le choix fondamental de société qu'impliquait l'adhésion au plan Marshall. G. Stourzh, peu suspect d'engagement idéologique en faveur du « collectivisme », constate que maintenant il est bien prouvé, documents à l'appui, « que le plan Marshall poursuivait dès le début l'objectif de faire barrage à l'accroissement de l'influence soviétique et communiste » [21]. Il n'y a évidemment pas de honte à cela, seulement à l'époque les initiateurs et les adeptes du plan mettaient en avant les intentions humanitaires, et elles seules, dans le projet de remettre sur pied les économies européennes traditionnelles avec l'aide de substantielles injections de capitaux américains.

Pour l'Autriche, de toute façon, l'acceptation du plan Marshall signifiait le refus d'une voie socialiste quelconque, le maintien de l'économie de marché dans la tradition du pays. A vrai dire, une autre option aurait été étonnante dans un pays où, au moment de l'adhésion au plan américain, le parti populiste disposait de la majorité absolue au Conseil National, ce qui ne doit pas être négligé, malgré la politique de coalition avec le parti socialiste et malgré le poids de l'occupation soviétique d'un quart au moins du pays.

Une fois prise l'option du maintien de la société de marché, le plan Marshall apparut comme le meilleur moyen de tirer l'économie du pays de l'état de délabrement et de léthargie où l'avait laissé l'hitlérisme.

---

21 Stourzh, *Kleine Geschichte..., op. cit.*, p. 42.

De toute façon, les investissements opérés grâce au plan Marshall s'avéraient efficaces : de 1948 à 1952, près d'un tiers de tous les investissements nets furent financés par les fonds du plan Marshall dont le programme vint à échéance en 1952. Vu globalement, les capitaux introduits dans l'économie autrichienne de 1945 à 1955 atteignirent la somme de 1 600 millions de dollars, dont 1 400 millions en provenance des Etats-Unis ; environ 950 millions venaient du E.R.P., c'est-à-dire de l'Economic Recovery Programme, nom donné au plan Marshall.

Ces sommes furent utilisées à bon escient : « Un programme de reconstruction systématique fut réalisé, et grâce à ces investissements furent assurés le ravitaillement de la population en denrées alimentaires — si déficient au cours des premières années d'après-guerre — l'approvisionnement en matières premières et en biens d'investissements pour la reprise de la production et des exportations, ainsi que l'apport des capitaux nécessaires à la reconstruction technologique et au développement des principales branches de l'industrie [22]. »

Dès 1949, la production nationale brute atteignit le niveau d'avant-guerre, il en fut de même pour la productivité en 1951, et depuis l'Autriche se situe pour la croissance dans le peloton de tête des pays de l'O.E.C.E., devenue ensuite O.C.D.E., à laquelle elle adhéra dès 1947. En effet, selon les chiffres officiels, le taux réel de croissance annuel des années 1955 à 1973 fut de 4,7 %, c'est-à-dire le plus fort taux de croissance des pays les plus industrialisés d'Europe. Il est vrai que l'Autriche, dans ce domaine également, avait un retard à combler ; en 1950 encore, le revenu par tête était nettement au-dessous de la moyenne des pays de l'O.C.D.E., en 1970 ce revenu s'approcha de la moyenne, qu'il dépassa enfin en 1973.

Alors que le produit national brut, dans les années 60, était déjà trois fois celui d'avant-guerre, on peut constater que dans les vingt années, de 1954 à 1974, il a de nouveau triplé [23].

Malgré la crise mondiale de l'emploi, l'Autriche a réussi à éviter ce qui fut naguère son plus terrible fléau : le chômage qui, pendant toutes ces dernières années, gravitait autour de 1,5 à 2,5 %.

---

22 Cité d'après Francesco Adamo, *La position géo-économique et commerciale de l'Autriche*, dans *Austriaca*, n° 3, décembre 1976, p. 19-44, p. 22.

23 Selon Adamo, *art. cité*, le produit national brut en *millions de Schillings de 1964*, s'établit ainsi :

1954	1964	1972	1974
130 447	227 136	336 900	372 230

Deux facteurs qui contribuent à la bonne marche de l'économie autrichienne doivent être mentionnés : le tourisme et l'industrie nationalisée. Pour le tourisme, nous ne nous laisserons pas aller à des considérations particulières, faisant confiance aux spécialistes pour le faire, mais l'industrie nationalisée ou nationale mérite qu'on s'y arrête, car son existence et son bon fonctionnement jouent un rôle certain dans les progrès réalisés ces derniers temps dans la conscience nationale des Autrichiens.

Ce fut la confiscation des « biens allemands » par les autorités soviétiques qui déclencha le processus de nationalisation et, paradoxalement, le parti populiste, par définition partisan de l'économie de marché libre, se prononça sans hésiter, avec le parti socialiste, suivi après certaines tergiversations par le parti communiste ; il fut le plus résolu à nationaliser dans l'espoir — tout à fait vain d'ailleurs — de soustraire les entreprises nationalisées à la mainmise soviétique. Il fallut attendre le traité d'Etat pour que tous les biens nationalisés revinssent effectivement à l'Etat autrichien. Mais depuis, l'Autriche est l'un des pays à système occidental disposant d'un secteur nationalisé des plus importants qui comprend en bref les trois plus grandes banques ayant des participations considérables dans l'industrie, la presque totalité de l'extraction charbonnière, toute l'industrie sidérurgique et de l'acier y compris l'extraction du minerai de fer, toute l'extraction minière du cuivre, du plomb, du zinc et d'importants secteurs de l'industrie des métaux non ferreux, toute l'extraction du pétrole et son traitement (raffinage, etc.), d'importantes parties de l'industrie mécanique, électrique et de véhicules, une grande entreprise chimique et la Société de navigation à vapeur sur le Danube.

Après plusieurs transformations du statut, ces entreprises nationales — non compris celles où l'Etat détient des participations majoritaires ou minoritaires et les banques — constituent aujourd'hui un groupement, l'Ö.I.A.G. [24], avec environ 120 000 salariés, organisé selon des principes de gestion efficaces : le taux de croissance prévu jusqu'en 1980 est de 10 % par an, le chiffre d'affaires en 1976 a été de 60 milliards de Schilling avec un contingent d'exportation de 38 %. Ce sont des entreprises hautement compétitives, donnant à l'Etat une possibilité d'intervention conjoncturelle importante et qui représentent, avec un sixième de tous les salariés du secteur industriel, environ 20 % de la production de l'industrie autrichienne. D'importants

24 ÖIAG : Österreichische Industrie Aktien-Gesellschaft.

« postes de commande » de l'économie nationale — sans parler du secteur bancaire — se trouvent ainsi sous contrôle de l'Etat qui peut les utiliser pour prendre les mesures appropriées de politique économique. Il n'est pas exagéré de dire que beaucoup d'Autrichiens sont fiers d'entendre par exemple que le trust *Voest-Alpine* exporte ses procédés de production d'acier dans le monde entier, ou qu'il fournit des installations complètes aux pays du tiers monde. Il est vrai qu'une contre-partie existe à cette situation acquise : au cours des deux dernières décennies, d'importants investissements de capitaux étrangers ont « dénationalisé » un grand nombre d'entreprises dans le secteur privé. Ce qui préoccupe sérieusement ceux qui ont à cœur de maintenir l'indépendance économique de l'Autriche ; le fait est que parmi les capitaux étrangers qui affluent en Autriche, la République fédérale allemande est au premier rang [25]. En 1972, la quote-part de la R.F.A. dans les investissements étrangers atteignait le tiers, mais comme un autre tiers des investissements est attribué à la Suisse et au Liechtenstein, où il s'agit essentiellement de sociétés holding, il est tout à fait probable qu'on trouverait là encore du capital allemand investi. Aussi longtemps que l'évolution internationale se poursuit à peu près normalement, il n'y a pas là matière à s'inquiéter outre mesure, car tout compte fait les investissements étrangers ne dépassaient pas, en 1973, 15 % du total des investissements, leur contribution à la valeur nette de la production atteignant à peu près la même plage, de même que le nombre des salariés employés dans les entreprises sous influence étrangère. Cependant, si des turbulences venaient à se produire dans la situation internationale, la grande influence du capital allemand rappellerait les mauvais souvenirs de l'époque de la Première République.

Ces dangers sont nettement perçus par les partisans de l'indépendance autrichienne : « Un rapport soumis au dernier congrès fédéral (de l'Ö.G.B.) recommande une stratégie syndicale qui tendrait à un renforcement de l'autonomie économique de l'Autriche grâce à une politique industrielle nationale, à une amélioration des possibilités d'information et de contrôle, et au renforcement de la coopération syndicale internationale [26]. »

---

25 Pour plus de détails, voir Ferdinand Lacina, *Le capital étranger dans l'économie autrichienne,* dans *Austriaca,* n° 3, p. 111-128, et F. Adamo, *art. cit.*

26 F. Lacina, *art. cit.*, p. 123. Cette stratégie syndicale viserait non seulement les capitaux allemands, mais toute infiltration des sociétés multinationales qui voient dans l'Autriche un champ d'investissements fructueux.

En conclusion, nous dirons que le plan Marshall, tout en rendant possible un essor économique inconnu jusqu'alors en Autriche, a bien rempli le rôle que ses initiateurs lui avaient assigné : la construction d'une économie libérale ouverte aux investissements étrangers et donc étroitement interdépendante au sein du monde occidental, autrement dit capitaliste. Cette interdépendance est contre-balancée par deux facteurs : d'une part le secteur nationalisé relativement fort, et d'autre part un commerce avec les pays de l'Est en constante extension, permettant de faire face à d'éventuelles récessions subites à l'Ouest. Telle qu'elle est, la nouvelle économie nationale autrichienne a doté le pays d'une industrie moderne et dynamique dont le secteur nationalisé est aussi compétitif, sinon plus, que le secteur privé qui lui aussi remplit son rôle dans cet ensemble qu'on pourrait qualifier d'économie mixte.

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que personne en Autriche ne croit plus à la légende d'une inaptitude à la vie de ce pays. Facteur important pour donner une nouvelle assurance à la conscience des Autrichiens.

NÉONAZISME, CHAUVINISME, POLITIQUE DE MINORITÉS

La rupture de la concentration nationale en 1947 eut encore un autre effet. Alors que la grande coalition était tout occupée à désigner du doigt (et de la presse) l'ennemi à combattre, à savoir les communistes et les occupants soviétiques, pour trouver ainsi un ersatz de consensus national, l'extirpation des racines idéologiques du nazisme fut gravement négligée, avec des conséquences qui apparurent bientôt. Il était prévisible que les « petits nazis » allaient rapidement recouvrer leurs droits civiques [27], aussi les deux grands partis commencèrent-ils une véritable course pour s'attirer les faveurs de ces électeurs futurs qu'il ne fallait pas heurter en insistant trop sur les crimes hitlériens. Il était plus facile de les gagner en renouant avec les souvenirs de la propagande de Goebbels : anticommunisme, antislavisme, sentiments chauvins et même, de manière sous-jacente, allusive, l'antisémitisme. La façon dont on tenait souvent à l'écart de la com-

---

27 Dans une loi spéciale, datée du 8 mai 1945, non seulement le parti nazi fut interdit, mais tous les anciens membres du parti furent astreints à se faire enregistrer et privés du droit de vote. Jusqu'en 1949, plusieurs lois d'amnistie successives supprimèrent la législation spéciale concernant les nazis qui purent participer normalement aux élections cette année-là.

munauté nationale les émigrés et ceux qui étaient rentrés de l'exil ressemblait trop souvent aux pratiques de naguère [28].

Cette course aux faveurs des anciens nazis prit différents aspects : alors que des dirigeants du parti populiste n'hésitèrent pas à rencontrer en mai 1949, dans une villa d'Oberweis en Haute Autriche, d'anciens chefs SS et autres criminels de guerre, prétendument pour créer un comité de liaison mais en vérité pour préparer la rentrée politique des nazis, le parti socialiste favorisa ouvertement la fondation d'un « quatrième parti » où pourraient se retrouver les anciens nazis, dans l'espoir de briser ainsi la majorité absolue que détenait alors le parti populiste. Effectivement, avant les élections de 1949 fut fondée l' « Association des Indépendants » (VdU) [29]. Cette association qui, en 1949, réussit à capter environ 11 % des voix et entra au parlement avec 16 députés, se démasqua bientôt : elle proclama son appartenance, non seulement, à la « communauté du peuple et de la culture allemands », mais aussi à la nation allemande, nia froidement l'existence nationale de l'Autriche et commença d'abord à minimiser les crimes du nazisme, puis à les glorifier [30].

Sous le couvert de l'anticommunisme officiel, tous les vieux slogans nazis firent leur réapparition. Si le F.P.Ö., successeur du VdU,

---

28 Cet esprit perce une fois de plus chez Andics, dans *Die Insel der Seligen, Österreich von der Moskauer Deklaration bis zur Gegenwart*, p. 78-79, lorsqu'il parle des émigrés au moment de la libération de Vienne en ces termes : Die Emigranten fanden keine Gelegenheit sich einzumischen... Als die Exilgrössen wieder in Österreich auftauchten, hatten die Österreicher selbst ihr Haus schon bestellt : die Kommandoposten waren vergeben. Lediglich Dr. Oskar Pollak gewann als Chefredakteur der 'Arbeiterzeitung' einigen Einfluss, und Franz Novy wurde Wiener Stadtrat ; die übrigen Emigranten, vor allem Julius Deutsch, blieben ausgeschaltet. Der junge Bruno Kreisky rückte erst über den diplomatischen Dienstweg allmählich in den Vordergrund. Ainsi, en 1976, un « historien » exclut les « émigrés » de la communauté autrichienne et leur oppose les « Autrichiens eux-mêmes ».

29 VdU = Verband der Unabhängigen. Dans son programme dit d'Aussee, adopté en 1954, le VdU déclarait : « L'Autriche est un état allemand. Sa politique doit être au service du peuple allemand tout entier... »

30 Il est impossible de relater, dans ce cadre, l'histoire de ce premier mouvement néonazi en Autriche ; ce n'est d'ailleurs pas notre propos. Le VdU se transforma en avril 1956 et devint FPÖ - Freiheitliche Partei Österreichs (parti 'libéral' d'Autriche) ; ceci pour se camoufler, comme le disait lui-même le fondateur du parti, Herbert Kraus qui se retira en raison du caractère pris par le FPÖ. Aujourd'hui encore, le FPÖ considère toujours l'Autriche comme faisant partie de la « communauté de destin allemande » et dénie l'existence, et même le droit à l'existence de la nation autrichienne. A sa tête se trouvait d'ailleurs, jusqu'à ces derniers temps, un ancien officier SS fortement compromis dans plusieurs affaires de crimes de guerre, dans lesquelles aurait trempé, sinon lui personnellement, du moins l'unité SS à laquelle il appartenait.

s'entoura toujours de beaucoup de précautions oratoires pour apparaître comme un parti respectable — malgré le fait que la majorité de ses dirigeants aient occupé de hautes fonctions sous le IIIe Reich — il y eut dans les années 1950 et 1960 maintes créations d'organisations qui méritent sans aucun doute la qualification de néonazies, tant pour leurs programmes que pour leurs pratiques. Elles avaient toutes en commun de professer le culte du führer, de glorifier les « vertus militaires des ancêtres », les idéaux « völkisch », l'antisémitisme et surtout de pratiquer la violence contre les adversaires politiques. Le dossier de ces organisations est lourd, et c'est seulement à titre documentaire que nous en donnerons un bref aperçu [31].

Dépassant la simple théorie du « second état allemand » qui pourtant avait une fois déjà mené l'Autriche à la catastrophe, une multitude de groupuscules, tantôt légaux, tantôt illégaux, propagèrent le mysticisme « völkisch », trouvant soutien chez certains historiens et professeurs d'université qui, naguère, avaient exhorté la jeunesse « à suivre le führer en toute chose » [32].

Ces groupuscules que Josef Hindels qualifie « d'armée de réserve du néonazisme » développent, à côté de leur idéologie, une activité bien concrète. A leur actif s'inscrivent de nombreux attentats à l'explosif, des affrontements avec blessés, et l'un de leurs hauts faits fut le meurtre d'un ancien déporté et résistant, Ernst Kirchweger, lors d'une manifestation antisémite en 1965, où retentit le cri « Hoch Auschwitz » [33]. Parmi ces mêmes groupes se recrutèrent les

---

31 Quant à « l'antisémitisme sans juifs » qui existe réellement en Autriche on se reportera à Erika Weinzierl, *Antisemitismus in Österreich,* dans *Austriaca Spécial Colloque, op. cit.,* p. 309-332, communication qui se termine par cette phrase : « Sous la seconde République il existe un 'antisémitisme sans juifs', diffus mais latent et largement répandu. »

32 Les plus connus furent Hellfried Pfeifer, juriste, qui recommandait jadis à ses étudiants : « Handeln Sie immer so, wie es der Führer an ihrer Stelle täte ! » et le professeur Taras Borodajkewycz, historien, qui par ses propos antisémites tenus à ses cours, provoqua des manifestations de résistants, auxquelles les néonazis qui le défendaient ripostèrent. C'est au cours de l'une de ces manifestations que le résistant Kirchweger trouva la mort. Pour « L'affaire Borodajkewycz » voir Heinz Fischer, *Einer im Vordergrund : Taras Borodajkewycz,* Eine Dokumentation, Europa-Verlag, Wien, 1966, 305 p. Après de longues tergiversations, ce professeur ancien et néonazi fut finalement mis à la retraite.

33 Parmi les groupuscules néonazis violents se trouvait entre autres le *Bund Heimattreuer Jugend* qui s'était donné comme sigle BHJ dont les deux dernières lettres devaient rappeler la HJ = Hitler-Jugend. Cette association fut interdite, mais n'en continua pas moins ses activités. Comme organisation « légale », il faut mentionner, outre le FPÖ, son organisation étudiante, le *Ring Freiheitlicher Studenten* (RFS) et de nombreuses Associations « battantes » d'étudiants et d'anciens étudiants *(Schlagende Verbindungen).*

terroristes qui sévirent au moment de la discussion autour de la question du Tyrol du Sud, dans les années 1950 et 1960, discussion qu'ils menaient à coup de bombes, causant des morts et d'importantes destructions matérielles [34].

Rudolf Neck résume ainsi les débuts des activités néonazies en Autriche : « A l'époque de l'occupation quadripartite, des cercles et des associations d'extrême-droite existaient déjà en Autriche, pour la plupart illégaux. Après le traité d'Etat, l'idéologie extrémiste de droite fut importée en Autriche, très souvent en provenance de la République fédérale. Ce phénomène apparut ouvertement, pour la première fois, lors des commémorations en l'honneur de Schiller, le 17 octobre 1959. Auparavant déjà, les Unions de soldats, les associations des porteurs de croix de chevaliers (Ritterkreuzträger) et d'autres du même genre, s'étaient manifestées. Mi-novembre 1958, il fallut interdire un congrès SS, prévu à Salzbourg. En juin 1960, la rencontre des anciens combattants de Narvik à laquelle participèrent des officiers supérieurs du Bundesheer (autrichien, n.d.a.) devait peser lourdement sur les relations extérieures de l'Autriche. Dans la capitale de la Carinthie, le cimetière juif fut profané en 1962. [35]. »

En Carinthie précisément, les courants néonazis, en partie sous-jacents, allaient trouver l'occasion de se manifester ouvertement et

---

34 L'un des terroristes les plus en vue fut Norbert Burger, assistant d'Université qui, en 1966, fonda le NDP = *Nationaldemokratische Partei,* le pendant du NPD allemand. Mentionnons parmi les organisations d'esprit néonazi, les nombreuses associations d'anciens combattants qui disposent en Autriche de deux confédérations : *Österreichischer Kameradschaftsbund* (ÖKB) et *Österreichischer Soldatenbund* (ÖSB). Cette dernière n'accepte même pas les anciens soldats des armées autrichiennes (de la monarchie ou de la Ire République), mais uniquement ceux de la Wehrmacht hitlérienne, y compris la *Kameradschaft IV,* c'est-à-dire les anciens des Waffen-SS. Dans une documentation ronéotypée éditée par l'Association des lycéens socialistes, s.d., 64 p., sous le titre *Das Rechtskartell in Österreich* (Le cartel des Droites en Autriche) on trouve un catalogue incomplet des organisations de droite (allant d'orientations simplement grandes-allemandes au nazisme le plus ouvert), qui contient 52 (!) noms de groupes, de groupuscules et de publications qui s'activent actuellement en Autriche. Nous relevons quelques dénominations parlantes : *Aktion Landesverteidigung, Berg-Isel-Bund, Der europäische Beobachter* (!), *Eckartbote, Fanale der Zeit, Kameradschaft Babenberg, Liga gegen entartete Kunst,* etc.

35 Neck, *art. cit.,* p. 286. Sur le phénomène du néonazisme il existe une abondante littérature, par exemple dans les périodiques *Die Zukunft, Weg und Ziel, Die Republik,* l'hebdomadaire *Die Furche,* etc. Une documentation intéressante a été réunie dans l'ouvrage *Warnung an Österreich-Neonazismus : Die Vergangenheit bedroht die Zukunft,* Hrsgb. Walter Hacker, Europa-Verlag, Wien, 1966, 204 p. Dans de nombreux articles sont notamment dénoncés les acquittements scandaleux de plusieurs grands criminels de guerre par les tribunaux autrichiens.

violemment, mettant à nu tous les péchés d'omission commis par les responsables autrichiens depuis 1947 dans l'éducation civique des Autrichiens, sous prétexte qu'il fallait réaliser « l'union sacrée » contre les occupants (surtout soviétiques), négligeant ainsi d'extirper l'idéologie nazie et permettant le développement du phénomène néonazi tel que nous l'avons brièvement esquissé. Après 1955, malgré les obligations du traité d'Etat, on a laissé croître ce cancer à peine caché. Dans ce qui devait se passer en Carinthie en 1972, le traité d'Etat a été sérieusement mis à mal.

En effet, l'article 7 du traité d'Etat avait été rédigé en ces termes : Droit des minorités slovène et croate : 1. Les ressortissants autrichiens appartenant aux minorités slovène et croate en Carinthie, Burgenland et Styrie jouiront de pair, avec tous les autres ressortissants autrichiens, des mêmes droits que ceux-ci y compris le droit d'avoir leurs propres organisations, de tenir leurs réunions et de posséder une presse dans leur propre langue. 2. Ils ont droit à l'enseignement primaire en langue slovène ou croate et à un nombre proportionnel d'établissements d'enseignement secondaire spécifiques ; à cet effet, les programmes scolaires seront revus et il sera créé une section de l'inspection de l'enseignement pour les écoles slovènes et croates. 3. Dans les circonscriptions administratives et judiciaires de Carinthie, Burgenland et Styrie où réside une population slovène ou croate ou une population mixte, le slovène et le croate seront admis comme langue officielle en plus de l'allemand. Dans ces circonscriptions, la terminologie et les inscriptions topographiques seront en langue slovène ou croate aussi bien qu'en allemand. 4. Les ressortissants autrichiens appartenant aux minorités slovène ou croate en Carinthie, Burgenland et Styrie participeront dans les mêmes conditions que les autres ressortissants autrichiens aux activités des organismes culturels, administratifs et judiciaires dans ces territoires. 5. Sera interdite l'activité des organisations qui ont pour but de priver les populations croate ou slovène de leur caractère et de leurs droits de minorité [36].

Nous avons cité *in extenso* cet article du traité pour plusieurs raisons : d'abord parce que le problème des minorités est l'un des plus anciens qui se posent à l'Autriche, aussi bien ancienne que nouvelle ; ensuite parce que chaque stipulation de cet article a son importance, et enfin parce que l'application, mieux la non-application de cet article est une pierre de touche pour le présent et l'avenir de l'Autriche comprise comme une nation « plurilingue ».

---

36 Cité d'après Siegler, *op. cit.*, p. 164.

C'est notamment le problème slovène qui est très ancien ; hérité de la monarchie, il fut au centre des débuts de la Première et de la Seconde République [37]. Sous la monarchie déjà, les Slovènes eurent à se défendre contre la pression des pangermanistes autrichiens ; néanmoins, lorsqu'en 1920 la Yougoslavie monarchique réclama les territoires de la Carinthie colonisés depuis des siècles par les Slovènes, ceux-ci, dans un référendum organisé sous la surveillance des alliés, se prononcèrent en majorité pour l'Autriche, ils firent donc indubitablement profession de foi envers l'Autriche républicaine, aussi auraient-ils mérité qu'on les considérât comme des Autrichiens à part entière de langue slovène. C'était mal connaître les éternels pangermanistes. Sous leur pression, la Première République ne remplit pas les obligations que pourtant le traité de Saint-Germain lui avait imposées : protéger les minorités. A l'issue de la Seconde Guerre, la Yougoslavie de Tito réclama les mêmes territoires. Mais entre temps, les nazis avaient « nettoyé » la région ; on se rappelle leurs actions des années 40. Finalement, le traité d'Etat attribua de nouveau la région mixte à l'Autriche, attribution assortie de l'article 7 que nous venons de citer. La Seconde République essaya de mieux s'acquitter de ses obligations : les organisations slovènes purent se développer, à Klagenfurt un lycée slovène fut créé. Mais avec la renaissance du néonazisme, les anciennes tendances refirent surface : le *Kärntner Heitmatdienst,* refuge de tous les incorrigibles de naguère, veillait. Renouant avec les slogans de l'époque nazie au nom du *Deutschtum* menacé par les « hordes slaves », il falsifia tout simplement l'histoire en faisant des persécuteurs (nazis) des persécutés (Carinthiens menacés par la « marée slave », dans leur « Deutschtum ») et évoqua à tout propos le fameux « Kärntner Abwehrkampf », transfigurant cet épisode en un poème épique héroïque, alors qu'en vérité, comme nous l'avons dit, la Carinthie doit son unité, après 1918, au vote majoritaire des Slovènes eux-mêmes. Du même coup, le *Heimatdienst* niant froidement toutes les persécutions de l'ère nazie insistait à nou-

---

37 Sur la question slovène on se reportera aux sources suivantes : Hanns Haas/Karl Stuhlpfarrer, *Österreich und seine Slovenen,* Wien, 1977, Karl Stuhlpfarrer, *Überlegungen zur österreichischen Minderheitenpolitik in der ersten und zweiten Republik, Die Kärntner Slowenen,* communication au Colloque de Rouen, dans *Austriaca, Spécial colloque,* p. 295-308 ; en outre *Kärnten - ein Alarmzeichen,* Informations- und Pressedienst der österreichischen Widerstandsbewegung, n° 1/1974, et de nombreux articles dans *Die Zukunft, Die Republik, Weg und Ziel, Österreichische Monatshefte, Die Furche* et tous les quotidiens autrichiens.

veau sur le nombre réduit des Slovènes qui, selon lui, bénéficiaient déjà de trop de faveurs [38].

Si bien que les gouvernements successifs hésitèrent à appliquer intégralement l'article 7 du traité, notamment en ce qui concerne les inscriptions topographiques et la délimitation des circonscriptions où la langue slovène doit devenir langue officielle à côté de l'allemand.

Enfin, en 1972, 17 ans après le traité d'Etat, le gouvernement socialiste Kreisky, par une ordonnance conforme à ses obligations, fit installer des poteaux indicateurs topographiques bilingues dans les cantons mixtes, au sud de la Carinthie ; on assista alors à un spectacle ahurissant et peu glorieux pour l'Autriche ; mobilisant le ban et l'arrière-ban de tous les « nationaux » — nationaux-allemands bien entendu et point nationaux-autrichiens — le *Heimatdienst* appela à la défense des « biens sacrés du Deutschtum » et ses groupes d'activistes arrachèrent tout simplement les poteaux plantés par le gouvernement — sous les yeux de la gendarmerie qui regardait ailleurs. Ces actions furent accompagnées d'une campagne de haine contre les Slovènes de Carinthie, contre la Yougoslavie de Tito, et aux éternels « arguments » des pangermanistes et néonazis s'ajouta cette fois l'anticommunisme virulent contre les « bandits de Tito », dénomination qu'avaient, on s'en souvient, utilisée les SS dans leurs expéditions punitives contre les partisans yougoslaves.

L'affaire montra tout le déficit accumulé de la « maîtrise du passé », c'est-à-dire de l'éducation démocratique et autrichienne des citoyens, notamment en Carinthie : les partis politiques — à l'exception du petit P.C. — furent tous entraînés dans la bourrasque nationaliste, car chacun avait accueilli dans son sein sa part d'anciens

---

38 En effet, sous les multiples pressions politiques, socio-économiques, sociologiques et psychologiques, et parfois les méthodes les plus brutales, le nombre des Slovènes - mieux de ceux qui se reconnaissent Slovènes - n'a cessé de décroître depuis un siècle : de 1880 à 1971, les recensements officiels font apparaître une diminution de 100 000 à moins de 22 000, alors qu'en vérité il y a toujours en Carinthie 45 à 50 000 personnes environ qui connaissent la langue slovène ou un dialecte dérivé, le « windisch ». Ce petit nombre en régression constante rendrait les Slovènes particulièrement dignes de protection légale, au contraire il est cyniquement utilisé par les pangermanistes qui avancent l'argument qu'il ne faut plus rien faire en leur faveur, leur disparition proche rendant superflue toute législation spéciale. Il n'y aurait plus alors de question slovène ; voici donc une « solution finale » dont Himmler ne serait pas mécontent ; cet état d'esprit montre en tout cas la filiation politique de ceux qui le manifestent au nom du *Deutschtum* éternel. Mais l'Autriche, en perdant ses minorités, perdrait son originalité et son identité.

nazis. Elle fut aussi pénible pour le gouvernement, et Kreisky lui-même venu en Carinthie pour apaiser les esprits et expliquer la nécessité d'une solution équitable, fit preuve de courage personnel mais ne fut pas moins traité de sale juif par les acolytes du *Heimatdienst*. Depuis, avec d'infinies précautions diplomatiques, des négociations, des explications, le gouvernement Kreisky, dont le mandat fut prolongé en 1975, est parvenu à une solution de compromis, au désavantage des Slovènes, on dirait presque il va de soi, solution qui tient cependant en partie compte des aspirations de la minorité. Toute l'affaire fut un sérieux avertissement : elle a eu au moins le mérite de mobiliser les forces démocratiques, tous ceux qui veulent vivre dans une Autriche autrichienne et non plus pangermaniste.

Car l'attitude de l'Autriche dans cette question dépasse la querelle des poteaux bilingues qui, au XXe siècle, ne devraient plus jouer aucun rôle dans n'importe quelle nation civilisée [39]. Elle a été la pierre de touche non seulement de la maturité démocratique du pays, mais aussi du degré de son austriacité. L'Autriche s'en est tirée assez honorablement, et il faut souligner notamment que face aux historiens pangermanistes qui, depuis toujours, falsifiaient l'histoire à qui mieux mieux, toute une pléiade de jeunes historiens autrichiens s'est levée pour rétablir la vérité historique et faire comprendre enfin ce qu'on aurait dû ne jamais oublier : les Slovènes d'Autriche, comme les autres minorités, font partie de la nation autrichienne ; constat important sur lequel il sera difficile de revenir [40].

Les cibles des néonazis : la nation autrichienne, les « étrangers » en général, les « immigrés » et autres subversifs commencent à ne

---

39 Au Tyrol du Sud (Haut-Adige), par exemple, et chaque touriste peut s'en convaincre, les inscriptions topographiques et autres sont naturellement bilingues, et nul n'en prend ombrage. Ne parlons pas de la Suisse, où le trilinguisme est de rigueur, parfois même le quadrilinguisme.

40 Il va de soi que la question slovène en Autriche, de même que le phénomène du néonazisme, demanderaient des développements plus importants. Il faudrait relever que d'authentiques résistants se font qualifier de « traîtres », voire « d'assassins » par les néonazis et les anciens SS qui n'ont rien oublié ni rien appris, mais profitent du laxisme qu'ont longtemps observé les dirigeants autrichiens à l'égard de l'extirpation de l'idéologie néonazie dont le traité d'Etat leur faisait pourtant obligation. Il faudrait rappeler que si l'anschluss lui-même n'est plus objet de propagande ouverte, la nostalgie du Reich grand-allemand est répandue par de nombreux journaux, parmi lesquels la *Nationalzeitung* de Munich et autres *Deutsche Nachrichten*. La Nationalzeitung en particulier prend comme cible le chancelier Kreisky qu'elle accuse périodiquement « d'avoir inventé en Suède la nation autrichienne ». Nous verrons que les Autrichiens dans leur majorité, après une période d'inertie, commencent à réagir contre les menées néonazies et pangermanistes.

plus être payants, aussi en ont-ils cherché d'autres : au lieu de l'anschluss, ils prônent maintenant l'anschluss à l'Europe — mais quelle Europe ? — et vilipendent la neutralité autrichienne qu'ils déclarent imposée par les « Russes ».

LA POLITIQUE DE NEUTRALITÉ ACTIVE - UN ACQUIS DE L'AUTRICHE

Comme le traité d'Etat, la loi sur la neutralité permanente, votée rappelons-le par le Parlement autrichien en toute souveraineté, fut un nouveau point de départ offrant à l'Autriche la possibilité de jouer un rôle important en Europe, et même au-delà de l'Europe.

Mais avant d'en arriver là, les Autrichiens eux-mêmes durent surmonter nombre d'obstacles d'ordre politique mais surtout psychologique. Car au début des années 50, l'Autriche — aussi bien par la voix de ses dirigeants que par celle de ses mass-média — était encore engagée à fond dans la guerre froide du côté des occidentaux. C'était évidemment son droit, mais était-ce bien utile ? Cet engagement, nous l'avons vu, impliquait de sérieuses négligences quant à l'extirpation de l'idéologie nazie, mais surtout l'Union soviétique, quatrième puissance occupante, ne pouvait voir d'un bon œil cet engagement quasi inconditionnel. Avait-elle libéré l'Autriche — du moins avait-elle pris une part éminente à la libération de l'Autriche — pour que ce pays se rangeât maintenant dans le bloc occidental qui était en train de se constituer. N'oublions pas que l'O.T.A.N. vit le jour en 1949. Un historien aussi modéré que Gérald Stourzh ne peut s'empêcher de constater à ce sujet : « Les années 1950 à 1952 voient le point culminant d'une politique étrangère autrichienne alignée sur les positions occidentales [41]. » Pendant ces années, le danger existait que l'Autriche se joignît au bloc occidental — au nom de l'Europe unie — ce qui aurait comporté un risque sérieux de partition du pays à l'image de l'Allemagne. Il y eut des machinations secrètes pour organiser une force armée à l'instigation et avec le soutien des alliés occidentaux et, en dehors des forces de l'ordre régulières, Franz Olah, qui s'était distingué en combattant — à l'aide de groupes de choc — la grève d'octobre 1950, se livra, avec soutien américain, à des préparatifs sérieux pour « résister à d'éventuelles tentatives de putsch communiste » [42].

---

41 G. Stourzh, *op. cit.*, p. 70.
42 *Ibid.*, p. 71.

Inutile de dire que la presse communiste dénonçait chaque jour la politique unilatérale du gouvernement et les préparatifs de Olah ; elle ne manquait pas non plus de faire le procès de la politique socialiste, remontant pour cela jusqu'à l'époque où les socialistes prônaient la « révolution pan-allemande », alors que les communistes menaient la lutte de libération nationale contre Hitler. Dans un article publié dans *Weg und Ziel,* Leopold Hornik reprocha amèrement au parti socialiste cette politique qui, si elle était poursuivie, mènerait à l'anschluss de l'Autriche avec le bloc occidental, ce « qui signifierait la division de l'Autriche » [43].

Ce fut le chancelier Julus Raab qui prit le tournant : homme politique conservateur et lucide, il expliqua aux Autrichiens qu'il fallait : *a)* distinguer entre politique intérieure et politique extérieure, *b)* qu'il fallait tenir compte de la situation particulière de l'Autriche, telle qu'elle résultait de l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Devant le congrès régional de son parti, le parti populiste, en Basse Autriche, il prononça un discours dont un passage notamment fit sensation : « ... Il va de soi que notre but final doit être la liberté absolue de notre peuple... Mais il est de bonne tactique d'établir peu à peu la confiance et de créer ainsi une base qui permettra de rendre pour toujours la liberté au peuple autrichien. Ceci exige beaucoup de tact et il ne sert à rien de pincer sans cesse le bout de la queue de l'ours russe qui se trouve en plein milieu du jardin autrichien, en faisant chaque dimanche des discours énergiques, il est préférable que l'opinion publique et la presse se retrouvent pour éviter d'aigres propos superflus... [44] »

Les partenaires socialistes de la coalition, se sentant visés par cette remarque, rechignèrent bien un peu, mais finirent par se ranger à la sagesse de Raab. Peu à peu, non seulement le ton changea à l'égard des Soviétiques, mais on découvrit de part et d'autre de la coalition que l'idée de la neutralité avait, au fond, déjà été lancée, avant la guerre et après, en 1947, par Renner lui-même [45].

---

43 Leopold Hornik, *Von der « gesamtdeutschen Revolution » zum Westblock,* dans *Weg und Ziel,* n° 3, mars 1949, p. 167-174.

44 Voir *Neue Wiener Tageszeitung,* 14 juin 1953.

45 En janvier 1947, dans une polémique avec Friedrich Adler, partisan impénitent d'un anschluss futur, Renner écrivit dans la *Wiener Zeitung,* organe officiel : « De même que la Suisse a pour voisins les trois grands pays de l'Europe occidentale, l'Autriche est limitrophe des cinq pays de l'Europe centrale dont les lignes de communication traversent son territoire. Il est de l'intérêt commun de ces cinq voisins de l'Autriche que ces communications restent sans entraves. Aucun de ces pays ne doit les monopoliser et

Nous ne reprendrons pas ici tout l'historique du traité d'Etat et le cheminement de l'idée de la neutralité autrichienne et renvoyons à G. Stourzh pour les détails [46]. Nous trouvons cependant intéressante cette remarque de G. Stourzh, à propos de la neutralité autrichienne : « Un facteur essentiel, qu'il ne faut pas sous-estimer, est la *mutation de la conscience autrichienne* (souligné par Stourzh, n.d.a.). En effet, dès la fin des années trente et au cours des années quarante (c'est-à-dire pendant l'occupation nazie, époque qui est au centre de notre étude, n.d.a.), la quasi-totalité des Autrichiens s'est convertie à l'idée de l'existence indépendante de l'Autriche ; la volonté de vivre une vie indépendante l'emportait sur d'autres traditions [47]. »

Ces autres traditions dont parle Stourzh, ce sont les traditions pangermanistes qui firent surface pendant la guerre froide, mais que surmonta notamment Julius Raab qui devint par là le chancelier du traité d'Etat. Une fois la loi sur la neutralité permanente votée, il fallait encore trouver une ligne d'application, une doctrine pour cette neutralité bien jeune ; il fallait la rendre crédible pour qu'elle remplisse vraiment le rôle qui devait être le sien : maintenir l'Autriche en dehors des grands conflits internationaux et assurer son indépendance. Les discussions sur l'interprétation de la neutralité furent violentes, passionnées, et passablement oiseuses. Fallait-il observer seulement une neutralité militaire — ou idéologique — ou politique ? A vrai dire, toutes les anciennes craintes, les réticences politiques ressortaient dans les articles et éditoriaux de la presse [48]. Il avait bien été dit et écrit que la neutralité de l'Autriche devait s'orienter sur celle de la Suisse, mais comment la pratiquer ? Il fallut une décennie pour que s'élabore la politique de la neutralité active et pour que cette politique trouve son style qui lui a été imprimé par le chancelier Klaus et le ministre des

---

encore moins les utiliser comme point de départ d'opérations militaires... Les deux Républiques constituent un groupe compact de peuples dont le territoire s'étend à travers l'Europe centrale, garantissant la liberté des communications en temps de paix et constituant un barrage pacifique contre le danger de guerre. Cette situation comporte pour nous l'espoir que notre peuple pourra enfin jouir de la paix et de la tranquillité que les décisions du Congrès de Vienne ont valu à la Suisse. » Cité d'après Siegler, *op. cit.*, p. 28.
En décembre 1951, Körner qui avait succédé à Renner comme président fédéral s'exprima dans le même sens.

46 Notamment à sa *Kleine Geschichte...*, *op. cit.* et à *la position internationale... art. cit.*

47 Voir *art. cit.* dans *Austriaca, Spécial Colloque*, p. 220.

48 On se reportera à ce sujet à Siegler, *op. cit.*, p. 28-39, à Stourzh, *op. cit.* et surtout à Stephan Verosta, *Aussenpolitik*, dans *Die Zweite Republik, op. cit.*, vol. Ier, p. 295-343.

Affaires étrangères Kreisky, devenu chancelier en 1970 et qui mania cette politique, non seulement au profit réel de l'Autriche, mais aussi dans l'intérêt international. Cette politique pour laquelle les exemples ne manquent pas — notamment la participation de l'Autriche aux contingents de l'O.N.U. dans les divers points chauds de la politique mondiale, Chypre, Sinaï, etc., mais aussi d'autres interventions pacifiques [49], cette politique qu'on peut appeler politique de neutralité tous azimuts a depuis été acceptée par les Autrichiens qui ont compris qu'elle ne menace en rien la démocratie à l'occidentale qu'ils ont choisie, au contraire. Cette politique leur a rapporté une estime internationale jamais atteinte auparavant.

Ce n'est pas un hasard si l'Autriche a eu besoin de dix années au moins pour trouver son chemin, et il était alors grand temps. Car dans les années 1965-1966, la grande coalition allait vers sa fin et il fallait apporter la preuve que les fondements du nouvel Etat étaient assez solides pour supporter la confrontation entre les deux grands partis.

Pendant ces dix années, la société autrichienne n'avait cessé de se transformer et on peut dire, rétrospectivement, que les résurgences des mouvements néonazis et pangermanistes avaient réveillé les partisans sincères de l'Autriche : aux obsèques de la première victime du néonazisme après la guerre, Ernst Kirchweger, en 1965, les anciens résistants s'étaient retrouvés sans exclusive ; devant la menace, on commença à reconnaître la nécessité du consensus social cher aux partisans de la Sozialpartnerschaft, mais aussi du consensus national retrouvé pour défendre la nouvelle Autriche. Un des piliers de cette Autriche est justement la neutralité dont le chancelier Raab avait dit : « Bekenntnis zur Neutralität und das Ja zur österreichischen Nation gehören zusammen [50]. »

---

49 On trouvera des exemples dans les documentations suivantes : *Die junge Freiheit - 10 Jahre Staatsvertrag* (Monographien zur Zeitgeschichte) Europa-Verlag, Wien, 1965, 70 p. et *La neutralité active - La politique étrangère de l'Autriche depuis 1945*, Vienne, 1975, publié par le Service Fédéral de Presse, 47 pages, où l'on trouve notamment la liste des organisations internationales (de l'ONU et autres) qui ont choisi d'implanter leur siège à Vienne. Intéressant également Alfred Verdross, *La neutralité permanente de la République d'Autriche*, Öst. Bundesverlag, Wien, 1967, 32 p. et d'autres ouvrages qui se trouvent dans notre bibliographie.

50 « Profession de foi envers la neutralité et envers la nation autrichienne vont de pair ».

NOUVELLE AUTRICHE ET CHANGEMENTS SOCIOLOGIQUES

Il existe actuellement de nombreux ouvrages de sociologues qui analysent la société autrichienne des années soixante-dix, et nous pouvons renvoyer à ces recherches pour une vue globale [51]. Nous-mêmes devons nous interdire d'entrer par trop dans les détails de ces aspects spécifiques, si nous ne voulons pas perdre de vue le but essentiel de notre recherche : reconnaître la prise de conscience nationale et la façon dont elle s'opère. A cet égard, nous étudierons brièvement un domaine qui participe de façon décisive à la formation des esprits : la presse et la radio-télévision. Le rôle de ces mass-média ne fut pas toujours glorieux quant à leur attitude à l'égard de la nation autrichienne ; cela tient surtout au fait que certaines feuilles dites indépendantes étaient issues de la presse créée par les alliés après 1945 et ne concevaient pas leur rôle comme celui d'éducateurs ; pour leurs propriétaires, il s'agissait surtout de « vendre du papier ». A la vérité, seul *Neues Österreich* « Organ der demokratischen Einigung », c'est-à-dire des trois partis fondateurs de la seconde république, défendit, dès le départ, le concept de la nation autrichienne. Son rédacteur en chef était Ernst Fischer, qui fut relevé de son poste après la rupture de la concentration nationale ; malgré cela, la ligne du journal jusqu'à sa disparition en 1966, resta « autrichienne ». *Neues Österreich* fut secondé par la *Volksstimme,* communiste, et dans les premiers temps de la Seconde République par *Kleines Volksblatt,* organe du parti populiste qui disparut bientôt, alors que l'*Arbeiterzeitung,* organe du parti socialiste demeura longtemps indifférent au problème austro-national. Les grands journaux indépendants, *Die Presse* de Vienne, *Salzburger Nachrichten, Oberösterreichische Nachrichten* et *Die Kleine Zeitung* de Graz, de même que les feuilles de province des deux grands partis défendirent longtemps la ligne grande-allemande et n'ouvrirent leurs colonnes à des réflexions sur la nation autrichienne que bien après le traité d'Etat. Nous ne parlons pas des diverses feuilles d'obédience néonazie.

Pour la radio-télévision, avant et après les diverses « réformes », il fallut également attendre la fin des années soixante pour pouvoir noter un quelconque souci de défendre la nation autrichienne. Mais le vrai

---

51 A cet égard nous renvoyons notamment aux ouvrages suivants : *Die Österreichische Gesellschaft,* ouvrage collectif publié sous la direction du professeur Erich Bodzenta et embrassant tous les domaines de la société moderne. Springer-Verlag, Wien-New York, 1972, 230 p., en outre *Das politische System Österreichs,* Hrsgb. Heinz Fischer, Europa-Verlag, Wien, 1974, 655 p., de même qu'à l'ouvrage collectif déjà plusieurs fois mentionné *Die Zweite Republik,* Hrsgb. E. Weinzierl/K. Skalnik, 2 vol., etc.

problème de la presse autrichienne est ailleurs : certaines feuilles de boulevard indépendantes — et nous ne mentionnerons pas celles qui parurent et disparurent plus ou moins rapidement — ont constamment gagné du terrain face à la presse des partis qui, elle, déclinait constamment, de sorte que la plupart des journaux de province se réclamant d'un parti politique furent supprimés, alors que — signe de la concentration poussée de la presse — deux feuilles de boulevard, le *Kurier* et la *Kronenzeitung* accroissaient régulièrement leur tirage ; la *Kronenzeitung* à caractère tout à fait boulevardier (sang à la une, sensations, appels aux plus bas instincts, entre autres une série sur les juifs attisant l'antisémitisme et qui suscita un tel scandale qu'elle dut être interrompue) atteignit un tirage tout à fait exceptionnel pour l'Autriche, dépassant en fin de semaine 1,3 million d'exemplaires, et occupa une place semblable à celle de *Bild* en République fédérale. Deuxième phénomène : on peut constater au cours des 25 dernières années une baisse constante de tirage de la presse viennoise face à celles des Länder. Quant aux hebdomadaires, leur niveau n'est pas plus élevé, et surtout les Autrichiens lisent de plus en plus d'hebdomadaires et autres périodiques en provenance de la République fédérale. Un seul hebdomadaire a essayé d'échapper à la tendance générale : *Die Furche,* longtemps organe d'un catholicisme austro-patriotique libéral, mais qui depuis 1968 a effectué un virage conservateur marqué [52].

Seuls, les organes théoriques des trois partis et la presse syndicale s'efforçaient d'échapper à la tendance générale à l'indifférence, non seulement nationale, mais politique tout court : dans les mensuels des trois partis, les problèmes sont sérieusement analysés et souvent controversés [53] ; ils traitent aussi de la question nationale qui nous intéresse ici en premier lieu. En résumé, il faut dire que trop longtemps l'indifférence dans la question de la nation autrichienne a prévalu dans les mass-media « non engagés » ; mais à partir des années soixante-dix un changement positif a pu être constaté. Ce n'est sans doute pas étranger à l'évolution générale de cette question dont nous avons rendu compte. Quelques brèves remarques encore à propos de l'Eglise catholique :

---

52 La manière dont s'opéra ce revirement, contre la volonté de ses principaux rédacteurs, est brillamment exposée dans une vaste documentation de Trautl Brandstaller, *Die zugepflügte Furche,* Geschichte und Schicksal eines katholischen Blattes. Mit einem Vorwort von Friedrich Heer, Europa-Verlag, Wien, 1969, 479 p.

53 Nous avons déjà mentionné ces hebdomadaires : *Die Zukunft* (socialiste), *Österreichische Monatshefte* (populiste) *Die Republik, Weg und Ziel* (communiste) et depuis plusieurs années *Wiener Tagebuch,* mensuel communiste dissident.

son rôle sous la Première République ne fut pas toujours glorieux, ce fut le catholicisme politique en action ; de nombreux prêtres furent également militants du parti chrétien-social et, en tant que tels, violemment opposés aux organisations « marxistes ». L'exemple le plus illustre fut Ignaz Seipel, prêtre et chancelier fédéral qui, en matière nationale, fit profession de foi en faveur de la « communauté de langue, de culture et de sang allemande ». Rappelons qu'il fut à l'origine de la malheureuse formule « l'Autriche, second état allemand ». Eglise politisée donc, mais aussi très peu sûre du point de vue national ; on connaît la lettre de l'épiscopat autrichien à Bürckel et le salut « Heil Hitler » du cardinal-archevêque de Vienne, Innitzer.

Le chemin parcouru par l'Eglise pendant les années 1938 à 1945 et depuis, peut se résumer dans la formule concise « De Innitzer à König ». En effet, l'actuel archevêque de Vienne a précisé à maintes reprises son attitude envers la nation autrichienne et nous pouvons faire état d'une lettre personnelle, à nous adressée, que nous analyserons avec d'autres documents dans le prochain chapitre de ce travail et que nous donnerons *in extenso* en annexe.

A vrai dire, c'est le cardinal Innitzer lui-même qui, tirant les leçons du passé, inaugura une nouvelle époque dans les relations entre l'Eglise et la vie publique en déclarant dès 1945 : « Conformément à l'article 138 du code canonique, aucun prêtre ne peut assumer de fonctions dans la vie publique sans l'autorisation des autorités archi-épiscopales. Mon ordre le plus formel est que les prêtres se tiennent éloignés de la vie publique, ne s'immiscent pas dans les affaires politiques et ne donnent aucune recommandation en faveur d'institutions temporelles. »

C'était inaugurer une politique de neutralité de l'Eglise vis-à-vis des partis politiques qui allait s'avérer bénéfique aussi bien pour les partis, que pour l'Eglise et surtout pour l'Etat. Nous avons déjà parlé de l'attitude patriotique de nombreux prêtres sous la domination nazie. Aussi l'Eglise catholique fait-elle aujourd'hui partie des institutions œuvrant en faveur de l'Autriche. Les autres problèmes, la question du concordat, le statut des écoles religieuses, etc., ont été réglés et il faut dire que là encore Kreisky, alors ministre des Affaires étrangères, a joué un rôle de premier plan ; c'est lui également qui a incité son parti à une réflexion nouvelle sur la religion et partant sur l'Eglise [54].

---

54 Dans le cadre de notre travail, nous ne pouvons en dire davantage, malgré l'importance de l'Eglise catholique en Autriche et du problème de ses rapports avec les partis politiques. Est-il nécessaire de rappeler que notre

Trois phénomènes sociologiques intervenus depuis 1945 méritent encore d'être brièvement mentionnés, parce qu'à notre avis, ils exercent sur la constitution politique, sur « l'auto-compréhension » des Autrichiens, une certaine influence :

a) De sérieux changements sont à constater dans la participation aux activités professionnelles. Ainsi, la population active se répartit comme suit :

Population active [55]

Activités	En milliers			%			Variations en %		
	1951	1961	1971	1951	1961	1971	1951-61	1961-71	1951-71
Agricoles	1.080	768	426	32,3	22,8	13,8	— 28,9	— 44,5	— 60,5
Industrielles	1.248	1.382	1.297	37,3	41,0	41,8	+ 10,7	— 6,1	+ 3,9
Autres Tertiaires	1.019	1.220	1.374	30,4	36,2	44,4	+ 19,7	+ 12,6	+ 34,8
Total	3.347	3.370	3.097	100,0	100,0	100,0	+ 0,7	— 8,1	— 7,4

On constate donc une chute importante des effectifs travaillant dans l'agriculture, une quasi-stagnation dans l'industrie et une augmentation importante de la population active dans le secteur tertiaire (commerce, hôtellerie, fonction publique, transports et communications, crédits et assurances, services).

b) Le deuxième phénomène dont il faut tenir compte dans l'évolution des mentalités, c'est un déplacement démographique certain de l'Est vers l'Ouest, en liaison étroite avec l'implantation de nouvelles industries dans les régions occidentales de l'Autriche ; mouvement commencé

---

dessein ne dépasse pas la question de la conscience nationale. Pour les problèmes abordés on pourra consulter l'article d'Erika Weinzierl, *Die katholische Kirche*, dans *Die Zweite Republik, op. cit.*, vol. II, p. 285-319. On trouve également des réflexions intéressantes dans l'article d'Anton Pelinka, *Interdépendance et repli* - Réflexions sur le rôle politique joué par l'Eglise catholique d'Autriche après 1945, dans *Austriaca*, n° 1, décembre 1975, p. 55-69.

55 Voir à ce sujet Francesco Adamo, *La position géo-économique et commerciale de l'Autriche, art. cit.*, dans *Austriaca* n° 3, p. 19-44 auquel nous empruntons les divers tableaux ayant trait à ce problème.

sous le régime nazi, qui se continua sous l'occupation quadripartite et s'est même renforcé après le traité d'Etat. Adamo, dans l'article déjà cité, ramène cette tendance au déplacement du centre de gravité économique, et partant démographique [56], vers les régions occidentales à une « occidentalisation » des rapports internationaux de l'Autriche dont l'industrie petite et moyenne a préféré, après la guerre, s'installer dans les pays alpins comme le Vorarlberg, le Tyrol, Salzbourg et la Haute Autriche. Mais les principales régions industrielles continuent d'être la Basse Autriche et Vienne où se trouvaient encore en 1972 48,7 % des usines, 44,4 % des travailleurs et 44,1 % du produit industriel autrichien.

Certains milieux politiques du côté conservateur ont pu faire des spéculations à propos de ce déplacement démographique et industriel : ils ont pensé s'assurer par là une majorité conservatrice, comptant sur les traditions des populations alpines ; mais ces spéculations ont été déçues ; avec l'industrialisation un esprit nouveau est né dans ces régions et on a pu constater un renforcement continu des positions socialistes au cours des élections successives, de sorte qu'on peut même dire que c'est grâce à l'accroissement du potentiel industriel et démographique des régions occidentales que le courant socialiste a pu s'assurer la majorité électorale dans le pays.

c) Un troisième phénomène accompagne les deux premiers : celui d'une urbanisation de plus en plus marquée de l'Autriche, ce qui n'a rien d'étonnant vu la diminution des activités agricoles que nous avons enregistrée. En effet, ce sont les villes régionales et leurs banlieues qui participent à l'accroissement total de la population autrichienne au cours des vingt années de 1951 à 1971 avec environ 350 000 unités, alors que la campagne n'y participe qu'avec environ 150 000. On peut donc dire que la majorité de la population autrichienne habite désormais dans les villes (environ 4,35 millions contre 3,15 millions à la campagne).

Cette urbanisation est certainement pour beaucoup dans le changement des habitudes mentales de la population ; il faut aussi ajouter

---

56 De 1951 à 1971, la population totale de l'Autriche, compte tenu des facteurs de natalité, d'immigration et d'émigration, est passée de 6 933 900 à 7 456 400 habitants, donc un accroissement d'environ 500 000 personnes. Dans cette augmentation, on constate que la part de Vienne, du Burgenland et de Basse Autriche est à peu près nulle, celle de la Haute Autriche et de la Styrie modérée, et que la part la plus grande revient, par ordre croissant, à la Carinthie, à Salzbourg, au Tyrol et au Vorarlberg. La dynamique démographique s'accroît donc en allant de l'Est à l'Ouest.

le tourisme qui met les populations rurales en contact avec « le grand large ».

Ces brèves remarques permettent néanmoins de conclure à la présence d'une société autrichienne qui existe désormais par elle-même et pour elle-même et qui a toutes les caractéristiques d'une société nationale bien circonscrite : c'est elle qui constitue la nation autrichienne.

Ces traits se sont dessinés à la suite du traité d'Etat, de la neutralité permanente adoptée, de la confrontation démocratique dans la démocratie pluraliste et de la nouvelle prise de conscience nationale qui s'est fait jour, vingt ans après la Libération. Elle a complété ce que nous appelons la première prise de conscience, déclenchée par l'occupation allemande.

Telle qu'elle est, avec ses qualités et ses défauts dont il sera encore question, cette société croit en elle-même et en la destinée de l'Autriche. Cependant, il ne faut pas se dissimuler que des dangers la guettent toujours et tout d'abord l'auto-satisfaction à la suite de succès incontestables dans le domaine économique et industriel. Danger qui en entraîne d'autres, et en premier lieu celui d'une indifférence au fait national d'autant plus grave que le pangermanisme n'est pas mort et reste à l'affût de tout affaiblissement d'une conscience nationale encore peu consolidée. Le passé a montré que l'indifférence en matière nationale glisse facilement — sous l'influence d'une propagande contraire — vers un nouveau chauvinisme pan-allemand, d'autant plus qu'on cultive une admiration forcée pour le « miracle économique allemand ». C'est souvent sous le masque d'un « européanisme » moderne et la nécessaire « défense contre le bolchevisme » que s'infiltre à nouveau l'idéologie pangermaniste.

L'abandon au Wohlfahrtsstatt — l'Etat-providence procurant le bien-être à tous — entraîne également une certaine lassitude intellectuelle qui évite les discussions autour des grands problèmes, les abandonnant à « ceux d'en haut », ce dont souffre tout le secteur culturel si l'on n'y prend garde. Les créateurs culturels autrichiens se plaignent souvent de ce nouveau « *Phäakentum* » autrichien dont l'expression la plus simple est le fameux principe du *Leben und Lebenlassen* qui, une fois déjà, a dégénéré en *Sterben und Sterbenlassen* lorsqu'il s'appliqua aux concitoyens juifs. Erika Weinzierl, dans son livre *Zu wenig Gerechte,* en a fait le bilan émouvant.

De toute façon, la *Sozialpartnerschaft* tant vantée ne pourra pas éternellement constituer la panacée pour tous les problèmes de la vie

d'une nation moderne. Déjà ses protagonistes les plus lucides, tel par exemple le secrétaire central du parti socialiste, Karl Blecha, l'ont qualifié de « phénomène temporaire » au grand émoi de ceux qui ne conçoivent aucune perspective allant plus loin.

Nous essaierons de voir dans les derniers chapitres de notre travail si, et de quelle manière, l'Autriche entend trouver les moyens de répondre aux exigences de la vie nationale et indépendante, non seulement dans le domaine économique et politique, mais aussi dans ceux, à la longue plus importants, de la création intellectuelle, des sciences, des arts et de la littérature et, pourquoi pas, de la réflexion sur les grands problèmes humains de notre époque.

CHAPITRE XIV

LA NATIONSWERDUNG DE L'AUTRICHE

Les résurgences du néonazisme, souvent camouflées sous un masque d'européanisme qui se voulait de bon teint, les affrontements et les attentats terroristes avaient fait réfléchir les responsables autrichiens. Dix ans après la fin de l'occupation quadripartite, on ne pouvait maintenir ni le signe d'égalité établi naguère entre l'occupation nazie et celle des alliés qui avaient malgré tout libéré l'Autriche et lui avaient permis de recouvrer sa souveraineté, ni l'antisoviétisme simpliste utilisé comme paravent par ceux qui niaient l'Autriche, sa démocratie et sa neutralité. De même était-il évident que le communisme, surtout après les événements de Hongrie en 1956, ne représentait plus un danger pour l'Autriche et que les communistes autrichiens, dont la perte d'influence ne cessait de se confirmer, ne pouvaient plus servir d'épouvantail dans les campagnes électorales : le fameux « chat rouge », qu'on avait fait sortir comme le lapin d'un chapeau de magicien, chaque fois qu'on le croyait nécessaire, devait être rangé au magasin des accessoires inutiles. Plus tard, en 1968, les événements de Tchécoslovaquie et d'ailleurs montrèrent que le communisme en général n'avait plus le rayonnement de naguère [1]. Au lieu d'effrayer les électeurs, il fallait désormais les attirer en leur offrant des perspectives alléchantes, les perspectives d'une Autriche toujours plus prospère, plus démocratique, plus ouverte au monde et au progrès. C'était l'époque où chaque parti se cherchait ; la grande coalition allait vers sa fin et chacun devait présenter sa propre image. Pour conquérir la majorité absolue, les états-majors des grands partis élaborèrent de nouveaux programmes souvent appelés « programmes pour l'Autriche [2] ».

---

1 En Autriche aussi les événements avaient amené des changements profonds dans le mouvement communiste : deux des « théoriciens » les plus en vue du parti communiste, Ernst Fischer et Franz Marek s'en étaient détachés ; Marek édita jusqu'à sa mort (28.6.1979) le *Wiener Tagebuch* qui se veut un peu la (mauvaise) conscience de la gauche révolutionnaire en Autriche.

2 Voir Cullin/Kreissler, *L'Autriche contemporaine* et F. Kreissler, *De l'austro-marxisme à l'austro-socialisme, art. cit.*

Mais une étincelle allait mettre le feu aux poudres dans la question nationale : la fameuse « affaire Göbhart ». Ce n'est pas un hasard si elle surgit à Graz, baptisée jadis ville du soulèvement populaire par Hitler lui-même. L'affaire joua le rôle de révélateur, découvrant à la fois deux lignes de force : le pangermanisme et le néonazisme qui n'étaient toujours pas morts — et nous pouvons dire qu'au moment où nous rédigeons ce travail ils ne le sont toujours pas — et de l'autre côté, reformé grâce à cette affaire et pour la première fois depuis 1947, un front commun de tous ceux qui défendaient la nation autrichienne et par là même l'existence de l'Autriche.

Que s'était-il passé ? La *Wochenpresse* du 18 avril 1964 décrit ainsi le début de « l'affaire » : « En janvier de cette année, le directeur de collège, Franz Göbhart, s'est cru reporté dans le Reich millénaire. Il venait de trouver sur son bureau une invitation de la section de Graz du *Deutsches Kulturwerk europäischen Geistes* [3] annonçant, outre des manifestations völkisch pour la jeunesse, une représentation du film *Paracelsus* de la plus pure tradition nazie et se basant sur l'idéologie *Blut und Boden* (Sang et Terroir) pour prôner le *Deutschtum*... Educateur et membre du parti populiste, Göbhart prit sa plume pour répondre à " l'Œuvre culturelle " : " Le traité d'Etat de 1955 et la loi scolaire de 1962 excluent toute profession de foi officielle de l'Autriche, et avant tout des écoles, envers le *Deutschtum*. Toute tentative d'impliquer des enseignants ou des élèves dans de telles entreprises équivaut à une provocation à des actions illégales et doit donc être énergiquement rejetée. Les menées nationales-allemandes n'ont pas leur place dans l'enseignement autrichien. " »

La réaction des responsables de « l'Œuvre culturelle allemande d'esprit européen » fut caractéristique : ils déposèrent une plainte en diffamation contre le professeur patriote qui avait osé les accuser de provocation à des actions illégales. En outre, ils portèrent l'affaire sur la place publique en faisant poser, par un député FPOe, une question écrite au ministre de l'Education, pour lui demander s'il approuvait « la forme et le contenu » de la lettre de Göbhart et s'il était prêt à rappeler au professeur « le caractère inadmissible de son action, puisqu'il n'avait nullement le droit d'user d'un tel procédé ». Ainsi, ce n'étaient pas les menées d'une organisation qui a son siège à l'étranger — il se trouve à Munich — qui étaient condamnées, mais

---

3 Qu'on pourrait rendre par *Oeuvre culturelle allemande d'esprit européen*, dont le fondateur et l'organisateur est un écrivain nazi, ayant appartenu aux S.A. : Herbet Böhme.

le directeur autrichien qui était menacé d'une mesure disciplinaire. Comme en Styrie l'esprit « national-allemand » sévissait de façon diffuse dans tous les partis — à l'exception du P.C. qui, dans ce Land, exerçait encore moins d'influence qu'ailleurs, — les dirigeants de ces partis — y compris du parti populiste dont Göbhart était membre — minimisèrent l'incident, si bien que Göbhart put se croire abandonné par l'Autriche officielle qu'il avait énergiquement défendue. Il rendit public un tract de l'Œuvre culturelle, et qu'il avait également reçu, diffusé à Graz, qui s'adressait « à tous les patriotes, à tous ceux " fidèles au peuple " (Volkstreue) de l'espace vital — Lebensraum — allemand » et les exhortait à se reconnaître ouvertement dans cette communauté : « Nous exigeons la reconnaissance de la " Volkheit " allemande dans notre patrie... nous voulons vivre comme un même peuple et dans une même patrie, avoir le droit de faire acte de foi envers elle, et de la défendre avec nos corps sans être injuriés. Nous ressentons le besoin d'être les membres d'un seul et même peuple et de faire nos preuves dans le monde en tant qu'Allemands [4]. » Dans un charabia où l'on n'hésite pas à employer des néologismes incongrus, comme *Volkstreue* — qu'on peut à la rigueur traduire par « fidèles au peuple » (mais à quel peuple ?) — et *Volkheit,* terme intraduisible, qui apparemment doivent remplacer *völkisch* et *Volkstum* trop compromis, les vieux poncifs pangermanistes sont ici invoqués et ne laissent aucun doute sur l'orientation et les intentions des auteurs : lancer une véritable campagne pour un nouvel anschluss.

Encouragés par l'attitude complice des instances des trois partis — populiste, socialiste et « libéral » — qui disposaient également des postes les plus importants dans le gouvernement du Land, les initiateurs de « l'Œuvre culturelle » firent un pas de plus : ils annoncèrent pour le 9 avril 1964, la veille du 26e anniversaire du référendum hitlérien de 1938, une conférence sur le thème : « *Sind wir Österreicher Deutsche* ? [5] ». Le choix des conférenciers ne laissait subsister aucun doute sur la façon dont serait traitée cette question ; il s'agissait de l'ancien député FPOe et écrivain nazi bien connu, Fritz Stüber, qui avait salué l'arrivée de Hitler à Vienne par un poème enthousiaste et qui avait quitté le FPOe qui lui semblait trop à gauche, d'un autre nazi connu, le professeur Pfeifer, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler et du dentiste Roland Timmel. La cause était entendue d'avance : pour ces pangermanistes non repentis les Autrichiens resteraient toujours des Allemands.

---

4 Cité d'après *Wochenpresse* du 18 avril 1964.
5 « Nous autres Autrichiens, sommes-nous Allemands ? »

A ce point de notre exposé on peut légitimement se poser la question : mais où donc est perceptible la progression de la conscience nationale dont ne cesse de parler l'auteur ? Justement, l'annonce de cette provocation néonazie à peine camouflée allait le montrer : car, ce que les menées néonazies n'avaient pu déclencher jusque-là, notamment lors de la mémorable commémoration du centenaire de la mort de Schiller en 1959, se réalisa cette fois-ci. Unis comme dans la résistance et après la libération de 1945, tous les courants politiques, toutes les organisations de résistants, tous les syndicats se révoltèrent. A Graz, un comité d'action de tous les camps politiques se forma et exigea l'interdiction de la provocation nazie, des tracts appelèrent la population de la ville à manifester, 16 des 18 directeurs d'écoles secondaires de Graz se solidarisèrent avec Göbhart, un seul refusa sa signature au bas d'une protestation publique des enseignants ; finalement la police dut interdire la soirée des nazis. La manifestation patriotique eut lieu néanmoins, le professeur Göbhart, porté en triomphe dans les rues de Graz, déclara dans une brève allocution « Je me réjouis que Graz ne soit plus " la ville du soulèvement de jadis ", mais la ville du soulèvement autrichien. Je crois que cette manifestation contribuera à donner à Graz une meilleure renommée [6]. » Les catholiques, comme les socialistes et les communistes avaient participé à ce soulèvement autrichien et leurs organes de presse ainsi que les autres journaux tirèrent le bilan de cette action. *Neues Österreich,* qui avait eu le mérite de protester le premier contre la mise au pilori du professeur Göbhart par les néonazis, conclut : « Que les initiateurs de cette provocation n'aient pas réussi, même à Graz connue pour son climat " völkisch ", montre combien est forte, même en province, l'opposition démocratique contre les menées des nationaux-allemands. Il faut souligner explicitement que cette action de solidarité avec un enseignant catholique ne se ramène pas — comme on le prétendra sûrement — à une initiative communiste, mais qu'elle a été soutenue unanimement par des Autrichiens de tous les courants politiques — à l'exception du courant brun (c'est-à-dire nazi, n.d.a.) [7]. » Bien que n'étant pas les initiateurs, les communistes avaient participé au comité d'action patriotique et leur journal *Volksstimme* ne se fit pas faute de souligner l'unité d'action de toutes les organisations de résistants, des catholiques, des socialistes et des communistes, en citant le journal du soir conservateur *Kurier* qui avait écrit pour sa part : « Il a fallu plusieurs jours avant qu'on se

---

6 Cité d'après l'hebdomadaire de l'Union démocratique *Der Rundblick,* 16 avril 1964.

7 *Neues Österreich,* 5 avril 1964.

décide à interdire à Graz la manifestation provocatrice nationale-allemande où d'anciens (nazis) illégaux voulaient répondre à la question : les Autrichiens sont-ils des Allemands [8]. »

L'organe central du parti socialiste *Arbeiterzeitung* prit également position, et son éditorialiste, Friedrich Scheu, démontra que les anciennes options pan-allemandes des socialistes étaient en grande partie surmontées, écrivant entre autres : « Après la guerre, l'Autriche est ressuscitée et depuis les Autrichiens ont clairement montré leur volonté d'une existence nationale. Seuls les nationaux-allemands ne peuvent s'y résigner et posent toujours les mêmes questions : nous autres Autrichiens, sommes-nous Allemands ?, les Autrichiens sont-ils une nation ?... Cette remise en question perpétuelle de la spécificité autrichienne dans certains milieux poursuit évidemment un but politique. Certains nationaux-allemands veulent saper la conscience politique des Autrichiens en leur posant sans cesse la question-piège : " Tu parles allemand, donc tu dois admettre que tu es allemand. " Etre austro-national, ne veut pas dire qu'on soit anti-allemand. Mais rien ne permet de contester l'existence et le droit à l'existence d'une nation autrichienne [9]. »

En guise d'épilogue, Barbara Coudenhove-Kalergi écrivit dans *Neues Österreich :* « L'affaire Göbhart et les récents événements de Graz nous ont touchés. Mais il serait trop simple de se contenter de passer à l'ordre du jour en remarquant qu'un groupuscule d'incorrigibles ont ressorti du fond de leurs souvenirs quelques vieux préjugés. L'écho suscité par cette affaire a montré qu'en matière de ' passé non maîtrisé ' — ' unbewältigte Vergangenheit ' — le dernier mot n'a pas été dit, loin de là. Quand des jeunes sont prêts à manifester dans la rue pour ou contre les ' menées nationales-allemandes ' nous devrions prendre cela au sérieux [10]. »

---

8 *Volksstimme,* 11 avril 1964.

9 *Arbeiterzeitung,* 9 avril 1964.

10 *Neues Österreich,* 11 avril 1964. Nous pourrions encore citer une série de journaux traitant de l'affaire « Göbhart », mais on retrouverait les mêmes arguments. La glose d'un hebdomadaire conservateur de Basse-Autriche, *Niederösterreichisches Volksblatt,* du 5 avril 1964 est pourtant intéressante, après avoir exposé les faits, elle continue ainsi : *Für österreichische Gesinnung an den Pranger ?...* In welchem Staat leben wir eigentlich ? Die Frage ist nicht absurd, wenn es möglich ist, dass ein Häuflein Unbelehrbarer ungestraft behaupten darf, wir seien nicht Österreicher, sondern Deutsche, und dass ein österreichischer Beamter vor den Kadi und - wir zitieren das steirische FPÖ-Organ - « an den Pranger » beordert werden darf, wenn dieser Beamte sich die Meinung gestattet, wir seien Österreicher. Göbharts Ablehnung von mit NS-Filmen verbrämten « deutschen Morgenfeiern » an

UN LONG DÉBAT PUBLIC

Et la chose fut désormais prise au sérieux ; l'affaire Göbhart avait été un révélateur mais aussi un détonateur. Certes, les « nationaux-allemands » avaient subi un sérieux revers, les patriotes autrichiens gagné une bataille à Graz même, ce qui était particulièrement significatif, mais les premiers ne voulaient pas s'avouer vaincus et les seconds prirent subitement conscience qu'il fallait donner des fondements plus solides, inattaquables, à l'engagement autrichien. L'affaire de Graz avait passionné l'opinion publique, les mass-media s'en emparèrent. Alors que pendant les dix années qui suivirent le traité d'Etat, la « nation autrichienne » avait été traitée par le silence, en 1964 les esprits se réveillèrent subitement et des discussions passionnées eurent lieu que nous ne pouvons évidemment toutes résumer ni analyser, mais qui témoignèrent dans la majorité des cas que les nouvelles générations autrichiennes avaient bien un sentiment national, une « auto-compréhension » autrichienne solide, et qu'on pouvait parler d'une nouvelle conscience nationale. Ces discussions précédèrent toute une série de sondages dont nous rendrons compte par la suite, et aboutirent à une conclusion très concrète ; dès 1965, le Conseil National vota une loi instituant la *Fête nationale autrichienne*, fixée au 26 octobre de chaque année et qui fut célébrée avec un éclat tout particulier dès 1967. Donc, en prolongement de l'affaire Göbhart, le débat public s'anima autour de la question nationale. Les discussions publiques commencèrent avec une émission de radio — un événement puisque le sujet de la nation autrichienne n'y avait encore jamais été évoqué. Jusque là, les mass-media et les états-majors des deux grands partis avaient considéré la question de la nation autrichienne et celle du réveil de la conscience nationale comme l'affaire de « quelques communistes et monarchistes » qu'il valait mieux laisser dans l'ombre ; parmi leurs électeurs, trop nombreux étaient ceux qui étaient indifférents à la question ou imprégnés de l'idéologie nationale-allemande. Mieux valait à leurs yeux ne pas toucher ce « fer chaud » pour ne pas se brûler les doigts. Or, l'affaire de Graz révélait chez la base des deux grands partis une conscience

---

österreichischen Schulen sei eine « schwere Herausforderung der volkstreu denkenden Bevölkerung » hiess es in einer Entschliessung der « *nationalen* » *Verbände* von Graz, die allen im Nationalrat vertretenen Parteien zugegangen ist. Die « Volkstreuen », lautete der in drohendem Unterton gehaltene Zusatz, seien schliesslich « in allen drei Parteien zu einem sehr hohen Hundertsatz vertreten ».
Vielleicht ist die Mitteilung angebracht, dass trotz alledem auch die tatsächlich « volktreu », nämlich österreichisch und demokratisch gesinnte Bevölkerung im österreichischen Nationalrat immer noch « zu einem sehr hohen Hundertsatz » vertreten ist.

spontanée de la réalité autrichienne nouvelle. Cette affaire de Graz, comme quelques années plus tard la bataille autour des panneaux topographiques bilingues que nous avons déjà évoquée, signalait que malgré la vivacité encore agressive des idées pan-germanistes, nationales-allemandes et souvent néonazies, l'idée austro-nationale avait pris pied dans le subconscient des masses, et qu'il fallait maintenant s'occuper de la question à moins de prendre un retard fatal. On peut dire que les années de 1965 à 1975 furent celles de la réhabilitation des deux précurseurs, Ernst Karl Winter et Alfred Klahr. Les franges, conservatrices d'une part, de gauche de l'autre, commencèrent à mordre sur le centre.

Rendons compte, succinctement, de ce débat public qui s'instaura alors et allait occuper sinon passionner l'opinion, et qui, à la vérité, dure encore ; le processus de la prise de conscience nationale, ce débat le démontre, est comme nous l'avons dit un processus dialectique, plein de détours, d'affrontements, d'à-coups parfois imprévus ; c'est en parlant de la *Nationswerdung* [11] de l'Autriche — le devenir de la nation autrichienne — que les différents partenaires de ce processus lui ont conféré sa véritable signification.

La première discussion, devant un public qui rassemblait aussi bien des nationaux-allemands et des néonazis que des défenseurs de la nation autrichienne, eut lieu à la Volkshochschule Brigittenau, l'université populaire de cet arrondissement ouvrier de Vienne. Parmi les principaux participants se trouvaient le professeur Göbhart et la journaliste qui avait levé le lièvre de « l'Œuvre culturelle allemande d'esprit européen » à Graz, Barbara Coudenhove-Kalergi du *Neues Österreich,* de même que l'antifasciste socialiste Josef Hindels, l'historien Ernst Görlich, auteur d'une histoire de l'Autriche autrichienne et l'ancien nazi illégal Massiczek, sincèrement converti au socialisme catholique. La discussion fut animée puisqu'un groupe de jeunes « nationaux-allemands » se trouvait dans la salle et présenta l'argument des pangermanistes : les Autrichiens parlent allemand, donc ce sont des Allemands qu'ils le veuillent ou non. Argument que Görlich réfuta en insistant sur l'inanité de l'unité linguistique, prouvée par maints exemples notamment celui des Anglais et des Américains, qui constituent deux nations bien distinctes. La formation de la nation autri-

---

11 Nous avons rencontré deux graphies de cette expression : *Nationswerdung* ou *Nation-Werdung.* Quand les choses ne seront pas claires, nous écrirons *Nation(s)-Werdung,* autrement nous indiquerons le terme tel qu'il est employé.

chienne, ajouta-t-il, a été accélérée pendant les années de l'occupation allemande [12]. Göbhart pour sa part résuma les tâches de l'enseignant et rappela que les plans d'études des années trente avaient été établis selon les principes « deutsch-völkisch » au grand dommage de la conscience autrichienne. Les lois scolaires de la seconde République ont pour but d'éduquer les jeunes pour en faire des citoyens responsables, engagés pour l'Autriche. Hindels posa le problème politique : certes, tout national-allemand n'est pas nécessairement un nazi, surtout en Allemagne. En Autriche, la question est différente : la résistance en Autriche a lutté pour le rétablissement d'une Autriche indépendante. De ce fait, il ne peut pas y avoir de nationaux-allemands antinazis en Autriche ; quand on gratte un peu, la couleur brune réapparaît : voyez les députés FPOe qui se considèrent comme « nationaux-allemands » non nazis, mais qui défendent les criminels de guerre et exigent qu'on en finisse avec les procès contre « des hommes allemands ». Les jeunes « nationaux-allemands » privés de l'argument linguistique, revinrent à la charge avec le « Volkstum » qui dépasse les frontières de l'Etat. L'auditoire lui-même répliqua que depuis il y avait eu l'occupation de 1938 à 1945 et que les Autrichiens en ont maintenant assez du « Deutschtum ».

Quelques jours plus tard s'affrontaient à la télévision les représentants des trois partis politiques ayant des députés au Conseil National : Bruno Kreisky, socialiste, Heinrich Drimmel, ancien ministre de l'Education, populiste, et Tasilo Broesigke, député FPOe. Les communistes n'avaient pas été invités, malgré leurs apports à la théorie de la nation autrichienne et à la résistance, mais dans le public des participants défendirent leurs thèses. Aussi la discussion fut-elle animée et pour la première fois des millions d'Autrichiens eurent la possibilité d'apprécier les arguments des uns et des autres. Toujours les mêmes en vérité : les nationaux-allemands niant les connexions entre le nationalisme allemand et le nazisme, leurs contradicteurs citant le passage du programme du FPOe qui déclare que « la tâche la plus importante est de repousser toutes les tentatives qui visent à détacher l'Autriche du *Deutschtum*. Notre devoir est de maintenir chez les Autrichiens allemands la conscience de leur appartenance au peuple allemand avec tous les droits et devoirs qui en résultent ». C'est là un langage « national-allemand » qui ne se distingue en rien de celui que les nazis tinrent naguère pour justifier l'anschluss.

---

12 Nous reviendrons sur les questions théoriques élaborées par Görlich.

Kreisky et Drimmel, ainsi que les intervenants de l'auditoire, répondirent que la réalité contredisait de plus en plus ces thèses : depuis 1945, dirent-ils, on peut observer un développement toujours plus marqué d'une conscience nationale autrichienne. Si bien que le représentant du FPOe dut lui-même reconnaître qu'il était bien Autrichien. Une fois de plus, la discussion démontra que l'Autriche était passée par une évolution spécifique aussi bien économique que politique et sociale qui avait abouti à une culture et à un caractère national particuliers et que, notamment dans les années de 1938 à 1945, des millions d'Autrichiens avaient acquis le sentiment d'être différents des Allemands, sentiment renforcé par la résistance qui s'était développée pendant ces années. Pendant les années 1964-1965 des dizaines de discussions de ce genre se déroulèrent, évidemment avec des arguments analogues aussi n'est-il pas nécessaire d'y revenir, d'autant que dans de telles discussions on ne peut aller au fond du problème. Elles se prolongèrent cependant dans différents organes de presse, quotidiens, hebdomadaires ou mensuels des différents courants philosophiques.

Que reproche-t-on, du côté des nationaux-allemands, aux défenseurs de la nation autrichienne ? Tout d'abord que le concept même de la nation autrichienne serait anti-allemand. C'est ce que déclara l'ancien SS-Obersturmbannführer Friedrich Peter, devenu président du FPOe, au résistant Josef Hindels dans une « lettre ouverte », où il qualifia une fois de plus la nation autrichienne d'invention monarchiste et communiste. Il écrit entre autres : « Vous, Monsieur Hindels, estimez que c'est aux résistants qu'on doit l'existence d'une Autriche indépendante. Possible. Moi, je suis convaincu que c'est aux combattants du Front de l'Est de l'époque qu'on est redevable qu'il y ait aujourd'hui encore une Europe libre et que l'Autriche ne soit pas un état satellite bolcheviste. Cela vaut bien quelque chose aussi, ou non ? [13] » Avec 25 ans de recul, Peter réalise le rêve hitlérien d'une alliance du IIIe Reich avec les puissances occidentales pour combattre le bolchevisme, sans s'apercevoir que ces combattants du Front de l'Est se sont tous retrouvés à la fin de la guerre dans les camps de prisonniers en Union soviétique. Ce même Peter, lors du débat parlementaire sur la création de la fête nationale autrichienne du 26 octobre, se référa à un passé lointain pour réfuter l'existence de la nation autrichienne et « prouver » son appartenance à la « communauté de culture et de sang allemande », rappelant d'abord l'attitude de Renner en 1918 qui avait proclamé : « En cette heure, notre peuple allemand dans tous les

---

13 *Neue Front* (Organe du FPÖ), 4 novembre 1967, p. 3.

Gaue doit savoir que nous sommes tous d'une même souche et communauté de destin ! », pour remonter ensuite jusqu'à Marie Thérèse qui, dans une lettre à sa fille (sans doute Marie Antoinette), recommandait « Qu'elle soit fière d'être Allemande ! », comme si, au XVIIIe siècle, elle pouvait écrire autre chose ; mais ce défenseur du Deutschtum oubliait qu'en 1740 on ne comptait pas plus de nation allemande que de nation autrichienne, et que ce fut justement sous Marie Thérèse qu'une conscience d'Etat autrichienne s'est fait jour. Peter se référa également à Friedrich Adler dont les théories pan-allemandes ont déjà été évoquées [14].

L'argument-choc, toujours ressassé contre le concept de la nation autrichienne, fut qu'il s'agissait d'une invention communiste, imputable à Alfred Klahr, pour réaliser un front populaire, alors que Klahr a toujours dit que la nation autrichienne n'était en rien hostile au peuple allemand. Dans une lettre publiée par *Oberösterreichische Nachrichten,* un lecteur se plaint en ces termes de l'évolution pro-autrichienne du parti socialiste : « En lisant les publications du parti socialiste, on s'aperçoit qu'à l'encontre de l'attitude allemande tout à fait naturelle des anciens chefs du parti (Bauer, Renner, F. Adler, n.d.a.), il a rejoint entièrement la conception communiste... » et d'ajouter : « En politique intérieure la " nation autrichienne " joue le rôle d'un village à la Potemkine, destiné à masquer le péril expansionniste du communisme par un patriotisme ardent [15]. »

---

14 Voir *Stenographisches Protokoll,* 62. Sitzung des Nationalrates der Republik Österreich, Mittwoch, 28. Juni 1967.

15 *Oberösterreichische Nachrichten,* 16 janvier 1966. On peut en effet retourner l'argument : ce ne furent pas les théoriciens ou les défenseurs de la nation autrichienne qui agirent par sentiment anti-allemand, mais les pangermanistes qui, de tous temps, avaient été anti-autrichiens en prétendant forcer les Autrichiens à une profession de foi allemande. Cette théorie eut des défenseurs d'autant plus virulents qu'ils se sentaient en perte de vitesse ; ainsi le périodique *Deutsche Gemeinschaft* (paraissant sans encombres en Autriche) pouvait écrire dans son numéro 16/1962 : « Von dem Lande oder dem Ländchen, in welchem wir geboren sind, wollen wir niemals das Wort Vaterland gebrauchen. Deutschland ist unser Vaterland. »
Ces discussions, nous l'avons dit, continuent toujours et le pullulement des organisations néonazies n'a pas cessé. Le FPÖ, qui veut se donner une image de marque modérée, laisse pourtant publier des professions de foi de ce genre (dans *Kärntner Nachrichten,* 30 novembre 1968) : *National in Österreich ?...* muss der Jugend immer wieder gesagt werden, dass die Nationalidee keine Ähnlichkeit mit dem Nationalismus hat, sondern nur eine *völkische* Idee ist. Wir Österreicher gehören nun einmal der deutschen *Volks- und Kulturgemeinschaft* an und jedes Mitglied der FPÖ kann stolz darauf sein, in Österreich einer deutsch-nationalen Gesinnungsgemeinschaft anzugehören... Dans une *Dokumentation über die freiheitliche Partei Österreich* (FPÖ) publiée en 1970, le mouvement de résistance *Österreichische*

Une fois de plus, les idéologues anti-autrichiens, défenseurs du pangermanisme se réfugiaient derrière l'épouvantail communiste déjà utilisé par Hitler pour justifier l'invasion de l'Autriche : qu'on se souvienne des communiqués de presse allemands des jours qui précédèrent l'invasion où il était question de « troubles communistes » en Autriche, démentis d'ailleurs par le chancelier Schuschnigg lui-même dans son discours d'adieu.

Mais dès le début des années soixante, il était évident que toutes ces évocations d'un passé irrémédiablement révolu n'exerçaient plus l'effet désiré sur les Autrichiens. C'étaient, si l'on peut dire, les barouds d'honneurs du nationalisme allemand en Autriche. Tous les sondages allaient le confirmer, mais surtout les études autrement sérieuses qu'entreprirent alors nombre d'historiens autrichiens, ainsi que les organes de presse officiels des partis.

RAPPELS HISTORIQUES ET APPROFONDISSEMENTS

Avant de passer à l'analyse des nombreux ouvrages théoriques sur la question nationale, il convient d'étudier certains prolongements de ces débats publics.

En relisant *Die Zukunft* de la fin des années cinquante et du début des années soixante, on remarque que la plainte du lecteur « national-allemand », à savoir que les socialistes avaient rejoint les positions des défenseurs de la nation autrichienne, était fondée. Dès 1957, l'organe théorique du parti socialiste ouvrait ses colonnes à des articles sur la *Nationswerdung Österreichs,* et ce n'est pas un hasard si les socialistes de la génération montante furent parmi les premiers à se reconnaître Autrichiens. Parmi eux Felix Butschek se profila comme défenseur de la nation autrichienne et parvint, après des considérations historiques sur l'évolution spécifique de l'Autriche, à réfuter le fanatisme « incompréhensible à la génération d'aujourd'hui » qu'Otto Bauer employait à lutter pour l'anschluss : parlant de 1918, il eut cette phrase : « De toute façon, l'Autriche a été contrainte à son bonheur lorsque les alliés ont empêché l'anschluss avec l'Allemagne. Dans le camp des chrétiens-sociaux l'enthousiasme pour l'anschluss faiblit rapidement, quant à la

---

Widerstandsbewegung, relève des dizaines de citations semblables dont les auteurs insistent tous sur la fiction de la communauté du peuple et de la culture allemande à laquelle doivent continuer d'appartenir les Autrichiens. Ce qui rappelle la phrase célèbre d'Ernest Renan sur l'impérialisme linguistique, dans sa conférence à la Sorbonne le 11 mars 1882 : « Ces façons de prendre les gens à la gorge et de leur dire : Tu parles la même langue que nous, donc tu nous appartiens, ces façons-là sont mauvaises. »

social-démocratie, ce point fut rayé de son programme au moment où Hitler arriva au pouvoir. » Passant à l'issue de la seconde guerre, Butschek constatait : « L'écroulement du Reich nazi a permis la renaissance de l'Autriche. Et, miracle ! tous ceux qui se mirent alors à reconstruire ce pays dévasté étaient unanimes à dire que l'Autriche devait exister en tant qu'Etat... Nul besoin, cette fois-ci, d'une intervention des puissances victorieuses, aucun homme politique ne pensa plus à un anschluss. » Et Butschek arrivait à cette conclusion qu'on peut considérer comme remarquable pour un socialiste en 1957 : « Aujourd'hui, la conscience nationale autrichienne est ancrée dans le peuple. L'engagement sans compromis de l'immédiat après-guerre n'a pas été seulement une réaction à l'effondrement, mais il s'est, au cours des années, consolidé et élargi [16]. » On peut toutefois se demander si en 1957 cette affirmation n'était pas un peu trop optimiste ; d'ailleurs, les événements ultérieurs l'ont démontré. Mais depuis 1957, deux décennies se sont écoulées.

Cinq années plus tard, la *Zukunft* procéda à une enquête sur la renaissance du néonazisme que nous ne relèverons pas ici — ayant déjà largement fait état de ce phénomène — mais à la fin de laquelle plusieurs articles devaient rompre des lances pour une nouvelle consolidation de la conscience nationale autrichienne à laquelle la jeunesse surtout devait être gagnée, pour extirper une fois pour toutes les survivances de l'idéologie pan-germaniste. Vaste programme, mais difficile à réaliser dans l'espace d'une génération, et même de deux.

Néanmoins, les prises de position des dirigeants socialistes méritent d'être citées, ne serait-ce que pour montrer leur évolution depuis les engagements frénétiques pour l'anschluss d'Otto Bauer, de Renner et autres.

Sous le titre « La maladie honteuse », Oscar Pollak regrettait le « péché des partis démocratiques autrichiens » — c'est-à-dire les deux grands partis formant alors la coalition — qui avaient « flatté les anciens nazis pour gagner leurs voix », faisant ainsi la courte échelle à la renaissance de l'idéologie pan-germaniste, et il concluait : « Que soient entendues les voix de ceux qui, des deux côtés (populistes et socialistes, n.d.a.) lancent maintenant un avertissement ! Que cessent les « situations pré-nazies, c'est-à-dire cet état d'esprit qui veut croire qu'il est de nouveau permis de molester et d'invectiver à loisir la répu-

---

16 Voir Félix Butschek, Die *Nationwerdung Österreichs,* dans *Die Zukunft,* n° 5/6 1957, p. 328-331.

blique, la démocratie et les juifs ! Gardez-vous de cette maladie honteuse ! Que l'appel à une conscience nationale autrichienne spécifique qui a retenti dans toutes les contributions à notre discussion et qui retentit aujourd'hui encore dans les colonnes de ce numéro de la *Zukunft* atteigne les Autrichiens ! [17] »

A la lecture de cet article on ne peut s'empêcher de remarquer que le péché dont parlait alors Oscar Pollak avait été dénoncé depuis longtemps, mais que pour le reconnaître les dirigeants socialistes et populistes avaient eu besoin des résurgences très visibles et des activités « bruyantes », accompagnées de bombes, des néonazis, et qu'il leur fallut encore, dans les années à venir, d'autres avertissements sérieux — comme l'affaire carinthienne entre autres — pour qu'ils se rendent compte de la gravité du danger.

En effet, alors qu'en 1957 Felix Butschek avait parlé d'une conscience nationale ancrée dans le peuple autrichien, Hermann Mörth devait constater, en 1962, que « notre conscience nationale est sous-développée ». Dans son article *Österreichisches Nationalbewusstsein,* Mörth était amené à faire plusieurs constatations amères, mais pertinentes : il relevait entre autres que malgré la solidité des fondements économiques et politiques de la seconde République, la nouvelle Autriche souffrait du mal général de l'époque, à savoir que son développement matériel était largement en avance sur sa superstructure spirituelle dans la conscience des citoyens : « Unsere nationalpolitischen Erkenntnisse hinken hinter der staatlichen Entwicklung her. *Diese Lücke zwischen nationalem Sein und Bewusstsein ist der Tummelplatz der inneren Feinde Österreichs* (souligné par l'auteur de l'article). Solange sie nicht geschlossen ist, wird die Zweite Republik trotz ihrer Wirtschaftsblüte und politischen Stabilität von innen her gefährdet sein [18]. » Ici, un publiciste socialiste en vue allait jusqu'à la racine du mal ; il analysait les causes du sous-développement de la conscience nationale du peuple autrichien et constatait la persistance du pangermanisme ou du nationalisme allemand et la tolérance que manifestaient à son égard les deux grands partis de la coalition. Aussi accusa-t-il ouvertement les dirigeants de la République : « Die führenden Politiker Österreichs

---

17 Oscar Pollak, *Die heimliche Seuche,* dans *Die Zukunft,* n° 4/1962, p. 100-101.

18 Voir H. Moerth, dans *Die Zukunft,* 4/1962, p. 105-108 : « Nos connaissances en matière de politique nationale sont en retard sur l'évolution étatique. Ce vide entre l'existence et la conscience nationale laisse un champ de manœuvre aux ennemis intérieurs de l'Autriche. Aussi longtemps qu'il ne sera pas comblé, la Seconde République, malgré son essor économique et sa stabilité politique, sera menacée de l'intérieur ».

finden offenbar dass es sich im Zustand der nationalen Bewusstseinsspaltung im Zeitalter der Wirtschaftswunderherrlichkeit und der europäischen Integration sehr gut leben lässt. Das Vorhandensein einer allzubescheidenen österreichischen und einer präpotenten deutschen Seele in der Brust vieler Staatsbürger stört sie nicht sonderlich, solange sie mit der Jagd auf Augenblicksvorteile vollauf beschäftigt sind [19]. »

Mörth expliquait aussi le retard que les socialistes avaient pris dans les recherches sur la nation par l'idiosyncrasie qu'ils éprouvent à l'égard de la notion de « national » qu'ils assimilent à « nationaliste ». Effectivement c'est là une raison des inhibitions qu'ont, en général, ceux qui se veulent progressistes pour s'occuper sérieusement de la question nationale. Et Mörth d'expliquer qu'être conscient de sa nationalité, de sa nation, ne veut rien dire d'autre qu'être conscient de la nécessité de vivre de son propre Etat. Ce qui n'est nullement en contradiction avec l'internationalisme du mouvement socialiste qui, lui aussi, est souvent invoqué pour éviter de se pencher sur cette question vitale de la nation. Et le publiciste socialiste allait plus loin : il stigmatisait ces hommes politiques autrichiens qui se contentent de constater qu'un *Staatsbewusstsein* — la conscience de l'Etat — pourrait avantageusement remplacer le *Nationalbewusstsein* — la conscience nationale.

L'auteur découvrait les erreurs des théoriciens de la question nationale qui, dans le passé, ne surent pas distinguer les notions de « peuple », de « nation » et « d'état » et qui par conséquent prétendaient que tous les groupes d'hommes parlant la même langue et en provenance de la même ethnie constituaient des nations et devaient former des états communs. Pour lui c'était là l'origine de la théorie erronée des états nationaux de ceux qu'il désigne comme « pan-völkisch », c'est-à-dire Schönerer et à sa suite Hitler dans l'expression la plus extrémiste, mais aussi d'autres historiens et juristes qui ne partaient pas, dans leurs réflexions, de faits historiques et politiques, mais de rêves romantiques « pan-völkisch [20] ». C'est pourquoi, en Autriche, le

---

19 *Ibid.* : « Apparemment, les hommes politiques dirigeants de l'Autriche sont d'avis qu'on peut très bien vivre dans l'état de schizophrénie nationale, à l'époque de la splendeur du miracle économique et de l'intégration européenne. L'existence d'une âme autrichienne trop modeste et d'une âme allemande présomptueuse dans le sein de trop de citoyens, ne les dérange pas outre mesure, aussi longtemps qu'ils sont entièrement absorbés par la course aux avantages momentanés. »

20 L'auteur remonte ensuite à l'époque de la monarchie austro-hongroise et attribue aux conceptions romantiques et völkisch, surtout des nationaux-allemands, l'échec de la solution du problème des nationalités dans la mo-

national-socialisme n'a trouvé sa force d'attraction que dans le pangermanisme et dans son sous-produit de toujours l'antisémitisme.

Nous sommes absolument d'accord avec cette analyse et avons tout au long de ces pages tiré la conclusion qui s'impose : la conscience nationale autrichienne ne peut s'affirmer qu'en extirpant radicalement les sources du national-socialisme qui d'ailleurs de nos jours sont confondues : racisme « aryen » — Herrenmenschentum —, pangermanisme, antisémitisme, le tout présenté comme avant-garde antibolchevique et donc protectrice des « valeurs occidentales ». Nous allons dans les pages qui suivent tâcher d'approfondir cette analyse.

Mais auparavant il est intéressant de noter que Hermann Mörth, dans son article de *Die Zukunft,* s'avance à formuler une définition du concept de la nation que nous citons ici pour ce qu'elle vaut ; si la proposition de Mörth n'épuise pas toute la complexité du problème, il eut au moins le mérite d'essayer. Voici donc ce qu'il écrit : « Die Nation ist eine Gemeinschaft von Menschen, die von dem freien Willen, einen eigenen Staat zu bilden und zu erhalten, zusammengehalten wird. Erst die Verwirklichung des gemeinsamen freien Staatswillens erhebt eine menschliche Gemeinschaft zur Nation. Diese Interpretation entspricht sowohl der jüngsten historischen, wie der gegenwärtigen Entwicklung. Gleiches Volkstum und gleiche Sprache erleichtern zwar die Nationsbildung, bedingen sie aber nicht. Historische und geographische Voraussetzungen sind oft ausschlaggebender dafür als völkische und sprachliche Gemeinsamkeiten [21]. »

---

narchie, qui entraîna son effondrement. A propos de Hitler, il a ces phrases : « Von der politischen Flucht Karl Hermann Wolfs und Schönerers nach Deutschland führt ein gerader Weg zur Desertion Adolf Hitlers in die deutsche Armee und zu seiner Rückkehr an ihrer Spitze nach Österreich », et : « Der verzweifelte Radikalismus der grossdeutschen Bewegung Altöstereichs konnte nur in den Nazismus münden. Hitler bezeichnete sich selbst als den geistigen Erben Schönerers. Wesentliche Elemente seiner nationalsozialistischen 'Weltanschauung' - den Antisemitismus und den deutsch-nordischen Rassenhochmut - brachte Hitler von seinen geistigen Erblassern mit. Sein Nationalsozialismus, mit dem er den entwurzelten deutschen Spiesser später so erfolgreich infizierte, war der logische Endpunkt des Pangermanismus in Österreich. ».

21 *Art. cit. :* « La nation est une communauté d'hommes et de femmes dont la cohérence repose sur la volonté librement exprimée de former et de maintenir un Etat spécifique. C'est seulement la réalisation de cette libre volonté commune de former l'Etat qui fait d'une communauté humaine une nation. Cette interprétation correspond à la fois à l'évolution historique récente et à celle de l'actualité. Il est vrai que l'ethnie et la langue commune facilitent la formation de la nation, mais elles ne la conditionnent pas. Les conditions historiques et géographiques sont souvent plus déterminantes que les points communs ethniques et linguistiques. »

En conclusion, H. Mörth préconisait un engagement résolu des socialistes envers la nation autrichienne, qui va de pair avec l'Etat autrichien, et il proposait de lancer une campagne pédagogique publique pour combler le vide existant entre l'existence nationale et la conscience nationale, en donnant à cette conscience un contenu digne de ce qu'il y a de meilleur dans l'austriacité : tolérance, ouverture au monde et volonté d'entente. La conscience nationale autrichienne ne doit pas être une barrière mais un pont vers d'autres peuples. Quant au pangermanisme, il faut sans cesse le combattre comme l'ennemi intérieur le plus dangereux de l'indépendance et de la souveraineté autrichienne. Il faut en finir avec le flottement criticable de la schizophrénie nationale et ne laisser subsister nul doute quant à l'appartenance à la nation autrichienne [22]. Après une incertitude de plusieurs décennies, le parti socialiste, par l'intermédiaire de son organe théorique, s'engageait enfin dans une voie qui devait rendre justice aux précurseurs des théories sur la nation autrichienne : nous pouvons le constater une fois de plus, article de H. Mörth à l'appui, la réhabilitation de Winter et Klahr avait commencé.

Elle avait commencé, mais n'était point achevée, aussi continuons-nous notre mise à jour des discussions et recherches aussi bien sur la nation autrichienne elle-même que sur la progression de la conscience nationale des Autrichiens [23].

De leurs côtés, les milieux conservateurs proches des populistes ne restèrent pas inactifs dans la campagne sur les fondements de la nation autrichienne. Le mensuel *Die Österreichische Nation,* se réclamant de la tradition d'Ernst Karl Winter, apportait dans chacun de ses numéros de nouvelles contributions qu'il ne sera possible d'exposer qu'en partie, aussi nous contenterons-nous de quelques exemples signi-

---

22 Notre aperçu et les citations, n'épuisent pas toute la richesse des considérations de l'article de H. Mörth dans *Die Zukunft,* 4/1962. Mais ayant déjà évoqué certaines questions, nous évitons les répétitions dans la mesure du possible.

23 A la suite de cet article, *Die Zukunft* est revenue à plusieurs reprises sur les questions nationales ; la majorité de ces articles tendent désormais à étayer la thèse de la spécificité autrichienne. A mentionner un article d'Albert Massiczek, *Die Nation und ihre Hochschullehrer,* dans *Die Zukunft,* 9/1965, p. 24-28, où l'auteur analyse l'attitude anti-autrichienne de nombreux professeurs d'université, parmi lesquels, par un curieux hasard se trouvent souvent des noms slaves, comme le célèbre Heinrich von Srbik, ou Nikolaus von Preradovich, ou encore Taras von Borodajkewycz qui crurent sans doute devoir à leur anoblissement de fraîche date de faire montre d'une attitude pangermaniste particulièrement virulente. En 1968 encore, un ancien dirigeant des étudiants socialistes, Günther Rehak, défendit ce point de vue : le patriotisme autrichien lui semblait suspect.

ficatifs. Cette publication, éditée par la *Österreichische Gemeinschaft,* fondée en 1925 par un groupe d'hommes du camp catholique-conservateur-légitimiste [24], continua ses activités sous la Seconde République en se référant à *Die Österreichische Aktion,* livre-recueil publié en 1927 avec la collaboration d'E.K. Winter, d'August Maria Knoll, d'Alfred Missong, de Hans von Zessner-Spitzenberg, de Leopold von Andrian et de Wilhelm Schmid. Ce groupe conservateur avait néanmoins reconnu que le « patriotisme politique » seul, tel qu'il était prôné par Dollfuss qui réinventa l'homme autrichien, mais d'essence allemande, ne pouvait suffire ni à préserver l'indépendance de l'Autriche, ni à définir valablement la nation autrichienne. Ernst Hoor, lui-même d'obédience conservatrice, s'employa en 1970 à définir ce qu'il entendait par nation autrichienne, constatant pour sa part, comme nous venons de le faire, qu'une conscience politique ou étatique — *Staatsbewusstsein* — ne suffisait pas et qu'il fallait progresser jusqu'au *Nationalbewusstsein.* Polémiquant contre les influences pan-germanistes toujours vivaces, Hoor pouvait conclure : « Il est d'autant plus réjouissant de constater que toutes ces tentatives (d'inhiber la progression de la conscience nationale, n.d.a.) sont restées vaines et que le nombre de ceux qui rejettent la nation autrichienne comme une création artificielle, une invention communiste ou qui la considèrent — en falsifiant les véritables rapports de l'histoire — comme un péché contre l'histoire, la culture et la tradition allemandes de notre pays et la combattent, décroît d'année en année, et que l'écho de leur propagande faiblit de plus en plus... La discussion menée sans relâche par *Die Österreichische Nation* sur la nécessité du fondement de la conscience nationale autrichienne n'est pas étrangère à ce fait... [25] »

C'est dans le même sens que va la conclusion d'un article de l'historienne Erika Weinzierl qui, remontant dans l'histoire, chercha à ancrer dans le passé le devenir de la nation autrichienne : « En résumé, on peut dire que la nature et la spécificité autrichiennes sont décelables dès le haut moyen-âge. Le fait qu'elles aient été comprises très tardivement comme éléments d'une nation doit être imputé à ce que l'histoire autrichienne fut pendant des siècles rattachée à celle de l'état multinational des Habsbourg à l'intérieur duquel une conscience nationale autrichienne n'a pu se développer. Qu'elle soit devenue une évi-

---

24 C'est ainsi que le désigne un représentant de cette orientation, l'historien Ernst Hoor, dans son article *Die Entwicklung des österreichischen Nationalbewusstseins in der Zweiten Republik,* dans *Die österreichische Nation,* 7/8 et 9/1970.

25 *Ibid.*

dence à partir de 1945, et surtout pour la jeunesse, est une garantie pour l'avenir [26]. » Cet article date de 1971 mais, dix ans plus tôt, la discussion devait encore être menée contre l'ignorance où, pendant 15 ans, on avait laissé la jeunesse. Que les historiens et les hommes politiques conservateurs cherchent à retrouver l'origine de la nation autrichienne dans son passé, n'est rien moins que naturel. Ainsi, Kurt Skalnik, alors rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Die Furche,* à cette époque considéré comme catholique, libéral et autrichien [27], mit-il les colonnes du périodique à la disposition des patriotes qui protestaient contre les actions néonazies où l'emblème de la croix gammée jouait un grand rôle. Nous avons décrit le désarroi qui saisit les responsables autrichiens lorsqu'ils s'aperçurent du grand vide civique qui existait dans l'opinion publique au sortir de la guerre froide. De ce vide dans l'éducation en général et dans la jeunesse en particulier, plusieurs échanges de lettres publics rendirent compte de façon spectaculaire [28]. A peine avait-elle relevé ces lacunes dans l'éducation civique que *Die Furche* publia la lettre qu'elle avait reçue d'une jeune fille de 20 ans et qui était représentative d'un état d'esprit alors très répandu ; la jeune fille s'étonnait des attaques que les journaux réservaient au national-socialisme, elle ne connaissait pas cette époque et « n'avait pas eu l'occasion » d'entendre à ce sujet, de la bouche des adultes, quoi que ce soit de positif. « Mais je ne peux pas m'imaginer qu'une idée qui a fasciné tant de millions d'hommes puisse être aussi exécrable. D'autant plus que les universitaires, donc des gens auxquels on devait pouvoir faire confiance, furent les premiers adeptes de Hitler, alors qu'on pourrait supposer qu'ils soupèsent bien les idées qu'ils défendent ou acceptent... »

L'historien et philosophe Friedrich Heer lui répondit et une fois de plus, il rappela les crimes hitlériens, l'idéologie impérialiste du pangermanisme, lui recommanda de lire *Mein Kampf* et le *Mythe du XX*e *siècle* où l'on trouve toutes les idées du national-socialisme et les plans pour leur réalisation, mais que la génération des années vingt avait négligé de lire ou du moins de prendre au sérieux. Quant à l'anschluss, qui selon la lettre de cette jeune fille, était stigmatisé à tort comme l'époque la plus sombre de l'histoire de l'Autriche, F. Heer rappela

---

26 Ericka WEINZIERL, *Österreichische Nation - erst seit 1945 ?,* dans *Die österreichische Nation,* 3 et 4/1971.

27 Nous avons évoqué le revirement intervenu un peu plus tard.

28 La campagne commença avec un article de Joseph PUCHNER, *Die Sache mit dem Österreichbewusstsein,* dans *Die Furche,* 24/1960, où l'auteur dénonça l'ignorance dans laquelle on avait laissé la jeunesse sur les années de l'occupation nazie.

la déception des nazis autrichiens eux-mêmes lorsqu'ils s'aperçurent de la réalité du IIIe Reich qui effaça jusqu'au nom de l'Autriche. En conclusion, Heer stigmatisa les graves erreurs de ceux qui avaient vécu le IIIe Reich et avaient laissé s'ouvrir ce néant historique devant la jeunesse, occupés qu'ils étaient à gagner les voix nazies [29].

Die Furche, à cette époque, fut un organe très combatif pour la conscience nationale autrichienne ; aussi fut-elle souvent attaquée. Par exemple, par le président du *Österreichischer Kameradschaftsbund,* la grande organisation des anciens combattants qui se fait un devoir de maintenir les « traditions militaires », celles de la Wehrmacht, qui protesta contre un article de la *Furche* qui avait dénoncé les habitudes prises de porter chaque dimanche lors des *Soldatentreffen* — rencontres de soldats — dites « apolitiques », les décorations hitlériennes avec croix gammée. Ce président accusa alors la *Furche* d'avoir une « tendance démoralisante », et de diffamer les « soldats bien intentionnés qui n'avaient fait qu'accomplir leur devoir ». En continuant ainsi, la *Furche* se ferait dangereusement le complice d'intérêts hostiles à l'Etat. Ainsi le président d'une organisation néonazie menaçait de ses foudres un hebdomadaire catholique parce qu'il avait dénoncé le port de la croix gammée. Dans sa réponse, Skalnik mit les choses au point : « Sie sind seit Jahr und Tag bemüht uns einzureden, dass der zweite Weltkrieg in den Reihen der Heere Hitlers *unsere* Angelegenheit war. Wir haben diese gefährliche Lüge seinerzeit Goebbels und Schirach nicht abgekauft... Die geschichtliche Wahrheit steht dem entgegen. Diese heisst vielmehr : Ohne Niederlage der deutschen Wehrmacht, der Sie noch immer anscheinend im Innersten verbunden sind, kein freies Österreich. Das Erkennen und Aussprechen dieser Tatsache mindert in keinem Fall die persönliche Tapferkeit einzelner Soldaten. Ihr Tod unter fremden Fahnen war ein doppelt bitterer. Wir vergessen sie keinswegs. Nur für Österreich und seine Freiheit sind sie nicht gestorben. Wer das sagt, ebnet einer Geschichtslüge den Weg. Da helfen auch keine Hilfskonstruktionen wie " für die Heimat " oder " gleichgültig in welcher Uniform " [30]. » Et de rappeler au président du Kameradschaftsbund que le

---

29 *Der Brief der Traudl X - Frage einer jungen Österreicherin - und die Antwort,* dans *Die Furche,* 43/1960.

30 Voir *Schwarzweissrotweissrot,* dans *Die Furche,* 20-1-1960 : « Depuis belle lurette, vous vous efforcez de nous faire croire que la seconde guerre mondiale dans les rangs des armées hitlériennes a été *notre* affaire. Déjà à l'époque, nous ne sommes pas tombés dans le panneau de ce mensonge dangereux que tentèrent de nous faire avaler Goebbels et Schirach. La vérité historique est tout autre ; il s'agit plutôt de ceci : sans la défaite de la Wehrmacht hitlérienne allemande, à laquelle vous semblez toujours

8 avril de chaque année il aurait l'occasion de prouver son sens des traditions autrichiennes : ce jour-là, trois officiers patriotes, Huth, Biedermann et Raschke avaient été sauvagement exécutés par les SS, Huth au cri de « Pour Dieu et l'Autriche ». Mais le Kameradschaftsbund ne s'est jamais associé à aucun hommage à ces soldats. En 1960, le pangermanisme montrait encore ses griffes, mais la riposte des Autrichiens conscients se fit plus vigoureuse, plus unie, plus scientifique aussi.

Cette ambition, à savoir tirer un bilan de la discussion provoquée par l'affaire Göbhart d'un point de vue scientifique, fut exprimée par Franz Marek dans un éditorial de *Weg und Ziel.* Il commença par expliquer pourquoi, à son avis, les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne étaient depuis plus d'un siècle une question-clé de la politique extérieure et intérieure de l'Autriche : aussi longtemps qu'une Allemagne forte et impérialiste existe aux frontières, le peuple autrichien est forcé de définir ses rapports avec ce voisin, car la pression, ou si l'on veut l'attraction exercée par l'Allemagne, est un phénomène variable selon les circonstances, mais toujours agissant.

De ce point de vue, il est significatif que lors de la visite d'Etat du président Schärf en Allemagne, le président ouest-allemand Lübke ait déclaré, dans son toast : « La nation allemande se sent liée à la *nation autrichienne* par des sentiments très chaleureux » ; de même, le chancelier Erhard dans une allocution radiodiffusée affirma que « le peuple allemand se sentait profondément lié d'amitié et d'estime à la nation autrichienne éprise de liberté, dans l'esprit d'une tâche européenne commune ». Pour la première fois des dirigeants allemands parlaient de la nation autrichienne, ce que releva d'ailleurs avec aigreur l'organe du FPOe qui prêta des intentions diplomatiques aux deux dirigeants allemands. Possible, mais comme le remarque Marek, il fut apparemment jugé utile de tenir ce langage. Et lorsque la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* voulut disqualifier le concept de nation autrichienne, le présentant comme une invention communiste ou de quelques cercles restreints de catholiques de gauche, en tout cas de « construction excessive », elle s'attira des répliques jusque-là imprévisibles ; d'abord des *Salzburger Nachrichten,* indépendant et conservateur par excellence,

---

attaché dans le tréfonds de votre âme, il n'y aurait pas d'Autriche libre. Reconnaître et dire ce fait ne réduit en rien le courage personnel des soldats. Leur mort sous les drapeaux étrangers fut doublement amère. Nous ne les oublions pas. Seulement, ils ne sont pas morts pour l'Autriche et pour la liberté. Quiconque le prétend fraye la voie à un mensonge historique. Aucun subterfuge, comme 'pour la patrie' ou 'peu importe sous quel uniforme' ne peut y remédier. ».

qui publièrent l'article d'un juriste très modéré, Erich Körner, écrivant entre autres : « On peut dire, sans exagérer, que les compatriotes qui se considèrent comme Allemands appartiennent en majorité à la couche des intellectuels âgés et sont déjà une minorité. L'écho qu'ont trouvé les provocations de Maria Langegg (rencontre d'anciens combattants) et de Graz (affaire Göbhart) a montré que les cercles "deutsch-völkisch " sont de plus en plus isolés et que la conscience nationale autrichienne n'est nullement une affaire " monarchiste " ou " communiste " comme la qualifient souvent certains milieux selon leur convenance. » Ayant relevé d'autres passages allant dans le même sens, Franz Marek se déclare satisfait que les arguments avancés en faveur de la nation autrichienne concordent largement avec les réflexions théoriques entreprises il y a près de trente ans par Alfred Klahr et d'autres communistes. Tirant le bilan des différentes discussions au sujet de la nation autrichienne, et s'appuyant sur les sources que nous avons nous-mêmes dépouillées très partiellement plus haut, Marek conclut son éditorial par ces constatations : « Il y a toujours en Autriche de puissants réflexes anticommunistes, nationaux-allemands, antislaves et antisémites nourris constamment par l'Allemagne de l'Ouest. Mais le retour à une réflexion nationale et culturelle est de plus en plus perceptible. Nous, les communistes, avons été en beaucoup de questions les pionniers de cette évolution. Maintenant, nous devons faire tous nos efforts pour ne pas rester en arrière des possibilités et pour soutenir avec succès la confrontation idéologique [31]. »

Comme en 1945, un consensus national s'annonçait dans ces débats rendus à la fois nécessaires et possibles par les résurgences des activités néonazies, pangermanistes et militaristes, ressenties par tous les courants politiques autrichiens comme une menace contre l'indépendance et la liberté chèrement conquises.

AVIS DE JURISTES ET DE SOCIOLOGUES

Les discussions que nous avons rapidement résumées, aussi élevés qu'aient été parfois leur contenu et leur tenue, ne reflétèrent malgré tout que les opinions d'auteurs politiquement engagés ; on pourrait donc dire qu'ils avaient des raisons idéologiques ou pratiques pour défendre leur point de vue ou pour insister soit sur leur patriotisme, soit sur leur clairvoyance politique et morale. Nous souhaitons clore cet aperçu par les opinions de deux personnalités non engagées dans la vie politique,

---

31 Voir Franz Marek, *Um die österreichische Nation,* dans *Weg und Ziel* n° 9, septembre 1964, p. 497-502.

mais habilitées à prendre position dans le débat, deux juristes l'un spécialiste de droit constitutionnel, l'autre de sociologie politique. Il s'agit du professeur Friedrich Koja de l'Université de Salzbourg et du Dr Manfried Welan, auteur bien connu, à l'époque attaché à la Cour constitutionnelle de Vienne.

Dans un article publié par les *Salzburger Nachrichten,* Koja polémiqua vigoureusement avec les participants à la discussion « incorrigibles », comme il dit, qui refusent de reconnaître les changements intervenus au cours des dernières décennies. Ceux-ci, parmi lesquels on retrouve encore une fois le fameux Borodajkewycz, tout en adoptant des positions de repli « préparées à l'avance » comme ils l'avaient appris des stratèges nazis pendant la guerre, concédaient maintenant à l'Autriche le droit à l'existence étatique — ils admettaient désormais que les Autrichiens forment une *Staatsnation* — mais insistaient toujours pour parler de la communauté du peuple et de la culture austro-allemande. On avait pourtant espéré, continue F. Koja, que les acquis modernes de la sociologie et du droit de l'Etat se seraient imposés à tous. Mais contre vents et marées, les « nationaux-allemands » maintiennent la thèse, dont la nocivité et la caducité ne sont plus à prouver, du « peuple allemand en deux états », thèse d'autant plus irréaliste, ajouterons-nous, que depuis la fin de la seconde guerre un nouvel état, dont le caractère allemand ne peut être contesté, a fait son apparition, la R.D.A. pour ne pas la nommer. Un des auteurs contestés par Koja, le Dr Appel, exige même « que l'Autriche fasse fonction de poste émetteur avancé de la culture allemande rénovée vers le Sud-Est », en d'autres termes, il veut de nouveau ravaler l'Autriche au rôle d'auxiliaire d'un nouvel impérialisme allemand. D'autre part, Appel fustige les tendances à expliquer l'évolution culturelle de l'Autriche comme un phénomène possédant évidemment de nombreux liens de parenté avec la culture allemande mais, du fait de l'histoire séparée, comme un phénomène national et spécifique ; Appel considère ces tendances et tentatives comme une « sorte de contre-réforme sécularisée » et il en tire la conclusion « grotesque et tout à fait illogique », selon Koja, que le succès de cette contre-réforme « nous (les Autrichiens) arracherait à la culture la plus magnifique et élevée des derniers deux siècles et nous briserait l'échine morale ».

Le Dr Günther Berka, autre contestataire de la nation autrichienne, défendait pour sa part la thèse du « deuxième état allemand » en s'appuyant également sur les arguments dépassés de la communauté ethnique, sinon du sang, pour établir un code moral sur la « fidélité au peuple » ou sur la « trahison du peuple », alors que

Borodajekwycz, de nouveau, parle tout simplement de « falsification et de reniement de la substance et de la nature allemandes de notre pays et de ses hommes, jamais remises en cause jusqu'ici », falsification due selon lui aux puissances occupantes. C'est une méthode bien connue de ceux qui n'ont pas d'arguments scientifiques que de présenter leurs opinions personnelles comme partagées par « tout le monde » et « jamais remises en cause ». Ces argumentations montrent que l'adhésion à l'Etat autrichien, prononcée du bout des lèvres, manque totalement de crédibilité aussi longtemps qu'est maintenue la fiction de la communauté de sang et de culture. Ces trois défenseurs du Deutschtum reconnaissent l'existence de l'Autriche, « jusqu'à nouvel ordre » — « Österreich auf Widerruf ».

Dès 1964, le professeur Koja réfutait ces thèses et son argumentation nous semble si pertinente que nous en citerons de larges extraits. Elle est subdivisée en deux points : « historique », si l'on peut dire, et « juridique et sociologique ». Voici donc ce que dit F. Koja : « " Wissenschaftliche Grundlage " dieser Behauptung ist der Satz, dass den Österreicher mit dem Deutschen Sprache, Blut und Kultur verbinden. Über die Gemeinsamkeit der *Sprache* zu reden, erscheint überflüssig, da es sich um ein Faktum handelt, das obendrein für den kulturellen und wissenschaftlichen Austausch zwischen Deutschland und Österreich von entscheidender Bedeutung ist. Das Element des " *Blutes* " hingegen ist sowohl äusserst unpräzis und unwissenschaftlich, als auch, seine Richtigkeit und objektive Erfassbarkeit vorausgesetzt, im Verhältnis von Deutschland und Österreich sehr fragwürdig. Die selbständige politische Entwicklung Österreichs hat nämlich zu vielen " blutmässigen " Differenzen des österreichischen Volkscharakters durch Verbindungen mit nördlichen, östlichen und südlichen Nachbarn geführt, die Deutschland ganz zweifellos fehlen. Hinsichtlich der *Kultur* sind sowohl Elemente der Gemeinsamkeit als auch der Differenzierung zu finden. Hier Einzelheiten zu untersuchen und aufzuzählen, wäre entscheidend würde aber ein Buch füllen [32]. Dem aufmerksamen Betrachter der Geistes- und Kulturgeschichte zeigen sich auf allen Gebieten spezifisch österreichische Entwicklungen, auch wenn sie ohne die lebendige Wechselbeziehung zu den vergleichbaren Bereichen in Deutschland, aber auch in den anderen europäischen Staaten (vor allem Frankreich und Italien, im 16. und 17. Jahrhundert zusätzlich auch Spanien) nicht gedacht werden können. Diese Wechselbeziehungen zwischen den euro-

32 Sans « remplir un livre », nous pensons avoir donné au cours de notre travail certains détails sur le développement spécifique de la culture autrichienne.

päischen Hochkulturen sind aber für das Abendland an sich typisch und keine Besondernheit im Verhältnis Österreich-Deutschland ! Es gibt spezifisch österreichische Entwicklungen in der bildenden Kunst und in der Musik, in der Rechtswissenschaft, in der Philosophie, in der Religion (die Katholizität als ein prägendes Merkmal Österreichs !), sowie in der Literatur, so dass spätestens seit dem Beginn des 19. Jahrhunderts von einer österreichischen Literatur gesprochen werden kann. Damit soll nicht in chauvinistischer Manier gesagt werden, dass Nestroy, Schnitzler und Broch " besser "sind als vergleichbare deutsche Dichter. Aber eigene Entwicklungsgesetze, eigene " Schulen ", Gemeinsamkeiten innerhalb der jeweiligen Kulturkreise lassen sich nachweisen. Das Selbstverständnis in Zeit und Raum der Geschichte ist je und je ein verschiedenes [33]. »

---

33 Voir Friedrich Koja, *Zur Standortbestimmung : Österreich auf Widerruf ? Gegen die These vom « deutschen Volk in zwei Staaten » + Argumente für die « österreichische Nation »*, dans *Salzburger Nachrichten*, 8 février 1964, p. 11.
Essai de traduction de cette citation : La 'base scientifique' de cette affirmation est le théorème que l'Autrichien est lié à l'Allemand par la langue, le sang et la culture. Il est superflu de parler de la communauté de langue, puisqu'il s'agit d'un fait qui, de surcroît, est d'importance décisive pour les échanges culturels et scientifiques entre l'Allemagne et l'Autriche. L'élément de la communauté du « sang », par contre, est à la fois extrêmement imprécis et peu scientifique, et aussi, à supposer qu'il soit juste et qu'existe la possibilité de l'appréhender, très incertain dans les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche. En effet l'évolution politique indépendante de l'Autriche a provoqué de multiples différences, « conditionnées par le sang », du caractère national autrichien, à la suite d'unions avec des voisins au Nord, au Sud et à l'Est qui, sans aucun doute, n'existent pas en Allemagne. En ce qui concerne la culture, on relève aussi bien des éléments communs que des éléments de différenciation. Analyser et énumérer les détails dans ce domaine serait décisif, mais nécessiterait un livre à part (Voir notre note 32). L'observateur attentif de l'histoire des idées et de la culture s'apercevra de développements spécifiquement autrichiens dans tous les domaines, même s'ils ne sont pas concevables sans interférences vivantes avec les domaines comparables en Allemagne, mais aussi dans d'autres états européens (notamment France et Italie, aux XVIe et XVIIe siècles, Espagne en plus). Ces interférences entre les civilisations européennes développées sont cependant typiques pour l'Occident et ne sont pas une particularité dans les rapports Autriche-Allemagne. Il y a des développements spécifiquement autrichiens dans les arts plastiques et dans la musique, les sciences juridiques, la philosophie, la religion (la catholicité a donné son empreinte à l'Autriche), de même que dans la littérature, de sorte qu'au début du XIXe siècle, au plus tard, on peut parler d'une littérature autrichienne. Cela ne veut pas dire, de manière chauvine, que Nestroy, Schnitzler et Broch valent « mieux » que des écrivains allemands comparables. Mais on peut trouver des lois de développements spécifiques, des 'écoles' spécifiques, des points communs à l'intérieur des sphères culturelles respectives. L'autocompréhension dans le temps et dans l'espace est, selon le cas, différente.

Koja se réfère à la thèse de Heinrich Benedikt selon laquelle ce n'est pas la nation seule qui crée l'Etat, mais aussi l'Etat qui crée la nation. Et de fait, nous avons souligné quant à nous que l'évolution indépendante, politique et étatique de l'Autriche depuis le Moyen Age, et surtout aux XVIIIe, XIXe et XXe siècles, a finalement abouti à une autonomie culturelle et nationale. Avec Koja, nous reconnaissons que le concept de la nation a été soumis à de nombreuses variations au cours de l'histoire et qu'aujourd'hui encore les définitions et interprétations de son contenu sont multiples. C'est d'ailleurs une des raisons que nous avons à plusieurs reprises invoquées pour ne pas nous engager dans le dédale des définitions qui pourraient s'appliquer à l'Autriche, et si jusqu'ici nous n'avons cité que celle de Hermann Mörth, nous lui en laissons la responsabilité, comme à chacun des auteurs respectifs de définitions. Cependant, toutes les définitions possibles, du moment qu'elles s'en tiennent à des critères scientifiques, justifient que l'on parle d'une nation autrichienne dans la mesure où l'on abandonne le poncif vraiment caduc de l'identité entre nation et communauté linguistique ou ethnique. Toutefois, les adversaires d'une nation autrichienne ne se préoccupent pas de clarification conceptuelle mais uniquement de la négation, par principe, des fondements spirituels d'une Autriche indépendante.

Dans sa réfutation des thèses des pan-germanistes, F. Koja s'est également préoccupé des aspects sociologiques et juridiques : pour se donner un air scientifiquement sérieux, ces pan-germanistes avancent [34] que dans l'aire germanique la « nation » est comprise comme le « concept du Volkstum », alors que selon l'usage anglo-saxon ou roman on entend par « nation » uniquement le « Staatsvolk », la population de l'Etat, par là ils ignorent délibérément toute la littérature scientifique moderne à ce sujet, et F. Koja ne se fait pas faute de le leur rappeler :

« Gerade aus den Werken *deutscher* Staatsrechtlehrer und Soziologen des 20. Jahrhunderts ergibt sich, dass die Gleichsetzung des Begriffes der " Nation " mit objektiven Faktoren wie ethnischer Abstammung und Sprachgemeinschaft längst überholt ist, wenn auch die nationalsozialistische " Wissenschaft " sich daran geklammert hat. Heute vertritt die herrschende Lehre die Meinung, dass rein subjektive Elemente wie Bewusstsin und Selbstverständnis auf der Basis bestimmter und kultureller Gemeinsamkeiten die eigentlichen eine Nation

---

34 C'est le cas notamment pour Appel, Berka et Borodajkewycz.

bildenden Faktoren sind. Anders wären auch die kanadische, schweizerische und belgische Nation, die ja tatsächlich existieren, gar nicht zu erklären [35] ! »

Continuant son argumentation, F. Koja cite Georg Jellinek, professeur de droit public allemand qui, dans son traité *Allgemeine Staatslehre,* explique que les nations « ne sont pas des formations naturelles, mais d'essence historique et sociale ». Déterminer la nature d'une nation, dit encore Jellinek, fait partie des tâches scientifiques les plus difficiles et, continue Koja, toujours suivant Jellinek : « Es lasse sich nämlich kein feststehendes, für alle Nationen passendes Merkmal angeben. Weder die " natürliche Stammesgemeinschaft ", noch Sprache, Religion oder Staat seien sichere, objektive Kriterien, um die Existenz oder Nichtexistenz einer Nation festzustellen. Die Nation sei eben " nichts Objektives im Sinne des äusserlich Existierenden ", vielmehr " etwas wesentlich Subjektives, d. h. das Merkmal eines bestimmten Bewusstseininhaltes " [36]. » Une multitude d'êtres humains qui en raison d'une multitude d'éléments culturels communs et spécifiques et d'un passé historique commun se sont réunis et se savent, de ce fait, différents des autres, forment la nation, selon G. Jellinek, qui souligne également le *caractère dynamique* de la nation, c'est-à-dire qu'un peuple peut être nation dans une mesure plus ou moins grande selon l'existence plus forte ou plus faible du nombre des éléments culturels unificateurs et du sentiment de solidarité culturelle. Koja conclut : « Die Nationwerdung ist danach ein Prozess, in dem sich ein Volk befinden kann, eine gerade für Österreich bedeutsame Erkenntnis [37]. » Si l'on peut

---

35 *Art. cit.* « Il résulte justement des ouvrages de professeurs de droit public et de sociologie *allemands* du XXe siècle que la mise en équation du concept de 'nation' et de facteurs objectifs, comme descendance ethnique et communauté linguistique, est depuis longtemps dépassée, bien que la « science » nationale-socialiste s'y soit accrochée. Les doctrines prédominantes aujourd'hui défendent l'opinion que ce sont les éléments purement subjectifs, comme la conscience et l'auto-compréhension sur la base de certains poncifs connus, historiques et culturels, qui représentent les véritables facteurs formateurs de la nation. Autrement les nations canadienne, suisse, belge, qui existent dans les faits, ne seraient pas explicables ».

36 *Art. cit. :* « Il n'est pas possible d'avancer un critère fixe valable pour toutes les nations. Ni la « communauté tribale naturelle », ni la langue, la religion ou l'Etat ne sont des critères sûrs et objectifs pour constater l'existence ou la non-existence d'une nation. Car la nation n'est, à vrai dire, rien d'objectif dans le sens de quelque chose, existant extérieurement, mais plutôt essentiellement subjectif, c'est-à-dire la marque d'un contenu de conscience déterminé ».

37 *Art. cit. :* « Le devenir de la nation - Nationswerdung - est par conséquent un processus dans lequel peut se retrouver un peuple, c'est une acquisition de la connaissance qui, pour l'Autriche justement, est d'importance ». Pour étayer son argumentation, F. Koja ajoute encore la définition du sociologue

être d'un avis différent et estimer que la nation autrichienne existait avant 1918, il est certain que le processus de la Nationwerdung de l'Autriche a commencé au plus tard avec la dislocation de la monarchie. Et le rétablissement de l'Autriche en 1945 n'a pas été une conséquence de la volonté des alliés — nous avons évoqué les différents concepts qui auraient eu la préférence de Churchill — mais doit être attribué au fait que les souffrances endurées pendant l'occupation nazie, la disparition du nom même de l'Autriche avaient fait comprendre aux Autrichiens ce qu'ils ont en commun, ce qui leur est spécifique et représente l'essence et la valeur de leur peuple. Ce qui amène F. Koja à cette conclusion qu'il partage avec d'autres spécialistes de la question : « La spécificité nationale de l'Autriche — bien comprise et exempte de distorsion chauvine — est un processus dynamique de l'histoire qui s'approche de son achèvement. »

Voilà donc le raisonnement d'un juriste de la nouvelle génération qui pouvait aborder le problème libre de ressentiments ou de parti-pris, sans esprit ergoteur, en se fondant uniquement sur les acquis scientifiques des dernières décennies et qui, pour contrebattre les « arguments dits historiques » mais en vérité purement émotionnels, s'est surtout servi des recherches des juristes et sociologues allemands ; aussi ne pouvait-on l'accuser d'un atavisme anti-allemand.

De la même veine scientifique fut l'article de Manfried Welan. Après avoir rejeté la définition herderienne, selon laquelle la nation n'est que l'expression d'un « esprit populaire » — Volksgeist — incarné par la langue et la tradition culturelle, Welan se réfère également à G. Jellinek, M. Weber et Gumplowicz qui soulignent le contenu subjectif et dynamique du concept de la nation, et il cite le professeur de droit public allemand Gerhard Leibholz qui a démontré qu'un « peuple devient nation en prenant conscience de sa valeur intrinsèque politique et culturelle et en s'affirmant sentimentalement comme un ensemble indépendant et concret. » De même, le politologue (ou politiste) allemand Theodor Eschenburg a écrit dans son ouvrage *Staat und Gesellschaft in Deutschland* (5e édition, 1962) : « La nation est l'expression d'un peuple politiquement uni en tant que pouvoir, auquel se lient certaines aspirations au prestige et à une mission culturelle. » Et Welan tire cette conclusion : « Si l'on applique les acquis

---

allemand Max Weber : « Die Nation ist eine gefühlsmässige Gemeinschaft, deren adäquater Ausdruck ein eigener Staat ist » pour finir par E. Renan qui qualifie la nation d'âme, un principe spirituel et un « plébiscite de tous les jours », comme nous l'avons déjà indiqué dans notre article : *La difficile naissance d'un sentiment national : l'Autriche.*

des recherches des professeurs de droit public allemands à l'Autriche, on arrivera à constater l'existence d'une nation autrichienne. Potentiellement, la nation existait déjà pendant la " occupatio quasi bellica " par l'Allemagne hitlérienne. Dans l'émigration extérieure et intérieure vis-à-vis du ' Reich ', nous avons découvert l'Autriche. En prenant nos distances vis-à-vis du *Deutschtum,* nous avons retrouvé l'Autriche perdue... » Tout en amalgamant implicitement les années d'occupation hitlérienne et des quatre alliés, Welan aboutit à cette constatation : « C'est dans les années de l'occupation qu'a commencé le processus de la *Nationswerdung* autrichienne. L'occupation extérieure nous a obligé à la concentration intérieure... La *Nationswerdung* de l'Autriche n'est pas encore achevée (le mot de Disraeli " a nation is a work of art and time " s'applique justement à nous). Mais l'idée d'une Autriche nationale, où s'intègrent toujours plus les idées de démocratie et de l'Etat fondé sur le droit, est devenue réalité... [38] »

Nous arrêtons là notre aperçu sur le large débat public entamé dans les années soixante à la suite de la vague d'activités néonazies qui entraîna une nouvelle prise de conscience, ou plutôt conduisit à un nouveau palier de la prise de conscience nationale en Autriche. Il nous a semblé utile de rendre compte du va-et-vient de ce débat public avec ses arguments et ses controverses, parfois répétitifs, mais à travers lesquels on peut apercevoir un progrès permanent des « thèses autrichiennes » et un recul de celles défendues avec tenacité, mais aussi avec toujours plus d'amertume et parfois de mauvaise foi, par les pangermanistes qui, obligés de battre en retraite, ne voulaient pas s'avouer vaincus ; vaincus par les arguments de leurs interlocuteurs et par les faits de la vie quotidienne autrichienne. Il est vrai qu'ils continuent à recevoir des « injections de stimulants » des voisins septentrionaux de l'Autriche où, pour des raisons idéologiques, politiques et économiques, les tendances à l'expansion pangermaniste, mêlées à la nostalgie des temps passés et au néonazisme ont du mal à quitter la scène.

Cette persistance des idées reçues nous amène maintenant à parler de plusieurs études sur la question nationale, théoriques et pratiques, c'est-à-dire sur le devenir de l'Autriche, couvrant le siècle passé et allant jusqu'aux temps présents. Nous verrons comment on se heurte au nationalisme, au chauvinisme, et — encore une fois — au pangermanisme dès qu'on se penche sur cette question.

---

38 Voir Manfried WELAN, *Nation Österreich,* dans *Der Staatsbürger,* supplément bi-hebdomadaire des *Salzburger Nachichten,* 10 mars 1964.

DE L'HÉRITAGE DE L'ÉTAT MULTINATIONAL - DIGRESSION THÉORIQUE

Notre travail est axé sur la conscience nationale autrichienne, par conséquent nous éviterons de glisser vers trop de considérations générales. Mais avant d'aborder la période actuelle, nous jetterons un bref regard en arrière car, dans l'Etat multinational des Habsbourg, comme d'ailleurs dans la Russie tsariste, la question des nationalités fut, dans la seconde moitié du XIXe siècle, le problème des problèmes. Aussi, nombreux furent dans ces pays les spécialistes qui s'en préoccupèrent. Rien d'étonnant non plus que la plupart d'entre eux aient été en même temps engagés dans le mouvement ouvrier qui aspirait à une double émancipation : nationale et sociale. En Autriche-Hongrie, abstraction faite des théories grandes-autrichiennes (Aurel Popovici et d'autres) qui recherchaient une solution dans le cadre dynastique des Habsbourg, la plupart des théoriciens de la question nationale se réclamaient du marxisme. Il y avait cependant une difficulté au démarrage de leurs recherches : les grands maîtres du matérialisme historique et dialectique — Marx et Engels — n'avaient pas travaillé à fond la question nationale [39]. Il revenait donc à leurs disciples de développer la théorie, sans recette toute prête.

Une mise à jour complète des recherches entreprises au XIXe siècle et au début du XXe dépasserait évidemment le cadre de ce travail, d'autant que nous les avons déjà mentionnées à plusieurs reprises, notamment celles de Otto Bauer et de Staline. Cependant, la discussion et la controverse sur la question n'étaient pas limitées à ces deux protagonistes, pour ne pas dire antagonistes et il nous semble intéressant d'y revenir dans la mesure où les discussions actuelles sur la question nationale s'y réfèrent en grande partie et qu'on peut constater

---

39 Par là nous ne voulons pas dire que Marx et Engels aient totalement ignoré la question nationale ; au contraire, ils se sont penchés sur ce sujet, mais souvent en relation avec des questions politiques d'actualité, comme la question irlandaise ou la question polonaise. Néanmoins, les deux « classiques » ont reconnu certaines lois dans la naissance et l'évolution des communautés nationales, les rôles décisifs des facteurs socio-économiques, de même que l'importance des nationalismes bourgeois sur l'évolution des processus nationaux et internationaux. Marx et Engels ont également reconnu le rôle de la langue et du territoire dans la formation des nations, et surtout celui de la culture nationale, de la conscience et du caractère national qui sont empreints d'oppositions de classe dans une société antagoniste. Cependant, « Marx et Engels n'ont pas laissé de théorie systématique sur la question nationale et ils n'ont pas non plus tenté de définir la nature de la nation » (Voir F. MAREK, dans *Wiener Tagebuch*, n° 5 (1975, p. 24).

un regain d'intérêt pour ces théories, en liaison avec les luttes de libération des peuples coloniaux et les problèmes des relations entre diverses « minorités ethniques » à l'intérieur même des grandes nations bourgeoises de notre époque. La lutte d'émancipation nationale de l'Autriche actuelle — incarnée et initiée par la résistance antihitlérienne — se situe d'ailleurs, à notre avis, à mi-chemin entre la formation d'une nation bourgeoise et la lutte de libération nationale d'un peuple colonialement opprimé.

Avant d'en arriver aux recherches austro-marxistes, marxistes ou léninistes qui, ces derniers temps, ont alimenté la discussion théorique, il nous faut mentionner l'ouvrage remarquable d'un historien « bourgeois », l'Austro-Américain Robert A. Kann, dont la deuxième édition parut au cours de cette année 1964 qui vit le rebondissement des discussions autour de la question qui nous occupe. Cet ouvrage en deux volumes, *Das Nationalitätenproblem in der Habsburgermonarchie*, représente une tentative sérieuse de mise à jour — Aufarbeitung — du problème des nationalités qu'a connu la monarchie des Habsbourg, du Vormärz à la dislocation de l'empire en 1918 [40].

L'intérêt de l'ouvrage réside tout d'abord dans la présentation scientifique des faits et de l'évolution historique à laquelle est consacré le premier volume ; R. A. Kann souligne très justement plusieurs facteurs : pour comprendre les problèmes nationaux, il faut connaître l'arrière-fond culturel et idéologique, l'histoire des idées ; ces dernières ont été largement déterminées par l'évolution intellectuelle et spirituelle de l'Autriche pendant les dernières décennies avant la révolution de 1848, mais surtout par la révolution elle-même et ses conséquences ; ensuite, l'évolution politique des nationalités autrichiennes a été gravement inhibée par la persistance d'un régime politique absolutiste et les séquelles d'un ordre social féodal après 1848 et qui devait durer longtemps encore. Enfin, Kann établit la relation entre vie nationale et vie sociale après 1848 en expliquant que les manifestations du nationalisme culturel en Autriche ne furent pas seulement les bases du nationalisme politique, mais également ses formes d'expression.

L'auteur consacre l'essentiel de son exposé à cinq nationalités de l'ancienne monarchie : Allemands, Hongrois, Tchèques, Polonais et

---

40 Robert A. Kann, *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie Geschichte und Ideengehalt der nationalen Bestrebungen vom Vormärz bis zur Auflösung des Reiches im Jahre 1918*, Vol. Ier : *Das Reich und die Völker*, 427 p., Vol. II : *Ideen und Pläne zur Reichsreform*, 457 p., Verlag H. Böhlaus Nachf. Graz/Köln 1964.

Croates et s'en explique. Aux deux premières, parce qu'elles furent « les nationalités dominantes » de l'empire, aux trois autres parce qu'elles avaient déjà disposé d'états organisés et manifestaient un nationalisme politique développé. Quant aux Italiens dans la monarchie, ils avaient une position à part, appartenant à un peuple de grande culture avec de fières traditions historiques, alors que les cinq autres nationalités sont qualifiées par Kann de « Volksgruppen ohne unabhängige *national-politische* Geschichte im Gebiet der habsburgischen Monarchie [41] », en quoi il est en progrès sur Marx et Engels qui avaient utilisé l'expression globale « geschichtslose Völker » — peuples non-historiques — ce qui, à la lumière des recherches récentes, n'est ni aimable (pour ces peuples) ni même pertinent. Mais nous ne pouvons entrer dans les détails de cette question.

Le second volume de l'ouvrage est plus problématique ; R. A. Kann y expose les idées et les plans d'une réforme de l'empire, en remontant de nouveau à 1848 et, à partir de là, jusqu'en 1918. A travers ces études on peut suivre tous les avatars de la recherche d'une réforme qui aurait pu ou dû satisfaire les nationalités de la monarchie, réforme qui se heurtait régulièrement à la résistance violente des pangermanistes de toutes catégories, allant des « libéraux-allemands » aux « Alldeutsche » de Schönerer. Le rôle néfaste de ces divers pangermanistes a été l'objet d'analyse dans de nombreux ouvrages [42]. De toute façon, tous se dressaient régulièrement contre toute réforme attribuant même un minimum de droits aux nationalités non-allemandes et furent ainsi à la racine de l'exaspération nationaliste qui saisit les nationalités dominées ; de leur côté, les groupes dirigeants magyars en Hongrie agissaient de même avec les nationalités sous leur coupe.

Aussi détaillés que soient les examens des différents projets de réforme présentés par R. A. Kann, ils ne laissent pas entrevoir l'élaboration d'un concept national permettant une solution du problème qui a été celui de la monarchie : assurer la cohabitation de multiples nationalités dans une absolue égalité des droits. C'est que l'auteur lui-même se refuse à rechercher toute solution « radicale » et encore plus à caractère « révolutionnaire ». C'est de ce point de vue également qu'il examine les schémas développés qui se résument pour lui à trois

---

41 « Groupes ethniques sans histoire nationale-politique indépendante sur le territoire de la monarchie habsbourgienne ». Parmi ces groupes, il énumère : Slovaques, Serbes, Slovènes, Roumains et Ruthènes.

42 Voir A. Wandruszka, *Österreichs politische Struktur*, dans *Geschichte der Republik Österreich*, Hrsgb. H. Benedikt, Wien, 1954, et F. Kreissler, *De la Révolution à l'annexion.*

types : centraliste, historico-national et ethnico-national, incluant dans ce système les concepts sociaux-démocrates présentés dans le programme de Brünn (Brno), par Karl Renner et par Otto Bauer, auxquels il attribue une place parmi les concepts fédéralistes, ce qui est proche de la vérité. Quant au camp catholique, il développa longtemps, selon Kann, des concepts centralistes, partant de la théorie universaliste que la dynastie des Habsbourg était la dernière personnification de l'Empire de l'Occident, sacré par l'Eglise ; plus tard cependant, l'Eglise s'est aussi accommodée d'un fédéralisme historico-traditionnel, alors que Kann trouve des circonstances atténuantes aux tendances centralistes et de germanisation du libéralisme allemand dans la monarchie danubienne, parce qu'il voulait mettre cette germanisation au service d'une administration efficace. Il est pourtant amené à reconnaître l'incapacité du libéralisme à se survivre politiquement, puisqu'il a dû céder la place — du fait de ses propres pré-dispositions — au nationalisme extrémiste des *Alldeutsche* [43] et il doit conclure : « Der Liberalismus beging den grundsätzlichen Fehler zu glauben, dass die Verbreitung der höheren (sic) deutschsprachigen Kultur ein politisches Bindemittel für die anderen Nationalitäten bilden könnte. Er konnte nirgends Rückhalt finden als in dem ideologisch hohlen Rahmenwerk des Zentralismus selbst [44]. »

Et Kann explique finalement que seule la paix, maintenue avant la Première Guerre mondiale, aurait pu permettre d'espérer à temps une survie de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Regrettée ou pas, la monarchie a laissé en héritage un nationalisme exacerbé qui se manifesta jusque dans les rangs des théori-

---

43 R. A. Kann cite à ce sujet l'historien Rudolf Wolkan, *Der österreichische Staatsgedanke im Zeitalter Franz Josephs*, Innsbruck, 1929, Mitteilungen des österreichischen Instituts für Geschichtsforschung, Ergänzungsband XI, p. 840 : « Der doppelte Widerspruch im österreichischen Staatsprogramm des österreichischen Liberalismus : der Widerspruch zwischen seinem Eifer für die Verbreitung deutscher Kultur unter den nichtdeutschen Völkern der Monarchie und seiner Blindheit gegen die Gefahr der völligen nationalen Auflösung der Deutschösterreicher unter den nichtdeutschen Völkern Österreichs, der Widerspruch aber auch zwischen der grundsätzlichen Anerkennung des kulturellen Entwicklungsrechtes aller Nationen und der geheimen Hoffnung auf ihre Assimilierung an das Deutschtum bildete die tödliche Schwäche des Liberalismus ». Kann, *op. cit.*, p. 10. Ce que Wolkan qualifie ici de danger, « die völlige Auflösung der Deutschösterreicher », s'est en partie réalisé dans ce sens que les Autrichiens ont cessé d'être *Deutschösterreicher* pour devenir *Österreicher* tout court.

44 Kann, *op. cit.*, p. 11 : Le libéralisme a commis l'erreur fondamentale de croire que la propagation de la culture germanophone, *plus élevée*, pourrait être un ciment politique pour les autres nationalités. Mais il ne pouvait trouver d'appui ailleurs que dans la carcasse creuse du centralisme lui-même. »

ciens austro-marxistes, qui n'ont jamais pu se libérer — malgré la science de leurs analyses — d'un germano-centrisme néfaste ; ce dernier a survécu à la monarchie et les a finalement mis dans l'incapacité de reconnaître les changements nationaux intervenus dès 1918 dans la vie de la Première République, allant jusqu'à s'accrocher aux idées de la révolution pan-allemande pendant la Seconde Guerre mondiale [45]. Il leur fallut, comme aux dirigeants du camp catholique, au moins le temps d'une génération pour se rendre compte que l'Autriche n'était plus « allemande » mais autrichienne.

Malgré tout, les acquis transmis par les austro-marxistes en matière de problématique nationale font aujourd'hui partie du patrimoine autrichien et la richesse de pensée de leurs principaux représentants mérite d'être étudiée. L'ouvrage de l'historien allemand Hans Mommsen, paru également en 1964, sous le titre *La social-démocratie et la question des nationalités dans l'Etat multinational habsbourgien,* a été une première et importante contribution [46]. Y sont présentées et analysées toutes les contradictions de la vieille *« k.u.k.-Sozialdemokratie »*, comme certains l'ont appelée, c'est-à-dire d'un mouvement social-démocrate dans les premières phases de son existence où les perspectives révolutionnaires restent longtemps vivaces, mais sont de plus en plus remplacées — et notamment dans les conditions de la monarchie danubienne avec tous ses problèmes que nous venons d'évoquer — par une pratique réformiste où le parti cherche à conquérir le droit de suffrage universel pour obtenir ainsi d'autres avantages pour les classes travailleuses et élargir toujours plus sa « base de masse ». Mommsen expose une thèse où se combinent « des idées nationales et des espérances socialistes de l'avenir », mais il traite également des graves différends qui avaient surgi entre les dirigeants syndicalistes autrichiens et tchèques et qui aboutirent finalement, vers 1910, à la scission du mouvement syndical selon la nationalité. Les tendances grandes-allemandes et même nationales-allemandes sont nettement perçues à travers les analyses de Mommsen, tendances qui s'exprimaient dans la « foi en la grandeur de la nation allemande » et de la culture allemande manifestée souvent par Victor Adler mais aussi par Bauer et Renner, sans parler de Pernerstorfer qui incarnait le courant le plus national-allemand à l'intérieur de la social-démocratie autrichienne.

---

45 Bien entendu, ce germano-centrisme se trouvait également chez les dirigeants chrétiens-sociaux, et surtout chez ceux du *Ständestaat* (état corporatif) ; nous renvoyons à ce sujet aux ouvrages de E. K. Winter, d'A. Pelinka, A. Staudinger et d'autres.

46 Hans Mommsen, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat,* Band I, Europa-Verlag, Wien, 1964, 480 p.

Cette problématique est également traitée dans un autre ouvrage, celui du jeune historien autrichien Helmut Konrad qui intitule son travail *Nationalisme et internationalisme vus par l'exemple du mouvement ouvrier autrichien* [47]. L'intérêt de ce travail est double : il présente brièvement les positions des austro-marxistes [48] les plus éminents dans la question nationale ainsi que le *Programme de Brünn* sur les nationalités, mais l'essentiel, à notre avis, est qu'il constate, citations à l'appui, que Marx et Engels ont eu des prises de position imprécises et contradictoires, qu'ils n'ont pas fait d'analyse « marxiste » du problème ; que d'autre part leurs positions étaient « mécanistes » dans ce sens qu'ils croyaient qu'avec la disparition de la société de classes, les antagonismes entre les nations allaient également se résoudre. Nous savons de nos jours ce qu'il en est advenu. Par ailleurs, Marx et Engels comme Lassalle furent longtemps encore sous l'influence d'idées grandes-allemandes ; en définitive, les classiques du marxisme restèrent attachés, dans la question nationale, à la tradition idéaliste d'un Herder qui, pour sa part, avait déjà déclaré que l'émancipation sociale rendrait superflus les conflits nationaux. Hans Mommsen, dans une communication à la conférence des historiens du mouvement ouvrier à Linz en 1975, exprima l'avis que Marx et Engels partageaient avec « la philosophie idéaliste allemande et la doctrine libérale du libre-échange leur penchant pour la création d'états nationaux bourgeois ».

Selon Konrad, le programme de Brünn fut un compromis entre les thèses kautskyennes sur la *Sprachnation,* défendant le principe territorial, c'est-à-dire la transformation de l'Autriche en territoires nationaux autonomes, si possible conformes aux frontières linguistiques, et le *principe personnel* de Renner voulant que chaque citoyen de l'Autriche-Hongrie, indépendamment de son domicile, fasse partie du groupe culturel autonome dans lequel il se reconnaissait. En demandant dans son premier point la transformation de l'Autriche en un état fédéral démocratique de nationalités, le programme de Brünn reconnaissait l'existence de la monarchie habsbourgienne en tant que telle [49]. Ce qui explique le désarroi national des dirigeants sociaux-

---

47 Helmut Konrad, *Nationalismus und Internationalismus - Die österreichische Arbeiterbewegung vor dem ersten Weltkrieg* (Reihe Materialien zur Arbeiterbewegung) Hrsgb. Karl L. Stadler, Ludwig Botzmann-Institüt für Geschichte der Arbeiterbewegung Linz - Europa-Verlag, Wien, 1976, 214 p.

48 Pour une définition de l'austro-marxisme se reporter à Norbert Leser, *Zwischen Reformismus und Bolschewismus, Der Austromarxismus als Theorie und Praxis,* Wien, 1968.

49 Pour le texte complet du programme, on consultera Klaus Berchtold (Hrsgb.), *Österreichische Parteiprogramme 1868-1966,* Verlag für Geschichte und Politik, Wien, 1967.

démocrates (Renner et Bauer notamment) après l'effondrement de la monarchie qui faisait de l'Autriche germanophone « ce qui reste ».

Les positions de Marx, Engels, Lassalle, Kautsky et Victor Adler expliquent en partie la persistance des tendances grandes-allemandes ou nationales-allemandes chez les deux théoriciens austro-marxistes les plus en vue de la question nationale, Otto Bauer et Karl Renner. Malgré cela, il faut dire qu'Otto Bauer notamment, en introduisant la nation comme une catégorie particulière dans le système marxiste, a fourni un précieux début de clarification qui, de nos jours, peut trouver sa confirmation dans les pays en voie de développement, selon Helmut Konrad. Sa définition de la nation comme l'ensemble des hommes liés par la communauté de destin en une communauté de caractère est plus large que la *Sprachnation* de Kautsky, mais néglige cependant les composantes socio-économiques et territoriales. On trouve aussi d'autres critères idéalistes chez Bauer qui lui furent vivement reprochés par Staline qui, sans le dire, ne répugnait pas à faire certains emprunts chez celui qu'il combattait.

Avant d'examiner brièvement la suite des recherches, des définitions et polémiques staliniennes, nous voulons mentionner un fait curieux : depuis quelques années les recherches austro-marxistes trouvent en France un écho jamais connu jusqu'ici et des groupes de recherche font un grand effort pour rendre accessibles les différents théoriciens marxistes de la question nationale à un public français intéressé. Si le premier ouvrage consacré à Otto Bauer ne prend pas directement en compte la question nationale [50], plusieurs recherches depuis concernent les théories baueriennes et des autres austro-marxistes, et tout d'abord le recueil, *Les marxistes et la question nationale,* brillamment présenté et introduit par le regretté Georges Haupt [51]. On y trouve certes un grand nombre de marxistes non-autrichiens [52], mais d'importants passages, et les plus problématiques, sont consacrés à Karl Kautsky, Karl Renner, Otto Bauer, Josef Strasser.

Ce recueil présente les différentes options des classiques marxistes dont les austro-marxistes et les marxistes russes ont pris la relève au début du XXe siècle, pour les raisons que nous avons déjà mentionnées :

---

50 Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution,* EDI, Paris, 1968, 302 p.

51 Georges Haupt, Michael Lowy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914,* François Maspero, Paris, 1974.

52 Outre des textes de Marx et Engels, l'ouvrage contient des textes de Rosa Luxemburg, James Connally, Anton Pannekoek, Léon Trotski, Joseph Staline, W. Lénine.

dans leurs états multinationaux, les problèmes des nationalités étaient devenus des questions de la pratique politique. Fallait-il ou non soutenir les luttes des nationalités pour leur émancipation de la tutelle des Habsbourg ou des Romanov ? Parmi les disciples de Marx, il y eut ceux qui ne reconnaissaient le droit à l'émancipation qu'à celles des nationalités dont la lutte avait un caractère révolutionnaire ; c'est d'ailleurs sous cet angle que Marx et Engels eux-mêmes ont considéré le problème. D'autres, comme Kautsky, Bauer ou Staline se sont attachés à définir le concept de nation et il s'avéra bientôt que des divergences sérieuses les opposaient. Kautsky avec sa *Sprachnation* — c'est-à-dire qu'il considérait la langue comme le principal critère de la nation — s'opposa à Bauer dont il critiqua la notion vague de *communauté de destin* complétée par celle aussi vague de *caractère national*. Staline s'opposa à Bauer avec sa définition schématique, comportant un nombre fixe de critères pour faire une nation, et il critiqua le principe adopté par les austro-marxistes d'accepter l'autonomie des différentes nationalités à l'intérieur d'un état multinational. Rosa Luxemburg, internationaliste intransigeante, contesta longtemps le droit des petites nations à l'autodétermination, et Josef Strasser, lui aussi internationaliste « radical » de gauche, publia à Reichenberg en 1912, son ouvrage sur « Le travailleur et la nation » qui a profondément impressionné Lénine lui-même, où il prend position, au nom de l'internationalisme, contre le nationalisme mais aussi contre le droit absolu à l'autodétermination des petites nationalités, ce qui l'amène à accepter l'état multinational. En rendant compte de ce recueil, F. Marek explique pourquoi en Autriche — et cela est vrai aussi pour les autres pays — on parle si peu de ce travail de Josef Strasser : « Les sociaux-démocrates n'en parlent pas parce que Strasser, après la révolution d'octobre, est passé aux communistes, les communistes n'en parlent pas parce qu'en 1928 il a été exclu du parti [53]. » Entre les différentes définitions et prises de positions, ce fut finalement Lénine qui surmonta les contradictions et oppositions, en faisant de la question nationale un principe fondamental de la stratégie révolutionnaire, et déclara qu'il fallait distinguer entre le nationalisme d'une nation qui opprime et le nationalisme d'une nation opprimée ; il fallait donc reconnaître, en les intégrant dans la stratégie révolutionnaire, les aspirations justifiées de la nation opprimée comme composante d'une lutte révolutionnaire commune. Le droit à l'autodétermination de chaque nation, jusqu'à la séparation, n'est donc, selon Lénine, nullement en contradiction avec les intérêts des travailleurs mais les complète.

---

53 Voir *Wiener Tagebuch*, 3/1975, *art. cit.*

De toutes ces discussions théoriques, dont les auteurs du recueil dont nous rendons compte ici ont fixé les limites en 1914, on peut tirer « la morale de l'histoire » comme dit dans sa post-face Michael Lowy, en constatant qu'un certain nombre de débats ont été tranchés par l'histoire elle-même ; comme cette morale s'applique dans une certaine mesure à l'Autriche nouvelle, nous en citerons un extrait significatif sans nous identifier avec toutes les idées exprimées :

« — L'Etat multinational austro-hongrois s'est décomposé en plusieurs Etats nationaux après la Première Grande Guerre.

— Les Basques, " nation réactionnaire par essence " selon Engels, se trouvent aujourd'hui à la pointe du combat révolutionnaire en Espagne (remarquons que le recueil est paru en 1974, n.d.a.).

— La réunification de la Pologne, utopie petite-bourgeoise selon Rosa Luxemburg est devenue réalité en 1918.

— Des communautés sans vie économique ou territoire commun, ni langue spécifique (" des non-nations " selon Staline) se cristallisent en nation et constituent un puissant mouvement national : noirs aux U.S.A., etc.

— La nation tchèque, " non-historique " et vouée à la disparition par son manque de " vitalité nationale " (Engels dixit) construit néanmoins son Etat, par une libre fédération avec la nation slovaque.

Etc., etc.

L'expérience historique post-1917 nous montre aussi que :

1) La nation n'est pas seulement un ensemble de critères abstraits et extérieurs. La dimension subjective, c'est-à-dire une conscience d'identité nationale, un mouvement politique national, sont non moins importants. Evidemment ces " facteurs subjectifs " ne tombent pas du ciel : ils sont le produit de certaines conditions historiques, de persécution, d'oppression, etc. Mais cela signifie que l'auto-détermination doit avoir un sens plus large : elle doit s'appliquer non seulement à la séparation, mais à l' " être national " lui-même. Ce n'est pas un doctrinaire savant, armé d'une liste de " critères objectifs " (genre Staline) qui doit déterminer si une communauté constitue ou non une nation, mais *cette communauté elle-même* [54]. »

---

54 Michael Lowy, *Le problème de l'histoire,* dans *Les marxistes et la question nationale,* p. 370-391. Nous donnons en note - parce qu'il n'est pas indispensable pour le texte même du travail – le point 2 de la conclusion de Michael Lowy : 2. Depuis Woodrow Wilson, le nationalisme des grandes puissances a renouvelé son arsenal idéologique en faisant siens les mots d'ordre de

Ajoutons que depuis 1975, un groupe de recherche inter-universitaire et associé au C.N.R.S., se préoccupant essentiellement des relations inter-ethniques, des problèmes de minorités et de la question nationale publie régulièrement la revue *Pluriel-Débat,* où l'on trouve de nombreuses contributions relatives aux théoriciens austro-marxistes de la question nationale, ainsi que des traductions de textes fondamentaux d'Otto Bauer, de Karl Kautsky, etc. Cette équipe fait ainsi des travaux d'approche pour cerner le phénomène de la nation et des minorités nationales en s'appuyant sur des recherches sociologiques et inter-disciplinaires [55].

Nous ne pouvons clore cette digression sur les recherches théoriques en matière de nation, sans consacrer quelques pages aux chercheurs se réclamant du léninisme pour constater, entre autres, qu'eux aussi ne s'en tiennent plus à la définition stalinienne de la nation, ayant reconnu que sa « finition » même s'oppose à la discussion dialectique qui permet de progresser, de mettre à jour un problème en perpétuel mouvement. Il faut bien se rendre compte que sa perfection apparente, son caractère lisse ne laissant apparemment aucune prise à la contradiction ont été un frein à l'acquisition de nouvelles connaissances, à de nouvelles prises de position plus adaptées à la situation de la seconde moitié du XXe siècle. C'est à partir de cette conviction que la définition stalinienne

---

démocratie, égalité des nations et droit à l'autodétermination. Ces principes sont maintenant universellement proclamés par les hommes d'Etat : par exemple, M. Lyndon Johnson président des E.U.A. proclamait solennellement en 1966 : « Nous luttons pour le principe de l'autodétermination, pour que le peuple du Sud-Vietnam puisse être capable de choisir son propre chemin... » Nous voyons donc comment la politique des grandes puissances envers les petites nations a changé depuis le XIXe siècle, où Treitschke écrivait, à propos d'une insurrection en Afrique : « C'est une pure moquerie que d'appliquer les principes normaux de la guerre dans les guerres contre les sauvages. Une tribu nègre doit être punie en mettant le feu à ses villages, parce que c'est le seul type d'exemple qui soit efficace... »

55 *Pluriel-Débat* - Recherches en sciences sociales sur les relations inter-ethniques, les relations raciales, les contacts culturels, les problèmes des minorités et la question nationale, revue éditée par CeDRASEMI, 6, rue Tournon, 75006 Paris. Membre du Collectif Pluriel, Claudie Weill a continué les travaux commencés par le recueil *Les marxistes et la question nationale,* en publiant en 1977 l'ouvrage *Nation et lutte de classe* (Union générale d'éditions, série ' La nation en question ', Paris) où elle présente et introduit la traduction de trois textes importants sur la question nationale à savoir, de Josef STRASSER *: A Propos de l'internationalisme* et *L'ouvrier et la nation,* de Anton PANNEKOEK *: Lutte de classe et nation.* Le thème *Nation et luttes de classes,* a été également le sujet d'un numéro des *Cahiers d'Histoire* publié par l'Institut Maurice Thorez (n° 12-13, 2e trimestre 1975), où l'on trouve notamment un article d'Albert SOBOUL, *Problème national et réalités sociales.* Nous avons également pu nous documenter sur la question nationale dans plusieurs numéros de la revue *La Nouvelle Critique.*

a été considérée comme dépassée par de nombreux théoriciens et historiens soviétiques. Ces recherches peuvent intéresser les historiens, politologues et sociologues autrichiens dans la mesure où les expériences de la Seconde Guerre mondiale et notamment de la politique du IIIe Reich envers les peuples opprimés y sont incorporées. De l'un des ouvrages, considéré comme exemplaire par la science soviétique, *Der Leninismus und die nationale Frage in der Gegenwart* [56], nous retirerons ce qui nous semble intéressant pour la question autrichienne. Après une critique — traditionnelle — des théories de Kautsky et de Bauer que, rappelle-t-on, Lénine qualifia d'opportunisme national parce que Bauer négligeait le caractère historique — et donc historiquement temporaire — de la nation, il est rappelé que la définition de la nation ne peut se réduire à une simple énumération de critères, ce qui constitue une critique implicite de Staline ; mais on ne se hasarde pas à donner une définition de la nation pour ainsi dire officielle [57]. Par contre, il est bien expliqué que le caractère de la nation comme *catégorie historique* doit être souligné, surtout dans la discussion avec les idéologues bourgeois, pour répondre à leurs affirmations sur le caractère « éternel » de la nation. Nous semble contradictoire, d'une part l'importance attribuée à la langue comme critère de la nation [58], d'autre part la remarque suivante : « Hervorzuheben ist der sekundäre Charakter dieser Rolle der Nationalsprache, was sich, wie oben gezeigt, aus der Einwirkung der ökonomischen Gemeinschaft der Nation, nicht aber aus irgendeiner Eigenständigkeit dieser Sprache, aus ihrer Unveränderlichkeit im Laufe von Jahrtausenden ergibt [59]. » Ce caractère secondaire de la langue nationale s'applique évidemment à la nation autrichienne.

Nous trouvons également pertinent, pour le problème qui nous occupe, de prendre en considération ce que disent les auteurs au sujet

---

56 *Der Leninismus und die nationale Frage in der Gegenwart* (Le léninisme et la question nationale à l'époque actuelle) publié par un collectif d'auteurs : P. N. Fedossejew (directeur), M. I. Kulitschenko (directeur adjoint), T. F. Anoschkine, E. A. Bagramov, Sh. G. Golotwine, J. M. Shukov, S. T. Kalatachtschan, K. Ch. Chanasarov, Editions Progress, Moscou, 1974, 716 pages.

57 Les auteurs écrivent : On pourrait proposer la définition suivante de la nation : « La nation est une communauté humaine historique, stable en tant que forme de l'évolution sociale, qui s'est constituée sur la base de la vie économique en commun, en liaison avec la communauté de langue, de territoire, et des particularités de la culture, de la conscience et de la psychologie » (traduction proposée par F. K.) voir *Der Leninismus..., op. cit.*, p. 29.

58 *Op. cit.*, p. 37.

59 « Il faut souligner le caractère secondaire de ce rôle de la langue nationale, ce qui provient comme il est démontré ci-dessus, de l'effet de la communauté économique de la nation, mais non d'une spécificité quelconque de cette langue, de son immuabilité au cours de millénaires », *op. cit.*, p. 38.

de la *conscience nationale,* de même que la façon dont ils conçoivent la formation de cette conscience. Selon eux, il existe quatre éléments de la conscience nationale, à savoir : l'auto-compréhension nationale, d'une structure compliquée et qui comprend entre autres l'auto-compréhension ethnique, la reconnaissance de la solidarité nationale et qui exprime le besoin d'être en communauté nationale sous sa forme la plus générale ; ensuite les idées nationales, les intérêts nationaux, la fierté nationale (en particulier ce qui est national dans le patriotisme), le sentiment national, les traditions nationales et les particularités nationales du mode de vie. Comme troisième élément, les auteurs prennent en compte la capacité vitale de la nation à la créativité historique indépendante, ce qui s'exprime dans le fait que la nation devient consciente de sa souveraineté nationale et s'il y a un Etat, de sa souveraineté étatique, et qu'elle s'efforce d'apporter une contribution maximale aux trésors de la civilisation mondiale ; le quatrième élément est, selon eux, la reconnaissance de tous les aspects des relations mutuelles entre sa nation propre et les autres nations, peuples, groupements nationaux et ethniques [60]. Quant à la formation de la conscience nationale, ils sont d'avis qu'elle se constitue de deux façons : *a*) sur la base du reflet de la vie d'une nation et de ses corrélations sur le plan de la conscience de tous les jours ; *b*) du fait que les hommes s'approprient les résultats acquis par le résumé scientifique et théorique de l'évolution pratique de la nation et de ses relations mutuelles avec d'autres nations [61]. Il est intéressant de constater que les auteurs introduisent ensuite la notion de « psychologie nationale », notion apparemment destinée à remplacer celle de « particularité psychique », chère à Staline, et ils constatent que les délimitations entre conscience nationale et psychologie nationale sont parfois très flexibles et très floues [62].

Qu'il nous soit permis de citer encore un passage de l'ouvrage en question qui porte sur la descendance des hommes formant une nation ; à ce sujet les auteurs sont d'une clarté absolue : « Lorsqu'un homme vit à l'intérieur de sa propre nation et s'il participe à toute son

---

60 Voir *op. cit.*, p. 42-43.

61 *Ibid.*

62 A titre documentaire, nous indiquons ici la définition que les auteurs donnent de cette psychologie nationale : « Die nationale Psychologie umfasst : a) den nationalen Charakter, b) die nationalen Gefühle, c) die nationalen Züge des Temperaments, der Stimmungen und Gewohnheiten, d) das psychologische Element der nationalen Sitten und Traditionen. Die nationale Psychologie wird vom sozio-ökonomischen, politischen und ideologischen Leben der Nation, von der Gemeinsamkeit der geschichtlichen Entwicklung, sowie von den natürlichen und geographischen Bedingungen bestimmt », *op. cit.*, p. 44.

activité, alors il détermine sa nationalité selon ses attaches sociales et nationales et les caractéristiques ethniques passent au second plan [63]. » Ils en concluent que la détermination de l'appartenance nationale des hommes, exclusivement selon les caractéristiques ethniques, est fausse aussi bien du point de vue théorique que pratique et politique. Les nationalistes, disent-ils, confondent avec intention le concept de nation en tant que communauté sociale déterminée, avec la désignation formelle et juridique de la nationalité et comptent dans leur propre nation tous les hommes qui, dans un passé proche ou lointain, ont été liés à elle, mais qui, maintenant, vivent dans d'autres régions, voire dans d'autres Etats. « C'est ainsi qu'ont procédé les fascistes hitlériens qui ont inclus dans la nation allemande des hommes et des peuples entiers d'Etats voisins, en raison de leur descendance historique [64]. »

Cette dernière phrase est plus qu'une allusion à l'annexion de l'Autriche par les nazis, alors que les constatations qui précèdent se dressent contre le racisme. Il y a donc, dans les passages que nous avons choisis à bon escient, matière à réflexion pour tous ceux qui ont à cœur la consolidation des fondements de la nation autrichienne et qui veulent avancer dans le difficile travail de la recherche d'une définition valable et acceptable en vue de renforcer le consensus national, si important dans la phase actuelle de l'histoire de l'Autriche.

Pour des raisons qui leur sont propres, les chercheurs de la R.D.A. également se penchent sur le problème de la nation : pour eux, il s'agit d'élaborer une théorie de la nation socialiste dans la R.D.A. et nous n'aurions garde de les en empêcher [65]. Disons simplement, une fois de plus, que ce ne sont pas là nos préoccupations, pour le moment. Cependant, certaines considérations historiques et dialectiques dans les ouvrages traitant de la théorie de la nation sont très utiles pour conforter notre propre thèse sur la nation autrichienne et sa conscience nationale et, fidèle à notre intention de prendre notre bien là où nous le trouvons, nous avons étudié un de ces ouvrages qui nous semble représentatif de l'Etat actuel des recherches en R.D.A., et avons relevé des réflexions qui peuvent éclaircir le problème qui est le nôtre. A cet égard, le livre d'Alfred Kosing, *Nation in Geschichte und Gegenwart* donne en abondance matière à réflexion [66].

---

63 *Op. cit.*, p. 63.
64 *Ibid.*, p. 63-64.
65 Voir à ce sujet Hermann Axen, *Zur Entwicklung der sozialistischen Nation in der DDR*, Dietz-Verlag, Berlin, 1973, 48 p.
66 Alfred Kosing, *Nation in Geschichte und Gegenwart* - Studie zur historisch-materialistischen Theorie der Nation, Dietz-Verlag, Berlin, 1976, 310 p.

La polémique de l'auteur avec ses collègues ouest-allemands ne nous intéresse que dans la mesure où, sans y être pour quelque chose, la nation autrichienne est impliquée. Ce qui est le cas quand des contradictions sont relevées en ce qui concerne les théories en vogue en R.F.A. pour fonder l'unité persistante de la nation allemande malgré l'existence de deux Etats allemands comme résultat de la Seconde Guerre mondiale. En effet, dans les « Matériaux pour le rapport sur la situation de la nation [67] », publiés en 1974 sous la direction de P.C. Ludz, figure un chapitre sur l'*unité de la nation allemande* exposant des théories traditionnelles qui ne peuvent manquer de frapper. On se reporte surtout à la langue allemande commune, à la culture, à l'histoire millénaire du peuple allemand et aux traditions qui en résultent. Ce sont là les arguments connus en faveur de la *Kulturnation,* partant de la théorie que la nation est en premier lieu une communauté de culture et de langue. C'est une conception déjà développée au début du XXe siècle — et dirons-nous, plus tôt encore — selon laquelle il faut distinguer entre Staatsnation et Kulturnation ; ceci pour fonder, tout en reconnaissant (du bout des lèvres ?) l'existence de deux Etats allemands, l'unité de la nation allemande. A ce propos, Kosing conclut très pertinemment : « Cette conception appliquée avec logique conduit à des complications indésirables car, au fond, feraient également partie de cette *nation culturelle allemande unie* les Autrichiens et les Suisses germanophones. Les " Matériaux " évitent cet écueil en fondant leurs exposés sur une " théorie fonctionnelle de la nation ", telle qu'elle a été développée par le sociologue américain Karl W. Deutsch, à l'aide de réflexions sur les théories de la communication [68]. Mais de la " théorie fonctionnelle " à la théorie " culturelle " et linguistique, il n'y a qu'un pas que des nationaux-allemands de la vieille école n'hésiteront pas à franchir si, une nouvelle fois, l'occasion s'en présente. »

Passant en revue, comme il se doit, les différents concepts élaborés par Kautsky, Bauer, Lénine et Staline, Kosing critique fortement ce dernier, constatant notamment que sa définition ne reflète nullement le contenu social et la fonction sociale de la nation et que, tout en s'attaquant à la théorie d'O. Bauer, il a au fond repris son point de départ, à savoir que la nature de la nation consistait en une *communauté de critères déterminés.* Après discussion, Kosing arrive à ce jugement sévère : « Die von Stalin entwickelte Definition der Nation hat unverkenn-

---

67 *Materialien zum Bericht zur Lage der Nation 1974,* (West)-Berlin, 1974, Kapitel I, Abschnitt 6 : *Die Einheit der deutschen Nation,* p. 66-88.

68 *Op. cit.,* p. 17. Nous n'entrons évidemment pas dans l'historique du mot nation que présente Kosing, comme chaque auteur traitant la question nationale.

bar einen stark schematischen Charakter. Die apodiktische Behauptung, dass eine Nation nur existiere, wenn alle in der Definition angeführten Merkmale vorhanden seien, verwandelt die Entstehung und Geschichte der Nationen in ein abstraktes Schema, das kaum Platz für die Mannigfaltigkeit des gesetzmässigen Geschichtsprozesses lässt. Dabei wird nicht zwischen solchen gesellschaftlichen Faktoren unterschieden, die eine nationsbildende, integrierende, den Zusammenschluss von Menschengruppen zur Nation verurschende fördernde Wirkung haben und den aus dem Entstehungsprozess der Nation hervorgehenden Resultaten, den Eigenschaften der Nation [69]. »

On admettra qu'une telle critique de la définition stalinienne justifie l'opinion que nous avons émise au début de notre travail, à savoir que le rattachement inconditionnel à cette définition a peut-être été la plus grande faiblesse des théories d'Alfred Klahr, sans vouloir pour autant minimiser les mérites de ses travaux originaux sur la formation de la nation autrichienne. Dans la discussion que nous avons relatée tout au long de ce chapitre, plusieurs auteurs ont bien compris qu'il faut tenir compte de la dynamique de l'évolution nationale et par conséquent la souplesse est nécessaire dans l'établissement des définitions. Kosing aussi résume ce point en déclarant que dans la définition de la nation il faut absolument tenir compte du rôle historique et de la fonction sociale de la nation comme d'un élément nécessaire dans le développement de la société. De toute façon « la définition de la nation comme une communauté représentant une somme de critères bien déterminés, omet cet aspect important [70] ».

L'auteur s'applique également à exposer une critique circonstanciée des « théories idéalistes de la nation », notamment celle de Herder avec son « esprit du peuple » et de Hegel qui part du même principe [71],

---

69 « La définition de la nation élaborée par Staline possède, sans qu'on puisse s'y tromper, un caractère fortement schématique. L'affirmation apodictique qu'une nation n'existe que si toutes les caractéristiques indiquées dans la définition sont présentes, transforme la naissance et l'histoire des nations en un schéma abstrait qui ne laisse guère de place pour la complexité du processus historique régulier. De plus on ne fait pas de distinction entre les *facteurs sociaux* qui ont un effet formateur de nation qui intègrent, occasionnent et favorisent la réunion de groupes humains en nation, et les *résultats* qui naissent du processus de formation de la nation, c'est-à-dire les propriétés caractéristiques de la nation ». *Op. cit.*, p. 39.

70 *Ibid.*

71 « In der Geschichte sind Prinzipien als Volksgeister vorhanden ; diese aber sind zugleich natürliche Existenzen. Die Stufe, die der Geist erreicht hat, ist als *Naturprinzip* des Volkes da oder als *Nation* ». *Op. cit.*, p. 43, cité d'après G.W.F. Hegel : *Vorlesungen über die Philosophie der Weltgeschichte*, Erster Band : *Die Vernunft in der Geschichte*, édition de Leipzig 1944, p. 42.

théories qui servaient de point de départ à d'autres définitions et aboutirent finalement à différentes conceptions attribuant au « sang commun » le rôle essentiel dans la formation des nations. Ces opinions furent défendues par Gobineau, Chamberlain, Carlyle, Treitschke et d'autres et servirent de base aux théories racistes, conférant à la nation un caractère mystique et idéaliste où le « sang » et la race seuls sont déterminants [72]. Pour notre travail sont intéressantes les remarques que Kosing consacre aux travaux du géographe A. Kirchhoff qui, partant d'une option idéaliste, parvint dès le début du siècle à des conclusions pertinentes quant à la formation des nations, en attribuant dans ce processus un rôle essentiel aux besoins de l'économie nationale. Il utilisa pour cela l'exemple des Danois, des Norvégiens et des Suédois dont l'évolution économique différente a finalement abouti à la naissance de nations indépendantes : « Les Norvégiens sont les vrais frères des Danois, mais à la longue, ils ne voulurent pas demeurer dans une même communauté étatique avec leurs frères de souche, restés dans l'ancienne patrie, le Danemark ; leur nouvelle patrie les incita à une autre forme d'économie, celle de la navigation et de la pêche maritimes, ils devinrent une nation indépendante, ayant besoin d'un Etat à eux. Et maintenant, nous avons vu que même le lien dynastique avec la Suède, également parente, n'a pu convenir à cette nation, petite, mais pourvue d'une grande aspiration à l'indépendance et consciente de sa force [73]. »

Kosing reconnaît également au sociologue américain K. W. Deutsch certains mérites dans la connaissance du problème national, sans doute

---

72 Les critiques de Kosing, se fondant sur ses options matérialistes, dialectiques et historiques, rendent compte d'un grand nombre d'ouvrages. Ces critiques ne sont pas toujours négatives et notre auteur rend hommage à certains acquis de la recherche historique et sociologique moderne. Citons parmi les auteurs et ouvrages nommés par Kosing, les plus pertinents et les plus récents :
— W. Sulzbach, *Imperialismus und Nationalbewusstsein,* Frankfurt a. M. 1959.
— H. Kohn, *Die Idee des Nationalismus,* Ursprung und Geschichte bis zur französischen Revolution, Heidelberg, 1950.
— E. Lemberg, *Nationalismus II,* Reinbek bei Hamburg, 1964.
— F. Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat,* München, 1928.
— J. Messner, *Das Naturrecht,* Handbuch der Gesellschaftsethik, Staatsethik und Wirtschaftsethik, Innsbruck/Wien/München, 1958.

73 A. Kirchhoff, *Zur Verständigung über die Begriffe Nation und Nationalität,* Halle a. S., 1905, p. 51 cité d'après Kosing, *op. cit.*, p. 50. Le livre de Kirchhoff parut en 1905, au moment où une querelle économique opposa Norvégiens et Suédois et aboutit à la séparation des deux états.

parce qu'une des conclusions de Deutsch considère la « nation comme moyen du progrès social [74] ».

Il nous reste encore à tirer de l'ouvrage mentionné les passages traitant de la formation de la nation autrichienne qui résument bien, à notre avis, ce qui s'est passé dans la réalité [75]. Après une remarque introductive [76], Kosing expose tout le processus historique de la séparation de l'Autriche et de l'Allemagne, que nous ne reprendrons pas ici, pour aboutir à cette remarque finale : « C'est surtout après l'effondrement de la monarchie des Habsbourg en 1918 et la fondation de la République d'Autriche que la formation de la nation autrichienne s'est accélérée, parce que les besoins du développement indépendant économique, social, politique, étatique et, de manière croissante, aussi spirituelle, nécessitaient cette nation en tant que forme de l'évolution de la société. L'*anschluss* avec l'Allemagne fasciste ne pouvait plus renverser ce processus. Ce furent justement les expériences historiques du fascisme, de la guerre et de la défaite historiquement conditionnée du fascisme allemand qui ont renforcé l'auto-compréhension nationale des Autrichiens et qui conduisirent, sur le plan socio-psychologique également, à une distanciation à l'égard des Allemands [77]. » En recherchant les lois du développement de la « nation capitaliste », Kosing en vient à constater une *loi de la priorité du social face à l'ethnique* dans l'évolution de la nation et retient cependant que cette loi s'exerce non seulement dans la nation capitaliste, mais aussi dans la nation socialiste [78].

Mais avant de revenir aux recherches autrichiennes effectuées dans ce domaine, jetons encore un coup d'œil sur l'ouvrage de Guido Zernatto, *Vom Wesen der Nation* dont nous avons déjà dit quels acquis personnels il contenait. Quel est l'intérêt général de ce livre écrit dans l'exil américain ? Ce qu'il faut retenir de cet essai c'est au fond la tentative

---

74 Voir notamment Karl W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, Cambridge, 1966, et du même auteur, *Nationenbildung - Nationalstaat - Integration*, Hrsgb. A. Ashkenas und P. Schulze, Düsseldorf, 1972. La théorie fonctionnelle de la nation, élaborée par K. W. Deutsch mériterait discussion, mais déborderait par trop le cadre de notre travail.

75 Intéressante également est sa relation de la formation de la *nation hollandaise* et de sa séparation de la nation allemande, de même que la fonction de la langue nationale hollandaise (le néerlandais), résultats d'une lutte de libération nationale et d'une révolution bourgeoise victorieuse.

76 Voir *op. cit.*, p. 66 : « Auch die Entstehung und Entwicklung der österreichischen kapitalistischen Nation zeigt sehr anschaulich, dass die gemeinsame Sprache und gemeinsame ethnische Merkmale einer Bevölkerung alleine kein ausreichendes Band für eine einheitliche nationale Entwicklung sind ».

77 *Op. cit.*, p. 67.

78 *Op. cit.*, p. 291.

honnête de surmonter ses propres options personnelles en vue de donner un aperçu de l'historique du mot, de la notion et du concept qu'on peut se faire de la nation au XXe siècle. C'est aussi un survol de beaucoup de sources et de nombreuses et anciennes définitions dans lesquelles, selon Zernatto lui-même, on risque de s'égarer ; il ressort néanmoins de sa recherche que la notion même de la nation a dû passer par un certain nombre de détours pour acquérir sa signification moderne, puisque même Montesquieu était d'avis que la nation ce sont les seigneurs et les évêques, ce que Zernatto étaye avec cette phrase tirée de *l'Esprit des lois* (XXVIII, 9) : « Sous les deux premières races on assembla souvent la nation, c'est-à-dire les seigneurs et les évêques ; *il n'était point encore question des communes.* » A la question : « Qu'est-ce qu'une nation ? », Joseph de Maîstre (1753-1821) répondit ainsi : « C'est le souverain et l'aristocratie. » Aulard dans son « Histoire politique de la Révolution française » (Paris, 1901) écrit : « La nation c'est la France lettrée ou riche. » Quant à Schopenhauer, il exclut, selon Zernatto, tous ceux de la nation qui n'entendent pas le latin [79]. Après avoir fait le tour des définitions, Zernatto examine quelles sont, selon lui, les composantes de la nation : la descendance commune, le caractère commun, l'histoire commune, la culture commune, la religion, la langue et le territoire communs, les us et coutumes communs. C'est au dernier chapitre qu'il expose sa conception de l'Etat qu'il identifie au pouvoir et auquel il oppose finalement la nation, laissant ainsi reconnaître qu'il n'a pas surmonté, même dans l'exil américain, les options autoritaires qui étaient les siennes lorsqu'il fut ministre du gouvernement Schuschnigg et secrétaire général du Front patriotique. Comme on dit en allemand : « Niemand kann über seinen eigenen Schatten springen. »

ENTRE DEUX NATIONALISMES - LA NATIONSWERDUNG

Die österreichische Nation - Zwischen zwei Nationalismen [80], c'est ainsi que s'intitule le recueil où 18 publicistes, tous plus ou moins spécialistes de la question nationale, ont entrepris, à l'issue des discussions dont nous avons rendu compte, de cerner le problème de la nation autrichienne. Le titre du recueil est, en soi, déjà une concession ; par là, les auteurs voulaient manifester leur intention d'entrer en discussion avec les défenseurs toujours vivants du nationalisme allemand, tandis qu'eux-

---

79 Zernatto, *op. cit.*, p. 82-84.

80 *Die österreichische Nation - Zwischen zwei Nationalismen,* Hrsgb. Albert Massiczek, Europa-Verlag, Wien/Frankfurt/Zürich, 1967, 240 p.

mêmes, tout en se reconnaissant dans la nation autrichienne, venaient de tous les horizons et défendaient cette nation avec toutes les nuances qu'ils représentaient. Dans sa contribution introductive, Albert Massiczek donne le sens du recueil : « L'engagement envers la nation autrichienne dans ce recueil est le fait de personnes qui se sont retrouvées malgré les différences de conviction religieuse et politique, d'origine sociale, de profession, de formation scolaire et universitaire, de langue maternelle, d'âge et d'appréciation des événements historiques. Elles ne croient pas que cette profession de foi commune à partir de la diversité des points de vue soit un signe de faiblesse. La *nation* ne se révèle pas ici comme un Etat, ni comme un ordre statique et monolithique, mais comme une croissance naturelle, une rencontre de vie multiple et une action réciproque de ce qui est différent, comme une vivification par la diversité, cette véritable source de force commune [81]. »

On peut le dire, ce recueil est le premier témoignage du fait que la Nationswerdung de l'Autriche avait désormais atteint un stade irréversible qui, à notre avis, se manifesta surtout par un phénomène intéressant : le consensus national des années de la résistance et des deux premières années d'après-guerre n'était pas mort et s'avérait être une réalité inscrite dans la recherche scientifique ; toutes les composantes de la mentalité autrichienne s'exprimaient et toutes cherchaient des convergences, en maintenant leurs options propres ; on trouva là des catholiques engagés, des sociaux-démocrates convaincus, des socialistes religieux, des conservateurs et des communistes. Ce sont eux qui ont façonné la nouvelle Autriche, et ils le rappelaient dans leurs contributions [82].

---

81 *Op. cit.*, p. 10-11. Précisons ici que *nationalisme* n'est pas toujours utilisé dans le sens d'exagération du sentiment national lié au mépris d'autres peuples ; la recherche attribue maintenant à cette notion une autre valence dans le système de toute la problématique comprenant la question nationale. On pourra se reporter à ce sujet à l'article de l'historien anglais Eric Hobsbawn, *Anmerkungen über den Nationalismus,* dans *Wiener Tagebuch,* 7/8, 1972, p. 26-32. Le sens que Hobsbawn donne à ses *Notes sur le nationalisme* ressort des cinq points principaux qu'il soulève : 1. Recherche des critères objectifs de la nation, 2. Contenu des aspirations nationales, 3. De la nécessité d'une religion civique, 4. D'où vient le nationalisme ? 5. Est-ce que le nationalisme mourra ? Dans ce dernier point, Hobsbawn définit le nationalisme comme un phénomène double, ou mieux comme l'interaction de deux phénomènes dont chacun aide à former l'autre. Il se compose d'une « religion civique » pour l'Etat national centralisé moderne, et d'un mode pour maîtriser les changements sociaux qui semblent menacer et détruire certains aspects du complexe des rapports sociaux. Sa conclusion : le nationalisme est un phénomène historique, produit d'un passé encore assez récent qui est soumis au changement et probablement n'existera pas indéfiniment.

82 On comprendra que nous fassions nécessairement un choix de citations typiques, en les concentrant sur certains arguments et recherches qui n'ont pas encore été évoquées jusqu'ici.

Le sommaire de l'ouvrage est en soi tout un programme et montre que cette recherche collective n'oublie pratiquement aucun aspect de la vie nationale autrichienne :

— La nation - dans la perspective autrichienne (Wilfried Daim).
— Comment se forme une conscience nationale ? (Ernst Gehmacher.)
— Que pensent les Autrichiens de l'Autriche ? (Rupert Gmoser.)
— Ecole et nation (Franz Göbhart).
— Douze thèses sur la nation autrichienne (Ernst Joseph Görlich).
— Nation et idéologie de l'Etat (Walter Hecht).
— Vienne, centre possible de la spiritualité européenne (Friedrich Heer).
— Les jeunes silencieux et leur nation (Kurt Horak).
— Du pays de rêve derrière les nuages (Walter Jambor).
— De la formation du mythe en révolte à la conscience révolutionnaire (M. E. Korger).
— La nation autrichienne dans la connaissance scientifique (Franz Marek).
— Notre avenir - Nation à responsabilité mondiale (Albert Massiczek).
— Conception romantique de l'histoire et sources historiques (Felix Romanik).
— Richesse de la diversité linguistique (Reginald Vospernik).
— Volkstum et nation (Walter G. Wieser).
— L'Autriche vue par les Autrichiens de l'étranger et les Autrichiens électifs (Ernst Florian Winter).
— Les synthèses font naître l'ouverture (Joseph Zessner-Spitzenberg).

Quelle « substantifique moelle » tirer de cette richesse de thèmes évoqués ? Chez Wilfried Daim, philosophe et catholique engagé, la préoccupation essentielle est le problème de l'amour et de la haine lorsqu'il règle son compte au nationalisme allemand — le *Deutsch-nationalismus :* Si les nationaux-allemands veulent toujours inclure l'Autriche dans l'Allemagne c'est parce qu'ils croient les Allemands mieux que les autres peuples et qu'ils pensent que l'Autriche doit participer à ce « mieux » ; en même temps ils sont fascinés par la « grandeur » et comme l'Autriche d'aujourd'hui est petite, ils pensent que c'est un manque ; de surcroît, l'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas selon eux assez vaste, aussi l'Autriche serait-elle un complément bienvenu ; donc réédition du passé ? Pour les nationaux-allemands autrichiens, c'est

encore plus compliqué : de tous temps, ils ont considéré l'Autriche comme une chose méprisable et ont cherché refuge au sein de *Mutter Germania ;* Daim explique qu'il y a un véritable « syndrome anti-autrichien » chez les nationaux-allemands qui prétendent eux, en renversant les rôles, que ce sont au contraire les tenants de la nation autrichienne qui sont atteints d'une haine anti-allemande ! Alors que chez eux la haine de l'Autriche est souvent plus forte que l'amour pour l'Allemagne. Ce qui s'explique, d'après Daim, par l'essence raciste du nationalisme allemand, selon lequel les Allemands ont un sang « meilleur », plus noble que les Tchèques, les Hongrois et les peuples « semblables ». Les apôtres de la pureté raciale ont toujours haï Vienne, parce que dans cette ville — mais aussi dans toute l'Autriche — les diverses populations mêlaient allègrement leur sang. Si Hitler a méprisé et haï Vienne, à ses yeux la Babylone des races, nous autres, dit Daim, savons maintenant que la plus grande force de Vienne réside justement dans cette diversité. Ce n'est pas la « pureté de la race », mais le mélange des races qui crée ces situations complexes qui produisent la créativité spirituelle. Les Autrichiens n'ont donc plus honte de la part prise par les Juifs, Tchèques, Slovaques, Polonais, Italiens ou Hongrois et d'autres au caractère national et à la culture autrichienne [83].

Le ton du recueil est donné et se maintient jusqu'à la fin : recherche et démonstration de la nation autrichienne prévalent. Selon nous, plusieurs questions émergent, et tout d'abord celle posée par E. Gehmacher : Comment se forme une conscience nationale ? Le spécialiste des sondages d'opinions qu'est Gehmacher y répond d'expérience : par l'éducation de la jeunesse. A cet égard, les erreurs du passé ont laissé des séquelles et, en premier lieu, l'enseignement de l'histoire. De sérieuses recherches sociologiques ont donné un curieux résultat : chez certains jeunes, disposant de peu de connaissances historiques, existe l'image d'une « Autriche éternelle », extrêmement amplifiée : on attribue à l'Autriche du passé une grandeur exagérée, on parle de « la grandeur éternelle » de l'Autriche et on voit en Marie-Thérèse la *Mutter Austria* mythique à laquelle revient toute la gloire de l'Autriche, allant jusqu'à lui attribuer l'institution du suffrage universel (qui date en réalité de 1907), et même la fondation du mouvement socialiste. C'est une sorte de conscience nationale qui n'en est pas une.

Le deuxième groupe de jeunes consultés disposait de certaines connaissances historiques, mais qui sont contaminées par l'historiographie autrichienne traditionnelle et l'enseignement qui en découle,

---

83 Voir *op. cit.*, p. 15-28.

c'est-à-dire par la fameuse conception « gesamtdeutsch » de Heinrich Ritter von Srbik qui a influencé toute une école d'historiens autrichiens [84]. Gehmacher considère qu'ils disposent d'une *Halbbildung,* d'un demi-savoir qui favorise des sentiments nationaux-allemands. Chez un troisième groupe par contre, dont les membres disposaient de sérieuses connaissances historiques, l'enquête avait pu établir une conscience autrichienne accrue.

Il est certain maintenant que l'enseignement actuel est donné en vue d'éveiller la conscience nationale autrichienne, mais que les mass-média exercent une influence en sens inverse du fait de la prédominance allemande dans la télévision ou les périodiques. A partir des années soixante, cependant, on assiste à un nouveau renversement des tendances : les mass-média autrichiens soulignent maintenant l'austriacité, parfois même de façon exagérée quand il s'agit d'événements sportifs par exemple [85]. Franz Göbhart, dont nous connaissons « l'affaire », rappelle une fois de plus les méfaits de l'école « nationale-allemande » sous la Première République et insiste sur les lois scolaires de 1962 qui font obligation légale aux enseignants de ne plus s'orienter sur l'Allemagne, mais sur l'Autriche et elle seule. Il en tire des conclusions en forme de suggestions, dont les dernières dépassent la simple vie scolaire, à savoir : bien faire comprendre les composantes extra-allemandes de l'austriacité, biologiquement, culturellement (religion, littérature, musique, beaux-arts, théâtre, sciences, langue également). Les nier est aussi néfaste que vouloir nier les composantes provenant de l'Allemagne, et amènerait à une provincialisation qui fournirait le terreau, que certains souhaitent, à une nouvelle nostalgie d'un anschlusss. Et Göbhart demande une nouvelle historiographie dans ce sens qu'il faudrait insister beaucoup plus sur les causes des catastrophes autrichiennes qui résident chaque fois dans l'orientation allemande de sa politique : duplice en 1879, Première Guerre mondiale, opposition allemande à une paix séparée salvatrice, affaire de l'action Sixtus, idéologie de l'anschluss après 1918 [86].

Kurt Horak, dans sa contribution, met en garde la jeunesse contre l'indifférence nationale qu'on rencontre souvent chez les jeunes éduqués à magnifier la société de consommation. Cette indifférence est la brèche par où peut s'engouffrer l'admiration pour la « grande Allemagne » dûment attisée par les tenants du nationalisme-allemand. Ce phéno-

---

84 On se reportera à la communication de Jacques Droz au *Colloque de Rouen,* et surtout à son article *Srbik et la conception gesamtdeutsch de l'histoire allemande,* dans *Austriaca* n° 6, mai-juin 1978, p. 51-77.

85 *Op. cit.,* p. 29-36.

86 *Op. cit.,* p. 68.

mène se manifeste encore au début des années soixante chez bon nombre d'étudiants groupés dans les *Deutsche Burschenschaften Österreichs* qui, participant à une réunion de leurs homonymes en R.F.A., votèrent une résolution pour la réunion « de toutes les parties du peuple allemand », l'Autriche et le Tyrol du Sud étant inclus dans ce vœu, sans parler de la R.D.A., des territoires à l'Est de l'Oder-Neisse et des Sudètes. Pour prévenir ces résurgences il faut, dit Horak, une conception spirituelle et nationale de la Seconde République, capable d'enthousiasmer la jeunesse pour l'Autriche, en lui montrant les valeurs autrichiennes [87].

De ces valeurs, Friedrich Heer a donné une idée en parlant de Vienne comme du centre possible de la spiritualité européenne, culminant dans le cri *Wien muss wieder eine offene Stadt werden !* Comme éléments d'une spiritualité européenne, reconnaissables aussi chez l'intelligentsia polonaise, tchèque, hongroise, serbe, croate, slovène, dont la patrie était la Vienne d'avant-guerre, F. Heer reconnaît la capacité du sous-entendu, de l'auto-critique et de l'auto-ironie, l'écoute quasi-naturelle d'autres voix que la sienne, une certaine musicalité de l'esprit, un certain « Erôs » de l'esprit, un « Erôs » qui se confirme dans la discussion, dans la confrontation ; et pour finir cette qualification : « Eine gewisse innere Polyphonie, Mehrstimmigkeit, Mehrfühligkeit — ganz anders als das monomanische, manische und monologische Manifestieren im Zeitalter eines gewissen Nationalismus, der immer und überall Provinzialismus niederer Art ist. Ein Wissen, je in einer spezifischen pädagogischen Provinz — um mit Gœthe, dem Freund der böhmischen Bäder und der Geistigkeit Altösterreichs zu sprechen — verantwortlicher Mitarbeiter zu sein [88]. »

Que dire encore de ce recueil qui — dès sa parution — devint le bréviaire de tous ceux qui voulaient participer activement à la *Nationswerdung* de l'Autriche ?

Malgré la concision nécessaire, il nous faut encore consacrer quelques lignes à deux auteurs de cette « Nation autrichienne — entre deux nationalismes » : à l'historien conservateur et catholique E. J. Görlich qui, dans ses « Douze thèses sur la nation autrichienne », refait une fois de plus, avec beaucoup de mesure, l'itinéraire de la

---

87 *Op. cit.*, p. 107-118.

88 *Op. cit.*, p. 101 : « Une certaine polyphonie intérieure, un chœur à plusieurs voix, une sensibilité multiple, entièrement différente de cette façon de manifester, monomane, maniaque à la manière d'un monologue à l'ère d'un certain nationalisme qui est toujours et partout un provincialisme de bas étage. C'est savoir être - pour parler comme Goethe, l'ami des villes d'eaux de Bohême et de la spiritualité de la vieille Autriche - dans une province pédagogique spécifique, un collaborateur responsable. »

nation autrichienne dont il dit très justement qu'elle n'a pas toujours existé, qu'elle est impensable sans démocratie, que sa conscience d'être une nation s'est réveillée au moment du danger et que c'est le peuple autrichien qui a formé la base de la nation autrichienne, indispensable à l'Etat indépendant d'Autriche [89] ; au théoricien marxiste Franz Marek qui participa au recueil pour rendre un hommage rétrospectif à Alfred Klahr affirmant que sa thèse — révolutionnaire pour l'époque, 1936 — sur la nation autrichienne est la performance authentique d'un pionnier, et déplorant que l'Autriche officielle n'ait pas encore pris acte de l'existence de ce précurseur autrichien, tué lors de sa fuite du camp d'Auschwitz par une patrouille allemande [90]. Ce qui est aussi intéressant, dans cette contribution, c'est la position de Marek vis-à-vis de l'attitude du P. C. autrichien dont il fut, pendant des décennies, l'un des dirigeants intellectuels. Il est vrai que depuis il a pris ses distances, mais à l'époque il était encore membre du bureau politique. D'autant plus remarquable sont ses notes sur les faiblesses de la définition stalinienne ; critique qu'il complète par une autocritique parlant de la simplification complémentaire apportée par les communistes autrichiens, dans le débat, à la définition déjà trop simpliste de Staline. De sorte « que nous avons dû accepter des contre-arguments bien mérités ».

C'est notamment dans la question de la culture spécifique que, selon Marek, l'argumentation des communistes était vulnérable, car « parfois nous avons simplement établi de longues listes de noms d'auteurs pour prouver la spécificité psychique dans le sens de la définition stalinienne... qui ne tient pas compte de la complexité du développement de la conscience nationale en matière culturelle. Karl Marx, parlant du prolétariat, a une fois traité de son passage d'une classe " en soi " à une classe " pour soi " pour illustrer la naissance de la conscience de classe. Dans l'évolution des nations, il existe également le processus qui mène de la nation " en soi " à la nation " pour soi ", le saut qualitatif décisif étant la volonté à l'état spécifique. La cons-

---

89 *Op. cit.* p. 69-82. Ajoutons que le texte d'E. J. Görlich n'est que l'extrait d'un travail plus vaste, la monographie *Die österreichische Nation und der Widerstand* (voir bibliographie), où il établit, dans le sens de notre thèse, le lien entre la résistance antihitlérienne en Autriche et le réveil de la conscience nationale. Le second développement qui mérite d'être mentionné est la description scientifique et précise que donne Görlich du détachement des Pays-Bas de la nation allemande ; une sorte de processus exemplaire de la constitution d'une nation duquel pourrait bien être rapproché le détachement de l'Autriche de cette même nation allemande.

90 Michel Cullin s'est inspiré, dans sa thèse sur E. K. Winter et A. Klahr, de ces remarques pertinentes et amères de Franz Marek.

cience nationale s'impose dans un développement où, nous pouvons le dire aujourd'hui après la lecture de Gramsci, les *intellectuels* jouent un rôle décisif, comme une sorte de tissu conjonctif de la nation, comme support de la culture nationale, comme groupe important dans la formation du caractère national [91]. » Cette auto-critique était en même temps une pièce versée à la discussion qui, justement en ce qui concerne les intellectuels, était marquée du caractère ambigu des élites autrichiennes qui pendant longtemps ne pouvaient se détacher de leurs rêves pan-allemands. Certainement une des raisons, comme le dit Marek, du développement balbutiant et balbutié, si hésitant et retardé de la conscience nationale autrichienne.

Ce qui ressort de toute façon à la lecture du recueil « entre deux nationalismes » c'est qu'en 1936 seuls A. Klahr et E. K. Winter défendirent la nation autrichienne, alors qu'en 1967, à peine trente ans plus tard, tous les courants spirituels et politiques autrichiens se réunissaient dans la défense et l'illustration de cette *Nationswerdung,* retardée par tant de facteurs, mais finalement irrésistible et irréversible parce qu'inscrite dans les faits.

Deux autres ouvrages collectifs devaient bientôt prendre en charge le processus en cours et qu'ils furent collectifs n'est pas la moindre preuve de leur pertinence.

En effet, l'ouvrage vers lequel nous nous tournons maintenant porte le titre parlant *Der Anteil der Bundesländer an der Nationswerdung Österreichs* qu'on pourrait traduire par *La part prise par les Länder fédéraux à la formation de la nation autrichienne* [92].

S'appuyant sur de vastes bibliographies, les représentants des neuf Länder fédéraux autrichiens présentèrent le bilan de leur Land, son apport à la formation de la nation autrichienne et si, pour certains, comme le Burgenland, Salzburg et Vorarlberg, l'histoire proprement autrichienne est encore historiquement brève, d'autres comme le berceau de l'Autriche, la Basse Autriche, le Tyrol, la Styrie, la Carinthie, la Haute Autriche ont contribué de façon très substantielle non seulement au devenir de l'Autriche mais à sa spécificité. C'est le cas notamment pour la Carinthie qui avait envoyé deux représentants au colloque et la contribution du porte-parole des Slovènes de Carinthie fut particu-

---

91 *Op. cit.,* p. 162.

92 Titre du colloque réuni à Bernstein, Burgenland du 3 au 6 juin 1970 et organisé par *l'Institut national autrichien* (Österreichisches Nationalinstitut) ; l'ouvrage cité contient les exposés présentés à ce colloque ; il est édité par Walter Jambor.

lièrement éloquente. Il s'agit de Reginald Vospernik qui, à plusieurs reprises déjà, s'était fait remarquer par la sagacité de ses constats en matière de nation autrichienne.

Au colloque de 1971, Vospernik s'efforça de faire ressortir l'apport des Slovènes de Carinthie à ce qu'il appela « österreichische Selbstfindung », les retrouvailles de l'Autriche avec elle-même ; il se référa à ses réflexions publiées dans le recueil « Entre deux nationalismes [93] », où il avait souligné l'étroite symbiose qui existe depuis des siècles entre les activités culturelles slovènes et de langue allemande dans cette région et grâce à laquelle une originalité propre s'est créée : les Slovènes de Carinthie, tout en maintenant leurs ancestrales traditions — linguistiques et folkloriques — jouent consciemment un rôle médiateur entre la vie culturelle autrichienne — en Autriche — et celle des Slovènes organisés dans leur République à l'intérieur de la fédération yougoslave. En exerçant cette fonction médiatrice, les Slovènes se sentent tout à fait à leur place en Autriche, dont le rôle général est également une fonction de médiateur [94]. Ce rôle, il est vrai, leur est contesté par les incorrigibles du pangermanisme qui rabâchent la soi-disant supériorité culturelle du Deutschtum [95]. Au moment du colloque sur la part prise par les Länder fédéraux — et donc aussi par la Carinthie et ses Slovènes — à la Nationswerdung de l'Autriche, les troubles suscités par les pangermanistes autour des panneaux topographiques bilingues n'avaient pas encore eu lieu, ils ne devaient éclater qu'en 1972, lors de la tentative du chancelier Kreisky, déjà mentionnée, de régler enfin

---

93 Voir cet ouvrage déjà cité.

94 Nous ajoutons ici qu'il y avait matière à discussion dans maints exposés sur les Slovènes en Autriche. Vospernik, à notre avis, ne va pas au fond des choses en faisant appel à des concepts de *Weltbürgertum* ou *d'esprit européen*. N'oublions pas que l'*Oeuvre culturelle d'esprit européen* fut à l'origine des manifestations néonazies (donc pangermanistes) scandaleuses de 1964.
Quant à la question des Slovènes en Autriche, nous renvoyons d'une part - du point de vue du droit des minorités - aux travaux de Theodor Veiter, dont nous citons quelques titres et d'autre part aux travaux historiques et politiques de Karl Stuhlpfarrer et de Hanns Haas.
Quant au rôle culturel et politique que devraient pouvoir jouer les minorités à l'intérieur d'une nation constituée avec des composantes pluriethniques et donc aussi plurilingues, nous renvoyons à l'article intéressant et actuel de Henri Giordan, dans *Pluriel*, n° 10 (1977), *Les peuples minoritaires en France*, p. 85-94 dont - à une échelle beaucoup plus réduite - on pourrait tirer des conclusions pour l'Autriche également. Rappelons qu'en Autriche, outre les minorités slovènes, existent au Burgenland des minorités croate et hongroise.

95 Rappelons ici la brochure de W. Verlon-Verkauf sur l'amitié entre l'écrivain slovène Prescheren et l'Autrichien Anastasius Grün, préfiguration des rapports égalitaires entre diverses ethnies d'une même nation.

une des stipulations du paragraphe 7 du traité d'Etat. Justement, Vospernik se référa à ce paragraphe 7 en 1971, déclarant que les Slovènes de Carinthie y voyaient leur charte de citoyens à part entière de la nation autrichienne, dans laquelle ils représentent — avec les Croates du Burgenland et les derniers survivants de la minorité tchèque à Vienne — la composante slave de l'austriacité soulignée souvent par les tenants d'une nation autrichienne ouverte au monde occidental et oriental, comme par exemple Friedrich Heer. Dans sa démonstration, Vospernik rappela qu'en 1920, lors du mémorable référendum qui devait décider de l'unité de la Carinthie, 80 % de la population se reconnaissant slovène de la zone A (méridionale) de la Carinthie avaient voté pour le rattachement définitif à l'Autriche, fait historique d'importance d'autant plus grande pour la constitution de l'Autriche en nation qu'à cette époque — comme le rappela Vospernik très opportunément — d'autres Länder fédéraux, où furent organisés des référendums, votèrent en majorité pour un anschluss hypothétique à l'Allemagne [96]. Quelques années plus tard en 1974 — après l'expérience amère de 1972 — Vospernik réaffirma l'engagement autrichien des Slovènes de Carinthie et répéta ce qu'il avait dit au colloque de 1971 : la conscience nationale autrichienne n'est pas liée à l'appartenance ethnique et linguistique de ses habitants, puisque — et c'est notre conclusion — l'Autriche avec d'autres pays, offre l'image d'une nation *plurilingue,* rompant ainsi définitivement avec le vieux cliché qui se cramponne aux théories herderiennes, depuis longtemps dépassées, de la nation fondée sur la communauté de langue. Vospernik, Autrichien de langue slovène, rappelle les deux piliers de l'appartenance des Slovènes à l'Autriche : la neutralité autrichienne et le paragraphe 7 du traité d'Etat ; en mettant en accusation les activités des pan-germanistes, il constate avec justesse : « C'est le visage de Janus de l'Autriche, d'un côté le comportement national-allemand, antijuif et hostile à tous ceux qui parlent une autre langue, présomptueux et, de l'autre côté, l'Autriche tolérante se fondant sur les lignes de force traditionnelles, qui a freiné les processus d'intégration dans le bon sens et, en revanche, forcé les processus d'assimilation [97]. » Une fois de plus, Vospernik demande de surmonter les clichés nationalistes du passé.

---

96 Il est vrai que des recherches sont actuellement en cours sur la façon dont furent organisés ces référendums (Tyrol, Salzburg, etc...) et sans présager des résultats définitifs de ces recherches, il se confirme de plus en plus qu'ils étaient entachés de nombreuses irrégularités.

97 Reginald VOSPERNIK, *Bekenntnis zur Nation oder nationales Bekenntnis zum Ethnos,* dans *Die Republik,* Heft 1/1974, p. 26-28.

Mais revenons au colloque de 1971 sur la *Nationswerdung :* l'apport des Länder fut illustré à plusieurs reprises et nous choisissons deux contributions qui nous semblent exemplaires : un extrait du rapport sur la Haute Autriche traitant de la métamorphose de Hermann Bahr qui commença sa vie consciente et littéraire comme adepte de Schönerer, passa par un nationalisme allemand modéré et aboutit à la défense résolue de l'Autriche où il « se retrouva, avec Hofmannsthal, Wildgans, Schaukal, le compositeur Julius Bittner et avec Wilhelm Miklas et Joseph Redlich parmi les quelques défenseurs de l'Autriche pour son existence de petit Etat après 1918, qu'il considérait comme un membre à part entière de l'Europe (et non pas de l'Allemagne) ; il fut par là un antipode spirituel de Hitler. Nous lui devons la redécouverte et l'appréciation du baroque comme un élément de l'essence autrichienne et par conséquent, et là aussi il fut le premier, une nouvelle compréhension de Stifter (*Nachsommer*) et de Grillparzer, considérés comme des écrivains non seulement de la langue allemande mais surtout essentiellement autrichiens ; on lui doit en outre l'idée du festival de Salzbourg (proposé à Max Reinhardt en 1907 et réalisé avec lui en 1920) et une aide décisive dans la naissance du modern style en art et littérature autrichiens. Si aujourd'hui la littérature traduite de l'allemand, notamment dans l'aire anglo-saxonne, est composée pour les deux tiers d'auteurs autrichiens (Musil, Kafka, Broch, Werfel, Roth, etc.), c'est, indirectement du moins, son mérite [98]. »

---

98 Voir Wolfgang JELLINEK, *Oberösterreich- eine kulturgeschichtliche Kraftquelle,* dans *Die Nationswerdung Österreichs, op. cit.,* p. 187-243. Citation p. 236-237. Après cette citation, il est évidemment très tentant de reprendre la discussion sur l'existence et l'essence de la littérature autrichienne ; pour l'existence, nous croyons avoir donné assez d'exemples au cours de ce travail. Pour continuer la discussion, il nous faudrait un autre travail, et surtout, nous risquerions de trop nous disperser dans notre démonstration sur la *nation autrichienne* et sur la conscience qu'en ont acquis les Autrichiens au cours des dernières quarante années. Outre les opinions déjà mentionnées de Walter Weiss et d'autres spécialistes de la littérature, nous voulons cependant donner la parole à un écrivain lui-même issu de la génération d'après-guerre qui résume ainsi la manière dont il conçoit la littérature autrichienne : « Als sich, etwa mit Goethes Tod (1832), die grosse Epoche der deutschen Literatur zu ihrem Ende neigte, traten, wie aus den Nichts heraus, österreichische Dichter die schwere Erbschaft des heroisch-romantischen Zeitalters an : Raimund, Grillparzer, Nestroy, Lenau und Stifter repräsentierten vor rund hundert Jahren, neben nur wenigen Deutschen und Schweizern von Rang, die deutschprachige Literatur, und sie begründeten gleichzeitig die österreichische Nationalliteratur.
Die Grillparzer-Generation war eine deklariert österreichische. Ihr oblag es doch, das geistige Fazit zu ziehen aus der Tatsache, dass es seit dem Ende des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation, also seit 1806, ein eigenständiges Österreich gab, mit ganz neuen, eigentümlichen und beispiellosen Problemen. Die fortan gegebene politische Situation stellte

Le second rapport spécifique que nous voulons relever concerne le Tyrol : après un rappel des époques historiques de ce pays, le rapporteur tyrolien souligna comme important apport de son Land la participation à la résistance antihitlérienne qui fut extrêmement active et efficace et dont nous ne retenons pas l'historique mais simplement le bilan présenté : du côté victimes : de 1938 à 1945, 65 personnes furent exécutées à Innsbruck, 3 315 furent arrêtées et détenues, sans compter les déportés en Allemagne ; du côté efficacité : 1 003 résistants armés furent organisés en 157 groupes de combat qui empêchèrent la destruction de 89 ponts, 35 tonnes d'explosifs furent détruites, 34 villes et villages sauvés de la destruction par les SS. La Résistance avait contacté les alliés à l'aide de trois postes émetteurs et grâce à l'arrestation d'officiers supérieurs 5 000 hommes de la Wehrmacht, privés de commandement, furent empêchés d'intervenir contre les Américains qui entraient dans le pays. Lorsque le 3 mai 1945 les troupes américaines pénétrèrent à Innsbruck, un rapport de la 103e division d'infanterie américaine note : « Les scènes rappelèrent la libération de Paris et se distinguèrent tout à fait de l'occupation des villes allemandes [99]. »

On compta à ce colloque trois communications d'ordre général, présentées par les défenseurs bien connus de la nation autrichienne : celle de Walter Jambor, *Wien : das geistige Zentrum der Nation* qui offre une mise à jour impressionnante du développement de la conscience nationale des Autrichiens et où l'on retrouve, de façon succincte, les étapes de notre travail ; celle de Norbert Leser intitulée *Die nationale Selbstfindung der Österreicher* qui complétait celle de Jambor, et où il soulignait surtout les mérites de la grande coalition pour l'intégration des travailleurs dans l'Etat qui, selon lui, a permis d'obtenir le consensus national. On sait déjà que nous ne sommes pas d'accord avec ce dernier postulat tout en reconnaissant que malgré les faiblesses inhérentes à

---

nicht nur neue politische, sondern auch neue kulturelle Aufgaben : insbesondere die Beantwortung des Frage nach dem spezifisch Österreichischen. In der Beantwortung dieser Frage entstand eine eigene und eigentümliche österreichische Literatur » (Herbert EISENREICH, « *Das schöpferische Misstrauen oder Ist Österreichs Literatur eine österreichische Literatur ?* dans *Das grosse Erbe,* Band 100 der Reihe *Das österreichische Wort,* Graz-Wien, 1962, S. 99). Nous rappelons d'autre part les ouvrages que nous avons déjà cités, notamment l'essai de Ferdinand Wernigg, *Zeugnis für Österreich in Literaturgeschichte und Literaturkritik,* Eine Dokumentation, dans *Die Wiener Stadtbibliothek 1956-1966, op. cit.,* p. 48-174, et notamment, le passage *Österreichische Literatur und ihre Charakteristik,* p. 110 sq. Pour d'autres ouvrages, on se reportera à la bibliographie en annexe.

99 Voir Werner KUNZENMANN, *Tirol und Österreich,* dans *Die Nationswerdung Österreichs, op. cit.,* p. 93-119.

cette coalition elle a exercé pendant près de vingt ans une fonction qui assura le fonctionnement et la consolidation de l'Etat. Quant au rôle des Länder fédéraux, Leser le résuma ainsi : « C'est grâce à la volonté des Länder fédéraux de mettre toutes leurs forces à la disposition de l'Etat ressuscité en 1945 et de renoncer aux tendances particularistes, voire scissionnistes d'après la Première Guerre mondiale, qu'il a été possible de souder rapidement les Autrichiens en une nation [100]. » Friedrich Koja, enfin, présenta un exposé juridique et de droit public sur le sujet *Bund und Länder als Einheit im österreichischen Recht* [101].

Ce colloque et ses Actes ont démontré ce qu'ils avaient voulu prouver : la *Nationswerdung* de l'Autriche est un processus dont les Autrichiens prennent de plus en plus conscience et il est significatif que dans le résumé des discussions on s'aperçoit que la question de la *définition du concept nation* n'a pas outre mesure préoccupé les participants : selon les organisateurs, c'est le *consensus de tous les citoyens de l'Etat qui représente la nation.* On se mit donc d'accord sur la conception de la *nation consensuelle.*

Nous conclurons ce chapitre par un aperçu sur un autre colloque qui eut lieu en 1976, à l'occasion du millénaire de la première mention documentée du nom d'Autriche (Ostarrichi).

Pour l'essentiel deux communications furent présentées ; l'une d'elles, une fois de plus, fut un rappel historique dont nous ne relèverons que quelques passages où des aspects non encore examinés sont éclairés ou complétés. La seconde communication part d'une approche sociologique dont certains points méritent mention. Le colloque avait pour titre *die Nation-Werdung Österreichs - Historische und soziologische Aspekte* [102] et s'est tenu à l'Université des Sciences économiques de Vienne. Il est intéressant de noter que le premier rapporteur, Herbert Matis, qui se chargea de la partie historique, posa d'emblée la question de savoir si l'idée d'une nation autrichienne correspondait encore à notre temps. Pour fonder cette question, il mentionna le discrédit où était tombée la nation à la suite des excès du nationalisme (fascisme, guerre mondiale, génocides, etc.) : « Après 1945 (...), l'idée de la nation a baissé énor-

---

100 Norbert Leser, *art. cit.,* dans *Die Nationswerdung Österreichs, op. cit.* p. 344-364.
101 *Op. cit.,* p. 365-391.
102 Herausgegeben vom Institut für Allgemeine Soziologie und Wirtschaftssoziologie an der Wirtschaftsuniversität Wien, Berichte, Heft 13, Dez. 1976, 69 p.

mément dans l'échelle des valeurs, la surmonter a été considéré comme positif, voire comme nécessaire pour l'existence future de l'humanité. A sa place ont été développées des visions de « l'Etat mondial », ou l'idée d'une Europe unie (Europe comme ersatz de nation ou plutôt comme nation-ersatz [103])... » Si cette observation de Herbert Matis correspond aux réalités, nous ne saurions être d'accord avec le corollaire qui suit et où il dit : « De l'autre côté, pour les adeptes de la philosophie marxiste de la société, l'idéologie de la nation dans une société de classes n'avait pour fonction — du moins dans la théorie — que de voiler les oppositions et les antagonismes de classe, de présenter les intérêts des classes dominantes pour ceux de la totalité de la société, pour ainsi garantir le statu quo social [104]. » En se référant à un politologue allemand dont les travaux sont certainement de valeur, mais qui n'est nullement représentatif de l'idéologie et de la recherche marxiste, Matis, volontairement ou pas, ignore les travaux des marxistes autrichiens, notamment ceux d'Alfred Klahr, et plus encore leurs actes, c'est-à-dire leur participation active à la résistance et leur constante défense de la nation autrichienne depuis et surtout immédiatement après la libération de 1945, époque à laquelle il fait allusion en parlant de la dépréciation de l'idée de la nation. Justement, ce qui est original dans la problématique autrichienne actuelle, c'est qu'elle dépasse le schéma « marxiste-antimarxiste ». Dans la défense de la nation autrichienne, les hommes politiques, les philosophes et historiens autrichiens se rencontrent pour jeter et consolider les fondements de cette nation qui est en train de s'émanciper définitivement, mais doit toujours se défendre contre l'emprise du pangermanisme. Sans doute, cette convergence des diverses philosophies n'est-elle pas destinée à se maintenir éternellement et il y aura un jour clarification des différents concepts, mais ce moment n'est pas encore venu.

Matis arrive cependant à la conclusion que pour de multiples raisons le concept de nation a de nouveau été revalorisé ces derniers temps. Ce qui nous intéresse dans ses analyses, ce sont ses conclusions quant à l'époque de l'occupation nazie de l'Autriche qui rejoignent les nôtres et confortent donc notre exposé. « C'est la mise au pas et l'occupation qui ont exercé un effet de " socialisation " et ont réveillé chez la majorité des Autrichiens la conscience de leur spécificité ; le refus de modèles de valeur et de pensée imposés tint lieu d'une rééducation en direction d'une réflexion autrichienne et fut, après 1945, la base d'une nouvelle

---

103 Herbert MATIS, *Die Nation-Werdung Österreich - Historische Aspekte, op. cit.*, p. 1-21.

104 Cité par Matis d'après Reinhard KUEHNL, *Formen bürgerlicher Herrschaft*, Hambourg, 1971, p. 63.

conscience autrichienne... C'est dans l'aversion contre le régime que le petit Etat d'avant 1938, naguère recusé, redevint attrayant et vivable, et les différences (d'avec les Allemands), qui auparavant avaient été gommées par une idéologie grande-allemande transfigurée, s'accentuèrent. Ce qu'on avait vécu en commun établit des liens, même par-dessus les barrières idéologiques, et suscita une forte loyauté, si bien qu'après 1945 la majorité des Autrichiens s'identifièrent à leur pays dans un esprit qui pour eux allait de soi [105]. »

Quant au processus de la Nationswerdung sous la Seconde République, Matis a une conclusion qu'il vaut la peine de citer car elle bat en brèche la fameuse notion de la *Sprachnation* si chère aux nostalgiques de Herder (et de Kautsky, ajouterons-nous, tout en nous demandant si de tels nostalgiques existent) : « Die Annahme, dass einer gemeinsamen Hochsprache eine integrierende Wirkung zukommen müsse, hat sich historisch gesehen ohnedies als Fiktion erwiesen [106]. » Et de résumer sa pensée dans cette phrase : « Grâce à un processus communautaire permanent et sans décision formelle, mais par tradition permanente et plébiscite démocratique, s'est formée depuis 1945 une conscience nationale autrichienne [107]. » Ici, les réminiscences rappelant la fameuse définition de Renan sont nettes.

Du rapport d'Anton Burghardt à ce colloque, qui partait d'une approche sociologique, nous laisserons de côté les constats trop généraux et ne relèverons que les hypothèses directement en rapport avec notre thème, c'est-à-dire ayant trait à l'Autriche [108]. Après rappel des définitions possibles — partant de l'interprétation romantique, Burghardt

---

105 *Op. cit.*, p. 22.

106 *Op. cit.*, p. 23 : « L'hypothèse qu'une langue littéraire commune doit exercer un effet intégratif, s'est avérée être une fiction, du point de vue historique. »

107 *Ibid.*

108 Voir Anton Burghardt, *Nation Österreich-Soziologische Hypothesen zur Nation-Werdung Österreich*, dans *op. cit*, p. 25-48. Dans ce rapport les sources universitaires sont particulièrement intéressantes ; certaines se trouvent déjà dans notre bibliographie, nous donnons ici un choix élargi :
— Theodor Veiter (Hrsgb.), *System des internationalen Volksgruppenrechts*, Wien, 1976.
— Chr. v. Schweitzer (Hrsgb.), *Die Deutsche Nation*, Dokumentation, Köln, 1976.
— P. Katzenstein, *Das österreichische Nationalbewusstsein*, dans *Journal für angewandte Sozialforschung*, 3/1976, Wien.
— E. Lemberg, *Das wiedergeborene Österreich*, dans *Bahnbrecher des Dialogs*, (Hrsgb. A. Missong, Wien/Frankfurt/Zürich, 1969).
— S. Troemmel, *Nation und Nationalliteratur*, Berlin, 1976.
Dans son rapport, A. Burghardt utilise également l'enquête que l'IFES a faite en 1972 à notre initiative et dont nous ferons état dans le chapitre suivant.

passe en revue les théories diverses développées en différents pays — l'auteur parvint à cette constatation finale : « La nation Autriche, telle qu'elle apparaît dans la politique et dans la littérature, peut déjà être considérée comme un produit historique relatif. L'histoire (c'est-à-dire ses processus) en tant qu'enchaînement déterminant d'événements isolés, est devenue " plus brève " ; ses périodes exerçant une influence ont d'autres horizons temporels que jadis, dans un monde peu transparent et par conséquent peu informé et peu socialisant. Le taux des Autrichiens qui ont grandi dans une Autriche consciemment indépendante est déjà majoritaire vis-à-vis des " anciens " Autrichiens. La génération de ceux qui, *a priori,* se distancient d'une conscience nationale autrichienne est en train de disparaître [109]. »

Nous voulions en rester là sur ce chapitre de la Nationswerdung de l'Autriche. Les faits, documents, théories, opinions et recherches que nous avons présentés sont éloquents. Cependant, on pourrait nous reprocher de les avoir exposés sous un aspect purement positif, sans entrer en polémique avec certains puisqu'il est à présumer que nous ne partageons pas *toutes* les options, parfois très éloignées les unes des autres, voire contradictoires.

En effet, mais ce qui est intéressant dans ce processus c'est justement qu'il est en soi pluraliste, diversifié, qu'il laisse une place à une multitude de philosophies, de courants politiques qui doivent vivifier le débat à l'intérieur de la nation. C'est pourquoi nous avons, à dessein, mis les divergences sous le boisseau et fait ressortir les convergences. Non sans parfois laisser apparaître nos préférences personnelles qui cependant n'ont pas à influencer notre recherche et notre démarche.

Au fond, et à l'heure actuelle, la grande, l'essentielle opposition existant en Autriche c'est toujours celle entre austriacisme et pangermanisme et on retrouve dans le même camp les défenseurs de la nation autrichienne, et dans l'autre ceux qui la nient.

Pour ces derniers, ils n'ont plus grand-chose à dire du point de vue scientifique. Ils s'épuisent soit en reminiscences dépassées, soit en invectives qui ne peuvent donner lieu à une sérieuse discussion. Comme le disait Walter Jambor dans l'introduction aux Actes du colloque de Bernstein sur la Nationswerdung : « Il n'existe pas, sous la Deuxième République, une littérature scientifique nationale-allemande de quelque pertinence qui pourrait dire, de façon logique, en quoi consiste la " communauté du peuple et de la culture allemande " et dans quelle mesure

---

109 *Op. cit.,* p. 44.

l'Autriche lui appartient. Nous n'avons donc point à nous en préoccuper à ce colloque, elle est une page d'histoire dépassée [110]. »

Quant à nous, qui n'avons pas voulu nous lier à une définition déterminée de la nation autrichienne, nous pouvons, à défaut de définition, résumer les conditions nécessaires pour que cette nation existe et se développe :

— il n'y a pas de nation autrichienne qui fasse partie d'une « nation-mère » allemande ou autre ;

— il n'y a pas de nation autrichienne sans démocratie, sans culture spécifique, sans unité économique ;

— il n'y a pas de nation autrichienne sans égalité parfaite entre tous ses citoyens et notamment les minorités ethniques qui doivent avoir toutes les possibilités d'épanouissement et d'intégration à la fois ;

— il n'y a pas de nation autrichienne où racisme, chauvinisme, antisémitisme ne soient pas constamment combattus, jusqu'à leur extirpation définitive ;

— il n'y a pas de nation autrichienne sans neutralité permanente active et sans indépendance étatique.

C'est la négation de ces négations successives qui nous dit ce qu'est la nation autrichienne, et nous allons voir, dans un dernier chapitre où en sont les acquis durables de l'Autriche nouvelle.

---

110 Pourtant, en 1972, il fallut bien constater un réveil brutal des pangermanistes en Carinthie ; les arguments n'en furent pas plus originaux, mais néanmoins un grand nombre d'Autrichiens - en Carinthie et dans les autres Länder fédéraux - se laissèrent entraîner, et le problème des panneaux topographiques bilingues a longtemps obéré la politique intérieure de l'Autriche, mais aussi porté ombrage à son prestige international.

CHAPITRE XV

EFFETS DURABLES D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

Dans la vie d'une nation rien n'est jamais définitivement acquis. Et quand nous parlons d'effets durables, nous sommes bien conscients que la durée est toute relative. Néanmoins il est possible de faire certains bilans après les quarante années écoulées depuis l'annexion de l'Autriche par le IIIe Reich, sans nous abandonner à une rétrospective historique qui ne correspondrait pas à la démarche que nous avons observée jusqu'ici [1].

Nous avons relaté les grandes tensions auxquelles l'Autriche fut soumise dans les années soixante lorsque la résurgence du néonazisme fit subitement comprendre aux dirigeants des deux grands partis, qui ont géré ensemble les affaires de l'Autriche, quels graves manquements à l'éducation civique des Autrichiens ils avaient commis, manquements qui ne pouvaient être compensés ni par un bien-être économique jusque-là inconnu en Autriche, ni par la théorie et la pratique de la *Sozialpartnerschaft* qui, en tant que consensus social, devait faire figure de consensus national en marginalisant non seulement le parti communiste, mais toute une gauche dispersée et passablement désemparée face aux réalités autrichiennes [2].

Cependant, dans le domaine national, certains actes furent accomplis qui tendent à consolider la *Nationswerdung* dont nous avons exposé les grands traits, et qui peuvent être considérés comme des acquis sur lesquels il serait difficile de revenir.

---

1 A ce sujet, on se reportera aux divers ouvrages d'histoire de l'Autriche déjà cités, et notamment à Weinzierl/Skalnik, *Die Zweite Republik* ; pour des études plus détaillées, dans des domaines particuliers, on pourra consulter *Austriaca*, numéros 1, 3 et 6, en outre *Spécial Colloque*, Ier, IIe et IIIe vol. des Actes du *Colloque de Rouen*.

2 Le système de la *Sozialpartnerschaft*, tel qu'il fonctionne en Autriche, est effectivement assez original, mais ne peut remplacer la prise de conscience nationale qui ne peut pas être symbolisée simplement par la « paix sociale », d'ailleurs remise périodiquement en question, aussi bien par la « gauche » que par la « droite ».

Alors que la « discussion », si l'on peut dire, autour de la nation autrichienne était en cours, — les nationaux-allemands ne voulant pas discuter et préférant la violence [3] —, le *Conseil National,* le Parlement autrichien, trancha la question par une loi qui institua la *fête nationale autrichienne.* Les circonstances de cet acte législatif méritent d'être rappelées.

Il faut dire tout d'abord que la signature du traité d'Etat fut commémorée dès 1956, mais uniquement dans les écoles où chaque 26 octobre se déroulait la *Journée du drapeau autrichien - der Tag der österreichischen Fahne.* Le grand public restait plus ou moins en dehors des cérémonies, et souvent les passants se demandaient pourquoi tel bâtiment public était pavoisé ce jour-là. Le ministre de l'Education s'adressait aux élèves et aux étudiants pour rappeler les événements qui depuis 1938 avaient mené à la résurrection de l'Autriche, à la déclaration d'indépendance en 1945, au traité d'Etat en 1955. Pour les 5e et 10e anniversaires la cérémonie fut un peu plus solennelle, une brochure éditée à l'intention de la jeunesse scolaire et étudiante soulignait chaque fois l'importance du jour où, en 1955, avait été votée la neutralité permanente de l'Autriche. Bientôt on s'aperçut que ce rite ne pouvait suffire, notamment après les événements de 1964 et 1965.

Une conséquence immédiate de ces événements fut la fondation de l'*Institut national autrichien* en 1965, dont il sera encore question. Cet Institut — *Österreichisches Nationalinstitut* — organisa une enquête le 11 mars 1965 — 20e anniversaire de la Seconde République — à l'issue de laquelle il proposa la création de la *fête nationale autrichienne* pour le 26 octobre, jour de l'adoption de la loi sur la neutralité ; cette fête devait remplacer désormais la journée du drapeau autrichien et transcender les partis politiques pour unir le peuple autrichien dans un consensus national retrouvé, comme le souligna le président de l'Institut national, Walter Jambor. S'il fut relativement facile d'instituer la fête nationale, célébrée pour la première fois le 26 octobre 1966, il y eut des rebondissements lorsqu'il s'agit de déclarer férié ce jour de fête nationale. Dans la discussion autour de cette question, il s'avéra que la consolidation de la conscience nationale devait encore être encouragée ; en effet, dans aucun pays cette question n'aurait posé de problème. Après des tergiversations qui durèrent plus d'un an, et une

---

3 On se souvient que lors d'une violente manifestation néonazie et antisémite à Vienne, on eut à déplorer la première victime de la lutte politique sous la seconde République ; l'ancien résistant et déporté Kirchweger fut brutalement abattu par un jeune néonazi.

morne discussion au Conseil National où les six députés néonazis purent une fois de plus ressasser leurs arguments tirés aussi bien de Marie-Thérèse, Joseph II, François-Joseph que de Renner, Seipel, etc., la loi fut adoptée contre ces six voix de pangermanistes impénitents et depuis lors les Autrichiens célèbrent tous les ans leur fête nationale ; célébration toujours controversée en raison du contenu qu'elle doit avoir [4].

Comme c'est souvent le cas, une initiative non officielle eut la portée la plus significative : à l'occasion de cette première fête nationale férié, le Mouvement de Résistance autrichien (*Österreichische Widerstandsbewegung*) lança un manifeste dont l'écho dépassa de loin les groupements d'anciens résistants, pour la simple raison qu'il disait au bon moment ce qu'il fallait dire. Ce manifeste intitulé *Klares Bekenntnis zur österreichischen Nation* exhortait tous les Autrichiens à se reconnaître clairement dans la nation autrichienne [5].

Quatre idées essentielles y étaient développées :

1. Une Autriche qui n'a pas foi en elle-même, qui renie sa nation, devient facilement la victime d'une agression étrangère. Une étroite relation existe entre la profession de foi en faveur de la nation autrichienne et la défense de l'indépendance de l'Autriche. Quand on nie l'existence de la nation autrichienne, il se crée un vide idéologique par lequel pénètrent les idées étrangères, nationales-allemandes. Après ce que les Autrichiens ont vécu, il n'est nul besoin d'une longue

---

4 Nous verrons que les Autrichiens n'ont pas une appréciation unanime de la façon dont est célébrée chaque année le *Nationalfeiertag*.

5 Ce manifeste avait eu un précurseur en 1964, au moment de l'affaire Göbhart. Quatorze associations de résistants avaient lancé aux Autrichiens un appel à se reconnaître dans la nation autrichienne, le 27 avril 1964, 19e anniversaire de la Déclaration d'indépendance du gouvernement provisoire. L'appel fut lu lors d'une séance solennelle au Palais Auersperg (siège en 1945 de la résistance unie) et à laquelle participèrent le président Schärf et plusieurs membres du gouvernement. Cet appel comportait trois points :
1. Engagement commun pour la nation autrichienne, rejet du mensonge répandu par les organisations néonazies selon lequel l'Autriche aurait été *défendue* par la Wehrmacht hitlérienne, alors qu'en vérité elle avait été occupée et annexée. 2. Refus de toutes les tendances du nationalisme allemand, dénonciation de l'abus du mot « national » par ceux qui, en vérité, sont *nationaux-allemands*, mais nullement autrichiens, et vigilance accrue envers les menées néonazies et antisémites. 3. Refus de tout chauvinisme et, tout en approuvant la coopération européenne et l'entente entre les peuples, mise en garde contre ceux qui disent *Europe* mais pensent *Grande Allemagne*. Le manifeste de 1967 reprit les grandes lignes de cette déclaration de principe et rencontra un écho plus grand.

argumentation pour comprendre qu'une « Autriche allemande » n'est que la première étape sur la route de la perte de la souveraineté de notre patrie.

2. La nation autrichienne s'est formée plus tard que la plupart des autres nations européennes. Elle s'est constituée au cours d'un processus historique contradictoire qui n'est pas encore achevé. De cette particularité historiquement conditionnée résulte le devoir de renforcer la conscience nationale des Autrichiens et de parachever le processus de la *Nationswerdung*. La jeune génération doit être préservée du poison du nationalisme allemand. Cependant l'engagement envers l'Autriche n'a rien à voir avec une attitude nationaliste. Le nationalisme à causé de graves dommages dans le passé : la haine qu'il attise menace, dans les temps présents, la paix dans le monde. Nous nous dressons donc contre toute forme de présomption nationaliste, contre toute forme de racisme. Le patriotisme autrichien que nous préconisons est humaniste, ouvert au monde, et n'est dirigé contre aucune autre nation.

3. Nous nous élevons énergiquement contre toute tentative de remettre en cause la neutralité autrichienne. Dans un monde menacé par la guerre, un pays neutre a une tâche importante à remplir ; développer des initiatives pour le maintien et la consolidation de la paix. L'Autriche neutre a une importante fonction médiatrice — une fonction de « pont ».

4. Sans la contribution des résistants autrichiens à la libération de l'Autriche, la Seconde République n'aurait pas obtenu le traité d'Etat qui a créé les conditions pour l'essor économique et la reconnaissance internationale de notre patrie. Nous sommes pour le pluralisme démocratique qui présuppose l'existence de plusieurs partis politiques et orientations philosophiques. Les signataires du manifeste sont, pour leur part, d'opinions politiques et philosophiques différentes. Mais au-delà de ces oppositions, ils sont unis par leur engagement envers la nation autrichienne. A l'occasion de la fête nationale nous vous disons à tous : prononcez-vous sur la question vitale de notre Etat ; reconnaissez-vous dans la nation autrichienne dont l'existence a été prouvée avec le sang de nos martyrs [6].

Cet appel eut un profond retentissement ; il fut salué par le président fédéral Jonas et le cardinal König et recueillit la signature de milliers

---

6 Voir *Informations- und Pressedienst der Österreichischen Widerstandsbewegung* n° 15/1967, numéro spécial.

de personnalités de la vie publique. Ce qui nous semble important c'est que furent apposées côte à côte les signatures des représentants des trois partis fondateurs de la Seconde République qui se retrouvèrent ainsi dans le consensus national, sans cacher leurs différences politiques et idéologiques ; à côté des dirigeants des partis, les syndicalistes de tous les groupes de l'Oe.G.B. (à l'exception des partisans du F.P.Oe. national-allemand) et toutes les communautés religieuses signèrent le manifeste, sans parler évidemment des organisations de résistants et déportés.

On pourra naturellement objecter que ces personnalités publiques, bien que représentatives sur le plan des divers courants politiques et philosophiques, ne sont pas un échantillon valable pour toute la population et que leurs appels et manifestes ne trouvèrent pas obligatoirement l'assentiment de la population autrichienne, du moins dans sa majorité. Objection qui, en soi, est certainement justifiée et nous y avons déjà pensé lorsque nous avons présenté, par deux fois, l'enquête que nous avons effectuée auprès de personnalités éminentes. Nous ne pouvions pas nous contenter de ces enquêtes en « profondeur » et les avons complétées par divers sondages « horizontaux » c'est-à-dire appréhendant, comme disent les spécialistes de la recherche sur l'opinion publique, des échantillons représentatifs de la population.

ENQUÊTES ET SONDAGES EN « LARGEUR » ET EN « PROFONDEUR »

En effet, ce n'est pas par hasard si les sondages commencèrent à fleurir dans la presse et autres mass-média au moment des controverses sur la nation autrichienne et les diverses actions que nous avons évoquées. Avant d'entrer dans certains détails qui montreront comment est perçue l'Autriche chez différents groupes sociaux ou groupes d'âge ou groupes selon la répartition géographique ou selon le sexe, nous allons examiner une série d'enquêtes organisées par différents instituts spécialisés à partir de 1956, c'est-à-dire dans l'année après la signature du traité d'Etat. Les questions furent posées sous une forme simple pour permettre une vue d'ensemble. Nous inscrivons dans le tableau qui suit : l'année du sondage, l'intitulé de l'organisme qui a procédé au sondage et les réponses obtenues aux quatre questions qui étaient :

I. Les Autrichiens sont une nation.

II. Les Autrichiens commencent à se sentir une nation.

III. Les Autrichiens ne sont pas une nation.

IV. Sans opinion, ou ne se prononcent pas.

Le nombre de personnes interrogées gravitait chaque fois autour de 2 000, les données peuvent, par conséquent, être considérées comme concluantes.

Année	Institut	Réponse I	Réponse II	Réponse III	Réponse IV
1956	Fessl [7]	49 %	—	46 %	5 %
1964	S.W. S.G. [8]	47 %	23 %	15 %	15 %
1965	I.F.E.S. [9]	48 %	23 %	15 %	14 %
1970	Gallup	66 %	16 %	8 %	10 %
1972	I.F.E.S.	62 %	12 %	7 %	19 %

Ajoutons qu'une enquête réalisée à la demande du sociologue T.J. Katzenstein, pour son ouvrage *Disjoined Partners, Austria and Germany since 1815* (London, 1976, 185 p.), donna les résultats suivants pour l'année 1970 : S'identifiaient à la nation autrichienne 82 % des personnes interrogées, 8 % déclarant qu'il n'y avait pas de nation autrichienne, 10 % ne purent se décider. Malgré les méthodes de travail différentes des divers instituts, on peut tirer plusieurs conclusions de ces sondages effectués dans un laps de 16 ans ; les tendances ressortent d'ailleurs encore plus nettes quand on additionne les réponses I et II d'une part, et III et IV d'autre part ; dans ce cas, par exemple, les enquêtes Gallup et Katzenstein de 1970 sont absolument identiques, c'est-à-dire qu'elles donnent 82 % qui se reconnaissent dans la nation autrichienne, et 18 % qui ne s'y reconnaissent pas.

Revenons aux tendances des deux groupes (I + II et III + IV) : on constate qu'en 1956, un an après le traité d'Etat, les Autrichiens conscients de leur nationalité étaient encore en minorité, mais que huit années plus tard les rapports étaient déjà inversés dans une proportion d'à peu près 70 à 30, rapport qui s'améliora vers 1970 pour plafonner ensuite autour de 75 à 25.

Revenons maintenant aux quatre groupes de réponses pris séparément, la courbe la plus impressionnante est celle des négateurs absolus

7 Le *Meinungsforschungsinstitut Fessl* est proche du parti populiste.
8 S. W. St. G = *Sozialwissenschaftliche Studiengesellschaft,* proche du parti socialiste.
9 IFES = *Institut für empirische Sozialforschung,* Wien, également proche du parti socialiste.

de la nation autrichienne qui passe de 46 % à 7 %. Le pangermanisme ouvert est donc incontestablement en recul. Cependant, si l'on suppose qu'il y a parmi les « indécis » un certain pourcentage de nationaux-allemands honteux, la chute, sans cesser d'être impressionnante, s'atténue quelque peu. De l'autre côté, le nombre de ceux qui se reconnaissent Autrichiens à cent pour cent n'a cessé de monter depuis 1956 et tourne aujourd'hui autour des deux tiers de la population ; en ajoutant les hésitants du groupe II, autour de 75 % [10].

De la colonne I nous pouvons encore tirer une conclusion : le fait qu'en 1956 une minorité seulement se reconnaissait dans la nation autrichienne est indubitablement dû aux campagnes de la guerre froide menée avec une virulence particulière par les mass-média autrichiens dans les années précédentes et à l'absence d'éducation civique et politique de la part des grands partis et des instances officielles. Il fallut les controverses des années soixante, la prise de conscience de la gravité du fait néonazi pour inciter les responsables à une autre attitude, et on voit alors que les résultats ont été rapides, une décennie à peine a suffi.

Le dernier sondage du tableau est celui auquel nous avons procédé avec l'aide de l'I.F.E.S., en formulant nous-mêmes des questions plus détaillées. Nous pourrons donc approfondir quelques détails qui permettront de tirer d'autres conclusions.

A première vue certains des résultats semblent aller à l'encontre de notre thèse sur la prise de conscience pendant les années 1938 à 1945, mais ce serait, à notre avis, une perception superficielle des choses étant donné que les effets d'un processus de prise de conscience ne se manifestent souvent que longtemps après ; c'est ce que nous pensons également pour la question complémentaire que nous avons posée quant à la date de prise de conscience de la nation autrichienne. D'ailleurs, les réponses des personnes interrogées peuvent être la projection non pas de ce qu'elles-mêmes pensaient, mais de l'évolution de leurs compatriotes.

Cette question visait à saisir le *processus* de la Nationswerdung, et était à notre avis plus significative que celle concernant l'attitude à un moment donné, c'est-à-dire exigeant une réponse ponctuelle. La

---

10 En 1970, l'Institut Gallup posa d'ailleurs une question subsidiaire et la réponse fut tout à fait concluante : Etes-vous pour ou contre un éventuel anschluss ? - Réponse : 91 % contre, 7 % pour, 2 % d'indécis. Il n'y a donc plus que les 7 % de nationaux-allemands, que révèle également notre propre enquête, pour se prononcer pour un nouvel anschluss.

question donne lieu à une sorte de rétrospective historique. Bien que nous ayons choisi une forme neutre, indirecte, on doit supposer que les personnes interrogées ont, malgré tout, indiqué surtout leur propre évolution. La question était : *A partir de quand, selon vous, les Autrichiens ont-ils commencé à se sentir une nation ?*

Réponses :	avant 1918	14 %
	après l'effondrement de la monarchie	9 %
	entre 1934 et 1938	1 %
	en 1938, après l'annexion par l'Allemagne	2 %
	entre 1945 et 1955	14 %
	1955, après la signature du traité d'Etat	26 %
	un peu avant 1972	4 %
	ne savent pas quand	25 %
	jamais	4 %

Premier résultat frappant : la proportion de ceux qui ne peuvent indiquer de *date* pour la *Nationswerdung* en cours — qu'ils soient franchement hostiles à la nation autrichienne ou qu'ils se considèrent comme non-informés — n'est pas supérieure au pourcentage de ceux qui ne peuvent dire clairement si les Autrichiens forment une nation et de ceux qui le nient carrément. Par contre, ceux qui sont affirmatifs quant à l'existence de la nation, ou qui constatent son devenir progressif, n'ont pas de difficultés pour indiquer la date à laquelle, selon eux, la conscience nationale est née. Evidemment, ils donnent là une appréciation tout à fait subjective. Un aperçu détaillé des réponses concernant la naissance du sentiment national ou de l'auto-compréhension nationale donne les pourcentages suivants :

	Partisans de la nation	Adversaires autrichienne	Les Autrichiens deviennent lentement une nation	Pas d'avis
Avant 1918	22	6	6	1
Après la fin de la monarchie	13	6	3	1
Entre 1934 et 1938	1	—	—	—
1938, après l'annexion	2	—	3	—
Entre 1945 et 1955	19	5	17	1
1955, après la signature du traité d'Etat	32	5	46	4
Les dernières années un peu avant 1972	3	2	23	3
Ne savent pas	8	21	4	88
Pas du tout	—	55	1	2

Ces réponses sont logiques : les partisans de la nation autrichienne donnent fréquemment des dates plutôt éloignées, ceux qui constatent un devenir plus lent, des dates récentes.

La date supposée du début de la Nationswerdung reflète souvent l'attitude personnelle envers l'existence d'une nation autrichienne. Face à l'analyse de l'état de la nation, vu à un moment déterminé (1972) qui donne des résultats peu satisfaisants, on peut avancer le diagnostic plus positif que la nation est perçue comme une communauté concrète d'humains — compte tenu des générations comprises dans l'espace et dans le temps.

Du tableau concernant l'âge des personnes interrogées, il ressort que le processus de la Nationswerdung est plus nettement perçu chez les jeunes au-dessous de trente ans dont 63 % affirment que les Autrichiens forment une nation et 18 % qu'ils sont en train de devenir une nation, c'est-à-dire que les groupes I et II ensemble atteignent ici le taux de 81 %, alors qu'il est de 73 % pour la tranche d'âge de 30 à 50, et de 69 % pour les plus de 50 ans. On voit donc nettement que les reliquats du nationalisme allemand sont les plus tenaces chez les personnes âgées qui ne peuvent se libérer des vieux préjugés ou idées reçues.

Quant au processus du devenir de la conscience nationale, nous avons déjà dit que ce sont encore les plus jeunes qui, en majeure partie, placent son début dans les années d'après 1945, alors que les plus âgés ont tendance à fixer cette date plus tôt, comme il ressort du tableau suivant qui reproduit également les réponses données à la question : A votre avis, quand les Autrichiens ont-ils commencé à se sentir une nation spécifique ? Les réponses sont, cette fois, ventilées selon les tranches d'âge.

	30 ans et au-dessous	de 30 à 50 ans	au-dessus de 50 ans
Avant 1918	9	13	20
Après l'effondrement de la monarchie	9	7	11
Entre 1934 et 1938	—	1	1
1938, après l'annexion	2	2	2
Entre 1945 et 1955	14	15	13
1955, après la signature du traité d'Etat	36	28	17
Pendant les dernières années (avant 1972)	5	6	5
Pas du tout	5	4	4
Ne savent pas	20	24	27

Ces différences sont typiques pour le caractère toujours ambivalent de la conscience nationale autrichienne. D'une part, dans tous les groupes d'âge une nette majorité, pour ne pas dire une majorité prépondérante, constate l'existence de la nation autrichienne, d'autre part, cette existence est encore controversée. Les personnes interrogées ont tendance à placer les processus de la *Nationswerdung* à l'époque qui précède immédiatement leur propre processus de prise de conscience politique ou qui coïncide avec ce processus.

L'enquête a permis d'autres ventilations : selon les professions, selon la répartition géographique et l'appartenance politique, le sexe et la formation scolaire. On trouvera en annexe les tableaux correspondants [11].

Trois remarques cependant sont à notre avis d'importance :

— Les titulaires du baccalauréat et ceux ayant reçu une formation universitaire — en premier lieu les étudiants — sont parmi les groupes à avoir une conscience nationale sous-développée, donc soumis encore aux reliquats du nationalisme allemand, ce qui ne saurait étonner ceux qui connaissent les effets à long terme de l'enseignement des professeurs à dominante nationale-allemande, pour ne pas dire nazie, comme Srbik, Nadler, Borodajkewycz et d'autres.

— On constate d'importantes différences régionales dans la conscience nationale : A Vienne, les groupes I plus II atteignent 84 %, de même au Burgenland ; en Basse Autriche, au Tyrol et en Styrie — ce qui étonne quelque peu — la profession de foi autrichienne est au-dessus de la moyenne obtenue par toute l'Autriche, alors qu'en Carinthie, Haute Autriche, Vorarlberg et surtout à Salzbourg on peut constater les plus forts reliquats du nationalisme allemand, ce qui ne saurait surprendre — sauf pour le Vorarlberg — étant donné les antécédents historiques et politiques des Länder énumérés.

---

11 Précisons ici la première question posée à notre enquête, ainsi que quelques chiffres.
Question : Certains disent que les Autrichiens forment une nation ; d'autres que les Autrichiens ne sont pas une nation, et d'autres encore que les Autrichiens commencent à sentir lentement qu'ils deviennent une nation. Quelle est, à votre avis, l'opinion juste ? Cette question, de même que la seconde relative au moment ou à l'époque de la prise de conscience, fut posée à 1 974 personnes (2 500 avaient été contactées), 930 hommes et 1 044 femmes, dont on peut lire la répartition selon l'âge, les Länder fédéraux, l'activité professionnelle, la formation scolaire etc., dans les tableaux en annexe.

— Pour les opinions qui concernent le processus de la prise de conscience, on constate qu'en général trois dates ou périodes sont citées de préférence : avant 1918, entre 1945 et 1955, et après la signature du traité d'Etat, alors que les autres périodes sont considérées comme relativement peu concluantes à cet égard ; ce qui semble aller à l'encontre de la supposition largement répandue que l'époque de 1938 à 1945 a été particulièrement significative pour le processus de la prise de conscience nationale. Nous pensons en effet qu'il est permis d'arriver à une telle conclusion : l'expérience de la période de l'occupation et de l'annexion n'a pu être transmise qu'après la Libération et a ainsi contribué à l'essor de la conscience nationale dans les années de l'immédiat après-guerre. Le processus de prise de conscience mis en route après la signature du traité d'Etat s'est largement inspiré de l'expérience des années de l'occupation et de la Résistance, comme il ressort des documents que nous présentons et notamment de l'enquête auprès des personnalités autrichiennes de premier plan qui, à juste titre, peut être considérée comme le complément de notre enquête en largeur, réalisée avec l'aide de l'I.F.E.S. et que nous venons d'exposer succinctement. Mais avant d'arriver au troisième volet de cette enquête personnalisée, nous ferons encore brièvement état d'une autre enquête qui complète de façon significative celle de 1972.

A plusieurs reprises, nous avons constaté que l'idéologie nationale-socialiste porte la plus grande responsabilité dans le retard qu'a connu la prise de conscience nationale autrichienne. Or, en 1976, la *Sozialwissenschaftliche Studiengesellschaft* a organisé deux enquêtes auprès d'un échantillonnage de 1 653 et de 1 589 Autrichiens adultes pour examiner dans quelle mesure la mentalité et l'idéologie nazies sont encore ancrées dans l'esprit de la population autrichienne.

Estimant que les composantes essentielles de l'idéologie nazie peuvent être résumées en dix points, la Société d'études en recherches sociales les a formulées comme suit pour poser ensuite les questions adéquates :

1. L'idéologie de la race des seigneurs - *Herrenvolk-Ideologie*
2. Expansion nationale - Espace vital ou *Lebensraumtheorie*
3. *Führerprinzip* - Le principe du chef
4. Oppression par la force de l'adversaire politique
5. Revendication de l'anschluss
6. Militarisation de la jeunesse
7. Elimination du parlementarisme

8. Attitude positive envers les buts de guerre de l'Allemagne dans la Seconde Guerre mondiale
9. Culte romantique de la « germanité » - *Deutschtümelei*
10. Antisémitisme.

Les enquêteurs croient pouvoir affirmer que l'idéologie nazie s'exprime de façon totale par l'adhésion à ces dix points, de façon très forte par l'adhésion aux points 1, 2, 3, 4, 5, et 9, et de façon atténuée mais toujours sensible par l'adhésion au « noyau dur » de l'idéologie nazie représenté par les trois points suivants : idéologie de la race des seigneurs, *Führerprinzip,* oppression par la violence des adversaires politiques. En regardant le problème sous cet angle, le résultat de l'enquête paraît encourageant ; en effet, il ne se trouve pratiquement plus d'Autrichiens qui se reconnaissent dans l'ensemble des 10 points établis pour représenter l'idéologie nazie. 0,24 % des personnes interrogées se sont prononcées pour les six points énumérés plus haut alors que les trois points représentant le noyau dur de l'idéologie autoritaire réunissaient quand même 5 % des personnes interrogées.

On pourrait donc en conclure que l'obstacle principal au développement de la conscience nationale autrichienne, le nationalisme allemand, est définitivement éliminé, que le quart restant de la population autrichienne, non encore parvenu à cette prise de conscience, pourra être rallié dans un temps historiquement court.

Cependant, en examinant davantage les réponses, on s'aperçoit que les idées reçues sont loin d'être extirpées, en Autriche comme ailleurs, et nous ne donnerons ci-dessous que les réponses négatives avec leurs pourcentages, pour ne pas trop alourdir cet exposé :

1. Croient encore à l'inégalité des races (Herrenvolkideologie) ..... 39 % (!)
2. Demandent plus d'espace vital (Expansion nationale) .. 15 %
3. Sont attachés au *Führerprinzip* (un seul doit décider) .. 21 %
4. Sont pour l'oppression de l'adversaire politique par incarcération (20 %), banissement (16 %) ou pressions (9 %) ..... 45 % (!)
5. Pensent que la majorité serait en faveur de l'anschluss .. 12 %
6. Sont pour une éducation militaire de la jeunesse ..... 21 %
7. Soutiendraient une tentative d'éliminer le Parlement ... 3 % (Mais 11 % resteraient indifférents)
8. Sont d'avis que la situation de l'Europe serait meilleure si l'Allemagne avait gagné la guerre ..... 14 %

9. Croient que l'Allemagne pourrait « sauver » le monde « Am deutschen Wesen wird noch einmal die Welt genesen » ..... 9 %
(Mais 14 % croient que c'était vrai dans le passé, et 20 % d'autres sont d'avis : « Ce n'est plus vrai aujourd'hui »)

10. Pensent qu'il est difficile pour un non-juif de serrer la main d'un juif sans ressentir un malaise physique .... 13 %

Mis à part les taux effrayants du racisme (39 %) et de l'intolérance (45 %), qui ne sont pas exclusivement à mettre au compte du nazisme, les taux des autres réponses gravitent autour de pourcentages qui se rapprochent de ceux des adversaires déclarés de la nation autrichienne dans notre propre enquête sans que pour autant cette concordance puisse être considérée comme réjouissante [12]. Elle est néanmoins concluante aussi dans le sens inverse : la grande majorité des Autrichiens n'est plus attachée ni au national-socialisme, ni au nationalisme allemand sous une forme plus modérée. Mais nous estimons exagérément optimiste la conclusion des enquêteurs que nous citons dans l'original : « Zu einzelnen Elementen der autoritären NS-Ideologie bekennen sich zwar zum Teil erschreckend hohe Prozentsätze unserer Bevölkerung, die NS-Ideologie als Gesamtkomplex kann aber als liquidiert angesehen werden [13]. » Vu les pesanteurs idéologiques et sociologiques, une telle conclusion nous semble dangereuse car on pourrait s'abandonner à négliger l'extirpation totale de l'idéologie nazie, pourtant une des obligations du traité d'Etat et surtout nécessaire pour éliminer définitivement le pangermanisme de l'esprit de tous les Autrichiens. Nous verrons qu'en Autriche un grand nombre d'institutions sont également de cet avis, car comment expliquer autrement leurs activités permanentes pour propager l'idéologie autrichienne et défendre l'idée et la réalité de la nation autrichienne ? Ce même souci apparaît dans les réponses données à la troisième question posée aux personnalités de premier plan qui peuvent, après la présentation des enquêtes précédentes, être considérées comme un complément valable et informatif.

---

12 Renseignements donnés lors d'une conférence de presse de la *Sozialwissenschaftliche Studiengesellschaft*, en été 1976.

13 « Il est vrai qu'un pourcentage très élevé de notre population se dit encore favorable à divers éléments de l'idéologie nazie, mais cette idéologie en tant que complexe peut être considérée comme liquidée ». Conférence de presse citée.

COMMENT VOIENT-ILS LA NATION AUTRICHIENNE ET SON ÉVOLUTION ?

La troisième question de notre enquête auprès des personnalités autrichiennes, dont nous donnons les réponses ci-après, était ainsi formulée :

Comment s'est développé, dans votre entourage ou chez vous personnellement, la position envers l'Autriche aux époques suivantes : 1945 - 1955 - 1965 (introduction de la fête nationale autrichienne) ? Avez-vous une définition pour la notion de « nation autrichienne » ? L'idée autrichienne vous semble-t-elle aujourd'hui menacée, si oui, par qui ?

Nous pouvons faire état de 31 prises de position qui concernent un ou plusieurs aspects partiels de cette question. Selon le cas, les réponses sont très brèves ou plus explicites, mais nous attribuerons à chacun la place nécessaire pour ne pas trahir son opinion.

Après les sondages et enquêtes dont nous avons reproduit les résultats, on ne sera pas étonné de la quasi-unanimité qui se manifeste en faveur de la nation autrichienne ; cependant des nuances existent quant à la définition du concept de la nation, de même que dans l'appréciation des reliquats nationaux-allemands ou néonazis. Nous essaierons de trouver les lignes de force de l'ensemble des réponses

01. Altenburger Erwin : La population autrichienne et la Résistance avaient du jour de la Libération une idée autre que celle qu'elles ont vécue avec les alliés victorieux. Mais les travaux préparatoires n'ont pas été vains, puisque les puissances occupantes ont reconnu les trois partis démocratiques, S.P.Ö., Ö.V.P. et K.P.Ö. et le nouveau gouvernement autrichien. Le nouveau mouvement syndical uni existait aussi dès les premiers jours car, dans les prisons et dans la Résistance, les militants des anciens syndicats libres (socialistes), chrétiens et communistes s'étaient mis d'accord pour créer une confédération syndicale unique, se situant au-dessus des partis politiques. Grâce aux statuts démocratiques de notre confédération, divers groupes peuvent se constituer selon leurs orientations philosophiques, tout en maintenant l'unité syndicale.

En ce qui concerne la conscience nationale, il ne s'agit pas encore d'un acquis général, peut-être devrait-on plutôt parler d'une idée autrichienne. Mais les Autrichiens croient à l'aptitude à la vie de leur Etat et ils sont prêts à défendre sa souveraineté et sa liberté, comme le statut de la neutralité. L'expérience nous a montré qu'il faut être

prudent avec l'expression « national ». Dans le développement d'une communauté européenne, il faudra veiller à défendre le caractère populaire propre de chacun. Quant au national-socialisme, il est certainement surmonté en tant qu'organisation, mais la démocratie doit constamment être protégée, c'est d'ailleurs une obligation statutaire de l'Oe.G.B. de combattre toute forme de fascisme [14].

02. Bielka Erich : L'évolution en Europe centrale après 1945 a fait que mes amis et moi avons trouvé souhaitable le statut de neutralité. Mais il serait erroné de croire que ce statut en soi garantit une fois pour toutes l'indépendance et l'existence de la nation autrichienne. Ce statut — la neutralité permanente — choisi par l'Autriche à la lumière de ses expériences historiques, de sa position géographique et des circonstances politiques est un fait international, non seulement dans son intérêt propre, mais aussi dans l'intérêt européen. D'une part, ce statut requiert l'effort de l'Etat pour défendre son indépendance et par là, l'enracinement du concept de la nation autrichienne est certainement encouragé ; mais cet enracinement dépend également de la conscience et de la volonté du peuple autrichien. Si l'on ne maintient pas constamment cette conscience en éveil et ne contre pas énergiquement les influences opposées comme les idéologies nationales-allemandes, *dont fait partie également l'incorporation de la création culturelle autrichienne dans une culture pan-allemande* (c'est nous qui soulignons), l'idée autrichienne sera tôt ou tard exposée de nouveau à de graves dangers. Il serait bien également de regarder de près l'idéologie européenne, en soi louable, de certains Autrichiens. Là où elle ne cache que la vieille nostalgie du « Reich » (qui n'était ni saint, ni romain, mais a été finalement accaparé par la « nation allemande ») cela signifierait un affaiblissement de l'idée autrichienne qui minerait le concept de la « nation autrichienne », sans pour autant faire naître une « nation européenne [15] ».

03. Blau Paul : Depuis la libération, il s'est écoulé plus d'un quart de siècle, l'Autriche est devenue une évidence pour ses habitants comme pour le monde entier : un petit pays industriel et progressiste au centre de l'Europe, estimé pour sa stabilité politique et sa paix sociale, d'un certain provincialisme il est vrai, mais utile dans son rôle d'intermédiaire, et dont la capitale est devenue un lieu de rencontre international. Le chemin parcouru depuis le traité d'Etat, l'essor économique, la liberté politique, tout cela, me semble-t-il, n'aurait pas été

---

14 Lettre du président Altenburger du 3 novembre 1972.
15 Communication de M. Bielka, datée de février 1974.

possible si à l'époque de l'oppression la plus cruelle les idées de démocratie et d'humanisme n'avaient été constamment rallumées, ces idées, qu'on avait perdues à l'époque de l'austrofascisme et qui ont conduit les ennemis mortels du temps de la Première République à se retrouver dans une œuvre de reconstruction qui a fourni les fondements pour le travail et la vie des futures générations d'Autrichiens. Si la Première République fut l'Etat dont personne ne voulait, la Seconde République est celui que tout le monde aime [16].

04. Blecha Karl : L'année 1945 a été pour moi aussi une grande césure : j'étais encore un jeune garçon lorsque j'appris l'existence de la déclaration de Moscou. Lors des premières élections, en 1945, les affiches du parti socialiste m'ont davantage impressionné que celles des autres partis et je devins ainsi « sympathisant » du P.S. En 1948 j'ai adhéré à la jeunesse socialiste ; là, je reçus une formation philosophique, m'intéressai aussi à Karl Marx et devins finalement président des lycéens socialistes. Dans cette association, nous n'étions pas « pré-marqués » théoriquement, en ce sens que dès les années cinquante nous avions pris parti pour la « nation autrichienne ». Nous étions aidés dans cette question par Josef Hindels, un adepte de l'austromarxisme qui est un défenseur de la nation autrichienne. Nous, les jeunes, nous n'étions donc pas impressionnés par des idées reçues et c'est tout naturellement que nous avons grandi avec le concept de la nation autrichienne.

La neutralité, décidée en 1955, nous sembla être progressiste et concevable seulement en liaison avec l'auto-compréhension autrichienne. Ce sont les fondements de notre pays : indépendance, spécificité, neutralité. Quant aux rappels historiques, ils n'existent chez les jeunes qu'en relation avec le progrès social : pour nous, progrès social et Autriche sont deux notions qui font partie d'un même ensemble. Evidemment, il faut se défendre contre tout chauvinisme provincial, en gardant son quant-à-soi national que l'Autrichien d'aujourd'hui possède à un degré qu'on ne pouvait imaginer il y a quelques décennies. Cependant, le vieux complexe d'infériorité, inculqué par les nazis, n'a pas complètement disparu [17].

05. Bock Fritz : En 1945, le parti populiste a fait profession de foi autrichienne jusque dans son nom : *Österreichische Volkspartei* : il était donc évident pour moi, comme pour mes amis politiques qu'il fallait préconiser dès 1945 l'entière indépendance de l'Autriche ; cela

16 Lettre de M. Blau du 12 décembre 1972.
17 Entretien avec M. Blecha, le 27 mars 1972.

ne m'était pas difficile puisque j'avais toujours été un adversaire de la ligne grande-allemande. Aujourd'hui, la jeunesse est consciente qu'Allemands et Autrichiens ne sont pas faits du même bois. Quant à la neutralité, c'est aux Autrichiens qu'il appartient d'en trouver une définition adéquate ; la formule la plus connue est celle qui se réfère à l'exemple de la Suisse, mais notre neutralité n'est pas identique à celle de ce pays ; nous sommes, par exemple, membre de l'O.N.U., alors que la Suisse ne l'est pas, estimant sa neutralité incompatible avec l'adhésion. Une association avec la C.E.E. me semble également de mise [18]. Quant à la fête nationale, elle n'est pas encore tout à fait entrée dans la conscience des gens (l'entretien eut lieu en 1971, n.d.a.) ; une tradition plusieurs fois décennale est toujours nécessaire pour qu'une fête nationale le devienne vraiment.

De toute façon, le statut international de l'Autriche lui apporte des avantages certains : nos relations avec les Etats de l'Est se sont consolidées en matière de commerce, d'échanges financiers et culturels. La situation de l'Autriche peut être ainsi définie : à l'intérieur, les Autrichiens sont convaincus de la vitalité de leur pays, les courants grands-allemands n'existent plus de façon significative, la population autrichienne se considère comme une nation et salue la neutralité. A l'extérieur, l'existence de l'Autriche est reconnue, pour ainsi dire, d'utilité publique, comme facteur de stabilité au cœur de l'Europe [19].

06. Breycha-Vauthier Arthur : Sans aucune équivoque, profession de foi en faveur de la nation autrichienne, ce qui est déjà attesté par le fait que je suis président de l'association « Pro Austria » qui se consacre aux fondements scientifiques de l'idée autrichienne [20].

07. Drimmel Heinrich : Ce qu'il faut appréhender avec le concept *Autriche* qui doit être commun à tous les Autrichiens, je l'ai vécu en liaison avec mes tâches concrètes au ministère de l'Education où je travaillais à partir de 1945 — ensuite de 1954 à 1964 comme ministre de l'Education, et depuis 1969 comme « Ministerialrat ». En cette qualité j'ai dirigé le département « Défense nationale spirituelle » où il fallait, pendant l'époque de l'occupation, paralyser les intentions purement nationalistes des puissances occupantes qui visaient ouvertement à transformer l'image historique de l'Autriche au gré des Russes, Français et Anglais. En tant que ministre de l'Education j'instaurai la

---

18 Quelques mois après cet entretien avec M. Bock, l'association - et non l'adhésion - de l'Autriche avec la CEE fut signée.
19 Entretien avec M. Bock, le 8 septembre 1971.
20 Lettre de M. Breycha-Vauthier du 25 septembre 1972.

« journée du drapeau autrichien » le 26 octobre : d'après moi, cette journée devait commémorer le fait que depuis la nuit du 11 au 12 mars 1938, le 26 octobre 1955 était le premier jour où l'Autriche était libre d'occupants étrangers et en possession de sa souveraineté. Aussi longtemps que j'appartins au gouvernement, je poursuivis avec conséquence l'idée que le fait autrichien ne peut être la proclamation d'un Etat d'exception national, mais que la prise de conscience de l'événement historique de 1955 (une Autriche unie, libre et indépendante) devait se faire dans la vie de tous les jours.

Lors de l'instauration de la « fête nationale », loi votée le 25 octobre 1965, le débat, particulièrement insipide, ne donna lieu à aucune prise de position sur l'usage du mot « Nation » ou « national », ni de la part du chancelier fédéral, ni des trois partis représentés au Parlement... La discussion actuelle sur les concepts de nation, de peuple ou d'Etat n'est de toute façon pas close avec l'introduction de la fête nationale. La polémique souffre, à mon avis, de deux faiblesses : d'une part le concept de la « nation autrichienne » est souvent formulé dans l'intention de se distancer définitivement du concept de nation qu'ont les Allemands et d'étayer par là l'indépendance étatique de l'Autriche. D'autre part l'articulation du concept *Autriche* ou *nation* n'est pas pertinent dans les milieux de la jeune intelligentsia, dans la mesure où elle est entraînée dans le maelstrom de la Nouvelle Gauche... plutôt que poser la question : sommes-nous ou ne sommes-nous pas une nation, nous devrions constamment nous demander, et répondre concrètement dans quelle mesure sommes-nous en train de devenir une nation [21]... »

08. Fein Erich : Si l'heure de la naissance de la nation autrichienne se situe en 1938, comme je l'ai déjà dit, certains éléments du développement économique, historique et culturel de l'Autriche préexistaient avant cette date, comme c'est le cas pour toutes les nations. De 1945 à 1955 nombreuses furent les difficultés pour la consolidation rapide de l'idée autrichienne. Outre l'occupation quadripartite, avec tout ce qu'elle impliqua, toute discussion de la question était dominée par la course des partis pour obtenir les faveurs des électeurs anciennement nazis. Il y eut donc stagnation dans ce domaine. Je considère la signature du traité d'Etat et de la loi sur la neutralité permanente comme des étapes décisives sur la voie de la constitution de l'Autriche en nation. Jusqu'en 1973, un certain travail d'éducation a permis de faire pénétrer dans la jeunesse scolaire, et chez les jeunes soldats, l'idée de la nation autrichienne en leur donnant à connaître l'histoire de la

21 Lettre de M. Drimmel du 30 septembre 1971.

Résistance autrichienne par l'enseignement de l'histoire récente, des expositions, etc. Ces efforts pour approfondir la profession de foi en faveur de la nation autrichienne furent accompagnés de diverses confrontations avec le nationalisme allemand, de manifestations d'antisémitisme et d'hostilité envers les travailleurs immigrés. L' « européanisme » lui aussi cache souvent des conceptions pan-allemandes, je rappelle les actions de « l'Œuvre culturelle allemande d'esprit européen » dont une section s'agite à Graz, de même que les sections du fameux « Deutscher Schulverein Südmark [22] ».

09. Firnberg Hertha, ministre fédéral de la recherche scientifique, vice-présidente du parti socialiste [23] : La conscience nationale autrichienne s'est développée à la suite de l'évolution historique. Après la Première Guerre mondiale déjà l'Autriche allemande était autre chose que le Reich allemand, elle avait sa fonction propre, ce qui n'était pas encore évident pour tout le monde. Depuis, l'Autriche a démontré son aptitude à une existence indépendante, son économie s'est raffermie et elle a rempli des fonctions culturelles spécifiques, de sorte qu'une conscience d'Etat a surgi. L'idée que « nous faisons partie » des Allemands a été radicalement extirpée à l'époque nazie ; pour ce qui est du néonazisme, je ne crois pas qu'il y ait un danger. Il n'y a plus de place chez nous pour des rêves pan-germanistes, car la réalité est autrichienne. Depuis 1918, qui représente pour nous socialistes un jalon historique, un tournant, nous nous sommes écartés des divers dangers : les Habsbourg, par exemple, sont considérés comme un phénomène historique, et non plus comme un problème affectif — ils sont devenus l'histoire. République et démocratie ne font qu'un ; elles se sont consolidées et seule une petite minorité, sans influence sur l'opinion, est contre. De ces faits résulte un jeu normal de la démocratie [24].

10. Fischer Heinz, président du groupe parlementaire socialiste : Dans le développement et la consolidation de la conscience autrichienne l'aptitude à la vie de l'Autriche, maintenant prouvée est sans aucun doute un élément important... mais ce n'est pas le seul... La jeune génération, dans la mesure où elle a des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, tire du rétablissement de l'indépendance autrichienne une expérience positive qui va dans le sens d'un renforcement de la conscience nationale et qui lui donne des impulsions à long terme. De la même

---

22 Extraits d'un document de M. Fein, remis à l'auteur en novembre 1973.
23 Nous indiquons la qualité des personnalités interrogées qui n'ont pas figuré jusqu'ici dans cette enquête.
24 Entretien avec Mme Firnberg, le 28 mars 1972.

manière, elle ressent le traité d'Etat et la neutralité comme une avancée dans le développement indépendant de l'Autriche. Ainsi, la déclaration de neutralité de l'Autriche qui fut ressentie comme un tournant par la génération alors « adulte » et politiquement décisive est, pour les jeunes, une évidence. Le F.P.Oe. lui-même, qui avait alors voté contre, ne veut plus qu'on le lui rappelle.

Quant à la question de savoir si le sentiment de faire partie d'une nation autrichienne en devenir est lié à un quelconque ressentiment « anti-allemand », je dois dire qu'il n'en est absolument rien. On se sent « autrement » que les Allemands, ce qui est tout à fait compatible avec des relations intenses avec notre voisin du nord-ouest [25].

11. Gleissner Heinrich : Malgré les énormes difficultés d'après-guerre et une occupation militaire quadripartite, les Autrichiens manifestèrent unanimement le désir de maintenir leur pays libre et indépendant. Aujourd'hui, dans un Etat autrichien libre et neutre, l'indépendance et la souveraineté du peuple autrichien ne sont nullement menacées [26].

12. Gredler Willfried : Mon appréciation des étapes 1945, 1955, 1965 et 1972 reste inchangée. Il n'y a pas « d'idées pan-allemandes » en Autriche, sauf peut-être chez quelques extrémistes de droite, qui représenteraient une menace pour la spécificité autrichienne. La quasi-unanimité des Autrichiens est attachée à l'indépendance étatique de leur pays, de même que les trois partis représentés au Parlement. Une attitude différenciée face à la question du Volkstum allemand ou autrichien n'est pas pertinente puisqu'il s'agit uniquement de nuances terminologiques qui, de plus, sont diversement accentuées selon l'âge et la région. A côté de certaines particularités de l'austriacité, il n'existe pas de différences essentielles, dans le secteur culturel et linguistique, avec la République fédérale, comme d'ailleurs dans le secteur politique et social. Tout cela n'a rien à voir avec l'indépendance étatique. La spécificité autrichienne existe aujourd'hui avec une évidence parfaite. Elle n'a pas besoin d'être confrontée, et rien ne l'affaiblit. Elle est un fait ; d'ailleurs il y a eu depuis de nombreux siècles une certaine particularité autrichienne, sans que cela ait remis en question le fait que l'Autriche, jusqu'au milieu du XIXe siècle, ait été la puissance principale dans l'aire linguistique et étatique allemande [27].

---

25 Lettre de M. Fischer du 6 novembre 1972.
26 Lettre de M. Gleissner du 14 novembre 1972.
27 Lettre de M. Gredler du 15 novembre 1972. Bien que formellement juste, cette dernière affirmation de M. Gredler ne correspond pas aux faits réels. En effet : François II se sentait si peu le représentant de la « puissance

13. Hæuser Rudolf : La liquidation nécessaire des séquelles de la guerre, la ferme intention de reconstruire économiquement l'Autriche, la volonté de redevenir libre et indépendant, a amené, malgré les difficultés causées par les puissances d'occupation, les plus larges couches de la population à se prononcer pour une étroite collaboration et une démarche commune. Cette attitude s'est encore renforcée après le retrait des troupes d'occupation. Cette collaboration, fruit des expériences et de la misère, nous a procuré le statut matériel et social bénéfique que nous possédons aujourd'hui. Même sans définition, il y a aujourd'hui une profession de foi de la quasi-unanimité de la population en faveur de l'Autriche et je ne crois pas à des dangers d'où qu'ils viennent [28].

14. Hrdlitschka Wilhelm, ancien président des Chambres du travail d'Autriche : Le problème de la naissance et de la consolidation d'une conscience nationale autrichienne pose en même temps la question des fondements spirituels et moraux de l'actuelle République d'Autriche... A la différence de l'époque de la Première République, l'amélioration de la situation économique après 1945 a renforcé la confiance des Autrichiens en eux-mêmes et ils ont reconnu dans leur patrie un Etat absolument apte à la vie et acquis par là une autre attitude envers cette République. Malgré certaines menées néonazies, les forces positives l'ont emporté grâce à une vigilance accrue et je rappelle ici l'action de la *Österreichische Widerstandsbewegung*, du *Bund sozialistischer Freiheitskämpfer* [29] et des autres organisations antifascistes. L'Oe.G.B. aussi,

---

principale » (Vormacht) de l'aire allemande qu'il renonça, en 1806, à la couronne du Saint-Empire qu'il déclara dissout et que, dès 1804, il avait adopté le titre d'Empereur d'Autriche. Fait universellement connu et reconnu sauf par ceux qui s'en tiennent à la fiction de l'idée pan-allemande. M. Gredler d'ailleurs, dans une autre lettre fort aimable du 20 octobre 1972, ne nous avait pas caché qu'il croyait « erronés » la problématique et le thème de notre travail, en écrivant : « Meines Erachtens liegt der 'Wurm', wenn ich so sagen darf, im Titel Ihrer Habilitationsschrift... (nur) glaube ich nicht, dass irgend jemandem damit gedient wird, dass man in einer Zeit des Vereinten Europas krampfhaft bemüht ist, statt eines gesunden österreichischen Staatsbewusstseins eine Nationsthese mit einem gewissermassen *antideutschen Aspekt* zur erarbeiten... Gerade weil ich mich als Österreicher fühle, gehöre ich *selbstverständlich* (c'est nous qui soulignons) dem deutschen Kulturkreis an... » Nous retrouvons tous les « arguments » dont nous avons déjà fait justice au cours de notre travail. Répétons donc : il va de soi que le sentiment national autrichien n'est nullement entaché d'émotion anti-allemande, quant à l'*évidence* de faire partie de l'aire culturelle allemande, la contre-preuve, en ce qui concerne l'Autriche, est faite depuis longtemps, sans nier les liens anciens et étroits. Mais l'histoire est passée par là. Il n'est cependant pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

28 Lettre de M. Häuser du 16 juin 1972.

29 L'association des combattants socialistes pour la liberté.

avec plus d'1,5 million d'adhérents, s'oppose vigoureusement à toutes les tendances totalitaires et fascistes, comme cela est stipulé dans ses statuts... La neutralité volontaire et permanente décidée en 1955 et universellement reconnue est le fondement de notre Etat. Neutralité ne signifie pas, à notre sens, repliement sur soi-même, mais affirmation d'une tâche historique : être intermédiaire — honnête courtier — pour la paix entre les peuples et, à cet égard, l'Autriche a pu à diverses reprises offrir ses bons offices. Cette action permanente est une des conditions permettant à la conscience nationale de se consolider...

Un des éléments de cette prise de conscience est constitué par les Chambres de Travail qui sont des institutions typiquement autrichiennes, n'existant pas ailleurs. Elles sont structurées selon les principes fédéralistes. Dans chacun des neuf pays fédéraux il y a une « Chambre d'ouvriers et d'employés » dont l'activité est coiffée par le *Congrès autrichien des Chambres de Travail* (dont le président à l'époque était M. Hrdlitschka, n.d.a.). Le but essentiel des Chambres de Travail est la consolidation et le progrès de la justice sociale, de même que la promotion du progrès économique, social et culturel. C'est sur cette base seulement que peut prospérer une véritable conscience nationale... Mais je souligne que la conscience nationale autrichienne ne doit pas dégénérer en un sentiment chauvin, qu'elle doit rester pleinement humaniste. Cette conscience, ce sentiment, ne signifient pas qu'il faille se borner à l'espace propre à notre République alpine, mais une ouverture sur le monde et sur l'Europe [30]... »

15. Jochmann Rosa : Après 1945, il était clair pour nous qu'un anschluss avec l'Allemagne ne devait plus jamais être remis à l'ordre du jour. Pendant l'occupation je souhaitais être libre et fus heureuse quand enfin nous le devînmes. Seulement pour nous socialistes, l'Etat était une position de pouvoir de l'adversaire et il nous était difficile d'éprouver de l'amour pour cet Etat. Au début, cela me semblait étrange que nous, socialistes, chantions l'hymne national, maintenant nous le chantons, et d'une manière où d'une autre s'est aussi imposée au peuple l'idée que l'Etat n'est pas une affaire qui ne nous concerne pas ; c'est notre Etat, ce qui ne veut pas dire que ce soit un Etat socialiste, mais aujourd'hui nous avons quand même d'autres rapports avec lui ; un processus de réflexion est passé par là. Et dans mon for intérieur, je

---

30 Extrait d'un article plus important *Zur Frage des österreichischen Nationalbewusstseins,* écrit comme contribution à notre travail par le président Hrdlitschka et remis à l'auteur au début de 1973.

me défends contre l'idée que nous, Autrichiens, ne serions pas une nation... Je n'ai pas le sentiment qu'actuellement notre Etat soit menacé par quelque danger, mais une conscience nationale, comme cela est par exemple le cas en Allemagne, ne se développera chez nous qu'au cours des prochaines cinquante années, et encore. Cela dépend sans doute aussi de notre passé où nous étions une famille de peuples tellement mélangée. Certainement, la jeunesse développera un jour une conscience nationale autrichienne, mais ma génération n'aura guère le temps de repenser entièrement cette question [31]...

16. Kaes Ferdinand, personnalité-clé des jours de la Libération, colonel de gendarmerie : J'ai toujours pensé en Autrichien, dès avant 1938. Depuis 1945 j'ai activement travaillé à conforter le sentiment national en Autriche, ceci également en ma qualité de vice-président des Archives documentaires de la Résistance autrichienne. Actuellement cette conscience nationale autrichienne est bien ancrée dans le sentiment et l'âme de l'homme de la rue. Quant au danger néonazi, je pense que du point de vue des rapports de force, il n'existe pas, mais du point de vue idéologique, il y a toujours des nostalgies sous-jacentes, des traits chauvins qu'on ne peut pas ne pas voir [32].

17. König Franz, cardinal-archevêque de Vienne : Après avoir évoqué son activité sous la domination nazie qui lui rapporta force chicanes de la part de la Gestapo, l'archevêque de Vienne précise comme suit ses positions envers la nation autrichienne : La profession de foi autrichienne n'est nullement liée à une hostilité quelconque envers le peuple allemand. Le peuple autrichien a toujours distingué entre le peuple allemand et les nationaux-socialistes. La reconnaissance de la spécificité autrichienne n'est en aucun cas liée à une aversion contre un autre peuple et encore moins à une aversion contre le peuple allemand auquel nous sommes liés par beaucoup de points concernant la langue, la culture et l'histoire. En ce qui concerne la conscience nationale d'un petit peuple, je trouve que les petites nations ont une tâche particulière : la voie vers une communauté plus grande passe par la communauté plus petite. Concrètement : la profession de foi envers l'Europe présuppose une profession de foi envers l'Autriche... De même que l'auto-compréhension autrichienne est une condition pour la neutralité de l'Autriche, de même la neutralité a eu un effet sur la prise de conscience et l'auto-identification. L'Autriche peut et doit employer sa neutralité en faveur d'un ordre de paix constructif. Ainsi, j'ai toujours

---

31 Lettre de Mme Jochmann, sans date, fin 1972.
32 Entretien avec le colonel Käs, le 30 mars 1972.

trouvé avantageux que l'évêque de Vienne, citoyen d'un pays neutre, ait plus de possibilités de rester en liaison avec l'Eglise et les catholiques en Europe de l'Est [33].

18. Kreisky Bruno : En tant qu'Etat indépendant l'Autriche est aujourd'hui absolument incontestée auprès de la jeune génération et ne fait l'objet d'aucun doute. L'inanité de la discussion sur la question de savoir « s'il y a ou non une nation autrichienne » est démontrée par la pratique.

Peut-être que de petits groupes sans pertinence politique défendent encore l'idée de l'anschluss. Mais il n'y a pas, de toute façon, de signes extérieurs visibles, ce qui doit être la preuve tangible que de telles idées ne trouvent aucun écho auprès de la majorité écrasante de la population autrichienne. Il en résulte donc que la phrase de Hegel, selon laquelle l'histoire nous enseigne que l'humanité n'apprend rien de cette histoire, ne s'applique pas à la grande majorité des Autrichiens [34].

19. Magaziner Alfred, rédacteur principal du mensuel théorique du parti socialiste *Die Zukunft :* L'Autrichien se trouve dans la situation heureuse de pouvoir se sentir viennois, carinthien, styrien, etc., tout en faisant partie d'une unité nationale qui n'exige pas de lui de fortes émotions nationalistes. Ayant eu l'occasion de connaître un nationalisme exacerbé, il préfère un climat tempéré qui lui donne à la fois la possibilité d'être fier de sa petite patrie régionale tout en appartenant à une communauté politique plus grande, mais pas trop cependant. Si l'on ajoute que la neutralité permanente est généralement reconnue comme la plus importante conquête du petit Etat, on comprendra qu'il ne faille pas se faire de soucis à propos du sentiment national de l'Autrichien. Il est vrai que le sentiment national procède d'un contenu conscient différent dans les deux grands camps politiques. Pour les conservateurs, « l'Autriche » évoque le souvenir mélancolique du vieil Empire désagrégé et un rapport plutôt tiède avec la République, chez les travailleurs sociaux-démocrates, « l'Autriche » signifie la République et l'Etat social, mais aussi le traumatisme d'un état policier avec une économie capitaliste précoce et une misère de masses qui lui correspond. Mais les choses étant ce qu'elles sont actuellement, les manifestations criardes, émotionnelles d'un sentiment national exagéré sont absentes en Autriche [35].

20. Maleta Alfred, ancien président du Conseil National, ancien vice-président du parti populiste : La difficulté idéologique dans la dis-

---

33 Lettre du cardinal König (reproduite en annexe) du 31 mai 1972.
34 Lettre de M. Kreisky du 17 avril 1972.
35 Lettre de M. Magaziner, sans date, année 1973.

cussion autour de la nation autrichienne réside dans une méfiance réciproque qui reflète le dilemme suivant : les Autrichiens conscients, qui parlent d'une nation autrichienne spécifique, nourrissent le soupçon que la profession de foi de nombreux Autrichiens envers le *Volkstum* allemand est anti-autrichienne et cache des intentions qui sont dirigées contre l'existence étatique de l'Autriche, alors que les Autrichiens qui se reconnaissent à la fois dans l'Etat autrichien et dans le Volkstum allemand, voient dans le concept de la « nation autrichienne » un reniement du Volkstum allemand... Ce qui est décisif finalement, ce n'est pas tant l'opposition intellectuelle autour du concept de la nation, mais le fait de l'existence d'un sentiment autrichien et d'une conscience autrichienne spécifiques, d'un sentiment d'être différent qui fonde l'existence étatique non seulement à partir de la raison mais à partir de domaines psychiques. C'est pourquoi l'idée de l'Etat autrichien est aujourd'hui plus consolidée, idéologiquement, que jamais auparavant [36].

21. Missong Alfred : Immédiatement après la libération et après la fondation du parti populiste, mon père dirigea le département « Presse und Publizistik » de ce parti. Un peu plus tard, il fonda les *Österreichische Monatshefte* dont il fut le premier rédacteur en chef (jusqu'en 1949) ; il fut écarté de ce poste par le parti populiste, comme obstacle à la réconciliation avec les nazis, et envoyé à l'étranger comme attaché de presse à Bonn, Berne et Rome.

Sa fonction du début permit à mon père de prôner l'idée de la nation autrichienne et d'y engager surtout le parti populiste. Il réussit en partie, grâce au premier programme du parti dont il était l'auteur. Il exposa ses idées fondamentales sur ce thème dans une brochure : « Die österreichische Nation » (parue au *Österreichischer Verlag*) et dans de nombreux articles de fond dans les *Österreichische Monatshefte* [37]. Dès 1945, il avait publié ses « 25 thèses sur la nation autrichienne » suivies de plusieurs autres articles. A cette époque mon père m'a dit qu'il considérait comme la tâche de sa vie de défendre et d'illustrer la nation autrichienne. Il se considérait comme initiateur de cette idée à laquelle il consacra sa vie politique. Je crois effectivement qu'on ne peut sous-estimer le rôle que mon père a joué dans le développement de

---

36 Entretien avec M. Alfred Maleta, le 14 septembre 1971, au cours duquel il nous a autorisés à faire état, comme éléments de l'entretien, de plusieurs extraits tirés de son livre *Entscheidung für Morgen - Christliche Demokratie im Herzen Europas*, Molden, Wien, 1968, p. 87-95. Dans le passage cité, on retrouve le souci du président Maleta de concilier les contraires.

37 Nous avons fait état des travaux d'Alfred Missong père dans les chapitres précédents.

la conscience nationale autrichienne. Je crois pouvoir apporter la preuve qu'il a été probablement le premier représentant du *Bürgertum* autrichien — une sorte de pendant à des hommes comme Ernst Fischer qui remplirent ce même rôle auprès des intellectuels de gauche — qui ait compris clairement le rapport entre indépendance autrichienne et nation autrichienne et qui se sont jetés corps et âme dans la défense de ces thèses sur la nation autrichienne qui, aujourd'hui, sont devenues une évidence [38].

22. Poukar Raimund : Je crois bien qu'il n'y a pas de définition valable, d'une manière générale, pour le concept de nation. Les termes *Staatsnation - Kulturnation* devraient permettre une appréciation différentielle. En ce qui concerne la *Staatsnation,* communauté d'un peuple dans l'Etat comme communauté juridique et de destin, elle est généralement reconnue en Autriche. Pour la *Kulturnation* il faut être prudent. Si l'on affirme de façon trop excessive que l'Autriche est un peuple spécifique, l'évolution pourrait être perturbée en animant des forces contraires ; il faut dire que l'Autriche est sur la voie de la *Nationswerdung,* et je rappelle à cet égard Renan : la nation est un plébiscite de tous les jours. Il y a donc des dangers qui peuvent survenir, provoqués par ceux des protagonistes de la nation autrichienne qui préjugent de l'évolution et activent les forces contraires [39].

23. Probst Otto : On peut dire qu'à l'intérieur des deux phases, 1945-1955 et 1955-1965-1966, et au-delà s'est produit un grand renrenforcement de la conscience nationale autrichienne. Même lorsqu'il y a affaiblissement passager de la conjoncture économique favorable, les Autrichiens croient maintenant que les bases économiques de l'indépendance continuent à exister. Dans le domaine culturel également, nous avons des choses à dire au monde et pas seulement en ce qui concerne le passé. La peinture, la sculpture, la littérature et la musique ont chez nous des traits typiquement autrichiens qui les distinguent des autres créations culturelles. Quant à la neutralité, non seulement elle est profitable à l'Autriche, mais elle est aujourd'hui un fait reconnu dans la politique mondiale ; la preuve en est dans l'intérêt grandissant des organisations internationales à fixer leur siège à Vienne [40].

---

38 Lettre de M. Alfred Missong du 12 janvier 1973. Il est en effet difficile d'établir qui, de E. K. Winter ou de A. Missong, a parlé pour la première fois de la nation autrichienne. Historiquement, ce n'est pas d'une importance primordiale, puisqu'ils faisaient partie l'un et l'autre de la *Österreichische Gemeinschaft* (1925), comme aussi des auteurs de la *Österreichische Aktion* (1927).

39 Entretien avec M. Poukar, en septembre 1972.

40 Entretien avec M. Probst, le 28 mars 1972.

24. Reichhold Ludwig : L'évolution peut être considérée comme positive dans le sens d'un renforcement de la conscience autrichienne. Il est caractéristique que l'opposition *Reichsdeutscher-Deutscher*, courante sous la Première République, ait complètement disparu pour faire place à l'opposition Deutscher-Österreicher. Bien que les gens se considèrent, de manière générale, comme Autrichiens, le concept de la nation autrichienne n'est pas encore généralement accepté. Toutefois, les Autrichiens associent aujourd'hui leur Volkstum à leur paysage, à l'idiome de leur langue, à leur littérature et leurs arts et partiellement aussi à leur histoire, donc à tous ces éléments qui sont également valables pour d'autres peuples. La pertinence du concept de la nation, en liaison avec l'austriacité, se voit à mon avis confronté à deux difficultés : *a*) avec l'histoire, au cours de laquelle une conscience nationale ne put se développer, *b*) avec l'existence de l'Europe où justement les valeurs supra-nationales acquièrent de l'importance, valeurs qui furent typiques pour l'histoire de la vieille Autriche. Comment le concept de nation peut-il gagner en popularité à une époque qui tente de le dévaloriser de plus en plus ? Les Autrichiens qui, de par leur histoire, ne sont pas du tout prédestinés à penser en catégories nationales, devraient-ils justement se considérer comme nation, dans ces circonstances ? Quant aux dangers, leur menace vient de là où l'on établit toujours une étroite relation entre Autriche et Volkstum allemand. Il existe aujourd'hui, dans certains milieux autrichiens, une forme de conscience nationale autrichienne qui passera de nouveau au nationalisme allemand, lorsque les circonstances leur paraîtront favorables. Mais ces milieux sont restreints et ne constituent pas un danger réel, parce que la véritable conscience nationale autrichienne est suffisamment développée pour ériger une barrière durable [41].

25. Scharf Erwin : Après la libération de l'Autriche, en 1945, la nation autrichienne ne me posait plus de problème ; il s'agissait alors d'ancrer cette conscience dans la population de notre pays. Au cours de ces années, je pris part aux affrontements avec les conceptions nationales-allemandes pour faire reconnaître le concept de la nation autrichienne par l'Autriche officielle. D'ailleurs, jusqu'à la signature du traité d'Etat, il y eut à plusieurs reprises danger de partition de notre pays. C'est pourquoi je considère la consolidation de la conscience nationale autrichienne comme une contribution efficace à la défense de l'unité de notre pays. Je vois des dangers pour l'idée autrichienne dans l'attitude parfois ambiguë du gouvernement dont les représentants ten-

41 Lettre de M. Reichhold d'octobre 1973.

tent, à l'occasion, de dévaloriser la nation autrichienne en identifiant ce concept à celui de l'indépendance étatique de l'Autriche. L'inconséquence que trahit un tel comportement est un grave obstacle dans la lutte contre le nationalisme allemand, le chauvinisme allemand du F.P.Oe. et du N.D.P. Il faut rappeler, en outre, l'anschluss insidieux qui résulte de l'infiltration de publications venant de R.F.A. (journaux, périodiques, livres, émission de télévision) et l'influence économique croissante du capital monopoliste ouest-allemand qui est encore encouragé par l'accord avec la C.E.E. Le slogan « Europe » n'est souvent qu'un paravent pour des liens encore plus intenses de l'Autriche avec la R.F.A.

Le danger de cette politique provient du fait qu'il ne s'agit pas là de l'orientation de quelques groupes d'extrême droite, mais de celle des trois partis représentés au Parlement, de l'orientation « du système de trois partis du capitalisme monopoliste d'Etat en Autriche [42] ».

26. Simon Joseph T. : Je me réfère à ce que j'ai déjà dit : la définition de la nation et de la conscience nationale est extrêmement difficile. Mais je sais que mes enfants connaissent le texte de l'hymne national alors que moi, je ne connaissais guère les hymnes nationaux de la Première République que par le cabaret politique où on les raillait. Mais je crois que la note pro-autrichienne de 1945 s'estompe dans la mesure où l'on s'éloigne de cette date... Je ne crois pas, cependant, que nous sommes menacés dans notre indépendance par une nouvelle vague en faveur de l'anschluss ; l'expansion dynamique vient de l'Est — l'Ouest est saturé [43]. Mais le danger pour l'Autriche vient de l'intérieur — une forte tendance à la corruption qui n'est nulle part institutionnalisée aussi fortement qu'ici, provincialisme culturel et arriération bureaucratique. Combien de fois des gens qui n'étaient pas du tout profiteurs du régime nazi se laissent aller à dire : « Cela n'aurait pas existé sous Hitler [44] ! »

27. Simon Walter B. : En 1945, je trouvai à vrai dire inutile la séparation de l'Autriche de l'Allemagne, mais lors de ma première visite d'après-guerre dans ce pays, en 1952, je me rendis à l'évidence. A mon avis, l'idée autrichienne est surtout menacée par un manque de compréhension pour le passé. L'idée de l'Etat autrichien, la conscience nationale autrichienne se sont surtout développées dans la défense contre la tyrannie nationale-socialiste, et elles se sont ensuite

---

42 Lettre de M. Scharf du 7 novembre 1973.
43 Il faut se rappeler que ces lignes ont été écrites en 1973 pour leur donner le sens voulu par leur auteur.
44 Lettre de M. J. T. Simon du 14 décembre 1972.

merveilleusement confirmées dans la confrontation avec les puissances d'occupation. Mais une génération grandit pour laquelle tout cela est légende et par conséquent sans signification. C'est une conséquence de ce que j'ai appelé (dans la *Furche*) « le mutisme pénible des Autrichiens sur les années d'entre-les-deux-guerres [45] ».

28. SINOWATZ Fred : L'année 1945, l'année de la résurrection de l'Autriche, fut pour moi qui avait alors 16 ans une importante césure. Le rétablissement de l'Autriche me parut à la vérité une évidence politique et toute discussion sur le problème « nation autrichienne » m'aurait semblé insensée pendant ces années. Plus tard, en 1955, lorsque peu à peu on discuta ce « problème », je ne me suis guère préoccupé de la question qui ne me touchait guère. Pour moi, « l'Autriche » était une réalité politique qui ne nécessitait pas d'arguments idéologiques. Je ne crois pas que l'idée autrichienne soit aujourd'hui menacée par qui que ce soit, par exemple par ceux qui seraient tentés de nouveau par un anschluss avec l'Allemagne. De toute façon, notre temps ne semble pas avoir de place pour un patriotisme dépassé à l'ancienne [46].

29. SLAVIK Félix : Dès la première conférence des Länder en 1945 les avis furent unanimes : nous restons ensemble pour faire l'Autriche indépendante. La querelle autour de la nation a été déclenchée par des gens comme Pfeifer et Stüber (vieux et néo-nazis connus) qui défendirent leur thèse immuable, à savoir que les Autrichiens seraient des Allemands. Mais ils furent peu suivis.

La neutralité autrichienne est politiquement une très bonne chose : nous ne faisons partie d'aucun bloc et avons une liberté absolue d'opinion ; notre démocratie est pluraliste à la mode occidentale. L'Autriche a ainsi beaucoup de possibilités d'agir, sur la scène internationale, dans le sens de la paix. L'Autrichien est devenu conscient de lui-même, il a développé un patriotisme sans exagération qui le rend capable de maintenir des amitiés tous azimuts [47].

---

45 Lettre de M. W. B. Simon du 12 février 1973.

46 Lettre de M. Sinowatz, fin septembre 1973. M. Sinowatz, originaire du Burgenland et de descendance croate, ajoute en annexe à sa lettre les remarques suivantes : En ce qui concerne l'attitude des minorités hongroise et croate, on ne peut douter de leur engagement pour l'Autriche. Ce n'est pas là une attitude « déclarative », mais de fait et d'évidence. Cette attitude a son origine historique, notamment chez les croates du Burgenland, à l'époque de la vague de magyarisation poussée de la part des Hongrois. Ce danger n'a pris fin que par le rattachement du Burgenland à l'Autriche (en vertu du traité de St-Germain, n.d.a.). D'ailleurs, on ne trouve plus au Burgenland - même chez les protestants - cette conscience de *Deutschtum* qui s'était formée à la suite de la situation linguistique précaire dans ce pays frontalier et qui, parfois, avait aussi des accents politiques.

47 Entretien avec M. Slavik, le 10 septembre 1971.

30. Stroer Alfred, secrétaire de l'Oe.G.B. : Dans les premières années d'après-guerre, nous ressentions la question de la nation autrichienne plutôt comme quelque chose d'abstrait, de théorique. Nous travaillions alors concrètement pour l'Autriche, croyant à son aptitude à la vie et nous ne nous mettions pas martel en tête pour savoir si l'Autriche était une nation spécifique. C'est sous le coup de l'occupation quadripartite qu'un changement s'amorça. Nous nous sentions assez grands pour prendre nous-mêmes nos affaires en main et décider de notre sort.

Dès avant la signature du traité d'Etat tous les partis politiques se sont penchés sur le problème de la question autrichienne. Même ceux qui ne pouvaient se décider à laisser les Autrichiens devenir une nation proclamèrent néanmoins leur volonté de vivre en Etat indépendant. Abstraction faite de certains milieux incorrigiblement panallemands, la grande majorité de la population est incontestablement d'avis que l'Autriche est une nation avec un caractère national spécifique. Cela vaut aussi pour le grand nombre de ceux qui ne soulignent pas à tout propos leur « austriacité » leur spécificité nationale. Je crois pouvoir en conclure que l'idée autrichienne n'est guère exposée à des dangers, et cela pour trois raisons : 1. le développement économique du pays et le niveau de vie élevé qui en résulte a prouvé l'aptitude à la vie de l'Autriche. 2. les générations plus âgées n'ont pas oublié les amères expériences de l'histoire et 3. pour les jeunes générations la réalité de l'Autriche est devenue une évidence [48].

31. Withalm Hermann : Après 1945, les expériences vécues ont fait que l'union des Autrichiens ne posait pas de problème. Cette union pour l'Autriche est à la base d'une grande réalisation : les travailleurs se sont intégrés à l'Etat ; c'est un processus irréversible. L'épreuve a été subie avec succès lors du passage au gouvernement populiste le 6 mars 1966. Il existe encore un certain traumatisme du 12 février 1934 chez les socialistes, mais l'Oe.V.P. est autre que le parti chrétien-social de 1934. Pour nous, l'épreuve vint en 1970 : l'Oe.V.P. entra dans l'opposition après avoir été pendant 25 ans le parti dirigeant du gouvernement ; de 1945 à 1970, le parti s'était, de manière trop simpliste, identifié à l'Etat.

Quant à savoir si la neutralité, décidée volontairement, est utile pour l'Autriche, je la comparerai à un vêtement que nous avons endossé et dans lequel nous nous sentons de mieux en mieux. Avec

---

48 Manuscrit de M. Stroer, remis à l'auteur en septembre 1973.

Waldheim, je voudrais dire qu'à présent nous avons déjà honoré notre tâche de neutralité active. Bref, la politique de neutralité correspond bien à la mentalité de l'Autrichien [49].

Peut-on tirer des conclusions valables de ces réponses dont chacune reflète l'individualité de son auteur et où l'on peut relever les nombreuses nuances exprimées par les personnalités d'un même parti ou d'un même camp, ce qui parle évidemment en faveur du niveau personnel et politique de ceux qui ont répondu. Malgré la diversité des opinions avancées qui ne cachent pas un point de vue critique, il est possible de reconnaître certaines lignes de force communes :

— Ainsi, il y a unanimité quant à l'effet bénéfique de la neutralité permanente de l'Autriche qui lui permet non seulement d'asseoir solidement son indépendance, mais aussi de jouer un rôle international au service de la coopération et de la paix.

— Pour la conscience nationale, les opinions sont quelque peu partagées, non à l'égard du fait national autrichien qui rencontre l'adhésion quasi unanime, à des degrés divers, mais surtout à cause de la difficulté de définir clairement ce qu'est la nation, aux yeux des personnalités. Un seul de nos correspondants — M. Gredler — se situe sans équivoque dans le camp de la communauté culturelle allemande, en présentant sa position comme une évidence. En général, on perçoit bien l'antagonisme total entre les positions extrêmes des « libéraux » (F.P.Oe.) d'une part, dont M. Gredler est en l'occurence le porte-parole, et d'autre part M. Scharf qui, lui, assume ce rôle pour les communistes, et pour lequel le concept de la nation autrichienne n'offre aucune difficulté — d'ailleurs pour un grand nombre d'autres correspondants — mais qui l'assortit d'une mise en garde contre le capitalisme monopoliste d'Etat qui exerce une influence économique croissante en Autriche et tisse des liens étroits avec la R.F.A., en se servant de l' « Europe ».

— A l'égard de l'Europe, justement, on observe un certain clivage : si la majorité de nos correspondants — qu'ils soient du camp socialiste ou du camp conservateur — se prononcent en faveur de l'idée européenne, il ne manque cependant pas de voix — en dehors de celle de E. Scharf — pour mettre en garde contre une certaine manière d'être « européen » qui, selon M. Bielka notamment, cache souvent une nostalgie du « Reich » de naguère, ce qui signifierait un affaiblis-

---

49 Entretien avec M. Withalm, le 27 mars 1972.

sement de l'idée autrichienne, sans pour autant faire « naître une nation européenne », comme dit encore M. Bielka. Relevons aussi une certaine réticence chez les socialistes d'un certain âge à l'égard du concept « national » qui, pour eux, garde toujours un relent de « nationalisme » dans le sens de chauvinisme. Pour les socialistes de la jeune génération (Blecha, Fischer, etc.) la nation autrichienne ne pose aucun problème du point de vue théorique.

— Plusieurs correspondants insistent sur le fait que la prise de conscience autrichienne n'implique aucune attitude anti-allemande — thèse avancée par M. Gredler qui reprend les arguments habituels du F.P.Oe. — mais seulement le sentiment d'être différent. Le cardinal König notamment défend fortement cette opinion, comme d'ailleurs H. Fischer et d'autres. De même, le rôle des petites nations est souligné à plusieurs reprises par le cardinal König qui leur attribue une tâche particulière : préparer, par la formation de leur communauté nationale, les communautés plus grandes.

— Chez plusieurs correspondants apparaît une tendance à confondre l'occupation nazie et celle des puissances alliées en une période de 17 ans, estompant ainsi la grande date de la libération de l'Autriche pour laquelle les alliés ont consenti des sacrifices dans le cadre de la lutte générale, au profit du « retrait du dernier soldat d'occupation en 1955 ». Cette confusion va à l'encontre d'une prise de conscience claire, car sans 1945, 1955 aurait été impossible, il faut bien le dire, malgré les inconvénients certains de l'occupation quadripartite.

— Relativement nombreux sont les correspondants qui insistent sur le passage sans heurts de la grande coalition aux gouvernements dit « monocolores », passage qu'ils interprètent comme expression de la maturité démocratique et politique de l'Autriche et des Autrichiens et par lequel ils ont surmonté le traumatisme de la guerre civile de 1934. En effet, l'atmosphère politique sereine de la Seconde République se distingue avantageusement de l'atmosphère de guerre civile qui régnait presqu'en permanence sous la Première République. Cette quiétude a évidemment un côté moins positif : elle invite au désarmement idéologique devenu ces dernières années la préoccupation majeure des partis qui, périodiquement, font des efforts pour « réidéologiser » leurs militants, leurs adhérents, leurs sympathisants et, d'une manière générale, la masse des Autrichiens.

— A cet égard, et c'est le dernier point que nous relèverons, un nombre relativement important de nos correspondants souligne le rôle que jouent les syndicats et d'autres organisations spécifiques — comme

celles de la Résistance — dans la défense de la nation autrichienne qui, même si une partie des réponses écarte l'idée d'un danger, est aux yeux de beaucoup menacée par certaines menées pangermanistes toujours vivaces, comme on l'a vu à différentes occasions. Il est intéressant qu'existent actuellement un grand nombre d'organisations et d'institutions de ce genre, et elles nous semblent avoir assez d'importance pour les présenter.

Auparavant, nous ferons cette remarque concernant notre enquête personnalisée : en tenant compte des opinions de chaque correspondant et en essayant d'en tirer des généralités pertinentes, nous sommes bien obligés de constater qu'elles correspondent assez bien aux réponses et aux ventilations du sondage en largeur que nous avions entrepris avec l'aide de l'I.F.E.S., et constituent donc un complément valable : au cours des dernières décennies la conscience nationale autrichienne s'est fortement développée, mais des reliquats de l'idéologie pan-germaniste, voire nazie, existent toujours chez une minorité d'Autrichiens, de sorte que la *Nationswerdung* de l'Autriche doit encore être parachevée par un travail historique, politique et civique permanent.

LES INSTITUTIONS AGISSANT POUR LA NATION AUTRICHIENNE

Sous la Première République, de nombreuses associations, clubs et autres organisations s'adjoignirent dans leur dénomination l'épithète « allemand » [50], impliquant que l'idéologie « allemande » prédominait dans leur sein, ce qui allait d'ailleurs de soi pour dirigeants et adhérents. Après 1945, tous ceux qui se chargèrent d'animer la vie sociale en Autriche, au moyen de diverses organisations et institutions, tinrent à mettre en évidence le caractère autrichien des nouvelles associations et à souligner leur souci d'une nette séparation de tout ce qui était allemand ; mais ce souci se relâcha au fur et à mesure que

---

50 Voir Wolfgang Rosar, *Deutsche Gemeinschaft*, Ulrich Eichstaedt, *Von Dollfuss zu Hitler*, Bruce F. Pauley, *Hahnenschwanz und Hakenkreuz*, etc. où l'on trouvera les noms des nombreuses organisations pangermanistes existant alors en Autriche ; cependant, lors de l'annexion de 1938, les autorités nazies ont encore découvert des milliers d'associations autrichiennes - des clubs d'échecs aux groupements scientifiques, en passant par les clubs sportifs - qu'elles jugèrent indésirables et qu'elles ont dissoutes. Voir Herbert Steiner, *Das österreichische Vereinswesen und seine Gleichschaltung nach dem März 1938*, dans *Österreich in Geschichte und Literatur*, année 1962, p. 215 sqq.

s'éloignait l'année de la Libération [51]. Notre propos ne peut être de donner un aperçu général de la situation des associations autrichiennes, mais seulement d'étudier certaines de celles qui s'assignent la tâche — souvent ardue et ingrate — de promouvoir l'idée de la nation autrichienne, en vue de faire progresser la prise de conscience nationale. Ces organisations appartiennent à différentes sphères idéologiques, politiques et sociales, mais elles ont en commun leur référence à la spécificité autrichienne, à la résistance antinazie et à la culture nationale.

La plus ancienne de ces institutions est la *Communauté autrichienne* — Österreichische Gemeinschaft — qui vit le jour en 1925. Il faut se rappeler l'atmosphère politique générale qui régnait alors pour comprendre que les fondateurs de la « Communauté » subissaient eux aussi l'influence de leur milieu : leur premier maître à penser avait été Anton Orel, réformateur chrétien-social, personnalité controversée en raison de son traditionnalisme, de sa nostalgie du passé féodal et de son antisémitisme forcené [52] et de certaines tendances pangermanistes ; c'est pourquoi, le dimanche de la Pentecôte 1925, un groupe de ses jeunes disciples se sépara de lui en fondant la « Jeunesse grande-autrichienne [53] », nom qui prouve combien les douze fondateurs étaient encore attachés au passé [54]. Ils prirent ensuite le nom de *Grossösterreichische Gemeinschaft,* pour trouver enfin leur dénomination définitive : *Österreichische Gemeinschaft ;* ils se mirent à propager vigoureusement l'idée de la nation autrichienne.

---

51 Aujourd'hui il existe à nouveau des organisations « völkisch » qui se réclament de l'ethnie allemande et se nomment par exemple « Allgemeiner Deutscher Kulturbund » *Witikobund, Deutsche Aktionsgemeinschaft für Nationale Politik,* etc.

52 Epigone du baron Vogelsang, Orel avait fondé en 1905 « l'Union de la jeunesse ouvrière d'Autriche » qui prit la défense des apprentis, ce qui provoqua la rupture avec le parti chrétien-social, déjà fortement empreint de conservatisme. Outre son programme social, cette organisation de jeunesse chrétienne proclama son engagement pour la « Grande Autriche », idéologie sans objet après la dislocation de la monarchie. Orel entra alors en rapport avec l'organisation catholique allemande « Quickborn » (Fontaine de Jouvence) dont deux émissaires furent envoyés en Autriche pour réformer l'Union de la Jeunesse d'Orel en vue d'en faire une simple annexe de Quickborn.

53 *Grossösterreichische Jugend,* avec l'idée que les pays de l'ancienne monarchie danubienne pourraient un jour se retrouver ensemble.

54 Parmi les personnalités marquantes de ce groupe fondateur, il faut compter le professeur Schmid lui-même, fondateur et propriétaire des Editions culturelles autrichiennes à Salzbourg et, jusqu'à son décès (décembre 1972), éditeur des cahiers *Die österreichische Nation* qu'il laissa en héritage à E. F. Winter, fils de E. K. Winter qui, sous la première République, anima, on le sait, « l'Action autrichienne ».

L'un des co-fondateurs de la Communauté, Wilhelm Schmid, fait l'historique de ce mouvement dont nous citons quelques extraits : « Dans les années trente nous étions comme sur une île au milieu d'une mer déchaînée... Seipel parlait alors d'un même peuple dans deux Etats ; Dollfuss était membre de la corporation " Franco-Bavaria " d'obédience nationale-allemande extrémiste, qui célébrait chaque année la fondation du Reich wilhelminien sous hégémonie prussienne. Même après l'assassinat de Dollfuss, son successeur Schuschnigg ne put se départir de son idée favorite d'une Autriche allemande au service de la Grande Allemagne... A cette époque, l'organe de la Communauté était la revue *Vaterland* qui défendait les idées de la nation autrichienne au moment même où le Dr Alfred Klahr, communiste, parvenait à des conclusions identiques. Depuis lors, les milieux nazis ou néonazis tentent de dénigrer cette idée en la présentant comme une invention des communistes et des puissances « d'occupation alliées » [55].

Après l'annexion par le IIIe Reich, les membres de la Communauté furent recherchés par la Gestapo, nombre d'entre eux furent déportés à Dachau, d'autres exécutés par les nazis. Nous avons évoqué leur sort. Immédiatement après la libération, la Communauté fut reconstituée, elle se donna en 1947 un organe *Die Gemeinschaft,* rebaptisé en 1949 *Nation* et en 1950 *Die österreichische Nation.* La Communauté autrichienne, tel fut son nom à partir de 1945, participa aux campagnes pour l'institution de la « Fête nationale autrichienne » qui aboutirent, nous le savons déjà, à la loi votée le 25 octobre 1965, dix années après la signature du traité d'Etat. Parmi ses assises annuelles mentionnons celle de juillet 1972 où, dans une motion, la Communauté s'adressa à toutes les autorités compétentes pour demander que la terminologie pangermaniste soit définitivement bannie des manuels scolaires et de toutes les publications culturelles et historiques [56]. De jeunes chercheurs

---

55 Voir *Die österreichische Nation,* 12e année, n° 5, mai 1971, p. 68-73.

56 Ce point de la résolution nous semble assez intéressant pour être cité dans l'original : « Alle Regierungsmitglieder und Mandatare in Bund, Ländern, Städten und Gemeinden, ebenso alle kirchlichen Funktionäre der verschiedenen Religionsbekenntnisse, im besonderen die Presse, die Lehrer und Erzieher auf allen Stufen der Forschung und der Bildung werden mit Nachdruck aufgefordert, im Interesse nationaler Selbstachtung die von der pangermanistischen Geschichtsschreibung, wie sie im vorigen Jahrhundert aufgekommen ist, eingeführten, wissenschaftlich aber falschen Bezeichnungen wie « Heiliges Römisches Reich deutscher Nation », « Deutscher Kaiser » oder « Römisch-Deutscher Kaiser» (für Herrscher der Zeit vor 1871 bzw. vor 1806), « Deutscher König » und ähnliche in Zukunft sowohl selbst nicht mehr zu verwenden als auch die ihnen untergeordneten Instanzen oder Dienststellen, vor allem Beamten und Angestellten sämtlicher Bildungseinrichtungen streng auzuweisen, sie zu vermeiden, und, wenn

ont tout récemment encore démontré qu'il ne suffit pas d'expurger la terminologie des manuels pour qu'ils rendent compte correctement du passé lointain et récent de l'Autriche [57].

La tradition du *Bundesverband österreichischer Widerstandskämpfer und Opfer des Faschismus (KZ-Verband)* [58] remonte moins loin dans le passé, pour une raison précise : les camps de concentration n'existaient pas en Autriche avant les régimes autoritaires, et il n'y avait donc ni victimes ni rescapés. Immédiatement après la libération des camps, ces derniers considèrent comme un devoir de continuer la lutte pour les idéaux qu'ils avaient défendus, sans considération d'appartenance politique. Simplement pour maintenir les sentiments de solidarité des camps et l'esprit qui les animait alors : celui de la défense de la patrie autrichienne.

Mais en 1948, la guerre froide battant son plein, les deux grands partis de la coalition, Oe.V.P. et S.P.Oe., jugèrent incompatible une cohabitation avec les communistes, même dans l'organisation des victimes du fascisme, ils créèrent donc leurs propres organisations d'anciens résistants et victimes du nazisme *Oe.V.P.-Kameradschaft der politisch Verfolgten* — Amicale-Oe.V.P. des persécutés politiques, et *Bund sozialist-*

---

sie von anderen Personen noch benützt werden, im Sinne der historischen Wahrheit zu berichtigen. Die zutreffenden Ausdrücke lauten auschliesslich « Heiliges Römisches Reich » (ohne Zusatz) « Römischer Kaiser », « Römischer König » usw. Ausserdem darf der 26. Oktober kraft Gesetzes einzig und allein als « Nationalfeiertag » (und nicht als « Staatsfeiertag » als welcher der 1. Mai zu gelten hat) bezeichnet werden. Voir *Die österreichische Nation*, n° 9, sept. 1972, p. 121-122.

57 A l'occasion de la fête nationale 1977, une équipe de jeunes historiens a publié une étude approfondie sur les contenus et les formes des manuels d'histoire mis à la disposition des élèves de l'enseignement secondaire en Autriche ; les conclusions sont à vrai dire accablantes pour leurs auteurs - et pour les autorités scolaires qui donnent leur « approbation » pour leur utilisation dans l'enseignement : on constate une tendance générale à l'« harmonisation » de l'histoire dans ce sens que, finalement, personne n'est responsable et tout est œuvre du destin. (Sans vouloir offenser les auteurs de ces manuels : Hitler parlait lui aussi très souvent de la « providence » qui l'avait placé à la tête de l'Allemagne). Le résultat, selon l'équipe rédactrice de l'étude : tant d'événements sont omis, tant d'autres mal présentés ou mal interprétés qu'il faut penser sérieusement à renouveler l'historiographie autrichienne. C'est ce que nous pensons également, mais il faut dire que trente années – une génération - sont un délai assez long pour que de tels manquements soient évités. Voir Karl Haas, Manfred Hahn, Gustav Spann, Wilfried Aichinger (avec collaboration de Peter Malina) : *Österreichische Schulbuchwirklichkeit* - Zeitgeschichtliche Aspekte im österreichischen Geschichtslehrbuch, dans *Die Republik*, 3/1977, p. 16-50.

58 Union fédérale des résistants et victimes du fascisme autrichiens (Fédération des camps de concentration). L'abréviation KZ-Verband est habituellement utilisée, KZ étant le sigle pour Konzentrationslager.

ischer Freiheitskämpfer — Union des combattants socialistes pour la liberté ; toutefois les sentiments unitaires, toujours vivaces dans les rangs des anciens résistants, ont permis de créer, sinon l'unité organique, du moins une *Communauté de travail des associations de résistants et rescapés* [59] qui a participé activement, ces dernières années, à la nouvelle Résistance contre les résurgences pangermanistes et néonazies. Le KZ-Verband, qui fait partie de cette Communauté de travail, mène sa propre action, suivant en cela ses statuts qui précisent entre autres : « ... Le KZ-Verband veillera à ce que des menées nazies, fascistes ou nationales-allemandes et leurs idéologies n'aient pas libre cours en Autriche. Il combattra avec la dernière énergie tout phénomène nazi ou fasciste et surtout toute tentative d'un nouvel anschluss... »

Ce qui nous intéresse, dans le cadre de cette étude, c'est l'attitude du KZ-Verband à l'égard de la nation autrichienne, attitude qui est fixée implicitement dans les statuts qui parlent des recherches nécessaires sur l'histoire récente et du travail d'éducation civique en direction de la jeunesse [60]. Dans ce même sens va la commémoration du souvenir des victimes tombées pour l'indépendance de l'Autriche ; le KZ-Verband a initié l'érection de nombreux monuments dans les anciens camps de concentration, notamment à Mauthausen, Ebensee, Melk, camps connus de nombreux Français. La Fédération a également participé à de nombreuses manifestations contre le nazisme et contre l'antisémitisme.

Pendant de longues années, avec les autres associations de la Résistance, le KZ-Verband a mené campagne pour que soit créée une décoration spéciale à conférer aux résistants qui ont contribué activement à la lutte pour la libération de l'Autriche. Plus de vingt années furent nécessaires pour aboutir à cette fin, mais ce fut finalement un succès de l'union de tous les anciens résistants. En effet : le 27 janvier 1976, le Conseil National adopta la loi suivante : Art. 1er : Pour les mérites acquis lors de la libération de la République d'Autriche de la tyrannie nationale-socialiste, il est institué une décoration honorifique portant le nom de décoration honorifique pour la libération (*Befreiungs-Ehrenzeichen*). Art. 2 : Cette décoration peut être conférée aux per-

---

59 *Arbeitsgemeinschaft der Widerstandskämpfer und KZ-Verbände Österreichs.*

60 L'importance de l'histoire est, une fois de plus, soulignée, lorsqu'on lit : « Besondere Bedeutung muss dabei der Vorgeschichte und der Geschichte der Besetzung Österreichs durch Deutschland beigemessen werden. Eine Überlieferung dieser Tatsachen an die schulpflichtige Jugend in den Schulen, an die studierende und an die schulentwachsene Jugend, durch Einrichtungen der Volksbildung, ist mit allen verfügbaren Mittlen, einschliesslich Massenmedien, wie Rudfunk und Fernsehen, anzustreben ».

sonnes qui ont acquis des mérites pour la libération de l'Autriche de la tyrannie nationale-socialiste et possédant ou ayant possédé la citoyenneté autrichienne...

La première remise de décorations eut lieu à l'occasion du 22e anniversaire de la proclamation d'indépendance de la Seconde République, le 26 avril 1977, par le président fédéral Kirchschläger [61]. Avec retard, certes, cette loi et la décoration sont néanmoins une pierre de plus dans la construction de la nation autrichienne.

Si le KZ-Verband est membre de la Fédération Internationale de la Résistance (F.I.R.) le « Mouvement autrichien de la Résistance » — *Österreichische Widerstandsbewegung* — appartient à l'Union Internationale de la Résistance et de la Déportation (U.I.R.D.). La *Widerstandsbewegung* comprend une aile conservatrice représentée par son président, le Dr Sobek, et une aile socialiste symbolisée par son vice-président, le publiciste Josef Hindels qui déploie une grande activité dans la lutte contre le néonazisme.

Le « Mouvement », qui n'est pas une organisation de masse, a néanmoins à son actif plusieurs actions dont il peut être considéré comme l'initiateur, notamment la campagne dont nous avons rendu compte pour un « Engagement clair en faveur de la nation autrichienne » — *Klares Bekenntnis zur österreichischen Nation,* inaugurée en 1967 à l'occasion de la première fête nationale autrichienne en tant que journée chômée, et qui a recueilli la signature de personnalités autrichiennes de premier plan, campagne relancée à chaque 26 octobre. Rappelons qu'un point particulièrement intéressant du manifeste du « Mouvement » est la relation établie entre l'engagement pour la nation autrichienne et la défense de l'indépendance de l'Autriche.

Trois recueils de documentations illustrent plus particulièrement l'activité et la fonction de la *Widerstandsbewegung :*

— A l'occasion du 25e anniversaire de la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement édita une brochure qui traitait des rapports entre résistants et soldats [62]. On y démontrait l'absurdité de la thèse néonazie selon laquelle les résistants auraient été des traîtres

---

61 Un autre hommage fut rendu aux victimes et combattants autrichiens à l'occasion de la fête nationale, en 1977 : un timbre-poste spécial leur a été consacré.

62 *Widerstandskämpfer und Soldaten* - 25 Jahre nach dem Ausbruch des Hitlerkrieges, herausgegeben von der Österreichischen Widerstandsbewegung, Wien, 1964.

à la patrie : « La Résistance contre Hitler et la guerre hitlérienne a été une action patriotique pour l'Autriche. Quiconque a résisté en portant préjudice au régime nazi, quiconque a aidé les alliés, a rendu un grand service à l'Autriche... La défaite de l'Allemagne nazie a été la condition *sine qua non* du rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique [63]. » D'autre part, le Mouvement soulignait qu'il serait néfaste de qualifier de criminels de guerre tous les anciens soldats de la Wehrmacht, enrôlés de force, tout en mettant en garde contre les menées des « Soldatenbünde » qui veulent entretenir « l'esprit du front » et glorifient le passé hitlérien.

— Le « Mouvement » a édité également une documentation sur le F.P.Oe. pour démontrer comment ce parti se dresse fondamentalement contre l'existence de l'Autriche en affirmant sans relâche l'appartenance des Autrichiens à la « communauté du peuple et de la culture allemande ». Les propos tenus par les dirigeants contre la déclaration d'indépendance de 1945, contre le traité d'Etat, contre la loi sur la neutralité permanente de l'Autriche et enfin contre l'instauration d'une fête nationale autrichienne, sont soulignés dans cette brochure.

— Une troisième documentation, datant de 1972, soulève les problèmes en rapport avec la campagne menée alors pour innocenter les grands criminels de guerre et notamment l'argument selon lequel ils auraient été dans l'obligation de service et dans la situation de devoir obéir à un ordre donné, au moment où ils ont commis leurs crimes ; la propagande néonazie utilise pour cela l'expression de *Befehlsnotstand.*

Dans la défense de la cause autrichienne, l'Institut national autrichien — *Österreichisches Nationalinstitut* — tient une place importante [64]. Selon ses statuts, « L'Institut national autrichien a la tâche de défendre la nation autrichienne dans tous les domaines de la science, de la culture, de l'enseignement, de l'éducation populaire et de la politique, et de soutenir toutes les associations et personnalités de la vie publique qui adoptent la même attitude. Les efforts de l'Institut

---

63 *Ibid.*

64 Les dirigeants de cet Institut représentent, en gros, les deux grands courants politiques et idéologiques en Autriche : conservateur et social-démocrate ; il est donc, en quelque sorte, une prolongation de la grande coalition, mais ouvert à la discussion. Outre son président, Walter Jambor, auteur de nombreux ouvrages historiques et littéraires qui défendent la thèse de la nation autrichienne, et Norbert Leser, vice-président, connu pour ses recherches sur l'austromarxisme, on trouve, parmi d'autres membres du conseil d'administration, Kurt Skalnik, Anton Pelinka, Georg L. Wagner, Albert Massiczek etc. qui ont tous à leur actif de nombreux articles et ouvrages sur la nation autrichienne. Voir notre bibliographie.

pour rappeler sans cesse aux citoyens autrichiens, par la parole et les écrits, qu'ils sont eux-mêmes responsables de l'existence de notre République démocratique et pour préconiser plus d'objectivité dans la politique, sont étroitement liés à ces objectifs. »

Depuis 1965, l'Institut édite une publication : la revue trimestrielle *Die Republik* qui se veut une tribune pour toutes les causes autrichiennes. Elle est dirigée par Walter Jambor, président de l'Institut, lutteur infatigable de l'idée autrichienne, dont les articles passionnés touchent très souvent les points sensibles de la vie politique autrichienne. Il faut compter à son actif qu'il sait s'élever au-dessus des contingences des partis politiques et se faire ainsi le porte-parole qualifié de ceux qui se reconnaissent dans la nation autrichienne ; du moins comme l'un de leurs porte-parole, car il n'est pas le seul. Comme tel il a posé, dans un article de *Republik*, la question-clé ou, comme il disait, *Die Gretchenfrage der Republik* [65] : Quelle est l'attitude de l'élite intellectuelle et politique de l'Autriche à l'égard de la nation autrichienne, dans quelle mesure est-elle capable de surmonter l'ancestral pan-germanisme. Jambor définit comme critère formateur décisif de la nation la démocratisation progressive de la communauté ayant la volonté d'indépendance. Constatant qu'après 10 années de fête nationale, la conscience autrichienne a fait de substantiels progrès, Jambor

---

65 Jambor ne cache pas non plus que la politique politicienne a fait subir des reculs néfastes à la cause de la nation autrichienne ; lui-même, qui se compte comme faisant plutôt partie du camp conservateur, est amené à critiquer sévèrement le parti populiste qui, dans sa quête des voix et des sympathies des anciens nazis, a dangereusement glissé sur la pente du reniement de la nation autrichienne dont se réclamaient pourtant ses premiers dirigeants sous la Seconde République, Figl, Hurdes, Kasamas et Missong. Il dénonce également la méthode des nationaux-allemands avoués ou camouflés dans le parti populiste qui reprochent à tout défenseur de la nation autrichienne des sympathies communistes. Ainsi, dans un débat au parlement, un député populiste avait attaqué l'Institut national et Jambor personnellement, tout en défendant l'association nationale-allemande *Schulverein Südmark*, en ces termes : « ... Wenn dieser Herr Jambor meint, den Herrn Kanzler verunglimpfen zu müssen oder die leitenden Herren dieses Kulturverbandes (Südmark, n.d.a.) angreifen zu müssen, dann soll er sich eines anderen Sprachrohrs bedienen, meinetwegen der kommunistischen ' Volksstimme ', aber nicht einer Zeitung, die dem Österreichischen Nationalinstitut gehört. » A quoi Jambor répond de façon caustique en faisant allusion à ceux qui dans les régions occidentales de l'Autriche avaient inventé le slogan du « chat rouge » qu'on lâche chaque fois qu'on est à court d'arguments : « Wenn man heute nicht nur in der ' Volksstimme ', sondern auch in der ' Republik ' die Österreichische Nation verteidigen darf, dann ist das bestimmt nicht das Verdienst rhetorischer Antikommunisten jenseits der Enns und des Semmerings ». Voir Walter JAMBOR, *Die Gretchenfrage der Republik*, dans *Die Republik*, 3/1968, p. 8-13.

fixe, pour les années à venir, quatre tâches à l'Institut national pour parachever la consolidation de la *Nationswerdung :*

1. Surmonter, par l'éducation politique, la « pensée gesamtdeutsch » (Ouverture directe de l'Autriche sur le monde, sans l'étape intermédiaire de succursale subalterne de la nation allemande) ;

2. Parvenir à une image historique qui permette de surmonter définitivement les traumatismes de 1933 et 1934 grâce à un travail d'équipe de spécialistes des sciences humaines et de politologues sociaux-démocrates et chrétiens (c'est à notre avis une vue trop étroite qui limite les sciences humaines à la seule « coalition » des deux grands partis, alors que l'apport de spécialistes non liés à l'un de ces partis serait particulièrement enrichissant) ;

3. Intégration spirituelle des Länder fédéraux dans la nation (Rendre accessibles les particularités pour l'ensemble de la nation) ;

4. Définition claire de la position internationale de l'Autriche neutre [66].

Une autre institution peut être considérée comme le complément indispensable à toutes les recherches sur la nation autrichienne, tellement est important le secteur qu'elle couvre : la Résistance autrichienne. C'est l'affaire du *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes - D.Ö.W.* [67]. En effet : vingt-cinq ans après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, dix-huit ans après la libération de l'Autriche, huit ans après la signature du traité d'Etat autrichien, le besoin se fit sentir de retrouver et d'illustrer les racines de la Résistance autrichienne, de rechercher les traces des combattants et victimes de la lutte pour l'Autriche libre et indépendante, de ranimer les traditions de cette lutte libératrice et de les transmettre aux jeunes générations. Il n'était que temps, car on avait laissé passer les années sans s'occuper de ce prestigieux patrimoine d'une importance capitale pour les fondements de la conscience nationale autrichienne. Le 13 mars 1963 — jour du 25e anniversaire de l'annexion — les Archives documentaires de la Résistance autrichienne furent donc fondées sous la direction de Herbert Steiner ; la déclaration de principe des Archives explique qu'elles « doivent surtout servir à l'éducation historique actuelle de la jeunesse, grâce aux preuves documentaires fournies. Il faut familiariser

---

66 Walter Jambor a également organisé le colloque sur la contribution des Länder fédéraux à la Nationswerdung de l'Autriche dont nous avons parlé et qui s'inscrit dans ce programme.

67 Archives documentaires de la Résistance autrichienne, désignées par le sigle DÖW.

la jeunesse avec les conséquences désastreuses de la perte de l'indépendance et de la liberté de l'Autriche, ainsi qu'avec la lutte héroïque des résistants. Les Archives doivent constituer une documentation permanente. »

En quelques années, les Archives réussirent à rassembler une impressionnante collection de documents de toute sorte : 10 200 dossiers, 7 500 photocopies de documents, 6 000 tracts et journaux clandestins de l'époque du IIIe Reich. La collection du D.Ö.W. est particulièrement riche en documents sur l'exil autrichien, entre autres une collection presque complète des journaux et de la littérature de l'exil [68].

Dans son rapport présenté pour le 15e anniversaire du D.Ö.W., Herbert Steiner a pu annoncer que les matériaux du D.Ö.W. suscitent un grand intérêt parmi les étudiants et chercheurs : de 1972 à 1977 furent menés à bien cinq fois autant de travaux scientifiques que dans les vingt-cinq années précédentes. Les matériaux du D.Ö.W. sont facilement accessibles grâce aux catalogues d'archives régulièrement établis — plus de dix déjà — mais qui sont en même temps utilisés par l'équipe du D.Ö.W. elle-même pour éditer des publications sur la Résistance et les persécutions, la plus importante jusqu'ici étant la documentation en trois volumes *Widerstand und Verfolgung in Wien 1933-1945* [69]. Ces publications sont fort utiles aux enseignants et chercheurs et contribuent à donner une image concrète de la Résistance autrichienne au grand public, aux élèves et étudiants. Le D.Ö.W. a également organisé des expositions sur la Résistance, sur l'exil, sur la lutte pour la libération de Vienne, etc., qui ont connu un grand succès non seulement à Vienne et dans les Länder fédéraux, mais aussi dans plus de vingt pays étrangers où elles ont été présentées. Il est regrettable que la France n'ait pas encore reçu une de ces expositions, alors que 25 universités nord-américaines leur ont fait bon accueil [70]. Grâce au D.Ö.W.

---

68 Ces informations sont tirées des publications du DÖW : *Mitteilungen des DÖW*, paraissant en périodicité libre, *Jahresberichte des DÖW* (rapports annuels), et *Festschrift - Zehn Jahre Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes*, publiée à l'occasion du 10e anniversaire du DÖW.

69 Notons, parmi ces publications, la collection *Monographien zur Zeitgeschichte* dont nous avons tiré de nombreuses informations ; pour les autres publications du DÖW, se reporter à notre bibliographie.

70 Une autre réalisation du DÖW, menée à bien avec le concours de toutes les associations d'anciens déportés et résistants, est l'aménagement d'un lieu commémoratif en l'honneur des victimes de la lutte pour la libération de l'Autriche de 1938 à 1945, sur l'emplacement même où commença, pour des milliers d'Autrichiens, le chemin des tourments des prisons et des camps : à l'endroit même où se trouvait en 1938 l'Hôtel Metropol, quartier général de la Gestapo. Aujourd'hui s'y dresse un immeuble moderne qui porte le nom de Figl-Hof en souvenir du chancelier Figl.

également, plusieurs films documentaires sur la Résistance ont pu être tournés.

Cependant le D.Ö.W. se sent aussi obligé de prendre position sur l'actualité : à plusieurs reprises, il s'est inséré dans les campagnes contre les menées anti-autrichiennes, grandes-allemandes, néonazies et antisémites. Pour cerner ce domaine, il a mis en chantier, avec plusieurs Instituts universitaires, un projet de recherche intitulé *Le Néofascisme - un danger ?* [71] Nous pouvons dire, sans exagérer, que notre travail aurait été inconcevable sans les possibilités offertes par les Archives documentaires de la Résistance autrichienne, mais aussi sans les apports des autres institutions citées dont nous conclurons le bref aperçu par l'évocation de *Pro Austria*, centre d'études fondé en 1969 par le professeur Georg L. Wagner, l'un des chercheurs en vue, pour créer les fondements d'une image de l'Autriche autrichienne. *Pro Austria* fonctionne comme section de la Bibliothèque Nationale où elle dispose d'une salle de travail et d'exposition. Son fondateur a précisé ainsi le programme de travail de *Pro Austria :*

1. Création d'un Centre d'Etudes mettant à la disposition des chercheurs des ouvrages de base sur l'histoire politique, économique, sociale et spirituelle de l'ancienne et de la nouvelle Autriche.

2. Aménagement d'une bibliothèque spéciale sur les Länder fédéraux pour dépasser la vue souvent centrée sur Vienne des études autrichiennes.

---

71 Il est significatif qu'en 1977 encore - et sans doute par la suite également - deux chercheurs sérieux ont dû se pencher sur ce problème, une fois de plus : Wolfgang Neugebauer, dans un article paru dans *Zeitgeschichte* établit un bilan impressionnant des activités toujours persistantes des groupes néonazis en Autriche et rappelle que les idées néofascistes sont également présentes, de façon sous-jacente, dans les deux grands partis qui dominent la scène politique en Autriche. W. Neugebauer, *Aktuelle faschistische Strömungen in Österreich,* dans *Zeitgeschichte,* mai 1977, p. 280-291.
De son côté Albert Kadan pose la question *Neofaschismus - ein aktuelles Problem in Österreich ?* Il y répond par un aperçu éloquent de tous les groupuscules néofascistes qui s'agitent toujours en Autriche, en analysant particulièrement le dernier venu d'entre eux *Aktion Neue Rechte,* c'est-à-dire l'Action pour une nouvelle Droite qui, en juin 1976, a établi un programme en 25 points rappelant « comme par hasard » les 25 points du programme du NSDAP de jadis, dans lequel deux thèmes sont repris avec insistance : celui de la race « qu'il s'agit de protéger » et celui de la nation allemande dont doivent faire partie les Autrichiens. Par conséquent il n'est pas surprenant que l'Action nouvelle Droite « repousse avec énergie le concept d'une ' nation autrichienne ' et ne reconnaisse que le caractère allemand de ce territoire ». Voir A. Kadan, *art. cit.* dans *Die Republik,* 3/1977, p. 4-15.

3. Etablissement d'un fichier central comprenant une documentation exhaustive sur tous les austriaca de la Bibliothèque Nationale, mise à la disposition des utilisateurs du département *Autriche* de cette bibliothèque ; on peut dès à présent consulter plus de 50 000 fiches.

4. Edition d'une collection scientifique présentant les résultats des recherches de l'équipe de *Pro Austria*. Le premier volume de cette série est déjà paru : *Österreichs erste Literaturgeschichte* (La première histoire de la littérature de l'Autriche), ouvrage de Johann Baptist Gabriel Mareck qui vécut au XVIIIe siècle ; volume édité et annoté par Kurt Adel. Parmi les autres ouvrages en préparation, indiquons celui qui se rapporte à notre travail, mais qui n'est pas encore paru : *Von der Staatsidee zum Nationalbewusstsein* [72].

A l'occasion du trentième anniversaire de la Seconde République, *Pro Austria* a organisé une grande exposition pour présenter une documentation scientifique se rapportant à la naissance de cette république et à ses antécédents politiques, sociaux, scientifiques, littéraires et culturels. L'exposition était axée autour de trois idées-force : le développement de la conscience nationale, l'idée de l'Etat fédéral et la neutralité permanente de l'Autriche. Déjà, les discours-programme prononcés lors de l'inauguration de *Pro Austria* avaient indiqué clairement les objectifs à poursuivre par ce centre d'études qui, depuis, contribue activement à la consolidation de la conscience nationale autrichienne [73].

---

72 Georg L. Wagner appartient à ces historiens qui remontent dans un lointain passé pour trouver les origines de la nation autrichienne et leurs travaux sur les fondements et l'évolution de cette nation sont méritoires. Toute nation doit en effet plonger ses racines dans le passé, mais qu'ils fassent remonter l'origine de l'Autriche tantôt à plus de mille ans, tantôt à 500 ans ou moins, la *nation moderne* d'Autriche remonte - comme les autres nations - au début de l'évolution capitaliste qui pour l'Autriche se situe au plus tôt au XVIIIe siècle et, concrètement, au XIXe lorsque fut fondé officiellement par François Ier l'Empire d'Autriche en 1804. Il va de soi que les Autrichiens existent depuis plus longtemps et qu'un sentiment d'Etat s'était formé sous Marie-Thérèse au plus tard ; mais c'est le XIXe siècle qui fut déterminant pour la formation de la nation autrichienne actuelle.

73 Rappelons en quelques mots les discours qui furent prononcés à cette occasion, le 23 octobre 1972, notamment l'engagement personnel du président Jonas qui déclara à ce propos : « Au cours des siècles, le mot ' nation ' a plusieurs fois changé de signification. Ceux qui parlent aujourd'hui de la nation autrichienne ne pensent plus au concept herderien de la nation comme communauté de langue. Il s'agit plutôt, comme pour la Suisse et les Pays-Bas, d'une nation formée historiquement et qui repose sur les liens noués dans la destinée commune remontant aux anciens pays héréditaires (des Habsbourg) et aux Länder fédéraux d'aujourd'hui. La profession de foi autrichienne signifie que la majorité écrasante de notre peuple se reconnaît dans cet Etat, qu'il a des traditions communes et qu'il veut aller vers l'avenir par sa propre voie. Tous les sondages et enquêtes de

RECHERCHES UNIVERSITAIRES SUR L'AUTRICHE

A ces six institutions qu'on pourrait qualifier de pro-autrichiennes et patriotiques, parce que créées dans l'intention explicite de promouvoir la conscience nationale et l'engagement pour l'Autriche, il faut en ajouter plusieurs autres à vocation universitaire qui se sont spécialisées dans les recherches et l'enseignement de l'histoire et de la littérature autrichiennes et qui, par leurs publications, contribuent très efficacement à la prise de conscience des étudiants, jeunes chercheurs et enseignants qui, en nombre croissant, entreprennent des recherches sur des sujets concernant la conscience nationale. Parmi ces institutions, l'Institut pour l'histoire contemporaine de l'Université de Vienne (*Institut für Zeitgeschichte der Universität Wien*) joue un rôle éminent par le nombre de ses étudiants, des « dissertations » (thèses de doctorat) et de publications sur l'histoire récente de l'Autriche. Sous la direction du professeur L. Jedlicka s'est formée une pléiade de jeunes historiens qui, aujourd'hui, ont essaimé dans toutes les universités autrichiennes, soit comme assistants, soit comme professeurs d'histoire. Leurs ouvrages traitent des questions politiques et économiques de la Ire et de la IIe République d'Autriche, et les anciens élèves de Jedlicka, décédé en 1977, sont parmi les membres les plus actifs de la Commission scientifique pour la recherche de l'histoire de l'Autriche de 1927 à 1938 qui se réunit deux fois par an en colloque. Cette commission a déjà plusieurs publications à son actif dont une importante documentation couvrant la période de 1927 à 1938, intitulée *Vom Justizpalast zum Heldenplatz.* Parmi les projets de recherche de l'Institut, il en est un qui nous semble particulièrement intéressant, comme susceptible de combler une grande lacune : l'enseignement de l'histoire récente. Ce projet a pour titre : *Die Vermittlung von Zeitgeschichte im österreichischen Geschichtslehrbuch seit 1945* [74]. On connaît les faiblesses des manuels d'histoire qui transmettent trop souvent encore une image

---

ces dernières années montrent sans doute possible que les Autrichiens, et notamment les jeunes générations, ressentent comme une évidence l'existence de la nation autrichienne » (Extrait de *Die Zeit der grossen Visionen ist niemals vorbei,* Reden des Bundespräsidenten Franz Jonas, Wien, 1974, p. 270-271). De même le ministre de la recherche scientifique, Mme Firnberg, souligna le soutien que son ministère entendait donner à la promotion de la conscience nationale autrichienne en aidant les chercheurs dans leurs travaux historiques, sociologiques et autres.

74 La transmisson de l'histoire contemporaine de l'Autriche dans les manuels d'histoire. Nous avons fait état d'un premier résultat de ce projet concrétisé dans l'article *Österreichische Schulbuchwirklichkeit, Die Republik, op. cit.*

falsifiée aussi bien de l'histoire de l'Autriche que des forces politiques et économiques en présence [75].

L'Institut pour la connaissance de l'Autriche (Institut für Österreichkunde) a lui aussi de vastes préoccupations pédagogiques et scientifiques. Fondé par l'éminent historien Alfred Lhotsky, il est maintenant dirigé par Erich Zöllner, auteur d'une *Histoire de l'Autriche* également parue en français. Les activités de cet Institut sont multiples ; outre la revue trimestrielle *Österreich in Geschichte und Literatur - mit Geographie,* il publie en périodicité libre une série intitulée *Österreich-Archiv* et une autre série, *Schriftenreihe des Instituts für Österreichkunde.* Toutes deux traitent des questions historiques, littéraires, économiques et géographiques intéressant l'Autriche contemporaine. Chaque année, l'Institut organise les assises soit d'historiens, soit de géographes, soit de spécialistes de la littérature autrichienne. Depuis la fondation de la Seconde République, l'Université de Vienne elle-même possède un Institut, l'*Institut für österreichische Geschichtsforschung* qui s'occupe uniquement de l'histoire et de l'historiographie autrichienne.

Dans le domaine culturel nous ne mentionnerons que trois sociétés, parmi beaucoup d'autres, qui ont vocation de promouvoir et de faire rayonner la création culturelle autrichienne : *Die österreichische Gesellschaft für Literatur, Die österreichische Gesellschaft für Musik* qui toutes les deux se préoccupent de faire connaître à l'étranger également les jeunes créateurs autrichiens, et enfin Le Centre de documentation pour la littérature autrichienne récente — *Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur.* Ce centre dispose d'une importante collection de bandes magnétiques, de fichiers, de photographies, manuscrits et xérogrammes, et de coupures de journaux sur la littérature autrichienne de 1890 à nos jours. En collaboration avec le D.Ö.W. il a organisé en 1975 le colloque international sur l'exil autrichien de 1934 à 1945 qui a rassemblé 105 participants de 13 pays de l'Ouest et de l'Est, colloque dont les communications nous ont été précieuses pour mener à bien notre travail [76].

---

75 A cet égard, nous rappelons la communication de Michael DERNDARSKY au Colloque de Rouen, *Die Berücksichtigung der Zeitgeschichte im Lehrbetrieb der Wiener Universität* où il constate des lacunes importantes dans l'enseignement de l'histoire contemporaine, lacunes qui commencent seulement à se combler à partir des années soixante. Voir M. DERNDARSKY, *art. cit.*, dans *Austriaca-Spécial Colloque,* p. 235-283.

76 Dans un article paru dans *Österreichische Hochschulzeitung* du 13 avril 1968, intitulé *Wer spinnt den Faden Rot-Weiss-Rot ?,* nous avons en outre trouvé des indications sur d'autres institutions : *Österreich-Institut,* Wien *Österreichische Kulturvereinigung, Österreichisches Kulturzentrum Österreich-Haus,* Wien, qui agissent dans ce sens.

Le fait que de telles institutions — et d'autres qui agissent dans le même sens — existent aujourd'hui mérite d'être relevé, car il est significatif d'un nouvel état d'esprit. Pour tout autre pays que l'Autriche l'existence d'institutions nationales est une évidence. Pour l'Autriche cela commence seulement à le devenir car sous la Première République, par exemple, elles auraient été à peine imaginables. A cette époque, toutes les entreprises authentiquement autrichiennes auraient été vouées à l'échec à cause de la prédominance de l'idéologie pan-allemande, sinon pangermaniste, dans le pays. Leurs activités mettent donc en lumière des changements fondamentaux, et nous pouvons à juste titre les considérer comme des acquis et des effets durables de la prise de conscience autrichienne qui s'est opérée dans le pays à la suite des événements survenus depuis 1938.

ANNIVERSAIRES, CONTROVERSES ET DISCOURS

Libération et déclaration d'indépendance de 1945, traité d'Etat de 1955, Fête nationale décidée en 1965, décoration honorifique pour faits de Résistance en 1976, que d'occasions de regarder en arrière, de tirer des bilans et de développer des perspectives d'avenir pour la nation autrichienne. L'Autriche officielle n'a pas manqué de se souvenir, accompagnée souvent, et c'est heureux, des commentaires plus ou moins acides de ceux qui s'estiment chargés du rôle d'observateurs critiques, d'opposants persévérants ou simplement d'esprits libres qui se refusent à donner dans les images d'Epinal, tentation à laquelle succombent si souvent les orateurs de circonstances.

Mais derrière les discours, il y a la réalité : une réalité qui en rapport avec la conscience nationale peut être considérée comme satisfaisante, toujours soumise cependant aux problèmes de la vie et, en Autriche, toujours remise en question par des facteurs intérieurs et extérieurs.

C'est contre ces facteurs, contraires à l'existence et à la conscience de la nation autrichienne, que Walter Jambor se dresse régulièrement dans sa revue *Die Republik*. Il est l'un des rares défenseurs de la nation autrichienne qui, tout en appartenant à l'aile conservatrice de l'échiquier politique, ne ménage pas ses propres amis politiques, et qui n'a pas hésité à s'attaquer au chancelier Raab lorsque celui-ci s'abandonna à des complaisances vis-à-vis des anciens néonazis ; nous avons mentionné l'une de ces escarmouches. Mais lui non plus ne peut renier complètement ses options : il cherche le salut de la nation autrichienne dans la *Sozialpartnerschaft* à laquelle il consacre périodiquement des numéros entiers de sa revue, comme celui de décembre

1974 où il engage à persévérer le président de l'Ö.G.B., Anton Benya, également président du Conseil National et par là le troisième personnage de l'Etat, et qui attribue à cette forme de coopération de classes une signification nationale. Sans doute, nous l'avons déjà dit, le bilan social de la Seconde République est impressionnant. Comment se fait-il alors que la plupart des auteurs de *Die Republik* doivent dénoncer périodiquement la paresse idéologique, la paresse culturelle, le sous-développement civique qui s'empare des esprits ? Cet état de choses incite Jambor à poser la question : *Wie leer ist Österreich ?* Article où il donne en exemple aux grands partis les réflexions auxquelles se livraient en 1969 les communistes autrichiens — et pas seulement Ernst Fischer et Frank Marek qu'il cite — tout en reprochant à l'Autriche officielle d'avoir par sa paresse intellectuelle provoqué le marasme dont souffre l'éducation autrichienne en matière d'auto-compréhension nationale [77]. Chaque année, le manque d'initiatives heureuses pour célébrer la fête nationale provoque les rires de la *Republik*, non sans raison d'ailleurs. Les critiques ne manquent pas quant à la forme qu'on donne à la fête nationale ou plutôt au contenu qu'on ne lui donne pas ; Herbert Steiner par exemple exige qu'on établisse de façon consciente et permanente le rapport imprescriptible entre la fête nationale et le legs de la lutte pour la libération : fête nationale et Résistance doivent être indissolublement liées dans une unité organique [78].

Lors d'un symposium tenu à Melk en avril 1974, dix-neuf ans après la déclaration d'indépendance, les représentants des organisations de jeunesse critiquèrent amèrement les instances compétentes de n'avoir pas su créer les conditions politico-éducatives pour une célébration digne de cette journée [79]. Les organisations de jeunesse demandèrent la constitution d'un comité national qui serait chargé de coordonner forme et contenu de la fête nationale, afin de lui conférer un caractère démocratique, scientifique et patriotique. En faisant parler des personnes compétentes sur les problèmes historiques et actuels, il faut parvenir à la démonstration annuelle — et permanente — du consensus national, seul moyen de surmonter la pensée et l'action extrémistes,

---

77 Walter Jambor, *Wie leer ist Österreich ?* (Jusqu'où va le vide autrichien ?), dans *Die Republik*, 4/1969, p. 4-11. Jambor reproche notamment aux dirigeants autrichiens leur laisser-aller dans la question nationale.

78 Herbert Steiner, *Schach der antiösterreichischen Begriffsverwirrung*, dans *Die Republik*, 1/1973, p. 23-25.

79 En 1972 seulement le gouvernement fit un effort particulier pour que la fête nationale soit une véritable cause nationale, en organisant deux colloques, l'un scientifique, l'autre historique. Ce dernier fut à l'origine de la Commission scientifique pour la recherche de l'histoire de l'Autriche de 1927 à 1938.

opportunistes ou particularistes et anti-autrichiennes. Il faut se rappeler que l'effondrement de l'Autriche en 1918 et en 1938 résulta de l'incapacité d'intégrer, dans le premier cas, les nationalités de la monarchie et dans le second, le peuple autrichien de la Première République, dans la nation autrichienne [80].

Les années 1975 et 1978 offraient la possibilité de nombreux discours ; 1975 était le trentième anniversaire de la Seconde République et de la libération.

A cette occasion, le parti communiste publia une brochure assez triomphaliste pour tirer les leçons de trente années de Seconde République, d'où nous extrayons ce passage : « En 1938, un seul parti déclara alors que les Autrichiens n'étaient pas Allemands, mais une nation à part ; un seul parti appela à la résistance et proclama avoir pour objectif la résurrection de l'Autriche en tant que pays indépendant et démocratique... et au cours des sept années de la domination hitlérienne en Autriche, des six années de la guerre mondiale, un seul parti politique, en Autriche même, organisa de toutes ses forces la lutte contre la dictature fasciste : le P.C.A. ... Après avoir rappelé les sacrifices des communistes et ceux de l'armée soviétique pour la libération de l'Autriche, la brochure cite Figl et Schärf qui, en 1945, ont remercié l'armée rouge victorieuse de son action libératrice et conclut que les communistes furent également aux premiers rangs de la lutte contre les offensives néofascistes et monarchistes, ont demandé que l'Autriche proclame sa neutralité et obtenu raison [81]. »

De toute façon, les discours officiels ou non pouvaient faire état de l'essor économique de la Seconde République, du consensus social et aussi national, se contentant souvent d'une petite phrase pour mettre en garde contre le danger qu'il y aurait à retomber dans les erreurs du passé, c'est-à-dire dans le manque de foi dans les destinées indépendantes de l'Autriche. Pourtant, il faut le souligner, ces discours reflétaient une réalité, celle de l'Autriche nouvelle, caractérisée par plusieurs facteurs durablement acquis : l'engagement démocratique de toutes les forces politiques autrichiennes et, F.P.Ö excepté, l'engagement pour la vie et la culture nationale autrichiennes de même que la reconnaissance unanime des bienfaits de la neutralité permanente. En exergue de son discours à l'occasion du trentième anniversaire de

---

80 Voir *Die Republik*, 2/1974, p. 4-9.
81 *30 Jahre Befreiung - 30 Jahre wieder Österreich*, Brochure éditée par le parti communiste autrichien, Wien, 1975.

la Libération devant l'assemblée annuelle du D.Ö.W., Anton Benya, président du Conseil National et président de l'Ö.G.B., pouvait déclarer : « Les trente années depuis la résurrection de la République d'Autriche, les vingt années depuis le traité d'Etat ne sont qu'une courte période de l'histoire, mais pour notre génération ce fut une étape longue et décisive ; nous avons tous vécu les événements de ce temps ou même en avons été les acteurs. Il y a trente ans, ceux qui rentraient des camps de concentration, des prisons, de la guerre — qu'ils n'avaient pas voulue — ont fait ensemble le serment : " N'oubliez jamais ! " Ce fut la leçon du passé et la promesse pour l'avenir. Aujourd'hui, nous pouvons à juste titre être fiers de ce qu'a accompli notre peuple autrichien au cours de ces trente années. Mais nous savons que la vie pose toujours des problèmes nouveaux que nous voulons maîtriser dans l'intérêt de l'Autriche. La leçon du passé peut être source de force pour l'avenir ; je conclus donc avec cette exhortation à tous : " N'oubliez jamais ! Tout pour la République démocratique d'Autriche " [82]. »

Il faut croire que les Autrichiens étaient d'accord avec ces différents bilans, puisqu'en octobre de cette même année ils reconduisirent pour la deuxième fois le gouvernement socialiste de Bruno Kreisky, en donnant au P.S. la majorité absolue au Conseil National [83].

Les discours pour le quarantième anniversaire de l'annexion de mars 1938 furent de la même veine. Les manifestations et les professions de foi furent très nombreuses et cela n'ajouterait rien à notre travail d'en citer des passages. Ce qui frappe dans ces manifestations c'est leur unanimité ; qu'il s'agisse de la commémoration solennelle du gouvernement à la Hofburg, de l'ordre du jour du ministre de la Défense, de l'appel du ministre de l'Intérieur à la police et à la gendarmerie ou des discours du chancelier Kreisky, du ministre de la Justice ou du ministre de l'Education, le 13 mars 1938, désigné comme le jour le plus sombre de l'histoire récente de l'Autriche, est également reconnu comme le jour qui a vu la naissance de la prise de conscience de la nation autrichienne. Ne jamais oublier, tirer les leçons du passé, empêcher le retour d'un abandon national c'est l'es-

---

82 Anton Benya, *30 Jahre Befreiung Österreichs*, dans *Zeitgeschichte*, Juni/Juli 1975, Heft 9/10, p. 213-215.

83 Pour la situation de l'Autriche en 1975, on pourra se reporter à *Austriaca*, n° 1, *Autriche - Bilan 75*, décembre 1975, et au discours-programme du chancelier Kreisky devant le parlement, le 5 novembre 1975, *Österreich wird moderner und menschlicher*, brochure éditée par le groupe des parlementaires socialistes.

sence de tous ces discours. Il nous semble symbolique que, ce jour-là, le premier magistrat du pays, le président Kirchschläger, n'ait pas hésité à prononcer trois discours devant des publics différents, et chacun d'une tonalité adaptée à l'auditoire : officiels, jeunes, résistants, démontrant ainsi qu'il prenait au sérieux la cause pour laquelle il s'est engagé à maintes reprises : celle de la nation autrichienne. Faisant allusion à l'abandon du chancelier Schuschnigg au moment du suprême danger, Kirchschläger conclut son discours à la Hofburg par cette réflexion : « Dans les moments d'un danger extrême et de pressions extérieures aucun organe de l'Etat ne peut se soustraire à sa responsabilité, soit en démissionnant, soit en laissant aller les événements. Chaque organe de l'Etat, à commencer par le président fédéral, doit remplir sa fonction ; s'il le faut, il doit boire le calice jusqu'à la lie [84]. »

Ce qui change évidemment du discours d'adieu de Schuschnigg, le 11 mars 1938 et aussi de l'attitude du président Miklas qui laissa s'installer la dictature autoritaire de Dollfuss, par faiblesse, par laisser-aller ou par accord tacite.

Au regard de ces manifestations d'unanimité nationale, on peut donc parler, sans exagération, d'effets durables de la prise de conscience nationale. Tout est-il pour autant réglé et pour toujours ? Nous serions mal fondé de le prétendre. Des points d'ombres existent encore dans ce tableau que nous ne voulons absolument pas présenter comme idyllique. Il y a une autre face du tableau dont il faut tenir compte même si elle n'est pas déterminante, car elle concerne trois facteurs importants de la vie nationale : maîtriser définitivement le passé par une historiographie autrichienne et son prolongement dans l'enseignement public ; dépasser définitivement le pangermanisme et les séquelles des préjugés qui s'y rattachent, notamment l'antisémitisme, l'anticommunisme à la façon hitlérienne et l'antislavisme ; maîtriser le développement économique indépendant en mettant un frein à l'afflux de capitaux étrangers, avant tout allemands. Des pas importants ont été accomplis dans ces trois domaines, mais il reste encore beaucoup à faire.

Commençons par l'histoire, car tout dépend finalement de sa maîtrise. En 1972, nous nous sommes adressé à une cinquantaine d'historiens autrichiens pour savoir ce qu'ils pensaient de leurs prédécesseurs, comment ils concevaient le passé récent de l'Autriche et quelles étaient les tâches qu'ils considéraient comme actuelles pour les historiens

---

84 Voir *Österreich-Dokumentationen - 13. März 1938 - 13. März 1978* - Ansprachen zum 40 Jahrestag der Okkupation Österreichs durch das Deutsche Reich, herausgegeben vom Bundespressedienst, Wien, 1978.

autrichiens. Nous ne pouvons inclure la totalité de cette enquête dans ce travail, elle fera l'objet d'une publication à part, mise à jour d'ailleurs car, depuis 1972, des jeunes historiens de valeur ont pris leur place dans l'enseignement et dans la recherche. Mais on peut cependant tirer certaines conclusions : chez plusieurs historiens autrichiens de la génération la plus âgée et même d'âge moyen, on perçoit toujours une admiration et une nostalgie plus ou moins avouées du « grand Srbik » et de son école avec sa conception « gesamtdeutsch [85] », mais la grande majorité se place sur un autre terrain, celui d'une histoire nationale de l'Autriche dont J. E. Görlich fut l'un des pionniers. Ces historiens se prononcent pour une étude critique du passé, des erreurs commises et considèrent comme le devoir de l'historien de les mettre en lumière « pour empêcher qu'elles se renouvellent ». Toujours plus nombreux sont ceux qui se consacrent à l'histoire récente de l'Autriche, y compris la période de la domination hitlérienne et de la Résistance et celle qui a suivi la libération de 1955. Leurs ouvrages en font foi [86]. Ajoutons qu'on trouve chez les historiens consultés des adeptes de philosophies et d'écoles scientifiques diverses, ce qui ne les empêche pas — de la catholique pratiquante E. Weinzierl au marxiste Hindels — d'œuvrer à la rénovation de l'historiographie autrichienne dans un sens vraiment national.

Pourquoi dans ce cas le prolongement de leurs recherches dans l'enseignement public se fait-il avec un retard que tout le monde déplore, sans qu'on y remédie avec l'efficacité voulue ? C'est une des faiblesses qu'il s'agit de reconnaître d'abord et de surmonter ensuite, car l'avenir autrichien en dépend dans une grande mesure. Une première raison — c'est une affaire de la force d'inertie en toutes choses — est que les résultats de la recherche ne se répercutent que très lentement dans les manuels et les ouvrages de vulgarisation. A cet égard, le travail de l'équipe de l'Institut pour l'histoire récente de l'université de Vienne, que nous avons cité, donne un aperçu assez impressionnant des erreurs, manquements, omissions, falsifications et autres « délits scientifiques » qu'on trouve dans les manuels actuellement en usage [87]. Une enquête organisée par l'Institut national autrichien auprès d'un échantillonnage représentatif de la jeune génération scolaire, au début de 1977, est instructive pour ces omissions : alors que la majorité, la grande majorité des

---

85 Voir Jacques Droz, *Heinrich Ritter von Srbik et la conception gesamtdeutsch de l'histoire allemande,* dans *Austriaca,* n° 6, mai/juin 1978.

86 Nous les indiquons presque tous - du moins ceux qui ont trait à notre sujet - dans notre bibliographie.

87 Voir *Österreichische Schulbuchwirklichkeit, art. cit.*

jeunes interrogés dit clairement qu'elle se considère comme faisant partie de la nation autrichienne, qu'elle est pour une Autriche neutre, modérément intégrée à l'Europe avec sauvegarde de la souveraineté autrichienne, cette même majorité indique également que ces convictions ne lui ont pas été inculquées par l'école, ce qu'un des porte-parole résume dans ce jugement sévère : « Dans les domaines historique et politique l'école reste dans la plupart des cas stérile [88]. » Un test organisé dans une classe de 1re (7. Klasse) d'un établissement de Basse Autriche met en relief les lacunes de l'enseignement de l'histoire récente, qui fait partie de l'éducation politique. Sur douze questions se rapportant au passé récent, six seulement recevaient de la majorité une réponse juste. Ainsi, seule une petite minorité savait quand et par qui avait été fondé le gouvernement provisoire de 1945, une minorité connaissait les présidents de la Seconde République ou savait ce qu'avait été le mouvement « 0 5 » ou le printemps de Prague, que certains voulaient placer en Pologne. Par contre 69 % jugeaient sévèrement le régime de Hitler — alors que 31 % lui attribuaient des qualités positives du genre « Construction d'autoroutes », « Résorption du chômage », etc. — 66 % savaient à quel parti avait appartenu Dollfuss et 83 % ce qu'avait été Mauthausen [89].

Un spécialiste de l'éducation politique par radio scolaire résume ainsi les principaux points du déficit d'éducation politique qu'il s'agit de combler :

1. Maîtrise du passé national-socialiste,
2. Examen de la conscience démocratique,
3. Explication des rapports sociaux, politiques et économiques en Autriche et dans le monde ; et il énumère les sujets dont ni la jeunesse scolaire ni le grand public ne sont suffisamment informés :
   - — les tendances grandes-allemandes dans tous les camps politiques de la Première République,
   - — le rôle de l'émigration dans la renaissance de l'Autriche en 1945,

---

88 Voir *Forum der Jungen - Umfrage zum Thema Politik und Zeitgeschichte*, dans *Die Republik*, 3/1977, p. 51-61.

89 Helga Beran, *Ausbildung ohne politische Bildung ? Keine Zeit für Zeitgeschichte ?* dans *Die Republik*, 3/1977, p. 61-65. Le manque existant dans l'éducation politique est également reconnu par le ministre de l'éducation, M. Sinowatz ; voir son article *Aktualität und Realität der politischen Bildung in Österreich*, dans *Die Republik*, 1/1976, p. 19-23.

— la bataille pour la reconnaissance du gouvernement Renner par les puissances occidentales en 1945 [90].

Il est patent que des efforts sérieux sont entrepris pour combler ces lacunes dans l'éducation politique, et la persistance des activités néonazies qui empoisonnent de préférence l'esprit des jeunes, et avant tout des étudiants, peut paraître d'autant plus insolite. Au moment même où l'Etat tout entier, dans la personne de ses dignitaires les plus hauts, les forces politiques représentées par les partis, les syndicats, les résistants commémoraient dans l'union qui symbolisait le consensus national le 40e anniversaire de l'annexion de l'Autriche pour y puiser la force de ne plus jamais laisser se perpétrer un tel attentat contre l'indépendance, les publications néonazies glorifiaient sans vergogne ce même attentat s'appuyant sur l'éternel pangermanisme pour justifier l'impérialisme hitlérien. L'une de ces feuilles, *Die Aula,* s'ouvrait à cette occasion au fameux Borodajekwycz qui, assisté du député F.P.Oe. Scrinzi, remâchait une fois de plus les vieux slogans nazis pour justifier le viol de l'Autriche, non sans se référer aux positions de Seipel et de Renner, comme à l'accueil réservé par des centaines de milliers de Viennois à Hitler le 15 mars, l'appel des évêques à voter Oui au référendum organisé sous la terreur et après le fait accompli, le tout orné d'une photo de Hitler appelé respectueusement le *Führer.* Comme si pendant ces quarante ans rien ne s'était passé [91].

Dans un article déjà mentionné, W. Neugebauer faisant la radioscopie de l'idéologie néofasciste, relevait les éléments essentiels de cette idéologie : engagement pour le *Deutschtum* dans toutes ses variantes et par conséquent négation de la nation autrichienne, mais aussi de l'indépendance de l'Etat autrichien ; glorification du passé nazi, de la Wehrmacht et des SS, défense des criminels de guerre, etc. ; racisme sous toutes ses formes, campagne contre les minorités, les travailleurs immigrés, antisémitisme sans juifs, niant l'assassinat de 6 millions de juifs pour affirmer qu'il « n'y eut que 200 000 juifs morts » ; propagande pour une « philosophie biologique », nouveau terme pour racisme ; antisocialisme et anticommunisme, dénonciation surtout du « bolchevisme » ennemi mortel ; refus de toute détente.

---

90 Peter Dusek, *Politische Bildung im Schulfunk,* - Erfahrungsbericht eines Autors, dans *Zeitgeschichte,* 5e année, n° 1 - octobre 1977, p. 13-25. Sur les problèmes et les difficultés de l'enseignement de la Résistance autrichienne, voir Elisabeth Springer, *Der österreichische Freiheitskampf im Schulunterricht,* dans *Die österreichische Nation,* Heft 2, Februar 1970, p. 18-22, et Heft 3, März 1970, p. 34-38.

91 Voir en annexe quelques pages photocopiées du périodique *Die Aula,* 28. Jhg., n° 3, März 1978.

Après la présentation de plusieurs de ces organisations néonazies, Neugebauer dénonce particulièrement le *Nationales Ideologiezentrum* (N.I.Z.) dont la direction pourrait facilement être confondue avec une ancienne *Gauleitung* du N.S.D.A.P. [92]. Cependant, répondant en conclusion à la question de savoir si tous ces courants néofascistes sont un danger pour l'Autriche et pour le système parlementaire et démocratique, Neugebauer, au vu de la situation de l'Autriche fortement consolidée du point de vue économique, politique et national, répond : Non. Il se réfère à la décadence très sensible de l'organisation des étudiants du F.P.Oe. qui, au cours des dernières années, a rapidement perdu en influence dans les universités [93]. Oui, la prise de conscience autrichienne a déjà produit des effets durables ; mais outre les groupuscules néonazis, d'autres faits donnent à réfléchir, et notamment l'attitude de certains mass-média qui ont soulevé à plusieurs reprises l'indignation de l'opinion publique ; ainsi, rappelons-nous que la *Kronenzeitung*, feuille de boulevard dont le tirage approche un million d'exemplaires, a commencé en 1974 la publication d'une série d'articles « Les juifs en Autriche » où l'auteur, l'un des fondateurs du VdU néonazi en 1949, réchauffant toutes les légendes antisémites, suscita une émotion considérable de part et d'autre. Il atteignit le sommet du mauvais goût en accusant dans le style nazi, mais sous des dehors « scientifiques » les juifs d'exagérer le nombre de leurs victimes (voir plus haut les affirmations néonazies) ; selon lui, les nazis n'ont pas assassiné 6 millions, mais « seulement » 4,1 millions de juifs, chiffre calculé par lui personnellement. Les démocrates demandèrent alors s'il ne s'agissait pas de la préparation intellec-

---

92 Voir Wolfgang NEUGEBAUER, *Aktuelle faschistische Strömungen in Österreich, art. cit.* : « Geradezu gespenstisch nimmt sich die Mitgliederliste des Nationalen Ideologiezentrums (NIZ) des - inzwischen verstorbenen - ehemaligen NSDAP-Amtsträgers Heinz Goldner-Goldnenfels aus, das 1974 in Wien seinen ersten Konvent abhielt. Sein « Innerer Kreis » könnte leicht mit einer NSDAP-Gauleitung verwechselt werden : Dr. Ing. Leopold Tavs, ehemals NSDAP-Landesleiter von Österreich, Eduard Frauenfeld, ehemals NSDAP - Gaupropagandaamt Wien, Hans Dörfler, ehemals NSDAP-Kreisleiter in Wien, dazu kommen der NS - Barde und VdU - Abgeordnete Dr. Fritz Stüber und der Neofaschismus-Dichter Konrad Windisch, Herausgeber der 'Kommentare zum Zeitgeschehen' der Aktionsgemeinschaft für Politik (AFP). Eng verbunden sind dem NIZ Norbert Burger, der in Abwesenheit in Belgien zum Tode verurteilte SS-Führer Robert Jan Verbelen, Dr. Danneberg vom Turnerbund, sowie Dr. Robert Körber, Ex-SS-Obersturmführer, Verfasser des antisemitischen Hetzwerkes 'Rassesieg in Wien' und Denunziant von Wiener Juden 1942. »

93 Mais l'auteur met également en garde contre les tendances de la société actuelle à une hystérie fasciste qui pourrait facilement être manipulée. Si en Autriche des forces sociales appréciables s'orientaient vers une évolution autoritaire ou fasciste, si l'Europe centrale venait à se déstabiliser - deux conditions qui selon lui n'existent pas actuellement - alors les groupuscules fascistes aujourd'hui raillés, pourraient devenir un danger réel.

tuelle d'un nouveau crime, et la publication fut brusquement interrompue. Deux ans plus tard, en novembre 1976, la télévision à son tour fit scandale en offrant pendant deux heures une tribune de « discussion » à la veuve de Baldur von Schirach, l'ancien Reichstatthalter de Vienne condamné à Nuremberg, qui ne se priva pas de glorifier et son mari et le régime qu'il avait servi, mettant une fois de plus en balance les millions de victimes innocentes du nazisme et les deux ans de détention qu'elle avait subis. La communauté de travail des anciens résistants et déportés, de même que les journaux démocratiques, protestèrent énergiquement contre cette « provocation néonazie », mais Henriette von Schirach avait eu sa tribune [94].

Rien d'étonnant donc qu'Erika Weinzierl, combattante conséquente contre l'antisémitisme, ait été amenée à demander si celui-ci était toujours tabou en Autriche [95].

Rien d'étonnant non plus que Rosa Jochmann, présidente de l'association des combattants socialistes pour la liberté, ait trouvé à l'assemblée générale de 1977 des paroles émouvantes pour stigmatiser la tolérance des autorités vis-à-vis de certaines menées néonazies et de publications du même genre. Elle protesta notamment contre l'autorisation donnée à l'Action Nouvelle Droite de se constituer en parti politique [96].

A la suite de ces articles et de ces protestations, la radio et la télévision consacrèrent dès lors bon nombre d'émissions à la Résistance autrichienne et à la spécificité culturelle de l'Autriche. Un acquis qui ne sera plus remis en cause.

Dans le domaine économique, par contre, les choses ne sont pas aussi simples. Nous avons déjà évoqué le problème des investissements étrangers et notamment allemands, investissements qui ne s'effectuent pas seulement dans l'industrie. Le mensuel conservateur « Profil » a consacré tout un numéro à l'examen de ce qui est de nouveau allemand en Autriche. Il souligne qu'à côté de branches économiques presqu'entièrement « germanisées », comme les Assurances, on a pu observer

---

94 Voir, *Der Neue Mahnruf*, novembre 1976.

95 Voir ses articles *Aktuelle Anmerkungen zum österreichischen Antisemitismus*, dans *Die Republik*, 1/1976, *Antisemitismus - noch immer ein Tabu*, dans *Zeitgeschichte*, mai 1977, et sa communication au Colloque de Rouen, publiée dans *Austriaca-Spécial Colloque*, juillet 1978.

96 Rosa JOCHMANN, *Nein zum Neo-Faschismus*, dans *Zeitdokumente*, n° 6, R. Jochmann et J. Hindels *30 Jahre sozialistische Freiheitskämpfer*, Ansprachen bei der Bundesversammlung 1977.

des achats importants de terrains à bâtir dont 10 000 à 12 000 hectares seraient actuellement en mains allemandes. Et si le tourisme allemand (7,4 millions de touristes chaque année) est une source de devises, ce fait est compensé par la dépendance autrichienne envers la R.F.A. du point de vue des échanges commerciaux, à savoir que 20 % environ des exportations autrichiennes se font vers la R.F.A., alors que 40 % des importations en proviennent. La R.F.A. est, par les importations et les exportations, le premier partenaire de l'Autriche, ce qui entraîna en 1974 un déficit de 41 milliards de Schilling qui devait encore s'accroître dans les années suivantes. Sans parler du flot des illustrés allemands qui inondent le pays (*Neue Revue, Sexy, Quick,* etc.), des programmes de télévision, voitures allemandes (Mercedes notamment), bières allemandes, vente par correspondance allemande (« Quelle »). C'est l'économie qui enregistre une intrusion allemande particulièrement forte : les 2 700 entreprises fondées avec du capital allemand au cours des dernières décennies occupent 263 000 salariés, situation qui préoccupe les autorités autrichiennes qui ne peuvent que freiner, par diverses mesures, cette invasion de capitaux sans toutefois l'empêcher.

Aussi est-il heureux que l'économie autrichienne se révèle en maints domaines de taille à se défendre, et il est d'autant plus important de préserver le patrimoine autrichien le plus précieux : l'industrie nationalisée.

Revenons à la conscience nationale, obstacle essentiel à une nouvelle « germanisation ». Le 25 octobre 1976, à la veille de la fête nationale, une discussion publique eut lieu à l'université de Innsbruck sous le titre *Österreicher im Tausendjährigen Reich* [97]. Cette discussion, en principe consacrée aux résistants et victimes du nazisme, porta tout naturellement sur l'existence et l'essence de la nation autrichienne et de la conscience nationale. Anton Pelinka, professeur à l'université de Innsbruck, résuma la question dans son intervention et nous pouvons faire nôtre son analyse ; aussi en citerons-nous l'essentiel : « ... Lorsqu'une communauté s'identifie totalement à un Etat, lui est acquise, alors c'est le pas vers la nation. Une citoyenneté imposée ne peut signifier ce pas. Il y a évidemment des transitions progressives, il n'est pas possible de fixer pour l'éternité une définition, mais de toute façon ce sont le facteur objectif et le facteur subjectif qui, ensemble, forment le concept de nation. Dans ce sens, il est certes important de se tourner vers le passé, c'est-à-dire les phases de développement pré-démocratiques et

97 Discussion reproduite dans *Austriaca,* n° 6, mai/juin 1978, p. 95-120.

de considérer des aspects de la spécificité autrichienne d'antan, mais je ne crois pas que ce soit pertinent pour la question de la nation autrichienne d'aujourd'hui, cela ne peut même pas l'être car, il y a mille ans, il n'y avait ni nation allemande, ni nation autrichienne ; il n'y avait pas alors de nation du tout. La nation est une question des temps modernes, elle se rattache au siècle des « Lumières » et à la Révolution française. En Autriche, elle se pose il est vrai de manière plus dynastique que démocratique du fait de sa constitution en Empire d'Autriche en 1804 ; la question devient essentielle seulement dans notre siècle. L'Autriche est certainement une nation tard venue. Il est intéressant d'observer au même moment, et indépendamment les uns des autres, plusieurs points de départ pour une théorie de la nation autrichienne. Klahr, qu'on a mentionné (dans la discussion), était le représentant d'une orientation marxiste, communiste. Ernst Karl Winter, mentionné également, était d'une orientation catholique austro-traditionnaliste. Je voudrais mentionner aussi Richard Coudenhove-Kalergi qui, dans les années trente, publia des articles sur la nation autrichienne. Il fut le fondateur du mouvement pan-européen et venait d'une orientation européenne, internationaliste. Il est important de souligner que l'idée de la nation autrichienne n'est pas entachée de sentiment chauvin, qu'elle ne signifie pas repliement, mais au contraire dans le sens du marxiste Klahr, internationalisme, dans le sens du traditionnaliste catholique Winter, encore internationalisme, et dans le sens de l'Européen Coudenhove-Kalergi une troisième fois internationalisme.

Cette idée de la nation autrichienne, née théoriquement dans les années trente, et dans les années quarante, à la suite de l'occupation allemande, entrée profondément dans la conscience de la population, est fondamentalement un facteur mesurable. Des analyses ont montré que le facteur subjectif " engagement pour la nation autrichienne dans le sens d'une identification avec l'Etat Autriche " est en pleine croissance, aussi bien du point de vue des générations que des couches sociales. L'engagement pour la nation autrichienne est particulièrement manifeste chez les salariés et notamment chez les travailleurs et les jeunes générations. Il est moins évident dans la bourgeoisie qui a toujours été en Autriche le support du nationalisme allemand ; mais là aussi cet engagement, compte tenu des générations, devient de plus en plus apparent [98]. »

Nous pourrions terminer là ces considérations sur les effets durables de la prise de conscience nationale des Autrichiens. Cependant dans

98 *Art. cit.*, p. 113-114.

l'exposé de Pelinka un facteur manque qui nous semble encore plus pertinent que tous les autres : c'est le facteur socialiste. Il manque, nous l'avons plusieurs fois répété, pour la bonne raison, que les socialistes ont persisté longtemps dans leurs illusions d'une éventuelle révolution pan-allemande ; ils étaient donc sceptiques vis-à-vis de l'idée de la nation autrichienne, et leur évolution au cours de ces 40 années, de 1938 à 1978, est d'autant plus importante à relever. Disons donc, sans plus de polémique, que cette évolution ressort des nombreux travaux d'historiens socialistes et c'est à l'un d'eux, parmi les plus en vue, que nous donnons la parole par procuration, Karl L. Stadler, professeur à l'université de Linz qui, en conclusion de sa communication scientifique à un colloque en R.F.A., fit cette déclaration après avoir évoqué les sacrifices de la résistance autrichienne :

« Après tous ces faits mentionnés, il serait injuste de prétendre que les Autrichiens n'auraient découvert leur conscience nationale qu'après la victoire des alliés ; trop nombreuses ont été les victimes dans la lutte inégale contre le système nazi toujours très puissant. La question de savoir si le peuple autrichien est en train de se reconnaître comme nation spécifique est purement académique ; dans le sens du " plébiscite de tous les jours " de Renan, il est sans aucun doute déjà une nation. Ce qui est sûr, c'est que dans les sept années du " Reich grand-allemand " le peuple autrichien a pris conscience de son austriacité [99]. »

Au cours de la discussion sur le nouveau programme du parti socialiste, un autre historien et militant socialiste, Fritz Klenner, intitula sa contribution : « *Die nationale Komponente fehlt gänzlich* » et constata, après un développement historique, que « le germe de la conscience nationale autrichienne ne s'est développé que lorsque l'Autriche n'existait plus », après avoir énuméré les facteurs qui firent fonction de ferments pour cette conscience naissante : oppression politique et économique nazie, persécutions brutales, tentative d'extirper la spécificité autrichienne ; Klenner, connu pour sa sévérité à l'égard des communistes, constatait : « L'objectivité historique nous oblige à reconnaître que les communistes autrichiens ont très tôt compris la nécessité non seulement de la naissance d'une conscience étatique, mais aussi d'une conscience nationale autrichienne [100]. »

---

99 Karl R. Stadler, *Die Entwicklung des Nationalgedankens in Österreich während des zweiten Weltkrieges.* Communication à un colloque historique de la Fondation Alexander von Humboldt, Bonn-Bad Godesberg, 11-15 septembre 1974.

100 Fritz Klenner, *Die nationale Komponente fehlt gänzlich,* dans *Die Zukunft,* mai 1978, p. 16-21.

Et le 20 mai 1978, au congrès du parti d'Otto Bauer, apôtre de la révolution pan-allemande, on ne compta pas moins de trois motions demandant l'insertion dans le programme du parti d'un paragraphe exprimant clairement l'engagement des socialistes pour la nation autrichienne [101]. Ces motions ne furent finalement pas adoptées, non pas pour des raisons idéologiques, mais en vertu d'arguments pragmatiques dans lesquels excelle le chancelier Kreisky, président du parti. Mais le seul fait qu'elles aient été présentées exprime de façon éloquente la prise de conscience nationale à l'intérieur du parti qui, actuellement, représente plus de la moitié de la population autrichienne. Une évolution irréversible de portée effectivement historique.

---

101 Voir *Anträge zum Entwurf für ein neues Parteiprogramm der SPÖ* (Document interne du parti socialiste). En raison de l'importance de ces motions, nous les citons *in extenso;* voici celle soumise par l'association des combattants socialistes pour la liberté *(Bund sozialistischer Freiheitskämpfer),* page 14 du document cité : Antrag n° 50 : « Die im Kapitel 1.2. « Ohne Demokratie kein Sozialismus » enthaltene Stelle ist unverändert in das zu beschliessende Parteiprogramm zu übernehmen : ' Die Sozialisten haben aus der Geschichte gelernt, dass es notwendig ist, den Anfängen des Faschismus zu wehren. Sie wenden sich aber nicht nur gegen neofaschistische Gruppen, die offen neofaschistisches Gedankengut vertreten, sondern auch gegen alle Versuche, demokratische Rechte abzubauen oder rechtsstaatliche Garantien aufzuheben. Die Demokratie kann niemals mit undemokratischen, autoritären Methoden verteidigt werden'.
Folgende Ergänzung ist hinzuzufügen :
' Die Sozialistische Partei hat auch aus den bitteren Erfahrungen der Geschichte unseres Landes gelernt, dass *ein klares Bekenntnis zur österreichischen Nation* zur Schaffung jenes *Österreichbewusstseins* beiträgt, das eine kleine und neutrale Republik braucht, um sich in weltpolitischen Krisen behaupten zu können.
Österreichs Sozialisten bekennen sich daher *ohne Vorbehalt zur österreichischen Nation* '
Begründung : Dieses Bekenntnis verpflichtet zum entschiedenen Kampf gegen antiösterreichische Umtriebe unbelehrbarer Deutschnationaler. Es entspricht auch, wie Umfragen ergeben haben, der Bewusstseinslage der grossen Mehrheit der österreichischen Bevölkerung. »
Une motion semblable fut proposée par la section du premier arrondissement de Vienne, dont nous ne citons que la première phrase : « Die österreichischen Sozialisten bekennen sich auf Grund der grundlegenden Bewusstseinsänderung des österreichischen Volkes in den letzten 60 Jahren zur österreichischen Nation ; sie lehnen insbesondere jedes wie immer geartete Grossdeutschtum ab... » La 15e section de Vienne proposa la même chose. Voir motions 101 et 102, p. 24 du document cité.

CONCLUSION

RÉALITÉ, ACTUALITÉ ET CONSCIENCE DE LA NATION AUTRICHIENNE

Peut-on tirer des conclusions de l'observation et de la description d'un processus dynamique, dialectique, par conséquent contradictoire et jamais achevé ? Valait-il la peine d'étudier la prise de conscience de la nation autrichienne au cours des quarante dernières années ? Le cadre national est-il dépassé pour l'Autriche, comme pour d'autres pays ? Ou la nation moderne — autrichienne ou autre — ne correspond-elle pas malgré tout à une réalité très précise, ne possède-t-elle pas une actualité dont l'étude et la compréhension sont nécessaires pour aller plus avant dans le développement des communautés internationales ?

La réponse à ces questions pourrait tenir lieu de conclusion à notre travail, mais notre prétention n'est pas d'en donner une qui soit universellement valable ; il ne nous reste donc qu'à récapituler quelques idées que nous croyons essentielles, en espérant qu'en ressortira la pertinence de notre étude.

Nous ferons, pour conclure, les remarques suivantes :

1. Le processus de *Nationswerdung* de l'Autriche a commencé au début du XIXe siècle, plus précisément au moment où constatant la déliquescence totale du Saint Empire, l'empereur François II s'est proclamé empereur d'Autriche sous le nom de François Ier, fondant en 1804 l'Empire d'Autriche — *Kaiserreich Österreich.* Singulièrement, ce processus permet de distinguer trois étapes principales d'une durée d'un demi-siècle environ chacune :
   chacune :
   — de 1804 à 1866, en passant par la révolution écrasée de 1848,
   — de 1866, élimination définitive de l'Allemagne, à 1918 et
   — de 1918, dislocation de la monarchie des Habsbourg, à nos jours, en passant par l'écrasement de la démocratie en 1934, l'occupation nazie en 1938, la renaissance de l'Autriche en 1945 et le traité d'Etat de 1955.

2. La *Nationswerdung* ne pouvait commencer plus tôt, car les nations modernes — et c'est de la nation autrichienne moderne que nous parlons — ne se sont constituées qu'avec le développement éco-

nomique et social, politique et culturel qui a pris la succession du féodalisme, le capitalisme moderne. Nous ne voulons pas dire qu'avant ce développement n'existaient pas déjà de nombreux éléments d'une future nation autrichienne dont les historiens ont fait état à maintes reprises.

Le développement tardif de la nouvelle société en Autriche a sérieusement compliqué le devenir de la nation autrichienne qui avait de grandes difficultés à s'identifier à elle-même, et cela pour plusieurs raisons :

— la monarchie des Habsbourg était un état multinational qui ne parvint jamais à résoudre correctement la question de la cohabitation pacifique de ses nationalités ;

— les classes dirigeantes de langue allemande (et hongroise après 1867) ne voulaient pas renoncer à leurs privilèges et maintenaient, de ce fait, les autres nationalités dans un état d'infériorité économique, politique et culturel que celles-ci supportaient de plus en plus difficilement ;

— à la suite des conceptions herderiennes sur la nation, qui ramènent celle-ci à une communauté de langue et de culture, l'idéologie pangermaniste a exercé une influence prépondérante surtout dans les classes élevées, notamment l'intelligentsia de langue allemande, influence qui a empêché les Autrichiens de prendre conscience de leur personnalité nationale ;

— par conséquent, le processus de la *Nationswerdung* ne pouvait s'accomplir qu'en une confrontation permanente avec l'idéologie pangermaniste qui contestait à l'Autriche le droit à sa spécificité, se fondant essentiellement sur la communauté de langue, mais aussi du sang et de la race, sinon sur un passé « millénaire commun » tout à fait illusoire ;

— avec la constitution de l'Allemagne en nation prussianisée, cette confrontation devint une lutte pour l'émancipation définitive de l'Autriche qui trouva son expression tragique dans la Première Guerre mondiale, quand l'Allemagne empêcha toute paix séparée de l'Autriche avec les alliés, la forçant à lutter jusqu'à l'effondrement.

3. L'étape finale de la *Nationswerdung* a commencé en 1918 avec la constitution de la Première République dont on a dit qu'elle fut « l'état dont personne ne voulait », ce qui reste encore à prouver. Car, dès 1925, il fut établi que cet état était parfaitement apte à

la vie et qu'une vie nationale se développait, constamment contre-carrée, il est vrai, par les courants pangermanistes qui traversaient tous les grands partis de la République. Mais dès cette époque, de grands écrivains autrichiens proclamaient leur attachement à la nouvelle Autriche. La destruction de la démocratie — réalisée en deux étapes, 1933 et 1934 — priva l'Autriche de sa force défensive contre l'agression hitlérienne de plus en plus virulente, et la « schizophrénie nationale » des dirigeants de l'époque, proclamant l'Autriche « second état allemand », donna à Hitler le prétexte de se poser en « unificateur » de la Grande Allemagne. A cette époque, en 1938, la nation autrichienne existait déjà, seulement elle ne le savait pas encore, sa conscience était faussée. Néanmoins, devant la menace imminente de l'invasion allemande, un mouvement patriotique se dessina pendant les dernières semaines de l'Autriche encore indépendante ; il était trop tard, notamment aussi parce que les dirigeants, prisonniers jusqu'au bout de leur romantisme pan-allemand, n'appelèrent pas à la résistance. Les défenseurs de la nation autrichienne qui avaient élaboré des concepts scientifiques démontrant le bien-fondé de son existence — le conservateur Winter et le communiste Klahr — avaient été trop en marge de la vie politique et intellectuelle officielle pour faire passer leurs messages.

4. Tenant compte de ces antécédents, nous avons consacré notre travail à la *prise de conscience progressive de la nation autrichienne de 1938 à 1945,* période cruciale dans le devenir de l'Autriche qui paradoxalement, ayant perdu jusqu'à son nom, devint malgré tous les efforts des autorités nazies le drapeau autour duquel allaient se rassembler les Autrichiens. La prise de conscience qui s'opéra alors eut plusieurs raisons et s'exprima de diverses manières, malgré une terreur effroyable instituée par la Gestapo et les autres organisations nazies.

— Ces raisons résident dans les réalités créées par l'annexion nazie qui heurta tous les Autrichiens, même ceux qui avaient mis leurs espoirs dans cet « anschluss » dont on leur avait présenté tous les avantages « politiques », « sociaux » et « économiques », sans parler de « l'idéal völkisch ». Les réalités furent tout autres : mainmise totale sur tous les postes de commande par les Allemands venus du Reich, sans tenir compte des « mérites » des nationaux-socialistes autrichiens, détérioration sérieuse des conditions sociales des travailleurs, pillage économique du pays provoquant bientôt une pénurie inconnue jusque-là, enrégimentement de toute la vie

publique et privée, accompagné d'une terreur brutale. Facteurs qui furent encore aggravés après le déclenchement de la guerre.

— L'expression d'une nouvelle conscience était difficile à cause justement de la terreur qui régnait. Néanmoins, dans un premier temps une vague « antiprussienne » saisit la population et se manifesta à chaque occasion possible : dans les usines, sur les marchés, au théâtre, dans les magasins et les restaurants ; ce fut un mécontentement assez généralisé qui gagna même les partisans du régime ; il serait toutefois exagéré de parler de résistance à ce stade.

5. Les difficultés, la problématique, les débuts et le développement de la résistance autrichienne, qui au fond commença dès 1933, constituent par conséquent l'un des centres de gravité de notre étude. Les difficultés furent réelles : toutes les organisations autrichiennes avaient été détruites, le mouvement ouvrier, déjà rejeté dans l'illégalité par le régime autoritaire, ne disposait plus d'organisations articulées qui sont toute sa force, les tenants du régime autoritaire, fonctionnaires et militants du front patriotique avaient été arrêtés aux premières heures de l'annexion, avaient essayé de s'enfuir ou se terraient. La problématique fut d'une portée plus grande encore. En effet, il faut la voir partiellement dans les racines historiques et politiques : si d'après des recherches sociologiques, il est établi que le nombre des partisans du nazisme ne dépassait en aucun cas 25 à 30 % de la population autrichienne, l'idéologie pan-allemande fut plus largement répandue. A preuve, la fameuse interview de Karl Renner du 3 avril 1938, et l'appel des évêques catholiques à voter « oui » au référendum du 10 avril. Ajoutée à la terreur, la pression de ces autorités rendait difficile des prises de position tranchées au commun des mortels.

Quant aux forces politiques, nous avons montré que leurs attitudes furent également partagées.

6. *La diversité de la Résistance* autrichienne est une de ses caractéristiques. Nous nous sommes efforcés de faire ressortir ses différentes composantes, tantôt conservatrices et légitimistes, tantôt catholiques inspirées par des prêtres, tantôt communistes et socialistes. Ces dernières connurent des difficultés matérielles et idéologiques pour s'insérer dans la résistance active à laquelle les communistes avaient appelé dès après l'annexion, supportant de ce fait la part la plus lourde des sacrifices. La Gestapo, très efficace, parvenait sans répit à démanteler les réseaux où à mesure que la

guerre avançait se retrouvaient plus nombreux les résistants de diverses orientations. Après Stalingrad et surtout après la Déclaration de Moscou la Résistance prit un caractère de plus en plus national, c'est-à-dire qu'elle envisagea la perspective du rétablissement d'une Autriche indépendante.

D'ailleurs, aussi diversifiée qu'elle fût, la Résistance n'a jamais eu le caractère de masse qu'elle a pris dans d'autres pays, tout en ayant à déplorer de nombreuses victimes dont le chiffre exact n'a pas pu jusqu'ici être établi. Cette question de l'efficacité pratique et de l'importance numérique de la résistance autrichienne est souvent soulevée. Surtout par ceux qui prétendent que, incapable de menacer sérieusement la tyrannie nazie, il aurait mieux valu qu'elle épargnât les sacrifices et attendît la Libération. Cette fixation sur l'efficacité néglige totalement le facteur moral et politique. Le fait seul que des Autrichiens aient appelé leurs compatriotes à la résistance et que d'autres, plus nombreux qu'on le croit, aient participé à cette résistance au risque de leur vie, le fait que pendant toute la durée de l'occupation nazie des tracts appelant à la lutte libératrice furent diffusés, que des groupes de partisans firent feu sur les unités SS et de la Wehrmacht, ne peut être sous-estimé. Quant à parler de la vanité d'une résistance sans chances de succès, qu'il nous soit permis de rappeler un mot de Engels qui dit que pour la défense de valeurs suprêmes, la lutte doit être conduite sans égard au succès et qu' « une défaite après une lutte dure... est un fait d'une signification aussi révolutionnaire qu'une victoire facilement emportée [1] ».

Toutes ces considérations que nous avons étayées par des documents originaux nous permettent de dire que la Résistance autrichienne — et ses prolongements dans l'après-guerre — a eu une part essentielle dans la prise de conscience nationale des Autrichiens.

7. *L'émigration autrichienne* fut un autre facteur important dans cette prise de conscience, bien qu'elle aussi ait souffert de la divergence de conception des communistes et des socialistes : les premiers envisageant dès le premier moment de l'émigration la perspective d'une Autriche indépendante, les seconds se refusant

---

1 F. Engels, *Revolution und Konterrevolution in Deutschland (1851-1852)*, dans MEW, Bd. 8, (1960), p. 77.
Rappelons ici que les internés et déportés dans les camps ont joué également un grand rôle comme élément formateur de la conscience nationale ; nous en avons parlé dans notre texte.

longtemps à cette perspective et ne s'y ralliant finalement qu'à contre-cœur en maintenant toujours leurs options d'une révolution plus vaste, sinon pan-allemande du moins européenne [2]. Comme dans la résistance intérieure, la diversité fut grande dans cette émigration où l'on trouvait à côté des socialistes et des communistes, des conservateurs, des démocrates libéraux, des légitimistes, des chrétiens-sociaux, mais en nombre assez faible. N'empêche que chacun de ces groupes a joué un certain rôle, bien qu'il soit incontestable que la tactique ouverte des communistes, souvent assimilée à une tactique de front populaire — ce qui à notre avis est tout à fait erroné, ne serait-ce que parce que la composition sociologique de l'émigration ne correspondait en rien aux rapports sociologiques existant dans la population autrichienne restée au pays — leur a permis de rassembler, comme dans la résistance intérieure, un nombre important de personnes qui n'avaient que des options politiques assez vagues mais voulaient appartenir à une organisation maintenant haut le drapeau autrichien dans l'exil. L'apport de l'émigration autrichienne à la prise de conscience nationale comme aux fondements même de la Nationswerdung a pris des aspects divers :

— Diriger les Autrichiens, dans les pays ayant échappé à l'occupation allemande, vers la perspective de la renaissance d'une Autriche indépendante et démocratique, au-delà de toute divergence politique ; tâche qui fut essentiellement menée à bien grâce au *Free Austrian World Movement* qui, jusqu'en 1945, parvint à organiser des sections dans tous les pays libres du monde. Karl R. Stadler, éminent historien socialiste qui s'efforce toujours de justifier l'ancienne ligne politique de l'émigration socialiste, est amené à écrire : « De toute façon, à la fin de la guerre et indépendamment du lieu où ils avaient passé les années de l'occupation allemande, les Autrichiens étaient marqués par une auto-compréhension nationale jamais atteinte auparavant [3]. »

— Pour que cette auto-compréhension naisse, les écrivains autrichiens, dont les plus prestigieux avaient été contraints à l'exil ou l'avaient d'eux-mêmes choisi, ont œuvré sans relâche pendant la guerre ; non seulement ils ont justifié l'existence de la littérature

---

2 Nous ne reviendrons pas ici sur la position à part du groupe des socialistes autrichiens en Suède.

3 Karl R. Stadler, *Der Durchbruch der österreichischen Nationalidee in Verfolgung und Emigration,* dans *Um Parlament und Partei* - Alfred Maleta zum 70. Geburtstag, Styria, Graz/Wien/Köln, 1976, p. 115-129.

autrichienne, mais ils ont également aidé l'opinion publique des pays de la coalition anti-hitlérienne à comprendre le désir des Autrichiens de vivre dans leur propre état.

— Troisième aspect de l'apport de l'émigration : la participation de milliers de volontaires dans les armées alliées et

— Quatrième aspect : la participation de nombreux Autrichiens à la résistance européenne : en France, en Belgique, en Italie et en Yougoslavie.

8. *La voie vers le consensus national* fut ouverte par la Déclaration de Moscou incluant le rétablissement de l'Autriche indépendante dans les objectifs de guerre des alliés. Ce fut un coup de fouet pour la résistance intérieure et pour l'émigration ; désormais, et jusqu'à la Libération, toutes les forces autrichiennes se concentrèrent sur ce but qui fut atteint et concrétisé par la Déclaration d'indépendance du 27 avril 1945 et la constitution du gouvernement provisoire de la Seconde République. Nous avons largement décrit la vague de patriotisme qui saisit alors la plupart des Autrichiens et les partis politiques qui s'étaient reconstitués. Mais il serait erroné de croire que nous voulons, dans notre exposé, nous complaire dans un unanimisme béat [4] ; malgré le consensus national qui se manifesta immédiatement avant et après la Libération, les oppositions d'intérêts matériels et politiques continuèrent à s'exprimer comme nous l'avons vu, et aboutirent, deux ans à peine après la Libération, à la rupture de la concentration nationale qui avait guidé les premiers pas de la Seconde République d'Autriche et amorcé sa reconstruction. On voit mieux aujourd'hui les causes et les effets de cette rupture :

a) Les élections de novembre 1945 avaient ruiné les prétentions des communistes de jouer un rôle essentiel dans la nouvelle Autriche, comme leur place de premier plan dans la résistance, leurs théories de la nation autrichienne et leur lutte pour l'indépendance du pays le leur avaient fait espérer.

---

4 Nous nous abstenons, dans la mesure du possible, de critiquer ou de qualifier les prises de position des uns et des autres facteurs en présence ; cela ne veut pas dire que nous n'y trouvons rien à redire. Mais tout au long de notre étude, nous avons préféré, d'une part, opposer les textes les uns aux autres et, d'autre part, confronter les textes aux réalités. Cette méthode permet, à notre avis, d'accéder à une vue des choses plus pertinente, correspondant mieux aux réalités qu'une critique exégétique des textes qui est toujours influencée par les options personnelles de celui qui l'émet.

b) Les tensions toujours entretenues entre la population autrichienne et les troupes d'occupation soviétiques, pourtant venues libérer le pays, mais dont le comportement sur le terrain prêtait le flanc à une critique souvent justifiée puisant toutefois fréquemment ses arguments dans l'arsenal hitlérien.

c) La guerre froide révélant la rupture survenue entre les alliés, si bien que l'Autriche officielle se crut obligée et en droit de prendre parti pour les Occidentaux.

9. *La grande coalition* — populistes et socialistes — qui allait gouverner le pays pendant près de vingt ans, adhéra au plan Marshall et fit prendre ainsi à l'Autriche le chemin de l'économie de marché et des attaches marquées avec l'Ouest. Dans un certain sens, elle continua le consensus national en lui substituant un consensus social qui allait finalement trouver sa base pratique et théorique dans la *Sozialpartnerschaft* [5], phénomène typiquement autrichien et donc national, d'une confrontation d'intérêts feutrée — autour du tapis vert — excluant les affrontements violents que l'Autriche avait connus sous la Première République. Pour les défenseurs de la coalition socialo-populiste, il s'agissait de surmonter le traumatisme de la guerre civile de 1934 et, dans l'ardeur retrouvée du maintien de la paix civile, ses défenseurs en vinrent à prôner la paix sociale ; on a vu des représentants autrichiens se vanter, à l'étranger, de ce qu'en Autriche il n'y a qu'une minute de grève par an. Cette confusion entre paix civique, à laquelle aspirent pratiquement tous les Autrichiens, et paix sociale comporte le danger que des revendications sociales et intellectuelles légitimes, des problèmes de progrès social soient présentés comme subversifs,

---

5 Un des meilleurs spécialistes de la question a très bien analysé la problématique de la Sozialpartnerschaft en écrivant : « Die durch die 'Sozialpartnerschaft' wesentlich geförderte rasche und friedliche Entwicklung des materiellen Wohlstandes breiter Kreise der Bevölkerung, die Österreich internationale Anerkennung eingetragen hat, ist in anderen Bereichen nicht frei von Problemen. Sie betreffen unter anderem : 1. das Spannungsverhältnis zwischen Herrschaft und deren (von dieser als Gefährdung aufgefasste) Kritik, 2. die Legitimation des « sozialpartnerischen » Herrschaftsverhältnisses und 3. das Problem der Aufrechterhaltung von Massenloyalität für eine Politik, die mit Zugeständnissen an die andere Seite bei notwendigem Verzicht auf spektakuläre Aktionen für die zu vertretende Gruppe verbunden ist. » Et l'auteur ne cache pas la possibilité que, dans le cas d'échec de la politique économique contractuelle apportant des charges aux groupes désavantagés, la Sozialpartnerschaft pourrait éclater et faire place à des affrontements politiques et sociaux fréquents.
Voir Egon Matzner, *Funktionen der Sozialpartnerschaft,* dans *Das politische System Österreichs, op. cit.,* p. 429-451.

en dehors de la légalité, et que ceux qui posent consciemment et conséquemment ces problèmes soient mis au ban de la société. Justifiée par un essor économique jamais vu en Autriche, et par l'obtention du traité d'Etat, la grande coalition a ainsi apporté des nouveaux éléments à l'auto-compréhension des Autrichiens, mais la pratique de la guerre froide a ouvert des brèches dans lesquelles s'est engouffré le néonazisme présent depuis 1949 et à l'origine d'une éclipse dangereuse de la prise de conscience nationale.

10. Mais le *traité d'Etat,* la *neutralité permanente* et le passage sans heurt de la grande coalition aux gouvernements « monocolores », joints à la pratique de la neutralité active, ont permis à la conscience nationale un nouveau bond en avant dans les années soixante. Il est intéressant de noter que les nouvelles et grandes discussions autour du concept de la nation autrichienne furent déclenchées par l'affaire Göbhart peu avant le passage aux gouvernements monocolores et continuèrent pendant presque une décennie, remettant à l'honneur les acquis de E. K. Winter et d'A. Klahr, et les dépassant finalement dans une série de considérations théoriques dont le résultat fut clair : à la question héritée du XIXe siècle, *Sprachnation, Kulturation, Staatsnation,* la réponse pour l'Autriche était *Nation* tout court.

Les enquêtes personnalisées et représentatives que nous avons entreprises et analysées ont montré le niveau de conscience nationale atteint dans les années soixante-dix de ce siècle par la nation autrichienne ; le niveau, mais aussi les lacunes.

11. *Les problèmes* qui se posent encore au parachèvement de la Nationswerdung ont été mis en lumière par les troubles provoqués autour des panneaux topographiques bilingues, dans les régions mixtes de Carinthie. Ces troubles ont révélé le rapport étroit qui existe entre pangermanistes, négation de la nation autrichienne, et intolérance à l'encontre des minorités quelles qu'elles soient.

— Le pangermanisme, avec tout ce qu'il comporte de relents de nazisme, de néonazisme, d'antisémitisme et d'antislavisme, est le problème le plus grave ; nous l'avons, espérons-nous, démontré. Tant qu'il ne sera pas définitivement éliminé de la vie politique et culturelle du pays, on ne pourra pas considérer comme achevé la *Nationswerdung* de l'Autriche car il produira, aussi longtemps qu'il existe, le poison anti-autrichien du chauvinisme, de la présomption nationaliste, de la contestation de la nation autrichienne.

— Ce n'est qu'après l'éviction totale du pangermanisme et du néofascisme qu'il sera possible de résoudre le problème de l'intégration harmonieuse des minorités dans la nation autrichienne pour qu'elles en soient *partie intégrante*. A cette exigence Walter Jambor a donné la formulation la plus pertinente : « Il ne doit y avoir que des Autrichiens dont la langue maternelle allemande, croate, slovène ne met pas en danger la nation une et indivisible, mais lui facilite sa fonction internationale de pays neutre au carrefour des peuples en Europe centrale. Trois groupes linguistiques dans notre pays ne sont pas une hypothèque mais un capital historique dont la redécouverte doit devenir une tâche culturelle et politico-éducative payante [6]. » Cette intégration serait un pas décisif vers la prise de conscience de la nation autrichienne [7]. Ce serait la voie vers la *nation plurilingue, pluriethnique* qui s'avère être de plus en plus la seule forme possible pour les nations modernes (France, Angleterre, Espagne, sans parler de la Suisse, etc.).

— Dernier problème à résoudre pour la nation, que nous évoquons : maintenir son indépendance dans un monde où l'internationalisation, pour des motifs divers et pas toujours avouables, se veut la règle de vie des grands espaces. Elle le pourra, à condition de sauvegarder son économie nationale contre les appétits trop grands des investisseurs étrangers, et en persévérant dans une voie qui rend possible une démocratisation permanente de la vie nationale et des progrès sociaux indispensables pour établir une véri-

---

6 Walter Jambor, *Bilanz nach tausend Jahrend - Die slawische Verlegenheit der österreichischen Nation,* dans *Die Republik,* 4/1976, p. 4-8.

7 A cet égard nous rappelons une remarque très intéressante et pertinente de Hanns Haas : « Was die slowenischen Österreicher miteinander verbindet, ist also nicht die gemeinsame Sprache, sondern ihre notwendige Zusammengehörigkeit, insbesondere in politischer Hinsicht : die gemeinsame Geschichte und die gemeinsame Zukunft als gesellschaftliche Grossgruppe. Als Volksgruppe, die in einem bestimmten, eher geistigen Verhältnis zu jener Nation steht, die dieselbe Sprache wie sie spricht, sind sie eine eigenständige gesellschaftliche Einheit Österreichs. Sie sind ein Teil der österreichischen Nation. Denn sie nehmen als « nationale Gruppe » am tagtäglichen Prozess der Realisierung und Bestätigung der gesamtstaatlichen Nation teil. So erlaubt im Grunde erst ein Nationsbegriff, der die gesellschaftlichpolitische Realität und nicht objektiv-ethnische Kategorien zur Grundlage hat, die Lösung der Frage, wie die Existenz von nationalen Sondergruppen mit dem Nationalstaat, in dem sie leben, in Einklang gebracht werden kann. »
Voir Hanns Haas, *Kärntner Slowenen - Geschichte als politische Information,* dans *Zeitgeschichte,* Dezember 1975, Heft 3, p. 83-96.

table participation des citoyens à la vie publique et aux décisions politiques [8].

12. Malgré tous ces problèmes, *la nation autrichienne existe,* elle est une réalité de notre temps. Sa situation est caractérisée par le processus de prise de conscience dont nous avons rendu compte, et son actualité est déterminée par sa position géo-politique au centre de l'Europe.

Quant à son existence, personne ne croit plus en Autriche — exceptés leurs auteurs — aux rabâchages néonazis que la nation autrichienne est une « invention monarchiste ou communiste » : les Autrichiens vivent quotidiennement leur existence qu'ils ressentent comme le résultat de leur histoire et de leur destin commun, de leur évolution socio-économique et culturelle commune au cours des derniers siècles, mais surtout des derniers 150 ans, un vécu que personne ne peut plus leur contester. C'est l'acquis du processus de prise de conscience amorcé dès avant 1938 et accéléré depuis l'annexion : *la volonté* de rester ensemble et à part, qui confirme la Nationswerdung.

Ici une mise en garde s'impose : dire qu'une nation existe, qu'elle a le droit absolu d'exister, ne veut pas dire qu'on lui attribue toutes les vertus. Aussi avons-nous, tout au long de notre travail, accompagné de remarques critiques la description de la naissance, du devenir et de l'existence de la nation autrichienne en nous appuyant sur des textes originaux. Quant au caractère national, on trouve chez l'Autrichien à côté d'excellentes qualités d'autres moins bonnes, et Ernst Fischer, dans son étude sur la naissance du caractère national autrichien, ne s'est pas fait faute d'en parler [9].

---

8 C'est aussi la leçon que tire Gerhard Botz : Ein sicheres Staats-(Nations) Bewusstsein ist nur möglich auf der Basis einer verantwortungsbewussten Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik. Nationale Identifikation kann nur die andere Seite von politischer Partizipation und ausgleichender sozialer Distribution sein oder sie untergräbt ihre eigenen Grundlagen.
Gerard Botz, *Der 13. März 1938 und die Anschlussbewegung - Selbstaufgabe, Okkupation und Selbstfindung Österreichs 1918-1945,* Zeitdokumente, Karl-Renner-Institut, 1978, 40 p., p. 39.

9 « Der Witz und Humor des Österreichers ist allerdings in vielen Fällen ein Ausweichen vor offenen Kampfaktionen, der Ausdruck einer gewissen Passivität und 'Wurstigkeit', wie überhaupt einer der gefährlichsten Wesenszüge des Österreichers darin besteht, Entscheidungen hinauszuzögern, seine innere Rebellion auf das unentschiedene Gebiet des 'Raunzens', des Spottes und der wohlgezielten Nadelstiche zu verlegen und irgendein 'Hintertürl' zu finden, um aus bösen Situationen herauszu-

13. *L'actualité de la nation autrichienne* nous semble reposer sur plusieurs facteurs ; tout d'abord, elle doit parachever sa Nationswerdung en maîtrisant les problèmes que nous avons évoqués, car alors seulement elle pourra se réaliser pleinement, avec toutes ses possibilités créatrices propres. Aujourd'hui, encore remise en question par les éternels incorrigibles du pangermanisme qui souvent tirent leurs arguments, et leur présomption, de centres situés au-delà des frontières autrichiennes, la nation autrichienne, sans renoncer à la pluralité d'intérêts et de philosophies qui font la richesse de la société, doit continuer à consolider sa conscience nationale, son consensus national pour empêcher toute rechute dans l'indifférence nationale ou pire dans la perte de son identité.

Mais l'actualité de la nation autrichienne réside également dans sa position et dans sa fonction internationale. Fondant son existence sur la politique de neutralité active, l'Autriche a d'ores et déjà acquis un capital de confiance international qu'elle n'a jamais possédé dans le passé. En renforçant toujours plus sa coopération dans les organisations internationales, l'Autriche est devenue le siège de nombreux organismes de l'O.N.U., Vienne est devenue un centre d'échanges internationaux dans tous les domaines : scientifique, économique, culturel et aussi politique. Sa position d'honnête courtier entre différents systèmes — sans rien abdiquer de son indépendance et de sa personnalité — a fait que l'Autriche est également un facteur de la sécurité internationale. Elle remplit par là, dans l'intérêt de la paix, un rôle qui dépend dans une large mesure de la liberté d'agir que peuvent sauvegarder les petites et moyennes nations face aux blocs opposés des grandes puissances.

---

kommen... Zu den wichtigsten Elementen des österreichischen Volkscharakters gehört die Toleranz das Verständnis für fremde Völker, das geschmeidige Einfühlungsvermögen, die grosse Anpassungsfähigkeit (auch im Negativen, oftmals bis zur Charakterlosigkeit), der Mangel an nationalistischer Rechthaberei, die Weltaufgeschlossenheit, in der Arbeiterklasse zu einem tiefverwurzelten Internationalismus gesteigert. Es gibt einen stark entwickelten Wiener, aber auch Tiroler Lokalpatriotismus (manchmal bis zur Karikatur verzerrt), jedoch der Chauvinismus findet in Österreich nur einen dürftigen Nährboden, und die grössere Gefahr ist das andere Extrem ; allzu grosse Bescheidenheit, zu wenig nationales Selbstbewusstsein, Tendenzen zu nationalem Nihilismus. Erst in den Jahren der Auflehnung gegen die preussisch-deutschen faschistischen Unterdrücker begann sich ein entschlosseneres österreichisches Nationalgefühl, ein österreichischer Patriotismus herauszubilden ».
Ernst FISCHER, *Die Entstehung des österreichischen Volkscharakters*, Wien, 1945, 46 p. p. 5-9.

14. Ce qui précède répond à notre question initiale : *pourquoi étudier à notre époque la prise de conscience de la nation autrichienne ?* En effet : la nation — grande ou petite — en tant qu'identité inscrite dans l'histoire dont elle est à la fois l'acteur et le témoin, est une communauté originale de culture, de tradition, d'un vécu commun et reste, à notre époque, toujours le cadre où se passe l'activité politique, économique et sociale. On peut ajouter, que non seulement elle reste ce cadre mais que nombre de jeunes nations sont seulement en voie de conquérir et de réaliser ensuite leur indépendance nationale et par là leur Nationswerdung. C'est aussi sa prise de conscience, son indépendance nationale qui permet à l'Autriche d'être ce qui est sa vocation, un pays neutre au centre de l'Europe, à l'intersection de systèmes sociaux différents. Seule la sauvegarde de sa souveraineté durement conquise peut lui permettre de jouer ce rôle auquel elle est promise de par sa situation géo-politique et son histoire, ancienne et récente. C'est la cause profondément nationale de toutes les classes productives de la nation autrichienne, quitte à ce qu'elles règlent leurs oppositions d'intérêts dans une confrontation politique et sociale, dans un cadre démocratique et national. Temporairement, ce rôle est dévolu à la *Sozialpartnerschaft*, mais il est certain que les Autrichiens trouveront, le moment venu, la manière la plus adéquate à leur caractère national pour développer la société.

15. Concluons par une remarque personnelle : dès le début nous avons affirmé notre volonté de ne pas écrire ici une histoire générale de l'Autriche de ce dernier demi-siècle. Nous voulions simplement entreprendre une étude diachronique et synchronique d'un problème, capital il est vrai, celui de l'existence et de la prise de conscience de la nation autrichienne : de sa Nationswerdung. Il fallait pour cela aborder tout un faisceau de questions particulières sans en faire à chaque fois le tour, ce qui aurait nécessité autant de livres. Cette méthode, on l'aura remarqué, a entraîné un certain va-et-vient dans le temps, ainsi que des affirmations parfois répétitives. C'est que les problèmes traversent le temps, disparaissent parfois pour émerger ensuite et ont des rebondissements subits ; si bien que nous avons été obligés d'aborder à plusieurs reprises le même événement, mais sous un angle différent.

Du moins espérons-nous avoir contribué à la mise en lumière de la formation, du devenir, de la consolidation et de la fonction utile de la nation autrichienne, processus dialectique par excelleence, processus aussi de l'émancipation au XXe siècle d'une petite nation qui remplit également une fonction internationale.

Dans quelle mesure cette nation a-t-elle atteint sa maturité ? L'avenir le montrera. En 1929, le doyen de la Faculté des Lettres (philosophische Fakultät) de l'université de Vienne déclara sans ambages à Ernst Karl Winter : « Aussi longtemps que vous n'aurez pas écrit un éditorial sur l'anschluss dans le journal « Doetz » (Deutschösterreichische Tageszeitung, organe nazi de l'époque), vous ne serez pas ' habilité ' à l'Université [10]. » En 1977, pour le choix du successeur de Ludwig Jedlicka, décédé, à la chaire d'Histoire récente à cette même université, la qualité revendiquée par chaque candidat fut d'être un défenseur scientifique du concept de la nation autrichienne et l'un d'eux, qui ne fut pas le moins apprécié, a donné à son exposé de candidature le titre : *La question nationale en Autriche* [11] pour parvenir à la conclusion qui est la nôtre : la République d'Autriche symbolise bien une nation, la nation autrichienne, consciente d'elle-même.

Paris-Rouen, septembre 1978.

---

10 Voir *Wiener politische Blätter,* 5 juillet 1937.

11 Anton STAUDINGER, *Die nationale Frage in Österreich,* Vortrag im Rahmen des Jedlicka Nachfolge-Verfahrens. Aimablement mis à notre disposition par M. Staudinger.

INDEX

Les personnages historiques dont le nom revient constamment ne sont pas inclus dans cet index (Hitler, Schuschnigg).

La lettre n renvoie à la note de la page indiquée.

ABEL, E. 223.
ABRAHAM, Paul 221 n.
ADAMO, Francesco 558 n, 576 n, 577.
ADEL, Kurt 686.
ADLER, Friedrich 337, 350, 397 n, 509, 523, 524, 570 n, 590.
ADLER, Max 509.
ADLER, Victor 90, 613, 615.
ADORNO, Theodor 533.
AICHINGER, Ilse 529.
ALLINA, Heinrich 335 n, 341, 342 n.
ALTENBERG, Peter 426 n, 428.
ALTENBURGER, Erwin 110, 464, 656.
ALTMANN, Karl 34.
ANDICS, Hellmut 199, 386 n, 395, 515 n, 562 n.
ANDRIAN, Leopold von 597.
ANKWICZ-KLEEHOVEN, Hans 222.
ANNERL, Walter 317.
APPEL 602, 605 n.
ARAGON, Louis 419.
ASCHER, Leo 221 n.
ASLAN, Raoul 272, 528.
AUERNHEIMER, Raoul 222, 426 n, 428.
AULARD, Alphonse 626.
AVENOL, J. 385.
AXEN, Hermann 621 n.

BACH, David, Josef 222, 442 n.
BAERMANN-STEINER, Franz 226.
BAHR, Hermann 16, 423, 636.
BAIER, Max 369 n.
BALLABENE, Rudolf 222.
BALSER, Ewald 275, 528.
BARNAY, Paul 222.
BASIL, Otto 528.
BAUER, Otto 26, 62 n, 63, 77, 89, 96, 134 n, 154, 155, 156, 156 n, 160 n, 218, 219, 236, 312, 330 n, 332, 334, 439, 476, 508, 509, 517, 518, 522, 542, 590, 591, 592, 609, 612, 613, 615, 616, 618, 619, 622, 702.
BAUER, Roger 414 n.
BAYET, Albert 419, 506.
BECH, Josef 446.
BECKER, Hans 294, 295, 296 n, 299, 305, 306, 402.
BEER, Rudolf 222.
BEER-HOFMANN, Richard 226.
BEETHOVEN, Ludwig van 38, 420, 427, 427 n.
BENATZKY, Ralph 221 n.
BENEDIKT, Heinrich 605.
BENESCH, Otto 222.
BENNDORF, Wolfgang 222.
BENYA, Anton 690, 692.
BERG, Alban 420.
BERG, Armin 222.
BERGAMMER, Friedrich 226.
BERGEL, F. 223.
BERGER, artiste 436 n.
BERGNER, Elisabeth 222.
BERKA, Günther 602, 605 n.
BERNARDIS, Robert 406.
BERSTEL, Hans 226.
BERTAUX, Pierre 7, 551 n.
BETHOUART, Marie, Emile 550 n.
BICK, Josef 222.
BICKEL, Theodor 424.
BIEDERMANN, Karl 30, 460, 600.
BIELKA, Erich 110, 465, 657, 673, 674.
BILL, Leopold 376.
BIRNBAUM, Uriel 226.
BISMARCK, Otto von 91, 160, 162, 163, 166, 237 n, 240.
BITTNER, Julius 636.
BLASCHKE, maire de Vienne, 1943/1944 275, 276, 461 n.
BLAU, Paul 111, 465, 657.
BLAUKOPF, Kurt 222, 348, 419, 420, 427 n, 436 n, 437, 447, 448, 449.
BLECHA, Karl 111, 466, 579, 658.
BLEI, Franz 226.
BLEIBTREU, Hedwig 227, 528.
BLENK, G. 510 n.
BLOCH, Ernst 165, 166, 166 n, 433.

BLOCH, Jean-Richard 419.
BOCK, Fritz 112, 467, 658.
BODZENTA, Erich 573 n.
BÖHM, Johann 71.
BÖHM-BAWERK 426 n.
BÖHME, Herbert 582 n.
BÖHME-BEYER 61 n.
BOLTENSTERN, Erich 222.
BOLTZMANN, Ludwig 222, 426 n.
BÖNSCH, Franz (pseudonyme Franz Hartl) 422, 422 n, 424 n.
BORMANN, Martin 253 n, 254 n, 282, 288.
BORODAJKEWYCZ, Taras 41, 563 n, 596 n, 602, 603, 605 n, 652, 696.
BOTZ, Gerhard 126 n, 169, 202, 253 n, 255 n, 278 n, 713 n.
BOURDET, Yvon 509, 551 n.
BOUVARD, Hugo 222.
BRAININ, Fritz 429 n.
BRANDSTALLER, Trautl 574 n.
BRANDT, Thomas O. 226.
BRAUN, Felix 226, 425, 426 n, 427 n, 428.
BRAUN, Robert 226.
BRAUN-PRAGER, Käthe 226, 427 n, 428.
BRAUNSCHWEIG-und LÜNEBURG, Ernst August von 189.
BRAUNTHAL, Julius 518.
BRECHT, Berthold 229, 371, 422, 423, 430 n, 433.
BREHM, Bruno 271.
BREITNER, Hugo 450, 451, 453.
BREICHA, O. 540 n.
BREYCHA-VAUTHIER, Arthur 342 n, 467, 475, 659, 659 n.
BROCH, Hermann 226, 529, 604, 636.
BROD, Max, acteur comique 222.
BROD, Max, écrivain 226.
BRODA, Engelbert 223, 426 n.
BRODA, Ina Jun 226.
BROESIGKE, Tasilo 588.
BRUCKNER, Anton 427 n, 532.
BRUCKNER, Ferdinand 226, 428, 433, 435, 437.
BRÜGEL, Fritz 226, 418.
BRUNNGRABER, Rudolf 226.
BUBER, Martin 224.
BÜHLER, Charlotte 224.
BÜHLER, Karl 224.
BÜRCKEL Joseph 26, 68, 126, 129, 129 n, 132, 134, 138, 139, 140, 147, 167, 168, 168 n, 169 n, 170, 170 n, 187, 193 n, 194, 195, 199, 200, 200 n, 201, 201 n, 202, 203 n, 204, 255, 257, 271 n, 273, 273 n, 278 n, 282, 575.
BURÉ, Emile 419.
BURGER, Norbert 564 n, 697 n.
BURGHART, Anton 640.
BUSEK 44.
BUTSCHEK, Felix 591, 592, 593.
BUTTINGER, Josef (pseudonyme Gustav Richter) 141 n, 182 n.

CALDONAZZI, Walter 303 n.
CANETTI, Elias 226, 341 n, 342, 421, 529.
CARLYLE, Thomas 624.
CASPAR, Horst 275.
CEBOTARI, Maria 528.
CELAN, Paul 226, 529.
CHAMBERLAIN, Houston Steward 624.
CHAMBERLAIN, Neville 385, 468.
CHAROUX, Siegfried 232, 436 n.
CHERRIERE, général français 34.
CHURCHILL, Winston 29, 323, 353, 384 n, 386 n, 387, 395, 507, 607.
CLAUDEL, Paul 528.
CONNALLY, James 615 n.
COTTON, Aimé 419.
COUDENHOVE-KALERGI, Barbara 585, 587.
COUDENHOVE-KALERGI, Richard 238, 700.
CREMIEUX, Benjamin 419.
CSOKOR, Franz Theodor 226, 400, 416, 428, 433 n.
CULLIN, Michel 551, 551 n, 553, 632 n.
CZERNETZ, Karl (pseudonyme Frits Valentin) 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 333, 334, 336, 398, 518.
CZERNIN, Ferdinand 350, 400.

DACHINGER, artiste 436 n.
DAIM, Wilfried 628, 629.
DALADIER, Edouard 385.
DALUEGE, SS-Oberguppenführer, 128.
DANNEBERG, Robert 135.
DANNEBERG, néonazi 697 n.
DAVID, Franz 369, 370 n.
DELBOS, Yvon 419.
DEMPF, Alois 224.
DERMOTA, Alois 528.
DERNDARSKY, Michael 688 n.
DEUTSCH Ernst 222.
DEUTSCH, Julius 350, 367, 395, 396, 397 n, 562 n.
DEUTSCH, Karl, W. 622, 624, 625 n.
DEUTSCH, artiste 436 n.
DIETRICH 168.
DIETRICH, Sepp 271 n.
DIMITROV 386 n.
DISRAELI 608.
DOBIAS, Anton 376.
DOBRETSBERGER, Josef 131.

DOLLFUSS, Engelbert 10, 23, 47, 47 n, 48, 49 n, 50, 51, 59, 63, 65 n, 66, 72 n, 77, 91, 92, 93, 96, 127 n, 151, 199, 237, 256, 298, 311, 316, 353 n, 438, 449, 463, 496 n, 511, 512, 518, 526, 534, 677, 693, 695.
DÖRFLER, Hans 697 n.
DORFNER, Franz 367.
DORSCH, Käthe 275, 275 n, 276 n.
DRIMMEL, Heinrich 40, 112, 467, 588, 589, 659.
DROZ, Jacques 630 n.
DUBBER, Bruno 309, 309 n.
DULLES, John Foster 37.
DÜRRFELD 168.
DUSEK, Peter 399 n.

EBNER-ESCHENBACH, Marie 426 n.
ECKSTEIN, Gustav 509.
EDEN, Anthony 353 355, 384, 386.
EGGER-LIENZ 532.
EHRENSTEIN, Albert 226.
EHRLICH, Georg 436 n.
EIBL 66 n.
EICHENDORFF 426 n.
EIFLER, Alexander 72 n, 467, 467 n.
EIGRUBER, gauleiter, 147, 462 n.
EINSTEIN, A. 533.
EIS, Maria 275 n, 528.
EISENMAYER, artiste 436 n.
EISENMENGER, Richard 272.
EISLER, Arnold 346.
EISLER, Hanns 221.
EMHART, Marie 24, 116.
ENGEL-JANOSI, Friedrich 224.
ENGELS, Friedrich 142 n, 160, 161, 162, 163, 165, 166, 609, 609 n, 611, 614, 615, 615 n, 617, 707.
ENK, Hans Friedrich 225.
ERHARD, Ludwig 600.
ESCHENBURG, Theodor 607.
EXENBERGER, Herbert 224 n.

FANTA, Robert 528.
FARKAS, Karl 222.
FEIGL, F. 223.
FEIN, Erich 113, 468, 660.
FELLNER, Fritz 384, 385, 386 n, 387, 515 n.
FELMAYER, Rudolf 226.
FEUCHTWANGER, Lion 419, 433.
FEY, Emil 23, 24, 49 n, 94 n.
FIGL, Leopold 32, 33, 36, 37, 41, 135, 471, 541, 542 n, 549, 684 n, 691.
FINK, Eugenie 226.
FIRNBERG, Hertha 661.
FISCHBÖCK 61 n.
FISCHER, Alois 376.
FISCHER, Ernst (pseudonyme Peter Wieden) 34, 42, 95 n, 154, 226, 238 n, 239, 239 n, 241, 354, 386, 386 n, 437, 442, 442 n, 444, 523, 525, 530, 530 n, 531, 533, 535, 541, 552, 573, 581 n, 668, 690, 713.
FISCHER, Heinz 661, 674.
FISCHER, Johannes 222.
FISCHHOF, Adolf 448.
FLANNER, Karl 320.
FLEG, Edmond 419.
FLEISCHER, Victor 425.
FLEISCHNER, Max 226.
FLESCH, Hans 226.
FRANCKENSTEIN, Georg 426 n.
FRANCO, Francisco 59, 219.
FRANÇOIS-JOSEPH (Franz-Joseph) 17 n, 103, 427, 645.
FRANEK, Fritz 401, 408, 409.
FRANK, gouverneur de Pologne 203.
FRAUENFELD, Eduard 166, 166 n, 406 n, 697 n.
FREDBORG, Arvid 286, 287 n.
FREDERIC II 161, 162, 166 n, 427 n, 453.
FREI, Bruno 344, 428, 433 n, 437, 452, 453, 454.
FREUD, Sigmund 224, 232, 412, 426 n, 434 n.
FREUNDLICH, Elisabeth 433 n.
FRICK, Karl 356, 357, 358, 400, 401 n.
FRIED, Erich 226, 422 n, 423, 428, 429, 431, 431 n, 529.
FRIEDELL, Egon 225, 417, 417 n.
FRIEDENTHAL, Richard 425.
FRIEDRICHS, Helmuth 169 n, 170, 278 n.
FRIEDRICH, Wilhelm I. 161.
FRITSCH, Gerhard 540.
FRITSCH, O. R. 223.
FRITSCHE, Leopold 376.
FRÖSCHELS 224.
FÜCHS, médecin 224.
FÜCHS, Albert 224, 422, 425, 426 n, 428, 433 n, 442 n, 456 n, 457.
FUCHS, Martin 242, 242 n.
FÜCHSEL, Roman 369 n.
FUNDER, Friedrich 512 n.
FÜRNBERG, Friedl 24, 95 n, 369.
FURTWÄNGLER, Wilhelm 271 n, 272.

GABLER, Leo 310.
GASPERI, Alcide de 33.
GEHMACHER, Ernst 628, 629, 630.
GEIGER, Bruno 226.
GERÖ, Josef 467.
GESSNER, Adrienne 222.
GILLET, Louis 418.
GIORDAN, Henri 634 n.
GIRAUDOUX, Jean 528.

GLAISE-HORSTENAU, Edmund 24, 52 n, 53, 65 n, 92, 101.
GLASS, Fridolin 199.
GLEISSNER, Heinrich 114, 469, 662.
GLOBOCNIK (ou GLOBOTSCHNIGG), Odilo 73, 147, 168 n, 169 n, 199, 200, 206, 282.
GMOSER, Rupert 628.
GÖBHART, Franz 582, 583, 584, 585, 585 n, 586, 587, 588, 600, 601, 628, 630, 645 n, 711.
GOBINEAU, Joseph Arthur comte de 624.
GOEBBELS, Joseph 10, 56, 76 n, 127, 128, 132, 185, 197, 207, 221, 264, 271, 273 n, 274, 275 n, 276 n, 277, 316, 327, 377, 561, 599, 599 n.
GOERDELER, Carl 314, 315 n, 401.
GOETHE, J.W. 427 n, 636 n.
GÖHRING, Walter 309, 309 n.
GOLD, Käthe 528.
GOLDNER, Franz 232, 344, 345, 346, 349, 352.
GOLDNER-GOLDNENFELS, Heinz 697 n.
GOLDSCHMIDT, H.E. 429 n.
GOLFFING, Franz 226.
GÖMBÖS 48 n.
GORBACH, Alfons 39, 40.
GÖRING, Hermann 24, 57, 68 n, 101, 128 n, 146, 170, 174, 178, 178 n, 185, 196, 197, 198, 255, 259, 264, 265.
GÖRLICH, Ernst Joseph 17 n, 587, 588 n, 631, 632 n, 694.
GÖTH, Eduard 313.
GOYA 428.
GRAB, Hermann 226.
GRAFE, Felix 226.
GRAMSCI, Antonio 633.
GREDLER, Willfried 114, 469, 662, 662 n, 673, 674.
GREGOR, professeur 272.
GREIFFENBERG, K.R. 427 n.
GRIEG, Theodor 222.
GRILLPARZER 38, 245, 279, 427 n, 428, 528, 532, 636, 636 n.
GROSS, P. 223.
GROSSBERG, Mimi 225, 225 n, 432.
GROSSHERR, 169.
GRUBER, Karl 33, 34, 37, 515 n.
GRUEN, Fritz 223.
GRÜN, Anastasius 446, 447, 634 n.
GRÜNBAUM, Fritz 222.
GRÜNEWALD, Alfred 226.
GSUR, Herbert 226.
GUILLAUME II 160, 163.
GUMPLOWICZ 607.
GUTSCHY, Georg 400 n.
HAAS, Hanns 634 n, 712 n.
HAAS, Johann Otto 313, 320.
HABICHT, Theo 65 n, 166, 166 n.
HABSBOURG, Otto von 25, 39, 40, 74 n, 115, 151, 242, 243, 244, 345 n, 348, 350, 351, 352, 352 n, 353, 353 n, 365, 366, 385, 385 n, 393, 395, 435 n, 548 n.
HABSBURG, Rudolf von 279 n, 280 n.
HADAMARD, G. 419.
HAHN, Reynaldo 419.
HAJEK, Anton 376.
HAKEL, Hermann 226.
HALBAN, H. (senior) 223.
HALBAN, Hans, H. (junior) 223.
HALIFAX, Lord Edward 385.
HAMMERSCHLAG, Peter 226.
HAMMERSTEIN-EQUORD, Hans August von 103, 226, 468.
HANNAK, Jacques 510 n.
HANTSCH, Hugo 224.
HARINGER, Jakob 226.
HARTMANN, délateur nazi 302 n.
HARTWIG, Mela 226.
HAUPT, Georges 615.
HAUPTMANN, Gerhart 276, 412.
HAUSER, Carry 226.
HÄUSER, Franz 114, 470, 663.
HAYDN J. 143 n, 419, 532.
HECHT, Walter 628.
HEER, Friedrich 574 n, 598, 599, 628, 631, 635.
HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich 623, 666.
HEINDL, Gottfried 536 n.
HEINE-GELDERN, Robert 233.
HEINISCH, Theodor 83, 84.
HEINTSCHEL-HEINEGG, Hans Georg 226.
HENDERSON, Neville 58.
HERDER, Johann Gottfried 614, 623, 640.
HERMENTIN, Ludwig 135 n.
HERRIOT, Edouard 506.
HERZ, Peter 424, 424 n.
HESS, Rudolf 169 n, 170, 278 n.
HESS, Viktor 223.
HEYDENAU, Friedrich 226.
HEYDRICH, Reinhard 27, 128, 207, 229.
HILFERDING, Rudolf 509.
HILLE, sénateur 506.
HILLEGEIST, Friedrich 84, 87.
HILPERT, Heinz 275.
HIMMLER, Heinrich 26, 27, 104, 128, 129, 131, 170, 197, 202, 253 n, 281, 284, 373, 567 n.

HINDELS, Josef 320, 321 n, 338, 338 n, 339, 339 n, 563, 587, 588, 589, 658, 680, 694.
HINDEMITH, Paul 528.
HOBSBAWN, Eric 627 n.
HOCHWÄLDER, Fritz 226.
HOFER, Andreas 103, 166, 420.
HOFER, gauleiter 31, 147.
HOFFMANN, Camill 226.
HOFMAN, Martha 226.
HOFMANNSTHAL, Hugo von 16, 164, 166, 418, 426, 426 n, 427 n, 438, 449, 528, 636.
HÖLLER, Alois 135 n.
HOLLITSCHER, Walter 426 n, 456 n, 457.
HOLM, Emil Arnold 226.
HOLOUBEK, Karl 312.
HOLZER, Franz 316, 317.
HOLZER, W.I. 368 n.
HOLZMEISTER, Clemens 223.
HOMOLKA, Oskar 222.
HÖNGEN, Elisabeth 528.
HONNER, Franz 24, 369, 370 n, 383.
HOOR, Ernst 17 n, 103, 597, 597 n.
HORAK, Kurt 628, 630, 631.
HÖRBIGER, Paul 528.
HORN, Otto 297, 298.
HORNIK, Leopold 570.
HORTHY, Nicolas 48.
HORVATH, Ödön von 226.
HOSSBACH 24, 107, 183.
HRDLITSCHKA, Wilhelm 663, 664.
HÜLGERTH, Ludwig 97.
HULL, Cordell 352, 384, 396 n.
HUPPERT, Hugo 226, 433 n, 437.
HURDES, Felix 305, 471.
HUTH, Alfred 30, 460, 600.

IBSEN, Henrik 528.
INGRIM, Robert 150, 151.
INNITZER, Theodor 26, 99, 132, 138, 139, 193, 193 n, 195, 575.

JACHS, Josef 400 n.
JÄGERSTÄTTER, Franz 29, 323.
JAHODA, M. 442 n.
JAMBOR, Walter 628, 633 n, 637, 641, 644, 681 n, 682, 682 n, 683 n, 689.
JANSA, Alfred 61 n, 96, 113, 322.
JANSTEIN, Elisabeth 226, 427 n, 428.
JARAY, Hans 222.
JAURÈS, Jean 15.
JEDLICKA, Ludwig 288, 403, 404, 462 n, 687, 716.
JELLINEK, Georg 606, 607.
JELLINEK, Oskar 226.
JELLINEK, S. 223.
JELUSICH, Mirko 129.
JERGER, Alfred 528.
JERITZA, Maria 221.
JIRAS, Erich 400 n.
JOCHMANN, Rosa 114, 470, 664, 698.
JOELSON, Herbert 304.
JOHNSON, Lyndon 618 n.
JONAS, Franz 24, 35, 41, 43, 44, 116, 646, 686 n, 687 n.
JOSEPH II. 645.
JORDAN 59.
JOURDAIN, Francis 419.
JUIN, Alphonse 365.
JURDAK, Josef 376.
JURY, Hugo 127, 127 n, 147, 195, 462 n.

KADAN, Albert 685 n.
KAFKA, Franz 636.
KAFKA, Helene (sœur Restituta) 375.
KAIN, Franz 452.
KAISER, Jakob 315 n, 472, 511.
KALBECK, Paul 226.
KALMER, Josef 226, 433 n.
KALTENBRUNNER, Ernst 287, 287 n, 403, 462 n.
KANN, Robert A. 610, 611, 612, 612 n.
KARLWEIS, Oskar 222, 420.
KÄS, Ferdinand 30, 460, 497 n, 665, 665 n.
KASSNER, Rudolf 226.
KASTELIC, Jakob 28, 29, 301, 302.
KATZENSTEIN, T.J. 648.
KAUFMANN, artiste 436 n.
KAUNITZ, prince de 427 n.
KAUS, Gina 418.
KAUTSKY, Karl 236, 439, 509, 615, 616, 618, 619, 622, 640.
KELSEN, Hans 224.
KEPPLER, Wilhelm 128.
KIENITZ, général 258.
KINDERMANN, Walter 272.
KIRCHHOFF, A. 624.
KIRCHSCHLÄGER, Rudolf 44, 680, 693.
KIRCHWEGER, Ernst 563, 563 n, 572, 644 n.
KIRSCHHOFER, Andreas 400.
KISCH, Egon Erwin 419.
KLAHR, Alfred 10, 64, 153, 154, 237, 240, 240 n, 241, 354, 354 n, 525, 551, 551 n, 552, 553, 554, 587, 590, 596, 601, 623, 632, 632 n, 633, 639, 677, 700, 705, 711.
KLAUS, Joseph 40, 41, 42, 328 n, 571.
KLAUSNER, Hubert 73, 148, 168 n, 199.

KLEEMANN 168.
KLEIBER, Erich 221 n.
KLEIN, Ludwig 313.
KLENNER, Fritz 553, 701.
KLOPP, Onno 244 n.
KLUSACEK, Christine 221 n, 301 n.
KNAPPERTSBUSCH 271 n, 272.
KNEPLER, Georg 421, 422 n, 426 n.
KNISSL, 168.
KNOLL, August Maria 224, 471, 597.
KNOLL, Reinhold 216, 551 n.
KÖCK, Eduard 303 n, 376.
KODRE, colonel 406.
KOENIG, Alma Johanna 226, 427 n.
KÖHLER, Alois 72.
KÖHLER, Hermann 310.
KOHLITZ, Josef 376.
KOJA, Friedrich 602, 603, 604 n, 605, 606, 606 n, 607, 638.
KOKOSCHKA, Oskar 222, 226, 232, 245, 341 n, 412, 421, 423, 436 n.
KOLMER, Eva 232 n.
KONETZNI, Anny 528.
KONETZNI, Hilde 528.
KÖNIG, Franz, cardinal 19, 575, 646, 665, 666 n, 674.
KÖNIGSGARTEN, Hugo 422, 422 n.
KONRAD, Helmut 234 n, 308 n, 614, 615.
KOPLENIG, Hilde 354 n.
KOPLENIG, Johann 152, 219, 241, 354, 503, 504, 508, 512, 513, 525
KÖRBER 169.
KÖRBER, Robert 697 n.
KORGER, M.E. 628.
KÖRNER, Erich 601.
KÖRNER, Theodor 31, 35, 38, 463, 529, 529 n, 547 n, 571 n.
KORNFELD, Paul 226.
KORNGOLD, Erich Wolfgang 221.
KORTNER, Fritz 222.
KOSING, Alfred 621, 622, 622 n, 623, 624, 625.
KÖSTLER, Maria 335, 335 n, 336, 341, 342 n, 445, 445 n, 448.
KOSTMANN, Jenö 429 n, 437, 440, 441, 443.
KOVARIK, Franz 376.
KRALIK, Richard 442 n.
KRAMER, Theodor 226, 428, 429, 430 n, 431, 433 n, 434 n.
KRANER, Cissy 222.
KRAUS, Herbert 562 n.
KRAUS, Karl 24, 422 n, 424, 426 n.
KRAUSS, Klemens 271 n, 528.
KRAWARIK, Johannes 194 n.
KREISKY, Bruno 19, 24, 41, 43, 115, 116, 328 n, 338, 338 n, 451, 470, 471 n, 475, 476, 518, 518 n, 556, 562 n, 567, 568, 568 n, 572, 575, 588, 589, 634, 666, 666 n, 692, 692 n, 702.
KREISLER, Fritz 221 n.
KRENEK, Ernst 221.
KREUTZ, Rudolf Jeremias 465.
KREUZBERG, Harald 275.
KRIPS, Josef 221 n, 528.
KRONBERG, Simon 226.
KÜHRER, Rudolf 400 n.
KUNSCHAK, Leopold 32, 36, 255 n, 305, 463, 503, 504, 508, 510, 510 n, 511, 512.
KUNZ, Erich 528.

LACINA, Ferdinand 560 n.
LAHR 127.
LAHY, J.M. 419.
LAMMERS, Hans Heinrich 282.
LAMPL, Fritz 226.
LANDSTEINER, Karl 223 n.
LANG, Fritz 222.
LANG, Manfred 274 n.
LANGEVIN, Paul 419.
LAROCHE, Gaston / B. MATLINE 361 n, 363, 363 n.
LASSALLE, Ferdinand 614, 615.
LAYTON, Walter 450.
LAZARSFELD, Paul 224.
LEDERER, Edgar 223.
LEDERER, Karl 28, 29, 301, 302.
LEGEN, Beatrix 423.
LEHAR, Franz 221.
LEHMANN, Lotte 221.
LEIBHOLZ, Gerhard 607.
LEICHTER, Otto 54 n, 87, 88 n, 331, 332, 332 n, 333.
LEIGH, Vivian 423.
LENAU 636 n.
LENGAUER, Josef 376.
LENINE, Vladimir 15, 237, 615 n, 616, 619, 622.
LEONHARD, Lotte 420.
LEOPOLD, Josef 57, 65 n, 199.
LEOPOLDI, Hermann 222.
LERNET-HOLENIA, Alexander 226.
LESER, Norbert 614, 637, 681 n.
LESKOSCHEK, Axel 222.
LESSING, Gotthold Ephraïm 528.
LEUSCHNER, Wilhelm 313, 315, 554 n.
LEVY-BRUHL, Lucien 419.
LEY 173, 255 n.
LHOTSKY, Alfred 214 n, 366 n, 688.
LIEBITZKY, Emil 24, 57, 58, 96.
LINDENBAUM, Walter 226.
LINDTBERG, Leopold 222.

LORENZ, Reinhold 53, 53 n.
LOTHAR, Ernst 222, 226, 428.
LOEWI, F. 223.
LOWY, Michael 617.
LOEWI, Otto 223.
LOOSE, Emmy 528.
LÜBKE, Heinrich 600.
LUDWIG, Eduard 50 n.
LUDWIG, Paula 226.
LUDZ, P.C. 622.
LUEGER, Karl 90, 120, 196.
LUITPOLD, Josef 226.
LUXEMBURG, Rosa 615 n, 616, 617.

MACMILLAN, Harold 37.
MAGAZINER, Alfred 666, 666 n.
MAGER, Franz 29, 376.
MAGRIS, Claudio 414 n.
MAHLER, Anna 341 n.
MAHLER, Gustav 528.
MAIMANN, Helene 224 n, 333, 336, 337 n, 338 n, 339, 342 n, 351 n, 455.
MAISEL-MONTE, Hilde 226.
MAISTRES, Joseph de 626.
MALETA, Alfred 666, 667 n.
MANCINI, Pasquale 439.
MANN, Heinrich 418, 419.
MANNER, Friederike 226.
MANNHEIMER, Georg 226.
MARECK, Johann Baptist Gabriel 686.
MAREK, Franz 95 n, 310 n, 354 n, 552, 581 n, 600, 601, 601 n, 616, 628, 632, 632 n, 633, 690.
MARIE-THERESE (Maria Theresia) 103, 277, 425, 453, 590, 629, 645, 686 n.
MARK, H. 223.
MAROGNA-REDNITZ, colonel 404, 406.
MARTY-CAPGRAS, Andrée 419.
MARX, Karl 17 n, 142 n, 160, 161, 161 n, 162, 162 n, 163, 165, 166, 509, 609, 609 n, 611, 614, 615, 615 n, 616, 632, 658.
MASSICZEK, Albert 587, 596 n, 627, 628, 681 n.
MATEJKA, Viktor 76, 135, 534, 535, 538, 538 n.
MATIS, Herbert 638, 639.
MATZNER, Egon 710 n.
MAURIAC, François 70.
MAXIMILIAN Ier 427.
MAYENBURG, Ruth von (Ruth Fischer) 359, 360.
MAYER, résistant, 303 n.
MAYER-MALI 56, 56 n.
MAYER-MARTON 436 n.
MAYERSSON, artiste 436 n.
MEHRING, Franz 166 n, 167 n.
MEITNER, Lise 223, 533.
MENGER, Carl 223, 426 n.
MENGHIN 66 n.
MESLINGER, Josef 376.
METTERNICH, Prince 207, 427.
METTERNICH, princesse Melanie 426 n.
MIGSCH 554 n.
MIKLAS, Wilhelm 25, 60, 64, 70, 101, 108, 636, 693.
MIKOLETZKY, Hanns Leo 107.
MILHAUD, Darius 419.
MISES, R. 223.
MISSONG, Alfred 115, 519, 520, 597.
MISSONG, Alfred (fils) 115, 471, 520, 667.
MITTERER, Erika 427 n.
MOIK, Wilhelmine 312.
MOLDEN, Otto 289 n, 305, 403, 404.
MOLOTOV, V.M. 37, 384, 386 n.
MOMMSEN, Hans 613, 614.
MONTESQUIEU 626.
MOPP 418.
MORIZET, André 419.
MÖRTH, Hermann 593, 593 n, 594, 595, 596, 596 n, 605.
MOSTAR, Gerhard H. 434 n.
MOZART, W.A. 419, 420, 532.
MRUSTNIK, Viktor 376.
MUCHITSCH, Max 393.
MÜHLEN, Hermynia zur 428.
MÜHLMANN, Kajetan 203, 203 n, 273.
MÜLLER, P.W. 426 n.
MULLER-REITZNER 273.
MUSIL, Robert 226, 636.
MUSSOLINI, Benito 23, 24, 28, 47, 47 n, 48, 48 n, 49, 57, 58, 88, 107 118, 153, 207 n.
MÜTHEL, Lola et Lothar 275.

NADLER, Josef 18, 66 n, 652.
NAPOLEON, Ier 446, 523.
NEBGEN, Elfriede 473.
NECK, Rudolf 564.
NELKEN, Margarita 419.
NESTROY, Johann 70, 245, 423, 528, 604, 636 n.
NEUBACHER, Hermann 129, 129 n.
NEUBURG 169.
NEUGEBAUER, Wolfgang 194 n, 290 n, 685 n, 696, 697.
NEUHAUS, Rudolf 344.
NEUMANN, H.J. 66.
NEUMANN, Robert 226, 421, 423, 425, 441.
NEUMANN, Joseph 429 n.
NEURATH, Konstantin von 57, 207.

NIETMANN 168.
NIZAN, Paul 419.
NÖDL, Friederike 312.
NOGRADNIK, Christa 214 n, 366 n, 370 n.
NOVY, Franz 338, 475, 562 n.
NUTTER, général 546.

OLAH, Franz 40, 41, 467, 569.
OLIVIER, Lawrence 423.
OPDENHOFF, Christian 168, 168 n, 169, 169 n, 170, 278 n.
OREL, Anton 676, 676 n.

PAINLEVE, Jean 419.
PAINLEVE, Paul 413 n.
PANNEKOEK, Anton 615 n, 618 n.
PANETH, A. 223.
PAOLI, Betty 427 n.
PAPEN, Franz von 23, 25, 51, 59, 60 n, 61, 65 n, 67, 69, 69 n.
PATZAK, Julius, 528.
PAULI, W. sen. 223.
PAULI, Wolfgang 223.
PAULUS, Friedrich 29.
PELINKA, Anton 76, 83 n, 510 n, 550, 551 , 576 n, 613 n, 681 n, 699, 701.
PELLICH, Marcel 226.
PEPPER, sénateur 353 n.
PEPPER, Hugo 115, 471, 472 n.
PERNERSTORFER 613.
PERNTER, Hans 471, 519, 531, 532 n, 533.
PERRIN, Paul 419.
PERUTZ, Leo 226.
PERUTZ, Max 223.
PETER, Friedrich 589.
PETZOLD, Alfons 426 n.
PEZET, Ernest 506.
PFEIFER, Hellfried 563 n, 583, 671.
PICCAVER, Alfred 221.
PICHLER, Caroline 426 n.
PINAY, Antoine 37.
PITTERMANN, Bruno 38.
PIZARELLI-HELMSBURG, Silvio 344.
PLAKHOLM, Hermann 29.
PLATTS-MILLS, J. 507.
PLIESEIS, Sepp 394, 394 n.
PLÖCHL, Willibad 350.
POLGAR, Alfred 226, 245, 245 n, 416, 417, 417 n, 418, 425, 425 n.
POLITZER, Heinz 226.
POLLAK, Oscar 333, 333 n, 334, 336, 337, 397 n, 518, 562 n, 592, 593.
POLLATSCHEK, Stefan 434 n.
PONS, Georges 507 n.
POPELKA, Gottfried 400 n.
POPOVICI, Aurel 609.
PORTHEIM, L. 223.
PORTSCHY, gauleiter 144 n.
POUKAR, Raimund 116, 472, 668.
PREININGER, Leo 369 n.
PREMINGER, Otto Ludwig 222.
PRERADOVICH, Nikolaus von 596 n.
PRESCHEREN, Franz 446, 447, 634 n.
PRIESTER, Eva 422 n, 427, 429, 429 n.
PRIESTLEY, J.B. 423.
PROBST, Otto 24, 116, 467, 472, 668.
PROCHNIK, Eduard 386 n.
PROHASKA, Felix 528.
PRZIBRAM, K. 223.
PURTSCHER, artiste 436 n.
PUSCHMANN, Erwin 310.

RAAB, Julius 36, 38, 39, 40, 570, 571, 572, 689.
RABOFSKY, Alfred 318 n.
RABOFSKY, Eduard 318 n.
RAGER, Teresia 283.
RAIMUND, F. 272, 636 n.
RAINER, F. 73, 147, 462 n.
RAINER, Luise 222.
RAMEK 496 n.
RANKL, Karl 221 n.
RASCHKE, Rudolf 30, 460, 600.
RATH, Ernst vom 197.
RAUSCHNING, Hermann 242, 243 n.
REBHANN, Fritz M. 271, 272.
REDGRAVE, Michael 423.
REDLICH, Hans J. 427 n.
REDLICH, Josef 427, 636.
REHAK, Günther 596 n.
REICHHOLD, Ludwig 117, 472, 669.
REICHMANN, Hans 365.
REIMANN, Paul 433 n.
REINHARDT, Max 222, 422, 423 n, 636.
REINTHALLER, Anton 127, 127 n.
REISCH, Walter 222.
REITHER, Josef 135, 404 n, 406 n.
RENAN, Ernest 591 n, 640, 668, 701.
RENNER, Karl 12 n, 19, 19 n, 26, 30, 31, 32, 35, 62 n, 71, 139, 315, 324, 387, 396, 439, 455, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 500 n, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 508, 509, 510, 510 n, 515, 516, 517, 523, 524, 541, 542, 547 n, 548, 549, 570, 570 n, 589, 590, 592, 612, 613, 614, 615, 645, 696, 706.
RENOIR Jean 419.
RETSCHEK, Anton 346, 346 n.
REUENTHAL, Neidhart von 425, 425 n, 532.
REVERTERA, Peter 97.
RHEINHARDT, Emil Alphons 226, 418, 420.

RIBBENTROP, Joachim von 60 n.
RICHTER, Franz 129.
RIEGER, Erwin 226.
RILKE, Reiner Maria 418, 428.
RIST, Charles 450.
RITTERMANN, Michael 424.
RÖBBELING, Hermann 129.
RODA-RODA 416, 418.
RODEN, Max 226.
ROHRACHER, Hubert 224.
ROHRER, Karl 418.
RÖHRICH 168.
ROMANIK, Felix 628.
ROMMEL, maréchal 284.
ROOSEVELT, Franklin D. 224, 353, 384 n, 386 n, 395.
ROSAR, Wolfgang 203.
ROSÉ, Alma Maria 421, 421 n.
ROSÉ, Arnold 421.
ROSEGGER, Peter 356 n, 418, 426 n.
ROSENBERG, Alfred 539.
ROSENBERGER, résistant 316.
ROSENKRANZ, Herbert 198 n.
ROSENZWEIG, A. 425.
ROSENZWEIG, W. 337 n, 397 n.
ROSSIWALL, Th. 261 n.
ROST, Nico 420.
ROTH, Joseph 16, 27, 226, 245, 245 n, 412, 413, 416, 417, 418, 434, 636.
ROTHSCHILD, Alphonse 190 n.
ROTHSCHILD, Eugène 190 n.
ROTHSCHILD, Louis 190 n.
ROTT, Hans 70, 75, 329 n, 344, 345, 345 n, 350, 351, 352 n, 395, 396, 396 n, 435 n.
RUBIN, Marcel 221.
RUDILF IV, von Österreich 427.
RUTRA, Arthur Ernst 226.

SAAR, Ferdinand von 426 n.
SACHER-MASOCH, Alexander 226, 400.
SACHS, Nelly 533.
SAILER, Karl Hans 24, 100, 116, 333, 333 n, 350.
SALMHOFER, Franz 528.
SAURWEIN, Hubert 394.
SAUTER, Ferdinand 426 n.
SCHARF, Erwin 117, 312, 370 n, 473, 476, 669, 673.
SCHÄRF, Adolf 38, 40, 41, 313, 314, 315 n, 324, 450, 503, 508, 510, 510 n, 511, 554 n, 600, 645, 691.
SCHARITZER, gauleiter adjoint 406 n.
SCHAUKAL, Richard 636.
SCHAUSBERGER, Norbert 259 n.
SCHEEL, Gustav Adolf 168, 200 n.
SCHEU, Friedrich 214 n, 334, 337, 337 n, 398, 442 n, 585.
SCHEU-RIESS, Helene 427 n.
SCHILHAWSKY, Sigismund 102.
SCHILLER 584.
SCHIRACH, Baldur von 28, 168, 168 n, 169 n, 200 n, 253 n, 264, 271, 271 n, 273, 274, 275, 275 n, 276, 276 n, 280, 282, 288, 319, 412, 461 n, 539, 599, 599 n, 698.
SCHIRACH, Henriette von 698.
SCHLEINZER 44.
SCHLESINGER, Rudolf 427.
SCHMID, Wilhelm 597, 676 n, 677.
SCHMELCHEN 168.
SCHMIDL, Leo 226.
SCHMIDT, Adalbert 414 n.
SCHMIDT, Guido 24, 52 n, 56, 57, 60 n, 100, 107, 183 n.
SCHMIDT, Josef 221, 234.
SCHMITZ, Richard 72, 72 n, 90, 113, 113 n, 135.
SCHNEIDER 173.
SCHNEIDER, Hans 429 n.
SCHNITZLER, Arthur 423, 426 n, 604.
SCHOBER, Anton 369 n.
SCHÖDL, Leo 272.
SCHÖFFLER, Paul 528.
SCHOLZ, Roman Karl 28, 29, 226, 301, 302.
SCHOLZ, Wilhelm 443.
SCHÖNBERG, Arnold 217, 220, 221, 412, 420, 528.
SCHÖNERER, Georg von 17, 18 n, 19, 66, 91, 196, 594, 595 n, 611.
SCHÖNHERR, Karl 423.
SCHÖNWIESE, Ernst 226.
SCHOPENHAUER, Arthur 626.
SCHREYER, Isaac 226.
SCHRÖDINGER, Erwin 223, 426 n.
SCHROTH, Hans 508 n.
SCHUBERT 168.
SCHUBERT, Franz 419, 422, 426 n.
SCHUELLER, Richard 352 n.
SCHUSCHNIGG, Walter 352 n.
SCHÜTTE-LIHOTZKY, Grete 223.
SCHWAGER, Ernst 214 n.
SCHWARZENBERG, Prince de 17 n.
SCHWITZGIBEL 168.
SCRINZI 696.
SEDLAK, Hugo 400 n.
SEEFRIED, Irmgard 528.
SEELER, Moriz 226.
SEELIGER, SS-Hauptscharführer 198.
SEIPEL, Ignaz 19, 19 n, 90, 94, 151, 427, 512 n, 516, 518, 575, 645, 677, 696.

SEITZ, Karl 111, 305, 313, 315, 324, 332 n, 404 n, 406 n.
SEVER, Albert 305.
SEYSS-INQUART, Arthur 24, 25, 26, 28, 53, 57, 57 n, 60 n, 61 n, 64, 65, 65 n, 66, 67, 67 n, 68, 68 n, 69, 69 n, 70, 72, 77, 79, 84, 84 n, 88, 92, 96, 98 n, 100, 100 n, 101, 105, 108, 125, 127, 127 n, 128 n, 131, 147, 170, 199, 200, 202, 203, 203 n, 204, 273.
SIEGLER, Heinrich 544 n, 547, 571 n.
SIKORSKI, général 28.
SIMON, Joseph T. 118, 474, 670.
SIMON, Walter B. 118, 474, 670.
SINOWATZ, Fred 118, 474, 671, 695 n.
SKALNIK, Kurt 598, 599, 681 n.
SKUBL, Michael 131.
SLAVIK, Felix 118, 304, 312, 475, 475 n, 554 n, 671.
SOBEK, Franz 680.
SOBOUL, Albert 618 n.
SOKOLL, Bruno 319, 319 n.
SOLÉ, Alphons 226.
SOMMER, Ernst 429 n.
SONNENFELD, Kurt 225.
SONNWALD, Leo 226.
SOYFER, Jura 226, 420.
SPAULDING, E.W. 216 217, 220, 221, 221 n, 233, 233 n.
SPERBER, Manes 226 n.
SPIEGEL, Tilly 363, 363 n.
SPIEL, Hilde 227, 428.
SPIRA-FRITZ, Lisl 428.
SPITZ, Rudolf 422, 422 n.
SPRINGER, Rudolf (pseudonyme de Karl Renner) 509.
SRBIK, Heinrich von 18, 66 n, 92, 273, 426, 427, 596 n, 630, 652, 694.
STADLER, Karl R. 202 n, 224 n, 229, 229 n, 252 n, 258 n, 278, 287 n, 305 n, 313 n, 320, 320 n, 339 n, 458 n, 508 n, 701, 708.
STALINE, J.W. 28, 153, 236, 237, 238 n, 308 n, 323, 353, 354, 384, 386, 386 n, 439, 468, 474, 496, 505, 509, 509 n, 609, 615 n, 616, 617, 619, 620, 622, 623 n.
STAMPF, Franz 376.
STARHEMBERG, Ernst Rüdiger 24, 49 n, 94 n.
STAUD, Johann 71, 75, 75 n, 76, 77.
STAUDINGER, Anton 613 n, 716 n.
STAUFFENBERG, Claus Schenk 401, 405.
STEINER, Herbert 224 n, 290 n, 300, 302 n, 376 n, 683, 684, 690.
STEINHARDT, Karl 463.
STEINITZ, Heinrich 226.
STEINMETZ, Selma 420 n.
STERN, Max 368 n.
STERNBERG, Josef 222.
STIFTER, Adalbert 418, 426 n, 636, 636 n.
STIMSON, Henry L. 352.
STÖGER, Richard 319.
STOLZ, Robert 221, 221 n.
STÖSSL, Ludwig 420.
STOURZH, Gerald 544 n, 550 n, 557, 569, 571.
STRAFFNER 496 n.
STRANSKY, médecin 224.
STRASSER, Josef 615, 616, 618 n.
STRAUS, Oscar 221 n.
STRAUSS, Johann 276.
STRAUSS, Richard 271 n, 272, 276, 412, 425.
STRAVINSKY, Igor 217, 528.
STREICHER, Julius 168.
STREITENBERGER, S. 544 n.
STRELKA, Joseph 225, 226 n.
STROER, Alfred 119, 475, 672.
STRZYGOWSKI 539.
STÜBER, Fritz 583, 671, 697 n.
STUHLPFARRER, Karl 634 n.
SUCHY, Victor 225 n, 415 n, 432 n.
SÜNDERMANN, Helmut 167.
SUVICH, Fulvio 23.
SZOKOLL, Karl 30, 403, 404, 404 n, 405 n, 406, 406 n, 457, 460, 462 n.

TATSCHEL, Peter 369 n.
TAUBER, Richard 221.
TAUS, Josef 44.
TAUSCHITZ, Stefan 57.
TAVS, Leopold 57, 59, 65 n, 199, 697 n.
TAYLOR, Frederick 352 n.
TERRAMARE, Georg 226, 428.
THALER, (groupe Freund-Thaler) 313, 554 n.
THIMIG, Hermann 528.
THOMAS, Adrienne 226.
THOMAS, Walter 274, 275, 275 n.
THOMAS, général 184.
THOOR, Jesse 226.
THORNDIKE, Sibylle 423.
THUN-HOHENSTEIN, Paul 427 n.
TIETZE, Hans 436 n.
TIMMEL, Roland 583.
TITO 566, 567.
TOGLIATTI, Palmiro 386 n.
TOLBOUKHINE, I.M. 459, 460.
TOMASCHEK, Leo 28.
TORBERG, Friedrich 226.

TRAPP, famille 222.
TRAUTMANN 169.
TREITSCHKE, Heinrich von 618 n, 624.
TRITTNER, SS-Hauptsturmführer, 198.
TROGER, Paul 532.
TROLLOPE, Francis 426 n.
TROTSKI, Léon 496, 615 n.
TRUMAN, Harry S. 548 n.
TRUPPE, Johann 369 n.

UIBERREITHER, Siegfried 148, 373, 461 n.
ULLRICH, Hermann 421, 424 n, 425, 425 n, 427 n.
UNGER, Adolf 226.
UNTERBERGER, Hans 400 n.
URBANCIC, Melitta 226.
URZIDIL, Johannes 226.

VEITER, Theodor 634 n.
VERBELEN, Robert Jean 697 n.
VERKAUF-VERLON, Willy 346, 348, 433 n, 437, 446, 447, 634 n.
VEROSTA, Stephan 571 n.
VIERTEL, Berthold 222, 226, 419, 429 n, 433, 433 n.
VOGELMANN, Karl 353, 355, 381, 382, 388, 389 n, 401 n, 407 n.
VOGELSANG 676 n.
VOGELWEIDE, von der 532.
VOGL, Friedrich 317, 317 n, 323, 365 n, 402 n.
VOGL, Otto 210, 322, 322 n, 323 n.
VOSPERNIK, Reginald 628, 634, 634 n, 635.

WACHS, Walter 393, 393 n.
WÄCHTER, Otto 199.
WAGNER, Erika 222.
WAGNER, Georg L. 681 n, 685, 686 n.
WAITZ, Sigismund 138.
WALDINGER, Ernst 226, 428, 433, 433 n, 434 n.
WALDMANN, Elisabeth 426 n.
WALDMÜLLER, G.F. 426 n.
WALLON, Henri 419.
WALTER, Bruno 221 n.
WANDRUSZKA, Adam 18 n, 89 n.
WASCHNIGG, Franz 76.
WASSERMANN, Jakob 426 n.
WATZEK, Adolf 70, 77.
WAYDA, Meta von 304.
WEBER, Heinrich (pseudonyme de Otto Bauer) 77, 79 n, 155, 155 n.
WEBER, Max 607, 607 n.
WEBERN, Anton 528.
WEIGEL, Hans 226, 422 n, 428.
WEILL, Claudie 618 n.
WEINBERGER, Lois 305, 315 n, 510 n, 511, 511 n, 512.
WEINHEBER, Josef 30, 272.
WEINZIERL, Erika 22 n, 197 n, 227, 306, 306 n, 383, 383 n, 393, 458 n, 536 n, 563 n, 573 n, 576 n, 578, 597, 694, 698.
WEISKOPF, F.C. 433, 433 n.
WEISS, Ernst 225.
WEISS, Walter 414, 414 n, 636 n.
WEISSEL, Georg 180, 180 n.
WEISSENBERG, K. 223.
WELAN, Manfried 602, 607, 608.
WELLES, Summer 28.
WELLESZ, Egon 221, 412, 421, 422, 426 n, 427 n.
WELLS, H.G. 507.
WENGRAF, Hans 222.
WERBEZIRK, Gisèle 222.
WERFEL, Franz 32, 226, 244, 245 n, 416, 416 n, 418, 419, 636.
WERNIGG, Ferdinand 415 n.
WEST, Arthur 429 n.
WEST, Franz 339 n, 343 n, 351, 351 n, 399 n, 437.
WEYS, Rudolf 273 n.
WIED, Martina 226, 427 n.
WIEDNER, Laurenz 226.
WIENER, Hugo 222.
WIESER, Walter G. 628.
WILDER, Billy 222.
WILDGANS, Anton 16, 423, 426 n, 636.
WILLEMER, Marianne 427 n.
WILSON, Woodrow 617 n.
WINDISCH, Konrad 697 n.
WINKLER, Wilhelm 233 n.
WINTER, Ernst Florian 628, 676 n.
WINTER, Ernst Karl 10, 63, 64, 64 n, 83, 83 n, 94, 95, 98, 115, 149, 233, 238, 242, 244, 427, 437, 442 n, 455, 455 n, 456, 457, 549, 551, 551 n, 553, 554, 587, 596, 597, 613 n, 632 n, 633, 668 n, 676 n, 700, 705, 711, 716.
WINTERBERG, Hans 442, 455.
WINTERNITZ, Béatrice 434 n.
WISSHAUPT, Walter 155 n.
WITHALM, Hermann 42, 43, 120, 120 n, 475, 672, 673 n.
WITTGENSTEIN, L. 223.
WITTNER, Victor 226.
WOHLBRÜCK, Adolf 222.
WOHLGEMUTH, Else 222.
WOLF, Karl Hermann 595 n.
WOLF, Wilhelm 61 n.

WOLFF, SS-Gruppenführer 128.
WOLKAN, Rudolf 612 n.
WOTRUBA, Fritz 222.
WURMSER, André 420.
WYDENBRUCH, artiste 436 n.

ZACH, Richard 226.
ZAHN, Gordon C. 323 n.
ZAK, Johann 29.
ZANKER, Arthur 226.
ZEHNER, général 72 n.
ZELTER, 427 n.
ZENKER, Arthur 428.
ZERNATTO, Guido 73, 74 n, 81, 82, 82 n, 99, 100, 150, 151, 226, 329 n, 352 n, 435, 435 n, 437, 438, 438 n, 439, 440, 625, 626.
ZESSNER-SPITZENBERG, Hans von 115, 116, 597.
ZESSNER-SPITZENBERG, Joseph 628.
ZIEGLER, Josef 391.
ZIMMERL, Hans 303 n.
ZOFF, Otto 226.
ZÖLLNER, Erich 688.
ZUCKER-SCHILLING, Erwin 95 n, 137 n, 354, 355, 418, 442, 525.
ZWEIG, Stefan 28, 226, 227, 245, 412, 413, 416, 416 n, 423, 425, 428, 434.
ZWILLINGER, Frank 226.
ZYROMSKI, Jean 419.

DOCUMENTS

ET

ANNEXES

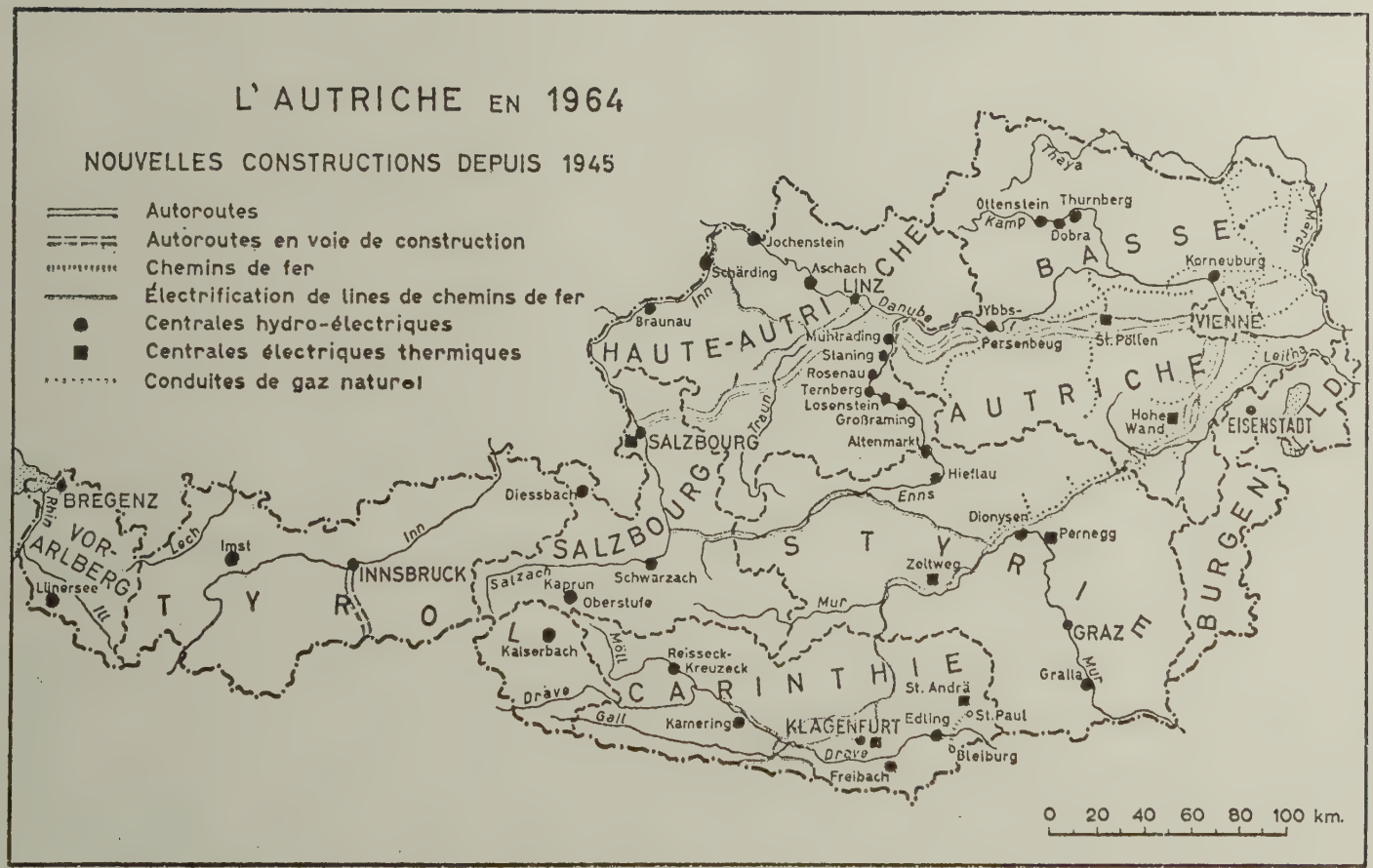
ANNEXES DOCUMENTAIRES

Précédé d'une carte de l'Autriche nous présentons un échantillonnage de documents que nous avons groupés comme suit :

1. Montée des périls et annexion
2. La Résistance
3. La répression
4. L'exil
5. La Libération
6. Néonazisme
7. Prise de conscience

La majeure partie de ces documents provient du DÖW, certains sont tirés de la documentation ZEIT AN DER WAND, Europaverlag, Wien 1967, d'autres viennent d'archives privées.

Nous donnons de brèves légendes là où nous les croyons indispensables. On pourra s'orienter d'après les numéros d'ordre attribués à chaque document à l'intérieur de son groupe.


L'AUTRICHE EN 1964
NOUVELLES CONSTRUCTIONS DEPUIS 1945
Autoroutes
Autoroutes en voie de construction
Chemins de fer
Électrification de lines de chemins de fer
Centrales hydro-électriques
Centrales électriques thermiques
Conduites de gaz naturel
BASSE AUTRICHE
HAUTE-AUTRICHE
SALZBOURG
STYRIE
CARINTHIE
TYROL
VORARLBERG
BURGENLD
VIENNE
LINZ
SALZBOURG
INNSBRUCK
BREGENZ
GRAZ
KLAGENFURT
EISENSTADT
Ottenstein
Thurnberg
Dobra
Korneuburg
Jochenstein
Aschach
Schärding
Braunau
Jybbs-Persenbeug
St. Pöllen
Muhlrading
Staning
Rosenau
Ternberg
Losenstein
Großraming
Altenmarkt
Hieflau
Hohe Wand
Diessbach
Schwarzach
Kaprun
Oberstufe
Kalserbach
Reisseck-Kreuzeck
Kamering
Dionysen
Pernegg
Zeltweg
Gralla
St. Andrä
St. Paul
Edling
Bleiburg
Freibach
Imst
Lünersee
Thaya
Kamp
Danube
Inn
Traun
Enns
Mur
Salzach
Möll
Drave
Gall
Lech
Rhin
Ill
Leitha
March
0 20 40 60 80 100 km.

I. LA MONTÉE DES PÉRILS

1. Tract antisémite des « étudiants allemands » de Vienne - 1930
2. Affiche du *Heimatschutz* - branche styrienne des Heimwehren - 1931
3. Affiche électorale social-démocrate - 1932
4. Appel au président fédéral Miklas pour qu'il convoque le Parlement - 1933
5. Tract des Socialistes révolutionnaires - 1934
6. Tract du Front patriotique contre la terreur nazie - 1934
7. L'accord du 11 juillet 1936
8. Tract catholique protestant contre l'accord du 11 juillet - 1936
9. *S.A. Brigade Wien* menace - 1936
10. Tract communiste - 1936
11. Schuschnigg appelle à voter Oui le 13 mars 1938
12. Déclaration du parti communiste appelant à l'union contre Hitler - Début mars 1938 - (2 feuillets)
13. Tract d'étudiants pour le Oui au 13 mars 1938.
14. Le fait accompli : Seyss-Inquart décrète la « réunification »
15. Triomphe des nazis : l'anschluss est réalisé
16. L'Eglise pour la Grande Allemagne
17. Démagogie sociale en vue du plébiscite du 10 avril 1938
18. Bulletin de vote et propagande
19. Le « socialisme allemand » : Eintopfsonntag

Offener Brief der Leitung der Deutschen Studentenschaft an Herrn Professor Dr. Pick!

Die Deutsche Studentenschaft nimmt mit Entrüstung davon Kenntnis, daß Sie wider Erwarten Ihre Wahl zum Dekan der medizinischen Fakultät angenommen haben. Nach wie vor steht die Deutsche Studentenschaft auf ihrem 1923 kundgetanen Standpunkt, daß Professoren jüdischer Volkszugehörigkeit akademische Würdenstellen nicht bekleiden dürfen. Wollen Sie bedenken, daß Sie sich an einer deutschen Hochschule befinden und daß die deutschen Studenten als ihre Führer nur deutsche Lehrer anerkennen! Schon im Interesse eines ordnungsmäßigen Lernbetriebes hoffen wir auf Ihre Einsicht.

gez. Gerhard Kurka

gez. Robert Ehrlich gez. Josef Klaus

Für den Inhalt verantwortlich: Gerhard Kurka, Wien, 1., Universität. — Druck: Karl Werner, Wien 8., Piaristengasse 48.

I.1 La *Deutsche Studentenschaft* intime l'ordre de démissionner au Doyen élu de la Faculté de Médecine de Vienne, parce qu'elle ne saurait « reconnaître » des « Dignitaires universitaires » d'origine juive.

Volk von Österreich!

In höchster Not hat mich das heimattreue Volk Oesterreichs zum obersten Hüter seiner Rechte berufen.

Mit dem vollen Gefühle meiner schweren Verantwortung folge ich diesem Rufe und gelobe, meine ganze Kraft zum Wohle meiner Volksgenossen für den Aufbau unseres Staatswesens einzusetzen.

Ich erblicke als Ziel meiner Aufgabe die harmonische Entwicklung der dem österreichischen Volke innewohnenden so reichen Kräfte in einer auf ständischer Grundlage aufgebauten Volksgemeinschaft.

Oberste Aufgabe der Staatsgewalt ist es, den uns zugewiesenen Lebensraum zur Heimat edelster Bedeutung zu machen und sie vor jeder Gefahr von Außen und Innen zu schützen. Dieses Ziel hat der Heimatschutz seit seinem Bestande verfolgt.

Die nur zersetzende, aber nie aufbauende Tätigkeit des Parteiwesens hat die Gefahr völligen Zusammenbruches unserer Wirtschaft heraufbeschworen. Das bisherige System hat sich als unfähig erwiesen, Hilfe zu schaffen.

In Anbetracht des Umstandes der Illegitimität u. Illegalität der Staatsverfassung und des Staatswesens selbst, welche Tatsache der Heimatschutz den Machthabern vergebens vorgehalten und nachgewiesen hat, sieht er sich gezwungen, zur Tat zu schreiten, um den völligen Untergang abzuwehren.

Der Heimatschutz ergreift im Sinne seiner Grundsätze die Macht im Staate.

Zur Sicherung unserer Bestrebungen rufe ich hiemit die gesamten heimattreuen Kampfverbände unter die Waffen.

Bis zur Entscheidung durch das Volk von Oesterreich über die entgültige Verfassung wird ein provisorisches Verfassungspatent erlassen.

Auf Grund des rechtlichen Nichtbestehens des Staates und der Staatsverfassung entbinde ich das Bundesheer, Polizei, Gendarmerie, sowie alle öffentlichen Beamten und Angestellten ihres Diensteides, den sie unter falscher Rechtsvoraussetzung geleistet haben, und nehme sie hiemit für die neue Staatsmacht, welche die Führung übernommen hat, um den Rechtszustand herzustellen, in Eid und Pflicht, getreu für Ruhe und für Frieden und ungestörten Fortgang der staatlichen und wirtschaftlichen Tätigkeit Sorge zu tragen.

Dr. Walther Pfrimer e. h.

I.2 Proclamation du chef du *Heimatschutz styrien*, Walther Pfrimer, annonçant la « prise du pouvoir », le 13 septembre 1931. Ce putsch échoua.

Hitler spricht über Wien

„Mir erschien die Riesenstadt als Verkörperung der Blutschande."

„Mir wurde schlecht, wenn ich an dieses Riesenbabylon zurückdachte." Aus Adolf Hitlers Buch „MEIN KAMPF", Seite 135 bis 138.

„Wien macht auf mich den Eindruck eines großen Schädels und müßte mit einem chirurgischen Eingriff auf einen bescheidenen Umfang reduziert werden."

„Ich halte die Wiener für keine guten Deutschen."

Aus Adolf Hitlers Gespräch mit einem Vertreter der Turiner „STAMPA" am 6. Februar 1932.

Aber die Stimmen der Wiener möchte er gern!
Die Wiener werden ihm aber was pfeifen!
Wählt sozialdemokratisch!

I.3 Malgré les avertissements, les élections régionales du 24 avril 1932 apportèrent d'inquiétants succès aux nazis qui obtinrent en moyenne 20 % des voix.

In den nächsten Tagen wird die nachfolgende Volksadresse an den Bundespräsidenten allen verfassungstreuen Republikanern zur Unterschrift vorgelegt:

Herr Bundespräsident!

Von dem uns nach Artikel 11 des Staatsgrundgesetzes über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger zustehenden Rechte Gebrauch machend, fordern wir Sie, Herr Bundespräsident, auf, im Interesse des Volkes und des Staates für die sofortige Wiedereinberufung des Nationalrates Sorge zu tragen.

An alle Staatsbürger der Republik!

Die österreichische Sozialdemokratie hat beschlossen, alle freiheitsliebenden Bürger und Bürgerinnen der Republik, alle verfassungstreuen Republikaner aufzufordern, **eine Volksadresse an den Herrn Bundespräsidenten zu unterschreiben.**

Wir fordern alle freiheitsliebenden Bürger, alle verfassungstreuen Republikaner, alle, die statt unfruchtbarer Verfassungskämpfe fruchtbare wirtschaftliche Arbeit wollen, auf, unsere Volksadresse an den Herrn Bundespräsidenten zu unterschreiben.

Die Volksadresse soll zu einer **gewaltigen Kundgebung des Volkswillens** werden. An einer **Straßendemonstration** können Zehntausende teilnehmen. Die Unterzeichnung der **Volksadresse** kann Hunderttausende zu gemeinsamer Kundgebung ihres Willens vereinigen. Sie kann daher eine **viel größere Demonstration werden als die größte Straßendemonstration.**

Die Unterschrift unter die Volksadresse ist kein Bekenntnis zur Sozialdemokratischen Partei. **Alle Sozialdemokraten werden sie unterschreiben. Aber auch alle anderen verfassungstreuen Republikaner und freiheitsliebenden Bürger und Bürgerinnen der Republik fordern wir zur Unterzeichnung der Volksadresse auf.**

Sorget dafür, daß die Volksadresse zu einer großen Kundgebung des Volkswillens werde!

Der Parteivorstand der Deutschösterreichischen Sozialdemokratie.

Wer die Freiheit liebt, stärkt die Sozialdemokratie!
Tretet der Sozialdemokratischen Partei als Mitglieder bei!

I.4 En mars 1933, Dollfuss élimina le Parlement ; la socialdémocratie réagit en faisant signer un appel au président Miklas qui se taisait malgré les 1,2 millions de signatures recueillies.

Der Faschismus mordet weiter!

Die österreichischen Arbeiter haben in diesen Tagen das Andenken der Märtyrer des 15. Juli 1927 gefeiert und mit dieser Kundgebung verbunden die Forderung nach Befreiung der Februarkämpfer und der Vertrauensmänner der Arbeiterschaft, die in den Kerkern und Konzentrationslagern des Faschismus gefangengehalten werden.

Zu Tausenden sind die Wiener Arbeiter zu den Gräbern der Juliopfer, zu den Gräbern Weissels und Münichreiter gezogen, sie haben in den Strassen der Arbeiterbezirke demonstriert und sind am Sonntag gemeinsam mit den Arbeitern des Liesinger Bezirks auf mehreren Wiesen des südlichen Wienerwalds zusammengekommen, um in machtvollen Kundgebungen ihre Forderungen zu erheben.

Dabei ist wieder Arbeiterblut geflossen. Die Versammlung auf der Predigtstuhlwiese, an der viele tausend Menschen teilgenommen hatten, wurde von einer Patrouille **Gendarmen und Ortswehr überfallen.** Unsere Sicherungsposten haben ihren Dienst richtig versehen, aber **die Banditen griffen sofort zu ihren Waffen.** Eben hatte die Versammlung begonnen, die Teilnehmer sangen das Lied „Unsterbliche Opfer, Ihr sanket dahin!", als die **Schüsse aus dem Hinterhalt** krachten. **Ein junger Arbeiter, der die rote Fahne getragen hat, war das erste Opfer.** In den Hals getroffen, sank er mit der Fahne. **Das Tuch deckte einen Toten.** Zwei weitere Arbeiter wurden getötet, außerdem sind zwei Schwerverletzte zu beklagen.

Der amtliche Bericht über den feigen Mord behauptet, daß die faschistischen Banditen in **Notwehr** gehandelt hätten. Das ist eine freche Lüge: die Mordbuben schossen **ohne Warnung** aus dem **Hinterhalt des Walddickichts** auf die Menschen auf der Wiese, unter denen viele Frauen und Kinder waren.

Das Verbrechen geht auf das Schuldkonto des faschistischen Blutregimes, denn die Strolche der Ortswehren sind von der Regierung mit einer offenen Mordvollmacht ausgestattet worden. Sie sind gedungen worden mit dem ausdrücklichen Auftrag, ohne Rücksicht auf Gesetz und Menschlichkeit von ihren Mordwaffen Gebrauch zu machen.

Wir werden, wenn der Zahltag kommt, auch für die drei Toten des 15. Juli 1934 Rechenschaft fordern! Sie sind gefallen, damit wir **nicht vergessen,** damit unser Haß bewahrt bleibe.

In Ehrfurcht neigen wir uns vor den drei neuen Blutzeugen unserer großen Sache!

Auch sie werden gerächt werden!

Zentralkomitee der Revolutionären Sozialisten.

I.5 Après la guerre civile de février 1934, le mouvement ouvrier fut refoulé dans la clandestinité. Le 15 juillet 1934, une manifestation unitaire socialiste et communiste subit le feu de la gendarmerie.

Ein junger katholischer Priester

in Kapfenberg, wurde bewußt und mit Vorsatz von Nationalsozialisten

ermordet.

Eine Frau und ein Sturmscharenmann wurden schwer verletzt

Frau und Kinder eines Frontsoldaten wurden im 20. Bezirk durch Naztböller verwundet

Ein harmloser Passant wurde in der Kurrentgasse ebenfalls durch einen Böller verletzt.

Einem Polizeihauptmann im 6. Bezirk wurde durch einen nationalsozialistischen Sprengkörper die linke Hand weggerissen.

Oesterreicher!

Seht, das ist die Kampfmethode der Nationalsozialisten! Das ist die höhere Sendung der Brüder aus dem Reich! Das ist das Andenken an die Waffenbrüderschaft!

Und wir, die vaterländische Bevölkerung, glauben immer noch, es genüge, ein „letztesmal" zu warnen?

Nein! Gewarnt wurde ein Jahr lang genug!

Wer sich in der letzten Zeit, im letzten Jahre noch nicht entschieden hat, ob er für oder gegen uns ist, der verdient keine Schonung.

Kulturlosen Verbrechern wie den Nationalsozialisten, braucht man nicht mit den Mitteln eines Kulturstaates zu begegnen. Solchen Verbrechern, ihren Hintermännern und bezahlten Mordbuben hat die vaterländische Bevölkerung mit dem **Faustrecht** zu begegnen.

Helfet mit, unser Vaterland von diesen Terrorbanditen rasch und rücksichtslos zu befreien.

Durch Gleichgültigkeit und Lauheit macht ihr euch mitschuldig. Augen und Ohren offenhalten! Jeden, auch den geringsten verdächtigen Umstand sofort bei den Bezirksstellen der V. F. melden!

Als Tatzeugen greift sofort selbst ein!

Ihr kämpft nicht gegen eine Überzeugung, ihr kämpft gegen feige, heimtückische Verbrecher, die auch euer Leben auf Schritt und Tritt bedrohen.

Vaterländische Front, Bezirk Innere Stadt Wien, 1. Bez., Singerstraße 2 — Für den Inhalt verantwortlich Friedrich Schwarz ebenda
Druck Ignaz Spitz & Söhne, Wien

I.6 De leur côté, les tenants du régime autoritaire furent attaqués par les terroristes nazis.

DER AUSSERORDENTLICHE GESANDTE
UND BEVOLLMACHTIGTE MINISTER
DES DEUTSCHEN REICHES
IN BESONDERER MISSION

WIEN

Gentleman-Agreement.

In der Überzeugung, daß der von beiden Seiten geäusserte Wunsch, die Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche und dem Bundesstaate Österreich wieder normal und freundschaftlich zu gestalten, eine Reihe von Vorbedingungen seitens beider Regierungen erfordert, wird nachfolgendes vertrauliches Gentleman-Agreement von beiden Regierungen gebilligt:

I.) Regelung der Behandlung der Reichsdeutschen in Österreich und der österreichischen Staatsangehörigen im Reiche.

Die in beiden Ländern bestehenden Vereinigungen ihrer Staatsangehörigen sollen in ihrer Tätigkeit nicht behindert werden, solange sie den in ihren Statuten festgelegten Richtlinien gemäß den geltenden Gesetzen entsprechen und sich nicht in innerpolitische Angelegenheiten des andern Staates einmischen, noch insbesondere Staatsangehörige des andern Staates durch Propaganda zu beeinflussen trachten.

II.) Gegenseitige kulturelle Beziehungen.

Sämtliche für die Bildung der öffentlichen Meinung maßgeblichen Faktoren beider Länder sollen der Aufgabe dienen, die gegenseitigen Beziehungen wieder

./.

-6-

b.) Mit dem Zwecke, eine wirkliche Befriedung zu fördern, in dem geeigneten Zeitpunkte, der für nahe Zeit in Aussicht genommen ist, Vertreter der bisherigen sogenannten " nationalen Opposition in Österreich " zur Mitwirkung an der politischen Verantwortung heranzuziehen, wobei es sich um Persönlichkeiten handeln wird, die das persönliche Vertrauen des Bundeskanzlers geniessen und deren Auswahl er sich vorbehält. Hierbei besteht Einverständnis darüber, daß die Vertrauenspersonen des Bundeskanzlers mit der Aufgabe betraut sein werden, nach einem mit dem Bundeskanzler zuvor festgelegten Plan für die innere Befriedung der nationalen Opposition und ihre Beteiligung an der politischen Willensbildung in Österreich zu sorgen.

I.) Behandlung von Anständen und Beschwerden.

Für die Behandlung von Anständen und Beschwerden, die sich im Zusammenhange mit dem vorstehenden Gentleman-Agreement ergeben könnten, sowie um eine fortschreitende Entspannung im Rahmen vorstehender Abmachungen zu gewährleisten, wird ein von je drei Vertretern der beiderseitigen Aussenämter zusammengesetzter Ausschuss eingesetzt. Er hat die Aufgabe, sich in regelmäßiger Fühlungnahme über die Auswirkungen der Vereinbarung sowie deren etwa erforderlichen Ergänzungen auszusprechen.

Wien, den 11. Juli 1936.

Hanfstaengl

Außerordentl. Gesandter u. Bevollm. Minister i. Ges. Mission.

I.7 La première et la dernière page de l'accord du 11 juillet 1936 entre l'Autriche et le Reich allemand, dit Gentlemen's Agreement.

Lesen! **Weitergeben!** **Anschlagen!**

Christliches Volk von Österreich!

In diesen Tagen jährt sich zum zweitenmal der **Todestag** unseres

Märtyrerkanzlers Dr. Engelbert Dollfuß.

Von feiger Mörderhand meuchlings hingestreckt, selbst in der Sterbestunde der Tröstungen der Religion und ihrer Sakramente beraubt, ohne ärztliche Hilfe verblutet, hat er sein Leben für unser **Vaterland**, für seine Gegnerschaft gegen den braunen Faschismus gegeben.

Und wer waren seine Mörder?
Von wem wurden die Mörder gedungen?

Erinnern wir uns noch an diese Tage! Damals wurden durch den amtlichen deutschen Sender in der haßerfülltesten und niederträchtigsten Form Nachrichten in alle Welt gegen unser Vaterland, gegen den sterbenden Kanzler, gegen sein Werk, verbreitet.

Der Mord an Dollfuß, die Entfesselung des Bürgerkrieges, wurde von der höchsten Stelle des deutschen Reiches als nationale Tat gepriesen.

Damals haben die gleichen Männer, die heute den schmachvollen Frieden mit dem Dritten Reich geschlossen haben, festgestellt, daß die Urheber und Verantwortlichen des Kanzlermordes und des Bürgerkrieges in Österreich jenseits der Grenze, an der Spitze des Dritten Reiches zu suchen und zu finden sind.

Gedenken wir der

dauernden Katholikenverfolgungen im Dritten Reich.

Nur deshalb, weil katholische Priester für die Lehre Christi eintreten, nur deshalb, weil Ordensgeistliche in Erfüllung ihrer Pflicht die Missionsstationen mit den notwendigen Geldmitteln versorgen, werden sie angeklagt und zu langjährigen Zuchthausstrafen verurteilt.

Und mit diesem Staate, mit den Vertretern des schändlichsten Kulturkampfes der neueren Zeit hat der „katholische" Kanzler Österreichs am Jahrestag der Ermordung seines Vorgängers Frieden geschlossen!

Man will uns diesen Frieden mit allgemeinen Redensarten über den dabei erzielten Erfolg schmackhaft machen.

Lesen wir nur in den parteioffiziellen illegalen Zeitungen der Nazi Österreichs, wie sie auf diesen Friedensschluß antworten:

Sie begrüßen ihn als ersten Schritt auf dem Wege zu einem nationalsozialistischen Österreich.

Ist Herr Schuschnigg wirklich so naiv zu glauben, daß die vertragliche Zustimmung Hitlers, den Nationalsozialismus in Österreich als „innere Angelegenheit" Österreichs zu betrachten, als wirksame Garantie gegen die Gleichschaltungs- und Anschlußbestrebungen des Dritten Reiches zu werten sei? Hitler hat schon andere Verträge gebrochen!

Österreichs Unabhängigkeit ist durch diesen Frieden mehr bedroht, denn jemals zuvor!

I.8 Tract édité par des milieux catholiques protestant contre l'accord du 11 juillet 1936, représenté comme un danger pour l'indépendance de l'Autriche.

Nur an Arier!

Warum führen Sie keinen Hakenkreuzwimpel?

Italienische, tschechische und alle übrigen fremden Automobilisten zeigen die Flaggen ihres Landes. Warum nicht auch Sie? Schämen Sie sich etwa der deutschen Hoheitszeichen?

Auf Grund des Abkommens vom 11. Juli 1936 steht Ihnen das Recht zu, die deutschen Hoheitszeichen auf österreichischem Boden zu führen.(Essener Nationalzeitung vom 5. 9.) Wir nehmen an, daß Ihnen dies unbekannt war. Nun aber wissen Sie es.

WIR HABEN IHRE AUTONUMMER NOTIERT.

Sollte Ihr Wagen nochmals ohne ein deutsches Hoheitszeichen angetroffen werden, so werden Sie gelegentlich Auskunft darüber geben müßen, warum Sie diesem Gebot der nationalen Würde nicht nachgekommen sind.

S. A. BRIGADE WIEN

I.9 Les conséquences de l'accord du 11 juillet 1936 : les nazis illégaux de Vienne menacent des automobilistes allemands qui n'arborent pas la croix gammée, comme l'accord leur en donne le « droit » - et leur en fait obligation selon la 5e colonne qui veille.

Weg mit dem Pakt vom 11. Juli
Weg mit den Naziministern und den Nazibonzen im Gewerkschaftsbund!

Die Hetze gegen den Bolschewismus ist Hetze zum Krieg.
Es lebe die
SOWJETUNION, das
FRIEDENSBOLLWERK

Nieder mit der Lügen und Interventionshetze gegen das Spanische Volk.
Es lebe der FREIHEITSKAMPF des tapferen Spanien.

I.10 Les communistes s'élèvent contre l'accord du 11 juillet et protestent contre l'intervention fasciste en Espagne.

Volk von Österreich!

Zum erstenmal in der Geschichte unseres Vaterlandes verlangt die Führung des Staates ein offenes Bekenntnis zur Heimat.

Sonntag, der 13. März 1938 ist der Tag der Volksbefragung.

Ihr alle, welchem Berufsstand, welcher Volksschichte Ihr angehört, Männer und Frauen im freien Österreich, Ihr seid aufgerufen, Euch vor der ganzen Welt zu bekennen; Ihr sollt sagen, ob Ihr den Weg, den wir gehen, der sich die soziale Eintracht und Gleichberechtigung, die endgültige Überwindung der Parteienzerklüftung, den deutschen Frieden nach innen und außen, die Politik der Arbeit zum Ziele setzt, - ob Ihr diesen Weg mitzugehen gewillt seid! Die Parole lautet:

„Für ein freies und deutsches, unabhängiges und soziales, für ein christliches und einiges Österreich!
Für Friede und Arbeit und die Gleichberechtigung aller, die sich zu Volk und Vaterland bekennen."

Das ist das Ziel meiner Politik.

Dieses Ziel zu erreichen, ist die Aufgabe, die uns gestellt ist, und das geschichtliche Gebot der Stunde.

Kein Wort der Parole, die Euch als Frage gestellt ist, darf fehlen. Wer sie bejaht, dient dem Interesse aller und vor allem dem Frieden!

Darum, Volksgenossen, zeigt, daß es Euch ernst ist mit dem Willen, eine neue Zeit der Eintracht im Interesse der Heimat zu beginnen; die Welt soll unseren Lebenswillen sehen; darum, Volk von Österreich, stehe auf wie ein Mann und stimme mit

Ja!

Front-Heil! Österreich!

Schuschnigg.

I.11 L'appel tardif - et ambigu - de Schuschnigg.

Proletarier aller Länder vereinigt Euch!

Die Rote Fahne

Zentralorgan der Kommunistischen Partei Oesterreichs (Sektion der Kommunistischen Internationale)

Preis [illegible] Kronen — 20 Jahrgang Nr. 3

Einheit, Freiheit, Unabhängigkeit!

Für die demokratische Verständigung des Volkes gegen die Agenten Hitlers und gegen die Gleichschaltung mit dem Dritten Reich

Erklärung des Zentralkomitees der Kommunistischen Partei Oesterreichs zur gegenwärtigen Lage

Durch die freche Einmischung Hitlers in Oesterreich ist der Freiheits- und Unabhängigkeitskampf des österreichischen Volkes in ein [illegible]stes und entscheidendes Stadium getreten. Die Kapitulation Schuschniggs vor den Forderungen und Drohungen Hitlers, die Auslieferung des Innenministeriums an Seyß-Inquart und die Legalisierung der Nazis haben im österreichischen Volk eine gewaltige Widerstandsbewegung ausgelöst. Ueber alle autoritären Schranken hinweg haben die Volksmassen ihren Protest und ihren entschiedenen Willen zum Ausdruck gebracht, die Freiheit und Unabhängigkeit Oesterreichs gegenüber den Gleichschaltungs- und Einmischungsversuchen des Dritten Reiches unter allen Umständen zu verteidigen.

Die Arbeiterklasse hat sich durch ihre Kundgebungen, ihre Demonstrationen und durch die Abstimmung des Gewerkschaftsbundes in die vordersten Reihen des Kampfes gegen den vorstoßenden Hitlerfaschismus und für die Verteidigung der Unabhängigkeit des Landes gestellt. Sie ist damit als stärkster politischer Faktor bei der Gestaltung des Schicksals Oesterreichs und des Volkes in Erscheinung getreten.

Entgegen allen Versuchen, den klaren Willen der Arbeiterschaft zu verfälschen und zu entstellen, hält sich die Kommunistische Partei, gestützt auf das Vertrauen, das sie in der Arbeiterschaft genießt, für berufen und verpflichtet, den Willen der Arbeiterschaft klar zum Ausdruck zu bringen:

Die Arbeiterschaft hat durch ihre Kundgebungen erklärt, daß sie bereit und entschlossen ist, zusammen mit allen anderen Volksschichten die Unabhängigkeit Oesterreichs und die Freiheit des Volkes gegen jede Einmischung und gegen alle Angriffe des Hitlerfaschismus zu verteidigen; sie hat ihre Bereitwilligkeit ausgesprochen, alle Maßnahmen zu unterstützen, die der Einmischung des Dritten Reiches und den Forderungen und Vorstößen der Nazis entschiedenen und konsequenten Widerstand entgegen setzen.

Die kommunistische Partei erblickt in Uebereinstimmung mit der Arbeiterschaft in einer Regierung, in die, unter dem Druck des Dritten Reiches, Agenten Hitlers aufgenommen wurden, keinerlei Garantie für den Frieden und die Unabhängigkeit Oesterreichs; sie sieht vielmehr in der Ernennung Seyß-Inquarts und in der Legalisierung der Nazis den Beginn einer verstärkten Offensive des Nationalsozialismus gegen Oesterreich.

Angesichts dieser Gefahr und der Ereignisse der letzten Wochen muß die in der Rede Schuschniggs zum Ausdruck gekommene Erklärung, daß der Abwehrkampf gegenüber den Angriffen auf die österreichische Unabhängigkeit nun beendet sei, als ein Versuch betrachtet werden, die Gefahr zu verkleinern und den Kampfwillen der Massen wieder abzubremsen und zu demobilisieren. Die Arbeiterschaft erblickt in der Betonung der „deutschen Mission Oesterreichs" durch Schuschnigg eine Grundlage für weitere Vorstöße des Dritten Reiches gegen die nationale Unabhängigkeit Oesterreichs und die Gefahr einer weiteren schrittweisen Kapitulation; sie ist der Ueberzeugung, daß es im Kampf für die Unabhängigkeit Oesterreichs und für den allgemeinen Frieden keine gemeinsame Aufgabe mit dem Hitlerfaschismus geben kann, der sich die Unterordnung Oesterreichs und der Donauländer unter seine räuberische Kriegspolitik zum Ziele gestellt hat.

Das Schicksal Oesterreichs hängt heute in erster Linie ab von der Aktivität der breiten Volksmassen und vom Zusammenschluß aller Kräfte, die bereit und entschlossen sind, allen Angriffen und Provokationen der Feinde der Unabhängigkeit entgegenzutreten. Die Partei hält es daher für notwendig, daß die Arbeiterschaft mit allen Organisationen, mit allen jenen Kräften und Gruppen der Vaterländischen Front, die einen ernsten Kampf gegen die Hitlerisierung, gegen jedes Zurückweichen vor den Nazis und dem Dritten Reich zu führen bereit sind, zusammenwirkt.

I.12.a *Die Rote Fahne,* N° 3 1938, début mars : Appel à l'union contre la menace hitlérienne ; première page.

In dieser ernsten Situation betrachtet es die kommunistische Partei für unbedingt notwendig, daß die Arbeiterklasse zusammen mit allen Anhängern der Unabhängigkeit Oesterreichs jede Regierung unterstützt, die den Kampf gegen die Oesterreich von Hitler aufgezwungenen Vereinbarungen von Berchtesgaden führt und die Nazi, die Agenten Hitlers, aus allen Regierungsstellen entfernt. Dabei gehen die Kommunisten von der Ueberzeugung aus, daß die Verteidigung der Unabhängigkeit Oesterreichs am besten und konsequentesten von einer demokratischen Volksregierung geführt werden kann, die der Ausdruck der demokratischen Zusammenfassung aller Kräfte des Volkes wäre.

Die kommunistische Partei bekennt sich zum Gedanken einer gemeinsamen Front aller Oesterreicher, die die Unabhängigkeit des Landes verteidigen wollen. Aber sie ist der Auffassung, daß eine solche Front nicht auf autoritärem Wege, sondern nur durch eine demokratische Verständigung, durch die Verwirklichung der demokratischen Mitbestimmung des Volkes, durch die Sicherung der vollen politischen Gleichberechtigung der Arbeiter mit allen anderen Volksschichten zustande kommen kann. Es kann nicht im Interesse der Unabhängigkeit des Landes liegen, daß den Nationalsozialisten, die die Unabhängigkeit untergraben, Rechte und Freiheiten gegeben wurden, während man andererseits der Arbeiterschaft, den Verteidigern und der stärksten Stütze der Unabhängigkeit diese Rechte vorenthält.

Daher fordert die Arbeiterschaft die endliche Verwirklichung der vollen Mitbestimmung, die Demokratisierung des Gewerkschaftsbundes, die Ausgestaltung der SAG zu einer wirklichen Organisation mit allen Rechten einer wirksamen politischen Vertretung der Arbeiterschaft.

Die Bereitschaft der Arbeiterschaft zur Verteidigung Oesterreichs entspringt ihrer sozialistischen und demokratischen Ueberzeugung, ihrer unversöhnlichen Feindschaft gegen jeden Faschismus und ihrem Kampf für den Frieden. Deshalb hält es die Arbeiterschaft für entwürdigend und im Widerspruch mit ihrem Recht auf politische Gleichberechtigung, daß man ihr das freie und offene Bekenntnis zu ihren sozialistischen und demokratischen Auffassungen verweigert.

Lehren, die das Volk ziehen muß

In den letzten Wochen hat so mancher in Oesterreich gefühlt, daß er zugelernt, neue Erfahrungen und Erkenntnisse gesammelt hat. Jedes Volk muß aus eigener Erfahrung lernen; lernt es aus seiner Erfahrung nichts, dann ist es zum Untergang geweiht. Welche Lehren haben die Werktätigen Oesterreichs aus den Erfahrungen der letzten Wochen zu ziehen?

1. Die Unabhängigkeit und Freiheit, der Friede eines Landes kann nie gesichert werden durch paktieren und zusammengehen mit dem Faschismus. Dies gilt sowohl für die Außenpolitik, wie für die Innenpolitik. Wer die demokratischen Freiheitsrechte des eigenen Volkes aufhebt, wer glaubt, auch ohne Volk und gegen das Volk regieren zu können, hilft den Feinden des Landes; wer, wie Schuschnigg, die Sicherung der Unabhängigkeit und Selbständigkeit des Landes in die Hände eines faschistischen Diktators, wie Mussolini, legt, muß erwarten, daß er zum Kleingeld beim Schacher zwischen den faschistischen Diktatoren wird.

2. Ein „Friede", der mit einer kriegsbereiten Armee an der Grenze, mit der Drohung von Fliegerangriffen erpreßt wird und darin besteht, daß Abgesandte des Feindes in die eigene Regierung aufgenommen werden, daß Abgesandten des Feindes, Polizei, Gendarmerie und Heer ausgeliefert und den Agenten des Feindes volle Bewegungsfreiheit zugesichert wird, ist kein „Friede", sondern eine Unterwerfung. Ein solcher „Friede" bringt niemals Ruhe, sondern nur neue „Unruhe", die alles frühere weit in den Schatten stellt.

3. Die überwältigende Mehrheit des österreichischen Volkes lehnt den Nationalsozialismus, jeden Versuch zur Gleichschaltung und jede Kapitulation vor Hitler leidenschaftlich ab. Das österreichische Volk hat auch die Kraft, jeden Vorstoß der braunen Gleichschalter zum Scheitern zu bringen, wenn sich alle, die für Unabhängigkeit und Freiheit des Landes zu kämpfen bereit sind, in einer einheitlichen Front zusammenschließen; wenn sich die Massen des werktätigen Volkes auch jene Bewegungsfreiheit sichern, die ihnen von der autoritären Diktatur genommen wurde. Schon die ersten Wochen des gemeinsamen Kampfes stärkten das Vertrauen zwischen christlichen, sozialistischen und kommunistischen Arbeitern, eben so wie zwischen Arbeitern und Bauern. Die Tage nach Berchtesgaden zeigten, daß in Oesterreich eine Volksfront nicht nur möglich, sondern bereits im Werden begriffen ist.

4. Die Arbeiterschaft, treu ihrer sozialistischen Gesinnung, hat sich, wie schon so oft in der Geschichte, als jene Kraft gezeigt, die dazu berufen ist, im Kampfe gegen Reaktion und Barbarei, im Kampfe um die Unabhängigkeit und Freiheit des ganzen Landes die Führung zu übernehmen. Die Arbeiterschaft hat als erste ihre Stimme zum Protest erhoben. Sie hat in leidenschaftlichen Kundgebungen ihrer festen Entschlossenheit Ausdruck gegeben, um jeden Preis, unter allen Umständen und ohne Unterschied ihrer Parteizugehörigkeit, die Freiheit, Würde und Unabhängigkeit Oesterreichs zu verteidigen. Diese Kraft stellt die Arbeiterschaft deshalb dar, weil es dem Faschismus, trotz der Zerschlagung der Arbeiterorganisationen nicht gelungen ist, den österreichischen Arbeitern ihre sozialistische Ueberzeugung zu nehmen und in ihre einheitliche ideologische Front eine Bresche zu schlagen.

Tragt diese Lehren in die Massen des Volkes, zu den Bauern ins Dorf, zu den „kleinen Leuten" in den Städten! Setzt alle Kraft ein, damit das Volk aus den gemeinsamen Lehren gemeinsam die Schlußfolgerungen zieht: die Bildung einer einheitlichen Unabhängigkeits- und Freiheitsfront zur Erkämpfung eines gesicherten, unabhängigen, freien und glücklichen Oesterreich!

Einheit der Jugend für die Unabhängigkeit Oesterreichs!

Der Kommunistische Jugendverband Oesterreichs hat sich mit einem Aufruf an die gesamte österreichische Jugend gewendet mit der Aufforderung, sich zum gemeinsamen Kampf um die Unabhängigkeit Oesterreichs, gegen die Söldlinge der Fremdherrschaft Hitlers zusammenzuschließen. Der Aufruf fordert die Jugend in allen Organisationen auf: Schließt euch zusammen um jene Funktionäre der Jugendbewegung, die für die Unabhängigkeit Oesterreichs kämpfen! Stärkt die EG-Jugend in den Betrieben! Fordert von den Führern eurer Organisationen, insbesondere der Staatsjugend, ein klares Bekenntnis zur Unabhängigkeit Oesterreichs, und daß sie danach handeln! Gebt in Kundgebungen und Versammlungen euren Kampfwillen kund! Organisiert Versammlungen und Kundgebungen! Ueberfaßt die Straße nicht den Nazis! Stellt in allen Orten enge Verbindung her zwischen allen Kräften und Organisationen, die für Oesterreichs Unabhängigkeit kämpfen wollen!

Die junge Revolution marschiert!

Zertrümmert ist der Liberalismus. Die soldatisch-revolutionäre Haltung unserer Zeit ist durchgebrochen, die Haltung, die sich in Führertum und Gefolgschaft, Wahrhaftigkeit, Schlichtheit, Volksgemeinschaft, Glauben und Einsatz verkörpert.

An uns ist es, sie nun mit den ewigen Werten, Christentum und Deutschtum, zur neuen Weltanschauung zu vereinen.

Darum muß Österreich selbständig bleiben!

Denn weder sind wir mit einem verschwommenen, **„positiven"** Christentum zufrieden, dessen propagandistische Zielsetzung wir an dem Beispiel anderer Länder zur Genüge beobachten konnten; noch vergessen wir, daß Deutschsein mehr ist als eine Sammlung von Rassenmerkmalen. Deutschsein heißt:

Gerecht, Frei und Wahrhaftig sein!

Es gibt ein ewiges Recht, das mehr ist als „das, was dem Volke nützt."

Der deutsche Mensch ist frei und nicht geistig kollektiv gleichgeschaltet. Und es gibt eine letzte Wahrheit, die mehr ist als ein „lächerlicher Objektivitätsfimmel".

Erst diese Grundlagen geben uns das Recht und die Möglichkeit, das Reich der christlichen Völker des Abendlandes zu formen und zu führen. Das Reich, dessen Herzstück Österreich werden soll und das kein **machtberauschter kleindeutscher Nationalstaat** sein wird, sondern ein **großdeutsches, freigeordnetes Reich** von der Nordsee bis zum Schwarzen Meer.

Der deutsche Führer, der diese Idee trägt, ist Schuschnigg!
Deutsch-Österreichs Graue Jungenschaft kämpft mit ihm!
Deutscher Mann, Du stimmst für ihn, stimmst mit ja!

Eigentümer, Herausgeber und Verleger: Österr. Jungvolk (Studentenfreikorps); Verantwortlich: Helmuth Jörg, alle Wien I., Am Hof 6. — Druck: Robert Wachel, Wien IX., Roten Löwengg. 5—7.

I.13 Tract édité le 10 mars 1938 par l'organisation officielle « Österreichisches Jungvolk » ; on est frappé par la terminologie pangermaniste, alors qu'il s'agit de défendre la survie de l'Autriche.
(Archives personnelles de Hugo Pepper, Vienne).

Bundesgesetzblatt

für den Bundesstaat Österreich

Jahrgang 1938 | Ausgegeben am 13. März 1938 | 25. Stück

Bundesverfassungsgesetz. Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich.

75. Bundesverfassungsgesetz über die Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich.

Auf Grund des Artikels III, Absatz 2, des Bundesverfassungsgesetzes über außerordentliche Maßnahmen im Bereich der Verfassung, B. G. Bl. I, Nr. 255/1934, hat die Bundesregierung beschlossen:

Artikel 1. Österreich ist ein Land des Deutschen Reiches.

Artikel 2. Sonntag, den 10. April 1938, findet eine freie und geheime Volksabstimmung der über 20 Jahre alten deutschen Männer und Frauen Österreichs über die Wiedervereinigung mit dem Deutschen Reiche statt.

Artikel 3. Bei der Volksabstimmung entscheidet die Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Artikel 4. Die zur Durchführung und Ergänzung dieses Bundesverfassungsgesetzes erforderlichen Vorschriften werden durch Verordnung getroffen.

Artikel 5. (1) Dieses Bundesverfassungsgesetz tritt am Tage seiner Kundmachung in Kraft.

(2) Mit der Vollziehung dieses Bundesverfassungsgesetzes ist die Bundesregierung betraut.

Seyß-Inquart Glaise-Horstenau Wolf
Hueber Menghin Jury Neumayer
Reinthaller Fischböck

Das verfassungsmäßige Zustandekommen dieses Bundesverfassungsgesetzes wird beurkundet.

Seyß-Inquart

Seyß-Inquart Glaise-Horstenau Wolf
Hueber Menghin Jury Neumayer
Reinthaller Fischböck

I.14 « Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich » (Journal officiel de l'état fédéral d'Autriche) du 13 mars 1938. Promulgation de la loi fédérale constitutionnelle sur la « réunification » de l'Autriche avec le Reich allemand.

Norddeutsche Ausgabe

Norddeutsche Ausgabe

VÖLKISCHER BEOBACHTER

Mit dem Illustr. Blatt vom Sonntag

Der Anschluß vollzogen

Bundesheer in die deutsche Wehrmacht eingegliedert

Freie und geheime Volksabstimmung am 10. April

Die Erfüllung

Adolf Hitler dankt Mussolini

75 Millionen Deutsche in einem Reich — Gauleiter Bürckel Reorganisator der österreichischen NSDAP. und Abstimmungsleiter — Das bisherige Bundesheer 8. Armee der deutschen Wehrmacht — Unverzügliche Vereidigung auf den Obersten Befehlshaber Adolf Hitler

Oesterreich ist ein Land des Deutschen Reiches

Bundesverfassungsgesetz über die Wiedervereinigung Oesterreichs mit dem Reich — Volksabstimmung am 10. April

Eine amtliche Verlautbarung

Bundesverfassungsgesetz wird deutsches Reichsgesetz

Gesetz über die Wiedervereinigung Oesterreichs mit dem Deutschen Reich vom 15. März 1938

Der Führer an den Duce

Das österreichische Bundesheer Bestandteil der deutschen Wehrmacht

I.15 Première page du « Völkischer Beobachter » du 14 Mars 1938 relatant comment fut réalisé l'anschluss.

Auch die Kirche bekennt sich zu Großdeutschland!

Der Erzbischof von Wien

Wien, am 18. März 1938

Sehr geehrter Herr Gauleiter,

Beigeschlossene Erklärung der Bischöfe übersende ich hiemit. Sie ersehen daraus, dass wir Bischöfe freiwillig und ohne Zwang unsere nationale Pflicht erfüllt haben. Ich weiss, dass dieser Erklärung eine gute Zusammenarbeit folgen wird.

Mit dem Ausdruck ausgezeichneter Hochachtung

und Heil Hitler!

+ [illegible]

Feierliche Erklärung!

Aus innerster Überzeugung und mit freien Willen erklären wir unterzeichneten Bischöfe der österreichischen Kirchenprovinz anlässlich der grossen geschichtlichen Geschehnisse in Deutsch-Österreich:

Wir erkennen freudig an, dass die nationalsozialistische Bewegung auf dem Gebiet des völkischen und wirtschaftlichen Aufbaues sowie der Sozial-Politik für das Deutsche Reich und Volk und namentlich für die ärmsten Schichten des Volkes Hervorragendes geleistet hat und leistet. Wir sind auch der Überzeugung, dass durch das Wirken der nationalsozialistischen Bewegung die Gefahr des alles zerstörenden gottlosen Bolschewismus abgewehrt wurde.

Die Bischöfe begleiten dieses Wirken für die Zukunft mit ihren besten Segenswünschen und werden auch die Gläubigen in diesem Sinne ermahnen.

Am Tage der Volksabstimmung ist es für uns Bischöfe selbstverständliche nationale Pflicht, uns als Deutsche zum Deutschen Reich zu bekennen, und wir erwarten auch von allen gläubigen Christen, dass sie wissen, was sie ihrem Volke schuldig sind.

Wien, am 18. März 1938.

+ [illegible]

+ [illegible]

+ [illegible]

+ [illegible]

+ [illegible]

In allen katholischen Kirchen Deutschösterreichs wurde eine Erklärung der Erzbischöfe und Bischöfe Oesterreichs zur Verlesung gebracht.

I.16 Déclaration des évêques autrichiens en faveur de l'anschluss et de la Grande Allemagne du 18 mars 1938, publiée dans la revue illustrée « Wiener Bilder ».

Am 26. März 1938 verkündete Generalfeldmarschall Hermann Göring in 17 Punkten das Programm der Arbeit und des wirtschaftlichen Aufbaues für Österreich:

1. Günstiger Umrechnungskurs des Schillings, um mit der Reichsmark zu arbeiten und zu wirtschaften.
2. Sofortige Auszahlung von 60 Millionen Clearingspitze, um das Kapital sofort wieder in Arbeit umzusetzen.
3. Aufhebung der Zölle zur Erweiterung des österreichischen Absatzgebietes.
4. Aufrüstung und Ausbau der Rüstungsindustrie.
5. Erschließung sämtlicher Produktionsreserven und Erstellung neuer Produktionswerkstätten.
6. Errichtung gewaltiger Kraftwerke in den Hohen Tauern und bei Grein a. d. Donau, sowie mehrerer Einzelprojekte. Im Zusammenhang damit erfolgt die Donauregulierung.
7. Hebung der österreichischen Bodenschätze. Ausbau und Steigerung der Produktion der Alpinen-Montan-Werke bis zum doppelten Ausmaß. Errichtung der modernsten Hüttenwerke in Linz.
8. Steigerung der Erdölgewinnung. Heranführen von Bohrtürmen aus dem Reich.
9. Ausbau der chemischen Industrie.
10. Bau einer Zellstoffabrik.
11. Bessere Ausnützung des Holzes.
12. Sofortige Inangriffnahme von 1.100 km Autobahnen.
13. Sofortiger Bau von zwei Donaubrücken und Projektierung von zwei weiteren Donaubrücken.
14. Neubau von Eisenbahnlinien und Ausbau der vorhandenen.
15. Beschleunigter Bau des Rhein-Main-Donau-Kanals, der wirtschaftlich Österreich zugute kommt.
16. Planung und spätere Durchführung eines Donau-Großhafens in Wien.
17. Hebung des Bauernstandes. Neuregelung und Verbesserung des landwirtschaftlichen Kreditwesens. Kredite für den Ausbau der Höfe, Ställe, Scheunen usw. Einführung des verbilligten Kunstdüngers. Wildbachregulierung. Gewinnung und Befruchtung der Hochtäler und Hochmoore. Drainagearbeiten. Ausgestaltung und Förderung der Almwirtschaft.

Überall in Österreich wurden tausende von Arbeitern fest eingestellt und erhielten Arbeit und Brot. Das ist der erste Erfolg. Jetzt heißt es weiterarbeiten, aufbauen, retten und gestalten,

denn an der Spitze dieses Programmes steht die Forderung:

Beseitigung der Arbeitslosigkeit zu 100%!

Darum muß jeder am 10. April zur Stelle sein. Mit

Ja!

für unseren Führer **Adolf Hitler.**

I.17 Le programme de Göring pour l'Autriche qui a cessé d'exister.

So mußt Du abstimmen

für den Führer und Großdeutschland

Volksabstimmung und Großdeutscher Reichstag

Stimmzettel

Bist Du mit der am 13. März 1938 vollzogenen Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich einverstanden und stimmst Du für die Liste unseres Führers

Adolf Hitler?

Ja

Nein

Im Wahllag Deinen Wahlausweis nicht vergessen! Neben dem von der Stimmbehörde zugestellten Wahlausweis mußt Du eines der nachstehenden Dokumente mitbringen: Erkennungskarte, Tauf-, Geburts- oder Trauungsschein, Heimatschein, Reisepaß, amtliche Legitimationen jeder Art, Arbeitsbücher, Gewerbeschein, Lizenzen, Diplome usw.

Mit der Einzeichnung eines Kreuzes in den größeren Kreis mit der Überschrift Ja gibst Du dem Führer Dein

zum Wiederaufbau Österreichs!
zur Beschaffung von Arbeit u. Brot
für hunderttausende Volksgenossen!
zur Beseitigung von Elend u. Not!

I.18 Un bulletin de vote officiel « suggestif ».

1. Eintopfsonntag

in der Ostmark

am 9. Oktober 1938

Ganz Deutschland ist an diesem Tage eine große Tischgemeinschaft, geeint in dem Willen, daß es keinen hungernden oder frierenden Volksgenossen im Reiche Adolf Hitlers geben darf.

Deutsche des Gaues Groß-Wien!

Wenn am Sonntag die selbstlosen, freiwilligen Helfer des WHW. an Deine Türe klopfen, dann sei Sozialist der Tat, dann gib Deine Eintopfspende freudigen Herzens und mit dem trotzigen Bekenntnis:

Ein Volk hilft sich selbst!

Waldheim-Eberle A. G. Wien VII.

I.19 Début de la « Vie quotidienne » sous le 3e Reich.

II. LA RÉSISTANCE

1. Premier appel à la lutte - 1938
2. « Affaire » Hugo Pepper - 1939
3. Rapport du SD sur les efforts en vue de faire l'unité de la Résistance - 1939
4. « Stimmungsbericht » N° 8 des services de propagande du Gau Wien - 1940
5. Périodique de la Jeunesse Autrichienne - 1939-40
6. Tract appelant au sabotage - 1942
7. Rapport de police sur un tract s'adressant aux Autrichiens - 1943
8. Tract du P.C.A. - Eté 1943
9. Appel d'un groupe d'étudiants - Automne 1943
10. Rapport de police sur un tract « Freies Österreich » - novembre 1943
11. Appel aux soldats autrichiens sur le front de l'Est - 1943
12. L'ÖFF (Front national autrichien) s'adresse aux ouvriers français de Vienne - 1943-44
13. L'affaire *Alpenland* - 1943-44
14. Appel aux femmes pour qu'elles aident à en finir avec la guerre - 1944
15. Tract du mouvement « Autriche libre » - 1944
16. Papillons antihitlériens dessinés par Friedrich Wildgans
17. *Osterreichischer Freiheitskämpfer* - N° 1 - début septembre 1944
18. *Der österreichische Freiheitskämpfer* - N° 1 - fin décembre 1944
19. Nous capitulons - Affiche du Mouvement de libération de l'Autriche - avril 1945

«DRAPEAU ROUGE»

Proletarier aller Länder vereinigt Euch

Die Rote Fahne

Zentralorgan der Kommunistischen Partei Oesterreichs (Sektion der Kommunistischen Internationale)

Preis 15 Groschen
20. Jahrgang Nr. 4

Gérant: M. Henri BOUCLY,
20, rue Albouy, Paris (Xe)

Der Kampf geht weiter:

Für Freiheit und Oesterreich!

Gegen das Joch der Fremdherrschaft!

Die militärische Besetzung Oesterreichs ist Hitler gelungen. Unter dem Schutze hunderter Bombenflugzeuge, Tanks und Panzerwagen konnte er seine Fremdherrschaft in Oesterreich aufrichten. Was er aber nicht konnte, das ist die wirkliche Gewinnung des werktätigen Volkes in Oesterreich für den Nationalsozialismus, für das Dritte Reich, für seine Kriegspolitik. Gerade die sogenannte Abstimmung vom 10. April, durch die Hitler, Goebbels und Bürckel das Gegenteil beweisen wollten, hat dies bewiesen.

Nur unter frecher Verletzung des Wahlgeheimnisses, nur unter der unmittelbaren Aufsicht durch SS-, SA- und Gestapo-Kreaturen konnten die neuen Machthaber das österreichische Volk zur „Wahlurne" schreiten lassen.

Vor den Augen der raubgierigen Gestapoagenten mußten die „Wähler" ihr Kreuz unter das Ja setzen. Es gab Wahlkreise, in denen nachher, über höheren Auftrag, einige Nein-Stimmen fabriziert wurden, um das Resultat der Terror- und Schwindelabstimmung echter erscheinen zu lassen. In anderen Wahlkreisen wurden Nein-Stimmen in Ja-Stimmen verwandelt. Schon vorher wurde tagelang durch „Flüsterer" durchgegeben, daß es für die Nazis ein leichtes sein werde, die Nein-Stimmer festzustellen, auch wenn ganz geheim abgestimmt werde.

Wenn wirklich 99,9% Prozent des Volkes für Hitler sind, dann bedarf es nicht solcher Methoden.

Nein, die österreichischen Arbeiter haben sich nicht über Nacht zu Hitler, zur braunen Fremdherrschaft bekannt; die Masse der katholischen Bauern hat nicht in dem Tempo, wie Kardinal-Gauleiter Innitzer, die Gesinnung gewechselt. Hitler und seine preußischen Fronvögte konnte die Masse des österreichischen Volkes nicht gewinnen, nicht überzeugen; was er in vier Wochen erreichte, war bloß Einschüchterung, Verwirrung, die aber vorübergehen wird.

Ist es aber den Nazi bisher nicht gelungen, das Volk wirklich für sich zu gewinnen und es nicht nur durch Angst und Schrecken unter das Hakenkreuz zu zwingen, so wird ihnen dies in der kommenden Zeit noch weniger gelingen. Die ersten vier Wochen, bis zur „Abstimmung", strengten sich die Herren an, sich als „Wohltäter" und „Arbeiterfreunde" aufzuspielen und legten sich in ihren Terrormaßnahmen, besonders gegenüber der Arbeiterschaft, etwas Zurückhaltung auf. Die Ausplünderung Oesterreichs steckt erst in den Anfängen. Der Gold- und Devisenschatz in der Höhe von 471 Millionen Goldschilling, wurde wohl schon in den ersten Tagen nach Berlin geschafft, aber unsere Bodenschätze, die Erträgnisse unserer Landwirtschaft, unserer Industrie und unseres Handwerks, können nicht einfach aus dem Tresor genommen werden, sie können nur durch die Arbeit und die Ausbeutung und durch die Unterdrückung des österreichischen Volkes den Bedürfnissen der deutschen Kriegswirtschaft zugeführt werden.

„Zu die Hände ihuden und aufzjehn!", befiehlt Göring. „Von Berlin werden die Befehle gegeben, arbeiten müßt ihr Oesterreicher selbst!" Wofür arbeiten? In diesen Wochen haben wir es tausende Male erfahren: für den Krieg!

Das Arbeitsprogramm, das Göring verkündete, enthält nichts anderes, als Maßnahmen zur raschesten militärischen Aufrüstung Oesterreichs, zum Bau militärischer Aufmarschstraßen, zur Anlegung neuer Flughäfen und zur stärkeren Belieferung der deutschen Kriegsbetriebe mit Eisen, Holz und anderen Rohstoffen. Ja, es ist richtig, viele Arbeitslose werden vorübergehend Arbeit erhalten, ob in Betrieben, beim Straßenbau, beim Arbeitsdienst, bei der SA oder als Soldaten in der Armee.

Doch diese Art Arbeit mehrt nicht den Wohlstand des Volkes und kann

Die „Rote Fahne" – das Kampfblatt gegen die Fremdherrschaft

Nach kurzer Unterbrechung – verursacht durch notwendige Umstellung unseres Verbreitungsapparates im Lande – erscheint die „Rote Fahne" wieder. Wir wollen weiter als Sprachrohr der Kommunistischen Partei und der antifaschistischen Volksmassen Führer und Organisator des Kampfes um ein friedliches, freies und unabhängiges Oesterreich, vor allem aber, in der gegenwärtigen Zeit, das Kampfblatt des österreichischen Volkes gegen die uns aufgezwungene Fremdherrschaft sein.

Wir wissen, daß die Verbreitung der Wahrheit, die Verbreitung des freien, offenen Wortes, unter der Herrschaft der Hitler und Bürckel noch viel größeren Verfolgungen und blutigem Terror ausgesetzt ist, wie unter dem früheren Regime. Aber wir wissen auch, daß Mut, kühne Entschlossenheit und Opferbereitschaft im Kampfe für die Freiheit seit dem Einmarsch Hitlers in Oesterreich nicht geringer wurden, sondern gewachsen sind.

Dem verstärkten Terror müssen wir durch noch größere Geschicklichkeit bei der Verbreitung der Zeitung begegnen. Durch noch mehr Hände als bisher muß jedes Exemplar der „Roten Fahne" wandern, noch aufmerksamer muß sich jeder Leser ihren Inhalt einprägen und ihn mündlich weitergeben. Zehntausende müssen wir so durch unsere Propaganda, unsere Argumente und politischen Richtlinien erfassen. Aber größte Vorsicht vor den raffinierten Methoden der Gestapo! Niemanden eine Zeitung weitergeben, den man nicht genau kennt, den man nicht erprobt hat. Den Häschern der Himmler und Bürckel darf keine Angriffsfläche geboten werden, unsichtbar und für sie unerreichbar müssen wir jedes Exemplar der Zeitung an seinen Bestimmungsort leiten.

Haltet Augen und Ohren offen und berichtet der „Roten Fahne" – mündlich oder schriftlich –, wie es die Lage zuläßt.

II.1 Le Drapeau rouge, organe central du parti communiste, n° avril/mai 1938, édité à Paris, titre : « La lutte continue : pour la liberté et pour l'Autriche ! »
(Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes = DOW) N° 4015

Illeg.Jugendgruppe

Pepper Hugo

1. Vermerk:

Im Zuge der Ermittlungen gegen eine illeg.Organisation von Jugendlichen wurde bekannt,dass der Schüler der 8 Kl. des RG.18 Schopenhauerstrasse 49

Hugo Pepper

Wien 17.Gilmgasse 12,bei Eltern wohnhaft,gleichfalls als dieser Organisation angehören soll.Der Lehrer des RG.18 Dr.Wilmersdorf hatte hierzu ein Gedächtnisprotokoll hier abgegeben,welches auszugsweise nachfolgend wiedergegeben wird.

"Geyer teilt mit,dass die Aufforderung dem illeg.JV.beizutreten ihm vom Geyschläger 5,A übermittelt wurde.Geyer beobachtete eine Gruppe des JV.am selben Tage 22.4.1938)die sich unten auf dem Gang zum Konferenzzimmer versammelte,darunter Sinliger und Pepper. Am 21.4.1938 verkaufte der Lehrer Wilmersdorf einige Abzeichen " Gross Deutschland ",die ihm von seinem Block übriggeblieben waren.Auch Geyer nahm ein solches.Als Pepper ihn mit dem Abzeichen sah,sagte er zu ihm:Geh gib die "Bletschn"runter.

In der Vernehmungsniederschrift des Geyer vom 29.6.1938erklärt Geyer.Pepper kommt aus dem kommunistischen Lager und gibt auch den bereits vorher genannten Vorfall mit dem Abzeichen in gleicher Schilderung wie Lehrer Wilmersdorf,an.

II.2.a Rapport de police concernant le lycéen Hugo Pepper dénoncé comme membre d'une organisation illégale antinazie.
(Archives personnelles de M. Hugo Pepper, Wien).

126c Vr 686/39

Amtsbestätigung.

Aus den hg. Akten wird bestätigt, daß gegen Hugo P e p p e r, geb. 4.2.1920, Student, Wien XVII., Gilmgasse 12 bei der Gestapo und anschließend beim Volksgerichtshof ein Verfahren wegen Verdachtes des Verbrechens des Hochverrates nach §§ 80, 83, Abs. 3, Z.3 RSTG. geführt wurde.

Das schließlich wegen Vergehens der Geheimbündelei nach § 285 II StG. geführte Verfahren wurde mit Beschluß vom 20.5.1940 gemäß § 3, Abs.1, Z.3 des Gnadenerlasses vom 9.9.1939 RGBL I, S.1753 eingestellt.

Landesgericht Wien
Wien VIII., Landesgerichtsstraße 11

Abt.26 am 6. Juli 1945

II.2.b Attestation confirmant que M. Hugo Pepper a bien été l'objet d'une enquête de la gestapo et d'une procédure pénale pour présomption de haute trahison. (Archives personnelles de M. Hugo Pepper, Wien).

...heitsdienst des Reichsführers-SS
Außenstelle Wien 7

Wien, den 24. Mai 1939

18614
II 12

An den
SD.-Unterabschnitt - W i e n.

Betr.: Zusammenarbeit zwischen KP und Legitimist
Vorg.: ohne.

Die Bemühungen der KP unter den illeg. Gruppen eine Einheitsfront herzustellen, ist bereits im wesentlichen von Erfolg gekrönt.

Zum Teil kommt dies äusserlich in den Sendungen Moskaus zum Ausdruck, in welchen plötzlich warme Sympathien für die ehem. VF und den Legitimisten vorhanden sind.

Für den Fall der Machtergreifung durch die KP werden den anderen illeg. Gruppen Versprechungen gemacht, daß sie in diesem Falle völlige Meinungsfreiheit ihrer Weltanschauung zu gewärtigen hätten. Dies glaubhaft zu machen, ist der Zweck der Moskauer-Sendungen.

Die Zusammenkunft der KP mit den Legitimisten erfolgt hauptsächlich in Kirchen und zwar konnten bis jetzt Zusammenkünfte in der Augustiner, Michaeler- und Franziskaner Kirche beobachtet werden.

Der Zeitpunkt der Zusammenkünfte ist unregelmässig, auf jeden Fall aber wenn die Kirche stark besucht ist (Messe, Segen usw.)

II 1 1 1
C II C

Der Leiter der
SD-Außenstelle Wien 7
m. d. L. b.

[signature]

II.3.a *24 mai 1939 :* Rapport du Service de Sécurité (SD) de Vienne, sur les efforts du parti communiste pour établir un front commun de tous les groupes illégaux, efforts qui selon le rapport sont déjà couronnés de succès. Les contacts entre communistes et légitimistes ont lieu dans les églises (Augustiner, Michaeler, Franziskaner Kirche). Rapport complété par un autre en date du 6 juillet 1939 (voir page suivante), soulignant le courant « antiprussien » se manifestant à Vienne.
(DÖW, N° 1667).

Sicherheitsdienst [illegible] Reichsführers-SS
Außenstelle Wien 7

Wien, 6. Juli 1939.

23331
II/123

An den
SD. Unterabschnitt - Wien.

Betr.: Neue Monarchisten - Strömung.
Vorg.: Ohne

Von gut unterrichteter K.P. Seite erfuhren wir, dass ein Teil ehemaliger Schutzbündler SPD. Leute und Kommunisten auf eine Monarchie hinarbeitet. Die Strömung geht von Bayern nach dem Protektorat und in die Ostmark. Diese 3. Länder sollen einen selbständigen Staat bilden, welcher ohne Kolonien leben soll.

Die Strömung hat folgende Grundsätze:

Nieder mit dem Preussenstaat, wir wollen keine preuss. Diktatur. Diese Ansicht wird von ihnen genau so fanatisch vertreten, wie bei den NS. der Antisemitismus. Der Grund ihrer Antipreussen - Haltung ist der, weil XXX. Preussen sich die Kolonien holen will und dies ihrer Ansicht nach ohne Blutvergiessen nicht zu machen ist (es dürfte sich hier um geschickte englische Propaganda handeln). Bemerkenswert ist, dass man diesmal als Aushängeschild nicht die Habsburger, sondern die Wittelsbacher wählte.

Die Kommunisten ködert man zu dieser Strömung, indem man ihnen verspricht, dass im Falle des Zustandekommens dieses Gebildes alle Parteien erlaubt würden und es ihnen genau so gut wie damals gehen würde.

Es dürfte sich hier um neue Volksfrent - manöver handeln, welche zur Tarnung monarchistische Strohmänner wählt.

Das Ganze besitzt typisch internationalen Hintergrund.

Der Leiter der
SD-Außenstelle Wien 7
m.d.L.b.

[illegible] Leiter 44. Sch.

II.3.b Suite du document II.3.a

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
Gauleitung Wien
Gaupropagandaamt Wien.

Unser Zeichen: Sch/K Ihr Zeichen:

Wien, den 13. Feber 1940.
Fernsprecher A 23-5-90, U 21-5-30
III., Reisnerstrasse 40.

Betrifft: Stimmungsbericht No. 8 .

An den
Gauleiter J. Bürckel,
Wien, I.,
Parlament .

Gauleiter !

In der Anlage übermittle ich Ihnen den Stimmungsbericht No. 8 des Gaupropagandaamtes Wien vom 12. Februar 1940.

Heil Hitler !

gez.: Arnhold

i.A.:
(Schiefer)

Anlagen!

II.4.a Un *Stimmungsbericht* plutôt morose sur l'ambiance régnant au *Reichssender Wien* jugé trop nostalgique de l'ancien régime, appelé *Systemzeit*.

S o n d e r b e r i c h t

Seit Monaten laufen von verschiedenen Seiten Beschwerden, vor allem gegen die Programmgestaltung des Reichssenders Wien ein. Nebenbei laufen jedoch auch solche gegen Personen, die im Reichssender Wien auftreten und die von einem anscheinend beträchtlichen Teil der Hörerschaft und vor allem der Parteigenossen glatt abgelehnt werden.

In weiten Kreisen löste das Verhalten des Reichssenders Wien anlässlich der Sylvester-Sendung Empörung aus. Der Sachverhalt war folgender :

Die Reichssendeleitung hatte Beethovens Neunte und eine Neujahrsansprache des Schauspielers Heinrich George angesetzt, die die Lieder der Nation folgen sollten. Das Programm wurde auch so durchgeführt, seine Abwicklung zog sich jedoch über die Mitternachtsstunde hinaus. Von diesem Umstande, der wohl nicht beabsichtigt war -als Beweis ist hiefür anzusehen, dass das Tempo der Neunten zum Schlusse stark beschleunigt wurde- hat die Reichssendeleitung die Leitung des Reichssenders Wien nicht verständigt. Der Vertreter des Sendeleiters S l a v i k verlor nun angesichts der immer knapper werdenden Zeit angeblich den Kopf, schaltete die Reichssendung ab und begrüsste einige Minuten nach Mitternacht die Hörer mit einem "Proist 1940!", worauf ein buntes Programm mit dem Walzer "An der schönen blauen Donau" geboten wurde.

Nun ist aber vorgenannter Walzer das Neujahrsmusikstück der Systemzeit gewesen; ob es sich lediglich um eine Kopflosigkeit handelte ist Auffassungssache.

Über die Verhältnisse im Reichssender Wien berichtet weiter im Stimmungsbericht vom 12. 1. 1940 Kreis IX noch folgende Einzelheiten :

"Beim Reichssender Wien wird derzeit der recht bevorzugte Schauspieler Wilhelm S c h i c h t verwendet. Dieser sagte jüngst zu der Schauspielerin F u c h s -

T h a l e r , als diese sich gesprächsweise darüber Gedanken machte, dass sie nunmehr, da hiefür fest verpflichtete Kräfte des Reichssenders eingesetzt sind, nicht mehr für die Vorlesungen im Rahmen der Frauenstunde in Frage komme und auch diese RM 10.-- alle acht Wochen verliere: "Sind Sie doch froh, dass Sie das nicht mehr lesen brauchen, denn es kommt einem alles hoch, wenn man überlegt, was man da alles verzapfen muss."

Ebenfalls beim Reichssender Wien wird Dr. Paul G e r h a r t verwendet. Dieser Mann, dessen Gattin eine mit Reichsgeldern gestützte Künstleragentur betreut, äussert sich bei jeder ihm passenden Gelegenheit: "Ja als der selige Dr. Nüchtern hier noch etwas zu sagen hatte, waren es noch Programme, aber heute ..."

Personelle Beschwerden richten sich weiter in erster Linie gegen die Ansager Eldon V a l l y und W i m m e r, die in der letzten Zeit so ausgeartet sind, dass es beinahe nötig erschiene, für deren Sendungen ein Jugendverbot auszusprechen.

Kreis X berichtet, dass die Ortsgruppen über die Programmgestaltung des Reichssenders Klage führen. Es werden Hörspiele vermisst, leichte Musik und Volksliederabende. Die guten bunten Abende, wie man sie in der Systemzeit aus dem Altreich hören konnte, hat der Reichssender Wien nicht übernommen. Bei der Theatervorschau am 12.1.40 wurde der ausgesprochene Kitsch "An der schönen blauen Donau" warm empfohlen. Hingegen hat der Reichssender von der Eröffnung der Werkbühne im Kreis X nicht Kenntnis genommen. Nicht minder befremdet eine Vorlesung aus den Werken Max Stebichs, des Autors des Systemweihespiels "In diesem Zeichen wirst Du siegen !"

Wie aus dem Vorstehenden hervorgeht, richten sich die Beschwerden ganz allgemein gegen die Darbietungen des Reichssenders auf allen Gebieten. Ausser Zweifel steht, dass eine für A l l e bestimmte Einrichtung nicht allen Wünschen

ausnahmslos gerecht werden kann. Dennoch beweist die grosse Anzahl der Äusserungen einer Unzufriedenheit, nicht zuletzt aus Parteikreisen kommend, dass die Grundsätze der Programmgestaltung, möglicherweise auch der personellen Besetzung, einer Überprüfung bedürfen.

Durch das Verbot, ausländische Sender zu hören, werden automatisch auch die deutschen Sender weniger gehört und das Publikum beschränkt sich in der Hauptsache auf den Reichssender Wien.

In der Kriegszeit aber darf ein Instrument wie der Rundfunk in keiner Hinsicht vernachlässigt werden und je befriedigender die künstlerischen Leistungen des Senders sind, auf desto willigere Ohren werden auch die staatspolitisch wichtigen Sendungen des Rundfunks treffen.

Jung-Österreich

Zeitschrift der Oesterreichischen Jugend

Nr. 3 1. Jahrgang

Unter der Leibeigenschaft
der deutschen Jugendkommissare!

Jetzt soll also auch bei uns in Oesterreich das neue Zwangsjugendgesetz gelten. Es zerstört mit brutaler Gewalt die Pläne vieler Zehntausender Jugendlicher, die sich ihr Leben unabhängig von der Hitler-Jugend einrichteten. Jede Zeile dieses neuen Gesetzes birgt in sich die Ketten und Fesseln der deutschen Fremdherrschaft, die nun unsere gesamte Jugend in ihre Sklavenorganisationen pressen will. Jedes Wort dieses ungeheuerlichen Gesetzes stellt den Knebel dar, mit dem die deutschen Jugendkommissare die Freiheits- und Widerstandsregungen der österreichischen Jugend zu ersticken versuchen.

Aber dieses Gesetz ist noch mehr. Es ist ein Geständnis, dass die österreichische Jugend der ganzen Propaganda für den „freiwilligen" Eintritt in die HJ den Rücken kehrte. Ganze Gruppen und Scharen der HJ und des BdM zerfielen in der letzten Zeit, weil die Jugendlichen genug hatten von dem vielen Dienst und dem wahnsinnigen Drill. „Mi können's gern haben" äusserten sich ziemlich einstimmig die meisten Jugendlichen und warfen die diversen Dienstbefehle in den Mistkübel.

Da die Reichsjugendführung immer deutlicher den widerspenstigen Geist der österreichischen Jugend zu spüren bekam, zog sie schleunigst den ersten deutschen Jugendkommissar über Oesterreich, Wilhelm **Busch** ab und schickte einen neuen. Dieser — **Heinz Hohoff,** ein bekannter Scharfmacher der HJ, dachte nun, die „Erweckung" der österreichischen Jugend gehe wie im Märchen vom Dornröschen. Tief schlief die grosse Mehrheit unserer Jugend den Dornröschenschlaf und war taub gegenüber den vielen Reklameredner und Trommeln. Sie war umgeben von einer Hecke die aus den „Blumen" Abneigung, Interesselosigkeit, Gegnerschaft, Hass und Verbundenheit mit Oesterreich bestand. Hohoff fühlte sich nun als „deutscher Prinz" und er glaubte, es bedürfe nur seines Kusses und seiner Versprechungen, um die österreichische Jugend gefügig zu machen.

1

Wer die Jugend hat
hat die Zukunft

Merkblätter für die
ostmärkische Jugend
von Gebietsführer Schoas

Wien
Verlag der Hitler-Jugend
Gau Wien

II.5.a Le périodique *Jung-Osterreich* diffusé par les Jeunesses communistes, 1ere année, N° 3. En haut la couverture de camouflage, en bas la véritable page de titre.
(DÖW, N° 4063/1).

In diesem Sinne lag auch die Ankündigung Hohoffs, dass es für die Wiener Jugend keine Zwangsbeitritte zur HJ gebe. Die Wirkung unter der Jugend war eine solche, dass er schnell hinzufügen musste, „das gelte allerdings nur 4 Monate (bis August)". Aber da reagierten die Jugendlichen ebenfalls: „Also v o r dem August treten wir auf keinen Fall bei."

Um nur irgendwie für sich eine Rechtfertigung zu finden, trompetet der Deutsche in seiner arroganten Preussensprache die Anklage hinaus: „Es gibt keinen Fleck auf dieser deutschen Erde, wo die Jugend vom Marxismus und vom Judentum so durchseucht war, wie hier in Wien." Ja, ja, diese „marxistische Durchseuchung" war es auch, die schuld daran ist, dass von den 25 000 Lehrlingen und Jungarbeitern, die sich das Gequatsch von dem Hohoff anhören mussten, noch heute — also nach fast anderthalb Jahren „Hitlerherrlichkeit" — „der grösste Teil nicht in der Hitlerjugend ist". (Mitteilung des „Völkischen Beobachters".)

Darum gibt sich Herr Hohoff längst nicht mehr als „erlösender Prinz", sondern schwingt die Peitsche des Tyrannen:

„Wir haben die Macht, von jedem die Erfüllung dieser Dienstpflicht zu verlangen." In den Fortbildungsschulen Wiens wurde ein Formular vorgelesen, das ungefähr diesen Wortlaut hat: Es wird darauf hingewiesen, dass die Jugendlichen, die nicht bei der HJ (BdM) sind, keine Möglichkeit haben, höhere Schulen zu besuchen, dass weiterhin keine Pässe ausgegeben werden an Jugendliche, die nicht bei obengenannten Organisationen sind. Die Jugendlichen werden im eigenen Interesse aufgefordert, den Naziorganisationen beizutreten.

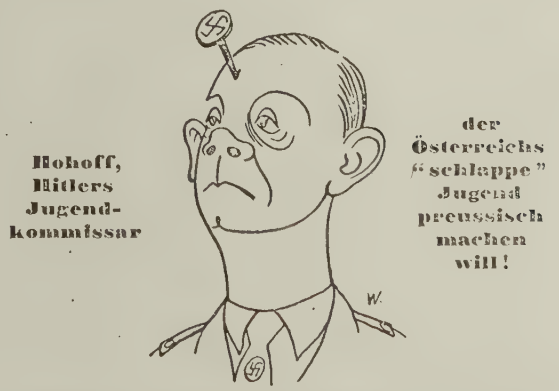
Gewiss, Hohoff und Schirach haben heute die Macht, unsere Jugend zu zwingen, in ihre Sklavenorganisationen zu gehen. Sie haben heute die Leibeigenschaft über die österreichische Jugend verhängt. Aber es gibt keine Macht der ganzen Welt, die es erzwingen kann, mit welchem Geist, mit welchen Absichten, Plänen und Zielen die österreichische Jugend in die HJ, in den BdM hineingeht.

In erster Linie werden alle Jugendlichen bestrebt sein, eine **feste Kameradschaft aller Oesterreicher gegen die deutschen Eindringlinge und Unterdrücker** zu bilden; **auch mit den unteren und mittleren Führern der HJ und des BdM,** die ehrlich für eine wahre Interessenvertretung der Jugend eintreten. Gegen den ewigen öden Dienst, stellen die fortschrittlichen Jugendlichen die Forderung nach Ausgestaltung der Heimabende, Lager und der Veranstaltungen im Sinne der Probleme, die die Jugend beschäftigen. Zum Beispiel, wie das **Jugendschutzgesetz** von den Unternehmern durchbrochen wird — das ist für unsere Jugend eine brennende Frage. Und so gibt es viele. Warum die Jugend für den Frieden ist und wieso es jetzt an gewissen Lebensmitteln mangelt — das alles interessiert die Jugend viel mehr als die ewigen Rassenfragen.

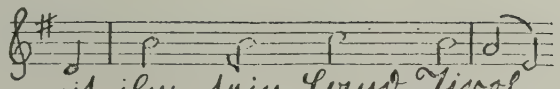
Da nun die gesamte österreichische Jugend in die Hitlerjugend gezwungen wird, so steht vor ihr die Aufgabe, **für das Mitbestimmungsrecht der Mitglieder in diesen Organisationen** zu kämpfen und ständig die freie Wahl solcher Führer zu fordern, die das Vertrauen der österreichischen Jugend besitzen. Der Wunsch vieler Hitler, dass alle reichsdeutschen Jugendkommissare aus Oesterreich entfernt werden sollen, findet in der gesamten Jugend Oesterreichs vollste Unterstützung. **„Weg mit den Hohoff's, Kess und wie sie alle heissen mögen."**

Das neue Zwangsgesetz stellt vor die gesamte österreichische Jugendopposition die Aufgabe, ihre Anstrengungen zu verdoppeln, um die Einheit der jungen Oesterreicher gegen die deutsche Fremdherrschaft herzustellen.

Mit der Androhung von schweren Kerkerstrafen für jene Eltern, die ihre Kinder nicht in die Hitlerjugend schicken wollen, soll die Kluft zwischen Eltern und Kindern noch mehr vertieft werden. Aber dazu gibt sich die österreichische Jugend nicht her! Jetzt erst recht werden die Jugendlichen mit ihren Eltern einen festen Block und in der Familie ein Widerstandszentrum gegen die Totalitätsbestrebungen der HJ bilden.



Junge Oesterreicher berichtet an „JUNG-OESTERREICH"!



Das Abkommen von Hitler und Mussolini, das die Oesterreicher Südtirols aus ihren angestammten Wohnsitzen delogiert und deportiert, hat in unserem ganzen Lande Empörung und Entsetzen ausgelöst. Die gesamte österreichische Jugend empfindet den besonderen Schmerz der Tiroler Jugend angesichts dieses schändlichen Verrats an Südtirol. So wie es im Andreas-Hofer-Lied heisst, dass, als das ganze Land in Weh' und Schmerz lag „mit ihm das Land Tirol, mit ihm das Land Tirol" war, so teilt nun das ganze Land Oesterreich Leid und Schmerz mit seinem Land Tirol.

Um die Kriegsachse Berlin-Rom besser zu schmieren, um Reibungsmöglichkeiten zu glätten, um die Vorbereitungen für das blutige Kriegsgemetzel besser treffen zu können, sollen zweihunderttausend Menschen, die an ihren Bergen hängen, sie lieben und mit ihnen leben, Söhne, Enkel und Urenkel von Bergbauern in die märkischen Flachländer Ostpreussens oder in die dürren Sandebenen Apuliens zwangsübersiedelt werden. Da sprechen die Nazis soviel von Blut und Boden, von Scholle und Erbscholle — aber was schert diese Zinsherren das Blut von Zehntausenden, die Scholle und Erbscholle eines Volkes — so wie einst die Slawen in Schlesien und Pommern, die Polen in Posen und Preussen von den preussischen Königen enteignet und verjagt wurden, — so werden nun die Südtiroler enteignet und verjagt, von ihrer Heimat weggerissen.

Es gab wohl niemals auf der ganzen Erde eine Minderheit, die ärger versklavt und gekettet worden wäre, als die Südtiroler durch den Achsenbruder Hitlers. Niemals wurde eine Minderheit ärger verraten und betrogen als die Südtiroler durch das „deutsche Wort" Adolf Hitlers. **In Südtirol werden die Eltern in die Kerker und Verliesse geworfen, werden Lehrer und die Intelligenz auf Inseln verbannt wegen nichts anderem, als weil sie ihre Kinder in der Sprache ihres Volkes unterrichten. Nirgends anderswo als in Südtirol werden Jahrhundertealte Inschriften, Denkmäler und Grabsteine entfernt, weil sie die Muttersprache der Südtiroler tragen. Nirgends gibt es solche nationale Unterdrückung als im österreichischen Südtirol.**

Wo bleibt das Selbstbestimmungsrecht der Südtiroler?

Hitlers Maske mit dem Selbstbestimmungsrecht ist gefallen; zum Vorschein kam die teuflische Fratze des Volksbetrügers und Kerkermeisters vieler Nationen.

All dies geschieht gerade in dem Jahr, in dem die Nazis den Versuch gemacht haben, die 130. Wiederkehr des Freiheitskampfes Andreas Hofers für ihre Kriegszwecke zu missbrauchen. Jawohl, Tirol denkt oft an seinen **Freiheitskämpfer Andreas Hofer**, aber in einem ganz anderen Sinne, als es die Frohvögte der preussischen Fremdherrschaft wünschen. Denn die Tiroler wissen, dass der Kampf von 1809 ein Kampf gegen die Fremdherrschaft der Franzosen und Bayern war, ein Kampf für die Freiheit und Unabhängigkeit von den fremden Eindringlingen, den land- und volksfremden Kommandeuren und Kommissaren. Und sie wissen recht wohl aus den schriftlich und mündlich überlieferten Erzählungen, dass die eingesetzten bayrischen Beamten im Volke einfach „Bauernschinder" hiessen, weil eben die Fremdherrschaft immer mit Knechtung und gesteigerter Ausbeutung verbunden ist. Und sie denken daran, dass auch 1938 fremde Eindringlinge die Unabhängigkeit und mit ihr jedwede Freiheit und jedwedes Recht zerschlagen haben und dass „Bauernschinder" aus Preussen das Land aussaugen und ausbeuten.

Die Tiroler Jugend hat auf ihre stolzen Freiheitsfahnen den roten Tiroler Adler und die Namen ihrer grossen Freiheitshelden Andreas Hofer, Innerkofler und vieler anderer geschrieben. Die „Bauernschinder" schlottern bereits vor dem gerechten Zorn der Tiroler Bauern und sie glauben, dass sie mit der **Niederreissung von Denkmälern Tiroler Freiheitsgestalten,** wie z. B. Innerkoflers Denkmal in Innsbruck, den Kampf der Tiroler „liquidieren" können. Man kann Denkmäler niederreissen, jedoch aus den Herzen der Tiroler Jugend kann kein Schirach und kein „Preusse" die Liebe zu einem befreiten Tirol herausreissen.

Tirol setzt sich zur Wehr. In den ersten Reihen steht die Tiroler Jugend. Stämmige Bauernbuam und kernfeste Dirndln stehen zusammen mit den alten Bauern. So wie vor 130 Jahren Felstrümmer von den Bergen gegen die Schergen und Büttel der Fremdherrschaft stürzten, so **rollen auch heute oft Steinblöcke** gegen die preussischen Eindringlinge. Bald ist es die Verhaftung eines beliebten und volksverbundenen Pfarrers, bald die Enteignung eines durch die Preis-, Steuer- und Zwangsablieferungspolitik der Nazis ruinierten Bauern, die in den einzelnen Dörfern zur Abwehr zwingt. Und immer mehr denkt Tirol und seine Jugend an seinen grossen Freiheitskämpfer Andreas Hofer.

Das Schandabkommen gegen die Südtiroler wird die Traditionen des Kampfes von 1809 noch verstärken. Stolz verkünden die Tiroler heute ihr Programm:

Tirol und Südtirol gehören zusammen!

Für ein freies, wiedervereinigtes Tirol in einer selbständigen, demokratischen österreichischen Republik!

Und heute, da die Hilferufe unserer unglücklichen Südtiroler Landsleute alarmierend in unseren Ohren klingen, rufen wir der österreichischen Jugend zu:

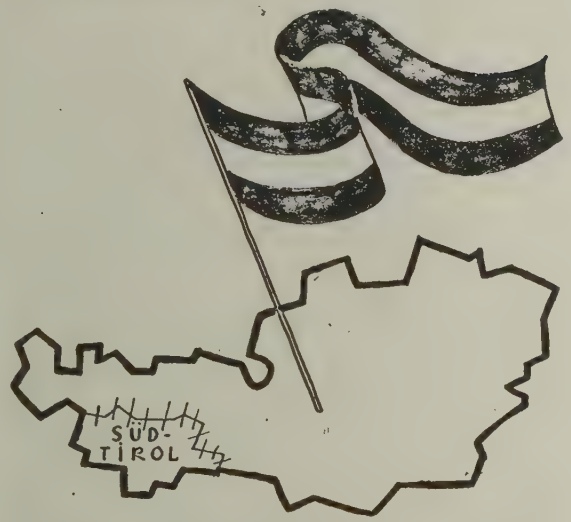
Protestiert überall gegen das Schandabkommen Hitlers mit Mussolini!

Verlangt von den Funktionären aller Organisationen Auskunft und Rechenschaft!

Verbreitet überall die Wahrheit über Südtirol!

Bringt Eure Solidarität mit Südtirol zum Ausdruck!

Kämpft für ein wiedervereinigtes Tirol in einem selbständigen demokratischen Oesterreich!



Immer stärker wird die Erkenntnis, dass im Kampf gegen den Feind des Volkes das ganze Volk, Arbeiter und Bauern, Jung und Alt, alle Länder Oesterreichs zusammenstehen müssen, um der Mahnung Andreas Hofers im Ringen gegen die Fremdherrschaft gerecht zu werden: **„Mannder s'ischt Zeit!** Brav dreinschlagen" — ganz Oesterreich — „mit ihm das Land Tirol, mit ihm das Land Tirol".

Ob Kommunist, Sozialist, Katholik -

es ist gleich,

Jeder liest: „Jung-Oesterreich"!

Der rote Tiroler Adler

DAS STOLZE KAMPFLIED DER TIROLER

Adler! Tiroler Adler!
Warum bist du so rot?
Ei nun, das macht ich sitze
Am First der Ortlerspitze,
Da ist's so sonnenrot,
Darum bin ich so rot.

Adler! Tiroler Adler!
Warum bist du so rot?
Ei nun, das macht, ich koste
Von Etschlands Rebenmoste,
Der ist so feuerrot,
Darum bin ich so rot.

Adler! Tiroler Adler!
Warum bist du so rot?
Ei nun, das macht, mich dünket,
Weil Feindesblut mich schminket,
Das ist so purpurrot,
Darum bin ich so rot.

Adler! Tiroler Adler!
Warum bist du so rot?
Vom roten Sonnenscheine,
Vom roten Feuerweine,
Vom Feindesblute rot —
Davon bin ich so rot! —

Schule, Elternhaus und Kind

Viele von uns Jungen sind sehr froh, dass wir heute nicht mehr in die Schule gehen müssen Das war ja immer so und wir brauchten es eigentlich gar nicht zu erwähnen. Aber heute entspringt dies anderen Gründen als früher. Mitleidig betrachten wir unsere kleineren Geschwister, wenn sie aus ihrem Schulleben erzählen. Das Lernen ist ganz auf die Kriegsvorbereitung eingestellt. Wenn wir früher im Rechnen mit Aepfeln und Orangen „jonglierten", so multiplizieren die Kleinen heute mit Bomben und Granaten. Wenn wir früher ausrechnen mussten wie viel ein Arbeiter zum Leben braucht, so wurde dies längst ersetzt durch die Rechnung: wieviel Bomben trägt ein Flugzeug? Wie freuten wir uns doch immer auf die Turnstunden, die mit Völkerball, Handball und manchmal sogar mit Fussball zu einer Erholung schönster Art wurden. Das ist heute vorbei. Es gibt nur mehr deutsche Leibesübungen, die den jungen Leib der österreichischen Kinder durch recht häufige Kniebeuge und ständiges Auf und Nieder an das Bücken und Beugen vor den landfremden Herren gewöhnen sollen.

Wo sind die schönen Ausflüge, die wir allwöchentlich recht frei und ungezwungen verbringen durften? Was sich heute abspielt das soll ein Bericht aus dem „Volk. Beobachter" vom 4. Juli zeigen:

Da erzählt uns die mehr berüchtigte als bekannte „Fannytant" des „VB" von einem Ausflug einer Mädchenklasse, wo die Mädchen statt in Reih und Glied zu gehen, herumspazierten und richtig frei wanderten. Darauf bekamen sie von der gestrengen Nazidirektorin die verrückte Strafe, 500 mal abzuschreiben: „Ich muss wissen, dass ich meinen Lehrpersonen unbedingten Gehorsam zu leisten habe."

N°135

24

||| ABSCHREIBEN ||| ||| WEITERGEBEN |||

WAS KÖNNEN WIR TUN, UM DEN KRIEG ZU BEENDEN ?

Wenn das nur durch heisse Wünsche, Gebete oder Flüche geschehen könnte, dann hätten wir Österreicher schon längst dem Krieg ein Ende gemacht. Leider geht das aber so einfach nicht. Auch Radiohören und Flüsterpropaganda bringen uns nicht zum Ziel. Ebensowenig dürfen wir nur darauf warten, dass unsere heldenhaften Verbündeten uns befreien kommen, während wir ruhig die Hände in den Schoss legen, --- nein, schlimmer noch, während wir weiter für die Nazibanditen und die Verlängerung ihres Raubkrieges arbeiten und kämpfen. Denn dann würde es heissen " Mitgefangen - Mitgehangen ! " und wir müssten mit vollem Recht das Schicksal der Kriegsschuldigen miterleiden, weil wir nichts getan hätten, um unsere Mitschuld zu tilgen.

WIR MÜSSEN NOCH HEUTE GEMEINT DEN KAMPF FÜR UNSERE BEFREIUNG AUFNEHMEN !

Die Nazi versuchen immer wieder, Zwiespalt zwischen uns zu stiften, um diese Einigkeit zu hintertreiben und uns so leichter in ihrem Joch und ihrer Kriegsmaschinerie zu halten. Also müssen wir alles Misstrauen voneinander überwinden ! Wir müssen das Misstrauen vor dem Nachbarn und Arbeitskollegen beseitigen und uns zu kleinen Aktionsgruppen zusammenschliessen in denen sich einer auf den anderen fest verlassen kann. Die Katholiken müssen ihr Misstrauen vor den Kommunisten überwinden, weil das nur den Nazi nützt, die es jahrelang systematisch geschürt haben; die Sozialisten müssen ihren alten Groll gegen die Monarchisten vergessen. Wir haben ja alle nur denselben Feind: " Die braune Pest " und alle nur das gleiche Ziel: " Die Befreiung unserer österreichischen Heimat von Kriegsnot und Unterdrückung ! "

Aber nicht nur das von den Nazifaschisten erzeugte und genährte Misstrauen müssen wir überwinden, sondern vor allem unser Zögern und Zaudern. Es ist ja keine Minute mehr zu verlieren. Wir dürfen nicht länger mehr auf die anderen warten, - auch Du nicht ! Schliesse Dich mit ein paar anständigen Österreichern oder Österreicherinnen Deiner Umgebung zusammen, Brecht den Naziterror, indem Ihr ihre Spitzel entlarvt und unschädlich macht, indem Ihr mannhaft für die politischen Gefangenen und die Opfer der Gestapo eintretet und für ihre Freilassung kämpft.

Arbeiter ! Arbeiterinnen ! Organisiert Sabotageaktionen, legt die Rüstungswirtschaft, legt den Kriegsverkehr lahm ! Soldaten ! lasst Euch nicht mehr an die Front und ins Ausland verschicken, sondern schliesst Euch jenen beherzten Österreichern an, die bereits die dreck- und blutbesudelten Hakenkreuzfahnen verlassen haben und in den Bergen und Wäldern unserer Heimat die ersten österreichischen Partisanengruppen bilden. Bleibt nicht länger Hitlers Kanonenfutter ! Werdet Österreichs Freiheitskämpfer !

Österreichische Burschen! Wollt Ihr wie Eure Väter und Brüder als willenloses Schlachtvieh in fremden Ländern Euer junges Leben für die Verewigung unserer Sklaverei hergeben ? Erkämpft Euch ein glückliches und freies Leben in den Reihen der österreichischen Freiheitskämpfer !

Österreicher ! Österreicherinnen ! Vergesst nie, dass die Nazibonzen ja ganz auf uns angewiesen sind ! Wer sollte ihnen denn ihre Waffen fabrizieren, wenn nicht wir ? Wer an der Front für sie kämpfen, wenn nicht wir ? Ja wer sollte uns im Hinterlande niederhalten und auf uns schiessen, wenn nicht immer wieder nur wir selber ?! Sie zittern ja vor uns ! Wir müssen nur unsere Stärke erkennen und uns nicht länger von ihnen einschüchtern lassen ! Wir können und wir müssen endlich den Kampf für unsere Befreiung von Krieg und Bombennot, von Elend und Unterdrückung aufnehmen.

Auf ! Es ist höchste Zeit ! Ermanne Dich ! Warte nicht länger darauf, dass die anderen anfangen ! Beginne Du selber auf dem Platz, auf dem Du gerade stehst, den Kampf für ein freies, unabhängiges, friedliches und glückliches Österreich !

II.6 Tract appelant au sabotage de la machine de guerre hitlérienne et à la lutte pour une Autriche indépendante (1942).
(DÖW, N° 135).

Wien — 24.[illegible].8.43 [illegible] -00114

Am 7.8.1943 wurde beim Entleerungsmaterial des Postamtes Wien 63 (9.Wiener Gemeindebezirk) ein Flugblatt vorgefunden,das die Überschrift " Österreicher " trägt und mit:"Das Exekutiv - komitee des freien Vaterlandes " unterfertigt ist. Das Flugblatt ist in Din-Format-Grösse mit Schreibmaschine im Durchschlagverfahren auf weissem Durchschlagpapier unter Verwendung von blauem Kopierpapier hergestellt.Der Verfasser wendet sich an die Ostmärker und weist darauf hin,dass nunmehr der Bombenkrieg auch auf die Ostmark übergegriffen habe,die nun das Los der westdeutschen Städte werde teilen müssen.Alle Versprechungen des Führers seien Lügen und die bedingungslose Kapitualtion Deutschlands mit seinen Verbündeten,die bereits um Separatfrieden nachgesucht hätten, stehe vor der Türe.Die Regierung müsse gestürzt und mit dem Krieg Schluss gemacht werden.

Siehe auch Tg. 3784 (Graz) zu Tg. 3489 -/-

115

- 3 -

Die Schrift endet mit der Aufforderung für die ererbten Rechte und die Freiheit zu kämpfen, die Schrift zu vervielfältigen und zu verbreiten, kleine Zellen und Gruppen zu bilden, die für die nahe bevorstehende Befreiung bereit sein müssten. Es sei alles vorbereitet und Waffen wären vorhanden. Den Schluss bildet der Aufruf" Es lebe das freie demokratische Österreich!" Unterschrieben:" Das Exekutivkomitee des freien Vaterlandes."

(Fotokopie für RSHA angeschlossen).

II.7 Rapport de police (gestapo) concernant un tract diffusé à Vienne le 7 août 1943, intitulé « Autrichiens » et signé « Le comité exécutif de la patrie libre ». (DÖW, N° 467)

06123

An die Männer und Frauen Österreichs !

Stalingrad, die Winteroffensive der Roten Armee, die Luftoffensive gegen Deutschland, Tunesien ... " Alle diese Umstände haben die Hitlersche Kriegsmaschine bis auf ihren Grund erschüttert. Es sind noch 2 bis 3 solcher mächtiger Schläge aus dem Westen oder Osten notwendig, bis die der Hitlerarmee in den letzten 5 Monaten versetzt wurden, damit die Katastrophe von Hitlerdeutschland Tatsache wird." (Stalin, Tagesbefehl zum 1.Mai 1943).

Mit allen Mitteln wollte Hitler diese Entwicklung verzögern. Seine Katastrophe sollte hinausgeschoben, den Verbündeten und dem eigenen Volk durch Erringung einiger Prestigeerfolge die Möglichkeit des Endsieges neuerdings vorgegaukelt und damit der Zusammenbruch in die Ferne gerückt werden !

Deshalb wurde am 5.Juli im Raum Bjelgorod, Kursk, Orel mit Anmassung ungeheurer Kräfte die hitlersche Sommeroffensive 1943 gestartet.

Die Offensive kostete 250.000 Mann Tote, Verwundete und Gefangene, über 3000 Panzer, 1800 Flugzeuge und unzähliges anderes Material und scheiterte an der unüberwindlichen Stärke der Roten Armee.

Die Rote Armee ging zum Gegenangriff über ! Bildung von Brükkenköpfen am Donez. Raumgewinn am Kuban, Mius und bei Leningrad. Gegenoffensive bei Bjelgorod und Kursk.

Vormarsch auf Orel, Eroberung Orels am 4. August !

Orel gefallen! Orel, zu dessen Bezwingung vor fast 2 Jahren die Deutschen ungeheure Kräfte einsetzten und verloren! Orel, nach dessen Fall Hitler sprach: "Heute darf ich es aussprechen, der Feind ist bereits geschlagen und wird sich nie wieder erheben!" Orel, das in den fast 2 Jahren deutscher Besetzung zu einem Stützpunkt ersten Ranges ausgebaut wurde. Orel, das den Schnittpunkt der deutschen Zentral- und Nordfront darstellte, das den Vormarsch der Roten Armee auf Brjansk, Smolensk, gegen die Pripjetsümpfe aufhielt, ist gefallen! Hitler erhoffte Prestigeerfolge im Osten. Er erlitt eine schwere Niederlage!

Fast zur gleichen Zeit, als die hitlersche Sommeroffensive im Osten unter den Schlägen der Roten Armee zusammenbrach, landeten die englisch-amerikanischen Truppen auf Sizilien. Sie errichteten damit einen Brückenkopf der zweiten Front in Europa!

Schon dieser Brückenkopf genügte, um den Einsturz des durch und durch morschen Gebäudes des italienischen Faschismus zu beschleunigen. Das italienische Volk hat mit der Mussoliniclique Schluss gemacht! Noch vor 20 Tagen erzählte man uns, das ganze italienische Volk stehe hinter dem Duce und sei bereit, bis zum Endsieg zu kämpfen! Nicht mehr 1% war mit ihm! In ganz Italien streikt und demonstriert das Volk unter Führung der 5 von Mussolini verbotenen Parteien für sofortigen Frieden, Freiheit und Demokratie!

" Die Achse - der unerschütterliche Garant des Endsieges " (Adolf Hitler) ist gebrochen. Der italienische Faschismus ist nicht mehr! Die anderen Verbündeten haben aufgehört zu kämpfen. Der Hitlerfaschismus steht allein!

Die Schläge aus Osten und Westen, der Kampf der ganzen freiheitlichen Menschheit gegen Hitler, garantieren seine Niederlage.

Doch dieser Kampf kann den unsern nicht ersetzen.

Österreicher ! Landsleute !

Der Nazifaschismus hat schwere Niederlagen erlitten. Neue Schläge stehen bevor. Der Zusammenbruch Italiens wird in Kürze den Krieg an die Grenzen unseres Landes rücken! Unsere Städte werden den Bombardierungen ausgesetzt sein, unser Volk verblüten, wenn wir uns nicht vorher von der preussischen Herrschaft befreien.

./.

II.8.a Tract du parti communiste (été 1943) : « Pour la paix, pour une Autriche indépendante et démocratique ! ».
(DÖW, N° 425)

Einheitlich stürzte das italienische Volk den Faschismus. Einheitlich kämpft es um den Frieden und die Demokratie! Wir müssen diesem Beispiel folgen. Nur der einheitliche Kampf aller Österreicher gegen die Nazipreussen wird uns vor der Katastrophe bewahren und ein freies und unabhängiges Österreich bringen!

Österreicher! Ohne Unterschied Eurer politischen und religiösen Überzeugung ~~xxx~~ einigt Euch im Kampf um Frieden und Freiheit!

Nehmt Kontakt auf mit Allen, die gegen Hitler und für das Wiedererstehen unseres unabhängigen Österreich sind!

Bildet überall illegale Kampfausschüsse zur Befreiung ~~xxxx~~ unserer Heimat!

FÜR FRIEDEN! FÜR EIN UNABHÄNGIGES, DEMOKRATISCHES ÖSTERREICH!

Komm.Partei Österreichs.

Hört den Sender "Österreich" täglich um 7,20 und 11,30 Uhr auf 25 m und um 22,10 Uhr auf 40 m!

Spendet für den Pressefonds der K.P.Ö.!

II.8.b Suite de la page précédente.

Geheim!

Rundfunk

00138

(13 A) Bg./K.

Datum: 22. Oktober 1943

RW24749

Aufruf einer Studentengruppe in Wien zum 1. Jahrestag der Gründung der'Österreichischen Freiheitsfront'

Verbreitung von Handzetteln in einem Auditorium der Wiener Anatomie.	Sender'Österreich' 7.40 Uhr, deutsch:	21.10.

Der 1. Jahrestag der Gründung der'Österreichischen Freiheitsfront'wurde von unseren Freunden in der Studentenschaft würdig begangen. Im Schaukasten des NS.-Studentenbundes an der Wiener Technischen Hochschule hatten Unbekannte einen Aufruf angebracht mit den letzten Worten des hingerichteten Tiroler Studenten Christoph P r o b s t, sich zum Freiheitskampf gegen die Hitlertyrannei zusammenzuschliessen. Der Aufruf war von einer Studentengruppe der'Österreichischen Freiheitsfront'unterzeichnet. In einem Auditorium der Wiener Anatomie wurden Freizettel mit Auszügen aus dem Aufruf der Freiheitsfront verbreitet.

(R)

II.9 Rapport de police : Diffusion d'un tract d'étudiants à l'Université de Vienne, à l'occasion du premier anniversaire de la fondation du Front National Autrichien (octobre 1943). (DÖW, N° 454)

00145

Der Berufsvieh-Großschlächterei und Wursterzeugung Josef Ziegler in Wien,4.,Wiedner Hauptstraße 76,wurde am 28.11.1943 eine Hetzschrift mit der Überschrift

" Freies Österreich ",

Blätter für Friede,~~Freiheit und Fort~~schritt,Wien,den 1.Dez.1943, Folge 2,von bisher unbekanntem Täter zugesandt.

Die Schrift bezieht sich eingangs auf eine bereits erschienene "1.Folge"(wurde bisher nicht erfasst) und spricht über die Aufnahme und den Widerhall,die diese Schrift unter den Gesinnungsfreunden" gefunden hat. Die Schrift verrät reaktionärkonservativen Charakter und verlangt ein " freies, unabhängiges Österreich ". Es wird ein " parteiloser Staat " mit den im alten Österreich bereits bestandenen Freiheiten, wie Freiheit der Gesinnung,der Religionsausübung,Vereins-und Versammlungsfreiheit, und Freiheit im Beruf und Wirtschaft gefordert.

Die Schrift ist zweiseitig mit Maschinenschrift beschrieben und auf weissem,starkem Saugpapier in der Größe von 23 x 32 1/2 cm hergestellt.Der Briefumschlag ist mit der Hand in Blockschrift geschrieben und trägt den Poststempel des Postamtes Wien 55 vom 27.12.1943 - 8 Uhr.

Die Ermittlungen sind eingeleitet.(Fotokopie für RSHA angeschlossen).

II.10 Rapport de police sur un tract intitulé « Autriche libre », diffusé à Vienne fin novembre 1943.
(DÖW, N° 452)

An die österreichischen Soldaten an der Ostfront !

Der italienische Faschismus ist zusammengebrochen! Mussolini geflohen, der Parteisekretär Scorza verhaftet. Die faschistische Partei, Schwarzhemden, Milizen verboten und aufgelöst.

Generalstreik in Mailand, Streiks, Demonstrationen, Kundgebungen in ganz Italien.

Schluss mit dem verbrecherischen und sinnlosen Krieg, für Frieden, Abzug der deutschen Besatzungstruppen, für die Unabhängigkeit seines Landes, Liquidierung aller faschistischen Einrichtungen, für ein freies, demokratisches Italien, dies sind die Ziele, für die das italienische Volk unter Führung der 5 grössten, von Mussolini verbotenen Parteien des Landes den Kampf aufgenommen hat.

Die antifaschistischen Kräfte, ihrer Fesseln entledigt, nehmen eine sprunghafte Entwicklung. Italiens Gesicht ändert sich von Stunde zu Stunde.

Die ganze Welt sieht nun, wie morsch und verfault der Faschismus ist. Nicht seine tatsächliche Stärke, sondern bloss die Angst vor seiner Brutalität hält ihn noch am Leben.

DEM ZUSAMMENBRUCH MUSSOLINIS FOLGT DER ZUSAMMENBRUCH HITLERS !

Die furchtbaren Schläge durch die Rote Armee im Winter, Tunesien, der mit ungeheuren Verlusten bezahlte Versuch einer Sommeroffensive bei Bjelgorod, die Landung der englisch-amerikanischen Armeen und ihr Fortschreiten auf Sizilien, sowie jetzt der Zusammenbruch Italiens haben den Hitlerfaschismus in eine ausweglose Krise getrieben.

Die Südflanke der "Festung" Europa ist offen und soll nun in grösster Eile mit Truppen verstopft werden, die notgedrungen von irgendwo abgezogen werden müssen. Im Osten steht die Rote Armee, deren Stärke Ihr täglich zu spüren bekommt. Im Westen täglich mehrmalige vernichtende Luftangriffe gegen das Hinterland.

Der Zusammenbruch Hitlers kann nur mehr verzögert, nicht verhindert werden. Uns Österreicher schreckt diese Erkenntnis nicht, da er bloss das Ende der faschistischen Fremdherrschaft für unser Land, Wiedererstehen unserer demokratischen Freiheiten und den Frieden bedeutet.

Österreicher in der Hitlerarmee !

Wir in der Heimat haben genug! Genug vom "Kriegseinsatz", von Entbehrungen und dem Naziterror! Wir wollen nicht für Hitlers verlorenen Krieg krepieren, im Gegenteil, wir bereiten uns vor, um mit allen Kräften zur Beschleunigung seiner Niederlage beizutragen und damit die Freiheit, Unabhängigkeit und die Demokratie für unser Land zu erkämpfen.

II.11 Appel aux soldats autrichiens sur le front de l'Est.
(DÖW, N° 425)

00107

Camarades, les ouvriers francais !

Vous êtes forcés d'abandonner votre pays, vos familles et de venir travailler ici pour l'industrie de guerre allemande, tandis que la lutte contre l'occupant en France s'accentue, actes de sabotage et les attentats contre les bochers continuent, les detachements des partisans francais luttent contre les unités allemandes dans les montagnes de Savoy, les gréves éclatent dans les usines francaises. La France se dresse contre l'Allemagne hitlérienne pour combattre à côté de l'Union Sovietique, de l'Angleterre et de l'Amerique, comme les peuples des tous les autres pays occupés.

Camarades, aussi l'Autriche gémit sous la botte de l'occupant. Malgré que nous parlons allemand et que nos frères et fils sont forcés de verser leur sang pour l'ennemi de notre patrie, nous sommes et restons autrichiens. Nous, les ouvriers autrichiens, nous menons, ainsi que vos frères en France, la lutte contre l'Allemagne hitlérienne pour la libération de notre patrie. Vous et nous, nous avons un ennemi commun - l'occupant nazi, nous avons un but commun - l'anéantissement du fachisme hitlérien et la libération de nos pays. Nous avons aussi les mêmes methodes de lutte.

./.

Camarades, vous, les ouvriers étrangers si nombreux dans les usines, representez une force formidable, de laquelle dépend l'existence de l'industrie de guerre allemande. SABOTEZ-LA pour rapprocher la victoire de nos peuples ! Sachez que vous n'êtes pas seuls dans votre lutte. Cherchez dans toutes les usines le contact avec les organisations des ouvriers autrichiens et des autres nationalités. Organisez les groupes des patriotes francais. Exigez les mêmes salaires et le même approvisionnement comme les ouvriers allemands.

Luttez pour l'amélioration de la nourriture et des logements,

luttez pour le congé payé et le voyage payé pour les permissionaires.

VIVE LA LIBERATION PROCHE DE NOS PEUPLES !
VIVE LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE INTERNATIONALE !

Comité Viennois du Front National Autrichiens.

II.12 Recto et verso d'un tract du Comité Viennois du Front National Autrichien qui s'adresse aux ouvriers français travaillant à Vienne (1943-1944). (DÖW, N° 506)

Sicherheitsdienst des Reichsführers SS
SD-Abschnitt Graz
IV A Go./Ku.

Graz, den 30. Dezember 1943.
Leechgasse 52
Fernruf 83-0-53 54

3. 1. 1944 V
38

An das
Reichssicherheitshauptamt,
- IV A -

B e r l i n .

Zur Kenntnis an die
Geheime Staatspolizei,
Staatspolizeistelle
Graz.

Betr.: - Flugblatt " Alpenland, Organ der Regierung Österreichs" Nr. 1, Wien und München am 1.12.1943.-

Vorg.: - Mündlicher Auftrag an SS-U'stuf. Dr. Karnitschnig, anlässlich seiner letzten Vorsprache in Berlin.-

Anlg.: - 1 .-

Das obgenannte Flugblatt wurde an die Firmen: Böhler u. Co, Kapfenberg, Steyr-Daimler-Puch, Tondorf, an das Wirtschaftsamt Graz-Stadt und an die Union-Lichtspiele Graz per Post übersandt. Als Aufgabeort und-tag wurde Wien, der 11.12. festgestellt.

In der Anlage wird eines dieser Flugblätter übermittelt.-

Der Führer des SD-Abschnittes Graz

SS- Standartenführer.

II.13.a Le tract *Alpenland,* en raison de sa large diffusion alerta tous les services de la gestapo et du SD.
(DÖW, N° 449)

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
IV A 1 d - B. Nr. 3758/43 -
Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben.

Berlin SW 11, den Dezember 1943
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 12 00 40

00195

Schnellbrief

An

Reichsführer-SS

Feld-Kommandostelle

Betrifft: Hochverräterisches Flugblatt "Alpenland - Organ der Regierung Österreichs".

Anlage : - 1 Fotokopie -

- - - - -

Das in Fotokopie beigefügte Flugblatt "Alpenland - Organ der Regierung Österreichs" - Nr. 1 - gelangte im Postversand von Wien aus im Bereich der Staatspolizei-(leit)stellen Wien, Salzburg und Klagenfurt zur Verbreitung.

Die Staatspolizeileitstelle Wien wurde angewiesen, energische Fahndung nach den Herstellern und Verteilern durchzuführen.

II.13.b

GEHEIME STAATSPOLIZEI

Staatspolizeileitstelle Wien
B.Nr. 3006/43 - IV A 1

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben.

Wien I., den 24. Jänner 1944
Morzinplatz 4
Fernsprecher A 17580

An das
Reichssicherheitshauptamt ~~IV A 3 a~~ V a 3 a
in
B e r l i n SW 11

02924 | 31. 1. 1944 | 23

Betrifft: Hochverräterisches Flugblatt "ALPENLAND", Organ der Regierung Österreichs Nr.1.

Vorgang: FS.Erl.v.2o.1.44, IV A 3 a - 214o/43.

Anlagen: ohne

Die mit allem Nachdruck geführten Ermittlungen haben bisher noch nicht zur Feststellung des Hersteller- und Verbreiterkreises der oben bezeichneten Flugschrift geführt.

Es konnten bisher über 14o Exemplare erfasst werden, die sämtlich am 11.12.43 in der Zeit zwischen 13 Uhr und 17 Uhr 3o' im Bereiche des Postamtes Wien 1 zur Aufgabe gebracht worden sind. Die Flugblätter sind in sämtliche Gaue der Ostmark, Bayern, Sudetengau und in das Protektorat versandt worden.

Zur Versendung der Flugblätter sind braune, blaue, grüne und gelbe Geschäftsbriefumschläge und auch einige weisse Privatbriefpostumschläge verwendet worden. Die Briefumschläge sind mit 8 und 12 Rpf.-Marken frankiert.

Die Versender der Flugblätter haben das Adressenmaterial aus den örtlichen Adressbüchern, Fernsprechverzeichnissen und auch aus Geschäftskalendern entnommen. In einigen Fällen konnten die Anschriftenquellen noch nicht geklärt werden. Diese Fälle sind weiterhin Gegenstand eingehender Ermittlungen.

Die bisher erfassten Flugblätter sind von ein und derselben Matrize abgezogen. Die Matrize ist mit einer Schreibmaschine der Marke "Torpedo", die Briefumschläge hingegen mit einer Schreibmaschine der Marke "Smith Broth" geschrieben worden.

Die erfassten Flugblätter sind bis auf zwei Exemplare auf weissem, schlecht geleimten, grobfaserigen Saugpapier mit grossem

./.

II. EA 1 d zum
tägl. Verg. EA 1 d 3753/43

O/3512 — 32284

II.13.c

Holzgehalt abgezogen worden. Zwei der erfassten Exemplare sind aus weissem, dünnem, gut geleimtem, feinfaserigem Durchschlagpapier hergestellt. Sowohl das verwendete Papier der Flugblätter als auch die Briefumschläge sind gewöhnliche, im allgemeinen Verkehr stehende Papiersorten, die keine besonderen Herstellungs- oder Handelsmerkmale aufweisen.

Die Fahndung nach den Herstellern und Verbreitern der Gegenständlichen Flugblätter wird eingehendst fortgesetzt. Über den Ausgang der Ermittlungen werde ich ~~zur~~ gegebenen Zeit berichten.

Im Auftrage:

IV A 1 d

Berlin, den 11. Februar 1944.

HM

1.) IV A 1 a - zur Kenntnis.

2.) IV A 1 d - zur Slg. 3 4 8 9

wo

A l p e n l a n d.

Organ der Regierung Österreichs.

Nr. 1. Wien und München, am 1.XII.1943.

Österreichische Unabhängigkeitserklärung.

Die Österreichischen Arbeiter Bauern, Beamten und Gewerbetreibenden sind mit der deutschen Staatsführung, die durch Machtgier u. Unverträglichkeit diesen Krieg angezettelt hat, nicht weiter einverstanden; sie haben daher das Recht, den Anschluss an das deutsche Reich für nichtig zu erklären. Um dieses Recht durchzusetzen, schliesst sich das Österr. Volk, Marxisten, Konservative u. alle Antinazi zur Freiheits- Front (FF) zusammen u. beauftragt den Vorsitzenden der FF "RA", die Unabhängigkeit Österreichs u. der anderen unterdrückten Völker wiederherzustellen. Der Vorsitzende der FF "RA" übernimmt diesen Auftrag u. erlässt an alle Völker folgende

Österreichische Proklamation:

I. Umfang. Österreich erklärt den Anschluss an das deutsche Reich für nichtig. Es ist ab 1.III.1944 (Stichtag) kein Teil des deutschen Reiches mehr, sondern ein freier demokratischer Staat, dem sich die stammverwandten Länder Bayern, Württemberg, Baden, Rheinpfalz u. Südtirol anschliessen. Österreich und Süddeutschland bilden daher das neue Österreich.

II. Aussenpolitik. Das neue Österreich tritt vorbehaltlos auf die Seite Amerikas, Englands, Russlands u. ihrer Verbündeten, durch deren Erfolge u. Beschluss ihm die Wiedererlangung seiner Unabhängigkeit ermöglicht wurde, schliesst sich der Weltsicherungsorganisation an u. stellt für die internationalen Schutztruppen seine Wehrmacht samt Ausrüstung u. Erhaltungsbeiträgen bei eigener Abrüstung zur Verfügung.

III. Verfassung. Das neue Österreich ist ein demokratischer Staat, an dessen Spitze als Staatschef der Vorsitzende der FF "RA" steht. Öffentliche Beamte dürfen zwar der FF aber keiner politischen Partei angehören und unterstehen als unparteiische Reichsmacht dem Staatschef. Die Volksvertretung wird vom Volke gewählt, die Regierungsmitglieder von ihr vorgeschlagen und vom Staatschef ernannt. Alle Rechte der Arbeiter, die persönliche und religiöse Freiheit, der Schutz des Privateigentumes, die Achtung vor Menschenwürde u. abendländische Kultur werden gewährleistet.

IV. Durchführung. Die aus dem neuen Österreich stammenden Militärpersonen erhalten den Befehl, am 1.III.1944 (Stichtag) geschlossen in die Heimat zurückzukehren oder schon jetzt zu den Amerikanern, Engländern oder Russen überzugehen u. sich dort sofort als Neuösterreicher zu melden. Die ausländischen Arbeiter u. Kriegsgefangenen in Österreich unterstehen dem Schutze der Staatsmacht.

V. Ultimatum. Der Staatschef richtet an die deutsche Regierung u. die NSDAP. namens des Österr. Volkes folgendes Ultimatum:

Bis zum 1.III.1944 muss die NSDAP. in Österreich ihre Tätigkeit eingestellt haben u. alle Gau- u. Kreisleiter müssen das Land verlassen haben. Wenn diese Frist nicht restlos eingehalten wird, so erhalten hiemit die Österr. Wehrmacht, Gendarmerie u. Polizei vom Staatschef als neuem Befehlshaber den strikten Befehl, am 1.III. 1944 alle Parteilokale zu besetzen und die politischen Leiter vom Ortsgruppenleiter aufwärts u. alle Personen, die sich den Freiheitsbestrebungen des Österr. Volkes widersetzen, den Landgerichten einzuliefern.

VI. Ersuchen um Hilfeleistung an das Ausland. Da die deutsche Regierung bisher alle Freiheitsregungen des Österr. Volkes unterdrückt hat, werden Amerika, England u. Russland ersucht diese Österr. Proklamation durch Rundfunk u. Abwerfen von Millionen von Exemplaren derselben auf ganz Europa zu verbreiten.

Im Namen des österreichischen Volkes: Der Staatschef "RA".

II.13.e Un exemplaire du tract *Alpenland*.

1606/ 505a

FRAUEN, VERKÜRZT DEN KRIEG - IHR KÖNNT ES !

Österreichische Frau, österreichisches Mädel !

Dein Mann, Deine Söhne, Deine Brüder verbluten an den Fronten. Du selbst musst die ganze Last des Kriegseinsatzes tragen. Für Dich sind der lange, schwere Arbeitstag, Nachtschichten, Entbehrungen. " Opfer bringen für den Sieg " heisst es. In Wirklichkeit sollen diese Opfer nur gebracht werden, um Hitlers verlorenen Krieg zu verlängern, um die verhasste Piefkeherrschaft in Österreich aufrecht zu erhalten.

SIEGEN KANN HITLER NICHT. Denn weder kann man mit " Totalem Einsatz " die erschöpften Rohstoffe erneuern, noch durch Einberufung von Sechzehnjährigen die vernichteten Divisionen ersetzen. Russen und Anglo-Amerikaner sind stärker als die Hitlerarmeen und bereiten an allen Fronten die entscheidende Offensive vor.

Hitler und seine Clique wissen genau, dass sie verloren sind, wollen aber um jeden Preis die Stunde der Vergeltung hinausschieben. Und wenn noch Millionen verbluten ! Und wenn auch unzählige Frauen und Kinder unter dem Bombenhagel sterben !

Österreich wurde bis jetzt von den Bombenangriffen verschont. Aber die anglo-amerikanische Landung in Südeuropa steht bevor. Kärnten wird zum Frontgebiet. ÖSTERREICH WIRD DEN LUFTANGRIFFEN AUSGELIEFERT. DAS LEBEN UNSERER KINDER, UNSER ALLER LEBEN IST IN GEFAHR !

Das macht den Naziverbrechern kein Kopfzerbrechen, Aber uns ! Wir haben genug vom Krieg ! Wir haben genug von den Piefkes ! Wir wollen unsere Männer und Söhne zurück !

Wie lange noch unnütze Opfer bringen ? Wie lange noch alles erdulden ? DIES LIEGT AN UNS !

Frauen, denkt an die Gefallenen von Stalingrad, denkt an die unzähligen Kriegskrüppel und schützt die Lebenden vor diesem furchtbaren Schicksal.

Schreibt an die Front, dass die Männer nicht mehr kämpfen sollen. Sie sollen in Gruppen überlaufen oder sich gefangen nehmen lassen: so retten sie ihr Leben.

Lasst die Urlauber nicht zurück, versteckt sie - es ist nicht mehr für lange !

Mütter, lasst Eure Buben nicht in die SS. - Schützt ihr Leben !

Frauen und Mädchen, sabotiert den Kriegseinsatz, drückt Euch von der Arbeit ! Arbeitet schlecht und wenig in den Kriegsbetrieben !

SCHÄDIGT, WO IHR KÖNNT, HITLERS KRIEGSMASCHINE; NUR SO VERKÜRZT UND BEENDET IHR DEN KRIEG !

II.14 Tract du Front National Autrichien aux femmes et jeunes filles autrichiennes (1944). (DÖW, N° 505a)

D e m o k r a t i s c h e R e p u b l i k .

No.1.

Das Blatt der Unabhängigkeitsbewegung „Freies Österreich."

Die Bewegung ist nicht neu, denn sie lebt schon lange in der Sehnsucht des österreichischen Volkes, im Verlangen der Einheit des österreichischen Volkes haben sich Alle demokratischen Parteien Österreichs in einer Unabhängigkeits-Bewegung „F r e i e s Ö s t e r r e i c h" vereinigt, denn alle Schichten und Parteien haben klar erkannt dass nur ein Kampf aller ohne Unterschied gegen die [illegible] Diktatur Österreich wieder befreien kann. Wir haben beschlossen uns der grossen „F r i e d e n s b e w e g u n g" die ganz Deutschland erfasst hat anzuschliessen.

V o l k v o n Ö s t e r r e i c h !

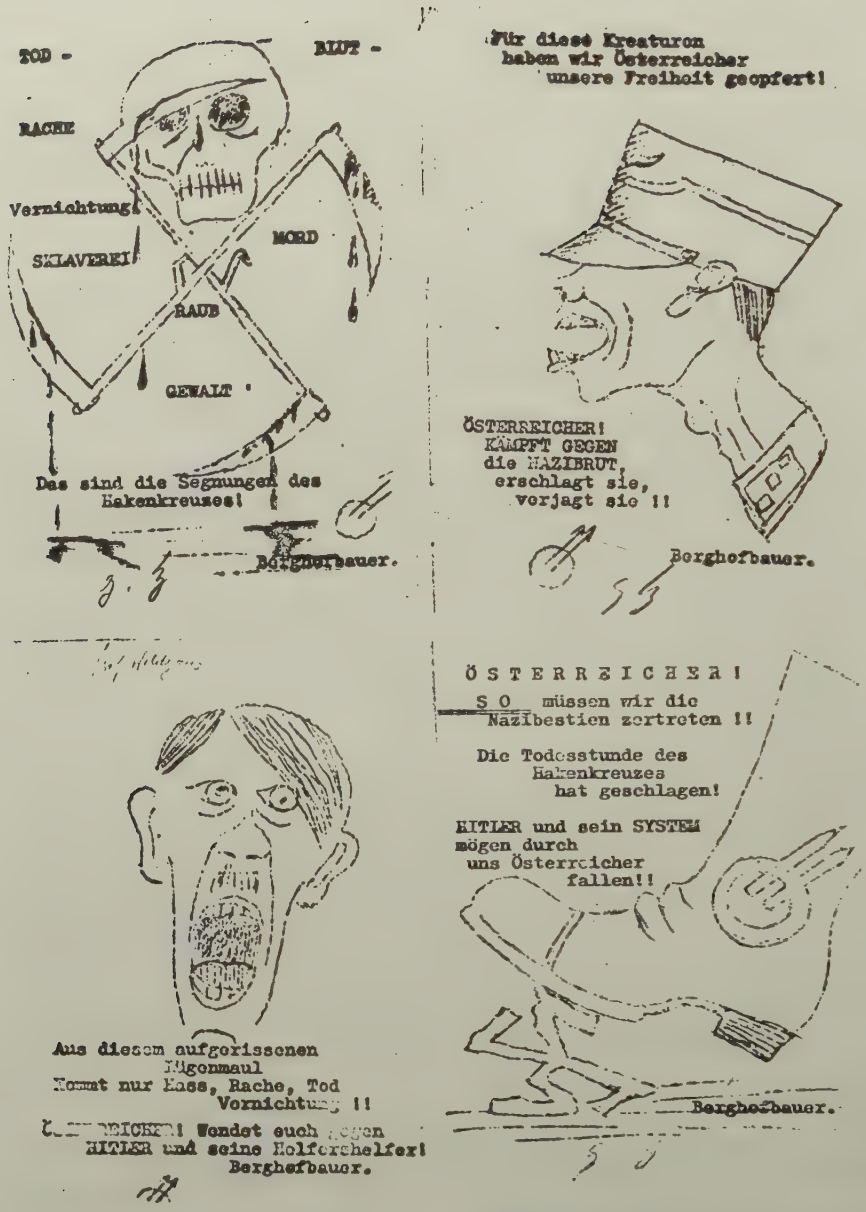
Wir wollen nicht mit Hitler untergehen der diesen Erdteil in Europa entfesselt hat, sondern wir wollen unser geliebtes Volk wieder frei und unabhängig machen. Wir wollen ein freies unabhängiges Österreich auf demokratischer Grundlage errichten.
Bauern, Arbeiter, Beamte, Intellektuelle ! Schliesst euch noch fester zusammen um die Bewegung „F r e i e s Ö s t e r r e i c h."
Wir wollen nicht unter den Bomben der Alliierten unser Hab und Gut verlieren nur weil Hitler den verlorenen Krieg bis zum bitteren Ende fortsetzen will, weil er um sein Räuberleben fürchtet, wenn wir aber der Welt beweisen, dass wir frei sein wollen und auch für unsere Freiheit kämpfen, dann wird Österreich als freie Demokratie wieder erstehen.
Organisiert euch in Gruppen und stellt Verbindung zueinander her, ein grosser Block besteht schon. Lest unser Blatt und gebt es weiter !
Entweder wir kämpfen alle gegen Hitler oder wir sterben sinnlos für Hitler ! Lasst euch durch nichts erschrecken, dann wird der Schrecken des Hitlerkrieges bald ein Ende haben.

D i e B e w e g u n g „F r e i e s Ö s t e r r e i c h."

Vor Einigen Tagen wurden die Österreichischen Volksvertreter verhaftet. FORDERT IHRE Sofortige Freilassung

SCHREIBT POSTKARTEN AN DIE Behörden

II.15 Un tract intitulé *République démocratique* et signé du mouvement *Autriche libre.* (DÖW, N° 446)



II.16 Sous le nom de guerre *Berghofbauer* (le paysan de la montagne), le fils d'Anton Wildgans, Friedrich, s'était engagé dans la Résistance.

Nr. I — Anfang Dezember 1944.

Für Frieden
Für Freiheit
Für Österreich

Österreichischer Freiheitskämpfer

KAMPFBLATT DER ÖSTERREICHISCHER FREIHEITSBEWEGUNG

Ein ruf zum Kampf

Ein [illegible] von Österreichern — in ihrer [illegible] einfache Arbeiter und Bau[illegible] — haben einen für Österreich bedeut[illegible] kann ruhig sagen historischen [illegible] Vorgehen: Sie haben den Stab der [illegible] Sloveniens um die Erlaubnis zur [illegible] einer österreichischen Einheit im [illegible] der Volksarmee Sloveniens ersucht und als [illegible] Zustimmung bekamen, das erste Österreichische Bataillon im Verband der Volksarmee Sloveniens gebildet.

Es ist wieder eine waffentragende österreichische Einheit! Das erste Bataillon zum Kampf gegen den deutschen Faschismus, gegen die Fremdherrschaft in Österreich ist ins Leben gerufen! Diese Tatsache ist ein Ruf an Österreich sich gegen seine Unterdrücker zu erheben zum heiligen Volkskrieg für seine Befreiung!

Das erste Bataillon, das wieder unter den [illegible] Österreichs kämpft, vom Kommando [illegible] zum letzten Soldaten aus Österreichern bestehend, ist in der letzten Phase des Krieges entstanden. Es ist die Zeit der grössten Entscheidungen und der höchsten Verantwortung. Wir müssen den Tatsachen ins Auge blicken und zugeben, dass wir Österreicher [illegible] in seinem Raubkriege geholfen haben. Österreichische Soldaten haben für ihn an allen Fronten gekämpft, österreichische Arbeiter für ihn gearbeitet, österreichische Bauern die Erträgnisse ihres Bodens abgeliefert. Für das Ergebnis ist es gleichgültig ob wir das widerwillig oder zustimmend getan haben. Wir tragen als Volk die Verantwortung; dafür und es kann niemandem geleugnet, sich von dieser Verantwortung frei zu sprechen. Es gibt nur einen Weg, um dieser Schuld ledig zu werden, die unser Volk zweifellos auf sich geladen hat: den Weg des unermüdlichen und unerbittlichen Kampfes gegen die deutsche Tyrannei. Diesen Weg weist das erste österreichische Bataillon in der Volksarmee Sloveniens.

Blut und Tränen, Not und Tod hat Hitler, haben die Deutschen über unser Österreich gebracht. Hunderttausende sind gestorben und verdorben, während Österreich selbst von SS-Banden und Gestapo-Henkern niedergetreten wurde. Schon fast sieben Jahre schmachten österreichische Patrioten in den deutschen Konzentrationslagern und viele [illegible] ihr Leben lassen unter [illegible] Willkür. Es gibt kaum einen [illegible] der nicht das Ende der faschistischen [illegible] herbeischnt, der nicht wünscht, [illegible] als demokratisches Land neu erstehe. Aber nur ein Volk, das gegen seine Unterdrücker kämpft, kann seine Freiheit erobern und behaupten. [illegible] Kampfes hat das erste österreichische Bataillon in der Volksarmee Slo[illegible].

Formierung eines österreichischen Bataillons in Slo[illegible]

Am 24. November 1944 wurde auf dem befreiten Gebiet Sloveniens das erste österreichische Bataillion im Rahmen der nationalen Befreiungsarmee Slovenien (NOV) gebildet.

In der letzten Zeit hatten viele österreichische Freiheitskämpfer und österreichische Soldaten an den Hauptstab der nationalen Befreiungsarmee Sloveniens (NOV) das Ansuchen gerichtet eine österreichische Formation bilden zu dürfen. Im November hat im befreiten Gebiet Sloveniens eine Versammlung österreichischer Kriegsgefangener, freiwillig zur Volksarmee Sloveniens übergetretener österreichischer Soldaten und freiwilliger österreichischer Freiheitskämpfer stattgefunden, in der Franz Honner, einer der Organisatoren des österreichischen Freiheitskampfes, über die Lage und die gegenwärtigen Aufgaben des österreichischen Freiheitkampfes sprach. In dieser Versammlung wurde beschlossen, ein Komitee zu wählen und dies zu beauftragen, sich im Namen der Versammelten an den Hauptstab der nationalen Befreiungsarmee Sloveniens zu wenden mit der Bitte, die Formierung einer österreichischen Einheit in der Volksarmee Sloveniens als [illegible] Volksarmee Jugoslaviens zu [illegible]. Der Stab der Volksarmee Sl[illegible] hat durch einen besonderen Bef[illegible] ser Bitte stattgegeben.

Am 24. November erfolgte die Formierung des ersten österreichischen Bataillions und seine feierliche Verei[illegible]. In diesem Bataillion sind nicht [illegible] Soldaten, sondern auch alle [illegible] Österreicher und die Komm[illegible] österreichisch. Die Angehörigen des Bataillions tragen am linken Oberärmel des österreichische Wappen.

Das österreichische Bataillion wird im Verbande der Volksarmee Sloveniens gegen das deutschen Faschismus kämpfen.

25. November 1944.

Die Front nähert sich Österreich!

Die Deutschen treffen schon Vorbereitungen um unsere Bevölkerung zu verschleppen. Sie wollen uns nicht aus ihren Krallen lassen. Aber wir werden ihnen einen [illegible] durch die Rechnung machen. Österreicher! Bleibt in eurer Heimat! Nach dem Vorgang der Deutschen werden wir unseren eigenen, freien Staat aufbauen.

Die deutschen Faschisten haben alles getan um die Völker gegeneinander zu hetzen. Sie haben vor allem getrachtet, Hass gegen die slavischen Völker zu erzeugen. Die Deutschen wollten und wollen uns Österreicher als Werkzeug verwenden für ihre Eroberungssucht gegen unsere slavischen Nachbarn im Norden und Süden. Aber wir wissen dass das Interesse unseres Volkes das genaue Gegenteil verlangt: die Freundschaft mit unseren slavischen Nachbarvölkern. Heute fühlt jeder Österreicher, dass wir uns hundertmal leichter mit den Tschechen, Slovenen, Kroaten, Slovaken verstehen als mit den Deutschen. Wir hassen ebenso wie diese Völker den preussischen Militarismus, die deutsche Überheblichkeit und Aufgeblasenheit. Es ist durchaus kein Zufall, dass das erste österreichische Bataillon in Slovenien entstanden ist. Das slovenische Volk reicht uns die Hand. Das österreichische Soldaten in der deutschen Armee gegen Slovenien kämpften. Es zeigt damit, wie sehr es bereit ist uns auf dem Weg des Kampfes gegen den Faschismus zu helfen. Und mit Recht schreibt das Komitee der Österreicher in seinem Brief an den Hauptstab der Volksarmee Sloveniens:

„Die heroische Volksarmee [illegible] viens unter dem Kommando [illegible] schalls Tito, der die Volk[illegible] Sloveniens als Teil angehört, [illegible] durch ihren aufopfernden und [illegible] schlossenen Kampf den Weg [illegible] ten den auch wir Österreich[illegible] müssen um die Freiheit zu [illegible]

Nichts wäre verwerflicher als zu [illegible] nun, da ein österreichisches Ba[illegible] alles weitere von selbst kommt. [illegible] es nicht. Jetzt kommt es darauf [illegible] der — buchstäblich jeder — Ö[illegible] Patriot, jeder wahrhafte Österre[illegible] Pflicht erfüllt. Es gilt einen wa[illegible] gegen die deutsche Fremdherrschaft [illegible] fessele. Nicht nur ein Bataillon, das [illegible] ze österreichische Volk muss [illegible] Krieg für seine Freiheit führen. Dazu ruft das erste österreichische Bataillon in Slovenien.

F. P.

II.17.a *Österreichischer Freitheitskämpfer N° 1*, avec le mot d'ordre : Pour la paix ! Pour la liberté ! Pour l'Autriche !
(DÖW, N° 4069)

Wofür wir kämpfen

Wie soll das neue, demokratische Österreich aussehen?

[illegible] Österreich, für das wir unseren [illegible] führen, wird erst mit der Aus[illegible] allem was an die faschist[illegible] [illegible] können, unter Berück[illegible] der [illegible] Erfahrungen und Lehren [illegible] mit beim Wiederaufbau un[illegible]

[illegible] des deutsch-faschistischen [illegible] werden die ersten Maßnahmen [illegible] Volkes, bezw. der provisori[illegible] sein müssen.

[illegible] „Anschluss" und alle Ge[illegible] Maßnahmen des Nazi-Regimes für [illegible] zu erklären, die demokrati[illegible] Freiheitsrechte des Volkes - Freiheit der [illegible], der Presse, der Versammlung, des [illegible] und der Religion - herzustellen und zu sichern.

Die österreichischen Patrioten und Antifaschisten [illegible] Gefängnissen und Konzentrationslagern [illegible] befreien, dafür aber die bei uns [illegible] deutschen Kriegsverbrecher, die [illegible] österreichischen Volkes und Landesverräter in Haft zu nehmen und der verdienten Bestrafung zuzuführen sowie ihr gesamtes Vermögen zu beschlagnahmen; keine Neubildung faschistischer Organisationen, keinerlei deutsche oder deutschnationalisierte Organisationen unter welcher Tarnung immer zuzulassen;

die von den deutschen Räubern und ihren österreichischen Spießgesellen geraubten Güter, Häuser, Wertgegenstände, Geschäftsladen, Unterzeichnungen usw., den rechtmässigen Besitzern zurückzugeben, das rechtmässig erworbene Privateigentum der Bauern, Gewerbetreibenden, Kaufleute, Unternehmer usw. zu schützen;

[illegible] Zwangswirtschaft auf[illegible] und zusammen mit Vertretern der [illegible]schaft die landwirtschaftliche Produktion zu sichern; die Versorgung der Bevölkerung sicherzustellen und Garantien für eine gerechte Verteilung der Lasten und Lebensmittel zu schaffen;

die notwendigen Maßnahmen zur Umstellung der Kriegsindustrie auf die Friedensproduktion zu treffen und zusammen mit Vertretern der Arbeiter und Unternehmer die Arbeitsbeschaffung zu organisieren;

die demokratische Selbstverwaltung der Gemeinden in vollem Umfang herzustellen; aus den Reihen der im Kampfe für Österreichs Freiheit erprobten Patrioten und Antifaschisten aller Volksschichten auf breiter demokratischer Grundlage eine neue Verwaltungs- und Staatsapparatur aufzubauen.

[illegible] Österreich wird Sicherheit und Entwicklungsmöglichkeiten finden in Gestalt einer

freien, unabhängigen, demokratischen Volksrepublik,

einem Staatswesen, wo einzig und allein der Wille unseres Volkes zur Geltung kommt, wo alle wichtigen Entscheidungen die Genehmigung des Volkes haben müssen.

Das [illegible] Österreich wird dafür sorgen, dass jed[illegible] ausreichende Arbeits- und [illegible] sichert, indem [illegible] ohne Rücksicht auf Abstammung und soziale Stellung der Weg zum Aufstieg offen steht. Die Möglichkeit auf Schulung und Bildung wird nicht mehr Vorrecht einer kleinen Schichte des Volkes, sondern Allgemeingut des ganzen Volkes sein. Eine vorbildliche soziale Fürsorge wird vor allem grössten Schutz für Mutter und Kind, für die Jugend, die Kranken, Arbeitsinvaliden und Alten gewähren.

Durch schärfste Massnahmen muss ein für allemal jeglicher Einflussnahme deutscher imperialistischer Kreise auf das wirtschaftliche, politische und kulturelle Leben unseres Volkes unterbunden werden.

Das neue Österreich wird mit seinen natürlichen Verbündeten, den slawischen Nachbarvölkern, zusammenarbeiten — mit denen es schon früher weit mehr als mit Deutschland verbunden war — und [illegible]

Aus einer [illegible] Verein[illegible] für [illegible] gegen [illegible] Zuwanderung [illegible] wird das neue Österreich [illegible] normale und freundschaftli[illegible] mit allen freiheitsliebenden V[illegible]

Und erste Zusammenarbeit [illegible] sicher zur Wiedergutmachung der gegen [illegible] der [illegible] durch den Krieg ver[illegible] erstehen werden.

Im gemeinsamen Kampf und [illegible] sammeln wir in der österreichischen [illegible] und Freiheitskämpfer mit den [illegible] freiheitsliebenden [illegible] und wird [illegible] gerecht in der von uns angestrebten [illegible] erstehen.

[illegible]

Überall Organisationen der O. F. F.

[illegible] Ort, in keiner Fabrik, in [illegible] darf sie fehlen. Kein [illegible] Antifaschist, gleich welcher [illegible] politischen Überzeugung oder [illegible] darf sich ausschließen!

Jetzt gilt kein Zuwarten mehr

Die österreichische Freiheitsfront ruft!

Jeder Österreicher, der den Nationalsozialismus als eine den österreichischen Volkskörper schändende Seuche verabscheut, muss in die österreichische Freiheitsfront. Dazu rufe ich als Sozialdemokrat und Freigewerkschafter auf, der mehr als 25 Jahre in Partei, Gewerkschaft und vielen Kulturorganisationen tätig und bis heute trotz mehrmaliger Haft und sonstigen Verfolgungen die Fahne der Freiheit hochhielt. Wenn ich mich noch für kurze Zeit tarne, so deshalb, weil ich vorerst für die Sicherheit vieler polizeibekannter Mitarbeiter sorgen muss.

Meine mehr als 10-jährige Erfahrung im illegalen Kampf hat mich bestimmt, jetzt aufzurufen, alles daranzusetzen, dass der Widerstand gegen die Tyrannei der entmenschten Nationalsozialisten auf breitester Grundlage organisiert wird.

Sind euro Ohren noch nicht voll der entsetzlichen Klagen jener Millionen Arier und Juden, die in allen Ländern nach tiefster Erniedrigung durch die Hitler-Mordbuben qualvollsten Tod erlitten?

Zucken nicht eure Herzen schmerzhaft angesichts der noch fortdauernden Schändungen der einfachsten Begriffe der Gerechtigkeit, wenn kein Mensch mehr, ob Mann oder Frau, ob jung oder alt, von der Raserei der Hitlerbestien sicher ist? Nur weil gesittete Menschen nicht im Narrensumpf verloren wollen, werden sie der Panik entrissen, werden ihre Namen „ausgelöscht", wie die Ausrottung ganzer Familien im Nazideutsch genannt wird. Das Eigentum der Opfer wird als blutiger Raub den braunen Hyänen vorgeworfen.

Seht ihr denn nicht, wie Heimat und Volk in diesen blutigen Strudel hineingerissen werden? Dürft ihr die ohne dies schon bestehende Mitschuld durch weitere Passivität vergrössern?

Im Volksbewusstsein der 25 Jahre getragenen Verantwortung sage ich Euch:

Ob nun [illegible] endlich entsch[illegible] gegen diese tiefste Erniedri[illegible] heut seit Urzeiten geleht [illegible] wir sind es uns und unseren N[illegible] schuldig, bewiesen zu haben, [illegible] letzter Stunde die erdrückende [illegible] mit Blut abgewaschen haben.

Wir müssen uns aus diesem [illegible] Sumpf selbst retten. Oder wir sind nicht wert der gesitteten Menschheit zugezählt zu werden.

Darum:

kein Österreicher mehr in der Wehrmacht, in den Betrieben, in den Kasernen, kein Schuss, kein Handgriff mehr für Hitler!

Rettet das Ansehen Österreichs vor der Welt!

Kämpft für Österreichs Freiheit!

Fragt nicht wieder der einzelne Kämpfer, die einzelne Kameradin kommt, alle, die Österreich lieben, gehören zu uns! Wir wollen erstreiten ein freies und unabhängiges Österreich!

Ar[illegible]

Österreichische Patrioten,

Stärkt und unterstützt die Partisanenbewegung in Steiermark und Kärnten!

Bildet unverzüglich [illegible] Teil[illegible] Österreichs [illegible] abteilungen und [illegible] gruppen.

Nur durch den bewaffneten Kampf retten wir uns und unser Land!

Auf zu den Partisanen!

So entstand das Bataillon

Der Brief des Komitees

An den Hauptstab der Volksarmee und der Partisanenabteilungen Sloveniens

Österreichische Kriegsgefangene, freiwillig auf die Seite der Volksarmee Sloveniens übergetretene österreichische Soldaten und Freiheitskämpfer aus Österreich haben uns beauftragt, an Sie mit der Bitte heranzutreten, im Rahmen der Volksarmee Sloveniens, eine österreichische Einheit zu formieren.

Wir sind zu der Überzeugung gekommen, dass es heute vor allem darauf ankommt, den bewaffneten Kampf gegen die Deutschen Unterdrücker zu führen und dass es nur auf diesem Wege möglich ist, die deutschen Okkupanten aus Österreich zu verjagen und Österreich von der deutschen Herrschaft zu befreien.

Unter uns befinden sich Anhänger verschiedener Parteirichtungen, — Arbeiter, Angestellte, Bauern, Bürger und Intellektuelle — die alle durch den Willen geeint sind, den gemeinsamen Kampf für ein freies, unabhängiges und demokratisches Österreich im Sinne der Beschlüsse der Moskauer Konferenz der drei verbündeten Grossmächte zu führen.

Die heroische Volksarmee Jugoslaviens unter dem Kommando des Marschall TITO, der die Volksarmee Sloveniens als Teil angehört, hat uns durch ihren aufopfernden und entschlossenen Kampf den Weg gewiesen, den auch wir Österreicher gehen müssen um die Freiheit zu erringen.

Wir wollen uns einreihen in die mächtige Weltfront der freiheitsliebenden Völker mit den demokratischen Grossmächten an der Spitze und unseren Beitrag leisten im Kampfe gegen den Faschismus.

Es lebe der gemeinsame Befreiungskampf des jugoslavischen und österreichischen Volkes.

Das Komitee:

Baier Max, Bauer, Tirol,
Fuchsel Roman, Schlosser, Linz,
Freiuinger Leo, Eisenbahnbeamter, Wien,
Schober Anton, Bauer, Steiermark,
Tatschel Peter, Arbeiter, Kärnten,
Truppe Johann, Bauer, Kärnten.

18. November 1944.

Österreichische Soldaten!

Verlasst die Hitlerarmee!
Reiht euch ein in die österreichische Formation!

Glavni Štab NOV in PO
Slovenije
24. November 1944.

Befehl

Dem Wunsche österreichischer Kriegsgefangener, freiwillig auf die Seite der Volksarmee Sloveniens übergetreteuer österreichischer Soldaten und Freiheitskämpfern aus Österreich entsprechend,

wird befohlen:

1. Alle Österreicher, die bereit sind mit der Waffe in der Hand gegen den Faschismus bis zu seiner Vernichtung zu kämpfen, sind in einer besonderen Einheit zu formieren.
2. Die Angehörigen der österreichischen Einheit tragen die Uniform der Jugoslavischen Volksarmee und zu ihrer Kenntlichmachung das österreichische Wappenschild am linken Oberärmel.
3. In dieser Einheit gilt die österreichische Kommandoform.
4. Die österreichische Einheit wird der Befehlsgewalt des Hauptstabes der Volksarmee Sloveniens bezw. den von ihm bestimmten Kommandostellen unterstellt.
5. Am 24. November 1944 wird ein österreichischer Bataillion gebildet.
6. Zum Kommandanten des Bataillions wird bestimmt:

Tov. Max Baier,

zum Politkommissar:

Tov. Roman Fuchsel.

Tod dem Faschismus — Freiheit dem Volke!

Stellvertretter des Kommandantes:
Jaka Avšič

Polit Kommissar des Stabes:
Boris Kidrič

Der Eid

Ich schwöre,

bei der Ehre meines Volkes, beim Leben meiner Angehörigen den heiligen Eid eines Kämpfers gegen den deutschen Faschismus:

im Kampfe die Waffen nicht aus der Hand zu legen bis zur vollen Vernichtung der deutschen faschistischen Tyrannei und des Volksverrätertums; im Kampfe mein Blut und mein Leben einzusetzen für die hohen Ziele des demokratischen Volkskampfes der freiheitsliebenden Völker.

Eingedenk des Vertrauens, das mir die Volksarmee Sloveniens schenkt, schwöre ich:

Unverbrüchliche Treue und eiserne Kampfdisziplin der Volksarmee Jugoslaviens in deren Reihen ich kämpfe; jederzeit furchtlos und standhaft die mir gestellten Kampfaufgaben durchzuführen, die Anordnungen meiner Vorgesetzten genau und sofort zu erfüllen und der Sache der freiheitsliebenden Völker bis zum Tode getreu zu sein.

Ich bin bereit jede Strafe für ein Vergehen gegen diesen Eid auf mich zu nehmen. Dieser Eid verbindet mich unlösbar mit der Volksarmee Jugoslaviens, mit allen freiheitsliebenden Nationen im Kampfe um die Befreiung aller Völker und damit auch meines österreichischen Volkes von der deutschen Unterdrückung und Okkupation.

Tod dem Faschismus - Freiheit dem Volke!

Unsere Zeitung

erscheint in ernster Stunde, in einer Zeit, wo von unserem Kampf das Schicksal und die Zukunft Österreichs abhängt.

Unser politisches Programm ist ausgedrückt in unserem Kampfziel: für ein freies, demokratisches und unabhängiges Österreich.

Wir wollen für die Stärkung, Festigung und Entfaltung der österreichischen Freiheitsfront wirken, in der die Einheit des österreichischen Volkes verwirklicht wird.

Wir sind daher kein Parteiorgan, sondern ein Sprachrohr Österreichs, eine Zeitung an der Angehörige aller österreichischen Parteirichtungen mitarbeiten, eine Zeitung aller Schichten des österreichischen Volkes — Arbeiter, Bauern, Bürger und Intellektuelle — aller Österreicher, ob jung oder alt, ob Mann oder Frau.

Unsere Zeitung ist ein Kampforgan und sie stellt sich als Aufgabe den Kampf gegen die deutsche Fremdherrschaft zu organisieren und zu fördern, vor allem den bewaffneten Kampf. Wir werden ständig über die Kampfaktionen der österreichischen Patrioten, über die Kampftätigkeit der österreichischen Formation in der Volksarmee Sloveniens berichten.

Der Wahlspruch unserer Zeitung ist die Losung der Freiheitsfront:

Für Frieden!

Für Freiheit!

Für Österreich!

[illegible] und Österreich

[illegible] Anschluss, der in Wirklichkeit [illegible] es a's eine gewaltsame Okkupation war, ist für Österreich nichts als Unglück gewesen. Das ist heute so offenkundig, [illegible] die Nazi nicht mehr zu bemänteln [illegible] versuchen alles gewissermassen [illegible] lichen Zufall hinzustellen, als [illegible] lich unvorhergesehenen Krieges. In Wirklichkeit war die Besetzung Österreichs ein Teil der verbrecherischen Ideologie Hitlers und Deutschland hat sich [illegible] zweiten Weltkrieg vorbereitet. In Wirklichkeit ist immer schon für Österreich jede Verbindung mit Deutschland ein Unglück gewesen.

Das Deutsche Reich ist bekanntlich durch Krieg entstanden. Und es ist durchaus kein Zufall, dass an seinem Anfang der Krieg Preussens gegen Österreich im Jahre 1866 stand. Damals hallte der Schreckensruf „die Preussen kommen!" durch die österreichischen Lande und schon damals zeigte sich der preussische Militarismus in seiner nackten, brutalen Form. Gleich nach der Bildung des Deutschen Reiches trachteten die deutschen Imperialisten mit aller Kraft danach, Österreich als Werkzeug zur Unterwerfung der slavischen Völker zu benützen. Schon damals erbotteten sie mit verräterischen Agenten in Österreich selbst, die mit grossdeutschen Phrasen und Lügen die Völker des alten Österreich gegeneinander hetzten, um Deutschland das Spiel zu erleichtern. Die Folge war, dass Österreich durch Deutschland in den ersten Weltkrieg hineingetrieben wurde. Jedesmal wenn Österreich versuchte sich aus den deutschen Fesseln zu lösen, drohten die deutschen Machthaber mit Waffengewalt den Gehorsam Österreichs zu erzwingen. So blieb Österreich an der Seite Deutschlands und die Folgen waren die schweren und tragischen Jahre in Österreich in der Zeit nach dem ersten Weltkrieg. Die deutschen Betrüger haben sich krampfhaft bemüht, das Unglück Österreichs auf die Erhebung des Volkes zurückzuführen, während in Wirklichkeit sie selbst und ihr verfluchter Krieg daran schuld waren.

Sofort nach der Niederlage des Jahres 1918 setzten die Deutschen ihre Wühlarbeit in Österreich fort. Wieder begannen sie vom „grossdeutschen Reich" zu faseln, während gleichzeitig ihre Agenten alles taten um Österreich den Lebensfaden abzuschneiden. Sie sprachen von der angeblichen „Lebensunfähigkeit Österreichs" kauften gleichzeitig alle wichtigen österreichischen Betriebe auf und legten sie still, wie zum Beispiel die „Alpine Montan-Gesellschaft". Sie verschärften mit allen Mitteln die Krise in Österreich um im Trüben fischen zu können. Besonders offen gingen sie vor, nachdem Hitler in Deutschland zur Macht gelangt war. Die Herren sollen nicht glauben, dass wir ihre Mord- und Terrorakte, ihre unterirdische Wühlarbeit, ihre gemeinen wirtschaftlichen Druckmittel vergessen haben. Sie haben alles getan um in Österreich Not und Elend zu erzeugen, um Österreich zu schwächen, so dass es eine leichte Beute für sie wird. Als es ihnen trotzdem nicht gelang Österreich von innen her zu erobern, liessen sie einfach die Reichswehr einmarschieren.

Es sind jetzt sechseinhalb Jahre her, dass Österreich seine Selbstständigkeit verloren hat. Schon das erste Jahr zeigte, dass Österreich als Provinz Deutschlands keine Vorteile, sondern nur Schadenerlitten hat. Aber die Bevölkerung Österreichs war ja für die Deutschen nur der Weg zum Kriege und sie haben offen ausgesprochen, dass Österreich für sie nur das Sprungbrett zum Südosten, zur Eroberung des Balkans, zum Krieg gegen die Sowjetunion sein soll. Sei haben unser Österreich in diesen Krieg hineingezerrt und jetzt wollen sie es zum Schlachtfeld machen. Blut, Not, Tränen und Katastrophe — das bringt die Verbindung mit Deutschland.

F. Strasb

Die Verbündeten für Österreich

Etwas mehr als ein Jahr ist es her, seit die **Moskauer - Konferenz** der drei demokratischen Grossmächte — Grossbritanien, Sowjetunion und die Vereinigte Staaten Amerikas — die Deklaration über Österreich beschloss. Heute, wo der Sieg der verbündeten Nationen schon ganz nahe ist, ist es nützlich, alle Österreicher an diese Deklaration zu erinnern.

Die drei verbündeten Grossmächte erklärten wörtlich: „dass Österreich, das erste freie Land, das der Hitler — Aggression zum Opfer gefallen ist, von der deutschen Herrschaft befreit werden muss;" Sie betrachten den sogenannten „Anschluss" der Österreich aufgezwungen wurde, „als nicht bestehend und nicht rechtskräftig". Sie erklärten weiter, dass es ihr Wunsch ist, „ein freies und unabhängiges Österreich wieder hergestellt zu sehen und dadurch dem österreichischen Volk ebenso wie den anderen Nachbarstaaten, die vor denselben Problemen stehen werden, die Möglichkeit zu geben, die jenige politische und wirtschaftliche Sicherheit zu finden, die die einzige Grundlage eines dauerhaften Friedens ist."

Das Ziel der Verbündeten in bezug auf Österreich ist also klar: ein freies, unabhängiges und demokratisches Österreich, das in Frieden und Freundschaft mit seinen Nachbarn lebt und dessen wirtschaftlicher Bestand gesichert ist. Was können wir Österreicher uns besseres wünschen?

Aber vergessen wir nicht, dass die Moskauer -Konferenz gleichzeitig mit Recht die Feststellung machte, dass Österreich „für die Teilnahme am Kriege auf Seiten Hitler — Deutschlands eine Verantwortung trägt, und die es nicht herumkommt, und dass bei der endgültigen Regelung unvermeidlich sein eigener Beitrag zu seiner Befreiung berücksichtigt werden wird."

Darum geht es jetzt für uns: **unsere eigener Beitrag zu unserer Befreiung!** Dieser Beitrag kann nur im unermüdlichen und unerschrockenen Kampf gegen die deutsche Fremdherrschaft bestehen. Dieser Beitrag kann nur im bewaffneten **Volkskrieg** gegen die deutschen Fachisten bestehen. Erfüllen wir diese Aufgabe, so ist unsere Zukunft gesichert. Wir können und werden sie erfüllen.

Dreimal ROT—WEISS—ROT

Rot-weiss-rot ist die Fahne der österreichischen Freiheitsfront, sind die Farben des ersten österreichischen Bataillons in Slowenien. Rot-weiss-rot ist die alte traditionelle österreichische Fahne.

Vor mehr als tausend Jahren — als Österreich entstand — flatterte diese Fahne den österreichischen Kämpfern bereits voran. Österreich bildete sich als Staat heraus zu einer Zeit als es noch lange keine deutsche Nation gab und rot-weiss-rot war seine Farbe. Die Babenberger regierten damals in Österreich und viele Wahrzeichen unserer Heimat, vor allem in **Wien** erinnern heute noch an sie. Österreich war schon damals eine Kulturstätte und den meisten Gebieten aus denen später Deutschland entstand weit voraus. Österreich wuchs und erstarkte in enger Gemeinschaft mit den slavischen Nachbarvölkern im Süden und Norden. Das rot-weiss rote Wappenschild war das Zeichen der Selbstständigkeit Österreichs, seines eigenen Staatswesens, seiner Eigenart und seiner eigenen Entwicklung.

Nach dem Zusammenbruch des Habsburgerreiches kam die rot-weiss-rote Fahne wieder zur Geltung. Zum zweitenmal wurde sie zum Wahrzeichen Österreichs, sie wurde zur Fahne der österreichischen Republik. Zwanzig Jahre wehte sie offen und frei und sie blieb auch unsere Fahne als Hitler sie 1938 in den Schmutz trat.

Es ist oft so, dass man das was man hat erst schätzen lernt, wenn man es verloren hat und wiedergewinnen muss. Wir Österreicher haben in der Zeit der Republik unsere staatliche Selbstständigkeit gering geschätzt und unserer Fahne wenig Beachtung geschenkt.

Wir waren nicht erfüllt vom nationalen, patriotischen Geist für unsere Unabhängigkeit als Volk, wir waren nicht einheitlich und nicht entschlossen genug als es galt, unsere Selbstständigkeit zu verteidigen.

Wir erheben heute wieder die rot-weiss-rote Fahne im Zeichen der Einheit unseres Volkes. Sie soll uns voranwehen im Kampf gegen die deutsche Fremdherrschaft, für die Wiederherstellung Österreichs. Sie soll das Wahrzeichen eines freien und demokratischen Staates sein, der imstande ist den Faschismus mit der Wurzel auszurotten, ein Bollwerk gegen die deutsche Aggression zu sein und seinen Staatsbürgern volle politische Freiheit und wirtschaftliche Sicherheit zu geben.

Zur Nachahmung in Österreich

Als die Rote Armee bei ihrem Vormarsch in Ungarn sich der Stadt Miskolc näherte, rief das deutsche Kommando die Arbeiter auf zur Verteidigung der Stadt zusammen mit den Hitlertruppen und bewaffnete sie. Die Arbeiter, ihrer Nationalität nach Ungarn, Slowaken und Tschechen, nahmen die Waffen, folgten aber eifrig auf die Seite der Roten Armee über und kämpften zusammen mit dieser für die Befreiung der Stadt von den deutschen Okku-

Schreibt auf alle Wände.
PIEFKE!
Heim ins Reich,
Hinaus aus unserem Österreich!

panten und Faschisten. Durch diese entschlossene Aktion der Arbeiter wurde nicht nur die Befreiung der Stadt beschleunigt, sondern auch die durch die Deutschen beabsichtigten Zerstörungen verhindert.

Österreichische Arbeiter!

Bald wird die Rote Armee auch bei uns einmarschieren. Bereitet euch vor, um im gegebenen Augenblick nach dem Beispiel der Miskolcer Arbeiter zu handeln. Nicht gegen — sondern zusammen mit der Roten Armee kämpfen, dieser Ruf ergeht an euch von den Arbeitern der Stadt Miskolc.

Die Frauen - Kämpfer gegen die deutsche Fremdherrschaft

Wir werden hier nicht das unerträglich schwere Leben schildern, das heute die Frau in der Stadt ebenso wie auf dem Lande führt. Wir brauchen dies nicht zu tun, weil die Frauen diese fürchterliche Last die auf sie drückt, ja täglich spüren und wohl auch die Männer sehen und wissen wie schwer heute das Leben der Frauen ist. Wir wollen über etwas anderes sprechen, nämlich über den Kampf der Frauen gegen den Hitlerizig und die deutsche Fremdherrschaft.

Die Bedeutung die heute die Frauen im Produktionsprozess, sowohl in der Industrie wie auch in der Landwirtschaft haben, wird von den Nazi selbst immer wieder unterstrichen. Deutsche Frauen Betrüger, die frucher ein trautes Heim versprachen und mit grösster Lautstärke brüllten die Frau gehört an den Kochtopf, diese gewissenlosen Verbrecher stecken die Frauen heute in die Giftgruben der Kriegsbetriebe. Sie nehmen das Maul voll von der Bedeutung der gewaltigen Arbeit, die von den Frauen geleistet wird und wollen damit nur erreichen, dass die Frauen geduldig und ergeben weiter arbeiten um auf diese Weise das Leben der Nazibonzen zu verlängern. Richtig an dem ganzen Phrasengeklingel ist nur eines: ohne die angestrengte Arbeit der Frauen besonders der Hitlerjaschisten den Krieg schon lengst nicht mehr weiterführen. Die Nazi sind auf die Arbeit der Frau angewiesen es ist nicht wichtsächlich für Leben davon ab, denn wenn die Frauen die Arbeit einstellen, so hängen die Kriegsverbrecher und Nazibonzen bald am Galgen.

Aber gerade darin, dass die Nazi die Frauen unbedingt brauchen liegt auch die Stärke der Frauen. Nehmen wir einen beliebigen Betrieb an schauen wir uns dort die Belegschaften an, so sehen wir sofort, dass neben den ausländischen Arbeitern fast ausschliesslich Frauen beschäftigt sind. Genau so schaut es im Dorfe aus. Die deutschen Komissare in den Betrieben, die Herren Betriebsführer, sind ebenso wie die Bauernführer und Nazi-Bürgermeister schon drangekommen, dass mit den Frauen nicht gut Kirschen essen ist, wenn diese erst einmal erkannt haben was für eine Macht sie heute darstellen.

Es gibt bereits Dutzende Fälle wo die Frauen in der vordersten Kampffront gegen die deutsche Fremdherrschaft, für unser Österreich stehen. Es hat sich gezeigt, dass die Frauen oft mehr Mut aufbringen als die Männer. Allerdings gibt es auch Frauen, die nur jammern und immer wieder sagen, wir können nichts machen, bei uns im Betrieb oder im Dorf gibt es schon keinen Mann mehr und wir Frauen sind zu schwach. Es ist die Aufgabe der bewussten, kampfgewillten Frauen, die ganze Frauenmasse in den Kampf zu führen, *denn in dem schweren Ringen gegen die deutschen Okkupanten müssen wir fest zusammenstehen.*

Wir leben jetzt in entscheidenden Tagen. Von dem was wir jetzt tun, wird abhängen wie wir später leben. Das muss auch jeder Frau vor Augen stehen. Will sie Frieden und eine glückliche Familie haben, so muss sie jetzt mitkämpfen für ein freies, unabhängiges und demokratisches Österreich.

Wie sollen die Frauen kämpfen? Sie müssen da proletarischen Gewerkschaften und den Nazi auf Schritt und Tritt die Verachtung der Österreicher zu spüren geben. Sie sollen vorbereiten zur Organisation der österreichischen Freiheitsfront *wo die Frauen sind gute Organisatoren und sie haben überall, im Betrieb, in dem Geschäft wo sie einkaufen, in dem Hause wo sie wohnen viele Gelegenheiten organisierend zu wirken.*

Aber das ist noch nicht alles. Die Frauen müssen auf die Männer einwirken, dass diese die Raubarmee Hitlers verlassen und für ihre Heimat, für Oesterreich kämpfen. *Sie müssen und können selbst aktiv den bewaffneten Kampf gegen die deutschen Okkupanten unterstützen.*

Die Deutschen wollen jetzt, wo die verbündeten Armeen immer näher an Oesterreich heranrücken, die Oesterreicher wie [illegible] Deutschland verschleppen. Von den [illegible] allem wird es abhängen ob [illegible] liche Plan gelingt. Wenn die [illegible] weigern ihre Heimat, Haus und Hof [illegible] lassen so sind die Nazivorbrecher [illegible]. Und welche Frau wird sich [illegible] willig von ihrem Haus, ihrer Wohnung trennen, wenn sie [illegible] einmal weiss, dass sie von der Roten Armee nichts zu befürchten hat sondern im Gegenteil die Rote Armee ihr und ihrem Lande Frieden und Freiheit bringt.

Oft bereits in der Geschichte haben die [illegible] reichischen Frauen gezeigt, dass die Heldi[illegible] zu kämpfen verstehen. Sie sind auch [illegible] — in den schwersten Tagen die Oesterreich [illegible] male durchlebte — Vorkämpfer für die Freiheit ihres Volkes und ihrer Heimat.

Der Volkssturm — die modernen Veteranen

Bei uns in Österreich hat es früher öfter Veteranenaufmärsche und Paraden gegeben. Da marschierten alte, zittrige Mandeln mit verstaubten Fahnen und Phantasieuniformen über die Strasse. Unter dieser Aufmarsche entstand ein Volkslied das so begann: „Heidedeiro, sie kommen schon daher, die Hitschi-Hatschi-Kriegswaisen, d' Extra-Militär".

Auf den Volkssturm passt dieses Lied wie angegossen. Die Nazi selbst nennen ihn ja das „Extra-Militär", das den Sieg erringen soll. Ausrüstung und Uniform bekommt der Volkssturm auch nicht geliefert, jeder zieht sich halt irgendeinen alten Fetzen an den er zuhause hat oder geschenkt bekommt. Wozu werden die Deutschen den Todeskandidaten, dem ordinärsten Kanonenfutter noch Uniformen liefern? Da genügt eine Armbinde, der Tang kann ja auch so über den Jugendlichen oder den Greis hinwegrollen.

So ein Veteranenaufmarsch früher, das war nichts als a' Hetz. Die Leute haben gelacht und dann sind sie nachhause gegangen Kaffee trinken. Der Volkssturm, der schäbiger ausschaut als die verstaubtesten Veteranen, ist alles andere als eine Hetz. Da geht's nicht zum Kaffee, - da geht's in den Tod. Von oben bis unten sind die Nazibanditen das Kommandanten und die haben ja nur die eine Sorge, das Volk in den Tod zu hetzen um ihr eigenes schurkisches Leben zu verlängern.

Alle Österreicher, — Gesunde und Kranke, Kinder und Greise, Männer und Frauen - sind heute vor die Wahl gestellt: für die Hitlerbande zu sterben oder für die Freiheit Österreichs zu kämpfen. Einen goldenen Mittelweg gibt es nicht. Entweder, für Hitler sein, das heisst mit ihm und seiner Gaunerbande in kurzer Zeit schmachvoll untergehen. Oder, gegen Hitler kämpfen, das kostet zwar auch Opfer, [illegible] ist der einzige Weg, der unser Vaterland und unser Volk zu einem neuen, schönen und glücklichen Leben führt.

Wir dürfen uns von den nahe an [illegible] Grenzen stehenden Freiheitsarmeen nicht mehr länger mehmen lassen uns zu Pfeifen zu [illegible]. Hitler soll seine „Ostmärker" nun von einer anderen Seite kennen lernen. Er soll den Volkssturm haben, nach dem er verlangt, aber einen solchen, der seiner Tyrannenherrschaft in Österreich ein rasches Ende bereitet.

Johann Berger

Schreibt überall hin

O. F. F. - das Zeichen der österreichischen Freiheitsfront!

Die Lage an den Fronten

Zur Zeit der Drucklegung unserer Zeitung ist die Lage an den Fronten folgendermassen: Im Westen hat die Offensive der Amerikaner und Franzosen die Verbündeten an den Rhein gebracht. Damit sind alle Eroberungen Hitlers im Westen, mit Ausnahme einiges kleinen Teiles von Holland, verloren gegangen. Die Verbündeten [illegible] bereits an der ganzen Frontlänge an der deutschen Grenze, die sie an vielen Stellen überschritten haben. Nach der Eroberung von Aachen sind die amerikanischen Truppen weiter vorgestossen, stehen nur noch einige Kilometer von Düren und ungefähr 30 Kilometer von Köln entfernt. Die von Göbbels so gepriesene angebliche Stabilisierung der Front im Westen hat gerade zwei Monate gedauert.

Im Osten hat die Offensive der Roten Armee bereits zur Eroberung von mehr als der Hälfte Ungarns geführt und die Sowjettruppen stehen direckt vor den Toren Budapest's. Die Hampelmann - Regierung Sallasy ist bereits aus Budapest geflohen. Die Rote Armee steht 50 — 60 Kilometer vor der Österreichischen Grenze. Gleichzeitig ist sie in die Slovakei eingerückt und im Süden säubert die Armee TITO's den jugoslavischen Boden von der Hitler - Armee.

Wir betonen ausdrücklich, dass die militärische Lage so war, als unsere Zeitung in Druck ging, weil täglich eine neue grosse, kombinierte Offensive der Verbündeten von Osten und Westen her erwartet werden kann.

Die politische Lage entspricht der verzweifelten militärischen Situation Hitler - Deutschlands. Seine Isolierung ist jetzt vollständig. Hitler hat so gut wie keinen Verbündeten mehr. Die tödliche Schwächung Deutschlands ist so offenkundig, dass es gar nicht das Indrikeiten Eingeständnisses durch die Gründung des „Volkssturmes" bedürft hätte. Die Mobilisierung der 16 - und 60 - Jährigen, wobei sogar Freiwillige drunter und drüber geworfen werden, spricht eine deutliche Sprache. Kein vernünftiger Mensch kann natürlich glauben, dass der sogenannte Volkssturm auch nur das geringste an dem militärischen Ablauf der Dinge ändern kann.

Dazu kommt die rasche Zuspitzung der wirtschaftlichen Krise in Deutschland. Alles deutet darauf hin, dass das Ende Hitlers nicht mehr fern ist. Die letzte Periode des Kampfes gegen Hitler - Deutschland, in die wir bereits eingetreten sind, müssen wir Österreicher nutzen um uns durch die Tat in die Reihen der Verbündeten Nationen zu stellen.

Von der oesterreichischen Partisanenfront

[illegible] gibt es wenige Partisanenabteilungen in [illegible], aber sie geben den deutschen Okkupanten bereits zu spüren, dass Österreich [illegible] kämpft. Die Nazibonzen und die [illegible] der preussisch-deutschen Unterdrücker [illegible] schon unruhig zu werden. Am stärksten sind unsere Partisanenabteilungen in Steiermark und Kärnten, wo sie Hand in Hand mit den slovenischen Partisanen kämpfen. Aber auch in Tirol, im südlichen Teil von Oberösterreich, da und dort auch in Gebieten Niederösterreichs gibt es bereits Partisanengruppen. In der letzten Zeit erhielten wir folgende Nachrichten über die Kampftätigkeit der österreichischen Partisanen.

Steiermark:

In Feistritz wurde das Elektrizitätswerk durch eine Sprengung schwer beschädigt. Die Partisanen hatten keine Verluste.

Zwischen Bruck an der Mur und Mürzzuschlag führten die oststeirischen Partisanen eine gelungene Aktion auf die Südbahnstrecke durch. Sie brachten einen Militärtransport zur Entgleisung. Durch Eisenbahner hatten sie erfahren, dass ungefähr zwischen 2 und 4 Uhr früh ein Militärzug erwartet wird. Sie legten eine Mine, die durch zwei Partisanen die an der Stelle verblieben, zur Auslösung gebracht wurde. Als tatsächlich der Zug dann ankam wurde die Mine zur Explosion gebracht und der Zug entgleiste. Zur Freude der Partisanen stellte sich heraus, dass auf dem Zug neue Tanks waren, die wahrscheinlich über Graz nach Ungarn befördert werden sollten. Die Begeleitmannschaft war vollkommen überrascht. Als die SS mobilisiert wurde, waren die Partisanen längst über alle Berge.

Im Gesäuse haben einige beherzte Patrioten eine Steinlawine ins Rollen gebracht, wobei die Eisenbahnlinie verlegt und zum Teil zerstört wurde. Dadurch wurde eine längere Unterbrechung des Zugsverkehrs herbei geführt.

Auf der Eisenbahnstrecke Mürzzuschlag—Semmering blieb vor kurzem ein mit wichtigem Kriegsmaterial beladener Güterzug stecken und konnte nicht mehr weit-r. Es wurde eine dritte Lokomotive herangeholt, aber auch sie dauerte es sehr lange, bis diese Stelle überwunden war. Jemand hatte an der Steigung dieser Strecke die Geleise mit Seife ein geschmiert und so eine fast zweistündige Unterbrechung des Zugsverkehrs bewirkt.

An der elektrischen Fernleitung Steiermark—Niederösterreich wurde im Semmeringgebiet ein Sabotageakt verübt, der das ganze Stromnetz für einige Stunden ausschaltete. Dadurch erlitt die niederösterreichische Kriegsproduktion einen empfindlichen Ausfall. Solche Aktionen müssten jeden Tag ausgeübt werden und zwar an jeder der vielen elektrischen Fernleitungen die unser Land durchziehen; dadurch kann die nazistische Kriegsproduktion empfindlich gestört werden. Den Nazibanditen ist es unmöglich, jede Fernleitung unter Bewachung zu stellen.

Verbreitet dieses Zeitung,
kein Exemplar darf verloren gehen,
von Dutzenden soll sie gelesen werden.

Kärnten:

Nicht weit von Spittal an der Drau wurde die Eisenbahnstrecke an mehreren Stellen zerstört wodurch der Zugsverkehr auf längere Zeit stillgelegt wurde.

Ebenso wurde die Eisenbahnstrecke Klagenfurt—Villach an mehreren Stellen gesprengt und der Verkehr an dieser wichtigen Versorgungslinie unterbunden.

Österreichische Partisanengruppen operieren in unmittelbarer Nähe der Stadt Klagenfurt, im Gebiet des Wörtherzees, und entlang der Eisenbahnstrecke Klagenfurt—St. Veit an der Glan.

Fernor operieren mehrere Partisanengruppen im Gailtal und im Gebiet von Bleiburg, wie auch Ferlach. SS und Gestapo—Truppen, die gegen die Partisanen eingesetzt wurden, erlitten empfindliche Verluste. Die Partisanen verfügen über gute Stützpunkte und Bunker und einen guten Verbindungsdienst und werden ausserdem von der Bevölkerung in jeder Beziehung unterstützt.

In dem Kärntner Ort N. befindet sich ein grosser Lastautopark der deutschen Wehrmacht. Von da aus wird dringliches Heeresgut an die italienische Front befördert. Eines Tages blieben die meisten Autos kurz nach der Ausfahrt stecken und konnten nicht mehr in Gang gebracht werden. Was war geschehen? Einige mutige Frauen und Mädels hatten dem Benzin Zucker beigemischt. Auf diese Weise wurden diese Autos für einige Tage ausser Verkehr gesetzt, weil sie einer Generalreparatur unterzogen werden mussten.

Tirol:

In Osttirol unweit Lienz wurde ein Wehrmachtslager niedergebrannt. Ein Teil der Wachmannschaft machte mit den Partisanen gemeinsame Sache und hat sich ihnen nach der Aktion angeschlossen.

Salzkammergut:

In der Nähe von Aussee wurde das Anwesen eines nazistischen Volksverräters, — der schon Dutzende Österreicher denunzierte, in das Konzentrationslager brachte und einige an den Henker, — niedergebrannt und er selbst erschossen.

Salzburg:

Auf die Eisenbahnstrecke Salzburg — Bischofshofen wurde beim Pass Lueg von einer in diesem Gebiet operierenden kleinen Partisanengruppe ein Anschlag verübt, der aber leider nicht in vollem Umfang gelang, aber immerhin für einige Stunden den Verkehr auf dieser für die Italienfront wichtigen Strecke lahmlegte.

Wien:

Bei einem der letzten Fliegerangriffe auf Wien ereignete sich in einem Kriegsbetriebe folgendes: die Arbeiter stellten, ehe sie in den Luftschutzkeller gingen die Maschinen auf höchste Tourengeschwindigkeit. Nach der Entwarnung waren die meisten Maschinen kaput und die Kriegsproduktion auf längere Zeit stillgelegt.

Verstärkt überall den Kampf gegen die deutschen Okkupanten!

Nazibonzen im Speck — das Volk im Dreck

Die Naziführer predigen Wasser und trinken Wein. Vom Volke verlangen sie Opfer auf Opfer aber selbst lassen sie sich nichts abgehen. Beim letzten Bombenangriff auf Wien ist wieder so ein Kerl entlarvt worden. Als das Haus in dem er wohnte geräumt werden musste, stellte sich heraus, dass seine Wohnung und der dazu gehörige Keller mit Lebensmitteln vollgestopft waren. Er wurde natürlich nicht verhaftet, sondern seine Lager von „amtswegen" in seine Ausweichwohnung transportiert. Es handelt sich um den Stabsleiter Gottfried Prader, Wien, Margarethen, Mitterfeig.

Die anderen Naziführer sind dieselben Schufte.

SCHIRACH ausgepfiffen!

Anfang November d. J. hat der Gauner leiter der Nazi von Wien, der Preusse Baldur von Schirach eine Ansprache vor österreichischen Soldaten halten wollen, die an die Front geschickt wurden. Als er vom Sterben fürs deutsche Vaterland sprach, entstand ein solcher Tumult, dass er seine Rede abbrechen musste!

Noch besser wäre es, wenn unsere österreichischen Soldaten statt an die Front zu gehen um dort für die Preussen zu sterben in der Heimat für Österreich kämpfen würden.

Hört

die Radiosendungen der österreichischen Freiheitsbewegung.

Sender „Österreich":

Täglich sechs Sendungen u. zw. zu folgenden Zeiten: 7,40, — 11,30, — 17,30, — 20, — 22, Uhr und um halb ein Uhr nachts. Die Sendungen erfolgen auf den Wellen: 26, — 28, — 34, — 40 und 47 Meter. [illegible] Zur Bekämpfung der [illegible] Sender werden diese Wellen [illegible] teils abwechselnd benutzt, [illegible] chen berücksichtigt werden [illegible] Sie auch etwas vor und nach [illegible] führten Wellenlängen, da Abweich[illegible] möglich sind.

„Österreichischer Freiheitssender":

Sendet täglich einmal und zwar [illegible] 20 Uhr 30 Minuten bis 20 Uhr 45 Minuten auf Kurzwelle 49.

Verbreiten Sie das in diesem [illegible] Gehörte im Kreise Ihrer Bekannten [illegible] unter verlässlichen Anwesenden [illegible] ner für Sie am besten geeigneten Weise.

(DOW N°4063)

DER ÖSTERREICHISCHE FREIHEITSKAMPFER

antifaschistisches Blatt für Frieden, Freiheit und Einigkeit

Wien Ende Dezember 1944

ABSCHREIBEN ! WEITERVERBREITEN !

UNSER ALLER KAMPF !

Das ganze österreichische Volk in voller Einmütigkeit [illegible] nichts sehnlicher als seine Befreiung vom blutigen Joch der Nazi-Unterdrücker. Jeder Österreicher weiss auch, dass wir auf die Befreiung nicht warten dürfen, sondern selber unseren Teil dazu beitragen müssen. Woher kommt es, dass wir trotzdem auch heute noch weiter für die braunen Kriegsverbrecher kämpfen und arbeiten und dadurch täglich neue Schuld zu unserer grossen Mitschuld an diesem Massenmorden auf uns laden, statt endlich unseren Platz an der Seite der freiheitsliebenden Völker einzunehmen und für Frieden, Frdiheit und unsere glückliche Zukunft zu kämpfen. Woran liegt es, dass trotzdem unsere Brüder und Söhne weiter an den Fronten für unsere deutschen Zwingherren töten und sich töten lassen, und dass wir in der Heimat weiter täglich im Luftkrieg unser Hab und Gut und unseren Kopf riskieren, nur damit die hitlersche Raubmörderbande ihren Krieg noch eine Weile länger hinausziehen kann?

Der Grund für dieser unser verhängnisvolles Weiterwurschteln das wir vielleicht einmal werden bitter büssen müssen -- liegt in unserem Irrtum vom W a r t e n auf den "entscheidenden Augenblick": Bist nicht auch Du ehrlich bereit, für Österreichs Befreiung aufzustehen und mutig zu kämpfen.....," wenn der entscheidende Augenblick gekommen ist"? Und so warten wir alle mit dem Herzen auf diesen Moment, während unsere Hände weiter für den Nazikrieg arbeiten und weiter Tod und Ruinen über unsere Verbündeten bringen statt ihnen endlich im gemeinsamen Befreiungskampf zu helfen ! Oder soll dieser entscheidende Moment erst kommen, wenn sie unsere Mithilfe nicht mehr brauchen? Wenn sie bereits allein Österreich befreien , während immer noch Österreicher auf sie schiessen, mit Waffen, die Österreicher erzeugt haben?- Mit diesem Warten auf den entscheidenden Augenblick betäuben wir blos unser Gewissen über unsere täglich wachsende Mitschuld am Kriegsverbrechen.

Solange wir aber nur warten, kann dieser"entscheidende Augenblick" gar nicht kommen ! Wie soll dann derselbe Mensch, der sich heute noch von den Drohungen jedes kleinen Nazifunktionärs in seinen Betrieb einschüchtern lässt und keinen Widerstand wagt, wenn es lediglich um eine Mark bei einer Sammlung oder um eine halbe Arbeitsstunde nach Fliegeralarm geht,- wie soll derselbe Mensch morgen auf ein bloses Signal hin zu den Waffen gegen unsere Sklavenhalter greifen? Wie soll er, der heute seinen nächsten Arbeitskollegen misstraut und sie als Feiglinge und unverlässlich verachtet und der sich verständnislos von den ausländischen Arbeitern fort hält, morgen Schulter an Schulter mit ihnen zum Kampf aufstehen?

Nein, durch Zuwarten können wir unsere Schwächen und Mängel nicht überwinden, sondern nur durch Schulung und Erfahrung im täglichen Kampf !

Dazu ist notwendig, dass wir uns nicht in phantastische Träume und Pläne verlieren und uns den Befreiungskampf nicht in der Form von

II.18.a Mot d'ordre légèrement différent : Paix, Liberté, Unité !

einzelnen sensationellen Taten einiger beherzter Männer vorbei.
Dieser Kampf muss im Gegenteil viel unromantischer, aber auch wirksamer geführt werden, indem nämlich jetzt schon jeder Mann und jede Frau, jeder Bursch und jedes Mädel, ja jedes Kind und jeder Greis Tag für Tag und Stunde, an dem Platz, auf dem er gerade steht, unermüdlich und unerschrocken alles tut, um den Kriegkrieg zu sabotieren und die Blutherrschaft der Nazi wirksam zu schwächen,-- und alles unterlässt, was die deutschen Unterdrücker bei ihrer Kriegsverlängerung stärkt und ihnen nützt.

Was müssen wir also tun ?

1.) Wir müssen sofort alle ehrlichen Nazigegner in unserem Betrieb, unserer Arbeitsstätte, unserer Kaserne, unserem Wohnhaus zu einer Kampfgemeinschaft sammeln, in der sich einer auf den anderen verlassen kann. Dazu ist niemand zu schlecht oder unbrauchbar, wenn er nur kein Nazigegner ist. Alter Geschlecht und Nationalität spielen dabei ebensowenig Rolle wie alte politische Meinungsverschiedenheiten, die heute nur den Nazi nützen. Jeder, den die Nazi für ihren Krieg missbrauchen, ist auch geeignet den Kampf gegen Krieg und Unterdrückung mit aufzunehmen.

2.) Diese Kampfgemeinschaft muss den Nazi-Terror an Ort und Stelle brechen. Die Nazibonzen sind ja machtlos, wenn wir einige sind !
Wenn die Mehrheit in einem Betrieb oder Haus z.B. bei den Sammlungen kein Geld mehr zur Kriegsverlängerung gibt, wenn die Mehrheit nach Fliegerangriffen gleich nachhause geht, wenn die Mehrheit entfallene Arbeitsstunden nicht nacharbeitet, wenn die Mehrheit sich nicht hetzen und schinden lässt, dann können die Nazi nichts machen, denn sie brauchen uns ja! Eine der wichtigsten Kampfaufgaben der Gruppe ist es darum auch, den energischen Widerstand gegen Bestrafung einzelner "Radelsführer" zu organisieren, Verhaftungen zu verhindern und überhaupt ständig für die politischen Gefangenen einzutreten.

3.) Wir müssen es als unsere alltägliche Pflicht ansehen, ununterbrochen Sabotage - Akte in unserem Betrieb zu organisieren und mit unermüdlicher Erfindungsgabe immer wieder neue Mittel zu erdenken, mit denen die ganze Belegschaft die Kriegsproduktion und den Kriegsverkehr (und jede Arbeit ist heute kriegswichtig!) schwächt und womöglich lahmlegt. Jeder einzelne muss bei jedem Handgriff, bei jedem Gedanken diese alltäglichen Pflichten ständig im Auge haben !

So und nur so können alle Kräfte des ganzen österreichischen Volkes zum Befreiungskampf aktiviert und geschult werden und sich im entscheidenden Augenblick-- das heisst also: heute schon! -- auf Seite der freiheitsliebenden Völker gegen die blutige Geissel der braunen Pest einsetzen.
Auch Du darfst keine kostbare Zeit mehr mit Warten,"Bereithalten" und Pläneschmieden vergeuden, sondern musst heute schon auf dem Platz an dem Du stehst, den hartnäckigen, täglichen, unermüdlichen Kampf aufnehmen
für Frieden, Freiheit
und ein gesichertes, menschenwürdiges Leben in einem demokratischen, freien

Denn der entscheidende Augenblick ist näher als !

Denk daran, mit welchen Mühen und Gefahren dieses Blatt hergestellt worden ist und hilf deshalb nach Kräften mit, es weiterzuverbreiten !

Alle anständigen Österreicher müssen seinen Inhalt kennen lernen!

Sollte dieses Blatt in die Hände eines Polizisten kommen, so soll er wissen, dass es nicht ihn angeht! Auch er hat die zu entscheiden: mit den Nazi in den Untergang oder mit den österreichischen Freiheitskämpfern in eine glückliche Zukunft.

)

II.18.c

Wir kapitulieren!

Wiener und Wienerinnen!

Wollt Ihr, daß Euer Besitz zertrümmert wird, nur weil es einigen Nazis das Leben verlängert, wollt Ihr, daß zu den Millionen Opfern noch nutzlose Hunderdtausende dazukommen?

Wir appellieren an Eure Vernunft, an Euer Herz. Macht Schluß mit der Nazityrannei. Gehen wir zusammen und brechen wir die Gewalt der Nazi, den jeder Kampf ist zwecklos, ja nutzlos! Daher kapitulieren wir!

Wiener Frauen!

Denkt an Eure Männer, an Eure Söhne, opfert sie nicht nutzlos, denkt an Eure Kinder, die unsere Zukunft sind und die in der HJ. hingeschlachtet **werden. Klärt sie auf, daß der Kampf, den sie für Hitler führen ein Verbrechen ist und nie zum Siege führen kann.**

Hindert die Soldaten aus Häusern Festungen zu machen, laßt die Nazis nicht aus den Häusern schießen, denn das wäre das Ende unserer einst so schönen Stadt.

Für uns Wiener gibt es nur eine Möglichkeit, wenn wir uns und unsere herrliche Heimatstadt retten und erhalten wollen, daß wir alles daransetzen, daß wir

kapitulieren!!!

Die Freiheitsbewegung Österreichs.

Preßburg, den 4. April 1945.

DBH-Druckerei 57.

II.19 Reproduction, en format réduit, d'une affiche du Mouvement de libération de l'Autriche, imprimée en avril 1945 à Bratislava (Tchécoslovaquie) déjà libérée.

III. LA RÉPRESSION

1. La liste des premières victimes
2. Rapport final de la gestapo sur le « Groupe Lederer » - conservateur
3. Jugement dans l'affaire de l'étudiante Kästenbauer - communiste
4. Jugement dans l'affaire du cheminot Gruber - socialiste
5. Condamnation et exécution du soldat Volkmann, originaire du Voralberg
6. Condamnation de Rosa Hofmann, couturière à Salzbourg
7. Condamnation du gendarme Hiebler de Graz
8. Condamnation d'un groupe de résistants de Haute-Autriche
9. Acte d'accusation contre cinq ouvriers pour activités « visant à séparer par la force un territoire appartenant au Reich et à changer la constitution du Reich ».

Les documents ont été choisis de manière à faire ressortir le large éventail politique et géographique de la Résistance. Pour la même raison, nous avons inséré trois dossiers à peu près complets, tandis que nous nous sommes contentés de donner pour d'autres la reproduction de la première page des jugements.

hingerichtet am:

Vogl Otto, geboren am 20. August 1919 in Wien,
wohnhaft Wien 2, Praterstraße,
Verwandte: Vater August Vogl ..... 16. März 1939

Mattischek Franz, geboren am 25. März 1915
in Wolfsegg, Oberdrau
wohnhaft in Attnang-Puchheim,
Verwandte: Vater ..... 1. Dezember 1939
Göschler Hermann, geboren am 20. Februar 1915
in Gradnigg
Verwandte: Mutter ..... 1. Dezember 1939
Haiden Richard, geboren am 10. April 1898 in
Leoben,
wohnhaft in Eisenerz,
Verwandte: Ehefrau Clara ..... 7. Dezember 1939
Beiker Walter, geboren am 19. Mai 1888 in Wien,
Verwandte: Bruder Alfred ..... 7. Dezember 1939
Endstrasser Karl, geboren am 3. Dezember 1904
in St. Johann/Tirol
wohnhaft in Graz, Wiener Straße 53,
Verwandte: Frau Erna ..... 15. Dezember 1939
Zierler Adolf, geboren am 16. März 1917 in
Frauschersk,
wohnhaft in Riesengrois,
Verwandte: Stiefvater ..... 15. Dezember 1939
Steininger Rudolf, geboren am 9. April 1894
in Marbach im Feld,
wohnhaft in Wien, Margaretenstraße 134 15. Dezember 1939
Streyczek Anton, geboren am 25. Februar 1899
in Rannersdorf,
wohnhaft in St. Pölten ..... 22. Dezember 1939
Mittendorfer Franz, geboren am 10. September
1903 in Binsdorf,
wohnhaft in Salzburg, Landstraße 15 ..... 4. Jänner 1940
Nobis Johann, geboren am 16. April 1899 in
St. Georgen,
wohnhaft in Salzburg,
Verwandte: Vater Peter Nobis ..... 6. Jänner 1940
Reiter Franz, geboren am 28. April 1903 in
Munderfing,
wohnhaft in Salzburg, Straße der SA 18,
Verwandte: Mutter ..... 6. Jänner 1940
Redlinghofer Rudolf, geboren am 31. Oktober
1908 in Wien,
wohnhaft Krems, Spitalgasse 3,
Verwandte: Ehefrau Agnes ..... 11. Jänner 1940

III.1 Reproduction de la liste des soldats exécutés en 1939 et 1940 pour actes de résistance et refus de prêter serment (extraite du livre *Gestorben für Österreich* de Herbert Steiner p. 27-28).

Geheime Staatspolizei
Staatspolizeileitstelle Wien
B.Nr.1716/40g - II A 2

Wien, den 30.Jänner 1941.

Geheim!

Schlussbericht.

Betrifft: III) "Österreichische Freiheitsbewegung"
(Gruppe Dr.Karl Lederer).

Die Staatspolizeileitstelle Wien hat anlässlich der Aufdeckung der unter dem Titel "Österreichische Freiheitsbewegung" bzw. "Freiheitsbewegung Österreich" und "Grossösterreichische Freiheitsbewegung" in Erscheinung getretenen reaktionären Organisationen festgestellt, dass noch eine dritte oppositionelle Gruppe besteht, die ebenfalls eine rührige und hinsichtlich der Zielsetzung ähnlich geartete staatsfeindliche Tätigkeit wie die beiden anderen Gruppen entfaltete.

Im Verlauf des staatspolizeilichen Einschreitens gegen die verschiedenen Gruppen dieser Widerstandsbewegung konnten auch die führenden Funktionäre und ein Teil der aktiven Mitglieder der dritten Gruppe, die sich gleichfalls "Österreichische Freiheitsbewegung" nannte, festgestellt und in der am 22.Juli 1940 und in den folgenden Tagen und Wochen durchgeführten Aktion festgenommen werden. Gleichzeitig wurden in ihren Wohnungen Haussuchungen vorgenommen.

Die bisher durchgeführten Vernehmungen und zu einem vorläufigen Abschluss gebrachten Ermittlungen haben hinsichtlich

III.2.a Rapport final de la gestapo sur le groupe de résistance « Österreichische Freiheitsbewegung » du 30 janvier 1941. (DÖW, N° 3043/6)

des Bestandes und der hochverräterischen Bestrebungen dieser Gruppe der "Österreichischen Freiheitsbewegung" folgendes Bild ergeben:

Der Beginn der Tätigkeit des Führers dieser staatsfeindlichen Organisation, des später genannten Dr.Karl L e d e r e r, fällt bereits in den Herbst des Jahres 1938. Damals war dieser Dr.Karl L e d e r e r schon bemüht, einen Kreis von Personen um sich zu sammeln, die, gleichen politischen Anschauungen huldigend, bereit waren, gemeinsam mit ihm eine reaktionäre Organisation aufzubauen, in der Gleichgesinnte aller früheren Parteischattierungen und dem Nationalsozialismus ablehnend Gegenüberstehende gesammelt werden sollten. Daneben wurden von Dr.Karl L e d e r e r als Führer dieser Organisation Verhandlungen mit den Führern der beiden anderen ihm gleichfalls bekannten staatsfeindlichen Gruppen eingeleitet, die sich vom Herbst 1938 bis zum Sommer 1939 hinzogen und einen Zusammenschluss aller drei Gruppen in einer einheitlichen Widerstandsbewegung unter der Bezeichnung "Österreichische Freiheitsbewegung" bezweckten. Die Verhandlungen haben damals zu keinem Erfolg geführt und sich zerschlagen.

Den bisherigen Feststellungen zufolge ist es Dr.L e d e r e r aber erst im Herbst 1939 gelungen, den organisatorischen Aufbau seiner Gruppe zu aktivieren und durch Gewinnung einer grösseren Anhänger- und Mitarbeiterschaft vorzutreiben. Die politische Zielsetzung dieser Gruppe konnte aus einem von Dr.L e d e r e r verbreiteten und wahrscheinlich auch entworfenen Programm, betitelt "Was wir wollen", entnommen werden.

An der Spitze des Programms steht die Wiedererrichtung eines selbständigen Österreichs unter Loslösung aus dem Verbande des Deutschen Reiches, wobei aber die Frage der Staatsform einem Volksentscheid unterworfen werden sollte. Darüber hinaus

enthält das Programm noch Forderungen sozialer, wirtschaftlicher und kultureller Natur, so dass dasselbe in seiner Gesamtheit dem Programm einer neugegründeten politischen Partei gleichkommt.

Ohne auf die näheren Programmpunkte einzugehen, muss darauf hingewiesen werden, dass dasselbe vornehmlich aus billigen Schlagworten mit berechneter Wirkung auf die breite, politisch ungebildete Masse zusammengesetzt ist (siehe Anlage F,Bl.3).

Ergänzt wird dieses Programm noch durch den aufgefundenen Entwurf eines "Statutes", in welchem in 17 Paragraphen der organisatorische Aufbau dieser Gruppe der "Österreichischen Freiheitsbewegung" behandelt wird. Nach diesem "Statut" sollten neben der politischen, aus Hauptgruppen bestehenden Organisation auch eigene Jugendgruppen, Frauengruppen und militante Formationen gebildet und aufgezogen werden. (Siehe Anlage F,Bl.1,1a

Die Gliederung des organisatorischen Aufbaues, wie er sich einerseits aus dem "Statut" und andererseits aus den ergänzenden Angaben der Hauptmitarbeiter der staatsfeindlichen Gruppen ergibt, ist ebenfalls ein Hinweis für die wohldurchdachte und für einen grosszügigen Ausbau berechnete Planung einer verbotenen politischen Organisation. Wie aus der als Anlage beigegebenen schematischen Darstellung des organisatorischen Aufbaues der "Österreichischen Freiheitsbewegung" hervorgeht, sollte die Führung der "Österreichischen Freiheitsbewegung" in den Händen einer "Obersten Leitung" liegen. Diese besteht aus einem Komitee von 4 Personen, die die Bezeichnung "Hauptleiter" fuhren.

Jedem Hauptleiter sind 10 "Gruppenleiter" unterstellt, die neben der Grundbezeichnung des jeweiligen Hauptleiters die Nummern 1 bis 10 als Kennzeichen erhielten. Diesen Gruppen-

leitern sind in weiterer Folge die "Unterführer", den Unterführern die "Leutnants" und diesen wieder die "Mitglieder 3. und 4.Gliedes" untergeordnet. Die Kennzeichnung und Evidenzhaltung dieser Mitarbeiter und Mitglieder wurde unter Anführung der Grundbezeichnung des Hauptleiters jeweils durch Beifügung einer ein- bis vierstelligen Ziffer erreicht. (Siehe Anlage F).

Um die Organisation auch in finanzieller Hinsicht zu fundieren, wurde von dem als Hauptleiter derselben festgestellten Dr.Karl L e d e r e r über seine Mitarbeiter ein Mitgliedsbeitrag in der Höhe von 1% des Einkommens des jeweiligen Mitgliedes eingehoben. Bei Mitgliedern mit geringerem Einkommen wurde manchmal auch ein Betrag unter diesem Prozentsatz genommen. Daneben war auch eine sogenannte "Verfolgten-Hilfe - V.H." in die Organisation eingebaut worden, die der Unterstützung der Angehörigen von inhaftierten Mitgliedern diente und zu der neben den Mitgliedsbeiträgen noch freiwillige Spenden der Mitglieder eingefordert wurden. Über die Verwendung dieser eingehobenen Gelder konnte bisher keine Klarheit geschaffen werden. Zweifellos wurden sie zur Bestreitung der Kosten der Flugschriftenpropaganda und auch zur Deckung von Spesen seitens des Hauptleiters verwendet, Die Auszahlung von Unterstützungen an Angehörige von Inhaftierten konnte nicht erwiesen werden.

Die Werbearbeit der "Österreichischen Freiheitsbewegung" beruhte auf einer intensiven Propaganda von Mund zu Mund, der einerseits die Propagierung der Idee der Schaffung eines selbständigen Österreichs im Sinne des Programms "Was wir wollen" unter besonderer Betonung der Wiedereinsetzung der Kirche in die früheren Rechte und andererseits die Verbreitung unwahrer und entstellter Nachrichten über die nationalsozialistische Bewegung und alle sonstigen die Öffentlichkeit berührenden

Geschehnisse zu Grunde lagen. Diesem Zwecke diente auch eine von der Führung der "Österreichischen Freiheitsbewegung" herausgegebene Flugschrift, betitelt "Was nicht im V.B. steht", die nach ihrem Erscheinen sofort zur Verbreitung der darin aufscheinenden Nachrichten an die Mitarbeiter der "Österreichischen Freiheitsbewegung" verteilt wurde. In diesen Flugschriften, die immer im Durchschlagverfahren mittels Schreibmaschine hergestellt waren und in unregelmässigen Zeitabschnitten erschienen sind, waren grundsätzlich wissentlich entstellte und in äusserst gehässiger Form gehaltene Nachrichten über Ereignisse des öffentlichen Lebens, Angelegenheiten der Partei sowie der führenden Persönlichkeiten und militärische Ereignisse enthalten, die geeignet waren, das Vertrauen in die nationalsozialistische Staatsführung zu zerstören und die Wehr- und Widerstandskraft des Deutschen Volkes weitgehend zu zersetzen. Der Inhalt dieser Mitteilung ist zweifellos ein Hinweis dafür, dass der überwiegende Teil derselben den Nachrichtensendungen des feindlichen Rundfunks entnommen worden ist.

Von besonderer Bedeutung für die ganze Entwicklung dieser staatsfeindlichen Organisation hat sich auch die Vereidigung der Mitarbeiter und Mitglieder der "Österreichischen Freiheitsbewegung" erwiesen, die von dem Führer der Organisation in Anlehnung an die von dem Führer der "Freiheitsbewegung Österreich", Roman Karl S c h o l z , in seiner Gruppe angewandten Vereidigung eingeführt wurde.

Der Eid hatte folgenden Wortlaut:

" Ich schwöre einen heiligen Eid, dass ich die Österreichische Freiheitsbewegung nach meinen besten Kräften fördern, ihren Vorgesetzten Gehorsam leisten und ihr Geheimnis gegen jedermann wahren werde. Gott ist Zeuge und Rächer meines Eides."

Der Wortlaut und die feierliche Form dieser Vereidigung hat auch seine Wirkung auf die zumeist den kirchlich gebundenen

Kreisen entstammenden Mitglieder und Mitarbeiter nicht verfehlt und diese zum vollen Einsatz im Sinne der staatsfeindlichen Bestrebungen der "Österreichischen Freiheitsbewegung" veranlasst.

Wenn auch in dem von der Führung entworfenen Programm dieser Gruppe der "Österreichischen Freiheitsbewegung" über die Mittel, die zur Erreichung des angestrebten Zieles der Schaffung eines selbständigen Österreichs führen sollten, nichts, oder fast nichts enthalten ist und wenn die massgeblichen Funktionäre dieser Gruppe, insbesonders der bisher bekannt gewordene Hauptleiter derselben glauben machen wollte, dass dieses Ziel auf vollkommen friedlichem Wege nur durch Sammlung einer entsprechenden Majorität der ostmärkischen Bevölkerung erreicht werden sollte, so ist diese Behauptung schon allein durch die erwiesene Tätigkeit, die Flugschriften- und Flüsterpropaganda zur Genüge widerlegt. Eine besondere Bedeutung erhält diese hochverräterische Unternehmung aber durch die geplante Bildung von militanten "Stosstrupps", die bestimmt waren, im geeigneten Augenblick zur Ergreifung der staatlichen Macht eingesetzt zu werden. Zu diesem Zwecke wurde im Rahmen der "Österreichischen Freiheitsbewegung" eine eigene Offiziersgruppe aus zwangspensionierten Offizieren gegründet, der die Aufgabe zugedacht war, diese militanten Stosstrupps zu organisieren und auszubilden. Dieser Umstand in Verbindung mit den Bemühungen des Führers der "Österreichischen Freiheitsbewegung", für diese Trupps Waffen zu beschaffen, beweist hinlänglich die Absicht der führenden Funktionäre, das Ziel der Wiedererrichtung eines selbstandigen österreichischen Staates durch Losreissung der Ostmark aus dem Verbande des Deutschen Reiches wenn nötig auch mit Mitteln der Gewalt durchzusetzen.

Durch die ersten Vernehmungen der Festgenommenen und die

daraus resultierenden weiteren Ermittlungen konnten in den folgenden Wochen zahlreiche weitere aktive Mitarbeiter und Mitglieder dieser staatsfeindlichen Organisation festgestellt und zum Teil festgenommen werden. Die Gesamtzahl der im Zuge dieser staatspolizeilichen Aktion in Haft genommenen Personen beläuft sich auf 40. Hiervon erscheinen 39 einer aktiven Betätigung für die "Österreichische Freiheitsbewegung" und somit der Mitwirkung an der Vorbereitung eines hochverräterischen Unternehmens überwiesen oder doch in einem hohen Grade einer solchen Betätigung dringend verdächtig. Die Namen und Personaldaten dieser Personen sind in beiliegendem Verzeichnis (Anlage E) aufgeführt. Von diesen befinden sich 38 in Schutzhaft.

Darüber hinaus konnten vorläufig durch die bisherigen Feststellungen weitere 60 Personen, teils vereidigte Mitglieder oder Mitarbeiter teils sonstige Mitwisser oder Förderer der "Österreichischen Freiheitsbewegung" ausgeforscht werden. Hiervon sind gegenwärtig 4 Personen zum Heeresdienst eingezogen, deren Freistellung zur Einbeziehung in das ordentliche Verfahren im Wege des Reichskriegsgerichtes eingeleitet wurde. Die Zuführung dieser Personen zum Gericht wird nach Durchführung der entsprechenden Massnahmen zu einem späteren Zeitpunkt erfolgen.

Bei einer Anzahl der in Haft genommenen Personen förderten die vorgenommenen Hausdurchsuchungen aufschlussreiches Beweismaterial zutage. So wurdenunter anderem je ein Exemplar des Programms der "Österreichischen Freiheitsbewegung", betitelt "Was wir wollen", ein Exemplar des "Statuts", beinhaltend die Richtlinien über den Aufbau und die Organisation der "Österreichischen Freiheitsbewegung", 6 Exemplare der illegalen Flugschrift "Was nicht im V.B. steht", 54 Stück Heiligen- und Zwergenbilder, die von einigen Mitarbeitern der "Österreichischen

Freiheitsbewegung" als Mitgliedsausweise ausgegeben wurden, ein solcher Mitgliedsausweis mit der Geheimbezeichnung "1 H 646", verschiedene Mitgliederlisten und Aufzeichnungen über einkassierte Mitglieds- und Spendenbeiträge, verschiedene Aufzeichnungen und Textentwürfe für Zersetzungspropagandaartikel und an einkassierten Mitglieds- und Spendenbeiträge in Bargeld RM 888.20, ferner 2 Infanteriegewehre, 1 Trommelrevolver und diverse Infanterie- und Pistolenmunition gefunden und beschlagnahmt. (Siehe Anlage F, Bl. 4 - 23).

Der den einzelnen Beteiligten zur Last gelegte Sachverhalt ist aus der folgenden Darstellung zu ersehen:

85) Dr. L e d e r e r Karl.

Dr. Karl L e d e r e r ist ein ehelicher Sohn des im Jahre 1937 verstorbenen Juden Alfred Lederer und der Arierin Maria L., geb. Woksch. Nach dem Besuch der Volksschule hat L e d e r e r das Gymnasium absolviert und im Jahre 1928 die Reifeprüfung abgelegt. Er studierte hierauf an der Wiener Universität Rechtswissenschaften, worauf er im Jahre 1933 zum Doktor der Rechte promoviert wurde. Bis zum Jahre 1936 leistete er bei verschiedenen Wiener Gerichten seine Gerichtspraxis und trat im Dezember 1936 als Aspirant in den Dienst der Finanzprokuratur in Wien. Aus dieser Stellung wurde er sodann als jüdischer Mischling im Februar 1939 entlassen. Von diesem Zeitpunkt an war Dr. L e d e r e r beschäftigungslos und einkommenslos. Er ist deshalb von seiner Mutter, die eine Witwenpension von RM 200.-- pro Monat bezieht, erhalten worden.

Bis zum Jahre 1934 hat Dr. L e d e r e r keiner politischen Partei oder Organisation angehört. Zu dieser Zeit ist er der

Vaterländischen Front und im Jahre 1936 auch den Ostmärkischen Sturmscharen, einer militanten Wehrformation der österreichischen Bundesregierung, als Mitglied beigetreten. In politisch aktiver Weise ist er jedoch erstmalig im Jahre 1939 durch seine Beziehungen zu dem am 20.6.1939 von der Stapoaussenstelle St.Pölten wegen des Verdachtes der Vorbereitung zum Hochverrat festgenommenen ehemaligen Polizeikommissär Dr.Eugen R ö d e r in Erscheinung getreten. Eine Teilnahme an den damals von Dr.R ö d e r gesetzten Tathandlungen (Versuch der Propagierung eines Zusammenschlusses von oppositionell eingestellten Personen) konnte ihm jedoch nicht nachgewiesen werden, weshalb eine weitere Verfolgung seiner Person unterblieb.

Gerade die Beziehungen zu dem hier als Gegner der nationalsozialistischen Bewegung wiederholt in Erscheinung getretenen und bekannten Dr.R ö d e r und zu anderen, vornehmlich Systemkreisen entstammenden Personen lassen auch klar die absolut feindselige und gehässige Haltung des Dr.L e d e r e r gegenüber der nat.soz.Bewegung und deren Träger erkennen. Dr.L e d e r e r ist schon während der Systemzeit infolge seiner jüdischen Abstammung dem Nationalsozialismus in gehässiger Weise gegenübergestanden, eine Einstellung, die sich nach dem Anschluss der Ostmark an das Reich nur noch wesentlich verschärfte.

Dr.Karl L e d e r e r (Deckname "Dr.W o h l b r ü c k" und "L o r e n z") muss auf Grund der bisherigen Ermittlungen und der von ihm allerdings äusserst rückhältig gemachten Eingeständnisse zumindest als einer der Mitbegründer dieser illegalen Gruppe der "Ö.F." bezeichnet werden. Wie schon eingangs erwähnt, gehen die Bestrebungen zur Gründung einer zum Nationalsozialismus oppositionell eingestellten Bewegung in die Herbstmonate des Jahres 1938 zurück. Zu dieser Zeit stand

Dr.L e d e r e r mit dem Regierungsrat der Finanzprokuratur Wien Dr.Heinrich S i e g e l, 14.11.1900 Brünn geb., DR.,rk., verh., Wien,III., Streichergasse 6/I/6 wohnhaft gewesen, den er an der gleichen Dienststelle kennen gelernt hat, in Verbindung. Die aussenpolitisch äusserst angespannte Lage hatte nun damals beide veranlasst, Massnahmen zu besprechen, die zu ergreifen gewesen wären, wenn durch einen Krieg die bestehende Staatsordnung zusammenbrechen würde.

Dr.S i e g e l soll um diese Zeit bereits einen Kreis von Männern um sich versammelt haben, die vermöge ihrer geistigen Fähigkeiten und sonstigen Stellungen im öffentlichen Leben in der Lage gewesen wären, durch ihren Einsatz im entscheidenden Moment ein Chaos zu meistern. Über Anregung des Dr.S i e g e l sollte nun Dr.L e d e r e r seinerseits ebenfalls Ausschau nach solchen Männern halten und diese dann in einer bestimmten Form um sich sammeln. In Verfolg dieser Bemühungen ist Dr.L e d e r e r von dem ihm bekannten Burgschauspieler Friedrich L e h m a n n (29), der in Kenntnis der von Dr.L e d e r e r verfolgten Bestrebungen war und später sogar Mitglied der von L e d e r e r geführten Gruppe geworden sein soll, auf Roman Karl S c h o l z (1), dem Führer der illegalen "Deutschen Freiheitsbewegung",aufmerksam gemacht worden.

Bei dem Versuche,Roman Karl S c h o l z im Frühjahr 1939 in seiner Wohnung im Stift Klosterneuburg aufzusuchen, stiess Dr.L e d e r e r zufällig auf einen Bekannten aus früherer Zeit Karl U t e s c h i l - R a d i m s k y , der gleichfalls mit Roman Karl S c h o l z in politischer Verbindung war und hierauf die Bekanntschaft zwischen Dr.L e d e r e r und S c h o l z vermittelte. Nach einer kurzen Aussprache über die politische Situation teilte S c h o l z damals dem L e d e r e r

mit, dass eine illegale Bewegung bestehe, der er selbst als Mitglied angehöre. Es wurde sodann eine neue Zusammenkunft im Lainzer Tiergarten vereinbart, die kurze Zeit später stattfand und bei der nun S c h o l z eingehend über die Zielsetzung und die Organisation seiner Bewegung sprach. Dr.L e d e r e r zeigte damals besonderes Interesse an dem inneren organisatorischen Aufbau der Bewegung, über die Anwendung und die Formalität des Eides, über die Bezeichnung der Mitglieder mit Nummern zwecks Erfassung und Evidenzhaltung derselben und schliesslich auch über den Titel der Bewegung.

Dr.L e d e r e r selbst liess damals durchleuchten, dass er selbst Vertreter einer illegalen Gruppe wäre, die ein besonderes Interesse an einer geeinigten Zusammenarbeit hätte. Um die Verbindung aufrecht zu erhalten und den geplanten Zusammenschluss herbeizuführen, wurde zwischen Dr.L e d e r e r und S c h o l z eine neuerliche Zusammenkunft vereinbart, die sodann am 15.8.1939 in Salmannsdorf stattfand. An dieser nahmen ausser S c h o l z der von diesem als Wirtschaftssachverständiger mitgebrachte, aber der Bewegung angeblich fernstehende Baumeister S c h r ö m e r und neben Dr.L e d e r e r der von ihm als Interessenten seiner Gruppe mitgebrachte Rudolf W a l l n e r (86) teil.

Bei dieser Zusammenkunft kam es nun nochmals zu einer ausführlichen Besprechung der Bestrebungen der beiden Gruppen, wobei zwischen Dr.L e d e r e r und S c h o l z der Entschluss gefasst wurde, beide Gruppen unter der einheitlichen Bezeichnung "Österreichische Freiheitsbewegung" arbeiten zu lassen und eine Vereinigung der beiden Gruppen in einer einheitlichen Organisation herbeizuführen. Da S c h o l z in der Folgezeit nichts mehr von sich hören liess und auch ein Versuch W a l l n e r's,

die Verbindung zwischen Dr.L e d e r e r und S c h o l z im Wege des Rektors des Calasantinums in Wien, Johann B r u c k n e r , wieder herzustellen, an der inzwischen aufgetretenen Abneigung des S c h o l z gegen Dr.L e d e r e r misslang, begann nunmehr Dr.L e d e r e r unter Heranziehung des inzwischen von ihm auf die "Ö.F." vereidigten und zum Unterführer bestellten Franz W a l l n e r mit einer regen Propagandatätigkeit, wobei er sich verschiedener organisatorischer Einrichtungen der Gruppe des Prof. S c h o l z , wie die Vereidigung der Mitglieder, ihre Bezeichnung mit Geheimnummern, sowie auch des Titels der Bewegung und der Einhebung von Mitgliedsbeiträgen bediente.

Das von ihm dann vertriebene Programm der "Ö.F.", betitelt "Was wir wollen", und das den organisatorischen Aufbau der "Ö.F." behandelnde "Statut" ist zweifellos von Dr.L e d e r e r entworfen worden und ein Produkt der aus den Besprechungen mit S c h o l z gewonnenen Ideen. Dr.L e d e r e r ist zweifellos auch der Urheber und Hersteller der schon erwähnten illegalen Flugschrift, betitelt "Was nicht im V.B.steht", die durch ihn unter seinen Mitarbeitern und Mitgliedern verbreitet und in mehreren Exemplaren und Postfolgen bei den Haussuchungen gefunden wurde. Hierbei hat Dr.L e d e r e r seine Mitarbeiter immer aufgefordert, diese auf dem Durchschlagverfahren mittels Schreibmaschine hergestellten Flugblätter nach Art der Kettenbriefe auf gleiche Weise zu vervielfältigen und an die Mitglieder zur Verteilung zu bringen, bzw. zumindest den Inhalt dieser Flugblätter im Wege der Flüsterpropaganda unter die Bevölkerung zu verbreiten.

Dr.L e d e r e r hat in den folgenden Monaten eine rege Werbe- und Propagandatätigkeit entfaltet und teils selbst neue

Mitglieder bzw. Mitarbeiter für seine Gruppe geworben, teils hat er die ihm von seinen Mitarbeitern wieder zugeführten neuen Mitglieder bei verschiedenen Zusammenkünften durch Vorträge über die staatsfeindliche Zielsetzung der "Ö.F." politisch geschult und zur Mitarbeit und Zersetzungspropaganda innerhalb der Bevölkerung angeeifert. So hat er selbst im Oktober 1940 den ihm von dem schon erwähnten Dr.Karl R ö d e r zugeführten Oberleutnant a.D. Karl S e r s c h e n (115) als Mitglied geworben und kurze Zeit später in der Wohnung des Oberstleutnant a.D. Matthias G r u b e r (116) diesen S e r s c h e n und den Oberleutnant a.D. Richard F a e r b e r (117) auf die "Ö.F." vereidigt. Gleichzeitig hat Dr. L e d e r e r hierbei eine eigene Offiziersgruppe im Rahmen der "Ö.F." aufgestellt und mit deren Führung Matthias G r u b e r betraut. Als dessen Stellvertreter hat er zugleich auch S e r s c h e n bestellt. Dieser Offiziersgruppe war von Dr.L e d e r e r als besondere Aufgabe die Aufstellung und Ausbildung besonderer militanter Formationen, sogenannter "Stosstrupps" zugedacht, die zur gegebenen Zeit auch zu einer eventuellen gewaltsamen Machtergreifung in der Ostmark herangezogen werden sollten.

Diesem Zwecke dienten auch Bemühungen des Dr. L e d e r e r, in den Besitz von Waffen und Munition zu gelangen.

In der Wohnung der Margarethe S k r o c h (88), die durch Franz W a l l n e r (86) geworben und in der Funktion eines "Leutnants" für die "Ö.F." tätig war, hat Dr.L e d e r e r zweimal Vorträge über die Bestrebungen der "Ö.F." vor den versammelten Mitgliedern gehalten und hierbei Flugblätter verteilt und zur Mitarbeit, insbesonders zur Lieferung von Beiträgen für das Flugblatt "Was nicht im V.B. steht" aufgefordert.

III.2.m La suite du rapport contient des détails qui complètent l'accusation contre le Dr. Lederer, mais n'apportent pas de nouvelles révélations.

16

Abschrift.

7 J 91/ 41

2 H 131/ 40.

Im Namen
des Deutschen Volkes

In der Strafsache gegen
die Studentin Regine K ä s t e n b a u e r aus Wien XI, Eham - gasse 8, geboren am 4. Juli 1912 in Wien, zur Zeit in dieser Sache in gerichtlicher Untersuchungshaft ,
wegen Vorbereitung zum Hochverrat
hat der Volksgerichtshof, 2. Senat, auf Grund der Hauptverhandlung vom 16. Mai 1941, an welcher teilgenommen haben
als Richter :
Vizepräsident des Volksgerichtshofs Engert ,
Vorsitzer,
Kammergerichtsrat Diescher,
SA-Brigadeführer Hauer,
Generalmajor der Landespolizei a.D. Meißner,
SS-Brigadeführer Harm ,
als Vertreter des Oberreichsanwalts:
Erster Staatsanwalt Bischoff ,
als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle:
Justizsekretär Koenitz,
für Recht erkannt :

Die Angeklagte wird wegen Vorbereitung zum Hochverrat zu 5 -fünf - Jahren Zuchthaus und zum Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte auf die Dauer von 5 -fünf- Jahren verurteilt.

Die Kosten des Verfahrens werden der Angeklagten auferlegt.

Von Rechts wegen.

III.3.a Jugement dans l'affaire Kästenbauer. Cette étudiante n'occupa qu'une place secondaire dans l'organisation que les attendus décrivent ; elle fut cependant en rapport avec d'importants dirigeants communistes.

G r ü n d e.

I.

Die persönlichen Verhältnisse.

Die Angeklagte ist die Tochter eines Reichsbahnarbeiters. Sie besuchte in Wien die Volksschule, später die höhere Schule und liess sich im Jahre 1931 an der Technischen Hochschule und an der Universität in Wien als Hörerin eintragen. Zur Zeit ihrer Festnahme stand sie im Begriff, die Lehramtsprüfung abzulegen.

Von 1927 bis 1929 gehörte die Angeklagte dem "Verein Sozialistischer Mittelschüler" an. Ein Austritt aus diesem Verein ist nicht erfolgt; die Angeklagte kümmerte sich aber später nicht mehr um ihn und hat auch nach ihrer unwiderlegten Darstellung seitdem keiner politischen Organisation mehr als Mitglied angehört.

II.

Tatbestand.

Den Gegenstand der Anklage bildet die Betätigung, die die Angeklagte im Jahre 1938 in Wien und Umgebung im Rahmen der illegalen kommunistischen Partei ausgeübt hat. Von ihren Tatgenossen sind vom Volksgerichtshof bereits mehrere abgeurteilt worden. Hiervon sind bestraft worden: Josef Müller mit 15 Jahren Zuchthaus, Bruno Dubber mit lebenslanger Zuchthausstrafe, Josef Csarmann mit 12 Jahren Zuchthaus und Friederike Christoph mit 3 Jahren Zuchthaus.

Auf Grund der eigenen Einlassung der Angeklagten und der Bekundungen der Zeugen Christoph, Csarmann, Dubber, Zwifelhofer und Kriminal-Inspektor Leutgeb ist folgender Sachverhalt festgestellt:

Die Angeklagte lernte im Frühjahr 1938 den kommunistischen Funktionär Josef Müller in einem Kaffee in Wien kennen und ging mit ihm ein

Liebes-

Liebesverhältnis ein. Müller machte sie mit dem zur Zeit flüchtigen Kommunisten Friedrich Welser bekannt, weihte sie aber anscheinend vorerst nicht in seine politische Tätigkeit ein. Anfang Juni wanderte er nach Prag aus, offenbar weil er polizeiliche Maßnahmen befürchtete, blieb aber mit der Angeklagten in Briefwechsel, den beide unter Deckanschriften führten. Inzwischen lernte die Kästenbauer durch Welser den für die Rote Hilfe tätigen Kurt Franke kennen, der ihr als „R-H.-Mann" vorgestellt wurde. Sie kam zweimal mit ihm zusammen, um von ihm Geld für Welser in Empfang zu nehmen. Franke konnte ihr aber beide Male kein Geld aushändigen - bei der zweiten Zusammenkunft machte er sie nur mit dem Kommunisten Wilhelm Frank bekannt - und verabredete mit ihr eine dritte Zusammenkunft. In dieser Zeit, vom 25. bis 28. Juni , reiste die Angeklagte zu Müller nach Prag. Als sie ihm von ihrer Verbindung mit Franke erzählte, verbot Müller ihr jeden weiteren Verkehr mit diesem, und die Angeklagte brach daraufhin ihre Beziehungen zu Franke ab. Wie weit Müller sie bei dieser Gelegenheit über seine eigene politische Arbeit unterrichtet hat, ist ungeklärt geblieben. Die Angeklagte schöpfte aber nach ihrer eigenen Darstellung bei diesem Besuch Verdacht, daß Müller für die kommunistische Partei arbeitete und aus diesem Grunde in die ČSR. geflohen war.

Anfang September 1938 tauchte Müller wieder in Wien auf. Er traf sich mit der Angeklagten, fuhr mit ihr nach Baden bei Wien und besuchte hier den kommunistischen Funktionär Zwifelhofer, den er ihr unter dem Decknamen "Mott " vorstellte. Mit ihm hatte er eine längere politische Unterhaltung, in der Zwifelhofer ihn unter anderem auch fragte," was draußen los sei ". Die Angeklagte wohnte der Unterhaltung bei. Nach der Abreise des Müller blieb sie mit Zwifelhofer in Verbindung. Dieser gab ihr den Decknamen "Lilly" und erteilte ihr in der Folgezeit wiederholt Aufträge. So mußte sie sich jeden Dienstag mit einer nicht näher bekannten "Emma" treffen, um von ihr etwaiges Material für Zwifelhofer in Empfang zu nehmen. Sie nahm diese Verabredungen auch zweimal wahr, erhielt aber beide Male nichts ausgehändigt. Ferner mußte sie sich alle 2 Wochen mit einer "Maria" treffen, die ihr Briefe für Zwifelhofer übergeben sollte. Von ihr erhielt die Angeklagte am 28. September 1938 auch einen Brief eines unbekannt gebliebenen Absenders, in dem von einer Erkrankung die Rede war, und überbrachte ihn ihrem Auftraggeber. Sodann wurde sie von Zwifelhofer mit dem Schuhmacher Rudolf Tyllmann bekannt gemacht, der als altes Mitglied der KPÖ. seine Wohnung als Anlaufstelle für kommunistische

Parteigänger

Parteigänger zur Verfügung stellte. Zwifelhofer gab Tyllmann hierbei bekannt, daß in den nächsten Tagen ein Mann mit einem bestimmten Losungswort anlaufen werde, den dann seine Begleiterin abholen werde. Kurze Zeit darauf suchte die Angeklagte im Auftrage des Zwifelhofer auch Tyllmann auf und erklärte ihm, daß sie am nächsten Tag von ihm einen Besucher, der den Decknamen "Erich" führe, abholen wolle. Dieser, es war der kommunistische Funktionär Bruno Dubber, traf auch ab redegemäß ein. Die Angeklagte holte ihn ab, brachte ihn mit Zwifelhofer zusammen und verschaffte ihm für einige Nächte eine Unterkunft bei ihrer Großmutter, der Frau Maria Wokan. Auch später fragte sie noch mehrmals bei Tyllmann nach, ob Personen dort angelaufen seien. So kündigte sie für den 17. November 1938 den aus der Schweiz anlaufenden kommunistischen Kurier Ernst Burger an und bat Tyllmann, diesen eine Nacht zu beherbergen.

Nach der Ankunft Dubbers ging Zwifelhofer ins Ausland. Dubber, der seine Funktion übernahm, veranlaßte die Angeklagte, weiterhin illegal mitzuarbeiten. Sie erhielt von ihm Anfang 1938 etwa 150.-- RM, von denen sie einem nicht ermittelten Mädchen 40 - 50.-- RM und einem ebenfalls unbekannt gebliebenen Ehepaar etwa 50.-- RM übergeben mußte. Diese Personen hatte ihr Dubber lediglich auf der Straße gezeigt, ohne sie näher mit ihnen bekannt zu machen. Weitere 10.-- RM mußte die Angeklagte der bereits genannten "Maria" geben. Den Rest von etwa 20.-- RM behielt sie als Ersatz für ihre Auslagen an Fahrgeldern und dergleichen.

Durch die ihr befreundete Kunstgewerblerin Friederike Christoph wurde die Angeklagte mit den Eheleuten Rodrian bekannt. Wie weit diese in die illegale Arbeit der KPÖ. eingespannt waren, ist in der Verhandlung nicht geklärt worden. Die Angeklagte hielt sich in der Folgezeit wiederholt in der Wohnung der Eheleute Rodrian auf, gab der Ehefrau mehrere Adressen zur Aufbewahrung, die sie von Dubber erhalten hatte, und schrieb dort im Auftrage von Dubber auch einen Brief an einen Richard Angeli in Zürich, in dem sie ihn um Nachricht bat. Auch zahlte sie der Frau Rodrian einmal 20.-- RM aus, deren Zweckbestimmung nicht einwandfrei geklärt werden konnte.

Von Dubber erhielt die Angeklagte ferner 10 tschechische und 2 jugoslawische Adressen, die sie in einem Notizbuch mit Blutlaugensalz vermerkte, so daß die Schrift nur durch ein besonderes Verfahren sichtbar gemacht werden konnte. Die beiden letzten Anschriften betrafen Brief- und Bezugsanschriften, die den Kommunisten Pirker dann

im

im August 1938 als Anlaufstellen in Jugoslawien mitgeteilt [illegible] so daß er auf diesem Wege bei einem Besuch in Jugoslawien [illegible] Funktionär der KPÖ. in Verbindung treten konnte.

Als Dubber eines Tages zufällig den ihm von früher her bekannten Reichsbahnarbeiter Johann Witek sah, der in demselben Hause wie die Angeklagte wohnte, erteilte er der Kästenbauer den Auftrag, ihn für die illegale Arbeit zu werben. Die Angeklagte setzte sich auch mit ihm in Verbindung und bestellte ihm einen Gruß von Dubber. Da Witek aber eine Bekanntschaft mit Dubber verneinte, unterließ sie es nach ihrer unwiderlegten Darstellung, ihn zur Mitarbeit aufzufordern.

Auch während dieser Zeit hielt die Angeklagte die Beziehungen zu Müller weiter aufrecht, setzte den Briefwechsel mit ihm fort und stellte ihn, als sie Anfang November wieder einmal in Wien erschien, der bereits genannten Friederike Christoph vor. Im November 1938 schrieb Müller ihr aus Zürich eine Karte, deren sichtbare Schrift einen harmlosen Inhalt hatte, während der weitere erst durch chemische Behandlung sichtbar gemachte Text einen politischen Inhalt hatte. Diese Karte war an die Wiener Anschrift der KPÖ., Josef Rückert, gerichtet und sollte der Angeklagten von dem Kommunisten Josef Csarmann ausgehändigt werden. Hierzu ist es aber anscheinend nicht mehr gekommen. Jedenfalls war Dubber noch im Besitz der Karte, als er sich am 14. November mit der Angeklagten traf. Er suchte mit ihr ein Kaffeehaus auf und war gerade im Begriff, ihr diese Karte und außerdem einen Brief aus Zürich zu übergeben, als seine und die Verhaftung der Angeklagten erfolgte.

Mit dem bereits genannten Csarmann war die Angeklagte befreundet. Daß sie, wie die Anklage annimmt, mit ihm illegal zusammengearbeitet hat, war ihr nicht nachzuweisen. Nach ihrer von Csarmann bestätigten Darstellung hat sie mit ihm lediglich ein Liebesverhältnis unterhalten.

III.

Die Anklage.

Die Anklage legt der Angeklagten zur Last,

von Mai bis November 1938 in Wien und in Baden bei Wien sowie im Ausland fortgesetzt und gemeinschaftlich

lich mit anderen das hochverräterische Unternehmen, mit Gewalt ein zum Reiche gehöriges Gebiet vom Reiche loszureißen und mit Gewalt die Verfassung des Reichs zu ändern, vorbereitet zu haben, wobei die Tat

a) darauf gerichtet war, zur Vorbereitung des Hochverrats einen organisatorischen Zusammenhalt herzustellen und aufrechtzuerhalten,

b) im Auslande begangen worden ist,

- Verbrechen nach § 80, § 83 Abs.2,3, Nr.1,4, § 47 StGB.-

IV.

Die Einlassung der Angeklagten.
Die tatsächliche und rechtliche Würdigung.

1.) Die Angeklagte hat den unter II dargestellten Sachverhalt in der Hauptverhandlung im wesentlichen zugegeben, nachdem sie im Ermittlungsverfahren anfangs ihre illegale Betätigung bestritten und im übrigen mit ihren Angaben vielfach gewechselt hat. Auch in der Hauptverhandlung hat sie noch versucht das Gericht zu täuschen und insbesondere nach langem Bestreiten erst im letzten Augenblick zugegeben, daß sie die Auslandsadressen, die sie mit unsichtbarer Schrift in ihrem Notizbuch vermerkt hatte, im Auftrage von Dubber aufgeschrieben hat. Im übrigen hat die Angeklagte folgendes vorgetragen:

Sie habe sich in ihrem Elternhaus nicht wohlgefühlt und daher jede Gelegenheit benutzt, um mit anderen Personen zusammenzukommen. So habe sie sich an Müller, den sie sehr geliebt habe, angeschlossen und das Verhältnis auch fortgesetzt, als sie erfahren habe, daß er verheiratet war und ein Kind hatte. Durch ihn sei sie überhaupt erst in die illegale Arbeit hineingekommen. Zuerst habe sie indessen von der politischen Tätigkeit Müllers nichts gemerkt. Wenn sie mit ihm unter Deckadressen Briefe gewechselt habe, so habe sie selbst das nur getan, damit die Briefe nicht ihrer Mutter in die Hände fielen. Warum Müller eine Deckadresse gewählt habe, wisse sie nicht. In den Briefen seien nur persönliche Angelegenheiten und keine politischen

schen Fragen erörtert worden. Erst bei ihrem Besuch in Prag habe sie gegen Müller Verdacht geschöpft. Damals sei sie jedoch innerlich noch so stark gefesselt gewesen, daß sie nicht die Kraft gehabt habe, sich zurückzuziehen. So sei es auch gekommen, daß sie mit den anderen kommunistischen Funktionären in Verbindung geblieben sei. Ein besonderes Interesse für den Kommunismus habe sie nicht gehabt, sondern in der illegalen Arbeit nur eine Ablenkung von ihrem unerfreulichen Familienleben gesucht. So habe sie auch die ihr von Franke, Zwifelhofer und Dubber gegebenen Aufträge erledigt, ohne sich über ihre Bedeutung Rechenschaft abzulegen. Natürlich sei es ihr aufgefallen, daß die Personen, mit denen sie bekannt wurde, sich gewöhnlich nur mit ihren Vornamen vorstellen ließen. Sie sei auch über die eigentliche Berufstätigkeit ihrer Auftraggeber stets im unklaren geblieben. Dubber sei ihr von Zwifelhofer als Student bezeichnet worden. Sie habe aber bald gemerkt, daß diese Behauptung nicht stimmte. Den Namen "Lilly" habe sie nicht als Decknamen angenommen, sondern nur weil der Vorname "Regina" dem Zwifelhofer nicht gefallen habe. Die 20.--RM, die sie der Frau Rodrian gegeben habe, seien nicht für illegale Arbeit gezahlt worden, sondern als Anzahlung für ein Zimmer bestimmt gewesen, das sie, die Angeklagte, habe mieten wollen.

2.) Der Senat hat in den Verfahren gegen Müller, Dubber, Csarmann und Friederike Christoph festgestellt, daß diese Personen sämtlich in der illegalen kommunistischen Partei tätig gewesen sind und zum Teil eine wichtige Rolle gespielt haben. Es kann nicht dem geringsten Zweifel unterliegen, daß die Angeklagte durch ihre vielfachen Geschäftsbesorgungen auch ihrerseits im Rahmen dieser illegalen Organisation mitgearbeitet hat. Sie hat als Kurier Zusammenkünfte wahrgenommen, Nachrichten erhalten und weitergeleitet, Briefe für ihre Auftraggeber geschrieben und mehrfach auch Geld ausgezahlt, das entweder aus Mitteln der "Roten Hilfe" zur Unterstützung von Kommunisten bestimmt war oder für sonstige illegale Zwecke verwertet werden sollte. Der Umstand, daß Dubber ihr zahlreiche Auslandsadressen anvertraute, ergibt klar, welches Vertrauen sie in kommunistischen Kreisen genoß. Sie hat diese Tätigkeit nicht, wie sie glauben machen will, in Unkenntnis ihrer Tragweite verrichtet, sondern war sich, wenn sie auch im einzelnen nicht jedesmal Zweck und Bedeutung ihres Tuns gekannt haben mag, nach der Überzeugung des Senats wohl bewußt, daß sie damit die hochverräterischen Bestrebungen des Kommunismus förderte. Daß sie

von

von Hause aus kommunistisch gesinnt war, kann nicht festgestellt werden. Ihre Zugehörigkeit zum "Verein Sozialistischer Mittelschüler" lag immerhin 9 Jahre zurück, als sie mit Müller in Verbindung trat, und es erscheint glaubhaft, daß sie auch mit Müller zuerst nur aus persönlicher Zuneigung Verkehr gepflegt hat. Als sie aber durch ihn mit Welser bekannt geworden war und dieser ihr Franke als den "R.H.-Mann" vorstellte, da erkannte sie auf jeden Fall klar und deutlich, in welchen Kreis sie hineingeraten war. Von diesem Zeitpunkt ab sind alle von ihr übernommenen Aufträge zweifellos in dem Bewußtsein von ihr erledigt worden, daß damit die illegale kommunistische Arbeit gefördert wurde, auch wenn sie in einzelnen Fällen über die Zusammenhänge im unklaren geblieben sein mag. Die Angeklagte ist geistig sehr rege und verfügt, wie ihr Auftreten in der Hauptverhandlung gezeigt hat, über eine gute Auffassungsgabe. Ihr Studium fiel ihr, wie sie zugegeben hat, bei ihrer Begabung sehr leicht, so daß sie nicht die geringsten Schwierigkeiten hatte. Die mit ihr in Verbindung stehenden Personen, die sie an geistigen Fähigkeiten weit überragte, wurden ihr nicht nur jedem Brauch zuwider gewöhnlich nur mit Vornamen vorgestellt, sondern sie gaben ihr auch Aufträge, die aus dem Rahmen der unter Bekannten üblichen Gefälligkeiten vollkommen herausfielen und die auch einer weniger intelligenten Person ohne weiteres zu Bewußtsein gebracht hätten, daß es sich hier um eine verbotene politische Organisation handelte. Die Angeklagte, die durch den Hinweis auf die "Rote Hilfe" nach ihrer eigenen Einlassung die Verbindung zum Kommunismus erkannt hat, kann also nicht einen Augenblick darüber im Zweifel gewesen sein, daß ihre Arbeit der kommunistischen Partei zugute kam. Sie hat trotzdem nicht nur für den „R.H.-Mann" Franke Treffs wahrgenommen, sondern sich dann besonders von Zwifelhofer und Dubber so stark in die illegale Arbeit einspannen lassen, daß sie als wichtige Mitarbeiterin der illegalen Organisation angesehen werden muß. Anscheinend ist sie dadurch im Laufe der Zeit selbst eine überzeugte Kommunistin geworden, denn sie hat getreu den Anweisungen der kommunistischen Parteileitung bis zuletzt ihre Mitarbeiter, nicht nur ihre Liebhaber Müller und Csarmann, zu decken versucht. Der Senat hat auch keine Zweifel, daß sie trotz ihrer gegenteiligen Beteuerungen auch in der Hauptverhandlung noch nicht restlos die Wahrheit gesagt hat. So ist insbesondere anzunehmen, daß sie auch mit Müller und Csarmann illegal zusammengearbeitet und daß sie die der Frau Rodrian gegebenen 20.-- RM nicht als Anzahlung für ein zu mietendes Zimmer, sondern

als

als Vergütung für politische Arbeit ausgehändigt hat. In Ermangelung zuverlässiger Beweismittel war die Angeklagte aber insoweit nicht zu überführen.

3.) Der Angeklagten waren, wie sie nicht in Abrede gestellt hat, die hochverräterischen Ziele der KPÖ. bekannt, die nicht nur auf die gewaltsame Verfassungsänderung des Deutschen Reiches, sondern auch nach der Eingliederung der Ostmark auf die gewaltsame Losreißung der Ostmark vom Reich gerichtet sind. Sie hat diese Bestrebungen gefördert, und zwar nicht nur, um ihre Auftraggeber zu unterstützen, sondern aus eigenem Interesse an diesem Unternehmen. Sie hat danach mit Tatvorsatz den kommunistischen Hochverrat im Sinne des § 83 Absatz 2 in Verbindung mit § 80 Absatz 1 und 2 StGB. vorbereitet. Durch ihre Eingliederung in die illegale kommunistische Organisation hat sie ferner zur Vorbereitung des Hochverrats einen organisatorischen Zusammenhalt hergestellt und aufrechterhalten. Durch den Br[illegible] mit dem in Zürich wohnenden Gesinnungsgenossen Engeli ist Angeklagten auch im Ausland begangen worden, so daß die str[illegible]renden Voraussetzungen des § 83 Absatz 3 Ziffer 1 und 4 StGB. er[illegible] sind.

Da die Angeklagte aus einem einheitlichen, ihre gesamte Betäti[illegible] umfassenden Entschluß heraus gehandelt und mit ihrer Tat in jeden Falle dasselbe Rechtsgut, die Sicherheit des Reichs, gefährdet hat, liegt eine fortgesetzte Handlung vor. Die Angeklagte war daher wegen eines Verbrechens der Vorbereitung zum Hochverrat gemäß § 83 Absatz 2 und 3 Ziffer 1 und 4 StGB. zu bestrafen.

V.

Die Strafzumessung.

Die Angeklagte ist offenbar nicht mit Vorbedacht in die illegale kommunistische Kampffront eingetreten, sondern durch ihren Liebhaber Müller und seine Genossen verführt worden. Wie diese ihr geistig weit unterlegenen Personen einen so starken Einfluß auf sie haben ausüben können, ist unverständlich und konnte auch in der Hauptverhandlung nicht geklärt werden. Die von ihr betonte starke Zuneigung zu Müller allein hätte sie wohl kaum hindern können, den anderen Funktionären

ihr

ihre Mitarbeit zu versagen. Sie hat in klarer Erkenntnis der Gefährlichkeit ihres Tuns ihre Tätigkeit fortgesetzt und damit nicht nur ihre eigene aussichtsvolle Zukunft aufs Spiel gesetzt, sondern auch vor allem die Sicherheit des deutschen Volkes beträchtlich gefährdet. Entbehrt ihr Schicksal so nicht einer gewissen Tragik, so muss es doch zurücktreten vor den Belangen der Volksgemeinschaft. Der Umfang und die Gefährlichkeit ihrer Tat erfordern eine nachdrückliche Bestrafung. Unter Berücksichtigung aller dieser Umstände erschien dem Senat eine Zuchthausstrafe von 5 Jahren als angemessene und dem Sicherheitsbedürfnis des Reichs entsprechende Sühne.

Da die Angeklagte sich durch ihre Handlungsweise außerhalb der Volksgemeinschaft gestellt hat, ist sie für längere Zeit nicht würdig, Ehrenrechte im deutschen Volk auszuüben. Aus diesem Grunde sind ihr die bürgerlichen Ehrenrechte auf die Dauer von weiteren 5 Jahren aberkannt worden. Eine Anrechnung der Untersuchungshaft hat der Senat abgelehnt, weil die Angeklagte bis zuletzt versucht hat, das Gericht irrezuführen und sie mithin einer solchen Vergünstigung nicht würdig erscheint.

Die Kostenentscheidung beruht auf § 465 StPO.

gez.: Engert Diescher

7 J 501/42
6 H 18/42

In Namen des Deutschen Volkes

In der Strafsache gegen
den Fahrdienstleiter August G r u b e r aus Salzburg, geboren am 13. April 1894 in Aurolzmünster (Gau Oberdonau),
zur Zeit in dieser Sache in gerichtlicher Untersuchungshaft ,
wegen Vorbereitung zum Hochverrat
hat der Volksgerichtshof , 6. Senat , auf Grund der Hauptverhandlung vom 8. Januar 1943 , an welcher teilgenommen haben ,

als Richter :

Volksgerichtsrat Hartmann , Vorsitzer ,
Oberlandesgerichtsrat Fikeis ,
SA-Brigadeführer Hauer ,
Vizeadmiral Kurze ,
SA-Gruppenführer Dr. von Helms ,

als Vertreter des Oberreichsanwalts :

Amtsgerichtsrat Stark ,

als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle :

Justizsekretär Becker I ,

für Recht erkannt :

Der Angeklagte August Gruber hat dadurch , daß er sich bis Anfang 1942 in führender Weise für den Aufbau der "Revolutionären Sozialisten Österreichs" betätigt hat, Hochverrat vorbereitet.

Er wird deshalb

zum T o d e

und dauernden Verluste der bürgerlichen Ehrenrechte verurteilt.

Der Angeklagte hat die Kosten des Verfahrens zu tragen .

Von Rechts wegen .

Gründe:

III.4.a Jugement dans l'affaire du cheminot socialiste Gruber. Les attendus permettent de reconnaître les rapports entre différents groupes de résistance.

G r ü n d e .

1.

1.) Nach den Unruhen im Februar 1934 in ehemaligen Österreich wurden die SPÖ. von der damaligen österreichischen Bundesregierung verboten und die ihr angeschlossenen Verbände aufgelöst. Die radikalen Anhänger der Partei hielten sich an diese Verfügung nicht und setzten die marxistische Betätigung fort, indem sie sich teils der schon im Jahre 1933 verbotenen KPÖ. anschlossen, die illegal fortbestand, teils in Verbänden und Gruppen zusammenschlossen, die in radikalerer Weise als bisher das Programm der SPÖ. verfochten und sich, zunächst von Brünn aus geleitet, analog den revolutionären Sozialisten, die sich im Reich innerhalb der illegalen SPD. zusammengeschlossen hatten, unter dem Namen "Revolutionäre Sozialisten Österreichs" zusammenfanden (RSÖ.). Die meisten Anhänger gewann die RSÖ. in staatlichen und städtischen Betrieben, insbesondere in dem Betriebe der damaligen österreichischen Bundesbahnen. Diese Tatsachen sind gerichtbekannt.

2.) Auch in Salzburg bestanden seit dem Jahre 1936 in mehreren Betrieben illegale marxistische Gruppen der sozialdemokratischen Richtung. Sie waren von dem Tischler Alfred Reska und dem Angeklagten August Gruber in Anlehnung an die Freien (marxistischen) Gewerkschaften aufgezogen worden. Dabei waren die beiden übereingekommen, dahin zu wirken, daß jeder frühere Vertrauensmann der Freien Gewerkschaft an seiner Arbeitsstelle die alten Genossen sammeln und bei ihnen monatliche Beiträge von 50 Groschen kassieren sollte. Der Angeklagte, der damals nicht in Arbeit stand, zahlte selbst diese Beiträge, holte sie auch von zwei anderen Personen bis März 1938 ein und führte sie an Alfred Reska ab.

Gruber, der jetzt 48 Jahre alt ist, sich im ersten Weltkriege als Frontkämpfer die bronzene, die kleine silberne und die große silberne Tapferkeitsmedaille erworben und es bis zum Feldwebel gebracht hat, ist alter Marxist und hat seit dem Jahre 1919 bis zu ihrem Verbote der SPÖ. angehört. Während der gleichen Zeit war er auch Mitglied der Freien Gewerkschaft gewesen und hatte in ihr von 1924 bis 1934 die Stelle eines Gruppen-Vertrauensmannes der Eisenbahner, von 1931 bis 1934 die Stelle des Obmannes der Ortsgruppe 2 der Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft und von März bis zum

Sep-

September 1934 die Stelle des Obmannes des Zehner-Ausschusses der gesamten Angestellten dieses Betriebes bekleidet. Seit dem Jahre 1925 war er überdies Mitglied der Marxistischen Eisenbahnerwehr des Republikanischen Schutzbundes gewesen. Von Beruf aus war er, nachdem er nach dem Ende des ersten Weltkrieges einige Monate der Volkswehr in Österreich angehört hatte, seit Ende Mai 1919 Angestellter der Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft. Im Jahre 1934 wurde er pensioniert, weil er sich, wie er behauptet, bei Lohnverhandlungen unnachgiebig gezeigt hatte. Nach der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Reich wurde er noch im März 1938 in dem gleichen Betriebe als Fahrdienstleiter mit einem Bruttogehalt von etwa 170 RM wiedereingestellt und blieb dies bis zu seiner Festnahme. Zu dieser Zeit war er Mitglied der DAF. und der NSV. Während der Zeit seiner Pensionierung wurde er von früheren Gewerkschaftsmitgliedern seines Betriebes mit monatlichen Geldbeträgen von 35 bis 100 RM unterstützt. Seine Pension belief sich auf 108 Schilling, also auf rund die Hälfte des Gehaltes, das er nach seiner Wiedereinstellung bezogen hat.

Gruber gibt den in diesem Unterabschnitt festgestellten Sachverhalt zu. Er bestreitet aber, daß die Organisation, die von ihm und Reska errichtet worden ist, politische Zwecke verfolgt hat, und behauptet, daß sie nur der Unterstützung Angehöriger der bei dem Februar-Aufstand gefallenen Marxisten und der wegen ihrer politischen Betätigung entlassenen Arbeitskameraden diente. Hierzu muß ihm entgegengehalten werden, daß beide Zwecke politischer Natur sind, daß, wie er auch zugibt, es in Salzburg keine Toten des Aufstandes gegeben hat und es sich also nicht, wie er glauben zu machen versucht hat, um eine bloß örtliche, auf die Stadt Salzburg beschränkte Organisation gehandelt haben kann.

II.

1.) Nach der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Reich stellte die Organisation in Salzburg ihre Tätigkeit ein. Ursache war, wie sich der Angeklagte eingelassen hat, weniger die mit der Umgestaltung des Betriebes der Eisenbahnen verbundene Versetzung vieler Mitglieder, als vielmehr der Umstand, daß die von der Systemregierung in Österreich aus dem Betriebe entlassenen Kameraden gleich ihm wieder eingestellt worden waren und es so an Leuten mangelte, die in Not waren. Im Jahre

1939

1939 wurde die Tätigkeit allmählich wieder aufgenommen und ausgeb
und auch der Angeklagte ist seit Anfang 1940 wieder mit. Nach den
Abmachungen der führenden Mitglieder Reska, Engelbert Weiß, Karl
Seiwald und des Angeklagten sollte die Organisation nur im beschra
ten Umfange ausgebaut werden, jeder von ihnen in seinem Betriebe n
die zuverlässigsten ehemaligen Mitglieder der SPÖ. und der Freien
Gewerkschaften anwerben, mit ihnen eine Gruppe bilden, Beiträge ei
heben und sie an Weiß abliefern. Zur Zeit, als der Angeklagte wie
der mittat, betrug der monatliche Mitgliedsbeitrag 1 RM.

Auf Grund dieser Verabredung warb Gruber in seinem Betriebe, d
Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft, in der er zufolge
seiner früheren politischen Stellung großen Anhang und Einfluß hat
in der Zeit vom Frühjahr 1940 bis November 1941 eine Gruppe von in
gesamt 15 Mitgliedern an, zuletzt im Juni 1941 einen gewissen Rett
bacher und im November 1941 Wilhelm Lindner. Er kassierte von den
Mitgliedern bis Januar 1942 die Mitgliedsbeiträge ein und führte a
mit seinem Beitrag anfänglich an Reska und später an Weiß ab. Ent-
sprechend seiner Anweisung, weitere Mitglieder zu gewinnen, warben
zwei der geworbenen Mitglieder drei weitere Mitglieder an und führ
deren Beiträge an ihn ab, so daß die Höhe der Beträge, die er mom
lich erhielt und abführte, schließlich durchschnittlich 18 bis 20
betrug.

In gleicher Weise hatten Weiß, Reska und Seiwald in ihren Be
ben Gruppen gebildet, denen sie, so wie der Angeklagte der von ihm
aufgezogenen Gruppe als Gruppenführer und Vertrauensmänner vorsta
den. Gemeinsam mit noch anderen Vertrauensmännern, die ebenfalls
Gruppen führten, bildeten sie den Vertrauensmänner-Ausschuß. Ihm s
Weiß vor, der zugleich Kassierer der gesamten Organisation in Sal
burg war. Reska war überdies Verbindungsmann zu auswärtigen Gruppe
insbesondere auch nach Wien. Die Mitglieder des Vertrauensmänner-
Ausschusses hielten wiederholt Besprechungen ab, bald in der Wohn
des Reska oder Weiß, bald in Gaststätten oder bei Spaziergängen.

2.) Der zur Gruppe des Weiß gehörige Anton Graf war mit dem L
ter des Stützpunktes der RS. in München, der den Decknamen "Steph
führte, bekannt und veranlaßte diesen auf Betreiben des Weiß, nach
Salzburg zu kommen. Zu der Zusammenkunft, die an einem Sonntag An
fang 1940 stattfand, war auch der Angeklagte eingeladen worden. Er
verspätete sich aber, kam erst gegen Ende der Besprechung und hört
nur.

nur, daß von dem Einflusse der früheren bayerischen Volkspartei auf die Bevölkerung Bayerns und davon gesprochen wurde, daß Reska mit bestimmten Personen in Wien die Verbindung aufnehmen sollte. Bevor der Angeklagte gekommen war, hatte sich "Stephan" nach den von dem Zeugen Engelbert Weiß auch in der Hauptverhandlung zugegebenen Angaben vor der Polizei über den Aufbau und die Tätigkeit der Organisation in Salzburg unterrichten lassen und die anderen aufgefordert, ihm politische Stimmungs- und Lageberichte sowie Berichte über die Arbeitsweise in den Betrieben, über militärische Vorgänge auf den Bahnen, Truppentransporte und ihre Richtung sowie etwaige auf der Strecke liegengebliebene Transporte zu geben. Zu einem bei dieser Besprechung vereinbarten späteren Treffen, zu dem neben "Stephan" auch ein Funktionär der RS. in Augsburg erscheinen sollte, ist es nicht gekommen. Auch an diesem Treffen hätte der Angeklagte teilnehmen sollen.

Reska hatte Verbindung zu einem gewissen Richard Freund in Wien, der früher Mitglied des Zentral-Ausschusses der Freien Gewerkschaft gewesen war und zu den führenden Funktionären der illegalen neuen Organisation in Wien gehörte. Auf Einladung kam Freund an einem Sonntag im Februar oder März 1941 nach Salzburg zu einer Aussprache, die abends in der Wohnung des Weiß stattfand und an der außer diesem Reska, Seiwald, ein gewisser Ganisl und der Angeklagte teilnahmen. Freund unterrichtete die Salzburger über Aufbau und Ziele der Organisation in Wien und teilte mit, daß dort die gleiche Organisation mit Kadern wie in der Systemzeit bestehe, während die Salzburger Funktionäre über ihre Tätigkeit berichteten. Am folgenden Sonntag fand in Lend eine als Ausflug getarnte Besprechung mit Vertrauensleuten aus Hallein, Bischofshofen, Schwarzach-St.Veit und der Umgebung statt. Beim Aufstieg der Teilnehmer von Lend nach Embach unterrichtete Freund die auswärtigen Vertrauensmänner in Gruppen von 2 bis 3 Mann in dem gleichen Sinne, wie er es am Vorabend in Salzburg getan hatte, und gab die Anweisung, die Organisation klein zu halten und nur darauf zu sehen, daß in jeder Berufsgruppe ein verläßlicher Mann sitze. Die Auslagen dieser Besprechung wurden aus den eingehobenen Mitgliedsbeiträgen gedeckt.

Im Sommer 1941 nahm der Angeklagte an einer Zusammenkunft in der Wohnung des Weiß teil, bei der mehrere sogenannte "Liliput-Berichte", nämlich verkleinerte fotografische Aufnahmen von Berichten, verlesen wurden, die mit Schreibmaschine geschrieben und nur mit einem Vergrö-

Bö-

ßerungsglas lesbar waren. Die Berichte hatte Reska aus Wien beke
Der Inhalt war in staatsabträglichem Sinne gehalten und befaßte
mit dem Ausbau der Luftwaffe in England, den wirtschaftlichen Ve
hältnissen im Protektorat, der Unzufriedenheit der dortigen Bev
rung und den amerikanischen Heereslieferungen u.a.

3.) Im Frühsommer 1940 erfuhr der Angeklagte von Reska, daß
ser mit der illegalen KPÖ. in Salzburg wegen eines Zusammenschlu
Verhandlungen führe. Bald darauf wurde er von dem ihm bekannten
munisten Reindl zu einer Besprechung in der Wohnung des Reska ei
laden. An ihr nahmen Reska und der Angeklagte sowie die Kommuni
Reindl und Georg Hofweiser teil. Die Verhandlungen führten zu ke
Ergebnis, da sich Reska und der Angeklagte mit dem System der Dr
gruppen der KPÖ. nicht einverstanden erklärten. Auch bei einer s
ren Besprechung nach etwa 3 Wochen zwischen dem Angeklagten und
Engelbert Weiß einerseits und dem Landesleiter der KPÖ. in Salzb
namens Ofner sowie Reindl und einem Wiener Kommunisten anderseit
wurde, obwohl der Angeklagte und Weiß zu einem Zusammenschluß be
waren, eine Einigung nicht erzielt, da Weiß und der Angeklagte d
alleinigen Führungsanspruch ihrer Organisation geltend machten.
gegen kam es im September 1940 bei einer Besprechung in der Wohn
des Weiß zu einer Einigung über die Besetzung der Funktionärpost
Weiß sollte politischer Leiter, Ofner sein Stellvertreter und de
geklagte Hauptkassierer werden. Schließlich zerschlugen sich abe
auch diesmal die Verhandlungen, da Weiß und der Angeklagte das B
ren der Kommunisten, daß die neugebildete Landesleitung streng n
kommunistischen Grundsätzen geführt werde, ablehnten. Im Frühjah
1940 fand eine letzte Besprechung statt, an der der Angeklagte u
Johann Seiwald sowie die Kommunisten Anton Schubert und Johann
Heidinger teilnahmen. Auch sie brachte kein Ergebnis, da Seiwald
und der Angeklagte von ihrem Standpunkt nicht abwichen.

Im Sommer 1940 hatte der Angeklagte den früheren Gewerksch
sekretär Harringer in Linz aufgesucht, um festzustellen, ob auch
eine gleiche Organisation wie in Salzburg bestehe und wie sie si
zu den Kommunisten stelle. Er erfuhr angeblich von Harringer, da
Zusammenhalt unter den alten Genossen zwar bestehe, daß es aber
einer eigentlichen Organisation mangele, und wurde zugleich vor
Kommunisten gewarnt.

Etwa zur gleichen Zeit wurde der Angeklagte von dem Funktio

Al

III.4.f

Albert Mitsche aus Hallein aufgesucht und erfuhr von ihm, daß die Verhandlungen über einen Zusammenschluß mit der KPÖ. in Hallein gescheitert seien. Er wies Mitsche an, sich mit der KPÖ. nicht weiter einzulassen. Er hatte mit ihm auch später noch eine Besprechung, bei der jedoch nur allgemeine Fragen der Organisation behandelt wurden.

III.

Der Angeklagte, gegen den die Anklage wegen Vorbereitung zum Hochverrat erhoben worden ist, hat in der Hauptverhandlung den in Abschnitt II festgestellten Sachverhalt in Übereinstimmung mit den Aussagen der Zeugen Reska, Weiß und Ofner zugestanden. Er hat sich aber dahin eingelassen, daß die Organisation mit den RSÖ., deren Name ihm gar nicht bekannt gewesen sei, nichts zu schaffen hatte, sich überhaupt nicht mit Politik abgegeben, sondern nur mit Unterstützungen befaßt habe und daß er nur mitgetan habe, um die Arbeitskameraden von einer kommunistischen Betätigung abzuhalten, da damals die KPÖ. ihre Tätigkeit in Salzburg wieder aufgenommen habe. Zu den Verhandlungen mit der KPÖ. habe er sich nur hergegeben, um zu erfahren, wer deren Leiter seien. Den Besuch des "Stephan" aus München habe er nur für den Besuch eines "befreundeten Kollegen" angesehen.

Es ist nicht entscheidend, ob die Organisation in Salzburg, in der sich der Angeklagte betätigt hat, den RSÖ- angeschlossen gewesen ist und der Angeklagte hiervon gewußt hat. Maßgebend für die Beurteilung des Sachverhalts im Sinne der Anklage ist, ob sie sich politisch in dem Sinne betätigt hat, eines der im § 80 Abs.1 und 2 StGB. verbotenen Ziele vorzubereiten, und ob der Angeklagte diese Ziele fördern wollte.

Es ist unrichtig, daß die Organisation nur unpolitischen und charitativen Charakter hatte. Der Angeklagte hat selbst vorgebracht, daß es zufolge der Einstellung der in der Systemzeit entlassenen oder pensionierten Kameraden nach dem März 1938 niemanden gegeben habe, der für eine Unterstützung in Frage gekommen wäre. Er hat allerdings einen Fall -und obwohl er zu den führenden Köpfen der Organisation gehört hat, nur diesen einzigen Fall- vorgebracht, in dem eine Unterstützung gewährt worden ist. Im Winter 1941 wurden der Witwe des im Jahre 1939 ertrunkenen Eisenbahners Koidl 100 RM gespendet. Aber auch hier liegt der politische Charakter der Unterstützung offen zutage. Denn Koidl hatte der Freien Gewerkschaft angehört. Dagegen wur-

wurden die Kosten der Besprechung in Lend aus den angesammelten Beiträgen gedeckt. Die Beiträge wurden also auch zum Ausbau der Organisation verwendet. Ihre führenden Männer und ihre Mitglieder kamen aus dem marxistischen Lager. Als Mitglieder wurden nur ehemalige Angehörige der SPÖ. oder der Freien Gewerkschaften angeworben, die zuverlässig waren. Diese Beschränkung ließe sich mit einem bloß charitativen Charakter, der gerade das Gegenteil erfordert hätte, nicht vereinbaren. Sie zeigt übrigens, daß es sich um eine Kaderorganisation gehandelt hat. Sie beschränkte ihre Tätigkeit nicht bloß auf die Stadt Salzburg, erstreckte sie vielmehr allmählich auf den Gau Salzburg und nahm darüber hinaus Verbindungen zu anderen Gauen, insbesondere nach Wien und auch ins Altreich, auf. Sie erhielt von Wien Druckschriften staatsfeindlichen Inhalts, mit deren Gedanken die führenden Leute der Organisation vertraut gemacht worden sind. Sie nahm schließlich sogar die Verbindung zur KPÖ. auf und trat mit der Landesleitung Salzburg der KPÖ. in Verhandlungen wegen eines Zusammenschlusses. Diese scheiterten zwar, waren aber im Gegensatz zur Einlassung des Angeklagten nach den glaubhaften Bekundungen des Zeugen Ofner "regelrechte Einigungsverhandlungen" und haben sich nur zerschlagen, weil ein Einverständnis nicht erzielt werden konnte, ob die Neuorganisation nach kommunistischen oder sozialdemokratischen Grundsätzen aufgebaut und geführt werden sollte. Die Verhandlungen waren aber schon soweit gediehen, daß Einigung über die Zusammensetzung der Leitung bestand. Es ist ausgeschlossen, daß die KPÖ. die Leitung dem Führer einer Organisation überlassen hätte, die nicht gleich ihr als marxistische Organisation darauf ausgegangen wäre, den Nationalsozialismus mit aller Schärfe zu bekämpfen und ihn mit Gewalt zu stürzen. Der radikale marxistische Charakter der Organisation und ihr auf den gewaltsamen Sturz des Nationalsozialismus und der Regierung gerichtetes Ziel (§ 80 Abs.2 StGB.) liegen somit auf der Hand und werden nicht dadurch widerlegt, daß man sich bei den Verhandlungen mit der KPÖ. augenscheinlich über die Taktik und über die weiteren Ziele nach dem Sturz des Nationalsozialismus nicht einigen konnte. Dies ändert aber nichts an dem hochverräterischen Ziel der Beseitigung der nationalsozialistischen Verfassung.

Der Angeklagte gehörte der Leitung der Organisation als Gruppenführer und Vertrauensmann an. Er nahm an allen Besprechungen und Veranstaltungen, sei es innerhalb der Organisation, sei es mit den Vertretern auswärtiger Organisation, teil , und hatte so über alle

Vor-

Vorkommnisse überblickt. Er wurde sogar als Vertreter der Organisation bei den wiederholten Verhandlungen mit der KPÖ. herausgestellt. Dies wäre gewiß nicht geschehen, wenn er nicht mit der Wirklichkeit völlig vertraut, im Sinne der Ziele der Organisation zuverlässig gewesen wäre und sich für sie wirksam eingesetzt hatte. Soweit er sich zu entlasten versucht, kann seine Einlassung nur als Ausrede angesehen werden. Er war damit der fortgesetzten Vorbereitung zum Hochverrat in der erschwerten Form des organisatorischen Zusammenhaltes im Sinne der §§ 80 Abs.2, 83 Abs.2 und 3 Nr. 1, 47 StGB, begangen von Anfang 1940 bis Anfang 1942, schuldig zu sprechen. Ob die Organisation auch darauf ausging, die dem Reich angeschlossenen Gebiete Österreichs gewaltsam loszureißen, und der Angeklagte auch dieses Ziel fördern wollte, kann dahingestellt bleiben.

Ein minder schwerer Fall einer Vorbereitung zum Hochverrat im Sinne des § 84 StGB. steht schon wegen der Betätigung während des Krieges nicht in Frage. Der Angeklagte ist offensichtlich ein verbissener Feind des Nationalsozialismus. Obwohl er in der Systemzeit wegen seiner politischen Betätigung pensioniert und sofort nach der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Reich wieder in seine alte Stellung eingesetzt worden war, hat er ohne jeden Anlaß während des Krieges, ja selbst nach Beginn des Krieges gegen die Sowjetunion, in führender und gefährlicher Weise auf den Sturz des Nationalsozialismus, der ihm wieder ausreichenden Verdienst gebracht hatte, hingearbeitet. Er ist dabei, wenn auch noch im Jahre 1940, sogar ernsthaft bereit gewesen, mit den Kommunisten zusammenzuarbeiten. Durch seine Betätigung hat er sich selbst aus der Volksgemeinschaft ausgeschlossen. Seine Unbelehrbarkeit und Gefährlichkeit verlangen im Interesse der Sicherheit des Reichs seine Ausmerzung. Er wurde deshalb zum Tode verurteilt. Wegen der offenkundigen Ehrlosigkeit seiner Tat wurden ihm gemäß § 32 StGB. die bürgerlichen Ehrenrechte für immer aberkannt.

Zufolge seiner Verurteilung hat der Angeklagte gemäß § 465 StPO. die Kosten des Verfahrens zu tragen.

gez. Hartmann Fikeis.

Ausgefertigt:
Berlin, den 22. Januar 1943.

[illegible]

Justizinspektor
als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle.

Eg. 25/1.43

[illegible]

1. Strafanschrift.
2. Zählkarte } gef. [illegible] 1943 [illegible]
3. Zuschreiben:

An die Geheime Staatspolizei Staatspolizeistelle in Salzburg – zu IV f 1 – 257.42

Der Fahrdienstleiter Augustin Gruber aus Salzburg (Sigmundsplatz 2) ist durch Urteil des 6. Senats des Volksgerichtshofs vom 8. Januar 1943 zum Tode und dauernden Verluste der bürgerlichen Ehrenrechte verurteilt worden. Das Urteil hat den Verlust der dem Verurteilten verliehenen Orden und Ehrenzeichen zur Folge.

Gruber hat im ersten Weltkriege die bronzene, die kleine silberne und die große silberne Tapferkeitsmedaille erhalten.

Ich ersuche, diese Orden und Ehrenzeichen sowie die dazu gehörenden

Kopien wegen Umsatz – Ll 62 d. U. – außer Umsatz
[illegible] 26.I.43
Schröder
JJ

An den
Herrn Oberreichsanwalt
beim Volksgerichtshof
mit
21 Abschriften,
1 Band Akten.
6 Anklageabdrucke.

2 6. Aug. 1941

Der Oberreichskriegsanwalt
St.P.L.(RKA) III 173/41

Berlin-Charlottenburg 5, den 9. 8. 1941
Witzlebenstraße 4—10
Fernruf: 30 06 81

An

Frau Maria V o l k m a n n
in B r e g e n z (Vorarlberg),
Kirchplatz 5.

Ihr Ehemann, der Schütze Ernst V o l k m a n n, ist durch Feldurteil des Reichskriegsgerichts vom 7.7.19[illegible] bestätigt am 26.7.1941, wegen Zersetzung der Wehrkraft zu [illegible] verurteilt worden.

Das Urteil wurde heute vollstreckt.

Im Auftrage

[illegible]

Der Oberreichskriegsanwalt
StPL.(RKA) III 173/41

Berlin-Charlottenburg, den [illegible]
Witzlebenstr. 4/10
Fernruf: 30 0681

Untersuchungsgericht
Alt-Moabitin Berlin NW 40
Eing. 31. JULI 1941
Tgb. VIII Dienststelle

An

den ehem. Schützen Ernst Volkmann

Das gegen Sie durch den 3. Senat des Reichskriegsgerichts am 7.7.1941 ergangene Urteil ist durch den Gerichtsherrn am 26.7.1941 bestätigt worden und damit rechtskräftig.

Im Auftrage

[illegible]

III.5

Abschrift
7 J 339/42
6 H 3/42

XXXIII

Im Namen des Deutschen Volkes

In der Strafsache gegen
die Näherin Rosa H o f m a n n aus Salzburg-Maxglan, geboren am 27.Mai 1919 in Wilhering, Bezirk Linz,
zur Zeit in dieser Sache in gerichtlicher Untersuchungshaft,
wegen Vorbereitung zum Hochverrat,
hat der Volksgerichtshof, 6. Senat, auf Grund der Hauptverhandlung vom 15. Dezember 1942, an welcher teilgenommen haben
als Richter:
Volksgerichtsrat Hartmann, Vorsitzer,
Landgerichtsdirektor Dr.Lorenz,
SA-Brigadeführer Hauer,
SA-Obergruppenführer Heß,
Kreisleiter Reinecke,
als Vertreter des Oberreichsanwalts:
Landgerichtsrat D ö l z,
als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle:
Justizsekretär Schreiber,
für Recht erkannt:

Die Angeklagte wird wegen Zersetzung der Wehrkraft des deutschen Volkes in Verbindung mit landesverräterischer Begünstigung des Feindes und Vorbereitung zum Hochverrat zum T o d e und zum Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte auf Lebenszeit verurteilt.

Die Angeklagte trägt die Kosten des Verfahrens.

Von Rechts wegen.

III.6 Première page d'un jugement du « Tribunal du peuple » de Salzbourg, du 15 décembre 1942, condamnant à mort la couturière Rosa Hofmann pour atteinte au moral du peuple allemand et tentative de haute trahison.
(Archives personnelles de M. Eduard Rabofsky, juriste, Vienne).

Abschrift.
7 J 599/ 42
6 H 44/ 43

XXXIX

Im Namen des Deutschen Volkes

13

In der Strafsache gegen

den Gendarmeriehauptwachtmeister Franz H i e b l e r
aus St.Oswald bei Graz, geboren am 11. August 1894 in Thörl
bei Bruck an der Mur,
zur Zeit in dieser Sache in polizeilicher Haft,

wegen Vorbereitung zum Hochverrat
hat der Volksgerichtshof, 6. Senat, auf Grund der Hauptverhandlung
vom 5. April 1943,
an welcher teilgenommen haben

als Richter:
Volksgerichtsrat Dr. Zieger, Vorsitzer,
Oberlandesgerichtsrat Fikeis,
SA - Obergruppenführer v.Hörauf,
SA - Gruppenführer Bunge,
SS - Brigadeführer Bolek,

als Vertreter des Oberreichsanwalts:
Erster Staatsanwalt Friedrich,

für Recht erkannt:

Der Angeklagte Franz H i e b l e r hat als Gendarmeriehauptwachtmeister bis in den Sommer 1942 daran gearbeitet, in der Steiermark eine kommunistische Organisation aufzubauen, kommunistische Flugblätter verfaßt und verbreitet und dadurch zugleich den Feind begünstigt.

Er wird deshalb

zum T o d e

und zum dauernden Verluste der bürgerlichen Ehrenrechte verurteilt.

III.7 Première page d'un jugement du « Tribunal du peuple » de Graz, du 5 avril 1943, condamnant à mort le gendarme Franz Hiebler, accusé d'avoir tenté de constituer une organisation communiste en Styrie.
(Archives personnelles de M. Eduard Rabofsky, juriste, Vienne)

Begl.Abschrift.

5 H 42 bis 44/45
7 J 208 bis 210/44

IM NAMEN
DES DEUTSCHEN VOLKES

In der Strafsache gegen

1) den Maler Johann F r e u d e n t h a l e r aus Freistadt, dort geboren am 22.November 1899,
2) den Molkereimeister Josef H a u n s c h m i d t aus Freistadt, geboren am 15.Februar 1906 in St.Oswald,
3) den Rauchfangkehrermeister Franz T i s c h l e r aus Freistadt, geboren am 16.September 1899 in Eggersbain,
4) den Geschäftsführer Ignaz B a i e r aus Neumarkt 9 in Mühlkreis (Oberdonau), geboren am 31.Januar 1898 in Rainbach,
5) die Ehefrau Karoline Z e m a n n geb.Buchta aus Freistadt (Oberdonau), geboren am 8.Juni 1895 in Wien,
6) den Gemeindesekretär Leopold K o t z m a n n aus Sandl Nr.5 (Oberdonau), geboren am 15.November 1884 in Wolkowitz,
7) den Diplomingenieur Konrad R i c h t e r aus Freistadt (Oberdonau), geboren am 18.August 1903 in Nadworna,
8) den Angestellten Johann S c h ö f e r aus Lasberg (Oberdonau), geboren am 18.März 1903 in Freistadt,
9) das Lehrmädchen Liselotte L e i t h e n m a i r aus Freistadt, dort geboren am 26.März 1927,
10) den Brauereiangestellten Franz L e i t h e n m a i r aus Freistadt, geboren am 25.Juni 1890 in Fischelham,

-sämtlich zur Zeit in dieser Sache in Haft -

wegen Vorbereitung zum Hochverrat,

hat der Volksgerichtshof, 5.Senat, auf Grund der Hauptverhandlung vom 27.Februar 1945, an welcher teilgenommen haben

als Richter:

Senatspräsident Dr.Albrecht, Vorsitzer,
Landgerichtsrat Dr.Zmeck,
Brigadeführer Regierungspräsident Dr.Balten,
Abschnittsleiter Lettner,

als Vertreter des Oberreichsanwalts:

Landgerichtsdirektor Dr.Lenhardt,

für Recht erkannt:

I. Die Angeklagten Freudenthaler, Haunschmidt, Tischler, Baier, Karoline Zemann, Richter und Franz Leithenmair haben im Sommer 1944 in Freistadt und Umgebung für eine staatsfeindliche sepera-

III.8.a Copie conforme d'un jugement du « Tribunal du peuple » de Linz du 27 février 1945, prononçant 4 condamnations à mort et d'autres à de fortes peines de prison pour « activités séparatistes ».
(DÖW, N° 354)

ratistische Organisation eines gewissen Hermentin Spenden geleistet, z.T. in erheblicher Höhe. Haunschmidt hat sich auch bereit erklärt, etwa annähernden Feindtruppen als Ortskundiger den Weg zu zeigen.

Der Angeklagte Kotzmann hat durch Namhaftmachung von "guten Österreichern" an den Hauptfunktionär Hermentin dessen staatsfeindliche Bestrebungen als Mittäter unterstützt.

Der Angeklagte Schöfer hat nicht nur Spenden für die illegale Organisation gesammelt, sondern auch die Verbindung zwischen den beiden Hauptfunktionären Hermentin und Königsecker hergestellt.

Die Angeklagte Liselotte Leithenmair hat auf Geheiß ihrer Arbeitgeberin , der Ehefrau Königsecker, ihren Vater zur Hergabe von Spenden zu hochverräterischen Zwecken veranlaßt.

II. Je nach dem Grade ihres strafrechtlichen Verschuldens werden verurteilt:

1) wegen Vorbereitung zum Hochverrat und Feindbegünstigung
   die Angeklagten Haunschmidt, Baier, Kotzmann und Schöfer zum T o d e und zum Ehrenrechtsverlust auf Lebenszeit,
   die Angeklagten Tischler und Richter zu je sechs Jahren Zuchthaus und zu sechs Jahren Ehrenrechtsverlust,
   die Angeklagten Karoline Zemann und Franz Leithenmair zu je vier Jahren Zuchthaus und vier Jahren Ehrenrechtsverlust,
   der Angeklagte Freudenthaler zu zwei Jahren Zuchthaus und zwei Jahren Ehrenrechtsverlust;
2) wegen Beihilfe zum Hochverrat und zur Feindbegünstigung die jugendliche Angeklagte Liselotte Leithenmair zu zwei Jahren Jugendgefängnis.

III. Den Angeklagten Freudenthaler, Tischler, Zemann und Franz Leithenmair werden je vier, den Angeklagten Richter und Liselotte Leithenmair je drei Monate Schutzhaft angerechnet.

IV. Sämtliche Angeklagten haben auch die Kosten des Verfahrens zu tragen.

Die Richtigkeit der vorstehenden Abschrift wird beglaubigt und die Vollstreckbarkeit des Urteils bescheinigt.

Potsdam, den 3.März 1945

gez.Schröder-Kay, Amtsrat
als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle.

Beglaubigt:
Fuhrow , Justizobersekretär
als Urkundsbeamter der Geschäftsstelle.

Der Generalstaatsanwalt

OJs 37/43

Wien, am 17.März 1943
I., Justizpalast.

Hochverratssache !

Haft !

A n k l a g e s c h r i f t .

1.) Den Dreher Johann G i p t n e r , geb. am 18.12.1906 in Wien, rk., verh., DRA., zuletzt in Wien 16., Friedmannngasse 55 wohnhaft gewesen,

nicht bestraft,

vorläufig festgenommen am 11.12.1942,

2.) den Werkmeister Franz S e i d l , geb. am 16.11.1900 in Atzgersdorf, DRA., glaubenslos, verh., zuletzt in Wien-Atzgersdorf, Taglieberstrasse 5/6 wohnhaft gewesen,

nicht bestraft,

vorläufig festgenommen am 10.12.1942,

3.) den Autolackierer Gottfried B e v e l a q u a , geb. am 30.9.1904 in Wien, DRA., gottgl., verh., zuletzt in Wien 16., Veronikagasse 5/2 wohnhaft gewesen,

nicht bestraft,

vorläufig festgenommen am 9.12.1942,

4.) den Eisendreher Franz T i e f f , geb. am 18.7.1898 in Wien, rk., verh., zuletzt in Wien 3., Ungargasse 25/3 wohnhaft gewesen,

bestraft,

vorläufig festgenommen am 29.9.1942,

5.) den Autoschlosser Eduard R a b o f s k y , geb. am 7.8.1911 in Wien, DRA., glaubenslos, verh., zuletzt in Wien 9., Tendlergasse 17/2 wohnhaft gewesen,

bestraft,

III.9.a Acte d'accusation contre cinq ouvriers pour « activités séparatistes » et subversives. (Archives personnelles de M. Rabofsky, devenu juriste après la guerre, maintenant professeur d'université).

vorläufig festgenommen am 25.11.1941.

- alle derzeit in der Untersuchungshaftanstalt Wien I in Schutzhaft und bisher ohne Verteidiger -

Klage ich an,

in der Zeit vom November 1941 bis Dezember 1942 in Wien das hochverräterische Unternehmen, mit Gewalt ein zum Reiche gehöriges Gebiet vom Reiche loszureissen und mit Gewalt die Verfassung des Reiches zu ändern, vorbereitet zu haben, wobei die Tat darauf gerichtet war, zur Vorbereitung des Hochverrates einen organisatorischen Zusammenhalt herzustellen und aufrechtzuerhalten.

- Verbrechen gegen §§ 80, 83 Abs.2 und 3 Z.1 RStGB. -

Der Angeschuldigte Johann G i p t n e r errichtete eine Organisation der "Roten Hilfe"; er, T i e f f und B e v e l a q u a hoben Beiträge ein. Alle Angeschuldigten leisteten wiederholt Beiträge für kommunistische Zwecke.

Wesentliches Ergebnis der Ermittlungen.

Im Zuge staatspolizeilicher Erhebungen wurden in den österreichischen Saurerwerken im Herbst 1941 mehrere Personen festgenommen, die sich für die kommunistische Partei betätigt hatten, unter ihnen der Drehergehilfe Alfred M o n z ; dieser wurde vom Oberlandesgericht Wien am 5.2.1943 zu 9 Jahren Zuchthaus verurteilt. (OJs 172/42). Kurze Zeit nach seiner Festnahme zog der Angeschuldigte G i p t n e r in seiner Betriebsstätte, den Saurerwerken, eine Organisation auf, die der Unterstützung der Familienangehörigen des M o n z dienen sollte. Zu diesem Zwecke warb er die Angeschuldigten B e v e l a q u a und S e i d l . Den von diesen abgeführten Bei-

trägen fügte er seine eigenen Beiträge in der Höhe von 10 bis 40 RM hinzu und überbrachte sie gemeinsam mit dem angeschuldigten B e v e l a q u a der Ehefrau des M o n z , das letzte Mal am 10.12.1942.

G i p t n e r regte unter seinen Arbeitskameraden ferner auch die Einleitung einer Sammlung für die Angehörigen des angeschuldigten Eduard R a b o f s k y an, doch kam es in der Folge nicht zur Durchführung dieses Vorhabens, da sich die Angehörigen des R a b o f s k y in besseren wirtschaftlichen Verhältnissen befanden als die des M o n z .

Der Angeschuldigte S e i d l trat bereits im Jahre 1927 der KPÖ. bei, war kommunistisches Gemeinderatsmitglied in Atzgersdorf und kommunistischer Nationalratskandidat. Im Jahre 1927 nahm er an einem Gewerkschaftskurs der kommunistischen Partei Deutschlands in Elgersburg teil. Er leistete im Laufe des Jahres 1942 an G i p t n e r 50.-- RM in Teilbeträgen zu je 10.-- RM.

Der Angeschuldigte B e v e l a q u a , der bisher keiner politischen Partei angehörte, wurde im November 1941 von G i p t n e r für die gegenständliche Organisation geworben und aufgefordert, seinerseits wieder bei anderen "vertrauenswürdigen" Arbeitskameraden weitere Geldbeträge zu sammeln. In der Folge warb er seinen Arbeitskameraden Gottfried P r o h a s k a , Johann K o v a ř und einen gewissen T r u b a r , von denen er im Frühjahr 1942 je eine Reichsmark erhielt. Es ist anzunehmen, dass er auch andere Personen warb und abkassierte, da er G i p t n e r damals einen Betrag von 10.-- RM übergab. Diese Summe ergänzte G i p t n e r auf 30.-- RM und liess das Geld durch B e v e l a q u a der Ehefrau des M o n z überbringen. Wie den Angaben der Maria M o n z zu entnehmen ist, hatte B e v e l a q u a ihr schon im Dezember 1941 einen Beitrag von 40.-- RM überbracht.

Im Sommer 1942 kassierte B e v e l a q u a abermals von den genannten Arbeitskameraden mit Ausnahme des K o v a r 1.-- RM ein und leistete selbst 1.-- RM. Wieder übergab er G i p t n e r 1o.-- RM und begleitete diesen zu Maria M o n z , der G i p t n e r abermals 3o.-- RM übergab. Auch im Herbst 1942 übergab G i p t n e r in Gegenwart des B e v e l a q u a der Maria M o n z 3o.-- RM und am 8.12.1942 5o.-- RM. Jedesmal hatte B e v e l a q u a hiezu 1o.-- RM beigesteuert.

Der Angeschuldigte B e v e l a q u a forderte im Herbst 1941 ausserdem den Angeschuldigten Franz T i e f f auf, bei anderen Arbeitskameraden zu sammeln. T i e f f wendete sich darauf an mehrere Arbeitskameraden, jedoch angeblich ohne Erfolg. Lediglich von dem Angeschuldigten Eduard R a b o f s k y bekam er kurz vor dessen Festnahme im November 1941 einen Betrag von 5.-- RM.

R a b o f s k y , der vor dem Umbruch 1938 im kommunistischen Jugendverband führend tätig war und im Jahre 1935 und 1936 Mitarbeiter der kommunistischen Jugendinternationale in der Sowjet-Union war, verkehrte überdies bis zu seiner Festnahme mit dem Kommunisten Friedrich H e d r i c h . Ob er mit diesem auch politisch illegal zusammenarbeitete, konnte bisher nicht mit Sicherheit ermittelt werden, jedoch gibt der Angeschuldigte selbst zu, mit H e d r i c h oft politische Aussprachen abgehalten zu haben, wobei die Verhältnisse in der Sowjet-Union als erstrebenswert dargestellt wurden. Sie suchten somit einander in ihrer kommunistischen Einstellung zu bestärken.

Die Angeschuldigten sind im Wesentlichen geständig; lediglich B e v e l a q u a stellt die Anwerbung des T i e f f in Abrede, wird jedoch durch diesen zu überweisen sein.

Gegen P r o h a s k a und K o v a r , die derzeit zur Wehrmacht eingerückt sind, sowie gegen T r u b a r und H e d r i c h werden abgesonderte Verfahren eingeleitet.

B e w e i s m i t t e l :

1.) Die Verantwortung der Angeschuldigten;

2.) die Zeugen: a) Maria M o n z , Wien 16., Kirchstettengasse 16/1,

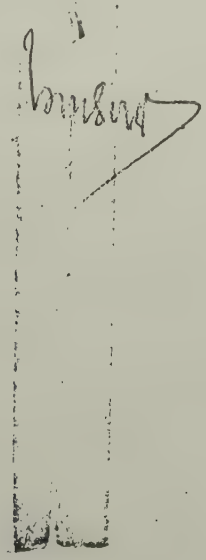
b) Friedrich H e d r i c h , derzeit in Schutzhaft der Geheimen Staatspolizei, Staatspolizeileitstelle Wien;

3.) die Strafregisterauskünfte.

Ich beantrage,

gegen Johann G i p t n e r , Franz S e i d l , Gottfried B e v e l a q u a , Franz T i e f f und Eduard R a b o f s k y die Hauptverhandlung vor dem 6. Senat des Oberlandesgerichtes Wien anzuordnen, gegen alle Angeschuldigten Haftbefehl zu erlassen und ihnen Verteidiger zu bestellen.

Im Auftrag



III.9.e

IV. L'EXIL

1. *Correspondance* de l'AVOES, après l'annexion de l'Autriche
2. *Nouvelles d'Autriche*, N° 1, février 1939
3. Lettre du pays, dans *Osterreichische Post*, N° 4, 1er février 1939
4. *Die Österreichische Post*, N° 6, 1er mars 1939
5. *Nouvelles d'Autriche*, N° 2, mars 1939
6. *Die Osterreichische Post* : In memoriam Joseph Roth
7. Les sociaux-démocrates en Grande-Bretagne
8. *Zeitspiegel* : Informations pour les exilés
9. Heinrich Mann rend hommage à l'âme autrichienne
10. Tract des syndicalistes autrichiens en Grande Bretagne
11. L'écho de la fondation du Front National Autrichien dans l'exil
12. Tract destiné aux soldats autrichiens en France
13. Arnold Zweig sur l'Autriche
14. De Brouckère sur l'indépendance des petites nations
15. La terreur en Autriche
16. 1943 : Les Autrichiens attendent le débarquement
17. *Zeitspiegel* du 6 novembre 1943 : La déclaration de Moscou
18. Manifeste aux Autrichiens en Grande Bretagne
19. Un message de l'ÖFF
20. Janvier 1944 : *Zeitspiegel* plaide pour une armée autrichienne de libération
21. Février 1944 : Les socialistes du London Bureau pour la IIe République
22. Mai 1944 : L'essor de la résistance autrichienne vu de Londres
23. Les premières « Feuilles culturelles » du FAM
24. *Austro-American Tribune*, mai 1944
25. *Informations* de l'ABOK, N° 1, décembre 1944
26. *Austro-American Tribune*, février 1945
27. Octobre 1945 : *Osterreich*, Informations de l'Association des Autrichiens en Suède
28. *Kulturelle Schriftenreihe des F.A.M.*, janvier et juin 1946
29. Correspondance et Essai sur l'histoire autrichienne de E.K. Winter.

RS-KORRESPONDENZ

MITTEILUNGEN DER AUSLANDSVERTRETUNG DER ÖSTERR. SOZIALISTEN

LIBRARY HX 251

Adresse: "AVOES", Paris 9e
26, Avenue Trudaine
Telephone: TRUdaine 59-36

Paris, 18. Juni 1938

PLEASE RETURN TO LIBRARY.

DIE NEUE AUSLANDSVERTRETUNG DER ÖSTERREICHISCHEN SOZIALISTEN.

Die Annexion Österreichs durch Hitler-Deutschland hat auch die organisatorischen und politischen Verhältnisse der sozialistischen Bewegung Österreichs entscheidend verändert. Es soll hier nicht von den Veränderungen in Österreich selbst, sondern nur von den Veränderungen in der politischen Emigration die Rede sein.

Die politische Emigration der österreichischen Sozialisten ist umfangreicher geworden. Zur alten Emigration vom Februar 1934 kommt seit dem März 1938 eine neue Emigration hinzu. Es handelt sich aber nicht nur um eine zahlenmässige Vergrösserung, sondern auch um eine neue politische Zusammensetzung der Emigration. Die Emigration von 1938 besteht in der Hauptsache aus jenen jüngeren Funktionären, die in den letzten vier Jahren die illegale Arbeit der Revolutionären Sozialisten geleitet haben. Die Revolutionären Sozialisten haben sich bekanntlich gleich vom Anfang an als die Erben und Nachfolger der Sozialdemokratie betrachtet. Sie haben in den vier Jahren zwischen 1934 und 1938 als Stützpunkt im Ausland und als ihre Vertretung vor der internationalen Öffentlichkeit das Auslandsbüro der österreichischen Sozialdemokraten (Alös) angesehen. Nun befindet sich der grösste Teil der Führung der Revolutionären Sozialisten ebenfalls im Ausland. Die Aufgabe der Vertretung der neuen Bewegung im Ausland kann daher von den Genossen, die die Partei in den vier Jahren des illegalen Kampfes im Lande geführt haben, selbst übernommen werden. Aus diesem Grunde haben die Vertreter des Zentral-Komitees der RS und des Auslandsbüro der österreichischen Sozialdemokratie gemeinsam eine Neuregelung der Vertretung der österreichischen sozialistischen Bewegung im Ausland vorgenommen. Ihre gemeinsamen Beratungen haben zu folgendem Ergebnis geführt: Das "ALöS" wurde aufgelöst und an seine Stelle eine "Auslandsvertretung der österreichischen Sozialisten" gebildet. Die neue Auslandsvertretung wird jedoch mit Rücksicht auf die politischen Verhältnisse ihren Sitz nicht in Brünn, sondern in Paris haben. Die Aufgabe der Repräsentation der österreichischen Partei im Ausland, der Führung der politischen Arbeit in der Emigration und der Organisierung der Inlandsarbeit geht auf die neue Auslanssvertretung über. Diese Auslandsvertretung wurde zusammengesetzt aus Genossen, die in den letzten vier Jahren in der illegalen Arbeit führend tätig waren. Sie besteht in der Hauptsache aus Mitgliedern des zuletzt gewählten "Zentral-Komitee".

IV.1.a Nous insérons les cinq premières pages de cette *Correspondance* des socialistes autrichiens en France, parce qu'elles contiennent d'intéressantes prises de positions.

Im engsten Einvernehmen mit der Auslandsvertretung werden jene Genossen, die bisher das "Alka" geleitet haben, die einzige derzeit erscheinende Zeitschrift der österreichischen sozialistischen Bewegung, den "Sozialistischen Kampf", herausgeben. Auf der Grundlage dieser Arbeitsteilung hat die österreichische Bewegung die durch die Annexion entstandenen Veränderungen der inneren organisatorischen und politischen Verhältnisse im Ausland in einer für die Arbeit gedeihlichen Weise gelöst. Alle Kräfte, die bisher im Ausland oder im Inland tätig waren, bleiben der Bewegung erhalten. Die Tradition, das Ansehen und die Erfahrungen der Vergangenheit haben ebenso ihren Platz, wie die Bedürfnisse der gegenwärtigen Arbeit und die Entwicklungsnotwendigkeiten der revolutionären sozialistischen Bewegung für die Zukunft.

Die Aufgaben der Auslandsvertretung.

Die Auslandsvertretung wird die österreichische Bewegung gegenüber den anderen Arbeiterparteien in der Sozialistischen Arbeiter-Internationale und vor der internationalen politischen Öffentlichkeit repräsentieren. Sie wird für die Auffassungen, die sich die Revolutionären Sozialisten in den vier Jahren illegalen Kampfes erworben haben, eintreten und im Kreise des deutschen und des internationalen Sozialismus für eine ideologische Erneuerung der Arbeiterbewegung wirken. Sie wird die politische Oeffentlichkeit ausserhalb Hitler-Deutschlands über die Vorgänge im annektierten Österreich, über die sozialen, politischen und kulturellen Verhältnisse in dem von Hitler vergewaltigten Land und über die Probleme des Kampfes gegen den Hitler-Faschismus vom Gesichtspunkt der österreichischen Sozialisten aus unterrichten.

Eine wichtige Aufgabe der Auslandsvertretung wird die Organisierung der Unterstützung für die sozialistischen Flüchtlinge aus Österreich und die Bereitstellung der nötigen Hilfe für die Legalisierung des Aufenthalte der Flüchtlinge in den einzelnen Ländern sein. Zu diesem Zweck hat die Auslandsvertretung in Verbindung mit dem Comité Matteotti Fonds beim Internationalen Gewerkschaftsbund eine eigene Flüchtlingsstelle eingerichtet. Desgleichen hat sie sich mit allen österreichischen und französischen Organisationen, die sich mit den Fragen der Flüchtlingshilfe befassen, in Verbindung gesetzt, damit insbesondere gegenüber den französischen Behörden alle die Rechtslage der Flüchtlinge betreffenden Angelegenheiten einheitlich vertreten werden können.

Die Auslandsvertretung wird sich aber auch bemühen, im Kreise der österreichischen Sozialisten und aller im Ausland mit dem Kampfe der österreichischen sozialistischen Bewegung Sympathisierenden durch Beiträge und Sammlungen für die Sozialistische Arbeiterhilfe (SAH) Mittel für die Opfer des faschistischen Terrors in Österreich und für die Unterstützung des Kampfes gegen den Hitler-Faschismus aufzubringen.

Eine wichtige Aufgabe der Auslandsvertretung wird darin bestehen, die im Ausland lebenden österreichischen Sozialisten mit der Auslandsvertretung und untereinander in Verbindung zu halten und überall, wo sich ein Kreis österreichischer Genossen befindet, durch die Gründung von "Klubs österreichischer Sozialisten" die Solidarität der Genossen zu pflegen, sie in einer geistigen und politischen Verbindung mit der Partei und dem politischen Leben im Inland zu erhalten und nicht zuletzt alle österreichischen Genossen mit den politischen Auffassungen der RS und ihren Grundsätzen vertraut zu machen. Die Auslandsvertretung hat eines ihrer Mitglieder mit der Leitung der politischen Emigrantenarbeit betraut.

Die wichtigste Funktion der Auslandsvertretung bleibt indessen die Organisierung und einstweilige Führung der politischen Arbeit im Land,

Diese Arbeit besteht zunächst in dem Neuaufbau solcher Organisationsgebilde, die nach den bisherigen Erfahrungen unter dem totalitären nationalsozialistischen Regime lebensfähig sind. Zwar wird die Erfahrung, die sich die RS in den vier Jahren illegalen Kampfes erworben haben, werden die Schulung und die politische Geschlossenheit der sozialistischen Kader in Österreich diese Arbeit im Vergleich zu Deutschland wesentlich erleichtern; dennoch muss organisatorisch in einem gewissen Sinne ganz neu und ganz von vorne begonnen werden. Mit der organisatorischen Führung dieses Teiles der Aufgaben der Auslandsvertretung wurde eine von einem Mitglied der Auslandsvertretung geleitete "Inlandstelle" betraut. Die Grundsätze und den politischen Inhalt dieser Arbeit bestimmt die Auslandsvertretung, und zwar solange, bis die Verhältnisse und ein gewisser Entwicklungsgrad der neuen Organisationsgebilde im Lande eine neue Leitungsbildung ermöglichen, bezw. die Auslandsvertretung von den Genossen im Lande ein neues Mandat zur Fortführung dieser Arbeit erhält.

Wie bereits oben ausgeführt, wird als Zeitschrift der sozialistischen Bewegung Österreichs einstweilen nur der "Sozialistische Kampf" erscheinen. Das Erscheinen der "Arbeiter-Zeitung" wurde vorläufig eingestellt. Den "Sozialistischen Kampf" wird, so wie bisher, Genosse Otto Bauer herausgeben. Der "Sozialistische Kampf" ist ein Organ der österreichischen sozialistischen Bewegung; er wird in engster Verbindung mit der Auslandsvertretung redigiert. Im "Sozialistischen Kampf" werden die führenden Genossen der österreichischen Emigration die Probleme des sozialistischen Freiheitskampfes gegen Hitler diskutieren und an den internationalen Auseinandersetzungen um die Orientierung der sozialistischen Bewegung teilnehmen. Er wird Berichte aus Österreich, Artikel über die Erfahrungen des illegalen Kampfes und über die neuen Probleme des Kampfes der österreichischen und deutschen Arbeiterbewegung bringen.

Die Auslandsvertretung wird als Mitteilungsblatt die "RS-Korrespondenz" herausgeben. Sie wird einstweilen nach Bedarf erscheinen. Sie soll zur Information der Gruppen und der vereinzelten Genossen im Ausland und zur Information der befreundeten Arbeiterorganisationen und der Arbeiterpresse dienen.

DIE STELLUNG DER ÖSTERREICHISCHEN SOZIALISTEN ZUR ANNEXION.

Wie bereits durch eine Aussendung der "Interntaionalen Information" bekannt geworden ist, hat Anfang April eine Konferenz der österreichischen Sozialisten getagt. Diese Konferenz wurde einige Wochen später fortgesetzt. Sie hat ausser der Regelung der oben dargestellten Fragen auch zwei wichtige politische Beschlüsse gefasst. Der erste Beschluss betrifft die Stellung der österreichischen Sozialisten zur Annexion. Die Entschiedenheit, mit der wir den Hitlerischen Gewaltakt bekämpfen, ist die selbstverständliche Folge des Kampfes, den die österreichische Arbeiterbewegung in den letzten vier Jahren gegen den Nationalsozialismus und gegen die Gleichschaltung Österreichs an Hitler-Deutschland geführt hat. Die Entschlossenheit, den Kampf gegen die hitlerfaschistische Gewaltherrschaft in Österreich weiterzuführen, lässt uns österreichische Sozialisten aber nicht verkennen, dass das Ziel dieses Kampfes nicht sein kann, die Unabhängigkeit Österreichs wiederherzustellen. Wir führen unseren Kampf, um gemeinsam mit der deutschen Arbeiterklasse den Hitlerfaschismus zu stürzen. Es wäre eine reaktionäre Vorstellung, nach dem Sturz Hitlers für die Lostrennung Österreichs von Hitler-Deutschland einzutreten. Daher kann die sozialistische Bewegung für den Kampf gegen

Hitler nicht die Losung der Wiederherstellung der Unabhängigkeit Österreichs ausgeben. Diese Losung hätte nur einen Sinn, wenn es eine realpolitische Zielvorstellung der Verwirklichung dieser Unabhängigkeit ohne den Sturz Hitlers geben könnte. Das ist jedoch ausgeschlossen.

Die Kommunistische Partei Österreichs hat, ganz im Gegensatz zur Auffassung der RS, ihre ganze Politik auf die Losung Wiederherstellung der Unabhängigkeit Österreichs aufgebaut. Sie benützt in der Propaganda die Schuschniggsche Widerstandsformel "Rot-weiss-rot bis in den Tod". Sie bemüht sich derzeit, im Ausland eine politische Gruppierung von den Kommunisten bis zu den äussersten rechten Gruppen (Legitimisten) zu schaffen, auf der Basis des Kampfes um die Wiederherstellung der Unabhängigkeit Österreichs. Dadurch sind selbstverständlich die politischen Voraussetzungen für die Aktionsgemeinschaft zwischen österreichischen Sozialisten und Kommunisten wesentlich verschlechtert worden. Das Hauptargument der Kommunisten ist der Hinweis auf die Tatsache, dass von einem Grossteil der österreichischen Bevölkerung die Hitler-Diktatur als Fremdherrschaft empfunden wird. Daran ist soviel richtig, dass zu den Mitteln der Sicherung der Herrschaft Hitlers über diesen neu unterworfenen Teil des deutschen Volkes die Verankerung seines zentralistischen Gewaltapparates in Österreich, die Vernichtung der historischen Traditionen des staatlichen und politischen Eigenlebens des ehemaligen Österreichs und bis zu einem gewissen Grad auch die Unteddrückung von kulturellen Eigenarten des deutschen Volkes in Österreich gehört. Im übrigen aber sind die Methoden der Hitler-Diktatur und die politischen Oppositionen, die diese Diktatur in den Massen auslösen, in Österreich kaum anders als im übrigen unter der Hitler-Diktatur stehenden Gebiet Deutschlands. Die Schwäche der kommunistischen Argumentation tritt am deutlichsten dadurch in Erscheinung, dass von den Kommunisten der sinnlose Versuch unternommen wird, die Österreicher als eine eigene Nation hinzustellen und den Kampf der Österreicher gegen die Hitler-Diktatur als nationalen Befreiungskampf zu proklamieren. Die "nationale Befreiung" der Österreicher kann ebenso wie die aller übrigen Deutschen im heutigen grossdeutschen Reichsgebiet nur durch den Sturz Hitlers erfolgen. Da die "nationale Befreiung" der Österreicher nicht ohne den Sturz Hitlers möglich ist, der Sturz Hitlers aber nur das Werk einer gesamtdeutschen Revolution sein kann, kann für den sozialistischen Befreiungskampf nicht die Unabhängigkeit Oesterreichs als Ziel proklamiert werden. Denn sobald die Voraussetzung für die Unabhängigkeit selbst kein Ziel mehr für die revolutionäre sozialistische Bewegung, sondern lediglich noch ein Ziel für reaktionäre Partikularisten und allenfalls für die in einem Krieg gegen Deutschland siegreichen Imperialisten. Eine gesamtdeutsche Revolution darf auch heute keine Losungen aufstellen, die die Zerstückelung eines von Hitler befreiten Deutschland erleichtern würden.

Das Verhältnis zur deutschen sozialistischen Bewegung.

Der zweite wichtige Beschluss der erwähnten Konferenz betrifft das Verhältnis der österreichischen Sozialisten zu den deutschen Sozialisten. Der Sinn dieses Beschlusses ist, dass die österreichische Bewegung einstweilen ihre Selbständigkeit bewahrt; sie wird sich jedoch mit der deutschen sozialistischen Bewegung vereinigen, wenn diese die organisatorischen und politischen Voraussetzungen dazu geschaffen haben wird. An der Schaffung dieser Voraussetzungen, die gleichbedeutend sind mit der organisatorischen Vereinigung und der geistigen und politischen Erneuerung des deutschen Sozialismus, werden die österreichischen Sozialisten aktiv mitwirken. Da es eine einheitliche sozialistische Bewegung in Deutschland nicht gibt, könnte sich die Vereinigung der österreichischen mit

den deutschen Sozialisten nur in der Form einer Vereinigung mit einer der zahlreichen politischen Gruppierungen vollziehen.

Dieser Beschluss bedeutet vor allen Dingen, dass die österreichische Partei mit Rücksicht auf die wirkliche Lage des deutschen Sozialismus im Ausland und Inland die Vereinigung mit der SOPADE nicht vollziehen kann; sie kann eine Vereinigung nur vollziehen auf dem Wege einer Konzentration aller sozialistischen Kräfte des gesamtdeutschen Gebietes.

Die erste Anfang Juni erschiene Nummer des "Sozialistischen Kampf" brachte sowohl einen Artikel über die politische Stellung der österreichischen Sozialisten zur Frage der Annexion als auch eine Darstellung des Standpunktes der österreichischen Sozialisten zur Frage der Konzentration des deutschen Sozialismus.

Für das praktische Verhalten der österreichischen Genossen in der Emigration ergeben sich auf Grund dieser politischen Überlegungen im Verhältnis zu den deutschen Sozialisten folgende Gesichtspunkte:
Es ist wunschenswert, mit den deutschen Genossen einen engen politischen Kontakt und selbstverständlich auch dieselben freundschaftlichen persönlichen Beziehungen zu pflegen, wie sie bei den österreichischen Genossen untereinander bestehen. Dagegen ist es politisch nicht zweckmässig, gemeinsame Organisationen oder Komitees mit irgendwelchen Gruppen oder Genossen der deutschen sozialistischen Bewegung zu bilden. Der politscche Kontakt mit den deutschen Genossen muss in der Frage der Zugehörigkeit zur österreichischen Partei und zu den verschiedenen deutschen Gruppen absolut unzweideutig sein. Genossen, die sich zu den österreichischen Sozialisten rechnen, können daher nicht Mitglieder einer der deutschen sozialistischen Gruppe sein. Umgekehrt werden die österreichischen sozialistischen Organisationen im Ausland keine früheren "reichsdeutschen" Genossen als Mitglieder aufnehmen. Dieses Verhalten ist unbedingt geboten. Es bedeutet keinerlei politische Abgrenzung oder politische Bewertung; es soll nur verhindern, dass die Konkurrenzverhältnisse innerhalb der deutschen Bewegung durch das Aufscheinen der Österreicher in der deutschen Emigration noch verschärft und die Hindernisse einer allgemeinen Konzentration dadurch noch vergrössert werden. Die Revolutionären Sozialisten Österreichs werden daher in keiner Form gegenüber den bestehenden deutschen Gruppen als konkurrierende Organisation auftreten.

MITTEILUNGEN DER FLÜCHTLINGSSTELLE.

Die sozialistische Flüchtlingshilfe wird in Paris durch Beauftragte der Auslandsvertretung im Rahmen und mit den Mitteln des Internationalen Matteottifonds geleistet. Unterstützungsberechtigt gemäss den Bestimmungen des Matteottifonds sind Genossen, die jetzt vor den Nazi flüchten mussten, weil sie entweder bis zum Februar 1934 in der Sozialdemokratischen Partei oder in den Freien Gewerkschaften eine so exponierte Stellung innegehabt haben, dass sie jetzt noch eine Verfolgung befürchten müssen oder die in der illegalen sozialistischen Bewegung an so exponierter Stelle mitgearbeitet haben, dass anzunehmen ist, ihre Tätigkeit sei der Gestapo oder den Parteistellen der Nazi bekanntgeworden. In besonderen Fällen leistet die Auslandsvertretung eine Beihilfe zu der Unterstützung des Matteottifonds.

In den ersten zwei Monaten ihrer Tätigkeit hat die Flüchtlingshilfe in Paris 41 Genossen als politische Emigranten anerkannt und

NOUVELLES D'AUTRICHE

MENSUEL

ÖSTERREICHISCHE NACHRICHTEN

N° 1
FÉVRIER
1939

Anton WIENER:

Trotz Annexion — Oesterreich lebt

Franz WERFEL:

L'AVENIR DE L'AUTRICHE

Louis PIÉRARD:

« L'Allemagne et l'Autriche ne sont pas une même famille »

Unter dem Reichskommissar

Unsere Originalberichte aus allen Teilen des Landes

Wie Oesterreichs Volk Hitler erlebt

PRIX:
3 Frs

IV.2.a Couverture du N° 1 (février 1939) des « Nouvelles d'Autriche » éditées à Paris VIe, 13, rue de l'Ancienne Comédie, avec un article de Franz Werfel.

NOUVELLES D'AUTRICHE

OESTERREICHISCHE NACHRICHTEN

Revue Mensuelle — Monatshefte

13, rue de l'Ancienne-Comédie — PARIS (6e)

●

COMITÉ D'HONNEUR — EHRENKOMITEE

●

Louis ARAGON, Albert BAYET, professeur à la Sorbonne; J. R. BLOCH, A. COTTON, membre de l'Académie des Sciences; Yvon DELBOS, ancien Ministre; Lion FEUCHTWANGER, Edmond FLEG, G. HADAMARD, membre de l'Institut; Reynaldo HAHN, Francis JOURDAIN, E. E. KISCH, Paul LANGEVIN, membre de l'Institut; J. M. LAHY, professeur à la Sorbonne; L. LÉVY-BRUHL, membre de l'Institut; André MORIZET, sénateur; Andrée MARTI-CAPGRAS, Heinrich MANN, Darius MILHAUD, Margarita NELKEN, député aux Cortès; Paul NIZAN, Jean PAINLEVÉ, Paul PERRIN, Jean RENOIR, Henri WALLON, professeur au Collège de France, Jean ZYROMSKI.

Les Nouvelles d'Autriche diront la vérité sur la situation dans ce pays, seront le porte-parole du peuple autrichien en dépit de la domination étrangère, vous informeront sur la lutte que la culture autrichienne mène pour son existence, renseigneront tous les hommes de bonne volonté sur les événements qui se passent dans tous les domaines dans l'Autriche occupée, vous documenteront d'une façon sérieuse sur l'Europe Centrale, rassembleront tous les vrais amis de la liberté du peuple autrichien, qui lutte pour son indépendance et pour la paix.

●

Die Wahrheit über die Lage in Oesterreich, dessen Stimme keine Fremdherrschaft zum Verstummen bringen kann, zu verbreiten;

ein Spiegelbild des Fortlebens und Ringens der österreichischen Kultur zu geben;

alle, die guten Willens sind, über alle Zweige des Lebens im besetzten Oesterreich zu informieren;

eine Quelle ernster und geprüfter Dokumentierung über alle Vorgänge im Herzen Mitteleuropas zu sein;

einen Sammelpunkt aller wirklichen Freunde der Freiheit des österreichischen Volkes und seines Kampfes um Frieden und Unabhängigkeit zu bilden - **das ist unser Programm.**

IV.2.b 2e page du No 1 des Nouvelles d'Autriche.

Paris, 1. Feber 1939

Die Österreichische

COURRIER AUTRICHIEN

(BI-MENSUEL)

Ein Brief aus der Heimat

Graz, Anfang Jänner 1939.

[illegible]

IV.3 Une lettre du pays (Brief aus der Heimat) donne d'intéressantes informations sur l'état d'esprit qui règne en Autriche, un an à peine après l'annexion. *Österreichische Post*, 1er février 1939.

Paris, 1. März 1939 Preis 2 [illegible]

Die Österreichische Post

COURRIER AUTRICHIEN

(BI-MENSUEL)

1. Jahrgang
Nummer 6

PARISER REDAKTION U. ADMINISTRATION:
30, rue Saint-Augustin, IIe. Telephon: Opéra 91-33

Erscheint am 1. und am 15.
jedes Monats

Oesterreich lebt!

Von **Dr. Ernst Karl Winter**

gewesenem Vizebürgermeister von Wien.

Anlässlich eines in New York vom Verein „Friends of Austria" veranstalteten Oesterreichischen Abends hielt Dr. Ernst K. Winter, ehemaliger Vizebürgermeister von Wien, einen Vortrag, den wir hier, nur unwesentlich gekürzt, wiedergeben.

Als ich das letzte Mal Gelegenheit hatte, vor einem so auserlesenen Publikum zu sprechen, war es nicht in Amerika, und ich sprach nicht über Oesterreich, sondern es war in Oesterreich, und ich sprach über Amerika. Es war im Wiener Grossen-Konzerthaus-Saal. Es war vielleicht der letzte demokratische Appell an die verantwortliche Führung Oesterreichs, der ich selbst damals nicht mehr angehörte. In demselben Saal fanden wenige Wochen später gewaltige Kundgebungen der Vaterländischen Front für Oesterreich statt und wieder etwas später, nach kurzem Szenenwechsel, die ersten Massenappelle des Nationalsozialismus. Das alles haben viele von uns, die [illegible] und ich sehe manche hier beisammen, zeigen als vorher, eines in der alten Heimat und eines in der neuen Heimat, die nunmehr die ganze Welt geworden ist, zwei Oesterreich, die freilich nur in wechselseitiger Befruchtung Oesterreich bleiben können. Die intellektuelle Klärung, was Oesterreich gestern war, heute noch ist und morgen wieder werden kann, wird nicht die dumpfe Reaktion der Heimat leisten, sondern nur die *österreichische Emigration* und in ihr wieder diejenigen, die gleichzeitig eine Immigration in eine neue Heimat sind, wo sie Wurzeln schlagen können und einen Beruf finden, der ihren mitgebrachten Fähigkeiten entspricht. Jene Oesterreicher daher, die Amerikaner werden und dennoch Oesterreicher bleiben, werden derjenige geistige Kern des Oesterreichertums in der Zerstreuung sein, der die Hauptaufgabe zu leisten haben wird, und der vor allem dem dumpfen Oesterreichertum der Heimat wieder einen intellektuellen Inhalt geben kann, wenn die Stunde kommt.

Diese Stunde wird kommen. Wir müssen jeden Tag bereit sein, ihr zu entsprechen. Wir werden aber auch Geduld haben [illegible]

Am 11. März

jährt sich zum ersten Male der Tag, da die bewaffnete Uebermacht des Dritten Reiches unser friedliches Vaterland Oesterreich überfiel. Seither ist eine Flut unermesslichen Leides über uns Oesterreicher gekommen. Aber sowohl in der Heimat wie im Ausland ist die Zahl der Oesterreicher gross und wird täglich grösser, die gar nicht daran denken, ihr Vaterland und ihr Oesterreichertum aufzugeben, die der österreichischen Idee treu geblieben sind, und fest an ihr glorreiches Wiedererstehen glauben.

Am 11. März werden sich daher überall in der Welt, wo mehrere Landsleute zusammen sind, — sei es auch noch nicht in organisierter Form, — alle, die Oesterreich treu bleiben wollen, treffen — und zwar ohne Unterschied der Partei, der Weltanschauung, der Rasse oder der Religion — und gemeinsam in würdiger Form der düsteren Stunde gedenken, die uns unser teures Vaterland — wie wir überzeugt sind, nur auf vorübergehende Zeit — geraubt hat. In dieser ernsten Stunde wird es gelten, einander im Festhalten an Oesterreich zu bestärken. Voller Trauer wird unser Blick in die jüngste Vergangenheit, voller Zuversicht und [illegible] in die Zukunft gerichtet sein. Wir werden [illegible]

IV.4 Un éditorial d'Ernst Karl Winter.

Nouvelles d'Autriche — Oesterreichische Nachrichten

N° 2 — Mars/März 1939

« L'Autriche, c'est un foyer de l'esprit qui ne doit pas s'éteindre ».

Paul Painlevé.

NACH EINEM JAHR

von Anton Wiener

Österreich ist nun ein Jahr von einer fremden Macht besetzt, das österreichische Volk hat ein Jahr grausamster Fremdherrschaft hinter sich. Unter den vielen tragischen Daten österreichischer und europäischer Nachkriegsgeschichte gehört der 11. März 1938 zu den tragischsten und den furchtbarsten. Erst nach der Vernichtung der Unabhängigkeit Österreichs beginnt die Welt langsam zu erkennen, welche Bedeutung die Unabhängigkeit und Freiheit dieses Landes für den Frieden Europas gehabt haben.

Noch zittert die tiefe Erregung in Allen, die die letzten Tage des selbständigen Österreichs miterlebten, noch jetzt Allen der Schmerz tief in der Kehle, die am 11. März 1938 und in den folgenden Tagen Zeugen waren, wie sich der Himmel über ihrer Heimat durch die kreisenden deutschen Bombenflieger verdunkelte, wie sich über die Landstrassen und durch die Städte, gepanzerten Schlangen gleich, die langen Ketten von Tanks, Kanonen und Panzerautos schoben.

Millionen ballten damals vor Wut und Schmerz die Fäuste in den Taschen, auf den Lippen von Millionen stand die bange Frage: *Ist es aus . . . für immer?* Und andere, vom Lärm der Propagandamaschinen berauscht, fragten, wird es jetzt wirklich besser werden, kann man glauben, was da jetzt alles versprochen wird? Und schliesslich gab es auch nicht wenige, die nicht viel fragten, sondern mitschrien und gläubig Görings Worte in der „Reichstags"-Sitzung von 19. März 1938 hinnahmen: „ Eine neue, wunderbare Zukunft tut sich für Österreich auf, unter der Führung des geliebten Führers . . ."

Heute ist vieles klarer zu sehen, und wem vor einem Jahre um Österreichs Zukunft bange war, dem erscheint es heute nicht mehr zweifelhaft, dass es Hitler blos gelungen ist Österreich zu besetzen, *dass es ihm aber niemals gelingen wird dieses Land zu gewinnen.* Nein, es ist nicht aus für immer, sondern Österreich lebt weiter auch unter fremder Besetzung, es lebt in den Menschen, die dieses herrliche Land bewohnen und denen ihr Freiheitswillen, ihre Kultur und ihr nationales Bewusstsein nicht aus den Herzen reissen kann.

Das eroberte Land erweist sich als ein sehr heisser Boden. Darüber sind sich wohl die neuen Herren selbst im klaren. „Der Kampf ist noch lange nicht aus. Wir haben am 12. März 1938 wohl einen entscheidenden Sieg errungen. Die kommenden Schlachten müssen wir jedoch erst schlagen." Diese, unsere Feststellungen bestä-

Un an après

Depuis un an, l'Autriche est occupée par une puissance étrangère qui fait régner sur son peuple le régime le plus atroce. L'histoire de l'après-guerre, celle de l'Autriche comme celle de l'Europe, est riche en dates tragiques, mais peu de jours furent aussi tragiques et horribles que le 11 mars. Ce n'est que depuis cette date que le monde a commencé lentement à comprendre l'importance que la liberté et l'indépendance de l'Autriche ont eue pour la paix européenne.

Dans tous ceux qui vécurent les derniers jours de l'Autriche indépendante, vibre encore un profond émoi; ils sont encore hantés par le souvenir douloureux de la journée du 11 mars, cette journée où le ciel de leur pays fut assombri par les bombardiers allemands, tandis que, tels des serpents d'acier, les longues séries de voitures blindées, de chars d'assaut et de canons motorisés de tout calibre, se dirigeaient vers l'intérieur de l'Autriche.

Des millions d'êtres humains serraient les poings dans leurs poches et se demandaient, pleins d'angoisse : Est-ce fini pour toujours ? D'autres, abusés par une propagande bruyante, se demandaient si la vie allait devenir meilleure, et si on pouvait croire aux multiples promesses. D'autres encore, et ils furent nombreux, acceptaient sans réfléchir, les paroles de Göring à la réunion du « Reichstag » le 19 mars : « Sous la direction du Führer bien-aimé, l'Autriche connaîtra un avenir nouveau et merveilleux ».

Aujourd'hui, on voit plus clair ; ceux qui, voici un an, eurent des craintes pour l'avenir de l'Autriche, sont maintenant persuadés que Hitler ne parviendra jamais à conquérir ce pays, dont l'occupation seule lui a réussi. Non, il n'est pas vrai que tout soit fini, l'Autriche vit, même sous l'occupation étrangère. Elle vit dans les hommes qui habitent ce pays magnifique, et ces hommes ne tolèrent pas qu'on arrache de leur cœur l'amour de la liberté et la conscience nationale.

IV.5 N° 2 de *Nouvelles d'Autriche*. **Editorial pour commémorer le premier anniversaire de l'annexion.**

Paris, 1. Juli 1939

Österreichische Post

COURRIER AUTRICHIEN

(BI-MENSUEL)

1. Jahrgang
Nummer 13/14

PARISER REDAKTION UND ADMINISTRATION:
30, rue St-Augustin, IIe. Tel: Opé 91-33. Chèque postal : Paris C 2867.88

Erscheint am 1. und am 15.
jedes Monats

Stefan Zweig
Alfred Polgar

In memoriam Joseph Roth

Hans Natonek
F. Th. Csokor

In eigener Sache

Die vorliegende Nummer erscheint verspätet. Eine Arbeit, wie die unsere, beruht auf Vertrauen und Vertrauen auf Wahrheit. Wir haben daher keinen Anlass, vor unseren Lesern die grossen Schwierigkeiten zu verheimlichen, mit denen unsere Zeitung zu kämpfen hat, denn diese Blätter sind ebenso ihre wie unsere Sache. Sie haben ein Recht darauf, zu wissen, wie es steht. Von den grossen Fonds, über die gleichgeschaltete Presse der „Ostmark" uns zusteht, kann nämlich keine Rede sein. Vielmehr ist es natürlich und kaum vermeidbar, dass eine Zeitung, die, wie unsere, jede Festlegung auf eine bestimmte Partei, Richtung oder Gruppe ablehnt, immer wieder mit den grössten materiellen Schwierigkeiten zu kämpfen haben wird, weil ihr eben wegen dieser Unabhängigkeit keine Gelder, keine Subventionen und keine Parteikassen oder ähnlichen Geldquellen, die auf die Schreibweise des Blattes Einfluss nehmen könnten, zur Verfügung stehen. Unsere

STEFAN ZWEIG:

Abschiedsrede

Abschiednehmen, diese schwere und bittere Kunst zu erlernen, haben uns die letzten Jahre reichlich, ja überreichlich Gelegenheit geboten. Von wie vielem und wie oft haben wir Ausgewanderte, Ausgestossene Abschied nehmen müssen, von der Heimat, von dem eigenen gemässen Wirkungskreis, von Haus und Besitz und aller in Jahren erkämpften Sicherheit. Wieviel haben wir verloren, Freunde durch Tod oder Feigheit des Herzens, und wieviel Gläubigkeit vor Anhangendes hinzunehmen. Aus Instinkt der Selbstbewahrung versuchen wir freilich, unser Gehirn dahin zu disziplinieren, dass es wegdenke, rasch hinüberdenke über jede neue Störung, und alles was hinter uns liegt, schon als endgültig abgelöst zu betrachten. Aber manchmal weigert sich unser Herz dieser Disziplin des raschen und radikalen Vergessens. Immer, wenn wir einen Menschen verlieren, einen der seltenen, die wir unersetzlich und unwiederbringlich wissen, fühlen wir betroffen und beglückt zugleich, wie sehr unser getretenes Herz noch fähig ist, Schmerz zu empfinden und aufzubegehren gegen ein [illegible] unserer Besten, unserer unersetzlichen [illegible]

Ein solcher unersetzliche Mensch war [illegible]

IV.6 In memoriam Josef Roth.

Mitteilungsblatt der Vereinigung Oesterreichischer Sozialdemokraten in Grossbritannien

THE STRUGGLE FOR FREEDOM

Bulletin of the Association of Austrian Social Democrats in Great Britain

Nr. 1 April 1940 London

Wir wollen:

Ein freies, sozialistisches, demokratisches Oesterreich! Ein Oesterreich, dessen Volk unabhängig von äusseren Einflüssen entscheidet, ob es zu Deutschland gehören will oder nicht. Ein Oesterreich, das seine Staatsform, falls die Bevölkerung beschliesst, ihren eigenen Weg zu gehen, ohne moralische, nationalistische, ökonomische und militärische Pression wählt. Ein Oesterreich, welches in der Gesellschaft der Nationen den ihm gebührenden Platz als gleichberechtigtes, verantwortliches Mitglied einnimmt. Ein Oesterreich, das nach den Grundsätzen der Menschenrechte, der sozialistischen Demokratie, des freien Sozialismus aufgebaut ist.

Wir erklären klar und eindeutig, dass die Annexion Oesterreichs am 11. März 1938, da sie im Zeichen brutalsten Terrors und des Einmarsches schwer bewaffneter deutscher Truppen erfolgte, ein Gewaltakt war, der den Gewaltakten gegen die Tschechoslowakei und Polen gleichgestellt werden muss. Wir erklären ferner, dass die Volksabstimmung vom 10. April 1938, da sie angesichts der deutschen Bajonette, Tanks, Kanonen, sowie unter den Augen der Gestapo durchgeführt wurde, ungültig ist und, da ihr Resultat überdies zweifellos gefälscht war, dem Willen des Volkes nicht entspricht. Demgemäss fordern wir, dass die Annexion Oesterreichs restlos und vorbehaltlos rückgängig gemacht wird und dem Land das Selbstbestimmungsrecht gegeben wird.

Getragen von der unerschütterlichen Ueberzeugung, dass der Sieg der Gerechtigkeit im Falle Oesterreichs dem internationalen Frieden dient und eine Phase der internationalen Volksbefreiung darstellt, rufen wir die Parteigenossen und die Gesinnungsfreunde auf, mit uns zu stehen im Kampf gegen die Todfeinde des Fortschritts, gegen Hitler, den Nationalsozialismus und Faschismus, für die Demokratie und für die Freiheit!

IV.7 Bulletin de l'association de sociaux-démocrates autrichiens en Grande-Bretagne, d'avril 1940 ; il s'agit d'un groupe scissionniste.

ZEIT-Spiegel

— Anti-Nazi Weekly

No. 4. IV. Jahr. THREEPENCE. 24.1.1942

Free Austrian Movement
MASSENKUNDGEBUNG
Samstag, 24. Januar, 3 p.m., Porchester Hall, W.2.
REDNER: Nationalratin Maria Koestler, Nationalrat H. Allina, H. Beer, Professor Lalewer, Dr. E. Mueller Sturmheim, Robert Neumann, Emmi Walter, F. C. West, H. Winterberg

Freiwillige in Michailowitsch's Heer

Österreichische Partisanen

Eine österreichische Einheit kämpft, wie aus U.S.A. gemeldet wird, in der jugoslawischen Einheitsarmee Draga Michailowitsch's.

Diese Einheit setzt sich aus österreichischen Soldaten zusammen, die aus den deutschen Besatzungsarmeen in Jugoslawien desertiert und sich Michailowitsch's Patriotenarmee angeschlossen haben. Sie wird von einem österreichischen Offizier kommandiert. Neben Oesterreichern kämpfen an der Seite Michailowitschs polnische, bulgarische und rumänische Militärgruppen und zahlreiche jüdische Freiwillige aus allen Teilen Jugoslawiens.

In Oesterreich selbst steigert sich die Sabotage, wie dies von einem in Ankara eingetroffenen Reisenden einem Vertreter der Tass berichtet wurde. Eine Bombe ist in die Wiener Telegraphenzentrale geworfen worden, ein Teil des Telephonnetztes war unterbrochen und eine Menge Erdöl wurde durch Sabotage vernichtet. Ein Oesterreicher, der Wien am 19. Oktober nach den U.S.A. verlassen hat, schreibt von dort der "London-Information": "Sabotageakte kommen natürlich häufig vor. In der ersten Oktoberhalfte brannte die Fabrik Urban und Brevillier in Floridsdorf infolge von Sabotage nieder. Bei dem zweitägigen Brand wurden an die tausend Autos, die zur Reparatur dort standen, vernichtet. In einer Petroleumraffinerie in Leopoldau wurden die Oeltanks angebohrt und sind ausgeronnen. Ein Militärlager in Deutsch-Wagram ist niedergebrannt."

Beitritte zum Free Austrian Movement

Eine Reihe weiterer Organisationen haben ihren Beitritt zum Free Austrian Movement (F.A.M.) erklart.

Auf der zweiten Vollkonferenz der F.A.M. wurde mitgeteilt, dass die Vereinigung österreichischer Aerzte ihren Beitritt zum F.A.M. vollzogen hat. In einer von 150 Teilnehmern besuchten Versammlung in Leeds wurde der Beitritt der österreichischen Gruppe des dortigen Anglo-Refugee Centre einstimmig beschlossen. Auf der Versammlung sprachen Frau Kolmer und Herr Müller-Sturmheim über die Ziele und Aufgaben des F.A.M.

Oesterreichische Metallarbeiter und Gewerkschaftler in London haben in einer Resolution die Gründung des Free Austrian Movement begrüsst. In der Resolution, die durch den Gewerkschaftsfunktionär A. Holzinger dem F.A.M. übergeben wurde, verpflichten sich österreichische Metallarbeiter und Gewerkschaftler, ihre ganze Kraft für den War Effort einzusetzen und für die Unterstützung der Arbeit des F.A.M. unter ihren englischen Kollegen zu werben.

Eine gut besuchte Versammlung des Verbandes Oesterreichischer Sozialisten, bei der die Nationalrätin Marie Köstler sprach, erklärte sich einmütig für die Unterstützung des Free Austrian Movement und den vollen Einsatz im War Effort.

Massenmörder Reichenau tot

Einer der ärgsten Bluthunde der Geschichte, der Nazigeneral von Reichenau ist tot. Stockholmer eingeweihte Kreise erklären mit Bestimmheit, dass er nach seinen Niederlagen vor Moskau von der Gestapo auf Befehl Hitlers umgebracht wurde. Die offizielle deutsche Meldung besagt, dass er, der wegen seiner robusten Gesundheit bekannt war, an Herzschlag gestorben sei. Reichenau war der militärische Hauptverschwörer, der Hitler zur Macht verhalf und einer von Hitlers direkten Beauftragten bei der Besetzung des Sudentenlandz, bei dem grausamen Feldzug gegen Polen und bei dem Blitz gegen Frankreich, bis er sich endlich an der Kraft der Roten Armee den Schädel einrannte. Der unendlichen Reihe seiner Verbrechen hat er knapp vor seinem Tode die Krone aufgesetzt. Er wird in die Geschichte eingehen als der Verfasser des Armeebefehls der 6. deutschen Armee vom 10. Oktober 1941, der von den siegreichen Sowjettruppen bei der Wiedereroberung von Klin 50 Meilen nordwestlich von Moskau erbeutet wurde. "Die Truppen stehen vor einer Aufgabe, die über den Rahmen der normalen Funktionen des Militärs hinausgeht.... Der Feind muss entsprechend zu Tode gehetzt werden.... Die Versorgung der Ortsbevölkerung und der Kriegsgefangenen mit Lebensmitteln ist überflüssige Menschlichkeit.... Historische und Kunstschätze sind im Osten nicht vom geringsten Werte.... Entschlossene und grausame Massnahmen müssen gegen die männliche Bevölkerung getroffen werden, um sie an der Einreihung in die Guerillas zu hindern." So und ähnlich heisst es in dem Armeebefehl. Reichenau wird in die Geschichte eingehen als einer der Hauptverantwortlichen dafür, dass das deutsche Militär in Horden von Räubern und Mördern verwandelt wurde.

Greuel ohnegleichen

Befehlen wiedenen Reichenaus folgend, begingen und begehen die Nazihorden in der Sowjetunion Verbrechen und Grausamkeiten, vor denen die ärgsten Greuel in der gesamten bisherigen Geschichte verblassen. Existierten nicht solche Befehle wie die Reichenaus und wäre nicht jede einzelne Schandtat die in der letzten Note Molotows über die deutschen Greuel angeführt ist, peinlich genau mit Namens-, Ort- und Zeitangeben belegt, ein normales Gehirn könnte es nicht fassen, dass solche Grausamkeiten möglich sind. Auf offener Strasse werden Menschen die Kleider vom Leibe gerissen. Wer nicht alle seine Lebensmittel bis zur letzten Brotkrume, all seine Kleidung bis zum letzten Hemd abführt, wird erschossen. Greise und Kinder werden zur Arbeit an militärischen Objekten gezwungen und dann erschossen, damit die militär-

IV.8 Le N° du 21 janvier 1942 (première page) du « Zeitspiegel », hebdomadaire antinazi paraissant à Londres, édité par le « Free Austrian Movement » avec le titre : Des partisans autrichiens.

Seite 8 ZEITSPIEGEL No. 10. 7.3.1942.

Heinrich Mann

Huldigung an die osterreichische Seele

Durch den Mund des grossen deutschen Schriftstellers und Demokraten Heinrich Mann, der diese Aufsätze unmittelbar nach der Besetzung Oesterreichs schrieb, spricht die Stimme des besseren Deutschland zum unterdrückten Oesterreich. Es ist die Stimme jenes Deutschland, das "schamrot wird," wenn es an den feigen Ueberfall Hitlers auf ein kleines Volk denkt und für das der Kampf um die Freiheit Oesterreichs und aller unterdrückten Länder ein Teil seines eigenen Kampfes ist.

DIE letzten Wiener Wahlen waren die städtischen Wahlen vom 24. April 1932. Damals ging über Deutschland hin die ungeheuerste Welle von Hitlerei, in Wien aber bekamen die Sozialdemokraten fünfzig Prozent aller Stimmen. Die Christlichsozialen hatten zwanzig Prozent, die Zahl der kommunistischen Wähler verdoppelte sich, für die Nationalsozialisten blieben nur 16,9 Prozent.

Diese verschwindende Minderheit war umso betriebsamer. Mit dem äusseren Feind im Bunde, hoffte sie selbst zur Macht zu gelangen. Statt ihrer hat sechs Jahre später der Feind die Macht ergriffen.

Inzwischen war aus der Minderheit keine Mehrheit geworden. Wahrscheinhat sie noch abgenommen. In diesem Sinn berichtete der Stellvertreter des "Führers" für Oesterreich nach vollbrachtem Plebiszit seinem Herrn. Alle Arbeiter sind Nazifeinde geblieben, die Armee besteht aus österreichischen Patrioten. Die dortige Nazipartei verdient selbst kein Vertrauen. Der Eroberer begriff, dass er die meisten einheimischen Behörden durch seine, aus Deutschland herbefohlenen Leute ersetzen muss. Was folgt, ist die Fremdherrschaft mit all ihrer Willkür, Härte und verständnislos von Grund auf.

Das Regime, das jetzt in Oesterreich wütet, hat besonders gezeigt, wer er ist, als er die Hauptstadt Wien absetzte. Irgendein Provinznest tritt an die Stelle der Herrscherin noch am Anfang des achtzehnten Jahrhunderts stand sie an der Spitze eines Reiches, das Brüssel mit Süditalien verband.

Von dem ganzen ehemaligen Oestreich war Wien allein gar nicht provinziell. Vermöge eines Durcheinander von Rassen und Sprachen, einer Begegnung verschiedener Kulturen und einer verfeinerten Zivilisation überflügelte Wien die ganze Monarchie. Noch grösser war sein Abstand von den deutschen Provinzstädten, die es umgaben.

Nun ist der Nationalsozialismus ein Provinzerzeugnis schlechthin, ein heftiger Rückschlag gegen die Gesinnung der grossen Mittelpunkte, der industriellen oder intellektuellen. Wien hat eine geistig rege, selbstbewusste Arbeiterklasse, und trotz aller Ungunst des Geschickes hatte Wien bis an den Rand der Katastrophe, sich seine geistige Tätigkeit erhalten. Wien musste gebändigt werden: das ist der eigentliche Sinn des Handstreichs gegen Oesterreich. Die verhältnismässige Freiheit Wiens gab fortwährend ein schlechtes Beispiel. Man durfte nicht zulassen, dass Deutschland es noch lange vor Augen hatte. (*Aus: Eine Eroberung.*)

ES gab ein Land der Freundschaft, sogar Verbannte nahm es auf. Das Land ist untergegangen. Es gab eine grosse Stadt, wo trotz der Härten der Zeiten und nach allen begangenen Fehlern die Luft noch gut zu atmen war. Oesterreich ist erlegen und Wien, das Wien, das wir gekannt hatten, ergab sich soeben der Gewalt.

Die Polizei Hitlers schlägt jetzt nieder in Wien, was Wervolles da war, das Klassenbewusstsein der Arbeiter, das freie Gewissen der Denker.

Lange vor 1914 stand ich in Verbindung mit einem Kreise Wiener Intellektueller und hatte keinen lieberen Freund, als Arthur Schnitzler. Es war zur Zeit des Glanzes. Wie viel Ausstrahlung war damals um die Berühmtheiten! Den Frieden machten sie ruhmreich und hatten von diesem Frieden ihren Weltruf. Der Bühnen-und Romandichter, der Schnitzler war, stellte einen einmaligen Fall dar, das kommt nicht wieder: der Liebling einer ganzen Bevölkerung, der vollkommene Ausdruck einer Stadt, ihrer Seele, die er bekannt machte bis über die Meere. Man kennt durch ihn ein Wien, tief menschlich in seiner Leichtigkeit und so zärtlich auf der Schwelle des Todes.

Nach dem Ende des Kaiserstaates, dessen Geschick auch seines war, starb Schnitzler verlassen und betrübt. Für ihn war es noch ein Glück, beizeiten abzugehen. Wo fände man ihn heute? In einem deutschen Konzentrationslager, wenn nicht unter der namenlosen Menge der Selbstmörder. Denken wir nur an Egon Friedell, den Geschichtsschreiber und Schauspieler, gelehrt und voll Anmut, das reine Erzeugnis einer Kultur, zu der alle Rassen beitragen.

Noch vor kurzen hätte man in Wien nach einer hundertprozentig deutschen Familie vergebens gesucht. Das Blut des halben Europa hatte sich dort tausend Jahre hindurch vermischt. Die guten und weniger guten Eigenschaften Wiens sind nur so zu erklären. Wien bot einen Vorgeschmack dessen, was Europa sein wird, wenn es das Zeitalter des Nationalismus überwunden hat.

Dann ist eines Tages, ohne einen Schuss abzugeben, der Eroberer eingerückt in diese Stadt, die er nicht wert war. Aber keines seiner Opfer ist er je wert gewesen.

In der Geschichte der Völker kommen Gespenster vor; sie kennt atavistische Kräfte, die eine Nation befallen und sie erniedrigen, tiefer, als sie sinken müsste. Der Nationalsozialismus ist nur ein Gespenst, seine Kraft ist unlebendig. Gegen sich hat er alles Gesunde, Lebensvolle in dem Deutschland, das ein solches Regime zu Grunde richtet und entehrt. Der feige Ueberfall auf Oesterreich ist eine Schande; Deutsche, die den Namen verdienen, werden schamrot. Die Stunde wird schlagen, da alle Beleidigungen sich rächen und alle Verirrungen gebüsst werden. (Aus: "*Huldigung an die österreichische Seele.*")

Seite 9

IV.9 N° du 7 mars 1942 du « Zeitspiegel » (pages 8 et 9) avec un article de Heinrich Mann « Hommage à l'âme autrichienne ».

3423

Was wollen die österreichischen Sozialisten und Gewerkschafter?

Das Londoner Büro der österreichischen Sozialisten und die Landesgruppe österreichischer Gewerkschafter in Grossbritannien stellen fest:

Die österreichischen Sozialisten und Gewerkschafter haben wiederholt erklärt:

1. WIR WOLLEN HITLER SCHLAGEN UND STÜRZEN.

Wir haben vom ersten Tage des Krieges an die militärische Niederlage Hitlerdeutschlands und die völlige Vernichtung des Faschismus als das oberste Interesse der Arbeiter aller Länder erkannt und alle Kraft eingesetzt, um sie herbeizuführen.

2. WIR WOLLEN EINE EUROPÄISCHE REVOLUTION.

Der Faschismus hat den gesamten Kontinent unterworfen. Die Erhebung aller von ihm unterdrückten und beherrschten Völker wird dadurch zur Möglichkeit und zur Aufgabe. Diese europäische Revolution, die den Krieg beenden soll, muss auch eine neue politische und gesellschaftliche Ordnung in ganz Europa herbeiführen.

3. WIR ANERKENNEN DIE ANNEXION NICHT.

Die österreichischen Sozialisten und Gewerkschafter haben niemals die Annexion, den von Hitler gewaltsam vollzogenen Anschluss Österreichs an Deutschland anerkannt. Die deutschen Sozialisten und Gewerkschafter haben ihrerseits in einer jüngst in London veröffentlichten Erklärung neuerdings festgestellt, dass sie „keine der Gebietserweiterungen oder der gewaltsamen Eroberungen der Hitlerdiktatur anerkennen". Wir sind mit allen internationalen Sozialisten einig in der Forderung nach dem Selbstbestimmungsrecht aller Völker.

4. WIR WOLLEN EIN FREIES, SICH SELBST VERWALTENDES, SOZIALISTISCHES ÖSTERREICH IN INTERNATIONALER VERBINDUNG.

Das österreichische Volk will frei sein, aber es kann allein nicht leben. Es ist nicht nur gegen die faschistische Beherrschung Österreichs durch Hitler, es ist ebenso gegen jede mögliche deutsche Vormundschaft wie gegen jede andere Vormundschaft und Intervention: Das österreichische Volk will sich selbst verwalten. Aber gerade Österreich zeigt die Unmöglichkeit nationaler und die Notwendigkeit internationaler Lösungen. Daher erstreben wir ein freies, autonomes, demokratisch-sozialistisches Österreich als Teil einer möglichst umfassenden demokratischen Föderation, die aus der antifaschistischen Revolution der europäischen Völker hervorgehen soll und die gegen kein einzelnes Land gerichtet sein darf. Indem wir mit aller Entschlossenheit für die demokratisch-sozialistische Entwicklung Österreichs kämpfen, arbeiten wir für einen dauernden Frieden, gesicherte Freiheit, internationale Gemeinwirtschaft und soziale Wohlfahrt in ganz Europa.

5. WIR ARBEITEN FÜR DIE ZUKUNFT.

Die österreichischen Arbeiter werden wie in der Vergangenheit so auch in der Zukunft die Vorkämpfer der Freiheit u[illegible] Träger des Neuaufbaus in Österreich sein. Die Kraft einer geeinigten, selbständigen und demokratischen Arbeiterbewegung muss Österreichs Zukunft in erster Linie bestimmen und beim Wiederaufbau Europas eine wichtige Rolle spielen: bei diesem Werke wollen die österreichischen Arbeiter auch in Zukunft Bundesgenossen der fortschrittlichen Kräfte der westlichen Demokratien und der Sowjetunion sein. Die sozialistischen Arbeiter sind bereit, mit den kommunistischen Arbeitern und mit allen freiheitlichen und demokratischen Kräften des österreichischen Volkes, insbesondere mit den demokratischen katholischen Bauern, der zweitstärksten Gruppe im Lande, zu diesem Ziele zusammenzuwirken. Niemals werden sie Monarchisten und Faschisten — die nichts als die dunkelsten Erinnerungen aus Österreichs Vergangenheit vertreten — einen Einfluss auf Österreichs Zukunft einräumen.

6. WIR VERTRETEN DIE STÄRKSTE UND GESCHLOSSENSTE KRAFT DES ÖSTERREICHISCHEN VOLKES.

Die österreichischen Sozialisten und Gewerkschafter erheben den Anspruch, auch im Ausland als die entscheidende Kraft innerhalb des österreichischen Volkes anerkannt zu werden. Gerade weil sie für die Freiheit des österreichischen Volkes kämpfen und seine Zukunft ernsthaft vorbereiten wollen, lehnen sie die unernste Vordringlichkeit reaktionärer Gruppen und politisch unbedeutender Emigrantenkomitees ab.

Vorarbeit für diese Zukunft leisten die österreichischen Sozialisten im Ausland vor allem durch die Herstellung enger internationaler Verbindungen mit den sozialistischen und demokratischen Kräften aller Nachbarländer und mit den freiheitlichen Mächten in der ganzen Welt.

IV.10 Tract du Bureau de Londres des socialistes autrichiens et du groupe des syndicalistes autrichiens en Grande Bretagne (groupement officiel), de 1942.
Flugblatt, 1942. (DÖW, N° 3423 (A).

Zeit-Spiegel

AUSTRIAN WEEKLY

No. 44. IV. Jahr. THREEPENCE. 31.10.42

"Wir sind im Kriegszustand gegen Deutschland," erklärt

Illegale Konferenz der Oesterreichischen Freiheitsfront

Im Gebirge "irgendwo in Oesterreich," trafen 40 Delegierte der aktiven Kräfte zusammen, die den Freiheitskampf unseres Volkes in der Heimat organisieren, meldet der Oesterreichische Freiheitssender. Die 40 Delegierten der Konferenz vertraten die illegalen Kräfte aus allen Bundesländern Oesterreichs. Sie repräsentierten die verschiedensten Schichten des Oesterreich. Volkes, Arbeiter, Bauern, Mittelstand, Intelligenz und Soldaten. Es waren Vertreter der verschiedensten politischen Richtungen anwesend.

Aus Volkes der Konferenz, die auf die Teilnehmer einen unvergesslichen Eindruck machte, wurde ein Aufruf an das österreichische Volk angenommen, der uns durch die Verbindung gelangt ist, die Kommission des Nachrichtenamtes für die Organisierung des Kampfes leitet. Er ruft den Oesterreichern zu:

"Kopf hoch. Lasst euch von den Preussen nichts gefallen. Wir brauchen die nicht. Sagt es überall, wir sind im Kriegszustand. Die Konferenz hatten wir wahrscheinlich nicht durchführen können, wenn das Ausland uns nicht geholfen hätte. Es ist ein Zeichen, dass auch für Oesterreich die Chance, seine Unabhängigkeit wiederzugewinnen. Wir haben die Kraft dazu, wenn wir nur wollen. Nichts ist mehr gefährlicher als die eigene Unentschlossenheit. Die Zeit ist gekommen, vom passiven Widerstand gegen die Nazipreussen zum aktiven Kampf überzugehen. Wir befinden uns im Kriegszustand gegen die Nazipreussen. Umso fester müssen wir uns zusammenschliessen zur Einheitsfront des ganzen Volkes, zur österreichischen Freiheitsfront. Oesterreich den Oesterreichern! Auf zum Volkskampf gegen Hitler und seinen Krieg, für ein freies und unabhängiges Oesterreich!"

An der Konferenz nahmen u.a. teil: Elf Arbeiter, eine Arbeiterin, zwei Angestellte, drei Bauern, ein Arzt, ein Universitätsprofessor, zwei Lehrer, ein Pfarrer, ein Kaufmann und drei Soldaten.

Die Konferenz, die unter den schwierigsten Verhältnissen stattfand, ist ein Markstein in der Geschichte des österreichischen Kampfes um Freiheit und Unabhängigkeit gegen die deutsche Fremdherrschaft.

Neue Maertyrer

Am 30. September wurden wegen "Hochverrat" hingerichtet: Albin Kaiser, 45 Jahre, aus Veitsberg, Johan Jandl, 37 Jahre aus Tregist, und Karl Klizer, 56 Jahre, aus Graz. Sie werden fortleben in den Herzen unseres Volks.

Globocnik nach Slowenien transferiert

Als der grosse Nazi "Held", der verantwortliche des Massaker Konzentrationslager wurde, wenn das [illegible] Gauleiter Globocnik, der jetzt den Titel "Hilfsbeauftragter [illegible]" trägt, teil Globocnik ist von Polen, wo er als SS.-Kommandant von Lublin ein furchtbares Terrorregiment führte, nach Nordslowenien transferiert worden, um den Widerstand der Slowenen gegen die Einberufung zur deutschen Armee zu brechen.

Schottische Trades-Councils unterstuetzen F.A.M.

Der Trades Council der Stadt Edinborough hat den Beschluss gefasst, das Free Austrian Movement und seine Ziele zu unterstützen. Eine ähnliche Entschliessung wurde vom Trades Council Aberdeen angenommen.

Offensive. Der Begriff, der [illegible] grossen [illegible] Offensive in Lybien, hat [illegible] die [illegible] Phase in der [illegible] Operationen eingetreten, der Sowjetunion [illegible] Partei. Dem [illegible] Die Offensive [illegible] nach der Rede General [illegible] der die Ende der Defensivperiode des Krieges [illegible] hat. Mit der Beginn der [illegible], der Phase der Offensive [illegible]. Die [illegible] Gegenoffensive [illegible] Heimat, [illegible] [illegible] Wenn diese Offensive [illegible] die erwartete Phase auf dem europäischen Kontinent ist, [illegible] [illegible] [illegible] Verlauf auf die [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] Offensivgeist der [illegible] Völker, von dem diese Aktion getragen ist.

Kampfruf ist sofortiger Angriff ist auch die Oesterreich Losung der aktiven Widerstandskräfte in Oesterreich, der Organisatoren des Freiheitskampfes des österreichischen Volkes gegen die Fremdherrschaft Hitlerdeutschlands. Zeugnis für diesen Angriffsgeist gibt die schier unfassbare Nachricht, dass sich 40 Vertreter der aktiven Widerstandskräfte unter den [illegible] Verhältnissen in Oesterreich zu einer Konferenz getroffen haben, um den Feldzugsplan der Freiheitsoffensive zu entwerfen. Einzig und Angriff waren die Losungen der Konferenz, deren Teilnehmen allein schon eine kühne Tat im Angesicht der Gestapo darstellt und Zeugnis ablegt von dem Aufschwung des Widerstandes in unserer Heimat.

IV.11 « Zeitspiegel » du 31 octobre 1942, première page, titrant : « Conférence clandestine du Front National Autrichien » (Österreichische Freiheitsfront), suivi d'autres nouvelles d'Autriche.

Ce tractment destiné aux soldats autrichiens dans l'armée allemande.
Diffusez-le prudemment.

ÖSTERREICHER in der WEHRMACHT!

Die seit langem erwartete Landung der Anglo-Amerikaner in Westeuropa hat begonnen und die von Göbbels vielfach verspottete und zugleich gefürchtete zweite Front ist Wirklichkeit geworden. Der Propagandaschwindel vom "unüberwindlichen" Atlantikwall ist wie die "Unbesiegbarkeit" der deutschen Armeen in sich selbst zusammengebrochen.

Mit gewaltigen Kräften wurde die Landung durchgeführt. Dabei wurden nicht weniger als 4000 Kriegsschiffe und 11.000 Flugzeuge eingesetzt. 640 schwere Schiffsgeschütze schickten Tod und Verderben in die deutschen Linien und 120 Millionen Kilogramm Bomben machten alles dem Erdboden gleich. Durch eine gewaltige Fresche im Atlantikwall strömen nun hunderttausende bestausgerüstete anglo-amerikanische Truppen in die "Festung" Europa. Ein Millionen-Heer steht bereit mitzuhelfen, die Festung zu erobern. Dies bedeutet faktisch den Anfang vom Ende der Hitlerarmee.

In ITALIEN ist die deutsche Front zusammengebrochen und die Armeen Kesselring und Mackensen sind in voller Flucht nach dem Norden, wo die Anglo-Amerikaner schon weit über 160 Kilometer über Rom hinaus vorgestossen sind.

In JUGOSLAVIEN befreit die heroische Volksarmee Titos immer grössere Teile ihrer Heimat und jagt die deutschen Unterdrücker aus dem Lande.

In FINNLAND hat die siegreiche Rote Armee eine Grossoffensive eingeleitet. Weitere russische Grossoffensiven werden den deutschen Land räubern die entscheidenden Schläge versetzen.

Die Luftoffensive in DEUTSCHLAND geht pausenlos weiter, um Hitlers Lebensnerv, die deutschen Rüstungszentren zu vernichten.

Und im Rücken Hitlers wächst der Widerstand der von ihm unterdrückten Völker, den die zweite Front nur verstärken und beschleunigen wird. Die französischen Freiheitskämpfer führen heute schon schwere Kämpfe gegen ihre Henker und Unterdrücker. Das französische Volk in seiner Gesamtheit wartet nur auf das Signal, um die Deutschen Okkupanten mit der Waffe in der Hand zu vertreiben.

So wird Hitlers "Festung" von aussen und von innen stürmreif gemacht, um Europa von der Nazi-Tyrannei zu befreien.

ÖSTERREICHER!

Findest Du es mit Deiner Ehre und Deinen Freiheitstraditionen vereinbar mitzuhelfen die Völker Europas weiter zu unterdrücken?

Willst Du wirklich zugrundegehen mit Hitler und seiner Bande? H o f f n u n g s l o s ?

IV.12 Tract destiné aux soldats autrichiens en occupation en France (rédigé par des résistants autrichiens dans la Résistance française, datant de 1942-43).

G. Marburg

Das Meeting

Es wurde sich um etwas sehr wichtiges handeln. Davon waren alle überzeugt. Wochen hindurch war die Ankündigung überall zu sehen: Grosse Versammlung. Wichtige Fragen stehen zur Diskussion. Mittwoch, den 5. März um 9 Uhr vormittags im Vortragsaal."

Nun waren sie zusammengekommen. Zwanzig junge Pflegerinnen in schmucken Uniformen: die "Junior Nurses Association". Sie hatten eine Vorsitzende und eine Sekretärin und eine Menge von Problemen—wie es sich gehört.

Sie warteten. Kam niemand mehr? Um 9 Uhr 20 Minuten erhob sich die Vorsitzende Schwester Cabbidge. "Ich glaube, wir sollten beginnen, nicht wahr?.... Ich möchte kurz die vergangenen Aktivitäten der Organisation in Erinnerung rufen: Eine Verlosung, bei der Schwester Haberdasch den Preis gewann—einen Spaten. Die 16 Schillinge, die wir dabei einnahmen, wurden zum Einkaufen von Reisnägeln verwendet. Wir wissen ja alle, dass der Bedarf an Reisnägeln in unserer Organisation sehr gross ist, weil wir so viele Ankündigungszetteln im ganzen Spital anbringen müssen, um unsere Organisation bekannt zu machen. Weiters hatten wir einen Stotterwettbewerb, in dem Schwester Pennyworth gewonnen hat. Der Preis war ein Kubel, den uns Oberin freundlicherweise zum Geschenk machte. Das Gesuch für eine 48 Stunden Woche wurde nicht eingereicht, da wir nicht wollen, dass man sich gegen uns stellt. Besonders Oberin würde sehr dagegen sein, wenn wir so etwas versuchten. So lassen wir also diese Sache fallen und arbeiten wir unser grosses neues Programm aus.... Verzeihung.. Schwester Smallgerm, es scheint, als wollten Sie etwas zu diesem Punkt sagen?" Eine rundliche kleine bebrillte Pflegerin stand auf: "Ja,.... Ich glaub' wirklich, ein Programm wäre sehr gut, aber sollten wir nicht zuerst eine mächtige Organisation werden und dann ein Programm aufstellen?" In der allgemeinen Verwirrung die dieser neue Gesichtspunkt auslöste, stand eine andere Pflegerin auf: "Wie kann aus uns ohne Programm überhaupt etwas werden? Niemand wird zu uns kommen, wenn wir nicht erklären können, was wir wollen und wie wir uns die Durchführung vorstellen." Aber Schwester Smallgerm schien eine entschlossene Person zu sein und einige andere schlossen sich ihr an: "Wenn wir eine starke Organisation sind, werden sich uns andere Pflegerinnen anschliessen, auch ohne zu wissen, was wir wollen." Und: "Was nützt uns selbst das schönste Programm, wenn niemand da ist, es durchzuführen? Wir sind hier alles in allem zwanzig Leute und von denen sind nur neun Mitglieder—das ist garnichts". Schwester Cabbidge, im vollen Bewusstsein ihrer Pflichten als Vorsitzende, versuchte ihre Autorität durchzusetzen: "Aber in unserem Programm.." Das Ende des Satzes ging unter in einer Flut von Stimmen und die Diskussion setzte sich in ungeordneter Weise fort, bis ein kleines Persönchen, das wie eine Maus aussah, die Initiative ergriff und sagte, dass man gekommen war, um eine ernste Sache zu besprechen und ob sie bereit seien, das zu tun und ob sie nicht der Vorsitzenden gestatten würden fortzusetzen. Daraufhin steckte die Vorsitzende mit einem dankbaren Lächeln ihre Nase wieder in den Zettel, und las das Programm vor: "Schwestern, als ersten Programmpunkt wollen wir über unsere Kost sprechen." Im Vortragssaal herrschte allgemeine Befriedigung: Essen—das ging jeden an. Endlich war man bei etwas Wichtigem angelangt. Die Organisation mochte schliesslich doch zu etwas gut sein. Die Essensfrage wurde eine geschlagene Stunde diskutiert. Man war sich nicht ganz darüber einig, ob der Custard um einen Ton gelber oder eher lichter sein sollte. Die meisten stimmten darin überein, dass er mehr Enzyme und weniger Stärke enthalten sollte. Herrliche Menüs wurden vorgeschlagen, die Pflegerinnen waren sehr nahe daran zu beschliessen, dass die Köchin herausgeworfen und besseres Essen gefordert werden sollte, da erklärte aber die Vorsitzende, sie glaube nicht, dass sich irgend etwas in der Essensfrage machen lasse, da Oberin selber die Menüs zusammenstelle und das Kochen überwachte; sie würde sich verletzt fühlen und so wäre es das Beste, die ganze Sache fallen zu lassen. Es war übrigens spät geworden und alle mussten am nächsten Morgen zeitlich zum Dienst antreten. Das Datum für die nächste Versammlung wurde festgesetzt. Ankündigungen sollten überall angeschlagen werden.—"Grosse Versammlung. Wichtige Fragen stehen zur Diskussion. Mittwoch, den 19. März um 9 Uhr im Vortragsaal."

Ich ging in mein Zimmer hinauf. Links und rechts davon befanden sich noch 299 eines wie das andere; zusammen dreihundert. Das Schwesternheim. Dreihundert Pflegerinnen lebten hier, dreihundert Menschen, die meisten von ihnen jung, alle übermüdet, mit zu langer Arbeitszeit und zu wenig Geld und frischer Luft und wenn sie eine Versammlung hatten, um wichtige Fragen zu besprechen, kam nur ein ganz kleiner Teil von ihnen und die hatten wenig zu sagen.

Arnold Zweig

Gedanken ueber ein Oesterreich

Ja, wenn es den Ländern da oben gegeben wäre, noch einmal anzufangen dort, wo sie endeten! Beherrscht von Alpen und Donau hatten sie, nach dem Zusammenbruch der Verbrechen und Illusionen des ersten Weltkriegs ein menschliches Zusammenleben versucht, das vor allem ein Ingredienz der Habsburgischen Monarchie übernommen hatte; ihre geographische Vernunft. Ohne jeden Krieg hatte dieses Reich seine Währung aus Glanzzeiten, den Maria-Theresienthaler bis nach Malaga und Südafrika ausgeweitet, seine Weltgeltung durch Musik befestigt, den Ruf seiner Geistesarbeit dadurch verewigt, dass seine Aerzte dem Leben dienten von Ignaz Semmelweis bis Siegmund Freud. Aus der Katastrophe war ein Kern von politischer Vernunft gerettet worden, der sich lebensgestaltend halten konnte bis zum Putsch der heimischen Faschisten, dem alsbald derjenige der bestialischeren, weitaus barbarischeren folgen musste, denn die Gesetze der politischen Physik lassen ihrer nicht spotten. Dass der irrsinnige Affe aus eurem Lande hervorgegangen ist, der bald Friedrich den zweiten spielt und bald Napoleon, niemand rechnet es euch an, jeder sieht jetzt den alldeutschen Oberlehrer hinter seiner Fratze und die kolonialdeutschen Generäle für die er agiert.

Es wäre verfrüht, zu sagen, was aus dem Chaos hervorgehen wird, mit welchem dieser Wahn und dieses Grauen enden muss. Aber die Substanz, aus der der Wiener Arbeiter gemacht war und der Wiener Arzt, Ernst Bruecke und Guido Holzknecht und Wagner-Jauregg und über allen diesen S. Freud, diese Substanz rufen wir an, wenn wir an Oesterreich denken. Wer sich in den Glauben stürzt, kommt darin um; er glaubt schliesslich an einen irren Affen. Insgleichen, wer auf die platte Vernunft pocht, um alsbald die dünne Kruste zu durchschlagen und das Tier in sich loszulassen, die "preussische" Insektenseele. Aber ein Bündnis von Fantasie und Vernunft, von Achtung vor dem Erprobten und Wagemut zum Neugedachten, das tut not, und dazu einen Beitrag könntet ihr wieder und wieder leisten. Was euer Grillparzer prophezeite, hat sich erwiesen: von der Humanität führte über die Nationalität der Weg zu Bestialität. Das Tier wird in der menschlichen Seele repräsentiert durch das rätselhafte Es, das wir konstatieren, ohne es zu erklären. Aber mit unverleichlicher Sprachkraft hat Freud den Rückweg präzisiert, den ein ganzes Volk jetzt zu gehen haben wird; was (vorübergehend) Es war, soll (wieder) Ich werden. Dieses Ich, welches den wachen, verantwortungsbereiten Menschen vertritt, wird es gelten, wieder zur Herrschaft zu bringen. In Europa, in Deutschland, in Oesterreich. Wer etwas vom Weg der Wesen versteht, bereitet sich jetzt schon darauf vor. Denn nach dem Sturz der Maschine der Insektenseele wird wieder ans Werk gehen und vielleicht geachteter als vorher, Verstand und Seele, Fantasie und Einsicht, Erfahrung und Lebensbereitschaft. Und der Oesterreicher, einst allzuverliebt in Formen, wird jetzt wissen wozu man lebt.

Zeitspiegel—Quiz No. 13.

1. "Prosit Neujahr!" Was bedeutet "prosit" eigentlich?
2. Wann ist das nächste Schaltjahr? Was heisst "Schaltjahr" auf englisch?
3. Welche Nacht ist in Shakespeares Drama "Twelfth Night" gemeint? Was ist der deutsche Titel des Dramas?
4. Wer wird der "Washington von Südamerika" genannt?
5. Was ist der höchste Punkt des Wienerwalds? Wie hoch ist er?

Lösungen zu Quiz No. 12.

1. 24. Dezember 1818; Worte und Musik von dem Salzburger Dorfschullehrer Joseph Mohr (geb. 1792). 2. Britische Insel im Stillen Ozean, S.W. von Java. 3. Aus Amerika; der englische Name "turkey" beruht auf der irrigen Annahme, dass die Türkei das Ursprungsland sei. 4. Von "Christmas-box"—das traditionelle Geldgeschenk an Briefträger etc. 5. "Friede auf Erden" von Conrad Ferdinand Meyer.

IV.13 « Zeitspiegel » du 2 janvier 1943 avec un article d'Arnold Zweig, « Réflexions sur une Autriche » (page 6).

Die Unabhaengigkeit der kleinen Nationen

von Louis de Brouckere

(ehem. Vorsitzender der Sozialistischen Arbeiter-Internationale.)

Wir bringen im Folgenden mit Bewilligung des Autors einen Auszug aus einem Artikel des bekannten belgischen Sozialisten, der in "France" vom 3. Dezember erschienen ist und ein auch für Oesterreich dringendes und viel diskutiertes Problem behandelt.

Die harten Tatsachen dieses Krieges haben in den okkupierten Ländern mit völlig neuer Kraft die Bedeutung der Freiheit-und der Demokratie als ihrer Vorbedingung-erkennen lassen. Der Kampf für die Demokratie verschmilzt gegenwärtig so vollständig mit dem Kampf für die nationale Freiheit wie z.B. in der Epoche der Französischen Revolution. Das Nationalgefuhl wird nach diesem Krieg stärker sein als je zuvor.

Man wäre übel beraten, wollte man diese wesentliche Tatsche nicht notwendigerweise in Rechnung stellen. Ich möchte gleich hinzufügen, dass die Atlantic Charter Zeugnis dafür ablegt, wie sehr die grossen alliierten Regierungen Verständnis dafür besitzen. Ich wünschte, dass sie noch präzisiert würde, dass ihre Verpflichtungen in einer so augenfälligen Form verwirklicht würden, dass kein Zweifel an ihrer Gültigkeit entstehen kann. Ich wünschte schliesslich, dass die offentliche Meinung der heute militärisch ausschlaggebenden Grossmächte voll die Situation der okkupierten Länder-der grossen wie der kleinen-verstünden, dass sie verstünden, wie sehr diese Nationen an ihrer wirklichen Unabhängigkeit hangen.

Hier möchte ich ein wenig verweilen. Ich höre für meinen Geschmack zu oft, dass sich nach diesem Krieg die kleineren Nationen um einige der Grossmächte scharen sollen, deren jede auf diese Weise zum Zentrum einer bedeutenden Gruppierung würde. Diese hätten die Aufgabe, das Wohlergehen und die Ruhe zu sichern. Ich misstraue diesen "Zonen der Co-Prosperität". Und ich sage es ganz offen, dass ich für mein Land- so klein es ist -ebenso wenig wie für ein anderes eine Schutzherrschaft wünsche oder zulasse.

Ich kenne die Argumente zur Genüge: dass beim gegenwärtigen Stand der Technik die meisten Nationen allein nicht imstande wären ihre wirtschaftliche Prosperität und militärische Sicherheit zu garantieren. Das stimmt; aber was folgt daraus?

Die kleinen Nationen könnten ihre Sicherheit nicht selbst schützen? Gewiss, aber die grossen auch nicht. Von den drei Riesen der gegenwärtigen Allianz haben alle zeitweise die Notwendigkeit jener Hilfe verspürt, die die beiden anderen liefern konnten. Löste sich die gegenwärtige Allianz in drei oder vier Sicherheitszonen auf, so stünde jede von ihnen am Abgrund des Krieges und der Niederlage.

Die kleinen Nationen seien nicht imstande, allein ihre wirtschaftliche Prosperität zu sichern? Klar-aber steht es mit den grossen Nationen anders? Wird der wirtschaftliche Nationalismus wirklich weniger absurd und verderblich, wenn er sich auf grössere Gebiete erstrecken darf? Man braucht nur einen Blick auf eine Wirtschaftskarte zu werfen, um zu sehen, dass heutzutage jedes Land auf alle anderen angewiesen ist. Selbst die U.S.A. mit ihren grossartigen Naturreichtümern müssen eine Menge wichtiger Waren einfuhren, ganz zu schweigen davon, dass sie andere exportieren müssen.

Und wenn man die Welt in eine kleine Zahl von isolierten und folglich rivalisierenden Territorien aufteilte, würden die Schwierigkeiten der Grenzziehung und der Beilegung ihrer Differenzen eine solche Kriegsgefahr schaffen, dass es das Gescheiteste wäre, am Ende dieses Krieges gar abzurüsten.

Was also? Man muss gemeinsam die Weltwirtschaft und den Weltfrieden organisieren. Aber man muss sie gemeinsam organisieren, ohne auch nur einer Nation, sei sie gross oder klein, das Recht der Teilnahme an den Entscheidungen der allgemeinen Fragen abzusprechen, ohne zuzulassen, dass nur die Vertreter der militärischen Grossmächte demokratisch frei, d.h. zugelassen sind zur Abfassung des gemeinsamen Rechts, während die anderen, im Rang niedriger, nur zu gehorchen hätten.

Andererseits muss man anerkennen, dass ausser militärischen und wirtschaftlichen Fragen eine Unzahl anderer Fragen existiert, die Sache der Nationen sind und sein werden. Es ist von grösster Bedeutung, dass sie von den Nationen selbst geregelt werden. Die nationale Zusammenfassung ist so stark, ihre politische Tradition so mächtig, dass die Einschaltung der einzelnen Individuen in die Weltfragen wirkungslos wäre, wenn sie sich nicht in hohem Masse auf dem Wege über die Nation vollzöge.

Kurt Regner: Arbeit im Kriegsbetrieb

Nun habe ich bereits selbst auf dem Wege Erfahrungen gesammelt, den ich als Leiter der "War Effort-Beratungsstelle" des Austrian Centre so vielen Ratsuchenden dringend ans Herz gelegt hatte. Ich arbeite seit drei Monaten in einem grossen Londoner Kriegsbetrieb.

Das Trainingscentre, durch das ich vorher ging, erschien mir als richtige Erholungsstätte. Als Angestellter des Austrian Centre hatte ich wie alle Kollegen von früh bis spät abends zu arbeiten. Jetzt plötzlich war die Arbeitszeit bloss sieben Stunden und ausserdem ständig unterbrochen durch theoretischen Unterricht. Nur in der geringen Bezahlung besteht eine Aehnlichkeit.

Meinem Wunsch entsprechend wurde ich bald auf die "Placing List" gesetzt und erst zu einem kleinen Betrieb geschickt, in dem ich nur Nachtarbeit machen sollte, was ich sofort ablehnte. Ich erwähne das deshalb, weil man sehr oft die Meinung vorfindet, dass man jeden angewiesenen Posten annehmen muss. Das ist sicher unrichtig. Eine bindende Weisung durch den "Placing Officer" wird meist nur in solchen Fällen gegeben, wo der Trainee ohne stichhältigen Grund die Annahme von Posten wiederholt abgelehnt hatte.

Ich wurde immer wieder gefragt, wie es mir im Trainingscentre gefiel und ob es zu empfehlen sei. Meine eindeutige Antwort lautet: ja. Es kann gewiss vorteilhaft sein, wenn man gleich in einer Fabrik anfängt, in der es Trainingsmöglichkeiten gibt. Das Trainingscentre bildet aber sicher eine sehr nützlich Vorstufe für die spätere Kriegsarbeit. Erstens erhält man meist einen guten Posten zugewiesen—natürlich gibt es auch darüber Beschwerden—und zweitens bildet das Trainingscentre einen leichteren Uebergang zur manuellen Arbeit.

Schon bei dem Interview mit meinem Manager hatte ich erfahren, dass ich der einzige Oesterreicher im Betrieb sei. Ich war mir bewusst, dass eine gewisse Verantwortung auf mir lastet. Die Meinung, die die englischen Arbeiter sich über mich bilden, werden sie dann wohl auf alle Oesterreicher ausdehnen.

Ich bin in Oesterreich niemals mit einer Fabrik in Berührung gekommen. Ich kann also heute incht einmal beurteilen, ob ich in einen guten oder schlechten Betrieb geraten bin. Aber ich hatte anfangs grosse Schwierigkeiten zu überwinden. Zum Beispiel: Ich hatte mir immer eingebildet, dass ich englisch kann. Nun aber konnte ich kaum ein Wort aus der Unterhaltung meiner Arbeitskollegen verstehen und mit ihnen daher auch kaum sprechen. Jetzt habe ich mich an den Dialekt schon einigermassen gewöhnt. Dann empfand ich es als einen grossen Mangel, dass man im Trainingscentre nicht lernte, seine Werkzeuge selbst zu schleifen, wodurch ich nun bei der Arbeit viel wertvolle Zeit verlor. Es ist nur auf die wirklich grosse Hilfsbereitschaft meiner englischen Kollegen zurückzuführen, wenn auch diese Schwierigkeit bald überwunden war.

Die meisten unserer Arbeiter sind in der Metallarbeitergewerkschaft (A.E.U.) organisiert und schon in der ersten Woche hatte ich Gelegenheit einer Versammlung des Betriebes beizuwohnen, wo über Betriebsprobleme gesprochen wurde. Aus allem, was gesagt wurde, klang das Bestreben heraus, die Produktion im Interesse des Krieges zu steigern.

Die englischen Arbeiter verstehen es zu würdigen, wenn wir Oesterreicher sofort in die Gewerkschaft eintreten. Bei meiner Aufnahme wurde unter Beifall darauf hingewiesen, welches Verständnis die meisten Refugee-Arbeiter für die Notwendigkeit einer Gewerkschaft haben.

Der Kontakt mit den englischen Arbeitern wird gewöhnlich nur langsam hergestellt und auch in meinem Fall war es so. Jetzt aber sprechen wir uns schon mit den Vornamen an (sie nennen mich Körl). Sie beginnen sich für Oesterreich zu interessieren.

Das Wichtigste ist die Fähigkeit, sich an die neue Lebensweise anzupassen. Ich glaube nicht, dass wir besondere Leistungen vollbringen, wenn wir das tun, was Millionen englischer Arbeiter als ihre selbstverständliche Pflicht ansehen. Ich glaube auch nicht, dass wir normalerweise nach kurzer Zeit Rekordarbeiter sein können. Schliesslich kann man erfahrene Arbeiter nicht nach einigen Wochen überflügelt haben; man kann nach einigen Wochen Trainingscentre nicht hochqualifiziert sein.

Was wir aber können und müssen, ist, unseren bescheidenen Teil in diesem Kriege leisten.

IV.14 « Zeitspiegel » du 30 janvier 1943 avec un article de Louis de Brouckère, ancien président de l'Internationale Socialiste, « L'indépendance des petites nations » (page 3).

Vier Englaender diskutieren im B.B.C.

Will Oesterreich unabhaengig sein?

In der Sendefolge "Einige Fragen" in der deutschen Sendung des B.B.C. diskutierten am 27. Jänner die Herren Patrick Smith, Richardson, Richard Crossman und Lindley Fraser über eine Frage, die ein Oesterreicher über die Schweiz hergeschickt hatte. Die Frage stammte von einem Eisenbahner aus St. Pölten und wurde von einem Schweizer Eisenbahner weitergegeben. Der Schweizer schrieb:

"Mein österreichischer Freund möchte wissen, warum England noch immer nicht Oesterreichs Anspruch auf Unabhängigkeit anerkennt."

Smith: Nun, ich habe volles Verständnis für unseren österreichischen Freund in St. Pölten, besonders nach den Meldungen der letzten drei Monate. 77 Hinrichtungen hat die österreichische Presse bekanntgegeben, ein Durchschnitt von fast einer Hinrichtung täglich. Natürlich ist das nicht die Gesamtzahl der Hinrichtungen aus politischen Gründen. Es ist nur die Zahl, die von den Nazibehörden zur Veröffentlichung bestimmt wurde.

Richardson: Ach, Sie meinen, die Tatsache, dass die Behörden in Oesterreich jetzt die Namen der Hingerichteten veröffentlichen, beweist, dass sie ihre Schreckensherrschaft jetzt öffentlich plakatieren? Und dass das wieder beweist, dass der Widerstand in Oesterreich wächst?

Smith: Stimmt. All das zeigt, dass die österreichische Freiheitsbewegung von Woche zu Woche stärker wird. Hitler muss jeden Tag einen österreichischen Freiheitskämpfer töten, um Oesterreich niederzuhalten.

Crossman: Ich weiss nicht, ob Ihre Schlussfolgerungen völlig richtig sind. Ich habe mir die Namen der Getöteten angesehen und auch ihr Alter. Da ist mir Eines aufgefallen: die Mehrzahl waren Leute zwischen 35 und 45 Jahren. Und dann sehr viele waren offenbar Arbeiter.

Richardson: Und was folgern Sie daraus?

Crossman: Nun, Patrick Smith steht auf dem Standpunkt, der wachsende Widerstand in Oesterreich sei ausschliesslich ein Kampf gegen Deutschland.

Smith: Jawohl.

Crossman: Aber ich glaube, der Fall liegt nicht so einfach. Auch in Deutschland wächst der Widerstand, genau so wie in Oesterreich, z.B. in Hamburg, in Schlesien, im Ruhrgebiet und in Mannheim. Und doch kann niemand sagen, die Menschen, die im Kampf gegen Hitler gefallen sind, hätten gegen Deutschland gekämpft. Sie haben gekämpft, um Deutschland vom Faschismus zu befreien.

Richardson: Also?

Crossman: Ich bezweifle nicht, dass der Hass gegen Deutschland einer der Gründe für die österreichische Freiheitsbewegung ist. Aber ich bin ebenso sicher, der Kern des Widerstandes liegt in der alten Wiener Arbeiterbewegung. Vergessen Sie nicht—der Schutzbund hat sich mit Waffen gewehrt.

Smith: Gewiss, Crossman, spielt die Arbeiterbewegung in Oesterreich, genau so wie in Deutschland, eine führende Rolle im Freiheitskampf. Aber Sie müssen bedenken, dass sich seit Ausbruch des Krieges die Lage verändert hat. Ich glaube, dass selbst die Wiener Arbeiter eins klar zu sehen beginnen: Die Rechte der österreichischen Arbeiter können nicht geschützt werden, so lange Oesterreich von Berlin aus regiert wird.

Crossman: Darin bin ich ganz Ihrer Meinung.

Fraser: Wir haben in dieser Sendereihe schon vor ein paar Wochen über Oesterreich diskutiert. Damals vertrat ich den folgenden Standpunkt: Es ist ausserordentlich schwer, Oesterreich als ein besetztes Land anzusehen, solange tatsächlich die meisten Oesterreicher bereit sind, mit den Nationalsozialisten zusammenzuarbeiten. Nun, seither habe ich darüber eine Menge entrüsteter Briefe von Oesterreichern erhalten. Eine Briefschreiberin zum Beispiel versicherte mir, viele Oesterreicher waren vor Kriegsbeginn entschlossen, wenn sie für Hitler zwangsweise kämpfen müssen, werden sie die erste Gelegenheit ergreifen, um auf die andere Seite überzugehen. Und das sei ein Beweis dafür, dass die Oesterreicher zumindest im Innersten ihres Herzens Hitler feindlich gegenüberstehen. Dazu will ich nur sagen: Es ist nicht genug, "im Innersten seines Herzens" Hitler feindlich gegenuberzustehen. Man muss bereit sein, nach dem Innersten seines Herzens zu handeln. Und da immer mehr Oesterreicher nach ihrer Ueberzeugung handeln-als österreichische Freiheitskämpfer, wie Smith glaubt; oder aus proletarischer Solidarität, wie Crossman glaubt-aus welchem Grund immer: das Anwachsen des Widerstandes gegen Hitler in Oesterreich ist der wirkliche und einzig mögliche Beweis dafür, dass Oesterreich nicht ein Teil Hitlerdeutschlands ist.

Soweit die Diskussion, die die Meinungen der englischen Oeffentlichkeit wiederspiegelt. Lesen Sie sie aufmerksam durch, soweit Sie sie nicht selbst am Radio gehört haben. Bilden Sie Ihre Meinung darüber, wer recht hat. Das B.B.C. wäre recht froh darüber, wenn viele Oesterreicher ihre Meinung äusserten. Schreiben Sie an den Zeitspiegel. Wir werden Ihre Meinung an das B.B.C. weiterleiten.

Elf Hinrichtungen an einem Tag

Auch in den vergangenen vierzehn Tagen wurden neue Massenhinrichtungen österreichischer Patrioten und Freiheitskämpfer gemeldet. Laut Mitteilung des "Völkischen Beobachter" wurden am 15. Jänner dieses Jahres wegen Hochverrat zum Tod verurteilt und hingerichtet:

Margarete Jost	**26 Jahre**
Theodor Pawlin	**36 Jahre**
Theodor Gindra	**45 Jahre**
Gustav Arch	**38 Jahre**
Rudolf Spulka	

Alle diese Hingerichteten sind aus Wien.

Nach einer weiter Mitteilung des Volksgerichtshofs wurden am 15. Jänner in St. Pölten wegen Hochverrat zum Tod verurteilt und hingerichtet:

Frau Schmaldienst	**43 Jahre**
Franz Pötsch	**43 Jahre**
Anton Grosauer	**39 Jahre**
Alfred Stelz	**37 Jahre**
(alle aus St. Pölten)	
Karl Mraz	**28 Jahre**
Josef Matischek	**29 Jahre**
(aus Wilhelmsburg bei St. Pölten.)	

Ferner wird die Hinrichtung von fünf polnischen Arbeitern in Wien gemeldet.

Die Polizeibehörden sind dazu übergegangen, in Wien und den Industriegebieten bekannte Arbeiter- und Gewerkschaftsfunktionäre ohne direkte Beschuldigung zu verhaften, um offenbar auf diese Weise Geiseln in der Hand zu haben.

Pfarrer macht illegale Propaganda

In Graz wurde der 27 jährige Kaplan Franz Petz aus St. Stefan im Rosental wegen illegalen Radiohörens zu zweieinhalb Jahren Gefängnis verurteilt. In der Urteilsbegrundung heisst es, er habe beleidigende und böswillige Bemerkungen über Massnahmen und Einrichtungen des Staates gemacht, wenn er die Bauern besuchte. Er habe auch falsche Gerüchte, die er im feindlichen Rundfunk gehört hatte, verbreitet.

Auf einer Sitzung der Salzburger "Gausozialkomission" am 20. Jänner wurde vom Gauamtsleiter für Rassenpolitik bekanntgegeben, dass neuerlich zahlreiche "Asoziale" verhaftet worden sind.

Kaltenbrunner - Heydrich von Oesterreich

Dr. Ernst Kaltenbrunner, bisher Gestapochef und S.S.-Gruppenführer für das "Donauland," das ist Wien, Niederösterreich und Oberösterreich, wurde von Hitler zum Nachfolger Heydrichs als Chef der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes ernannt. Kaltenbrunner gehört zu den widerwärtigsten Erscheinungen unter den österreichischen Nazi-Hochverrätern. Er war schon vor der Annexion Oesterreichs einer der führenden Putschisten und Terroristen der Nazis. Nach der Annexion Oesterreichs wurde er im kurzlebigen "Kabinett Seyss-Inquart" Staatssekretär für Sicherheitswesen und übernahm dann die Leitung der Gestapo in den sogenannten Donaugauen. Er ist einer der "Leute hinter den Kulissen" und seine Funktion ist der österreichischen Bevölkerung nie genau bekannt gegeben worden. Offiziell figurierte er als "höherer Polizei-und S.S.-Führer".

Seine Rangerhöhung ist ausserordentlich kennzeichnend für die Situation in Oesterreich. Sie fällt zusammen mit Berichten, wonach die deutsche Reichsregierung über die Lage in Oesterreich äusserst besorgt ist und mehr und mehr zu der Ueberzeugung gelangt ist, dass die Niederhaltung Oesterreichs nur mit besonderen und äusserst schweren Terrormassnahmen möglich sein wird. In deutschen massgebenden Kreisen zweifelt man daran, dass Baldur von Schirach sich noch in Wien durchsetzen könnte. Eine Reihe von weitgehenden Veränderungen wird gegenwärtig in der deutschen Reichsregierung erwogen, um die Herrschaft über das widerspenstige Oesterreich zu sichern. Das erste Resultat scheint die Ernennung Kaltenbrunners zum Nachfolger Heydrichs zu sein, dessen Gewaltbereich, wie dies Himmler nach Heydrichs Tod zugab, sich auch auf Oesterreich erstreckte.

IV.15 « Zeitspiegel » du 6 février 1943 : « l'Autriche, veut-elle être indépendante ? » - Quatre Anglais discutent à la B.B.C. et « Onze exécutions capitales en une seule journée » (page 5).

ZEIT Spiegel
the Young Austria
AUSTRIAN WEEKLY

No. 21. V. Jahr. THREEPENCE. 19.6.43

Die Ziele des Free Austrian Movement

Die Exekutive des Free Austrian Movement hat angesichts der Tatsache, dass sein bisheriges Programm im Wesentlichen bereits verwirklicht werden konnte, der geänderten Situation entsprechend folgendes Programm der Ziele des Free Austrian Movement einstimmig in seiner Sitzung vom 15. Juni 1943 beschlossen :

1. Wiederherstellung eines unabhängigen und demokratischen Oesterreich.
2. Unterstützung der nationalen Freiheitsfront in Oesterreich zur Entfesselung des Volkskrieges gegen die deutsche Fremdherrschaft ;
3. Einsatz der Oesterreicher im Kampf der Vereinten Nationen zur Niederringung Hitlerdeutschlands und seiner Verbündeten ;
4. Aufstellung einer österreichischen militärischen Kampfeinheit ;
5. Enge Zusammenarbeit mit allen Staaten, die an der Existenz eines unabhängigen und demokratischen Oesterreich interessiert sind ;
6. Bekenntnis zu den in der Atlantic Charter niedergelegten Grundsätzen ;
7. Bestrafung der Verräter an Oesterreich und der Kriegsverbrecher ;
8. Sicherung der Versorgung des befreiten österreichischen Volkes mit Lebensmitteln und Rohstoffen ;
9. Einigung der Oesterreicher in allen Ländern für die Erreichung dieser Ziele.

Die erste Bresche in Hitlers Festung

Pantellaria, Lampedusa - die ersten Stellungen in Hitlers "europäischer Festung" sind gefallen. Die RAF und die britische Kriegsmarine haben sich ihren Weg gebahnt. Ihnen gebührt der Ruhm der glänzenden Siege. Am Tage der bedingungslosen Kapitulation der Achse werden wir an Pantellaria und Lampedusa denken, die ersten Breschen in Hitlers Festung.

90 % in Oesterreich warten auf Invasion der Alliierten

Von einem Sonder-Korrespondenten

Unser Korrespondent in Lissabon teilt uns mit : Ich hatte soeben Gelegenheit, mit einer äusserst vertrauenswürdigen Persönlichkeit zu sprechen, die im Frühjahr Oesterreich verlassen hatte. Mein Gewährsmann, der nicht Oesterreicher ist, war durch seine Stellung imstande, jahrelang das Leben in Oesterreich zu beobachten und sich ein genaues Urteil über die Lage und die Stimmung der Oesterreicher zu bilden. Er ist seinem ganzen Wesen nach von Uebertreibungen weit entfernt. Seine konservative Gesinnung und seine Stellung machen ihn vorsichtig in seinen Urteilen und Aussagen. Umso sensationeller wirkt das, was er mir zu berichten wusste.

Ich gebe im folgenden meine Fragen und die Antworten meines Gewährsmannes.

Wie stark ist die deutsche Durchdringung Oesterreichs?

Es gibt jetzt in Oesterreich etwa drei Millionen Deutsche. Sie haben viele der grossen österreichischen Unternehmungen übernommen. Alle höheren und die Majorität der kleineren Staatsbeamten sind Deutsche. Für die früheren österreichischen Staatsbeamten ist es fast aussichtslos, als Beamte Arbeit zu erhalten. Ein Teil der deutschen Industrie ist nach Oesterreich verlegt worden. In Wien z.B. gibt es viele Flugzeugfabriken. **Vor kurzem wurden die Heinkelwerke nach Oesterreich evakuiert und befinden sich jetzt in Schwechat.** Ausser den Deutschen befinden sich noch zahlreiche ausländische Arbeiter in Oesterreich. Man spricht davon, dass in Wien allein ihre Zahl 2 bis 300,000 beträgt.

Wie lebt man in Oesterreich?

Die Lebensmittelrationen sind sehr klein. Wenn man davon leben sollte, wäre man in sechs Monaten tot. Fett bekommt man etwa 15 Deka pro Woche (Butterschmalz und Schmalz), Fleisch beträgt nach der neuerlichen Kürzung 70 Deka pro Kopf und Woche, Milch ein Sechzehntel Liter und sie ist schrecklich mager. Kinder, Schwangere und stillende Mütter bekommen etwas mehr und bessere Milch. Gemüse ist erhältlich, aber man lebt hauptsächlich von rationierten Kartoffeln und schwarzem Brot. Und glauben Sie mir, das Brot ist sehr schlecht. Da man davon nicht leben kann, gedeiht der Schleichhandel. Auch in den Restaurants muss man Marken abgeben. Die rationierten Lebensmittel sind billig. Die Geschäfte sind vollständig leer.

Wie verhalten sich die Oesterreicher?

Die Oesterreicher hassen die Deutschen. Ueberall und täglich, auf der Strasse, in den Geschäften, auf der Elektrischen kann man Zeuge von Auseinandersetzungen zwischen ihnen sein. Gewöhnlich geht das so zu, dass ein Oesterreicher zu schimpfen anfängt, "verfluchte Piefkes" und dergleichen ; dann geht die Rauferei los und sie endet jedesmal damit, dass der Piefke hinausgeworfen wird. **Täglich werden 12 bis 15 Oesterreicher wegen Sabotage und Hochverrat geköpft. Auf den Strassen kann man dann die roten Plakate sehen, auf denen die Hinrichtungen verlautbart werden.** Oft findet man tschechische Namen.

Hat die Widerstandsbewegung organisierten Charakter?

Ja, durchaus. In den letzten Jahren ist in Oesterreich eine sehr starke Wendung vor sich gegangen. Es gab markante Wendepunkte. Der erste Wendepunkt war der deutsch-russische Pakt von 1939. Er hat sich darüber wird man sich hier vielleicht wundern-ausschliesslich gegen die Nazi ausgewirkt. Der zweite Wendepunkt war der deutsche Angriff gegen Russland und der dritte die Niederlage von Stalingrad. Durch letztere wurde insbesondere Hitler selbst schwer betroffen, dessen Unfehlbarkeitsmythos erschüttert wurde. Ueber Tunis wusste man schon lange vor dem Fall, dass die Niederlage gewiss ist. Kein Mensch glaubt mehr an einen deutschen Sieg.

Welche Vorstellungen macht man sich für nach dem Krieg?

Diese Frage beschäftigt die Oesterreicher nicht so stark. Wichtig ist für sie nur, dass die Deutschen hinausgeworfen werden.

Hören die Leute Auslandsradio?

Ja, das tut jedermann. Die Leute interessieren sich vor allem für Tatsachen. Vorgänge in Oesterreich und solche Dinge, die für die Zukunft Oesterreichs wichtig sind. Man sollte das Churchill-Statement stets wiederholen. **Man sollte eine Erklärung der alliierten Regierungen bekommen, die für Oesterreich ein Versprechen enthält.** In Oesterreich weiss man noch nichts davon, was im Ausland für Oesterreich geschieht.

Wie haben die Oesterreicher auf die allgemeine Mobilisierung reagiert?

Man versuchte sich zu drücken. Viele haben versucht, aufs Land zu flüchten, aber man hat die meisten wieder erwischt. Die 17 jährigen müssen jetzt schon einrücken.

Wie geht es den Juden in Oesterreich?

Im Feber gab es in Wien nur mehr 7,000 und einige Hundert Juden, die in der Leopoldstadt leben. Sie sterben dahin. Sie haben keine Chance. Die Bevölkerung hilft ihnen, so gut es geht, mit Geld und Lebensmitteln.

Wie ist die politische Einstellung der Oesterreicher?

Ich habe mit allen Schichten des Volkes Kontakt gehabt. Sie sind alle gegen die Nazi. **Es gibt in Oesterreich höchstens 5 bis 10 Prozent Nazi. Im Moment, da aus dem Ausland Hilfe käme, würden Sie staunen, was in Oesterreich vor sich geht. Die politische Einstellung spielt keine Rolle. Hauptsache ist : Hinaus mit den Deutschen. Wiederherstellung Oesterreichs. Hunderttausende würden den Alliierten sofort zu Hilfe eilen : 90 Prozent aller Oesterreicher, die gesamte Arbeiterschaft, der grösste Teil der Bauern, in Wien sämtliche ehemaligen Beamten, der untere und höhere Mittelstand und die Intellektuellen. Nur die grossen Industriellen würden ein Problem darstellen.**

Vielleicht interessiert Sie noch ein kleines Detail aus meinem Interview. Ich erzählte meinem Gewährsmann über die grossdeutsche Haltung der Pollakgruppe in London. Er war ganz weg. "Ist das wirklich so? Das ist ja unglaublich," rief er aus. "Die Oesterreicher wollen nur eines : hinaus mit den Deutschen."

IV.16 « Zeitspiegel » du 19 juin 1943, première colonne : « Les buts du Free Austrian Movement », et d'un correspondant particulier : « 90 % en Autriche attendent l'invasion des Alliés » (1ère page).

Anerkennung der Unabhaengigkeit Oesterreichs
OESTERREICHISCHE MASSENKUNDGEBUNG
Mittwoch, 10. November, 7.30 p.m. Porchester Hall, Porchester Road, W.2.
Vorsitz: Nat. Raetin M. Koestler; Dr. P. Albert.
Redner: Robert Neumann; F. C. West, Praesident des A.C.
Eintritt 10d.
Executive des F.A.M.

ZEITSPIEGEL

AUSTRIAN WEEKLY

PRICE FOURPENCE

★

No. 41. V. Jahr 6. NOVEMBER 1943

In dieser Nummer!
Luftschutzgebiet Oesterreich
Ein Volksstaat und ein Volkskrieg
Neues Leben in befreiten Doerfern
Die juedischen Fluechtlinge in Italien

Freiheit und Unabhaengigkeit fuer Oesterreich - die Erklaerung der Grossmaechte

Die Regierungen Grossbritanniens, der Union Sozialistischer Sowjetrepubliken und der Vereinigten Staaten von Amerika sind übereingekommen, dass Oesterreich, das erste freie Land, das er Naziagression zum Opfer fiel, von der deutschen Herrschaft befreit werden soll.

Sie betrachten die Annexion, die Oesterreich durch das Eindringen Deutschlands am 15. März 1938 aufgezwungen worden ist, als null und nichtig. Sie fühlen sich in keiner Weise an irgendwelche Veränderungen, die seit diesem Datum in Oesterreich erfolgt sind, gebunden. Sie erklären, dass sie ein freies und unabhängiges Oesterreich wiederhergestellt zu sehen wünschen und damit für das österreichische Volk selbst sowie für jene Nachbarstaaten, die sich vor ähnliche Probleme gestellt sehen werden, den Weg zu öffnen, um jene politische und wirtschaftliche Sicherheit zu finden, die die einzige Basis für den dauernden Frieden ist.

Oesterreich wird indes daran erinnert, dass es eine Verantwortung trägt für die Teilnahme an dem Krieg an der Seite Hitlerdeutschlands, der es sich nicht entziehen kann und dass unvermeidlich bei der entgültigen Regelung sein eigener Beitrag zu seiner Befreiung in Rechnung gezogen wird.

Britische Pressestimmen:

Die ersten Pressestimmen legen der Erklärung der Moskauer Konferenz, über die Wiederherstellung der Unabhängigkeit Oesterreichs, grosse Bedeutung bei. Ausser der Erklärung selbst und der in mehreren Zeitungen veröffentlichten Erklärung des FAM, befassen sich die Leitartikel der führenden Blätter mit Oesterreich.

Daily Telegrach schreibt: "Es mag überraschend sein, dass Oesterreich für eine besondere Garantie der Wiederherstellung seiner Unabhängigkeit ausersehen worden ist. Beim Ueberlegen zeigt es sich aber, dass nichts besser die Entschlossenheit beweisen kann, die Wurzeln der Aggression des deutschen Reichs auszurotten als das Versprechen, den ersten Schritt von Hitlers Expansion rückgängig zu machen. Schliesslich ist Schuschnigg nicht der geringste unter den Märtyrern, die versucht haben, sich dem Aggressor in den Weg zu stellen."

Im **News Chronicle** schreibt Vernon Bartlett: "Das unerwartete Dokument über die Unabhängigkeit Oesterreichs, des ersten Opfers von Hitlers Ehrgeiz und Habgier, gewinnt an Bedeutung, wenn man an den Vormarsch der alliierten Armeen gegen Oesterreich denkt und an das hohe Ausmass, in dem dieses Land zu einem Arsenal geworden ist. Bisher waren die Staatsmänner der Vereinten Nationen mit ihren Versprechen gegenüber Oesterreich sparsam; jetzt werden zehntausende von Arbeitern in Linz, Steyr, Wr. Neustadt und anderen Produktionszentren einen neuen Ansporn zur Sabotage haben."

Das Free Austrian Movement hat die nachfolgende Erklärung zur Deklaration der Dreimächtekonferenz abgegeben:

Die Exekutive des Free Austrian Movement begrüsst mit Enthusiasmus die Entscheidung der Moskauer Konferenz der drei Grossmächte, die Unabhängigkeit Oesterreichs, des ersten Opfers der deutschen Aggression, wiederherzustellen. Diese Entscheidung entspricht den Zielen der Widerstandsbewegung in Oesterreich und der Freien Oesterreichischen Bewegung in Ausland und ist die beste Belohnung für den Kampf der Oesterreichischen Freiheitsfront in der Heimat. Die Erklärung legt dem österreichischen Volk die Verpflichtung auf, seinen Widerstand weiter zu verstärken und den Volkskrieg für die Befreiung i mRücken der deutschen Front zu entfachen. Das Free Austrian Movement ist zuversichtlich darin, dass das österreichische Volk vollen Gebrauch von der Möglichkeit machen wird, die ihm durch die alliierte Erklärung geboten wird. Der Dank Oesterreichs wird durch Taten und Handlungen abgestattet werden.

IV.17 « Zeitspiegel » du 6 novembre 1943 (1ere page) : Liberté et Indépendance pour l'Autriche - la Déclaration des grandes puissances (Déclaration de Moscou).

MANIFEST AN DIE OESTERREICHER IN GROSS-BRITANNIEN

Die Exekutive des Free Austrian Movement in Gross-Britannien hat in Eurem Namen die Deklaration der Moskauer Konferenz für die Unabhängigkeit Oesterreichs begrüsst. Mit dieser Erklärung wurde die Annexion Oesterreichs durch den deutschen Imperialismus für null und nichtig erklärt. Somit wird nach Beendigung des Krieges Oesterreich von der deutschen Fremdherrschaft befreit als freier und unabhängiger Staat wieder erstehen.

Das Free Austrian Movement ist seit seinem Bestand für die Anerkennung der Unabhängigkeit Oesterreichs konsequent und unbeirrt eingetreten. Die Exekutive fühlt sich deshalb veranlasst, als Vertreter von 7,000 im F.A.M. organisierten Oesterreichern, die Aufmerksamkeit aller Oesterreicher auf die Verpflichtungen zu lenken, die in der Moskauer Unabhängigkeitserklärung liegen. Die Befreiung Oesterreichs ist eine Aufgabe der Oesterreicher. Die Vereinten Nationen werden nur jenen helfen, die bereit sind, für ihre Freiheit zu kämpfen. Die Deklaration legt dem österreichischen Volk die Verpflichtung auf, seinen Widerstand weiter zu verstärken und den Volkskrieg für die Befreiung im Rücken der deutschen Front zu entfachen.

Jeder einzelne Oesterreicher, gleichgültig wo immer er lebt, hat im Sinne dieser Aufforderung der Moskauer Konferenz zu handeln. Die Exekutive des Free Austrian Movement hat deshalb, zur Erfüllung dieser Aufforderung der Vereinten Nationen und aufgefordert von oesterreichischen Organisationen aus 17 Staaten, vorgeschlagen,

ein Oesterreichisches Nationalkomitee

zu gründen, das bestehen soll aus den bekanntesten und besten Repräsentanten Oesterreichs im Ausland. Die Aufgabe dieses österreichischen Nationalkomitees wird sein:

I. *Den nationalen Unabhängigkeitskampf der österreichischen Freiheitsfront und seine Entwicklung zum Volkskrieg gegen die deutsche Fremdherrschaft zu unterstützen*;

II. *Treuhänder der Interessen Oesterreichs und der österreichischen Freiheitsfront zu sein*;

III. *Für die politische und wirtschaftliche Sicherheit des unabhängigen Oesterreich im Rahmen der Friedensorganisationen der Vereinten Nationen und in Zusammenarbeit mit seinen Nachbarn zu wirken*; und

IV. *Einheit und Einsatz aller Oesterreicher für diese Aufgaben herzustellen.*

Die Exekutive des Free Austrian Movement hat sich als vorbereitender Ausschuss für die Bildung des Oesterreichischen Nationalkomitees konstituiert und hat alle notwendigen Schritte dafür eingeleitet.

Diese Bewegung zur Gründung des österreichischen Nationalkomitees soll von allen Oesterreichern, gleichgültig welcher Partei oder Religion, welcher Klasse oder welchem Stand sie angehören, unterstützt werden. Es geht um ein Ziel:

Um die nationale Befreiung Oesterreichs von der deutschen Fremdherrschaft.

Wir Oesterreicher in diesem Lande haben deshalb die Aufgabe, hier die Einheit im Free Austrian Movement zu verstärken und *alle* Oesterreicher im Free Austrian Movement zu vereinigen.

OESTERREICHER IN GROSS-BRITANNIEN!

Jeder wird nach diesem Krieg soviel gelten, soviel er für die Befreiung seines Landes im Kampf gegen die deutsche Fremdherrschaft geleistet hat. Diese Verpflichtung gilt für jeden Einzelnen von Euch!

(*Bitte wenden*)

SPENDET FUER DEN OESTERREICHISCHEN FREIHEITSFOND!

IV.18 « Zeitspiegel » du 13 novembre 1943 : Manifeste aux Autrichiens en Grande Bretagne, pour la fondation d'un Comité National Autrichien.

Die Botschaft der Oesterreichischen Freiheitsfront

Die Oesterreichische Freiheitsfront begrüsst aus ganzem Herzen die Entscheidung der Siegermächte der Antihitler-Koalition über die Befreiung unseres Landes vom deutschen Despotismus und die Wiederherstellung der Freiheit und Unabhängigkeit Oesterreichs — heisst es in einem Aufruf der Oesterreichischen Freiheitsfront, den sie durch ihren geheimen Radiosender "Oesterreich" verlautbarte.

Diese Entscheidung, so heisst es weiter - gibt uns Vertrauen in unsere Zukunft zu einer Zeit, da wir alle in der Gefahr schweben, in den bodenlosen Abgrund der nazistischen Katastrophe zu stürzen.

In ihrem Gründungsmanifest vor einem Jahr hat die Oesterreichische Freiheitsfront ausgeführt, dass die Niederlage Hitlers für Oesterreich eine grosse Chance bedeutet, seine Freiheit und Unabhängigkeit wiederzugewinnen. Damals sagten wir, dass "wir nicht allein sind," dass "die Weltfront der freiheitsliebenden Völker uns in unserem Befreiungskampf helfen wird, wenn wir durch Taten beweisen, dass wir wirklich frei sein wollen, dass wir nichts mit Hitler gemein haben." Heute können wir sagen: unser opferreicher Kampf gegen die deutsche Fremdherrschaft und ihren Terror war nicht umsonst. Nicht umsonst haben Hunderte und Hunderte von Märtyrern ihr Leben in unserem nationalen Freiheitskampf gelassen. Der Niederbruch der verfluchten Hitlerherrschaft ist bereits entschieden, er hat bereits begonnen.

Die hilflosen und hoffnungslosen Vabanque-Spieler von Berlin stehen vor militärischen, politischen und wirtschaftlichen Ereignissen, die wie eine Lawine auf sie niederstürzen. Unser Vertrauen in die Stärke und Solidarität der freiheitsliebenden Völker hat uns nicht getäuscht.

Die Welt hat nicht vergessen, dass wir die ersten Opfer der Hitleraggression sind und sie wird sich niemals mit dem gewaltsamen Anschluss abfinden.

Für jeden Oesterreicher ist die Zeit gekommen, Stellung für oder gegen Oesterreich zu beziehen, für die Wiederherstellung der Freiheit und Unabhängigkeit unseres Landes oder für einen Tod der Schande an der Seite Hitlers.

Die Zeit ist gekommen, um mit allen Halbheiten, allem passiven Warten Schluss zu machen. Der Oesterreicher, der sich heute nicht dem Freiheitskampf gegen die deutschen Unterdrücker anschliesst, stösst damit seinem Land den Dolch in den Rücken und wird als ein Komplice Hitlers zur Verantwortung gezogen werden, wenn uns die freie Welt der fortgesetzten Unterstützung für Hitler anklagt.

Die Schurken und Verräter, die heute noch als Henker ihres eigenen Volkes auftreten, die uns als Kanonenfutter an Hitler verkaufen und uns den Weg zu Frieden und Freiheit versperren, werden der Rache des Volkes nicht entgehen. Sie müssen schon heute als Ausgestossene aus der Familie des österreichischen Volkes erklärt werden.

Tod den Unterdrückern und Verrätern!

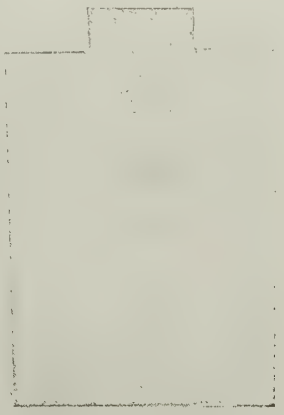
Eine halbe Millionen Tote, eine ganze Armee von Krüppeln, endlose Sorgen und Leiden- damit haben wir für die deutsche Herrschaft gezahlt. Das Volk ist einig in seinem gerechten Zorn gegen die Hitlerbanditen und Massenmörder. Möge dieser Hass zum patriotischen Hass, zu grossen patriotischen Taten werden. Schliessen wir die Einheit der ganzen österreichischen Nation zum Volkskrieg gegen unsere Peiniger und Unterdrücker.

Jeder Oesterreicher, durch seine Pflicht gebunden, kann und muss seinen Beitrag im Kampf für die Befreiung unseres Landes leisten. Diese Hilfe gilt unserer eigenen Befreiung. Sie bedeutet wenig für die machtvollen Befreierarmeen, für uns aber bedeutet sie die entscheidende Garantie unserer Freiheit und Unabhängigkeit. Ein Volk kann nicht wirklich frei sein ohne für seine eigene Freiheit zu kämpfen. Es kann seine Freiheit nur behaupten, wenn es Vertrauen in seine eigene Kraft hat, wenn es einig ist in patriotischem Selbstbewusstsein.

Das ist die Lehre aus der Geschichte der Republik, deren 25. Jahrestag wir vor kurzem gefeiert haben. Wir müssen der feigen Zweifel an der Lebensfähigkeit Oesterreichs, den schädlichen Einflüssen des deutschen Imperialismus und seiner Theorien ein Ende setzen. Wir müssen unser Land von der grossen faschistischen Plage und Erniedrigung reinigen. Niemand kann uns diesen Kampf abnehmen. Das Volk kann nur durch seine eigenen Errungenschaften stark sein.

Unser patriotischer Kampf ist die sicherste Garantie für die kommende Freiheit und Unabhängigkeit unseres Landes.

Zahllose Beispiele anderer Länder zeigen uns, dass jedes Volk, wie klein es auch sei, erfolgreich gegen die fremden deutschen Tyrannen kämpfen kann, wenn es nur geeint ist in der festen patriotischen Kampfeinheit und alle Kräfte sich um das gemeinsame Ziel scharen.



Gedenkplakette des Austrian Centre für die öst. Märtyrer. Holzrelief von Franz Pixner

Die Grundlage für eine solche patriotische Kampfeinheit in unserem Land ist die Oesterreichische Freiheitsfront. Die Freiheitsfront ist keine politische Partei und hat auch nicht die Absicht, sie zu ersetzen. Die Oesterreichische Freiheitsfront vereint alle österreichischen Patrioten, alle Kämpfer für ein freies, unabhängiges Oesterreich. Sie besteht aus zahllosen patriotischen Kampfgruppen in der Industrie und auf dem Lande, in der Armee, auf den Hochschulen, in den Jugendarbeitslagern. Die Freiheitsfront ist das Banner, unter dem sich alle österreichischen Patrioten zusammenschliessen, gleichgültig wo und wie sie kämpfen. Unter ihren Losungen vereinigen sich alle politischen Kräfte unseres Landes-Katholiken, Kommunisten, Mitglieder des Bauernbunds, der Gewerkschaften, Sozialdemokraten—in ihrem Wunsch nach der Freiheit und Unabhängigkeit Oesterreichs.

Diese Kampfgruppen unter dem vereinenden Banner der Freiheitsfront zu vermehren, ist eine unserer wichtigsten Auf-

IV.19 Par le truchement de *Radio Autriche*, l'ÖFF s'adresse aux Autrichiens pour leur dire que le moment est venu de se décider pour ou contre l'Autriche. *Zeitspiegel*, 27 novembre 1943.

In dieser Nummer:

Phyllis Bottome:
Das wahre Oesterreich

Deutschland 1944

Armee und Hinterland im Jugoslawien Titos

J. Desser:
Das Schicksal der Juden

ZEITSPIEGEL

AUSTRIAN WEEKLY

PRICE FOURPENCE

No. 4. VI. Jahr 29. Jaenner 1944

Neuerscheinung
Ernst Fischer:
Der Oesterreichische Volkscharakter
Preis sh. 1/6
Verlag Free Austrian Books, 124, Westbourne Terr., W.

Wir wollen die Oesterreichische Freiheitsarmee

Je näher die Entscheidungskämpfe heranrücken, desto dringender wird unsere österreichische Forderung nach der Aufstellung einer österreichischen militärischen Einheit in der britischen Armee. Hunderte Oesterreicher haben sich freiwillig für die kombattanten Einheiten der britischen Armee gemeldet und viele von ihnen werden bereits ausgebildet. Viele Hunderte von den Oesterreichern, die seit Jahr und Tag im Pioniercorps dienen und seitdem in grosser Zahl auf ihren eigenen Wunsch in kombattante Einheiten transferiert worden sind, haben den gleichen Wunsch, ihren Einsatz als Oesterreicher zu leisten. In Nordafrika sind Hunderte von Oesterreichern, die dort durch die Alliierten befreit worden sind und seither im Pioniercorps dienen, ebenfalls bereit. Immer wieder erhält das Free Austrian Movement von Oesterreichern in aller Welt Briefe, in denen der Wunsch nach einer kombattanten österreichischen Truppe ausgesprochen wird und die Bereitschaft, in ihr an der Seite der Alliierten für die Befreiung der Heimat zu kämpfen Eine österreichische militärische Formation würde allen Oesterreichern im Ausland die ersehnte Möglichkeit geben, ihren Platz in der vorderen Reihe des österreichischen Befreiungskampfes zu beziehen. Aber die Wirkung einer solchen Kampftruppe ginge weit darüber hinaus. Schon heute sind viele österreichische Kriegsgefangene in den Lagern bereit, von Hitlers Armee, in die sie gezwungen worden waren, in die österreichische Freiheitsarmee überzutreten. "Ungeduldig zählen wir die Tage," schreibt ein solcher Kriegsgefangener aus Oesterreich in einem Brief, den wir an anderer Stelle veröffentlichen. Einer von vielen. Und wieviele mögen bei der Nachricht, dass auf alliierter Seite eine Kampftruppe für Oesterreich gebildet worden ist, sich von der deutschen Armee zu ihr durchschlagen? Haben nicht die tschechoslowakischen Legionen im letzten Weltkrieg einen hervorragenden Anteil an der Sammlung der Kräfte für den Befreiungskampf gehabt? Die Moskauer Deklaration hat mit Recht die Oesterreicher an ihre Verantwortung erinnert und sie zu grösserem Widerstand aufgerufen. Gebt uns eine militärische Kampftruppe und sie wird zum Sammelpunkt der opferbereitesten, verantwortungsbewusstesten Patrioten und Freiheitskämpfer Oesterreichs werden.

Oesterreichische Weltbewegung

Die Tatsache, dass heute die überwiegende Mehrheit der österreichischen Organisationen im Ausland sich in die Freiheitsbewegung Oesterreichs eingereiht haben, lässt den Zeitpunkt gekommen erscheinen, alle im Ausland befindlichen patriotischen Organisationen der Oesterreicher fester miteinander zu verknüpfen und sie zu einer österreichischen Weltbewegung zusammenzuschliessen. Die Grundlage für diesen Zusammenschluss ist darin bereits gegeben, dass zwischen dem Free Austrian Movement und den patriotischen Organisationen in Uebersee seit langem Uebereinstimmung im Programm und in der Ausrichtung der Tätigkeit besteht und seit langer Zeit ein enger Kontakt der österreichischen patriotischen Uebersee-Organisationen mit dem Free Austrian Movement existiert. Die Vereinigung dieser Uebersee-Organisationen mit dem Free Austrian Movement unter Einbeziehung der Oesterreicher in der Sowjetunion und im befreiten Nordafrika zur österreichischen Weltbewegung würde den vollen Einsatz der Oesterreicher im Ausland erleichtern. Das Exekutivorgan dieser Weltbewegung würde mit voller Autorität für die Auslandsbewegung der Oesterreicher sprechen. Die österreichische Weltbewegung wäre ein grosser Schritt weiter auf dem Weg der Einheit und zur Herausbildung eines Nationalkomitees.

Kriegsverbrecher

Unter den Namen der Kriegsverbrecher und Mörder, die am Tode zehntausender russischer Zivilisten Schuld sind, stehen an prominenter Stelle auch mehrere österreichische Quislinge. Einer von ihnen ist Frauenfeld, der als Kommissar für die Krim von der Sowjetregierung für die in Melitopol begangenen Verbrechen verantwortlich gemacht wird. Ein anderer ist Kaltenbrunner, Gehilfe Himmlers und Nachfolger Heydrichs und — wie sich im Charkower Prozess gegen deutsche Kriegsverbrecher herausstellte — Erfinder der Giftgasautos, mit denen unzählige Männer, Frauen und Kinder hingerichtet wurden. Der Mörder Frauenfeld fährt heute als Naziredner in den österreichischen Betrieben herum und fordert die Wiener zum "Durchhalten" auf. Der Mörder Kaltenbrunner ist noch immer Mitglied des sogenannten Linzer Gemeinderats.

Die Tatsache, dass diese Verbrecher aus Oesterreich stammen, wird dadurch noch nicht aus der Welt geschafft, dass die überwältigende Mehrheit des österreichischen Volkes sie hasst und verachtet. Die Mitverantwortung Oesterreichs für diese Tatsache besteht so lange, so lange diese Männer und die anderen österreichischen Quislinge nicht vom österreichischen Volk verurteilt und vor der ganzen Welt sichtbar von ihm bestraft werden.

Frankreich, Holland, Belgien geben Oesterreich ein gutes Beispiel für den Umgang mit Quislingen. Die Verräter und Nazifreunde in diesen Ländern sind heute keinen Augenblick lang ihres Lebens sicher. Hunderte französischer "Kollaborationisten" haben in den letzten Monaten einen kleinen Holzsarg — ihr Todesurteil — ins Haus geschickt bekommen. Kurze Zeit darauf wurde trotz aller Schutzmassnahmen der deutschen Behörden regelmässig das Todesurteil vollstreckt.

Oesterreich, dessen Quislinge zum Verrat am eigenen Volk noch die Unterdrückung und Ausrottung anderer Völker im Auftrag ihrer deutschen Befehlshaber gefügt haben, kann und darf nicht weniger tun. Es kann und darf die Abrechnung mit diesen Männern nicht auf das Kriegsende verschieben.

IV.20 Les exilés autrichiens en Grande Bretagne manifestent leur volonté de se battre aux côtés des Alliés. Editorial du *Zeitspiegel* du 29 janvier 1944.

Schriftenreihe des Londoner Büros
der österreichischen Sozialisten

DIE ZWEITE REPUBLIK ÖSTERREICH

KARL CZERNETZ
Die sozialistische Partei Österreichs

OSCAR POLLAK
Die Aussenpolitik des neuen Österreich

W. ROSENZWEIG
Der Aufbau der Zweiten Republik

Preis 1/6 LONDON 1944

IV 21 En publiant une brochure après la déclaration de Moscou, les socialistes du London Bureau créent l'expression *Die Zweite Republik*.
Page de couverture avec les sujets traités.

Bitte beachten Sie!
Redaktionsschluss fuer die Rubrik "JEDE WOCHE" (Veranstaltungskalender) jeweils eine Woche vor Erscheinen FREITAG 12 a.m.

ZEITSPIEGEL

AUSTRIAN WEEKLY

PRICE FOURPENCE

No. 20. VI. Jahr. 20. Mai 1944

Hört die Stimme der Heimat
Der illegale Freiheitssender OESTERREICH sendet täglich
7.40 a.m., 11.30 a.m., und 7.30 p.m. auf Kurzwelle 25 und 31. 20.00 p.m. und 22.00 p.m. auf Kurzwelle 40 und 49

OESTERREICHER MEUTERN IN FINNLAND

Belagerungszustand in Kaernten - Massenverhaftungen in Wien

Die sowjetrussische Telegraphenagentur TASS meldete am 14. Mai über Radio Moskau:

Ein Bataillon österreichischer Gebirgstruppen an der karelischen Front (Nordfinnland) hat gemeutert. Eine jüngst aus Polen angekommene deutsche Truppeneinheit wurde zur Niederwerfung der Meuterei eingesetzt. Es kam zu heftigen Kämpfen. Die Meuterer konnten erst nach zweitägigem Kampf niedergeworfen werden. Einige hundert Oesterreicher wurden getötet und verwundet. Die meisten überlebenden Oesterreicher wurden in Konzentrationslager bei Banaka und Kirkenes (in Norwegen) gebracht, der Rest wurde nach Deutschland abtransportiert und wird von Militärgerichten abgeurteilt werden.

Diese Nachricht stützt sich auf Informationen, die das schwedische Blatt "Stockholm Tidningen" erhalten hat.

Nach einer Mitteilung des BBC handelt es sich um Truppen von der 2. Gebirgsjägerdivision aus Innsbruck und der 6. und 7. Division aus Klagenfurt.

Am gleichen Tag meldete Tass (gleichfalls über Moskau Radio).

Die deutschen Behörden haben in Kärnten den Belagerungszustand proklamiert. Preussische SS-Abteilungen sind in Klagenfurt und anderen Städten stationiert worden. Einheiten einer Sicherheitsdivision sind aus Wien eingelangt und wurden in die Gebirgsgegenden geschickt, um Deserteure und ausländische Arbeiter einzufangen, die sich in den Bergen verstecken, um in das von der jugoslawischen Volksarmee beherrschte Gebiet zu entkommen.

Am 12. Mai hiess es in einer anderen TASS-Meldung:

Viele ausländische Arbeiter sind aus Deutschland in die Berge und Wälder von Kärnten geflohen, wo sie auf die Gelegenheit warten, zur jugoslawischen Volksarmee zu stossen. Die deutschen Behörden haben wiederholt Strafexpeditionen nach Kärnten gesandt, aber dank dem vorteilhaften Terrain und der Sympathie der österreichischen und slowenischen Bevölkerung können die Flüchtigen entkommen.

Soldaten zu den Partisanen

Am 13. Mai wendete sich das geheime österreichische Soldatenkomitee über den Sender "Oesterreich" an die österreichischen Soldaten:

"In Kärnten und in der Untersteiermark kämpfen Schulter an Schulter mit jugoslawischen Partisanen österreichische Soldaten. Aus kleinen Anfängen sind österreichische Partisanenabteilungen entstanden, die gemeinsamen mit den jugoslawischen Partisanen den Nazis Schlag auf Schlag versetzen und ihnen das erste Stück österreichischen Boden entrissen haben. Die Oesterreichische Freiheitsfront hat sich vor einigen Tagen an das österreichische Volk gewendet, zusammenzuwirken, um den Krieg der Partisanen siegreich zu gestalten. Dieser Aufruf gilt ganz besonders für die österreichischen Soldaten. Ihr Platz ist an der Seite der Kärntner Partisanen. Wehe dem, der sich als Henkersknecht gegen das eigene Volk missbrauchen lässt; wehe dem Oesterreicher, der sich im sogenannten Bandenkrieg gegen seine Brüder in der Steiermark und in Südkärnten einsetzen lässt. Jetzt muss es sich zeigen, wer ein freier Diener seiner Heimat ist. Wer sich zum Schergen Hitlers hergibt, hat sein Leben verwirkt. Soldaten, die Freiheitsfront ruft. Folgen wir ihrem Appell. Im Lager der Partisanen ist Oesterreich. Lasst uns Waffenträger eines freien, unabhängigen Oesterreich sein. Bei den Partisanen ist unser Platz."

Krise auch in der Nazipartei

Ein offenes Bekenntnis dafür, dass die Krise bis in die inneren Reihen der Nazipartei eingedrungen ist, gab der Salzburger Gauleiter Scheel am 25. April in einer Rede vor den Beamten der Statthalterei. Scheel erklärte dort: "Wir sind tief erschüttert über die Nachricht, dass Männer, denen der Führer verantwortliche Posten anvertraut hat, sein Vertrauen getäuscht haben. Da ist jede Art von Milde fehl am Ort. Rücksichtlose Massnahmen müssen gegen sie ergriffen werden." Offenbar handelt es sich um den stets grösser werdenden Kreis von hohen Regierungsbeamten in Salzburg, die in der letzten Zeit verhaftet worden sind, weil sie Radionachrichten abhörten.

Am 10. Mai meldet die Stockholmer Zeitung "Stockholms Tidningen" aus Bern, dass Wien offenbar zum Hauptquartier der deutschen Armee für die Operationen auf dem Balkan ausersehen worden ist. Ununterbrochen langen in Wien Truppentransporte ein, um im Falle der Notwendigkeit von dort aus weitergeschickt zu werden. Gleichzeitig wurde die grösste Menschenjagd durchgeführt, die je in einer Stadt "Grossdeutschlands" erfolgte. Jedermann, der sich nicht entsprechend ausweisen konnte, wurde auf Lastautos geladen und mit unbekannter Bestimmung verschickt. Schüsse, die man hören konnte, zeugen davon, dass manche der Verhaftung Widerstand entgegensetzten.

Gleichzeitig geben die Deutschen bekannt, dass es ihnen angeblich gelungen sei, im Zentrum Wiens die Leitung einer Organisation "Roter Adler" auszuheben. In einem besonderen Communique wurde von den Deutschen bekanntgegeben, dass eine "kommunistische Bande" verhaftet und ihre Mitglieder sofort hingerichtet worden seien.

Zu dieser Meldung nahm am 14. Mai der Sender "Oesterreich" Stellung und erklärte: "Die Nazi haben den Terror verstärkt, besonders in Wien. Die Nazibehörden behaupten, sie hätten kommunistische Zentralen und Gruppen ausgehoben. In Wirklichkeit richtet sich der Terror gegen alle österreichischen Patrioten. Sie haben auch keinerlei Zentralen ausgehoben oder Führer verhaftet. Die Leute, die in den letzten Tagen verhaftet worden sind, sind zum grössten Teil in keiner Organisation. Die Leute, die zum Widerstand entschlossen sind, lassen sich nicht so leicht abfassen. Der verstärkte braune Terror kann den Widerstand nicht beugen und nicht brechen. Die österreichischen Patrioten werden Gewalt mit Gewalt beantworten."

IV.22 *Zeitspiegel* du 20 mai 1944, première page : « Des Autrichiens se mutinent en Finlande - Etat de siège en Carinthie - Arrestations massives à Vienne ».

April 1944

KULTURBLAETTER
des
F.A.M.

O E S T E R R E I C H I S C H E S

P A N T H E O N

I.

Inhalt:

Dr.Albert FUCHS	Karl Kraus. Gedenkrede gehalten anlaesslich seines 65.Geburtstages.
Prof.Dr. Max NEUBURGER	Die Altmeister der Wiener medizinischen Schule.
Dr. Hans GAL	Brahms, der Wahloesterreicher.
Raoul AUERNHEIMER	Um ein Denkmal herum. (Georg Ferdinand Waldmüller)
Dr. H. ULLRICH	Die Zauberfloete. Geschichte, Symbolik und Deutung.

Herausgegeben von
Dr. H. Ullrich,
F.A.M.

Preis 1/6

IV.23 Une modeste brochure ronéotypée ; ainsi se présentent les « Feuilles culturelles du F.A.M. » en avril 1944.

Berthold Viertel: KARL KRAUS (S. 5)

Stefan Bergman: HITLER-HORTHY-HABSBURG (S. 3)

AUSTRO AMERICAN Tribune

ANTI-NAZI MONTHLY

and THE YOUNG AUSTRO AMERICAN

Vol. II. No. 10 MAY, 1944 267 Price 10 Cts.

Ilva Ehrenburg: Das Schicksal kuenftiger Generationen

Ludwig Ullmann: Oskar Karlweis

Hans Wolfgang: Balkanfragen und Europa

Sender Oesterreich meldet

Illegales Soldatenkomitee

Der Sender Österreich, die geheime Radiostation der Österreichischen Freiheitsfront, meldet am 1. März:

Auf einer geheimen Beratung österreichischer Offiziere und Soldaten in Österreich, wurde ein österreichisches Soldatenkomitee gegründet.

Der einzige Gegenstand der Beratungen der geheimen Konferenz war die Frage, was die Österreicher tun können, um aus der Hölle des Hitlerkriegs zu entkommen.

An die Soldaten an der Front wendet sich das Soldatekomitee mit folgenden Anweisungen.

Schliesst euch als Österreicher zusammen, suchet Kontakt mit den Angehörigen der anderen unterdrückten Völker in der Hitlerarmee, den Sudentendeutschen, Slowaken, Kroaten und Polen; fuhrt Sabotage nicht oder schlecht aus, verwendet eure Waffen; arbeitet mit alert überall österreichische Soldatenkomitees; stellt Verbindung mit der anderen Seite der Front her; geht geschlossen über oder bildet Partisanengruppen, wie dies bereits an der Ostfront vorgekommen ist.

Der Aufruf sagt am Schluss, dass die Österreicher in dem Mass anders als die Deutschen behandelt werden, in dem sie sich selbst aktiv von den Deutschen abgrenzen

Was ist los in WBNX?

Einzige deutsche Antinazi-Sendung — eingestellt

Wir haben schon einmal in unserem Blatt hingewiesen, wie schwach die deutschsprachigen Sendungen in New York im allgemeinen sind. Der ausserordentliche Erfolg, deren sich die literarische Sendungen der Radiostation WBNX unter Leitung von Peter M. Lindt erfreute, war fur viele Hörer der einzige Lichtblick auf diesem Gebiet. Sie war nicht nur interessant und auf hohem literarischen Niveau (Peter Lindt hatte in den mehr als 2-jährigen Programmen fast sämtliche hier in Amerika lebende und deutschschreibende Autoren besprochen oder interviewt), sondern sie war, wie es heute nur selbstverständlich sein kann, kulturpolitischen und politischen Fragen, die sich auf literarischem Gebiete trafen, zugänglich. Wir müssen es vorweg nehmen und nochmals erwähnen, dass der Wiener Schriftsteller Peter Lindt diese wöchentliche Viertelstunde zu einem Kulturprogramm ersten Ranges machte, das man unter den deutschsprachigen Sendungen vorher vermisste.

Umso erstaunlicher war es, als sich Herr Lindt am 8. März nach einer ausgezeichneten Sendung — einem Interview mit dem bekannten Heidelberger Professor Emil J. Gumbel — das sowohl seine wissenschaftlichen Verdienste als auch seine Bedeutung als aufrechter Nazigegner beleuchtete, plötzlich verabschiedete Anfragen un-

Norman M. Littell

Assistant U. S. District Attorney General

Antisemitismus eine Gefahr auch fuer Nichtjuden

Der Verfasser ist Vorsitzender des "Nationalkomitees gegen Naziverfolgung und Ausrottung der Juden", dem u. a. auch Chief Justice Frank Murphy Governor Leverett Saltonstall (Mass.) und Wendell Willkie angehören.

Beinahe jeder grosse Amerikaner, von der Zeit Jeffersons bis heute, warnte vor Unduldsamkeit gegen bestimmte Gruppen. Denn sie verletzt die Grundsätze der Demo-

lassen, ebnen wir den Weg für die Versklavung aller.

Einen Beweis für diese Wahrheit liefert Deutschland während

die Juden auf der politischen Bühne erschien, erkannte Deutschland nicht, dass diese hinterhältige Propaganda nichts als ein Vernebelungsmanover war. Man merkte nicht, bevor es zu spat war, dass Hitler die Juden nur als den Sündenbock benutzte, auf den er die Schuld für alle sozialen Übeln

IV.24 Austro-American Tribune, mai 1944.

Mitteilungen des Antifaschistischen Büros
österreichischer Kriegsgefangener.

Dezember 1944 Nr. 1

M I T T E I L U N G

an die österreichischen Kriegsgefangenen in der Sowjetunion.

Die letzte Phase des grossen Freiheitskrieges gegen Hitlerdeutschland hat begonnen. Die Truppen der vereinigten Nationen ziezen sich zu einem gewaltigen Ring um Deutschland zusammen. Die Rote Armee steht vor Budapest und damit vor den Toren von Oesterreich. Diese Ereignisse haben entscheidend dazu beigetragen, die Freiheitsbewegung in Oesterreich zu ermutigen und zu kräftigen. Umso lebhafter wurde aber auch unter den antifaschistischen österreichischen Kriegsgefangenen der Wunsch, in irgend einer Form an der Befreiung der Heimat von den deutschen faschistischen Kriegsverbrechern teilzunehmen.

Die Sowjetbehörden haben unserem langgehegten Wunsch stattgegeben und uns die Bildung einer Zentralstelle für österreichische Kriegsgefangene ermöglicht. Auf einer Konferenz wurde das

"Antifaschistische Büro österreichischer Kriegsgefangener"

ins Leben gerufen. Wir danken den Sowjetbehörden für dieses grosszügige Entgegenkommen und werden mit ganzer Kraft bestrebt sein, uns des Vertrauens würdig zu erweisen.

Im Mittelpunkt vieler Diskussionen unter den österreichischen Kameraden stand die Frage: Was können wir Kriegsgefangene für Österreich tun? Wie können wir, fern von der Heimat, zu ihrer Befreiung beitragen?

Wir antworten: Eine der ersten Aufgaben scheint uns darin zu bestehen, alle Spuren der faschistischen Ideologie aus unserem Bewusstsein auszumerzen, tätigen Anteil an den Problemen unseres Landes zu nehmen, uns politisch und moralisch vorzubereiten, um mit ganzer Kraft an der Wiedergeburt Oesterreichs teilzunehmen.

Für die Zukunft Oesterreichs, für die Sicherung seiner friedlichen wirtschaftlichen und staatlichen Entwicklung, ist es von grösster Bedeutung, den Geist der Freundschaft zur Sowjetunion zu wecken, zu fördern und zu festigen. An der Kraft des Sowjetvolkes vor allem zerbricht die deutsche faschistische Tyrannei. In einem Siegeszug ohnegleichen befreit die Rote Armee ein Land nach dem anderen von den deutschen faschistischen Unterdrückern. Untrennbar ist die Liebe zur Freiheit mit der Freundschaft zur Sowjetunion verbunden.

Der deutsche Faschismus hat den Völkern nichts als Knechtschaft, Elend und Tod gebracht. Oesterreich wurde okkupiert, seiner Rechte und seiner Schätze beraubt, in den blutigsten aller Kriege hineingezwungen. Wir wurden als Kanonenfutter für die Interessen der deutschen Eroberer auf alle Schlachtfelder geworfen. Das Hitlersystem mit seiner verbrecherischen Rassentheorie, mit seiner Lüge von der "Herrennation" hat den gerechten Hass der Völker auf sich gezogen. Dieser Hass gegen die faschistische Tyrannei, gegen die landfremden Unterdrücker unseres Volkes, gepaart mit der tiefsten Liebe zu unserer österreichischen Heimat ist auch in uns die Flamme, die uns zum Kampfe stählt. Im Geiste des patriotischen Hasses gegen die faschistischen Okkupanten und die mit ihnen verschworenen Volksverräter, im Geiste der patriotischen Liebe zu unserem österreichischen Heimatland sollen die österreichischen Kriegsgefan-

IV.25 Première page du N° 1 des *Informations* du Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens en Union Soviétique (1944).
(Archives personnelles de M. Karl Frick, Vienne).

AUSTRO AMERICAN Tribune
ANTI-NAZI MONTHLY

Vol III, No. 7 FEBRUARY, 1945 Price 10 Cts.

Robert BREUER: DER GEIGER FRITZ KREISLER

H. E. JACOB: DIE ERFINDUNG DES PFLUGES

Josef LUITPOLD: DER HERZDOKTOR.

HELDEN der EMIGRATION in FRANKREICH

Erfolgreiche Pronaganda unter österreichischen Soldaten der Besatzungsarmee—184 Mitglieder der Front National Autrichien ermordet

[illegible] brachten wir einen ausführlichen Bericht über die illegale Tätigkeit [illegible] sind diesmal zum ersten Mal in der Lage unseren Lesern ein Bild [illegible] Ausland zu geben: Der österreichi- [illegible] gekürzten Originalbericht aus Frankreich.

Auf Grund des Manifestes der Österreichischen Freiheitsfront im Herbst 1942 schlossen sich einige hundert Österreicher, die bis dahin in den Reihen der französischen Widerstandsbewegung gekämpft hatten, zu einer eigenen [illegible] die unter dem Namen "Front National Autrichien" [illegible] Landsleuten, die in der deutschen Armee [illegible] sie auf umso grössere Schwierigkeiten, als die deutschen Militärbe- [illegible] nien und Einheiten wegen ihrer [illegible] auf die gesamte Armee zu verteilen.

Der Kampf war schwer. Der Sicherheitsdienst der deutschen Armee und die Gestapo bereiteten uns schwere Verluste. Eine Spezialabteilung der Gestapo wurde [illegible] trag die Front National Autrichien [illegible] Nazis ernstlich beunruhigten. Trotz [illegible] bile Organisation innerhalb der deutschen Armee aufgebaut. In [illegible] gegen die schlechte Ernährung und die preussischen Methoden und verweigerten den Dienst. Eine Kompagnie, die sich an der Spitze dieser Bewegung befand, wurde

(Fortsetzung Seite 2)

Oesterreichisches Bataillon in Tito-Armee

In der slowenischen Befreiungsarmee wurde ein österreichisches Bataillon unter eigenem Kommando gebildet.

Hier ist der Wortlaut des Ar- [illegible] slowenischen Befreiungsarmee vom 24. November, in dem die Bildung des österreichischen Bataillons verfügt wird:

1. Dem Wunsche österreichischer Kriegsgefangener und frei- [illegible] entsprechend, wird befohlen, dass die Österreicher, die bereit sind, mit der Waffe in der Hand gegen [illegible] mieren sind.

2. Die Angehörigen der öster- [illegible] Uniform der jugoslawischen Volksarmee und tragen zur Kennzeich- [illegible] gewalt des Hauptstabes der slowenischen Volksarmee.

Am 24. November ist ein öster- [illegible] den. Tod dem Faschismus! Freiheit dem Volk!

[illegible] Stellvertretender Kommandeur des Stabes der slo- [illegible]

Who's Un-American?

Representative Rankin [illegible]

[illegible] the gentleman from Mississippi either [illegible] we can start right from that [illegible]

[illegible] of bigotry and prejudice [illegible]

Politische Verhetzung amerikanischer Kriegsgefangener

Gratiszeitung bringt Zitate aus—Reader's Digest, Hearstpresse, Chicago Tribune

[illegible]

IV.26 Austro-American Tribune, février 1945.

HEFT 1 OKTOBER 1945

ÖSTERREICH

Monatsblätter, herausgegeben von der Österreichischen Vereinigung in Schweden.

Mit dem Mitteilungsblatt

INHALT

WAS KÖNNEN WIR TUN?
Von Bruno Kreisky

UNRRA — HILFE FÜR ÖSTERREICH.

ÖSTERRIKES INSATS TILL SIN BEFRIELSE.
Av Jean Lambert

DIE »FREIE REPUBLIK AUSSEERLAND».

DAS ÖSTERREICHISCHE ROTE KREUZ.

JEAN LAMBERT IN STOCKHOLM.

ÖSTERREICHISCHE RUNDSCHAU.
Von A. R.

ABSCHIED VON FRANZ WERFEL.
Von Dr. Ernst Benedikt.

DAS WIEN VON GESTERN.
Von Stefan Zweig.

DER DIENSTMANN.
Von Anton Kuh.

DAS WIENER WIRTSHAUS.
Von Ludwig Hirschfeld.

WIEN ZUR ZEIT DES DREISSIGJÄHRIGEN KRIEGES.
Aus Meister Merians Topographie 1649.

Verantwortlicher Redakteur:
CARL ALBERT ANDERSSON

IV.27 Première page du 1er numéro du mensuel édité par l'Association autrichienne en Suède, octobre 1945.

KULTURELLE SCHRIFTEN
DES FREE AUSTRIAN MOVEMENT

14, Craven House, Kingsway, London, W.C.2

BEETHOVEN

Zum Gedaechtnis seines 175. Geburtstages

INHALT:

Hugo v. Hofmannsthal	"Rede [illegible]."
L. van Beethoven	[illegible] Testament."
Franz Grillparzer	"[illegible] Beethoven." Grabrede auf Beethoven.
Hans Hollaender	"Ein unbekannter Brief Beethovens [illegible]."
Egon Wellesz	"Die dramatische Bedeutung [illegible]."
Hans F. Redlich	"Beethoven im Wandel der Generationen."
Hermann Ullrich	"Beethoven und seine englischen Freunde [illegible]."
Kurt Blaukopf	"Beethoven und die Ideen von 1789."

Price One Shilling

Literarisch-kulturelle Beilage des Zeitspiegel

JAENNER, 1946

HERAUSGEGEBEN

VON

Dr. HERMANN ULLRICH

IV.28.a Présentation améliorée des Feuilles culturelles du F.A.M.

KULTURELLE SCHRIFTENREIHE DES FREE AUSTRIAN MOVEMENT

14, Craven House, Kingsway, London, W.C.2

GRILLPARZER

Abschied vom Leser

Gedanken über Grillparzer

Grillparzer in der Perspektive der europäischen Literatur

Aus den "Epigrammen"

Besuch bei Goethe

Vorwort der Herausgebers

Aus einem Essay von Felix Braun

Aus: Fred Nolte "Lessing, Goethe und Grillparzer in der Perspektive der europäischen Literatur"

F. Grillparzer

Aus Raoul Auernheimers unveröffentlichter Grillparzer Biographie

O

Price One Shilling

Literarisch-kulturelle Beilage des Zeitspiegel

JUNI, 1946

HERAUSGEGEBEN

VON

Dr. HERMANN ULLRICH

IV.28.b Le dernier numéro de la *Kulturelle Schriftenreihe*, juin 1946.

May 27,1945

Dear Mr.Winterbach:

In the "Nation" of May 26,the leading progressive weekly, I have published an essay on the new situation on Austria,in which I as a Catholic come out for the coalition government Renner.As you will certainly understand, I would like very much to convey what I think to Dr.Karl Renner himself,who,as I could imagine,would be interested very much in this backing by an Austrian Catholic.If you are of the same opinion and can give me the necessary instruction, how to procede and through whose courtesy to send such a letter to Vienna,I would be very grateful indeed.I trust that you have received my letter of February 25 which,if you read it now again,will spund nearly like a prophecy of the events in Austria since.

Yours very sincerely

Ernst Karl Winter

210 Hickory Ave
Tenafly NJ

IV.29.a Lettre de Ernst Karl Winter à Hans Winterberg à Londres (appelé par erreur « Winterbach » par Winter) où il lui demande conseil pour s'adresser à Renner.

Geschichte des oesterreichischen Volkes

Einleitung

Man hat bisher die oesterreichische Geschichte vorwiegend von einem Standpunkt aus betrachtet,der die Dynastie,die Monarchie,das Reich,den Staat,die Kultur,aber kaum einmal wirklich das Volk ins Auge fasste.Obwohl diese aelteren Betrachtungsweisen alle ihren guten historischen Sinn haben und in der angefuehrten Steigerung auch einen gewaltigen Fortschritt bedeuten,so dringt man doch mit ihrer Hilfe niemals bis in die letzten Tiefen der oesterreichischen Geschichte.Es ist ueberdies bestimmt nicht das,was wir heute brauchen.Die Dynastie,die Monarchie,das Reich gehoeren der Vergangenheit an,der Staat und die Kultur hingegen muessen neu begruendet werden,und aus welchen Quellen sonst sollte das geschehen denn aus der Kraft des Volkes.Niemals war es noch so sehr eine Sache des Volkes,ob Oesterreich bestehen wird oder nicht. Gewiss wird es immer die Einzelnen geben,die das Volk im Guten oder Boesen geistig und moralisch bestimmen.Mehr denn jemals jedoch wird es in der Geschichtsepoche,die vor uns liegt,auf das Volk selbst ankommen.Es wird entweder das "gemeine Volk" sein,das Oesterreich will,seinen Staat und seine Kultur neu begruendet,oder aber Oesterreich wird ungewollt bleiben.Weniger denn irgendein anderes Land darf Oesterreich Angst vor den Massen des Volkes haben,denn wenn diese sich nicht zum eigenen Staate bekennen,gibt es kein Oesterreich.Nur wenn es ein oesterreichisches Volk als eine kompakte Groesse von unbestechlicher Eigenart gibt,wird es auch auf die Dauer einen oesterreichischen Staat geben,der inmitten der Weltmaechte vielleicht schweigend,aber unverkennbar auf seinen eigenen Fuessen steht.

Um wirklich zu wissen,was das oesterreichische Volk ist, genuegen nicht einmal die besten Einzelreportagen,Interviews oder Statistiken aus der Gegenwart.Jedes Volk ist die Endsumme seiner Geschichte.Das gilt ganz besonders von dem oesterreichischen Volke von heute,das,nachdem es eben den Alpdruck einer Fremdherrschaft abgeschuettelt hat,seiner selbst national bewusst geworden ist wie niemals vorher unter allen seinen bisherigen Staatsformen. Ganz im Gegensatz zur abstrakten Weisheit,die hundert Jahre und mehr unter den oesterreichischen Intellektuellen der Rechten und der Linken vorherrschte (und die auch zwischen den zwei Weltkriegen in ihren beiden Spielarten verwirklicht war),weiss heute das oesterreichische Volk aus dem tiefsten Instinkt seiner nationalen Selbstbehauptung,dass es kein deutscher Stamm ist,bestenfalls der "liebenswuerdigste" unter allen deutschen Staemmen,sondern einzig und allein "die oesterreichische Nation", - dass es niemals in seiner Geschichte wirklich ein Glied Deutschlands war,so sehr die eigene Dynastie,die ein halbes Jahrtausend lang das Haupt Deutschlands war,es manchmal dazu machen wollte, - dass es jedenfalls bestimmt nicht zur "deutschen Kulturgemeinschaft" gehoert,wie sich dieselbe in der neueren Geschichte aus uralten Ansaetzen organischerweise entwickelt hat,und selbst zu einer idealen Einheit deutschen Denkens trotz eigener deutscher Sprache viel weniger intensiv als zu anderen west-und osteuropaeischen Kulturkreisen.

IV.29.b Introduction à *l'Histoire du peuple autrichien* envoyé à Winterberg en septembre 1945. Nous n'attribuons pas de numéro d'ordre aux 13 feuillets de cet essai qui sont très lisiblement numérotés. C'est la première fois que sont publiées ces pages de Ernst Karl Winter.

Eine so gewaltige neue Erkenntnis,die dem Intellektualismus von gestern auf der ganzen Linie widerspricht,muss,soll sie eine bleibende sein,nicht nur aus der lebendigen Tiefe des Volkes selbst erneuert werden,sondern muss dortselbst auch fest und stark in einem neuen kritischen Intellektualismus verankert werden.Es muss also wohl eine vollgiltige Begruendung der neu und besser gesehenen Geschichte Oesterreichs in Angriff genommen werden.Zur Neugruendung des oesterreichischen Staates,die uns von der Geschichte als Aufgabe anvertraut ist,muss daher die Neudeutung der oesterreichischen Geschichte als unsere eigene,frei gewaehlte Aufgabe treten,und zwar aus dem Geiste des neuen Staates.So wie die erstere von der Rechten und Linken gemeinsam vollzogen wird,und bleibend vollzogen werden muss,so muss auch die letztere in einer Form geschehen,die beide politischen Haelften des Volkes dauernd miteinander verbindet.Das neue Oesterreich muss auf dem geklaerten historischen Bewusstsein des oesterreichischen Volkes aufgebaut sein,nicht auf irgendwelchen noch so verehrungswuerdigen Reliquien der Vergangenheit.An Stelle zweier feindlicher Geschichtsauffassungen innerhalb desselben Volkes, die am Ende notwendigerweise immer wieder zu zwei feindlichen Staaten auf demselben Territorium fuehren ~~muessen~~,muss der ernsthafte Versuch einer gemeinsamen oesterreichisch-nationalen Geschichtsauffassung gemacht werden.Nur so wird das oesterreichische Volk Schuld und Tugend in seiner eigenen Geschichte unterscheiden lernen und faehig sein,die Schuld zu suehnen und die Tugend fortzupflanzen.

In der bisherigen oesterreichischen Geschichtsbetrachtung kam das Volk zu kurz.Nicht-Oesterreicher wie Oesterreicher selbst waren nicht sicher,ob es so etwas wie ein oesterreichisches Volk eigentlich jemals gegeben hat,oder ob,was man dafuer halten koennte, nicht doch eben nur ein Anhaengsel der Dynastie gewesen ist,soferne es ~~sich~~ nicht ein unter eine fremde Dynastie geratener Vorposten des deutschen Volkes war.Das war dynastisches Denken par exellence,darin Monarchisten und Republikaner,Grossoesterreicher und Grossdeutsche oftmals ganz seltsam uebereinstimmten.Wer so denkt,der versperrt sich den Zugang zu den tiefsten Schichten des oesterreichischen Wesens und verbaut sich kuenstlicherweise das Verstaendnis fuer die charakteristischesten Phasen der oesterreichischen Geschichte.In Wahrheit wird selbst die Dynastie nur dann in ihrer geschichtlichen Funktion,in Schuld und Tugend,richtig verstanden,wenn man den Prozess ihrer Veroesterreicherung und Entoesterreicherung durch die Jahrhunderte im Auge behaelt.Dynastie und Adel rezipierten entweder die Lebensgesetze des oesterreichischen Volkes,das vor ihrer Ankunft existierte,und dann wurden sie im Zeitalter des Feudalismus sein Symbol,oder aber sie entfernten sich von diesen Gesetzen und dann verloren sie im Zeitalter des erwachenden Volksbewusstseins ihre eigene Substanz.Ganz dasselbe gilt von den Lebensaeusserungen der oesterreichischen Kultur.Die Architektur des oesterreichischen Barocco und die Musik der oesterreichischen Romantik weisen gerade in ihrer Rueckverbindung mit dem oesterreichischen Volkstum als unverlierbare Beitraege zur Menschheitskultur ueber sich selbst hinaus. Wo immer die Epigonen sich von dieser Grundlage entfernten,haben sie, aus der ererbten Substanz schoepfend vielleicht noch manchmal gewaltige Werke geschaffen,sie haben jedoch die geheimnisvolle Kraft verloren,durch die allein eine Kultur gleichzeitig hervorgebracht und verkoerpert wird.

Ein mutiger ungarischer Denker unserer Zeit,der keinesfalls einer tieferen Sympathie fuer das Oesterreichische ermangelt, hat einmal festgestellt,dass alle Nationen der Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie ihre nationalen Hymnen besitzen,in denen das Volk,das Land,die Heimat besungen werden,nur die Deutsch-Oesterreicher nicht,die zwar ein Kaiserlied haben,aber kein Volkslied in dem hoechsten politischen Sinne des Wortes,durch den die geheiligte Weise eines Volkes zu seiner nationalen Hymne wird.Er haette hinzufuegen koennen,dass die Oesterreicher zwar die Melodie einer wirklichen Volkshymne besitzen,erwachsen aus den heiligen Schaetzen der Landschaft,in der deutschsprechende Oesterreicher,Madjaren und Kroaten zusammentreffen(von denen die letzteren das Originellste zu Haydns Melodienreichtum beigesteuert haben),dass aber bisher der rechte Text dazu fehlt. Er haette auch darauf hinweisen koennen,dass gerade diese Tatsache die eigentliche Loesung des Raetsels ist,wieso diese Melodie ohne Worte missbraucht werden konnte,um einem ganz anders gearteten nationalen Wesen als Text untergelegt zu werden. Es ist vielleicht in der Tat das Abschliessendste,das ueber das grosse Experiment gesagt werden kann,das heute in Oesterreich unternommen wird, - dass es sein Ziel erreicht haben wird,sobald es gelungen ist,zur alten Melodie den neuen Text zu finden. Der neue oesterreichische Staat wird dann fest begruendet sein,wenn der Missbrauch der alten Melodie durch einen falschen Text ebenso einer toten Vergangenheit angehoeren wird wie die Furcht vor der alten Melodie,weil einmal ein alter Text,der einem neuen weichen musste,zu ihr gepasst hat.Auf alle Faelle ist die Aufgabe einer Neudeutung der oesterreichischen Geschichte durch nichts besser zu umschreiben als durch das Auffinden und Herstellen des neuen Wortlauts,auf den die alte Weise wartet.

Die Deutung der oesterreichischen Geschichte,die not tut, muss in der Lage sein,die gesamte Tradition Oesterreichs geistig zu umspannen.Sie muss zuerst einmal Oesterreich von zwei Gesichtswinkeln aus sehen,muss zwei oesterreichische Traditionsstaemme unterscheiden,dann aber doch die geistige Kraft haben,beide zusammenzuschauen und auf einen gemeinsamen nationalen Nenner zu beziehen. Einen konstruktiven Weg dieser Art wird ein Volk nur gehen,wenn es seiner selbst national voellig sicher ist,sich selbst kennt,sich immer wieder selbst findet und alles Fremde,Unechte,Angelernte immer wieder ueberwindet.Das oesterreichische Volk steht aufs neue vor der geschichtlichen Aufgabe,die das Wesen des Geistes ausmacht, sich mutigen Herzens im Vertrauen auf seine Mission einer Selbstreinigung zu unterwerfen,bei der alle Giftstoffe,die in den nationalen Koerper eingedrungen sind,ausgeschieden werden.Anstatt jedoch sich wechselseitig anzuklagen,indem letzterlinie die Linke der Rechten die konservative Ideologie und die Rechte der Linken die progressive Ideologie vorwirft,muessen die Traeger beider Traditionen das Gemeinsame sehen lernen,das sie gegen Dritte verbindet.Mehr denn je gilt,es sich selbst zu erkennen,um die grosse Kunst ,die Unterscheidung der Geister,erwerben zu koennen.

Die Giftstoffe,die ausgeschieden werden muessen,haben ihre Herde und ihre Metastasen,wo sie sich verlagern,wenn die Herde selbst ausgeraeuchert oder trocken gelegt werden.Jede Form des Imperialismus in der Seele eines Volkes,ganz besonders eines kleinen Volkes,ist ein Giftstoff dieser Art.Obwohl es ganz gewiss einen grundlegenden historischen Unterschied gibt zwischen

dem alt-oesterreichischen Imperialismus,der seine grosse Funktion in der Geschichte Europas hatte,und dem preussisch-deutschen Imperialismus,der von Friedrich II.ueber Bismarck bis auf Hitler sich als ein ausschliesslich zerstoerendes Element erwiesen hat, - so schrumpfen doch beide in ein und dieselbe negative Haltung zusammen,sobald wir sie nicht mehr bloss historisch,unter dem Gesichtspunkt ihrer Leistungen in der Vergangenheit,sondern politisch,d.h.als moegliche Zielsetzungen in der Zukunft,betrachten. Der Unterschied ist,dass der eine Imperialismus eine Pest war,die man mit Stumpf und Stiel vernichten muss,waehrend der andere eine psychische Krankheit geworden ist,wo immer er in den Gemuetern als eine Gegenwartsangelegenheit weiter lebt,wenngleich er einstmals in der Geschichte einer grossen konstruktiven Perspektive keineswegs entbehrt hat,von der manches wohl wert ist,in unsere neue Welt mit hereingenommen zu werden.Hier ist also bereits die Unterschidung der Geister am Platze.

Darueber hinaus gibt es noch andere Ideologien,die eine groessere oder geringere Rolle im Bewusstsein des oesterreichischen Volkes gespielt haben und noch fernerhin spielen werden,bei denen aber wieder in anderer Weise zwischen ihrer fruchtbaren und unfruchtbaren Wirkung unterschieden werden muss.Wir werden solchen Ideologien wie Germanismus,Slawismus,Katholizismus,Sozialismus immer wieder auf unserem Wege durch die oesterreichische Geschichte begegnen.Es ist das Wesen der Ideologien ueberhaupt,dass sie einen metaphysischen Kern haben,der nach Alleingeltung draengt, waehrend es das Wesen Oesterreichs ist,von allen Ideologien wechselseitige Toleranz und konstruktive Zusammenordnung zu fordern. Das alte Charisma,das man die Unterschiedung der Geister nennt,ist hier ganz besonders am Platz;es muss herausfinden,was an diesen Ideologien und ihren metaphysischen Anspruechen ganz und gar abzulehnen ist,was in seiner historischen Berechtigung verstanden werden muss und was endlich ein bleibender politischer Wert ist, der dem oesterreichisch-nationalen Gedanken nicht verloren gehen darf.Wahrscheinlich werden nicht immer alle Oesterreicher zu allen Zeiten in ihren Antworten auf diese Fragen uebereinstimmen.Eine rasche Antwort wird immer der politische Wille und die weltanschauliche Ueberzeugung bereit haben,und diese Antworten werden einander dann oft widersprechen,wenngleich auch sie noch fuer eine gewisse Zeit wenigstens auf ein gewisses Mass von wechselseitiger Toleranz zu rechnen nicht verzichten sollten.Eine solide Antwort hingegen,auf die sich verschiedene Standpunkte wirklich einigen koennen,wird nicht so schnell fertig sein,noch wird sie sich aus der blossen Toleranz ergeben koennen;sie liegt jedoch in der Geschichte des oesterreichischen Volkes,wenn wir ihrer nur wirklich in einer kritischen Geschichtsauffassung habhaft zu werden vermoegen.Soferne nur erst einmal alle Giftstoffe ausgeschieden, alle Ideologien auf eine gemeinsame Aufgabe abgestellt und alle Nebenideen beiseitegelassen sind,zeigt sich eine erstaunliche Kontinuitaet in den grundlegenden Ideen des oesterreichischen Volkes,die durch die Jahrhunderte geht und aus der manches fuer die Zukunft abgeleitet werden kann.Es gibt wohl keine Zeit,in der diese Kontinuitaet besser zu erkennen waere,als in einer nationalen Lebenskrise,in der alle Kraefte des Volkes zusammenstehen muessen,um den Staat zu retten.

Um geschichtlich das Wesen des oesterreichischen Volkes zu begreifen,bedarf es freilich einer kritischen Geschichtsauffassung,die sich freimacht von allen politischen Ideologien.Das heisst nicht,dass der Historiker aufhoeren soll oder auch nur kann,seine eigene politische Ideologie zu besitzen,wohl aber dass auch er sich ihrer kritisch bewusst sein muss als einer befruchtenden Kraft ebenso wie einer moeglichen Fehlerquelle und dass er sie daher immer nur als Hypothese verwenden darf,deren Hauptzweck es ist,einen immer tieferen und breiteren Bereich der historischen Realitaet zu erschliessen.Dabei wird gewiss auch der innere Charakter dieser Hypothese nicht gleichgiltig sein;eine einseitige Ideologie wird eine beschraenktere Realitaet ergeben,eine umfassendere Ideologie eine vielseitige Realitaet.Ein Standpunkt wie der heutzutage allein notwendige,der die Ideen der Rechten und der Linken in einem Blickfeld zusammenschaut,gleichzeitig jedoch sich des ideologischen Charakters auch dieser umfassendsten Hypothese bewusst bleibt,wird auch das Hoechstmass an Objektivitaet erzielen und in einer universalen Geschichtsauffassung darbieten.

Fuer eine solche Geschichtsauffassung sind alle historischen Disziplinen jenseits der grundlegenden Ideologienforschung nur Hilfswissenschaften.Die Verfassungsgeschichte von Reich und Staat,die Wirtschaftsgeschichte von Stadt und Land sind naturgemaess besonders wichtig.Doch darf die Kultur-,Religions-,Sitten-, Kunst-und Wissenschaftsgeschichte nicht fehlen.Der Entwicklungsgang von Ideen,Stilformen oder technologischen Methoden in Krieg und Frieden ist gleich wichtig.Nur aus einer allumfassenden historischen Analyse(fuer die am Ende die Schule,nicht der Einzelne zustaendig ist) kann auch die wirklich vollendete historische Synthese kommen.Zwei Hilfswissenschaften verdienen hier jedoch besonderer Erwaehung,einerseits um ihren hilfswissenschaftlichen Charakter,andererseits aber auch um ihre Unersetzlichkeit zu betonen,beides gegenueber ihrer politischen Ueber-und Unterschaetzung. Die Geschichte eines Volkes kann niemals ohne die Hilfe von Anthropologie und Genealogie geschrieben werden.Rassen-und Familienforschung sind schlechterdings unersetzlich fuer jeden Versuch, den Volkscharakter zu bestimmen.Natuerlich muss es zu pathologischen Ergebnissen fuehren,wenn man als Metaphysik auffasst,was eben nur eine Hilfswissenschaft sein kann.So wie man die Geschichte nicht einseitig aus den technologischen Veraenderungen in der Wirtschafts-oder Kriegsfuehrung erklaeren kann,eine so grosse Rolle dieselben auch spielen moegen,noch einfach aus einem einzigen menschlichen Trieb,so gewaltig er auch sei,aus Machtgier,Hunger oder Liebe,so kann man Geschichte auch nicht nur aus dem Gesichtswinkel des Blutes oder der Zeugung schreiben.Gewiss waren die barocken Genealogien der alten aristokratischen Familien ebenso laecherlich wie die moderne Rassenmythologie;sie haben,ohne deshalb wahrer zu werden,die Gemueter und die Reiche eine lange Zeit in Atem gehalten.Trotzdem ist die Rassen-und Familienforschung ganz und gar unersetzlich und gibt es ohne sie keine nationale Geschichtsbetrachtung.Gerade Oesterreich muss wissen,woher seine Saefte stammen,soll es seine Aufgabe erfuellen.

Machen wir uns einmal klar,was die kritische Rassen-und Familienforschung wirklich leisten kann.Die kritische Genealogie ist in der Lage,dem Menschen von heute in exaktester Weise nachzuweisen,wie viele Blutstroeme in ihm eigentlich zusammenfliessen. Das wird in einer Gruppe von Faellen einer respektablen Anzahl von Oesterreichern zur Erkenntnis ihres ueberaus bunten Ursprungs verhelfen,der sie vor der einseitigen Ueberschaetzung bloss einer nationalen Komponente ihres vielseitigen Wesens bewahren kann.Aber auch in der anderen Gruppe von Faellen,in denen eine weit zurueckreichende,ueberaus einheitliche Abstammung aus einem nahezu geschlossenen Sippenkreis nachweisbar ist(wie bei Hitlers Waldviertler Ahnen),wird gerade in Oesterreich die kritische Anthropologie sehr oft zeigen koennen,dass selbst die aeltesten und einheitlichsten Schichten des oesterreichischen Volkes aus verschiedenen Rassenelementen zusammengewachsen sind.Diese Rassenelemente spiegeln die Urgeschichte wider,von der wir keine geschriebenen Quellen besitzen sondern nur Kulturbruchstuecke haben,aus der jedoch die Praehistorik ein Ganzes zu bilden sucht,was niemals ganz ohne ein Quentchen Phantasie moeglich ist.Bisher hat man Anthropologie und Praehistorik notorischerweise mit vorwiegend deutschnationaler Phantasie betrieben,was gewiss nicht ausschliesst,dass man es auch einmal mit einer anderen Art versuchen koennte.Ohne Phantasie freilich werden die Bruchstuecke zu keinem neuen Leben erwachen und es ist dann kaum noetig,dass man sie ueberhaupt aus der Erde graebt.

Man muss mit diesen zwei Typen von Oesterreichern als historischer Tatsache rechnen und ebenso damit,dass sie eine sehr alte komplementaere,aber doch nicht identische Geschichte haben.Der "oesterreichische Mensch" spaltet sich demnach in zwei ganz deutlich unterscheidbare Varianten.Man kann sie als den Homo Vindobonensis und den Homo Alpinus bezeichnen.Ohne Zweifel ist von beiden der Wiener der buntere Oesterreicher.Auf einen einstmals alpenlaendischen Stock,der freilich selbst niemals etwas einheitliches war,wurde vor allem im 19.Jahrhundert,als die moderne Grosstadtentwicklung einsetzte,ein sudetenlaendischer Zweig tschechischen und deutschen Ursprungs aufgepfropft.Daneben haben sich ebenfalls vorzueglichst in den letzten hundert Jahren mannigfache andere Einschlaege geltend gemacht:slawische aller Staemme,ungarische aller (im alten Ungarn lebenden) Nationen und vor allem juedische aller osteuropaeischen Laender,durch die alle zusammen das Wienertum des 19.Jahrhunderts eine ueberaus charakteristische Faerbung bekam. Vorausgegangen waren in zahlenmaessig wesentlich schwaecherer,aber trotzdem bestimmender Form in den letzten zwei Jahrhunderten eine Einwanderung aus allen deutschen Staemmen vom Rhein bis zur Weichsel,die ihren Gipfelpunkt in der Romantik erreichte,und noch frueher,vom 16.bis zum 18.Jahrhundert,eine Einwanderung aus Spanien, Italien,Frankreich und Belgien,ohne die es vermutlich keinen Barocco gegeben haette.Durch alle Jahrhunderte der Wiener Geschichte laesst sich dieser Prozess verfolgen.Wien hat sich in der Tat vieler Voelker Saefte einverleibt,wobei sich wie in keiner anderen europaeischen Millionenstadt west-und osteuropaeische Einfluesse die Wage halten.

Aber auch der oesterreichische Alpenlaendler ist keineswegs ein so eindeutiger Menschentypus,als es auf den ersten Blick wohl scheinen koennte.Als Steirer und Kaerntner enthaelt er vor allem einen sehr entschiedenen slowenischen Einschlag.Als Tiroler kann er den ladinischen und oft auch italienischen Einschlag nicht verleugnen.Auch sonst gibt es italienische und besonders furlanische Spuren in allen Ostalpenlaendern.Darueber hinaus schlaegt gleichfalls ueberall,besonders stark aber beim Vorarlberger,Tiroler, Salzburger,jedoch auch beim Oberoesterreicher des Salzkammergutes und beim Niederoesterreicher bestimmter,wenig veraenderter suedlicher Taeler,das roemisch-keltische oder ost-romonsche Element durch. Dahinter gibt es dann erst jene rein anthropologischen Rasseneleme-nte,wie sie in den Lehrbuechern der Anthropologie (nicht nur den deutschen) vorkommen und von denen in Oesterreich besonders die norische,dinarische und alpine Rasse genannt werden,mit der eigentlich nordischen Rasse auf wenige Einzugsgebiete und oberflaechliche Einschlaege beschraenkt.Diese Rassenelemente des Oesterreichers spiegeln seine aelteste Geschichte wider,die weit hinter demjenigen Geschichtsbereich zurueckliegt,der durch schriftliche Quellen erfasst wird.Waehrend der Wiener in seiner kulturellen Elite wirklich ein Europaeer ist,sehr oft Westeuropaeer und Osteuropaeer in einer Person,und in der breiten Masse des Volkes eine glueckliche Mischung alpenlaendischen und sudetenlaendischen Volkstums,und gerade dieses Moment den Wiener Intellektualismus und die Wiener Produktion aufs entscheidendste charakterisieren,- ist der Alpenoesterreicher,hinter einem kuenstlich angelernten Deutschtum und einer ueberaus duennen Schichte nordischer Rasse, nur zum geringsten Teile nordischer Bajuware,zum groesseren Teile hingegen noch immer Alpenslowene oder Ostalpen-Romonsche. Man hat,in anderen Worten,bisher nichts mehr ueberschaetzt in seiner kausalen Wirkung als die bajuwarische Kolonisation des oesterreichischen Raumes und nichts mehr unterschaetzt als die Zaehigkeit des vor-bajuwarischen,romanisch-slawischen Rassentums der Ostalpenlaender.

Hier erfasst man erst ganz den Sinn einer kritischen Rassen- und Familienforschung,zu der jedermann kommen soll,um seinen eigenen,spezifischen geschichtlichen und kulturellen Ort in der Geschichte seines Volkes exakt bestimmen zu koennen.Nur auf diesem Wege kann der klassische Charakter des oesterreichischen Menschen herausgestellt werden.Denn es moegen immerhin zwei Typen sein.In Wahrheit repraesentieren dieselben doch ein und dieselbe historische Aufgabe,wie sich dieselbe waehrend zweier Jahrtausende auf oesterreichischem Boden entwickelt hat.So wie im ersten christlichen Jahrtausend die Romonschen und Slowenen der Ostalpen im Grunde West und Ost,Rom und Byzanz,verkoerperten,um sich schliesslich rund um den Grossglockner in einer Symbiose zu finden, - so ist auch der typische Grossoesterreicher des zweiten christlichen Jahrtausends,der Wiener,nur wieder eine andere Art von Verbindung zwischen West und Ost,ob nun alpen-und sudetenlaendische Massen oder west-und osteuropaeische Intellektuelle ihn bestimmen.Romanen Slawen,Deutsche und Juden haben Wien bestimmt und ihm ihren Stempel aufgedrueckt.Die lebendige Verbindung zwischen Wien und den Alpenlaendern,die unsere eigentliche Gegenwartsaufgabe ist, bedeutet in diesem Lichte gesehen nichts anderes als die

organische Vermaehlung zweier christlicher Jahrtausende auf oesterreichischem Boden in ein und demselben nationalen Bewusstsein und Charakter,und damit wieder in ihrer Art eine neue Synthese zwischen West und Ost.Die beiden Spielarten des Oesterreichischen,die sich dabei finden muessen,hoeren nicht deshalb auf, urverwandt zu sein, weil sie einander zwar wunderbar ergaenzen,dessen aber nicht immer voellig bewusst gewesen sind.

Vor dieser gewaltigen geschichtlichen Aufgabe,die anno 1945 aufs neue an uns herangetreten ist,versinken viele der peripheren Interessen,die noch vor kurzem das Um und Auf der Kulturarbeit auszumachen schienen.Vor allem versinkt die groteske Ueberschaetzung der Sprache,auf die das verflossene Jahrhundert die Ideen der Kultur und des Staates aufgebaut hat.Die deutsche Sprache,die wir Oesterreicher sprechen,ist nichts anderes als die Lingua Franca unserer Epoche,ein Mittel der Verstaendigung und der Ausweitung, nicht der Verengung unseres oesterreichischen Nationalbewusstseins, das durchaus nichts mit deutschem Nationalismus zu tun hat.So haben fruehere Generationen in den Ostalpen Slawisch oder Romanisch oder noch andere Sprachen gesprochen,von denen wir nichts mehr wissen. Die Sprachen sind versunken,aber die Rassenelemente dieser unbekannten Voelker haben sich noch immer unter uns erhalten.Das Volk der Ostalpen in seinen Ahnen,die in die Urgeschichte zurueckreichen,hat schon mehr als eine Lingua Franca sein eigen genannt.Es mag wohl sein,dass unsere Nachkommen wieder eine andere Sprache reden werden.Manchen steht heute schon Englisch oder Russisch naeher als Deutsch.Das Volkstum,das die Verbindung von Rasse und Landschaft zu einem nationalen Charakter bedeutet,ist nicht wesentlich an eine Sprache gebunden.Es ist natuerlich,dass der Mensch seine Muttersprache liebt,sich in ihr am wohlsten fuehlt und sie nicht gerne aufgibt,auch wenn diese Sprache noch keineswegs auch die Muttersprache seiner Eltern war und ebenso das Schicksal vielleicht auch seinen Kindern eine andere Muttersprache bescheert. Es ist ebenso natuerlich,dass man die Muttersprache pflegen soll. Ueber diese natuerliche Anhaenglichkeit, Interessiertheit hinaus ist der Fetisdhismus,den vor allem die Deutschen mit ihrer Sprache zu treiben sich angewoehnt haben,von Uebel.Die Ueberschaetzung des linguistischen Faktors ist einer der Gruende fuer die Kette von Katastrophen,in die wir hineingeraten sind.Sie ist unertraeglich, wenn aeltere Traeger einer Sprache sie zur Norm fuer das nationale Bewusstsein anderer Voelker machen wollen,sie wird jedoch darueber hinaus laecherlich,wenn juengere Konvertiten oder Proselyten einer Nation sich zu Vorkaempfern des linguistischen Nationalismus aufwerfen.Wir werden dem Problem des Janitscharismus,das der eigentliche soziologische Schluessel zu dieser Verhaltungsweise ist,noch genuegend oft auf unserem Weg begegnen.In diesem geschichtlichen Licht ist es gut,wenn die Oesterreicher auch weiterhin ihren Stolz darein setzen,ein besseres Deutsch zu sprechen als viele Deutsche, - es waere freilich noch besser,wenn sie mit vollem Bewusstsein ihre eigene oesterreichische Sprache pflegen wuerden, - es waere laecherlich,wenn sie sich wegen ihrer Sprache als Deutsche fuehlen wuerden, - und es waere unertraeglich,wenn sie dieses problematische Deutschtum anderen aufzwingen wollten,die in ihrer Mitte leben.

In der geschichtlichen Tradition des oesterreichischen Volkes spielt,wenn man sie nur richtig versteht und zur vollen Aussprache bringt,nicht nur das Deutschtum eine Rolle,wie man bisher allzu einseitig angenommen hat,sondern mindestens ebenso sehr, wenn nicht weitaus mehr auch das Romanentum und das Slawentum,wie es nunmehr geschichtliche Notwendigkeit geworden ist,in aller Offenheit anzuerkennen.Das bedeutet keineswegs eine Bereitschaft, Oesterreich zu verkaufen oder an seine Nachbarn aufzuteilen.Ganz im Gegenteil,wir wollen gerade durch die richtige Erkenntnis unseres nationalen Charakters,der keineswegs einseitig ein deutscher, sondern ein romanisch-slawisch-germanischer ist,wesentlich dazu beitragen,dass Oesterreich als ein Hort vielfacher nationaler und kultureller Interessen anerkannt und dadurch allein schon von seinen Nachbarn als vollwertiger Partner angenommen wird,vor allem auch in den schwierigen Fragen der endgiltigen Grenzziehung und des zukuenftigen Minderheitenrechtes.

In der Geschichte des oesterreichischen Volkes repraesentieren das Romantum und das Slawentum,die kulturell fuer Rom und fuer Byzanz stehen,das erste oesterreichische Jahrtausend,das als das mittellaendische Jahrtausend die oesterreichische Kultur grundgelegt hat und dessen Einfluss schon deshalb ein tieferer war. Das zweite oesterreichische Jahrtausend faellt mit dem germanischen Jahrtausend der europaeischen Geschichte zusammen,das vor unseren Augen in Rauch und Asche sich verwandelt hat.Das Ende des germanischen Jahrtausends,das ist das Charakteristikum unserer Zeit.In diesen Untergang ist mehr von dem in vielen Kreisen herkoemmlichen Oesterreichertum hineingezogen,als dessen Vertreter bisher ahnen. Noch niemand kann heute sagen,was das Ende der tausendjaehrigen deutschen Grossmacht im Herzen Europas macht-und weltpolitisch alles nach sich ziehen wird.Das eine ist jedoch sicher,dass es bereits heute den "deutschen Charakter" Oesterreichs,fuer den noch gestern so viele ueberfluessige Kaempfe gefuehrt worden sind,ausgeloescht hat,als ob er niemals auch nur in den Koepfen einer halbintellektuellen Minderheit existiert haette.

Die Idee,dass Oesterreich,wenn schon nicht der "zweite deutsche Staat",so doch ein "deutsches Land" sei,und dass es,wenn schon nicht politisch,so doch sprachlich und kulturell mit Deutschland identisch sei(wie Schuschnigg selbst nach sieben Jahren noch immer sagt),ist heute mehr denn je ein wahrer Ungedanke,entweder eine dumme Grille oder eine gefaehrliche Konterbande,ganz geistesverwandt der Selbstpreisgabe,die kein "deutsches Blut" fliessen sehen konnte,dafuer aber in der Tat,gewiss ohne es zu wollen(was aber vielleicht noch schlimmer ist),Hekatomben von nicht-deutschen Schlachtopfern,die oesterreichischen eingeschlossen,an das Beil lieferte.Diesem Ungedanken gegenueber,den freilich keineswegs zufaelligerweise ein Oesterreicher slawischer Abstammung und slawischen Namens,also ein echter Janitschare,aufs neue formulieren zu muessen fuer noetig haelt,muss man immer wieder betonen,dass das deutsche Element im oesterreichischen Volkscharakter juenger ist als das romanische und slawische,die beide zusammen den nationalen Charakter des Volkes der Ostalpen geformt haben,lange ehe es deutsch sprach.Diese beiden nicht-deutschen Elemente im oesterreichischen Charakter herauszuarbeiten war immer schon zeitgemaess,ist aber heute ganz besonders wichtig.

Das bedeutet keineswegs einen umgekehrten Janitscharismus. Die Analyse dessen, was berechtigter-oder unberechtigterweise "deutsch" am Oesterreicher genannt wird, ist gewiss von allererster Bedeutung, wenn wir wirklich ein neues, eigenstaendiges Leben aus unseren eigenen Saeften beginnen wollen. Es soll auch keineswegs denjenigen, die trotz der sieben Jahre, die sie in deutschen Gefaengnissen zubrachten, noch immer von deutscher Solidaritaet sprechen, ein ethisches Motiv bestritten werden. Dieses Ethos wird freilich gefaehrlich, wo sich politische Folgerungen daran knuepfen, die unvermeidlich sind. Wer Oesterreich und Deutschland kulturell gleichsetzt, beweist damit ~~freilich~~ nur, dass er einen ueberaus formalen, rein linguistischen Begriff von Kultur hat. Die Wahrheit ist, dass es zwischen Oesterreich und Deutschland ausschliesslich das kulturelle Band der deutschen Schriftsprache gibt, oder anders ausgedrueckt, dass es die gemeinsame Moeglichkeit fuer die intellektuelle Elite beider Laender gibt, Kant und Hegel in der Ursprache zu lesen. Das ist viel fuer einige wenige und nicht ~~ed~~ sehr viel fuer die meisten. Ueber den imperialistischen oder kosmopolitischen Gebrauch der deutschen Schriftsprache gingen die Meinungen in den beiden Laendern seit zwei hundert Jahren staendig auseinander. Die breiten Massen des Volkes in beiden Laendern haben niemals von sich aus, sondern immer nur auf dem Umweg ueber relativ schmale Gruppen von Intellektuellen miteinander in Kontakt gestanden. Mit Hilfe der gemeinsamen Schriftsprache, in angelerntem schnarrenden Berliner Jargon gesprochen und mit Ueberbietung der legendaersten oesterreichischen Schlamperei geschrieben, haben die Preussen schliesslich Oesterreich erobert. Warum soll dieselbe Sprache, so frage ich, liebenswuerdiger gesprochen und klassischer geschrieben, nicht Deutschland fuer die Menschheit zurueckerobern helfen? Wenn das der eigentliche Sinn jener Aeusserungen nach sieben Jahren ist, denen ein Ethos nicht bestritten werden soll, kann man zufrieden sein. Oesterreich wird freilich den deutschen Staemmen nur helfen und ihnen den Weg zurueck nach Europa zeigen koennen, wenn es ganz in sich selbst ruht und ruhig fortfaehrt, ein kosmopolitisches Deutsch zu reden. Gerade dazu kann eine Ausgestaltung der oesterreichischen Sprache wesentlich beitragen, wenn sie spontan aus dem Volke selbst kommt. Oesterreich wird jedoch voellig unfaehig sein, irgendetwas fuer die deutschen Staemme, auch diejenigen, die ihm sehr nahe stehen, zu tun, wenn es sich mit ihnen identifiziert, und waere es blosssprachlich oder kulturell.

Damit Oesterreich ganz zu sich selber komme, den deutschen Alpdruck gaenzlich ueberwinde und seine historische Aufgabe in einem neuen Lichte sehen lerne, ist es noetig, dass das oesterreichische Volk die oesterreichische Geschichte neu durchdenkt, wie solches immer nur nach einer Katastrophe in einer Lebenskrise moeglich ist. Fuer dieses Durchdenken bieten sich zwei Leitlinien dar, die das religioese und das politische Leben der Nation betreffen, die ganz aus der Gegenwartsaufgabe geschoepft sind und die doch in der Geschichte ihre vorzueglichste Bestaetigung finden. Ich weiss nicht, in welchem der beiden Bereiche sie sich mir zuerst in voller Klarheit ergeben haben; ich weiss nur, dass sie fuer beide Bereiche, Geschichte und Politik, unentbehrlich sind.

Es ist kein Mangel an popularen Elementen in der oesterreichischen Geschichte,so wenig sich auch bisher daraufhin betrachtet worden ist.Es gibt eine wirkliche Geschichte des oesterreichischen Volkes,die zwei tausend Jahre alt ist,auch wenn sein jetziger Name erst in der zweiten Haelfte dieses Zeitraums aufgetaucht ist. Es ist nicht der Name,nicht die Sprache,sondern die geschichtliche Substanz,die entscheidet.In dieser entscheidenden Sphaere gibt es einen politischen Kern,der sich merkwuerdigerweise am allerwenigsten veraendert hat,so sehr auch die Staats-und Regierungsformen waehrend zweier Jahrtausend gewechselt haben.Der Kern des Kernes aber ist die Geschichte der Demokratie und des Sozialismus in Oesterreich,oder in weniger pretentioeser Form,die Geschichte der politischen Freiheit und der wirtschaftlichen Gleichheit,die waehrend der verschiedensten aeusseren politischen Gestaltungen eine seltene Kontinuitaet aufweist und durch die die politische Substanz Oesterreichs mehr als durch irgendein anderes Moment bestimmt ist.In diesem Punkte kann sich Oesterreich wohl mit allen anderen Laendern messen,auch wenn man bisher in und ausserhalb Oesterreichs nicht allzuviel Wesens davon gemacht hat.Vor allem ist das aller charakteristischeste,echt oesterreichische Moment daran,dass es sich dabei in Oesterreich um eine Koinzidenz beider Ideen handelt,die sonst in der Welt immer nur einseitig ausgebildet sind,so dass diese Voelker die eine,jene die andere Idee bevorzugen.Man hat frueher einmal unter dem Einfluss der deutschen Romantik das Auftreten von Ideen der Freiheit und Gleichheit ganz allgemein auf die Germanen zurueckgefuehrt,durch die der in Despotismus versunkenen mittellaendischen Welt die Erloesung bereitet wurde.Machiavelli,Montesquieu,Gibbon,Hegel haben alle einmuetig an diese Erloeserfunktion des Germanismus geglaubt,aus der dann die deutschen Romantiker noch eine rechtshistorische Theorie machten.Die neuere Geschichtsforschung hat die mittellaendische Kultur wieder in ihre Rechte eingesetzt und vor allem auch das Weiterleben der griechisch-roemischen Freiheits-und Gleichheitsideen ueber das Ende Westroms hinaus im ostroemischen Reiche festgestellt.In der Tat sind es nicht die germanischen Eroberer und Einwanderer,die auch in den Ostalpen demokratische und sozialistische Organisationsformen begruenden,sondern im Gegenteil Rom und Byzanz,die darin fortleben.So wie die oesterreichische Geschichtsbetrachtung der Zukunft ein neues Verstaendnis fuer das Slawentum aufbringen muss,um ihrer Aufgabe gerecht zu werden,so muss sie auch neuerdings dem byzantinischen Einfluss in Mitteleuropa nachgehen,um Volk und Staat in Oesterreich im vollen Lichte der Geschichte zu sehen.So steht Oesterreich wirklich in der Mitte des europaeischen Kontinents,in der sich westliche Demokratie und oestlicher Sozialismus nunmehr treffen,aufeinander hinentwickeln und miteinander vermaehlen muessen.Wenn die westliche Demokratie von der politischen zur sozialen Demokratie sich entwickelt und wenn der oestliche Sozialismus umgekehrt von der sozialen zur politischen Demokratie fortschreitet,so werden sie sich in der neuen Weltzeit,die vor uns liegt,finden und dieselbe gemeinsam tragen.In Oesterreich aber haben sie sich bereits getroffen.Auf Grund einer fast zweitausendjaehrigen Geschichte,von der die Rede sein wird,sind Demokratie und Sozialismus eins in Oesterreich wie nirgends sonst.Das ist der Beitrag Oesterreichs zur neuen Weltzeit,die diese Einheit braucht.

Oesterreich wird oft,und auch heute noch,als ein katholisches Land bezeichnet.Das ist es in der Tat in einem so ausgesprochenen Sinn,dass oft Nicht-Katholiken in Oesterreich katholischer fuehlen und denken als Katholiken in anderen Laendern.Aber auch hier bedarf es einer neuen Sinngebung aus den Tiefen des oesterreichischen Bewusstseins,in denen "katholisch" dasselbe heisst wie "oekumenisch",und es immer schon einen griechischen Katholizismus neben dem roemischen gab.Im oesterreichischen Bewusstsein haben die Westkirche und die Ostkirche einander immer die Wage gehalten, sind sozusagen niemals auseinandergetreten und muessen daher auch nicht erst neu verbunden werden.Darin liegt die grosse Perspektive fuer das katholische Oesterreich in einer Weltzeit,in der diese beiden Haelften des christlichen Gedankens auch sonst einander wieder raeumlich naeher gerueckt sind,als sie jemals seit der spaeten Antike waren.Anderswo in Europa haben Rom oder Byzanz vielleicht klassischer weitergelebt,aber kaum irgendwo beide zugleich so wie in Oesterreich.Das charakterisiert besser als alles andere den oesterreichischen Kulturkreis,zu dem freilich nicht nur Oesterreich gehoert.

Eine der Eigentuemlichkeiten des oesterreichischen Katholizismus in diesem weiteren Sinne ist,dass die Zweiheit der kirchlichen Staende,Klerus und Laien (parallel zur Zweiheit von Kirche und Staat,Theologie und Philosophie,die eine der ganz grossen Errungenschaften der christlichen Weltzeit ist),hier einen tieferen Sinn zu haben scheint als anderswo.Der Klerus ist tiefer hineinbezogen in das Leben des Volkes in mannigfacher Weise und wird als ein Teil von ihm betrachtet,nicht als etwas Aus-und Abgesondertes.Die Laien wieder haben auch innerkirchliche Funktionen, sie sind ein Priestertum anderer und selbstaendiger Art,nicht nur etwas Saekularisiertes.Damit haengt die grosse geistige und moralische Selbstaendigkeit des katholischen Laientums in der oesterreichischen Geistesgeschichte zusammen,das hier ein katholisches Laientum bleibt,auch wenn es manchmal in entscheidenden Fragen des Lebens andere Auffassungen als die kirchlichen und scholastischen vertritt.Der westliche Katholizismus hat nicht immer mit diesem oestlichen Element der Laienfreiheit Schritt halten koennen,er ist jedoch in Oesterreich von ihm immer wieder entscheidend beeinflusst worden.

Der staerkste und negativste Einfluss von Seiten einer einseitig westlichen Denkform,dem der oesterreichische Katholizismus ausgesetzt war,ging vom deutschen Katholizismus aus,und der Hoehepunkt dieser Entoesterreicherung wurde erreicht,als nach der Aufloesung der Monarchie der neue Staat mehr denn je von seinen slawischen Nachbarn abgeschnuert und auf Deutschland zurueckgeworfen wurde.Die Irrwege des oesterreichischen Katholizismus unter Seipel,Dollfuss,Schuschnigg sind ganz und gar als die Folge dieser geistigen Ueberfremdung zu erklaeren,die aus der Rezeption der Ideologie des deutschen Katholizismus hervorging,auch wenn manchmal erst die Oesterreicher infolge der ihnen eigentuemlichen ethischen Haltung,aufs Ganze zu gehen,die letzten Konsequenzen aus den gegebenen Voraussetzungen zogen.An Stelle der gewiss einfacheren Verbindung der oesterreichischen Katholiken mit denen, die gleicher Sprache sind,muss in Zukunft,unbeschadet dessen,was wir den anderen deutschen Staemmen an menschlicher Hilfeleistung

schuldig sind,in erster Linie wieder die engste Kooperation mit den nicht-deutschen Katholiken treten,mit denen uns gemeinsame Aufgaben mehr denn jemals zuvor verbinden.Die oesterreichische Kirche muss sich wieder nach dem Osten aufschliessen und muss dabei zu ihrer besseren Substanz zurueckkehren.Aus den Tiefen des oesterreichischen Volksbewusstseins muessen wieder diejenigen Kraefte erwachsen,durch die der oesterreichische Katholizismus psychologisch mit dem Osten anstatt mit Deutschland verbunden ist. Eine neue Schule des katholischen Oesterreich muss vorangehen,eine Schule,die den grundlegenden Unterschied der beiden Staende voll anerkennt,gerade daraus aber das Recht des katholischen Laientums auf eine neue intellektuelle Fuehrung in allen weltlichen Interessenbereichen des Katholizismus ableitet,eine Schule,die mit klarem Schnitt die Trennung vom deutschen Katholizismus und seinen unheilvollen Einfluessen vollzieht und die statt dessen im vollen Bewusstsein der Tragweite eines solchen Schrittes eine neue geistige Einheit mit dem Slawentum anstrebt,in der alles auf das letzte Ziel, die oekumenische Einigung der westlichen und der oestlichen Haelfte der christlichen Menschheit,hingeordnet ist.

In diese Perspektive wird man dann auch das soziale Problem stellen koennem,das durch die Antithese "Christentum und Sozialismus" umschrieben und durch die Existenz zweier Arten von Sozialismus,des christlichen und des marxistischen,gekennzeichnet ist.Alles haengt dabei davon ab,dass es gelingt die gemeinsame antikapitalistische Substanz beider Formen des Sozialismus festzuhalten und innerhalb derselben dem Prinzip wechselseitiger Toleranz, die gerade nahe Verwandte ueben muessen,Respekt zu verschaffen.Die Frage,die entscheidet,ist,ob der Katholizismus den Kapitalismus oder den Sozialismus als den Erbfeind empfindet und als die Flut, die sein eigenes Feuer ersticken koennte.Wer das Wesen des apokalyptischen Tieres erfasst hat,wird nicht zweifeln,gegen wen er sich entscheiden muss,auch wenn er dabei derselben Tiefe der antikapitalistischen Entscheidung bei seinem moeglichen Partner keineswegs sicher waere.Niemals wird das Buendnis von Christentum und Kapitalismus,zu dem immer wieder die eine Richtung der Vertreter des rein kirchlichen Interesses gedraengt hat und kommen musste, den Lauf und die Herrschaft der Natur auf Erden brechen,wonach der Starke den Schwachen niederhaelt,trotzdem aber sich nicht eher sicher fuehlt,als bis er auch den geistlichen Segen dazu hat.Um die neue Erde unter dem neuen Himmel zu bereiten,gibt es kein anderes Mittel als nicht nur das Buendnis von Christentum und Sozialismus,sondern die Vermaehlung beider.Auf dieses Ziel abzustecken,ist das Groesste,das dem neuen Oesterreich aufgegeben ist.

Ernst Karl Winter

Ich glaube nach wiederholter sorgfältiger Lektüre des Winter'schen Aufsatzes, daß er große Schwächen hat, aber daß das positive darin überwiegt. Schwächen sind vor allem:

1. daß unter dem Namen „Anthropologie und Genealogie" die Rassenforschung der Nazi fortgesetzt werden soll;
2. daß der Nationalcharakter aus „Rasse und Landschaft" hergeleitet wird (S. 8), ~~[illegible]~~ während ökonomische u. soziale Bedingungen in den Vordergrund gestellt werden müßten u. der Begriff Rasse überhaupt nicht gebraucht werden dürfte;
3. daß die ~~[illegible]~~ Bedeutung der Sprach- und damit auch Kulturgemeinschaft für die Nationsbildung unterschätzt wird (S. 8);

IV.29.c.1 Prise de position critique d'Albert Fuchs sur l'essai d'E. K. Winter.

4. daß die westliche Demokratie als Vorbild für die Sl. hingestellt, die Sowjet-Demokratie also nicht verstanden wird (S. 11);

5. daß Österreich Westen und Osten verbinden soll (S. 11).

Die positiven Züge in dem Aufsatz (Anerkennung der österr. Nation, Stellung gegen das Deutschtum, Sympathie für die Slawen, echter Patriotismus) scheinen mir wichtiger als die aufgezählten Schwächen und auch als die Wirrnis an einigen Stellen, die als weitere Schwäche hinzukommt. Der durchschnittliche politische Katholizismus ist, so viel ich weiß, noch lange nicht so weit wie Winter. Ich würde glauben, daß wir versuchen sollen, ihn auf die

schwersten Fehlern aufmerksam zu machen, zugleich aber ihn im Rahmen unserer Möglichkeiten unterstützen wollen, vorausgesetzt daß er — worüber ich garnichts weiß — in katholischen Kreisen ein Minimum an Ansehen genießt.

Albert Fuchs.

V. LA LIBÉRATION

1. Deux ordres du commandant militaire de Vienne, le général soviétique BLAGODATOW
2. La Proclamation d'indépendance du 27 avril 1945
3. Appel de la Résistance tyrolienne
4. Une affiche dessinée par Oskar Kokoschka en 1945
5. La loi portant interdiction du NSDAP
6. Procès-verbal de la séance solennelle de l'Assemblée fédérale autrichienne (les deux Chambres du Parlement réunies) à l'occasion du premier anniversaire de la victoire de 1945.
7. La loi constitutionnelle sur la neutralité permanente de l'Autriche.

ПРИКАЗ № 3

Объявляю о назначении
временным бургомистром г. Вены
генерала в отставке
Теодора Кёрнер,
временными вице-бургомистрами
Леопольда Куншак
и
Карла Штейнгардт.

Военный комендант города Вены
генерал-майор БЛАГОДАТОВ

18 апреля 1945. г.
г. Вена.

BEFEHL Nr. 3

Ich mache kund, daß zum provisorischen Bürgermeister der Stadt Wien
General i. R.
Theodor Körner
und zu provisorischen stellvertretenden Bürgermeistern die Herren
Leopold Kunschak
und
Karl Steinhardt
bestellt sind.

Der Militärkommandant der Stadt Wien
Generalmajor BLAGODATOW

Wien, 18. April 1945

ПРИКАЗ

по гарнизону г. Вена

25 мая 1945 г. № 10

С 25. 5. 45 г.
светомаскировку
в г. Вена
и окрестностях отменить.

Начальник гарнизона г. Вена
Генерал-Лейтенант
БЛАГОДАТОВ

BEFEHL

für den Garnisonsbereich von Wien

25. Mai 1945 Nr. 10

Mit Wirkung vom 25. Mai 1945 werden die Vorschriften über die Verdunkelung in der Stadt Wien und Umgebung aufgehoben.

Der Chef der Garnison von Wien
Generalleutnant
Blagodatow

V.1 Deux ordres du général Blagodatow ; le premier confirmant dans leurs fonctions les trois maires de Vienne, le second abolissant le camouflage anti-aérien.

Neues Oesterreich

Preis 10 Pfennig

ORGAN DER DEMOKRATISCHEN EINIGUNG

Folge 6 | Samstag, 28. April 1945 | 1. Jahrgang

Proklamation

Angesichts der Tatsache,

daß der Anschluß des Jahres 1938 nicht wie dies zwischen zwei souveränen Staaten selbstverständlich ist, zur Wahrung aller Interessen durch Verhandlungen von Staat zu Staat vereinbart und durch Staatsverträge abgeschlossen,

sondern durch militärische Bedrohung von außen und den hochverräterischen Terror einer nazifaschistischen Minderheit eingeleitet, einer wehrlosen Staatsleitung abgelistet und abgepreßt,

endlich durch militärische kriegsmäßige Besetzung des Landes dem hilflos gewordenen Volke Österreichs aufgezwungen worden ist,

angesichts der weiteren Tatsachen,

daß die so vollzogene Annexion des Landes sofort mißbraucht worden ist,

alle zentralen staatlichen Einrichtungen der ehemaligen Bundesrepublik Österreich, seine Ministerien und sonstigen Regierungseinrichtungen zu beseitigen und deren Bestände nach Berlin wegzuführen, so den historisch gewordenen einheitlichen Bestand Österreichs aufzulösen und vollkommen zu zerstören.

Österreichs Hauptstadt Wien, die vielhundertjährige glorreiche Residenzstadt zu einer Provinzstadt zu degradieren,

die Bundesländer aller ihrer geschichtlichen Selbstregierungsrechte zu berauben und zu willenlosen Verwaltungssprengeln anbrauchbarer und dem Volke unverantwortlicher Statthalter zu machen

und darüber hinaus angesichts der Tatsachen,

daß diese politische Annexion Österreichs zur wirtschaftlichen und kulturellen Beraubung Wiens und der österreichischen Bundesländer ausgenützt und mißbraucht worden ist,

die Österreichische Nationalbank aufzuheben und ihren Goldschatz nach Berlin zu entführen, alle großen Unternehmungen Österreichs reichsdeutschen Firmen einzuverleiben

und so das österreichische Volk aller selbständigen Verfügung über die natürlichen Quellen seines Wohlstandes zu berauben

daß dieser Mißbrauch endlich dem österreichischen Volke auch seine geistigen und kulturellen Hilfsquellen verkümmert hat, indem er die unermeßlichen Kunst- und Kulturschätze des Landes, welche selbst der harte Friede von Saint-Germain durch ein 20jähriges Verbot vor jeder Veräußerung geschützt hat, der Verschleppung außer Landes preisgegeben hat,

und endlich angesichts der Tatsache,

daß die nationalsozialistische Reichsregierung Adolf Hitlers kraft dieser völligen politischen, wirtschaftlichen

das machtlos und willenlos gemachte Volk Österreichs in einen sinn- und aussichtslosen Eroberungskrieg gehetzt hat, den kein Österreicher jemals gewollt hat, jemals vorauszusehen oder gutzuheißen imstand gesetzt war, zur Bekriegung von Völkern, gegen die kein wahrer Österreicher jemals Gefühle der Feindschaft oder des Hasses gehegt hat,

in einen Eroberungskrieg, der von den Eisfeldern des hohen Nordens bis zu den Sandwüsten Afrikas, von der stürmischen Küste des Atlantiks bis zu den Felsen des Kaukasus

viele Hunderttausende der Söhne unseres Landes, beinahe die ganze Jugend- und Manneskraft unseres Volkes, bedenkenlos hingeopfert hat,

um zum Schlusse noch unsere heimatlichen Berge als letzte Zuflucht geschefterter Katastrophenpolitiker zu benützen und kriegerischer Zerstörung und Verwüstung preiszugeben,

angesichts dieser Tatsachen und in Hinblick darauf,

daß durch die drei Weltmächte in wiederholten feierlichen Deklarationen,

insbesondere in der Deklaration der Krimkonferenz und in der Konferenz der Außenminister Hull, Eden und Molotow zu Moskau Oktober 1943 festgelegt worden ist,

„Die Regierungen Großbritanniens, der Sowjetunion und der Vereinigten Staaten von Amerika kamen überein, daß Österreich, das erste freie Land, das der Hitlerschen Aggression zum Opfer gefallen ist, von der deutschen Herrschaft befreit werden soll.

Sie betrachten den Anschluß, der Österreich am 15. März 1938 von Deutschland aufgezwungen worden ist, als null und nichtig.

Sie geben ihrem Wunsche Ausdruck, ein freies und wiederhergestelltes Österreich zu sehen und dadurch dem österreichischen Volke selbst, ebenso wie anderen benachbarten Staaten, vor denen ähnliche Probleme stehen werden, die Möglichkeit zu geben, diejenige politische und wirtschaftliche Sicherheit zu finden, die die einzige Grundlage eines dauerhaften Friedens ist,"

angesichts der angeführten Tatsachen und in Hinblick auf die feierlichen Erklärungen der drei Weltmächte, denen sich inzwischen beinahe alle Regierungen des Abendlandes angeschlossen haben,

erlassen die unterzeichneten Vertreter aller antifaschistischen Parteien Österreichs ausnahmslos die nachstehende

Unabhängigkeitserklärung.

Art. I: Die demokratische Republik Österreich ist wiederhergestellt und im Geiste der Verfassung von 1920 einzurichten.

Art. II: Der im Jahre 1938 dem österreichischen Volke aufgezwungene Anschluß ist null und nichtig

Art. III: Zur Durchführung dieser Erklärung wird unter Teilnahme aller antifaschistischen Parteirichtungen eine Provisorische Staatsregierung eingesetzt und vorbehaltlich der Rechte der besetzenden Mächte mit der vollen Gesetzgebungs- und Vollzugsgewalt betraut.

Art. IV: Vom Tage der Kundmachung dieser Unabhängigkeitserklärung sind alle von Österreichern dem Deutschen Reiche und seiner Führung geleisteten militärischen, dienstlichen oder persönlichen Gelöbnisse nichtig und unverbindlich.

Art. V: Von diesem Tage an stehen alle Österreicher wieder im staatsbürgerlichen Pflicht- und Treueverhältnis zur Republik Österreich.

In pflichtgemäßer Erwägung des Nachsatzes der erwähnten Moskauer

„Jedoch wird Österreich darauf aufmerksam gemacht, daß es für die Beteiligung am Kriege auf seiten Hitlerdeutschlands Verantwortung trägt, der es nicht entgehen kann, und daß bei der endgültigen Regelung unvermeidlich sein eigener Beitrag zu seiner Befreiung berücksichtigt werden wird",

wird die einzusetzende Staatsregierung ohne Verzug alle Maßregeln ergreifen, um jeden ihr möglichen Beitrag zu seiner Befreiung zu leisten, sieht sich jedoch genötigt, festzustellen, daß dieser Beitrag angesichts der Entkräftung unseres Volkes und Entgüterung unseres Landes zu ihrem Bedauern nur bescheiden sein kann.

Urkund dessen die eigenhändigen Unterschriften der Vorstände der politischen Parteien Österreichs:

Für den Vorstand der österreichischen Sozialdemokratie, nunmehr Sozialistische Partei Österreichs (Sozialdemokraten und Revolutionäre Sozialisten):

Dr. Karl Renner m. p.

Dr. Adolf Schärf m. p.

Für den Vorstand der Christlichsozialen Volkspartei bzw. nunmehr Österreichische Volkspartei:

Leopold Kunschak m. p.

Für die Kommunistische Partei Österreichs:

[illegible]

Es lebe die Republik Oesterreich!

Die freie unabhängige demokratische Republik Österreich ist wieder erstanden!

Der 27. April 1945 wird für die Zukunft und die Geschichte Österreichs denkwürdig sein. An diesem Tage hat sich nach siebenjähriger deutscher Fremdherrschaft die Provisorische Regierung der Republik Österreich konstituiert. Der uns aufgezwungene sogenannte „Anschluß" an Deutschland wird für null und nichtig erklärt. Österreich ist wieder frei und unabhängig!

Die Wiedergeburt Österreichs ist vor allem der Roten Armee zu danken. Sie hat in unwiderstehlichem Ansturm die deutschen Eroberer aus Wien und einem großen Teil unseres Landes hinausgeworfen. Sie säubert die noch besetzten Gebiete unseres Vaterlandes von der Nazipest. Niemals wird das österreichische Volk diese befreiende Tat der Roten Armee vergessen. Im Gedächtnis kommender Geschlechter wird es unauslöschlich weiterleben, daß die Dritte Ukrainische Front unter der Führung ihres ruhmvollen Marschalls Tolbuchin die großmütigen Beschlüsse der Moskauer Konferenz und der Krimkonferenz über die Befreiung Österreichs verwirklicht hat.

Marschall Tolbuchin hat der Regierung die weitgehende Unterstützung der Roten Armee zugesagt.

Die Provisorische Regierung der Republik ist aus einer Vereinbarung aller demokratischen Parteien hervorgegangen. Die führenden Repräsentanten der Sozialistischen Partei, der Österreichischen Volkspartei, der Kommunistischen Partei Österreichs und des demokratischen Flügels des ehemaligen Landbundes haben feierlich ihre Bereitschaft bekundet, die volle Verantwortung für den Aufbau und das Gedeihen des Staates zu übernehmen. Es gibt auf den Trümmern, die Hitlerdeutschland uns hinterlassen hat, keinerlei Opposition, es gibt nur Parteien, die rückhaltlos entschlossen sind, ihre ganze Kraft für die Überwindung der Schwierigkeiten, für die Errichtung und Festigung der Republik einzusetzen. Arbeiter, Bauern und Bürger haben sich zusammengeschlossen, um in gemeinschaftlicher Arbeit die Grundlagen für den künftigen Frieden und das künftige Glück unseres Volkes zu legen.

Die Provisorische Regierung verkörpert in ihrer Zusammensetzung sämtliche Schichten und Weltanschauungen des österreichischen Volkes, das in seiner überwältigenden Mehrheit demokratisch empfindet und das nazistische Verbrechertum verabscheut. An der Spitze der Regierung steht Dr. Karl Renner, der erste Kanzler der Republik und der letzte demokratische Präsident des österreichischen Parlaments: es ist dies ein Symbol dafür, daß wir den sogenannten „Anschluß" nicht anerkennen, daß wir die Zeit der Okkupation als ein rechtswidriges Zwischenspiel betrachten, daß für uns die freie Republik wieder aus den Kerkern der deutschen Gewaltherrschaft hervortritt. Ebenso repräsentiert der alte und ehrenwerte christliche Arbeiterführer Kunschak, der in dieser Zeit der österreichischen Entscheidung an die Seite des Kanzlers tritt, die niemals erloschenen Traditionen Österreichs. Neben den Führern der alten Regierungsparteien steht der Sekretär der Kommunistischen

V.2 Proclamation du gouvernement provisoire du 27 avril 1945, publiée par le journal « Neues Oesterreich ».

Oesterreicher! Tiroler! Innsbrucker!

Die Stunde Eurer Befreiung ist gekommen. Die gesamte Südfront hat kapituliert. Die alliierten Truppen stehen vor Innsbruck. Jeder weitere Widerstand wäre nicht nur zwecklos, sondern er ist ein Verbrechen an Volk und Staat. Wer die Waffen weiter führt, den Widerstand auch nur entfernt begünstigt, wird als Verbrecher bestraft. Sieben Jahre bitterster Knechtschaft und Bedrückung sind restlos vorbei. Die Alliierten kommen als unsere Befreier und Retter. Ihnen gilt in dieser historischen Stunde der Wiedergeburt unseres Tirols und eines freien Oesterreichs unser Dank. Wir wollen aber auch jener gedenken, die für die Sache Oesterreichs und unseres engeren Heimatlandes trotz aller Gefahren in all den Jahren der Knechtschaft arbeiteten, litten und starben.

Hißt von allen Häusern die Fahnen! Nicht weiße sollen es sein, sondern rot-weiß-rote oder rot-weiße, die Farben unseres heißgeliebten Oesterreichs, unseres Tirols.

Und nun noch eins. Bedenket, daß Plünderung, Sabotage und Zerstörung an Wehr-, Volks- und Privatgut die Not, in die uns ein gewissenloses Regime gestürzt hat, nur noch vergrößert. Wer plündert oder unrechtmäßig sich Lebensmittel, lebenswichtige Bedarfsartikel und dergleichen aneignet, wird rücksichtslos und schwerstens bestraft.

Verfallt aber ja nicht in die Fehler der Gegner. Es ist nicht österreichische Art, blinde Rache und Vergeltung zu üben. Ihr könnt Euch darauf verlassen, es wird alles im Wege des Rechtes und des Gesetzes geschehen.

Es lebe die Freiheit! Es lebe Tirol! Es lebe Oesterreich!

Innsbruck, 3. Mai 1945

Exekutivausschuß der
Oesterreichischen Widerstandsbewegung
in Tirol

V.3 Affiche de la Résistance autrichienne au Tyrol du 3 mai 1945.

V.4 Un dessin d'Oskar Kokoschka affiché dans le métro de Londres en 1945, pour venir en aide aux enfants autrichiens souffrant de la faim.

STAATSGESETZBLATT

FÜR DIE REPUBLIK ÖSTERREICH

Jahrgang 1945 Ausgegeben am 6. Juni 1945 4. Stück

13. Verfassungsgesetz: Verbotsgesetz.
14. Kundmachung: Aufhebung der „Nürnberger Rassengesetze".

13. Verfassungsgesetz vom 8. Mai 1945 über das Verbot der NSDAP (Verbotsgesetz).

Die Provisorische Staatsregierung hat beschlossen:

Artikel I: Verbot der NSDAP.

§ 1. Die NSDAP, ihre Wehrverbände (SS, SA, NSKK, NSFK), ihre Gliederungen und angeschlossenen Verbände sowie alle nationalsozialistischen Organisationen und Einrichtungen überhaupt sind aufgelöst; ihre Neubildung ist verboten.

Ihr Vermögen ist der Republik verfallen.

§ 2. Mandate der Mitglieder von Gebietskörperschaften oder Berufsvertretungen, die unmittelbar oder mittelbar auf Grund von Vorschlägen der NSDAP, der in § 1 genannten Organisationen und Einrichtungen oder ihrer Mitglieder erlangt worden sind, sind erloschen.

§ 3. Es ist jedermann untersagt, sich, sei es auch außerhalb dieser Organisationen, für die NSDAP oder ihre Ziele irgendwie zu betätigen. band und Funktionen sind hiebei besonders zu vermerken.

§ 5. Jeder nach § 4 zu Verzeichnende hat die Anmeldung selbst zu erstatten. Jedermann, jede Behörde und jede Körperschaft des öffentlichen Rechtes ist zur Auskunftserteilung verpflichtet.

§ 6. Die Listen werden nach Ortsgemeinden, in Wien und anderen großen Städten nach Bezirken, Gassen bzw. nach Hausnummern angelegt. Sie sind öffentlich aufzulegen. Jedermann kann davon Abschriften herstellen.

§ 7. Wegen der Aufnahme vermeintlich Nichtregistrierpflichtiger oder der Nichtaufnahme vermeintlich Registrierpflichtiger kann jedermann mündlich oder schriftlich Einspruch und Beschwerde erheben. Dies gilt auch hinsichtlich der Vermerke im Sinne des Schlußsatzes des § 4. Über Einsprüche und Beschwerden entscheiden die Verwaltungsbehörden, in letzter Instanz eine Kommission beim Staatsamt für Inneres, die aus einem Richter als Vorsitzenden und sechs anderen Mitgliedern besteht, von denen mindestens zwei die Eignung zum Richteramt haben müssen.

V.5 Staatsgesetzblatt (Journal Officiel) du 6 juin 1945 avec la loi portant interdiction du NSDAP, entrée en vigueur le 8 mai 1945.

Stenographisches Protokoll.

Festsitzung des Nationalrates und des Bundesrates der Republik Österreich aus Anlaß des endgültigen Sieges der alliierten Mächte über den Nationalsozialismus und der Befreiung Österreichs.

V. Gesetzgebungsperiode. **Mittwoch, 8. Mai 1946.**

INHALT: 1. Eröffnungsansprache des Präsidenten des Nationalrates Kunschak.
2. Festrede des Bundeskanzlers Ing. Figl.
3. Schlußansprache des Präsidenten.

Mittwoch, den 8. Mai 1946, trat die österreichische Volksvertretung im Sitzungssaal des Nationalrates zu einer Festsitzung zusammen, um den Gedenktag des endgültigen Sieges der alliierten Armeen über den Nationalsozialismus und damit der Befreiung Österreichs zu feiern.

In den inneren Sektoren des mit den Emblemen der Republik und mit Blattpflanzen geschmückten Saales nahmen die Mitglieder des Nationalrates, des Bundesrates, die Landeshauptleute Reither (Niederösterreich), Ing. Hochleitner (Salzburg), Dr. Karall (Burgenland) mit den Mitgliedern der Landesregierungen, in den äußeren Sektoren die leitenden Beamten der Ministerien, der Landesregierungen und die Präsidenten der höchsten Gerichtshöfe Platz.

In der Mittelloge der ersten Galerie saßen die Oberbefehlshaber der Besatzungsmächte mit ihren Angehörigen, in den Logen rechts und links die Militärmissionen und die diplomatischen Vertreter. Die Präsidialloge war der Gattin und der Tochter des Bundespräsidenten, der Gattin des Bundeskanzlers, die anschließenden Logen waren den Angehörigen der Bundesminister vorbehalten. Auch auf der zweiten Galerie hatte sich ein überaus zahlreiches Publikum eingefunden.

Als der Bundespräsident Dr. Renner, geleitet von dem Bundeskanzler Ing. Figl und dem Vizekanzler Dr. Schärf, mit den Mitgliedern der Regierung den Saal betrat, erhob sich die Versammlung und begrüßte die leitenden Funktionäre des Staates mit stürmischem Applaus, an dem auch die Galerien teilnahmen. Der Bundespräsident nahm in dem Mittelraum zwischen der Ministerbank und den Bänken der Abgeordneten Platz.

Den Vorsitz führte der Präsident des Nationalrates Kunschak. Auf der Präsidentenestrade hatten überdies der Vorsitzende des Bundesrates, Honay, Präsident Böhm, Präsident Dr. Gorbach, der Vorsitzende-Stellvertreter des Bundesrates, Rehrl, und der Parlamentsdirektor, Sektionschef Dr. Pultar, Platz genommen.

Präsident Kunschak

eröffnet die Festsitzung um 12 Uhr 20 Minuten mit folgender Ansprache:

Meine Frauen und Herren! Die beiden Häuser der österreichischen Gesetzgebung, Nationalrat und Bundesrat, haben sich heute vereinigt, um gemeinsam in einer Festsitzung den Tag feierlich zu begehen, an dem vor Jahresfrist an dem Willen und an der Tatkraft der alliierten Mächte der Wahnwitz des Hitlerismus zerschellte und der grauenhafte Krieg in Europa sein Ende fand.

Seither ist der Weg zum heißersehnten Frieden freigelegt. Noch lange aber sind wir nicht am Ziel. Der Weg dahin ist zwar offen, doch er ist steinig und reichlich mit Dornengestrüpp bedeckt; gar zu schmerzlich brennen auch noch die Wunden, die uns dieser böse Krieg geschlagen hat. Dennoch flammt in unseren Herzen die Freude auf, daß wir die Morgenröte des Friedens schauen können. Von dieser Freude durchdrungen und getragen, begrüße ich Sie alle auf das herzlichste.

Insbesondere begrüße ich den Herrn Bundespräsidenten Dr. Renner in unserer Mitte. Ich begrüße ferner die Vertreter der alliierten Siegermächte, weiters den Herrn Bundeskanzler Ing. Figl und seine Mitarbeiter in der Regierung sowie die Herren Landeshauptleute und die anderen Vertreter der Landesregierungen. (Das Haus begleitet die Begrüßungsworte jeweils mit großem Applaus.)

V.6.a Séance solennelle de l'Assemblée Fédérale, le 8 mai 1946. Procès-verbal sténographique.

Nach der mit stürmischem Beifall aufgenommenen Ansprache des Präsidenten nimmt

Bundeskanzler Ing. Figl

das Wort und führt aus:

Herr Bundespräsident! Meine Hohen Herren Oberkommandierenden der siegreichen alliierten Mächte! Hohes Haus!

In den letzten Wochen wurde viel von Befreiung gesprochen, vielleicht sogar allzuviel. Heute haben wir wieder einen Festtag, einen Festtag der Befreiung Österreichs. (Lebhafter Beifall.) Ich glaube, es ist langsam an der Zeit, uns über diesen ganzen Problemkomplex Freiheit und Befreiung klar zu sein, vor allem aber darüber klar zu werden, wer wen und wer was befreit hat.

Wir feiern heute mit Fug und Recht den Jahrestag der Kapitulation des Hitlerfaschismus, der Kapitulation des Imperialismus, der Kapitulation des Terrorismus, der Kapitulation der Barbarei und des Hunnentums. Wir feiern heute den Sieg des Martyriums über das Henkertum, wir feiern den Sieg des Geistes über die Gewalt, den Sieg des Friedenswillens über den Terror, den Sieg der Freiheit über die Sklaverei, den Sieg der Demokratie über die Diktatur. (Erneuter Beifall.) Es ist selbstverständlich, daß wir an diesem Tag in erster Linie jener Mächte gedenken müssen, die es uns ermöglicht haben, diesen heutigen Tag zu erleben, jener Mächte, die in zäher, unermüdlicher Planung trotz aller Rückschläge und Schwierigkeiten nicht erlahmten im Kampf um die Freiheit Europas und die Freiheit der Welt, im Kampf um Menschenrecht und Menschenwürde! Am heutigen Tage wäre es verfehlt, Namen von Generalen und Politikern zu nennen, am heutigen Tage, glaube ich, dürfen wir praktisch nur fünf Namen nennen, die in die Weltgeschichte eingehen werden als die Freiheitshelden Europas und der Welt von 1945. Dies sind Roosevelt und sein Nachfolger Truman, Churchill und sein Nachfolger Attlee und Generalissimus Stalin. (Stürmischer Beifall.) Wenn irgend jemandem, so ist die Welt und künftig einmal auch die Weltgeschichte diesen fünf Männern für alle Zeiten verpflichtet. Der Freiheitstag der Welt ist ein Ehrentag dieser Männer. Namens Österreichs danke ich in diesen Männern allen jenen, die sich um die Befreiung Europas verdient gemacht haben, im besonderen den siegreichen Marschällen, Generälen, Offizieren und ihren siegreichen tapferen Soldaten. (Stürmischer, langanhaltender Beifall.)

Trotzdem aber möchte ich gerade heute nach dem Danke an unsere militärischen Befreier die Frage aufstellen: Wer hat wen und wer hat was befreit? — Es ist richtig, daß die vier großen alliierten Mächte uns Österreicher militärisch befreiten, und wir Österreicher werden ihnen diese Großtat niemals vergessen und stets danken. Wer hat uns aber wirklich seelisch befreit? Das waren unsere Kämpfer, unsere eigenen Österreicher, die bereits seit dem Jahre 1933 für die österreichische Heimat gekämpft und gelitten haben, ganz gleich, an welchem Ufer sie standen. (Zustimmung.) Als verantwortlicher Regierungschef dieses Staates muß ich gerade heute, gerade an dem ersten Jahrestag unserer Befreiung, wieder vor aller Welt sagen: Wie auch die Ereignisse in Österreich in den letzten zwei Jahrzehnten vor der Vergewaltigung durch Hitler sich gestaltet haben mochten, eines steht unverbrüchlich fest: alle Österreicher, in welchem Parteilager sie standen, waren in diesen zwei Jahrzehnten nichts anderes als Österreicher. (Erneute Zustimmung.) Es ist eine Geschichtsverfälschung, wenn heute irgendwo in der Welt versucht wird, aus dem Hochverrat einiger weniger intransigenter, staatsfeindlicher Elemente eine antieuropäische Gesinnung des österreichischen Volkes konstruieren zu wollen. Österreich war, ist und bleibt Vorkämpfer weltbürgerlicher Gesinnung und fanatischer Gegner jeder Art der Vergewaltigung des Geistes und der Menschlichkeit. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.) Dies muß einmal vor aller Welt gesagt werden, genau so, wie es gesagt werden muß, daß wir Österreicher uns schärfstens dagegen verwahren, daß einzelne verbrecherische Erscheinungen, die zufällig hier geboren wurden und die hoffentlich bald ihrer verdienten Strafe entgegengehen, als Exponenten oder auch nur als Vertreter des österreichischen Volkes gewertet werden. Alle diese Menschen haben das Recht verwirkt, sich Österreicher nennen zu dürfen. (Zustimmung.) Alle diese Menschen sind aus dem österreichischen Volk genau so ausgestoßen, wie aus der Menschheit überhaupt. Wir wahren Österreicher, die wir in Konzentrationslagern und Hitlerkerkern für dieses Österreich und damit für Europa und alle seine Nationen gemeinsam mit unseren Kameraden aus allen Nationen gekämpft und geblutet haben, erwarten von der Welt, daß sie uns denselben Glauben an die Wahrhaftigkeit unserer europäischen Gesinnung zubilligt, die wir auch den anderen Staaten gegenüber kundgeben.

Wer hat wen befreit? — Das ist die Kardinalfrage des künftigen Verhältnisses zwischen den Völkern und Nationen, und sie kann nur mit einer Antwort gelöst werden:

Alle haben alle befreit; nämlich alle Gutgesinnten, alle Treugebliebenen haben ebenfalls wieder alle Gutgesinnten befreit, niemanden anderen. Wer abseits stand, wer abseits steht und wer abseits bleiben will, der ist nicht befreit worden und der wird auch nicht befreit werden; den brauchen wir nicht in Österreich, den braucht Europa nicht und den braucht die Welt nicht. Alle wahren Europäer haben Europa befreit. Das war der letzte Sinn des großen Kampfes, um den es in den letzten Jahren ging. Und da liegt nun das tiefste Geheimnis des großen Geschehens in diesen letzten Jahren. Es liegt mir völlig fern, den gigantischen Erfolg des militärischen Sieges der alliierten Mächte verkleinern zu wollen. Wir sind den alliierten Mächten unendlich dankbar für die schweren Opfer, die sie hiebei gebracht haben, aber letzten Endes war es doch nicht nur ein Kampf mit den Waffen, ein Kampf mit den Maschinengewehren, den Panzern und den Flugzeugen; letzten Endes war es ein Kampf der Herzen in diesen letzten Jahren. Das treue starke Herz hat gesiegt! Überall, wohin wir nur schauen, in Österreich genau so wie in Frankreich, in Belgien und Holland genau so wie in der Tschechoslowakei, in Polen und Ungarn, in Dänemark und Norwegen genau so wie in Jugoslawien und Griechenland — das starke Herz, die unverbrüchliche Treue zum allewigen Menschentum waren es, die den Sieg davontrugen.

Wir wissen alle um das ungeheure Leid jener Märtyrer und Kämpfer für Österreich, die in den Konzentrationslagern und in den Hitlerkerkern waren; wir wissen alle um die schweren Gewissensnöte jener Österreicher, die gegen ihren Willen und unter Zwang und Terror in den Hitlerarmeen immer wieder in die vordersten Fronten getrieben wurden; wir wissen alle um das Elend und furchtbare Erleben all jener Familien, die durch die Kriegsereignisse Väter, Söhne, Brüder, Mütter und Töchter verloren haben. Aber all das ist noch zu wenig, denn den letzten und tiefsten Beitrag zur Befreiung Österreichs hat das gesamte österreichische Volk gebracht, hat der kleine, brave, treue Arbeiter in der Fabrik und der kleine Bauer draußen in irgendeinem Gebirgsdorf gebracht, der unter der ständigen Knute der Gestapo sich nicht rühren durfte, aber trotzdem immer auf nur jede mögliche Weise durch stille Sabotage es verhindert hat, das Kriegspotential der Nazisten zu erhöhen. Den größten und wertvollsten Beitrag für die Befreiung Österreichs haben die Mütter gebracht, die trotz unerhörter Schwierigkeiten ihre letzte Nervenkraft daransetzten, um ihre Familie, die kleine Arbeiterfamilie und die kleine Angestelltenfamilie, über all diese harte Zeit hinwegzubringen, oft mit den gewagtesten Experimenten, aber immer wieder im heiligen Glauben: es muß doch einmal wieder anders werden, es kann nicht so bleiben. Wer hat wen befreit? — Das österreichische Volk hat sich selbst befreit! Was hätte jede militärische Befreiung genützt, wenn nicht das Volk selbst mit heißem Herzen und unerschütterlichem Vertrauen immer wieder seine Freiheit ersehnt, gewollt und erkämpft hätte!

Und nun zur zweiten Frage: Wer hat was befreit? — Im Jahre 1938 war Österreich das erste Land, das von der Tyrannis des Hitlerfaschismus überrannt wurde. Österreich hat bis zur letzten Stunde gekämpft, mit Todesverachtung gekämpft im Wissen darum, daß der Kampf fast aussichtslos war. Es liegt mir persönlich ferne, der künftigen geschichtlichen Wertung dieser Zeit vorzugreifen, eines aber muß ich sagen: Wir Österreicher müssen Europa zumindest einen gewissen Anteil an der Schuld beimessen, daß der Kampf Österreichs in diesen Jahren gegen den Nazifaschismus vergeblich war. Wir Österreicher wußten damals genau, daß wir nicht nur für unser kleines Heimatland kämpfen, wir wußten damals genau, daß mit der Bastion Österreich Europa fallen wird. Es ist auch gefallen. Der 13. März 1938 war der Beginn des Zusammenbruchs von Europa, der 13. März war das Vordatum für Dünkirchen. Wir müssen einmal über alle diese Dinge offen sprechen. Österreich ist nämlich kein Land unter vielen anderen. Ich lehne es ab, die übliche Phraseologie vom Herzen Europas, vom Schnittpunkt zwischen Ost und West, und wie alle diese Dinge heißen mögen, zu gebrauchen. Ich bin ein viel zu nüchterner Politiker, um mit romantischen Phrasen zu argumentieren. Ich verweise aber auf eines: Österreich liegt inmitten von Europa; es kann der Ruhepol Europas sein, es kann aber auch der ewige Unruheherd von Europa werden. (Lebhafte Zustimmung.) Ich habe nichts hinzuzufügen. Wir Österreicher sind Weltbürger, wir wollen den Ruhepol Europas bilden. Es hängt von den übrigen Staaten, die maßgeblich an der Gestaltung der neuen Welt beteiligt sind, ab, ob sie Interesse an einem solchen Ruhepol haben.

Europa und damit Österreich feiert heute den ersten Jahrestag seiner wahren Freiheit. Ich hätte nun die Verpflichtung, Ihnen, meine verehrten Herren Abgeordneten, auch einen Rechenschaftsbericht über die Tätigkeit des freien Österreichs im abgelaufenen Jahr zu erstatten und Ihnen ein Programm über unsere künftige Arbeit zu entwickeln. Ich will mir heute beides ersparen, denn was im abgelaufenen Jahr in Österreich geleistet

wurde, haben Sie und hat die österreichische Bevölkerung miterlebt, denn daß wir heute, bereits nach einem Jahr, ein Parlament haben, das durch den freien demokratischen Willen des österreichischen Volkes gewählt wurde, ist der stolzeste Beweis der Reife des souveränen Volkes in Österreich. Daß wir heute bereits sowohl in Wien wie in den Bundesländern die schwersten wirtschaftlichen Schäden zum Teil zur Gänze, zum Teil behelfsmäßig überwunden haben, ist der stolzeste Beweis für den unerhörten Fleiß, das Arbeitskönnen und den Arbeitswillen des österreichischen Arbeiters. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.) Daß wir heute trotz der ungeheuersten Schwierigkeiten immer noch die notdürftigste Ernährung unserer Bevölkerung aus der eigenen Produktion decken können, ist der stolze Beweis für die Produktionskraft und die Treue des österreichischen Bauernstandes. (Neuerlicher lebhafter Beifall und Händeklatschen.)

Hohes Haus! Ich habe diesen drei Sätzen, die ein Rechenschaftsbericht des österreichischen Volkes und damit ein Bekenntnis des österreichischen Volkes zu sich selbst sind, nichts hinzuzufügen, es seien denn drei Stichworte: Wir Österreicher erhoffen vom Ausland die Anerkennung unserer Treue und unserer Leistung, die Anerkennung durch solidarische Hilfe auch für uns in unserer gegenwärtig schwersten Alltagssorge unserer Ernährung durch die UNRRA, die Anerkennung der Wiedergutmachung des schwersten territorialen Unrechtes, das uns durch die Zerstückelung uralten Tiroler Bodens geschah, und die Anerkennung unserer vollen staatlichen Souveränität durch Aufnahme in die UNO, die Gemeinschaft der Vereinten Nationen, in deren Rahmen wir als freier, gleichberechtigter und gleichverpflichteter Staat mitarbeiten wollen zur Sicherung des Weltfriedens. (Stürmischer, langanhaltender Beifall und Händeklatschen.)

Und unser Arbeitsprogramm? Es besteht in einem Wort, in dem Wort: „Österreich!" Wir Österreicher unter uns brauchen uns über unsere Sorgen und Nöte nichts zu erzählen. Wir wissen, was uns fehlt, wir wissen aber auch, wo wir anpacken müssen. Und mehr braucht es nicht. Wenn jeder Mensch in Österreich weiß, wo er anpacken muß, damit er das, was ihm fehlt, bekommt, dann ist Österreich seiner Sorgen ledig. Darauf allein kommt es an. Und wenn ich darum heute, am Tag der Befreiung Österreichs durch die alliierten Armeen, jetzt nochmals am Schluß unserer Tagung diesen für ihre weltgeschichtliche einmalige Tat, die mit Österreich ganz Europa die Freiheit brachte, namens des gesamten österreichischen Volkes danke, dann möchte ich daran knüpfen die Bitte an die österreichische Bevölkerung: Machen wir Österreicher uns dieser Befreiungstat würdig, würdig dadurch, daß wir selbst frei werden, innerlich frei werden von allen kleinlichen Hemmungen, die vielleicht da und dort Mensch von Mensch trennen. Geloben wir uns heute, daß wir unbeschadet aller parteipolitischen Richtungen doch in einem einig bleiben wollen und werden, darin nämlich, daß wir alle und für alle Zeiten bleiben: treue, opferbereite und arbeitsame Österreicher! (Begeisterter, sich immer wiederholender Beifall und Händeklatschen im Saal und auf den Galerien. — Der Bundeskanzler wird vom Bundespräsidenten und den Mitgliedern der Regierung beglückwünscht.)

Präsident:

Hohe Festversammlung! Ich danke dem Herrn Bundeskanzler für seine Rede, in der sich die Gesinnung und die Stimmung des österreichischen Volkes widerspiegeln. Ich halte mich auch Ihrer Zustimmung sicher, wenn ich an den Schluß unserer Feier- und Weihestunde den innigen Wunsch setze: Es lebe das Land unserer Sorge! Es lebe das Land unserer Liebe und unserer Treue! Es lebe Österreich! (Stürmischer, sich immer wieder erneuernder Beifall, an dem sich die Höchstkommandierenden und das Publikum auf beiden Galerien lebhaft beteiligen.)

Die Festsitzung ist geschlossen.

Schluß der Sitzung: 13 Uhr.

Abwesend war Bundesminister Dr. Hurdes, der im Auftrag der Regierung einer Feier in Mauthausen beiwohnte. Ihr Fernbleiben haben entschuldigt die Abgeordneten Handel, Mairinger, Mittendorfer und Dr. Stemberger sowie Bundesrat Schaffer.

Druck der Österreichischen Staatsdruckerei. 3892-46

V.6.d

211. Bundesverfassungsgesetz vom 26. Oktober 1955 über die Neutralität Österreichs.

Der Nationalrat hat beschlossen:

Artikel I.

(1) Zum Zwecke der dauernden Behauptung seiner Unabhängigkeit nach außen und zum Zwecke der Unverletzlichkeit seines Gebietes erklärt Österreich aus freien Stücken seine immerwährende Neutralität. Österreich wird diese mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln aufrechterhalten und verteidigen.

(2) Österreich wird zur Sicherung dieser Zwecke in aller Zukunft keinen militärischen Bündnissen beitreten und die Errichtung militärischer Stützpunkte fremder Staaten auf seinem Gebiete nicht zulassen.

Artikel II.

Mit der Vollziehung dieses Bundesverfassungsgesetzes ist die Bundesregierung betraut.

Körner

Raab **Schärf** **Helmer** **Kapfer**
Drimmel **Maisel** **Kamitz** **Thoma**
Illig **Waldbrunner** **Figl**

V.7 La loi constitutionnelle du 26 octobre 1955 sur la neutralité permanente de l'Autriche, telle qu'elle fut publiée au journal officiel.

VI. NÉONAZISME

1. A la tête de la campagne contre la nation autrichienne : la feuille d'extrême-droite *Deutsche Nationalzeitung* paraissant à Munich. Quelques titres qui en donnent la preuve.
2. Carte du *Bund volkstreuer Jugend* = BJV. Les statuts sont clairs.
3. *Eckartbote :* on y glorifie Hitler comme si de rien n'était.
4. Tract de l'Action Nouvelle Droite.
5. Quelques pages tirées du périodique *Die AULA* qui célèbre à sa manière le quarantième anniversaire de l'annexion de 1938.

Verrat an Österreich

„Österreichische Nation – ein Volksbetrug"

WIEN. Während die Welt mit Geschichtslügen über das deutsche Volk geradezu überschwemmt wird, ist auch die deutsche Bevölkerung Österreichs einer besonderen Spielart der Umerziehung ausgesetzt. Durch ständige Wiederholung versucht man den deutschen Österreichern einzureden, daß sie eigentlich keine Deutschen sind, sondern trotz ihrer deutschen Sprache einer im Gegensatz zum deutschen Volk stehenden „österreichischen Nation" angehören.

Ein prominenter Vertreter dieser deutschfeindlichen „österreichischen Nationalideologie" ist der Sudetendeutsche Dr. phil. Max Neugebauer, welcher als Präsident des Wiener Stadtschulrates für die Umerziehung der Wiener Jugend die Verantwortung trägt. Der heutige Sozialist Neugebauer war aber früher immerhin solcherart national, daß er sich sogar in seiner 1939 an der Universität Wien eingereichten Doktorarbeit über das bulgari- zogen wird, erscheint auch unter dem Aspekt der Verfassungstreue nicht unbedenklich.

Das Beispiel Neugebauers zeigt jedenfalls deutlich, wie sehr die Anstrengungen um die geistige Trennung der Österreicher vom deutschen Volk unter dem Gesichtspunkt der Umerziehung zu betrachten sind. Denn auch hier geht es letztlich nur darum, durch psychologische Sonderbehandlung eines Teiles das gesamte deutsche Volk in seinem menschlichen Zusammengehörigkeitsgefühl zu treffen.

„Nationaler Täuschungsprozeß"

Durch die Neueinführung des sogenannten „österreichischen Nationalfeiertages", an welchem eine Nation gefeiert werden soll, die es objektiv überhaupt nicht gibt, haben die Bemühungen, die deutschen Österreicher um ihre Zugehörigkeit zum gar nicht vorhanden sind. Gehörte doch — um bei diesem Beispiel zu bleiben — das heute bayerische Freilassing genauso wie die Stadt Salzburg einst zum gleichnamigen Erzstift, ehe das frühere geistliche Reichsfürstentum Salzburg zunächst säkularisiert und schließlich vor 150 Jahren zwischen Österreich und Bayern aufgeteilt wurde. Auch wäre dem Salzburger Erzbischof sicher nicht die Würde eines Primas von Deutschland verliehen worden, wenn es sich bei ihm um keinen Deutschen und bei seiner Residenz, die nicht umsonst im Volksmund „das deutsche Rom" genannt wird, um keine deutsche Stadt handeln würde.

Von solchen geschichtslogischen Argumenten unbeeindruckt ist der Großteil der SPÖ-Funktionäre dennoch unter die Nationsschöpfer gegangen. Nur der Obmann des Verbandes Sozialistischer Studenten Österreichs eher als konform geben, müssen wir ihm aus Liebe zur historischen Wahrheit in diesem einen Punkt prinzipiell recht geben. Wir wollen daher seine vehemente Kritik an dem widerlichen Getue um den „österreichischen Nationalfeiertag" nur insoweit korrigieren, als die Geschichtslüge der „österreichischen Nation" mit Patriotismus nichts zu tun haben kann.

Man betrachte das Monsterprogramm, das an diesem kommenden „Nationalfeiertag" unter Verschwendung von 1,7 Millionen Schilling Steuergeldern über die Bühne gehen soll und das in seiner Art charakteristisch ist für die kleinkarierte Beschränktheit der „österreichischen Nationalfanatiker".

„Frau Austria" spielt mit „Herrn Österreicher"

Ernst Wolfram Marboe, der auch das reicher" und dessen Söhnen, dem grantigen Grant, dem gleichgültigen Phlegma und dem immer optimistischen Felix auseinandersetzen. Als Bindeglied zwischen Gestern und Heute soll der Salzburger Arzt Paracelsus auftreten. Darin ist allerdings eine gewisse Verwässerung der „österreichischen Nationaltendenz" zu erblicken, da Paracelsus als fürsterzbischöflich salzburgischer Untertan keineswegs für die „österreichische Nation" reklamiert werden kann, die es zu seinen Lebzeiten nicht gab und die auch heute nur in der Einbildung einiger „österreichischer Nationalfanatiker" existiert.

In Anwesenheit des Bundespräsidenten und der Bundesregierung sollen zahlreiche Filme mit Blitzinterviews von Sekretärinnen, modernen Künstlern, Studenten, Professoren und Geistlichen immer wieder in die Szenenfolge eingeblendet werden. Auftretende Entwicklungshelfer sollen helfen, „österreichisches Nationalgefühl" zu entwickeln und der Atterseer Maler Attersee wird seine Erfindung „Speiseblau — ein politisches Nahrungsmittel" verabreichen. Die bekannte „Österreichische Folksong-

Österreichische „Nation" - Treppenwitz der Antideutschen

Ja zum Staat, nein zur Entdeutschung

WIEN. Die deutschen Österreicher betrachten die Republik Österreich als den Staat aller Österreicher. Sie bejahen einen Staatsfeiertag, doch im „Nationalfeiertag" sehen sie das Bemühen, die deutsche Nation zu zerschlagen und die Österreicher deutschen Volkstums zu entvolken. Am 26. Oktober werden einige Funktionäre, während alle anderen vernünftigen Menschen ins Grüne fahren, den sogenannten österreichischen Nationalfeiertag zu Ehren einer Nation begehen, die es objektiv überhaupt nicht gibt. Seit vielen Jahren bemüht sich in Österreich eine Reihe antideutsch eingestellter Organisationen, auf dem Weg über das trojanische Pferd der „österreichischen Nation" vor allem die Jugend der deutschen Geschichte Österreichs zu entfremden.

so lange wie möglich hintanzuhalten" (Österr. Volkswirt 17. Jg. 1925, S. 1072). Den Auslandsstaaten aber, „denen Großdeutschland noch immer eine unvollziehbare Vorstellung ist, mag es sehr angenehm sein, daß Österreich durch großenteils überflüssige Verfassungskämpfe von seinem nationalpolitischen Ziele abgelenkt wird. Wäre es aber nicht Sache aller politischen Parteien Österreichs, sich gerade bei den Verfassungsfragen des Sinnes jeder möglichen österreichischen Verfassung, des eigentlichen staatlichen Zieles unseres Landes zu besinnen? Mache man doch keine Verfassung irgendeiner Partei zuliebe wahren ‚Weg des Heiles' — den Weg ins Deutsche Reich nicht heillos erschwert" (Österr. Volkswirt 22. Jg. 1929/30, S. 239).

Merkl, der sich bereits als Ministerialkonzipist in der deutschösterreichischen Staatskanzlei dafür eingesetzt hatte, daß die Gesetzgebung Deutschösterreichs zugunsten einer höheren Einheit der Kompetenzhoheit entäußert und „zum Ziel die Staat gewordene deutsche Nation" habe (ZöR I. 1919/20, S. 27), hatte auch in der Folge ein wachsames Auge darauf, daß die legislativen Maßnahmen nichts enthalten, „was dem Anschluß irgendwie abträglich wäre" (Deutsche Einheit 4. Jg. 1929, Folge

Bedeutung der ständigen Übereinstimmung der österreichischen Verfassung mit jenen Anforderungen, die die Weimarer Verfassung an die Verfassung eines deutschen Landes stellt. Sieht man nicht, wie sorgsam die Anschlußgegner in allen Ländern über jede Regung im politischen Leben Österreichs wachen, die als Abrücken vom Anschlußziele gedeutet werden konnte? Die geringste Spur, die sich in dieser Richtung in der Verfassung, dem bedeutungsvollsten und feierlichsten Dokumente der Politik eines Staates, finden würde, wäre wertvollstes Material für die Anschlußgegner, zur Erbringung des von ihnen bisher vergeblich versuchten Nachweises, daß die angeblichen Anschlußwünsche Österreichs in Wahrheit nur Annexionsgelüste des Deutschen Reiches seien. Diese Erwägung ist für die Anschlußfreunde eine ernste Mahnung, streng darüber zu wachen, daß auch jede noch etwa bevorstehende Verfassungsreform alles vermeide, was als Preisgabe der Anschlußbereitschaft oder auch nur als Lockerung des Anschlußwillens gedeutet werden konnte.

Mit Befriedigung stellte Merkl daher fest, daß die „um den Verfassungskompromiß verdienten Männer ... auch alles das ausgemerzt haben, was als Schwächung ...schaft ausgelegt wer... ...he Einheit 4. Jg. 1929, ...enn von jeder Verfas... erwartet werden, „daß ...t zu jenem großdeut... ...ch nicht von ihm weg... allem wäre zu wün... ...h hierzulande wie im ...r bewußt werde, daß ...estehende Verfassung ...sode sein kann, und ...e wahre Zukunftsver... ...on Weimar zu erken... ...Juristen-Zeitung 34. Jg.

Eine maßgebliche Rolle ... den dunklen Bemühungen ... ten der Österreichischen ... gung. Viele Österreicher ... ten Widerstandsskandal ... Zweifel gestürzt worden ... politischen Ehrenbeleidig... Wien war es der Gegenp... den Wiener Stadtschulrat... Präsidenten des Dokumen... österreichischen Widerstan... gebauer, gelungen, diesen ... peinlichen Fakten aus ... heit nachzuweisen. Bei ... stellte sich nämlich hera... derstandspräsident vor 19... lig widerstandslos gewes... vielmehr in seiner 1939 ... torarbeit sogar Äußerung... nationalsozialistischen Ra... von sich gegeben hatte. Un... Neugebauer damals das ... durch volksfremde Einfl... droht sei. Lobend äuße... bauer auch über die Err... schaftlichen Staates in Bu... die Ausbreitung der Fasch...

Obwohl diese Enthüll... reich auf dem Weg über ... ZEITUNG großes Aufseh... stätigte die Österreichisc... bewegung auf ihrer let... sammlung ihren widerst... standspräsidenten in sei... funktion. Muß so nicht der ... hen, daß auch im Sinne d... gemachte Äußerungen nc... standshandlungen deklar... nen, wenn nur das ric... vorhanden ist (Neugebau...

Nicht genug damit, da...

Fan...

Am 23. März 1896 in ... des Forstwirts geboren, p... 1913 zum Doktor der R... ten. 1918 finden wir den ... dachten jungen Mann ...

...hs"

...ten wären. Das An... ...n allen seinen ... ...nglich zugeben möchte, ...ten Willen der großen ... Österreichs und des ...b. Zeigt man den Geg... ...ses schon bei solchen ...itten das Bild deut... und Kleinlichkeit, so ...hlußwillen nicht ernst ...nschluß nicht so bald ...eidliches in das poli... ...llen. Gerade vom An... ...en seinen Teilmaßnah... ...vorbildlicher Weise das ...en. Wo ein Wille ist, ...g." (Deutsche Einheit 2 ... 13)

...brachten Bekenntnisse ... als Merk...s damalige ...e betrachten im Jahre ... Merkl in einer anderen ...rstmalig zeigt der kar... ...ssor eine Haltung, die ...ortunistisch bezeichnen ...nach dem Ersten Welt... ...r sozialdemokratischen ...ers beratend tätig ge... in der Folge jenen den ... durchaus eigenen An...

DEUTSCHE NATION

Vierteljahresschrift für Volkstumsfragen

1. Jahrgang / Nr. 1 — November 1967

‚Österreichische Nation' - häßlicher Spuk

„Das Fiasko des Nationalfeiertags"

WIEN. Bei den oberösterreichischen Landtagswahlen vom 22. Oktober mußte die Österreichische Volkspartei einen empfindlichen Denkzettel einstecken. Unter den Kommentatoren der verschiedensten Richtungen herrscht dabei allgemeine Übereinstimmung, daß dieser Denkzettel nicht den Landespolitikern, sondern der ÖVP-Alleinregierung in Wien zugedacht war. Tatsächlich herrscht unter der Bevölkerung große Verärgerung, daß Bundeskanzler Klaus demonstrativ einen Ostblock-Staat nach dem anderen bereist, die lebenswichtige Frage der EWG-Assoziierung dagegen auffallend vernachlässigt. Neben dieser stagnierenden Europa-Politik sieht die österreichische Bevölkerung auch die Südtirol-Politik der ÖVP-Regierung im Zeichen einer weitgehenden Unterwürfigkeit. Die Steuererhöhungen, die angesichts einer zunehmenden Finanzknappheit beschlossen wurden, dürften die Volkspartei beim Wähler kaum beliebter gemacht haben.

Kleines Reichswappen von Österreich

Zu dieser Finanzknappheit hat zweifellos ... welcher eine „österreichische Nation" gefeiert ... Frau ist, als für die „österreichische Nation", ...

Wie Kreisky in Schweden die „Nation Österreich" erfand

Dr. Bruno Kreisky, Österreichs Kanzler, hat Geschichte gemacht. Sein Lebensweg mutet wie ein einziges Abenteuer an. Und seine einstigen revolutionären Ideen scheinen in Sohn Peter fortzuleben.

wie überhaupt in London der antikommunistische, großdeutsche Flügel der Sozialisten sitzt, während in Stockholm auf die Separation zielende Österreicher das Heft in der Hand haben und ihre Ideen rührig so lange verbreiten, bis sie von den Alliierten schließlich übernommen werden. So verfaßt man 1943 noch vor der Moskauer Konferenz zusammen mit den Kommunisten eine Denkschrift, die man nach London schickt. In einer anderen Erklärung verlangen die roten Emigranten:

Anregungen dankbar an und stärkt den Genossen in Schweden durch eine Deklaration vom 1.9.1943 für ein selbständiges Österreich den Rücken. Wieder zusammen mit den Kommunisten gründet man nun eiligst die „Österreichische Vereinigung in Schweden" (ÖVS), die sich von jetzt an recht aktiv in sozialistisch-lokalpatriotischer Weise betätigt.

Im Februar 1944 faßt man die Gedanken in einer Resolution zusammen ...

österreichischen Kriegsgefangenen und Abgesandte aus Österreich selbst vor."

Die Aufgaben des „Nationalkongresses" sollten sein: „1. Die Wahl eines ständigen Präsidiums. 2. Die Wahl eines österreichischen Repräsentationskomitees. 3. Die Anerkennung dieses Komitees als Vertretung Österreichs durch die alliierten Regierungen. 4. Die Wahl von Delegationen, die in anderen Ländern das Repräsentationskomitee vertraten."

Die Londoner ...

Kreisky soll „Rassismus" in Kärnten überwinden

Lebhafte Auseinandersetzungen hat in Österreich eine „Resolution zur Lage der Slowenen" in Kärnten ausgelöst, die von einer „Anti-Rassismus-Tagung" in Wien an Bundeskanzler Dr. Bruno Kreisky gerichtet worden ist. Die Teilnehmer des von dem „Arbeitskreis Kritisches Christentum" und der „Evangelischen Akademie Wien" veranstalteten Symposions forderten mit großer Mehrheit, „die Diskriminierung der slowenischen Volksgruppe in Kärnten zu besei-

VI.1 Les titres de la *Nationalzeitung* : La nation autrichienne - une invention machiavélique. - Comment Kreisky a inventé en suède la nation autrichienne - La nation autrichienne, un vilain fantôme, etc, etc.

Mitgliedsausweis

Bund volkstreuer Jugend (BVJ)

Unabhängige volkstreue Jugendbewegung
in Österreich

Grundsatzbekenntnis:

1 Wir bekennen uns zu unserem deutschen Volk und zum österreichischen Staat als den Garanten des Fortbestandes des deutschen Volkes. Daher bekämpfen wir die Versuche internationaler Cliquen, den deutschen Charakter unserer Heimat zu zerstören.

2 Als vordringliche Aufgabe betrachtet der BVJ die Erziehung des jungen Menschen zum selbständigen Denken und zur Körperertüchtigung, um die notwendigen Voraussetzungen zur Abwehr gegen Rauschgiftsucht, öffentlicher Unzucht, Zersetzung des Wehrwillens und der Verbreitung von Geschichtslügen in unserer Jugend zu schaffen.

3 Da Volksbewußtsein Geschichtskenntnis und Kulturbewußtsein, also Bildung voraussetzt, fordern wir die Entfernung aller jener Lehrkräfte von unseren Hauptbildungsstätten Schule und Hochschule, die sich nach 1945 zu Trägern der sogenannten „Österreichischen Nation" und damit zu einer volksfeindlichen und antideutschen Umerziehung machen bzw. haben machen lassen.

4 Wir bekennen uns zur Nationalen-Demokratie, als echtes Bedürfnis der Völker und Nationen, die die naturgebundenen Gliederungen, die Elemente der Menschheit darstellen. Unser Bekenntnis bedeutet daher Eintreten für die geistige und seelische Selbständigkeit auch aller anderen Völker.

5 Wir wünschen die Einführung der Jugendsportpflicht neben der Schulpflicht und fordern die „Deutsche Einheitsschule" für das deutsche Sprachgebiet im europäischen Raum. Wir bekennen uns zur Lebensgemeinschaft auf völkischer Grundlage und fordern als Gesellschaftsform die Leistungsgemeinschaft der Deutschen im europäischen Raum. Wir bekennen uns zur Erbgesundheitspflege.

6 Unser Eintreten für die Lebensinteressen des gesamten deutschen Volkes bedeutet aber auch: Rückgewinnung aller uns nach dem Ersten und Zweiten Weltkrieg ohne Volksabstimmung geraubten deutschen Gebiete. Wir fordern deshalb Selbstbestimmung in Deutsch-Südtirol.

VI.2 Les statuts du Bund volkstreuer Jugend.

20. Jahrgang, April 1972

Eckartbote

Deutscher Kultur- und Schutzarbeit

Schriftleitung / Verwaltung: 1070 Wien 7, Lindengasse 42, Ruf 93 91 26

Dr. Fritz Stüber:

Wie rasch sich doch die Welt verändert!

Was bedeutet nun aber diese plötzliche Veränderung der weltpolitischen Lage für uns Europäer, im besonderen für uns Deutsche? Zuerst, was die Vergangenheit betrifft, die schmerzliche Erkenntnis, daß unserem Kontinent, daß vor allem Deutschland viel erspart geblieben wäre, wenn die USA eine gleiche Koexistenz-Bereitschaft, wie sie sie jetzt gegenüber der kommunistischen Volksrepublik China bekunden, auch gegenüber dem nationalsozialistischen Deutschen Reich gezeigt hätten. Größer können ja die ideologischen Gegensätze zwischen dem liberalistischen Amerika und dem autoritären Deutschland auch nicht gewesen sein, als jetzt zwischen dem gleichen Amerika und der kommunistischen Diktatur in Asien. Folglich war der ganze „Kreuzzug" Roosevelts ein Verbrechen.

242 Die Verbotszeit in der Ostmark

Deutschland, Vaterland, wir sind mit dir,
hellauf klingt unser Bekennen:
Ja, Führer, keiner wird stolzer als wir
deine Gefolgschaft sich nennen.

Noch schwören wir zu dem ewigen Reich,
weit über Galgen und Kerker,
uns macht's nicht müde, uns macht's nicht weich,
uns faßt's nur stärker und stärker.

Wacht, Kameraden, bleibt gläubig und treu,
ihr seid die Macht von morgen,
so fällt die Schand', und die Ostmark wächst neu
aus Gräbern, aus Leid, aus Sorgen!

Ballet die Fäuste und betet dann so:
Brüder, wir werden euch rächen!
Hunderte starben da irgendwo,
nun werden wir für euch sprechen.

15

VI.3 *Eckartbote* - dirigé par un nazi impénitent, Fritz Stüber, dont les « poèmes » à la gloire de Hitler restent apparemment d'actualité.

17. JUNI - TAG DER DEUTSCHEN EINHEIT

Ausgehend von einem Streik Berliner Arbeiter erhob sich am 17.Juni 53 das Volk in der sowjetischen Besatzungszone gegen das bolschewistische Terrorregime. Russische Panzer walzten den Volksaufstand nieder. Der sogenannte "freie Westen" sah tatenlos zu...wie 56 in Ungarn und 68 in Böhmen. 24 Jahre danach hat sich an der verbrecherischen Spaltung und Unterdrückung unseres Volkes nichts geändert,sie wird nur von westlichen Meinungsmachern und Politikern auch noch gefestigt. Doch wer die deutsche Teilung und bolschewistische Diktatur in halb Europa "anerkennt", schafft damit keinen Frieden, sondern stützt ein Dauerchaos !

Die brutale Unterdrückung der nationalen Anliegen unseres Volkes,antideutsche Propaganda in den Massenmedien,Verfolgung nationaler Aktivisten auch in Österreich löst kein Problem, sondern führt nur zu einer Verschleppung und Verschärfung der geschichtlichen Situation.

Wir fordern :

Einheit und Freiheit des deutschen Volkes
in seinem gesamten Lebensraum !
Kampf der fremden Besetzung Deutschlands
und der Lügenpropaganda gegen unser Volk !
Volle politische Rechte und Freiheiten
für nationale Aktivisten !

!

Herausgeber, Eigentümer, Verleger und Druck:Aktion Neue Rechte-ANR,f,d,I,v: Thomas Fellerer,alle A-1080 Lenaug.5

VI.4 Tract *Aktion Neue Rechte* pour laquelle l'Allemagne éternelle ne comprend pas seulement l'Autriche, mais aussi les Sudètes, le Tyrol du sud, l'Alsace-Lorraine, etc.

Die Aula 28. Jhg. Nr. 3
Verstärkte Folge

MÄRZ 1978

MÄRZ 1938:

Jeder wollte sehen und winken, suchte daher möglichst erhöhten Standort (hier in Klagenfurt)

DIE Aula

AUS DEM INHALT

Der Anschluß 1938 und seine Vorgeschichte — Re Patria dankt Aula — Europa-Mitteilungen nicht mehr deutsch? — Bücher — Reisen — Rhodesiens Universität — Der Dichter im Elfenbeinturm — Persönlichkeiten — Hochschulforum — Akademisches Leben — Der Fachstudent — Junges Leben

VI.5.a Quelques pages tirées de *Die AULA* qui écrit l'histoire à sa manière. L'auteur principal : Taras Borodajkewycz.

DIE Aula
FREIE MONATSSCHRIFT
FÜR KULTUR WIRTSCHAFT UND POLITIK

28. Jahrgang März 1978 3. Folge

Zum März 1938 und seiner Vorgeschichte

Von Univ.-Prof. Dr. Taras Borodajkewycz, Wien

DIE DEUTSCHEN IM HABSBURGERREICH

Mit natürlicher Selbstverständlichkeit lebten die Deutschen Österreichs noch in den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts im Habsburgerreich und sahen es als ihr Werk und ihre Leistung an. Von Deutschland hatte dieses Reich seinen Ausgang genommen, und deutsch war sein Gesicht mit Ausnahme Ungarns, Galiziens und der italienischen Provinzen. Doch gab es keine Herrschaft der Deutschen in diesem Staate. Ihr Vorrang bestand in einem erhöhten Dienst, in einer bevorzugten Verwendung ihrer organisatorischen und geistig-kulturellen Kräfte, in der geschichtlichen Priorität ihrer Arbeit an und für diesen Staat. Der Lohn für diese Arbeit war die ungezwungene Natürlichkeit, mit der die Oberschichten der anderen Völker in die deutsche Atmosphäre hineinwuchsen. Adel und Armee, Beamtentum und hoher Klerus, die Hauptstützen der Dynastie und verbindenden Klammern des Staates, waren, wenn auch nicht in ihrer vollen Substanz, so doch in ihrer Sprache und im Stil ihres Lebens deutsch, und was von den anderen Völkern in sie einströmte, vollzog ohne Gewalt den Übergang in diese höher scheinende Lebensform. Noch Franz Palacky, der bedeutende Geschichtschreiber der Tschechen, und Peter Preradovich, der große kroatische Dichter, begannen ihre Werke in deutscher Sprache.

So waren die Deutschen Österreichs mit dem Leben in ihrem Staate zufrieden, ein Gegensatz oder eine Spannung zwischen ihrer deutschen Gesinnung und ihrem österreichischen Patriotismus bestand nicht. Man wohnte ja gleichzeitig in Österreich und im Deutschen Reich, später im Deutschen Bund, man war problemlos gut österreichisch und gut deutsch, das eine Gefühl war eng mit dem anderen verbunden. Man hing in unpolitischer Anhänglichkeit an seinem angestammten Herrscherhaus, das auch für das übrige deutsche Volk eine Art Oberhaupt bildete. Man hatte sich für den Kaiser gegen den napoleonischen Zwingherrn erhoben und wußte, daß es auch ein Kampf für „Deutschlands Ehre" war. Man sonnte sich an der gebietenden Stellung, die der eigene Staat 1813 und in den Tagen des Wiener Kongresses einnahm. Die eigene Staatlichkeit war zu sicher und zu stark, als daß die Frage nach einem deutschen Staat für die deutschen Österreicher zu einem Problem hätte werden können. Das Wort Metternichs aus der letzten Zeit seiner Amtsführung gegenüber dem preußischen Gesandten in Wien, dem Grafen Arnim, hatte seine Berechtigung: „Österreich ist ein Reich, das unter seiner Herrschaft Völker von verschiedener Nationalität umfaßt, aber als Reich hat es nur eine Nationalität: Österreich ist deutsch, deutsch durch die Geschichte, durch den Kern seiner Provinzen, durch seine Zivilisation."

Diese natürliche Sicherheit der politischen Lebensform begann sich in den dreißiger Jahren mit dem Aufkommen der liberalen Opposition und ihrer Diskussion um Österreichs Wesen und um die Bedingungen seiner weiteren Existenz, mit der wachsenden Unzufriedenheit über die geistig-politische Bevormundung zu lockern. Die nationale Einheitsbewegung, diese große neue politisch-seelische Triebkraft, erfaßte auch den deutschen Menschen und rüttelte an der bisherigen politischen und staatlichen Ordnung Europas. Das Jahr 1848 enthüllte das Dilemma, das sich aus der Alternative „reichische oder nationalstaatliche" Konstruktion der staatlich-politischen Zukunft Deutschlands ergab. Für die Österreicher war es selbstverständlich, daß sie das neuzuerrichtende deutsche Haus wieder mitbewohnen sollten, ohne dabei ihr Dasein in ihrem Kaiserstaate aufgeben zu müssen. Schmerzerfüllt und verbittert kehrten sie Frankfurt, in dem ihre Herrscher durch Jahrhunderte die römisch-deutsche Kaiserkrone empfangen hatten, in dem ihr volkstümlicher Erzherzog Johann noch als Reichsverweser bestellt worden war, den Rücken, als sich dort die kleindeutsche Lösung durchsetzte. Aber noch war das Habsburgerreich nicht gewillt, auf seine alte deutsche Vormachtstellung zu verzichten, und auch bereit, im absolutistischen Neubau seines Staates die deutschen Züge stärker zu betonen.

Das Unglücksjahr 1866 komplizierte und vergiftete die bisher so natürlich gelagerte österreichische Frage, indem es die fast tausendjährige staatlich-politische Gemeinschaft mit dem übrigen Deutschland zerschnitt und die Deutschen Österreichs ihrem eigenen Schicksal überließ, und dies in einem Augenblick, in dem sie mit der Liberalisierung und Demokratisierung des zur Doppelmonarchie Österreich - Ungarn umgeformten Habsburgerreiches Schritt für Schritt aus ihrer bisherigen Führerstellung verdrängt und einem zähen Kleinkrieg um die Erhaltung ihrer nationalen Substanz in dem zum Völkerreich werdenden Staat ausgeliefert wurden. Dennoch setzten sie nach Königgrätz noch eine ganz große Leistung: 1867 als deutschliberale Partei zur Regierung berufen, schuf diese die lange Reihe der Staatsgrundgesetze, die aus Österreich einen Rechts- und Verfassungsstaat machten. Besonders der Artikel XIX des Staatsgrundgesetzes über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger, der zur grundlegenden Norm des österreichischen, d. h. zisleithanischen Nationalitätenrechtes wurde, hatte seinesgleichen nicht, weder in der alten noch in der neuen Welt. Er bestimmte feierlich: „Alle Volksstämme des Staates sind gleichberechtigt, und jeder Volksstamm hat sein unverletzliches Recht auf Wahrung und Pflege seiner Nationalität und Sprache."

Die Deutschen ernteten seitens der anderen Nationen keinen Dank für dieses Gesetz. Der Nationalitätenkampf wurde mit dem Heraufkommen neuer antiliberaler Generationen härter und radikaler, auch auf deutscher Seite. Ließen schon die deutschen Siege in Frankreich die Wogen der nationalen Begeisterung bei den Burschenschaften in Wien und Graz hochgehen, so faszinierte das neugeschaffene Bismarckreich Männer der Wissenschaft wie den Oberösterreicher Heinrich Brunner und den Niederösterreicher Wilhelm Scherer so stark, daß sie ihre Tätigkeit in das neue Reich verlegten und dort in ihren Fächern (Rechtsgeschichte und Germanistik) zu höchsten Ehren aufstiegen. Wortführer der kleindeutschen irredentistischen Richtung wurde Georg von Schönerer. Seine Absage an die geschichtliche Aufgabe der Deutschen Österreichs, seine Ablehnung der Dynastie, die Feindschaft gegen „Juda und Rom", seine kritiklose Schwärmerei für Bismarck und seine Forderung des baldigen An-

fordernden Selbständigkeit, stand zunächst vor der Frage der primitivsten Existenz, des einfachen Überstehens. Ein Lichtblick und eine Rechtfertigung für die Abwehrkämpfer war das Ergebnis der Abstimmung in der 1. Zone Kärntens am 10. Oktober 1920: 59,04 Prozent stimmten für Österreich. Damit entfiel die Abstimmung in der 2. Zone. Dennoch besetzten die Jugoslawen nochmals die 1. Zone und räumten sie erst nach einem Ultimatum der Botschafterkonferenz in Paris. Schwierigkeiten gab es dagegen bei der Übernahme der deutschen Gebiete Westungarns, da die Ungarn bewaffneten Widerstand leisteten. Mit italienischer Hilfe setzten sie für Ödenburg und Umgebung eine Volksabstimmung durch, die am 14. Dezember 1921 stattfand, aber durch Terror und Wahlschwindel die Stadt für Österreich verloren gehen ließ.

Angesichts der hoffnungslosen Lage des Staates suchten mehrere Bundesländer aus den Fesseln der Pariser Diktate auszubrechen. Die Volksabstimmungen in Tirol und Salzburg im April und Mai 1921 brachten überwältigende Ergebnisse für die Vereinigung mit Deutschland: In Tirol forderten von 147.439 abgegebenen Stimmen, was einer 90-prozentigen Wahlbeteiligung gleichkam, 145.302 den Anschluß, in Salzburg standen 98.546 Jastimmen nur 877 Nein gegenüber. Weitere Abstimmungen, wie die in der Steiermark geplante, untersagte das Machtwort der Entente. Dabei stürzte die Währung, die österreichische Krone, immer tiefer, sank bis zu einem Fünfzehntausendstel ihres ursprünglichen Wertes. 1922 ging ihr Verfall so rasch, daß ein Festangestellter von seinem Monatslohn, den er am Ersten empfangen hatte, am 30. gerade noch eine Tramwaykarte bezahlen konnte. In Europa wurde bereits allgemein mit einem Zerfall Österreichs und mit seiner Aufteilung unter die Nachbarn gerechnet.

In diesem Todesringen übernahm am 31. Mai 1922 Prälat Dr. Ignaz Seipel das Steuerruder des dem Versinken nahen Staatsschiffes. Ihm gelang die Rettung des Landes aus dem wirtschaftlichen Chaos und die Erhaltung seiner Substanz durch das Genfer Sanierungswerk, durch die von ihm mit genialer Selbstverständlichkeit beschrittene, in Politik und Diplomatie neue Bahn des Appells an die internationale Verantwortung. Das Genfer Protokoll vom 4. Oktober 1922, mit dem Österreich eine Anleihe von 650 Millionen Goldkronen unter Garantie des Völkerbundes zugesichert wurde, verpflichtete Österreich wieder zur Aufrechterhaltung seiner Unabhängigkeit im Sinne des Artikels 88 des Vertrages von Saint-Germain. Die parlamentarische Rückendeckung für die schwierige und keineswegs schmerzlose Operation, die unter den strengen Augen eines nach Wien gesandten Völkerbundkommissärs vor sich gehen mußte, war eine Koalition zwischen Christlichsozialen und Großdeutschen, während die Sozialdemokraten vom Herbst 1920 bis zum Ende der Republik in Opposition standen und nur in dem neugeschaffenen Bundesland Wien eine allerdings absolute Herrschaft ausübten. Sichtbarer Ausdruck der allmählichen Genesung wurde die im Dezember 1924 eingeführte neue Schillingwährung — ein Schilling für 10.000 bisherige Papierkronen —, und fast schien es in den nächsten Jahren, als ob ein Abglanz der „goldenen Zwanzigerjahre" auch auf Österreich fallen würde.

Bei aller materiellen Enge war das damalige Österreich überreich an hohen geistigen und künstlerischen Qualitäten. Die Wiener Universität war unbestritten eine der ersten deutschen Hochschulen. Zwischen 1923 und 1936 hatte die erste Republik sieben Nobelpreisträger aufzuweisen. Freiheit der Lehre und volle Freiheit der Meinungsäußerung waren zwischen 1918 und 1933 selbstverständliche Attribute unseres staatlich-politischen Lebens. Ähnliches galt für die Wiener Oper mit einem festen Ensemble begnadeter Stimmen.

Mit der Demokratie und ihren Problemen wurden die Österreicher kaum beschäftigt. Der christlichsoziale Arbeiterführer Leopold Kunschak erklärte: „Die österreichische Bevölkerung ist in die Demokratie nicht hineingewachsen, sondern hineingeworfen worden." Es ist kein Zweifel, daß die internationale Deklassierung alles Deutschen durch die Pariser Diktate der westlichen Demokratien deren Staatsform als unglaubwürdig erscheinen ließ und zu einer antidemokratischen Einstellung des ganzen deutschen Lebensraums beitrug. Die ältere bürgerliche und bäuerliche Generation stand den Fragen der Demokratie fremd und reserviert gegenüber — an der Wiener Universität begeisterte Othmar Spann die Jugend für den Ständestaat —, und auch die Sozialdemokraten bekundeten zeitweise, daß ihr Ziel nicht die demokratische, sondern die sozialistische Republik mit einer Diktatur des Proletariats sei.

Der österreichische Staat wurde als Provisorium angesehen, nicht nur von den Sozialdemokraten und Großdeutschen, die unverrückbar an ihrem Anschlußprogramm festhielten, sondern auch von dem Retter des Staates, Prälat Dr. Seipel, der kühl und politisch überlegen darum bemüht war, den österreichischen Deutschen für die Zukunft alle Wege offen zu halten und sie dazu zu erziehen, daß sie sowohl für eine deutsche wie auch für eine mittel- oder gesamteuropäische Aufgabe geeignet und vorbereitet seien. Mit lapidaren Worten lehnte er in einem Brief vom 30. Juli 1928, der sich mit der Frage der Zukunft Österreichs befaßt, die Möglichkeit ab, die neue Existenz Österreichs mit einer Lüge zu untermauern und dafür eine eigene österreichische Nation zu erfinden. Er betrachtete das „harte Kleinstaatsdasein", zu dem Österreich vorübergehend verurteilt schien, als „eine gute Lehre und verdientes Schicksal". Wörtlich schreibt er:

„Der scheinbar mögliche dritte Weg, daß nämlich die Österreicher sich bewußt darauf einstellen, eine

Wie in Tirol und Salzburg sollte auch in der Steiermark im Jahre 1921 auf Landesebene eine Volksabstimmung zur Frage des Anschlusses an das Deutsche Reich durchgeführt werden. Nach dem überwältigenden Ausgang in den beiden angeführten Ländern wurden weitere Abstimmungen seitens der Sieger verboten.

Der Anschluß — Idee und Wirklichkeit

von Dr. Otto Scrinzi, Klagenfurt
Abgeordnetem zum Nationalrat

Die Verheißung, welche der Mythos des Anschlusses in der gesamtdeutschen Krise zwischen 1918 und 1938 als eine mystische Vereinigung aller Deutschen mit einem jede Wirklichkeit überhöhenden Reich verkündigte, vermochte wahrscheinlich nur die miterlebende und miterleidende Generation zu erfahren; sie ist für die gegenwärtige kaum mehr nachvollziehbar.

Der Historiker kann die Wurzeln dieser Reichsidee bis in die karolingische oder ottonische Zeit verfolgen, der Zeitgeschichtler die widerspruchsvollen, ja verwirrenden und von den Parteien in Haß und Gunst eingefärbten Ereignisse des Jahres 1938 zu deuten suchen. Ein jenseits aller bloß historischen Vernünftigkeit liegender Rest bleibt auch im Abstand von 40 Jahren dem kritischen oder gar opportunistischen Denken verschlossen.

Dieses Österreich, aus der Zertrümmerung eines klein-europäischen Vielvölkerstaates (le reste, c'est l'Autriche) hervorgegangen, war ein Gebilde, von dem später Stephan Zweig sagen wird, es sei der einzige Staat der Welt gewesen, der gegen seinen Willen entstanden ist. Wille ist dabei offensichtlich nicht nur als Mißachtung jenes historischen Beschlusses der konstituierenden Nationalversammlung verstanden, mit dem Österreich sich aus der Konkursmasse der Donau-Monarchie und des Zusammenbruches von 1918 in die eben erstandene Deutsche Republik retten wollte; Wille war vielmehr zu begreifen als Ausdruck eines in Jahrhunderten gewachsenen Selbstverständnisses der deutschen Nation. Dieses war nicht überwiegend aus der vielfältig wechselnden, oft auseinander fallenden Staatengeschichte hervorgegangen, sondern aus der völkischen, kulturellen und geschichtlichen Verbundenheit des Volkes der europäischen Mitte, welche alle Wechselfälle, Höhen und Tiefen der Jahrhunderte bis in die „Systemjahre von 1934 — 1938" überstanden hatte.

Noch in ihrem letzten Aufruf zur Volksabstimmung verlangte die Regierung Schuschnigg in den ersten März-Tagen 1938 ein Ja zu Österreich, damit ein freies Österreich seine „deutsche Aufgabe im europäischen Raum" erfüllen könne.

Diesem deutschen Auftrag hatte sich Österreich ungebrochen durch die Jahrhunderte bis in die letzten Jahrzehnte der Habsburger-Monarchie unterworfen. Ihr trat der erste Kanzler der neuerstandenen Republik, der Sozialist Dr. Karl Renner, mit seinem bekannten Wort bei, daß es unanständig wäre, wollte Österreich nunmehr eine abgesonderte Rechnung aufstellen. Das Anschlußbekenntnis war in den Programmen aller Parteien, mit Ausnahme der Kommunisten, enthalten. Diese haben erstmals in den 30er Jahren die österreichische Nation ins Spiel zu bringen versucht.

Es bedeutet also eine posthume Geschichtsfälschung, wenn nach 1945 die Verfechter des Anschlußgedankens zu Hochverrätern der Republik oder Abtrünnigen einer Nation gestempelt und schwersten rechtlichen und wirtschaftlichen Sanktionen unterworfen wurden.

Die Erniedrigungen und Beleidigungen, denen die Siegermächte von 1918 die beiden deutschen Staaten unterworfen hatten, saßen tief im Herzen aller deutschbewußten Bürger Österreichs. Die Untersagung des freigewählten Namens Deutsch-Österreich, das Anschlußverbot des Friedensdiktates, dem mitten in der Weltwirtschaftskrise nach englischem Betreiben und französischem Einspruch die Untersagung der angestrebten deutsch-österreichischen Zollunion (Schober-Curtius Abkommen von 1931) folgte, saß als ein schmerzender Stachel im Fleisch der Nation. Die Wunden, welche der Juli 1927, der Februar und Juli 1934 dem Lande geschlagen hatten, waren unverheilt und durch die Massenarbeitslosigkeit und das Massenelend der folgenden Jahre gefährlich entzündet worden. Nach dem im Namen Gottes begangenen Verfassungsbruch der Regierung Dollfuß, welche ein unentschlossener Bundespräsident, der sich selber als „Hausvater in Filzpantoffeln" karikierte, gewähren ließ, waren abertausende Sozialdemokraten und Nationalsozialisten in Anhaltelagern, aus öffentlichen Stellungen entlassen und ins Ausland geflüchtet.

Die Hoffnung Ungezählter auf Arbeit, Brot, Gerechtigkeit und Gleichberechtigung in der Welt richtete sich auf das mit der Machtübernahme der Nationalsozialisten vom 30. Januar 1933 erstarkte Deutschland, welches als die Verwirklichung des Traumes vom Dritten Reich der Deutschen erschien. Der Anschluß vom 12. März 1938 vollzog sich so für die überwältigende Mehrheit der Österreicher mit der Ekstase einer „unio mystica" und nicht als die Überwältigung einer österreichischen Nation oder die fremdländische Besetzung einer freien Republik.

Die nach 1945 gestellte Frage, ob Österreich an diesem 12. März 1938 okkupiert oder annektiert worden sei, mag ein völkerrechtlich interessanter und in seinen Folgewirkungen nicht unbedeutender Gelehrtenstreit sein. Was sich damals aber in ungezählten Herzen vollzog, vermag es nicht zu berühren oder ändern.

Selbst die militanten Anschlußgegner hatten mit der Bezeichnung „ostmärkische Sturmscharen" sich auf den geschichtlichen Auftrag der an der Schwelle Pannoniens gegründeten Mark des Ersten Reiches der Deutschen berufen.

Durch mehr als 1000 Jahre hat Deutsch-Österreich einen gesamtdeutschen und europäischen Auftrag in Abwehr von Awaren, Ungarn, Mongolen, Türken und zuletzt des Bolschewismus erfüllt und ungeheure Opfer gebracht.

Die von Siegerwillkür, Bürgerkrieg und Arbeitslosigkeit geschlagenen Österreicher der schicksalsschweren 30er Jahre haben all das weniger gewußt als gefühlt.

Das Bekenntnis zur Eigenstaatlichkeit der Zweiten österreichischen Republik ist heute bei Befürwortern und Gegnern des Anschlusses von 1938 außer Streit. Daß das Anschlußverbot von 1919 im Staatsvertrag von 1955 erneuert wurde, ist für dieses Bekenntnis eher nachteilig. Der von einer lautstarken antideutschen Minderheit geforderte Austritt aus der gemeinsamen Geschichte und der Abfall von der angestammten Nation muß als Rückfall in ein antiquiertes nationalstaatliches Denken abgetan werden, welches nur den Feinden des Zusammenschlusses der europäischen Völker in einem freien Europa dienlich ist.

Gerade in einer europäischen Schau muß rückblickend der Zusammenschluß der beiden deutschen Staaten von 1938 als Antwort auf die Herausforderung durch die Mächte der Unfreiheit verstanden werden.

Deutschland stand mit 6 Millionen Arbeitslosen im Begriffe, jene kommunistische Revolution nachzuholen, welche 1918 bis 1920 mit der blutigen Niederschlagung der Räterepubliken gescheitert war.

Auch in Österreich, wo 1937 jeder dritte arbeitsfähige Bürger ohne Arbeit war, hatte der militante Marxismus die Diktatur des Proletariats in sein politisches Programm aufgenommen und im Dienste dieses Zieles seine Garden bewaffnet. Ihm trat die nationale Jugend, an ihrer Spitze die wehrhaften waffenstudentischen Bünde, entschlossen entgegen. Der Anschluß war deshalb ebenso sehr auf die Überwindung der österreichischen Ständediktatur wie die Abwehr des marxistischen Kollektivismus gerichtet.

Das Elend der akademischen Jugend war unvorstellbar groß, die Aufnahme in den öffentlichen Dienst praktisch nur für Regimeanhänger möglich. Junge Ärzte mußten jahrelang unbezahlt als Gastärzte fronen, Diplomingenieure waren glücklich, wenn sie als Oberbauarbeiter bei den Bundesbahnen ankamen, die Absolventen von geistes- und rechtswissenschaftlichen Fakultäten gaben sich mit untergeordneten Arbeiten zufrieden. Die Arbeitslosigkeit der nichtstudierenden Jugend war der Regelfall. Der Anschluß war die einzig mögliche Lösung der sozialen Frage.

Dies alles zusammen und nicht der nachträglich erfundene Zwang hat dazu geführt, daß die Volksabstimmung vom 10. April 1938 eine überwältigende Kundgebung nicht gegen Österreich, sondern für Deutschland wurde.

VII. PRISE DE CONSCIENCE NATIONALE

1. Déclaration de principe de 14 organisations patriotiques, le 27 avril 1964
2. Appel du gouvernement fédéral lors du vingtième anniversaire de la Libération et du dixième anniversaire du traité d'Etat.
3. Lettre du cardinal-archevêque de Vienne Franz König.
4. Lettre de M. Alfred Missong.
5. La conscience nationale des Autrichiens.
6. Enquête sur la prise de conscience nationale de la population autrichienne entreprise à notre initiative par l'IFES, en 1972.

Grundsatzerklärung

1. Klares Bekenntnis zu Österreich

In der zweiten Republik bekennen sich alle legal tätigen Parteien, Gruppen und Persönlichkeiten zu Österreich. Die unterzeichneten Organisationen sind der Meinung, daß dieses **formale** Bekenntnis nicht genügt. Es ist notwendig, klar zu sagen, was damit gemeint ist.

Unser Bekenntnis zu Österreich bedeutet: Wir bekennen uns zur österreichischen Nation und deren Recht auf Unabhängigkeit und staatliche Souveränität, und fügen hinzu:

Ein ehrliches Bekenntnis zu Österreich heißt, daß wir die Lüge von der Verteidigung Österreichs durch die deutsche Wehrmacht im Hitlerkrieg ablehnen.

Auch die Alliierten haben sich für ein freies und unabhängiges Österreich eingesetzt und dies in der Moskauer Deklaration im Jahre 1943 feierlich verkündet.

Der Staatsvertrag konnte in einer Atmosphäre weltpolitischer Entspannung nur deshalb abgeschlossen werden, weil die Alliierten Österreich nicht als besiegtes Land, sondern als erstes Opfer der Hitler'schen Aggression, als befreites Land betrachteten. Dabei spielte der Beitrag, den die österreichischen Widerstandskämpfer in den Jahren der nazideutschen Fremdherrschaft geleistet haben, eine wesentliche Rolle.

2. Wachsamkeit — ein Gebot des Patriotismus

Aus unserem klaren Bekenntnis zu Österreich ergibt sich von selbst die Ablehnung aller Spielarten des Deutschnationalismus. Wir wissen, daß der Begriff „national" in Österreich seit Jahrzehnten **deutsch**national bedeutet. Die Vergangenheit hat uns gelehrt, daß „die Nationalen" zu den Totengräbern der österreichischen Eigenstaatlichkeit gehörten. Mit dem Bekenntnis zum „deutschen Volkstum" hat es angefangen — das Ende war das Verschwinden unseres Vaterlandes von der Landkarte.

Die unterzeichneten Organisationen halten daher eine erhöhte Wachsamkeit gegenüber allen deutschnationalen Tendenzen und Umtrieben in Österreich für ein Gebot des österreichischen Patriotismus. Wer die Deutschnationalen aufwertet, schädigt Österreich.

Erhöhte Wachsamkeit ist ebenso gegenüber dem Antisemitismus notwendig. Dieser hat in der Geschichte Österreichs eine verhängnisvolle Rolle gespielt. Noch lebt jene Generation, die jahrelang mit dem antisemitischen Gift infiziert wurde.

3. Österreich den Österreichern

Die unterzeichneten Organisationen lehnen jeden Chauvinismus entschieden ab. Zum Wesen des wahren Österreichertums hat stets Toleranz und Freundschaft für andere Völker und Kulturen gehört. Wir bejahen daher auch in der Gegenwart den Gedanken einer europäischen Zusammenarbeit im Geiste des Friedens und der Völkerverständigung.

Wir warnen vor jenen Kreisen, die Europa **sagen**, aber Großdeutschland **meinen.**

Ein kleiner Staat vermag seine Unabhängigkeit nur zu bewahren, wenn seine Bürger über die entscheidenden Wirtschaftsunternehmungen des Landes verfügen. Geraten diese Unternehmungen in den Einflußbereich ausländischer Mächte, dann ist zunächst die ökonomische, letzten Endes aber auch die politische Unabhängigkeit gefährdet.

VII.1.a Déclaration de principe de 14 organisations pro-autrichiennes. Recto.

Im Interesse der Erhaltung und Festigung der österreichischen Unabhängigkeit muß daher der wirtschaftlichen Überfremdung unseres Vaterlandes wirksam entgegengetreten werden.

In Übereinstimmung mit der großen Mehrheit der Bevölkerung bekennen sich die unterzeichneten Organisationen zur **immerwährenden Neutralität** Österreichs. Aber auch in diesem Fall genügt ein formales Bekenntnis nicht. Wir fügen daher hinzu:

Wir lehnen jede Bindung Österreichs ab, die im Widerspruch steht zu unserer freiwillig übernommenen Neutralitätsverpflichtung.

4. Mit der Jugend für Österreich

Die unterzeichneten Organisationen vertreten vor allem Frauen und Männer, die das Grauen des Faschismus selbst erlebt haben, die zu den Opfern jener furchtbaren Zeit gehören. Aber ihr Blick ist nicht in die Vergangenheit, sondern in die Zukunft gerichtet. Sie wissen, daß das Schicksal unseres Vaterlandes von der jungen Generation gestaltet wird, die das Glück hat, in einem unabhängigen, demokratischen Österreich heranzuwachsen.

Es ist daher von entscheidender Bedeutung, diese junge Generation für Österreich zu begeistern und ihr bewußt zu machen, daß dieses Österreich nur durch die Mitbestimmung in der Demokratie gesichert werden kann.

Wenn wir zur jungen Generation auch von den bitteren Erfahrungen der Vergangenheit sprechen, so tun wir es deshalb, damit die Jungen aus den Fehlern von damals lernen. Einer dieser Fehler war der vor 1938 weit verbreitete Unglaube an die Lebensfähigkeit Österreichs.

Der stolze, auch vom Ausland anerkannte Aufstieg unseres Vaterlandes in der zweiten Republik hat die besten Voraussetzungen für die Entstehung eines gesunden österreichischen Staatsbewußtseins geschaffen.

Der Kampf ist noch nicht zu Ende, nur seine Formen haben sich gewandelt. Heute gilt es, den offenen, und ganz besonders den getarnten Feinden der österreichischen Demokratie und des österreichischen Staates rechtzeitig entgegenzutreten.

Wir führen diesen Kampf — frei von Haß — gemeinsam mit der Jugend:

Für ein unabhängiges, demokratisches Österreich
Für seine immerwährende Neutralität
Für die österreichische Nation.

Aktion Österreich

Aktion gegen den Antisemitismus in Österreich

Arbeitsgemeinschaft vaterlandstreuer Verbände Tirols
(Bund der Opfer des politischen Freiheitskampfes Tirol, Bund sozialistischer Freiheitskämpfer, Landesverband Tirol, Israelitische Kultusgemeinde Tirol, Österreichische Gemeinschaft, Landesverband Tirol, ÖVP-Kameradschaft der politisch Verfolgten, Landesverband Tirol, Vereinigung Treu-Österreich, Tirol)

Bundesverband österr. Widerstandskämpfer und Opfer des Faschismus (KZ-Verband)

Bund der Opfer des politischen Freiheitskampfes in Tirol

Bund jüdischer Verfolgter des Naziregimes

KZ-Gemeinschaft Buchenwald

KZ-Gemeinschaft Dachau

KZ-Gemeinschaft Sachsenhausen

Österreichische Gemeinschaft

Österreichische Widerstandsbewegung

Österreichische Lagergemeinschaft Auschwitz

Österreichische Lagergemeinschaft Mauthausen

Österreichische Lagergemeinschaft Ravensbrück

27. April 1945 15. Mai 1955

Österreicher und Österreicherinnen!

Zwei Gedenktage sind es, die zu feiern wir Euch aufrufen: den Tag, an dem die Republik Österreich als selbständiger Staat wiedererstanden ist, und den Tag, an dem Österreich durch den Staatsvertrag seine volle Freiheit erlangt hat.

Laßt uns diese beiden Tage mit jener Würde begehen, wie sie nur durch die Überwindung fast ausweglosen Zustände und schwerster Gefahren erreichbar ist! Laßt uns in Ehrfurcht jener Vielen gedenken, die für Österreich gekämpft und gelitten haben und für die Freiheit gestorben sind! Laßt uns allen danken, die unserer Republik in den Jahren der Prüfung den Weg in ein freies, lebenswertes Heute und Morgen gezeigt, gebahnt und gesichert haben.

Auch uns wurde die Freiheit nicht geschenkt. Blickt zurück auf zerstörte Städte und Fabriken, auf verwüstete Felder, denkt an die Jahre des Hungers, der Angst, der großen Verwirrung und schaut heute um Euch einen freien Staat, ein Land schöner denn zuvor, die Heimstatt fleißiger, tüchtiger Menschen, ein sozial weithin gesichertes Dasein! Wir alle, Männer und Frauen, haben Österreich durch unsere Arbeit neu gebaut. Österreichische Werkarbeit, österreichische Kunst gelten wieder in der Welt. Helft alle mit, daß auch, wie in alten Zeiten, österreichische Wissenschaft und Forschung zum Fortschritt der Menschheit beitragen.

Dies Land, an den Schnittlinien der Völker und Kulturen im Herzen Europas, hat sich in freier Entscheidung zu immerwährender Neutralität verpflichtet und ist entschlossen, diese Neutralität zu verteidigen. Wenn wir unsere Aufgabe erkennen, kann Österreich auch inmitten von Spannungen und Gefahren seinen alten Auftrag, zu vermitteln und auszugleichen, wieder erfüllen. Nach dem unheilvollen Gegeneinander in der Vergangenheit hat unser fruchtbares Miteinander die Zweifel an der Lebensfähigkeit eines selbständigen Österreich überwunden. Wir dienen uns und der Welt, wenn wir den in Schicksalsschlägen endlich gesicherten Glauben an Österreich als unseren schönsten Besitz bewahren und stärken.

Würdig feiern wir diese Tage, wenn wir die ideellen, materiellen und sozialen Grundlagen unserer auf die Menschenrechte gegründeten Demokratie durch Toleranz und fruchtbare Zusammenarbeit immer von neuem sichern. Das seiner Eigenart und Freiheit bewußte Land aber in die europäische Völkerfamilie gleichberechtigt einzuführen, ist auch Deine große und herrliche Aufgabe, Jugend von Österreich!

In schweren Jahren haben wir gemeinsam um die Freiheit gekämpft. Wir werden sie bewahren und unsere neuen Aufgaben in einer neuen Welt meistern, wenn wir in der Liebe, in der Arbeit für Österreich zusammenstehen.

Vor zwanzig Jahren wurde die rotweißrote Fahne wieder entrollt. Sie wehe in alle Zukunft über einem glücklichen, friedlichen, seiner Kraft und seiner Verpflichtung bewußten Österreich!

Die österreichische Bundesregierung

Österreichische Staatsdruckerei

DER ERZBISCHOF VON WIEN

Wien, am 31. Mai 1972

Sehr geehrter Herr Professor!

Es tut mir außerordentlich leid, daß Ihr Schreiben vom 22. Dezember 1971 bei mir in Verlust geraten war und erst jetzt wieder aufgetaucht ist. In der Beilage versuche ich nun mit einiger Verspätung, für die ich mich sehr entschuldige, Ihre an mich gerichteten Fragen zu beantworten und hoffe, Ihnen damit gedient zu haben.

Wenn Sie das nächste Mal wieder nach Wien kommen, wird es mich freuen, Sie begrüßen zu können.

Herzlich grüßt

Herrn
Prof. Dr. Felix Kreissler

VII.3.a Lettre du cardinal-archevêque de Vienne, Franz König, du 31 mai 1972.

Frage 1: Auf welchen geistigen und historischen Grundlagen entwickelte sich bei Ihnen ein österreichisches Selbstverständnis?

Antwort: So wie für viele Österreicher waren auch für mich die Jahre nach 1938 eine zwar bittere, aber sehr wirksame Lehre und Schule für das österreichische Selbstbewußtsein. Ich muß allerdings hier hinzufügen, daß ich schon in der Mittelschule sehr deutlich den Gegensatz zwischen dem gerade damals an den höheren Schulen sehr gepflegten Deutsch-Nationalismus und einem österreichischen Selbstbewußtsein empfand. Ich erinnere mich noch daran, daß es etwa in der 6. oder 7. Klasse der höheren Schule zu einem Konflikt in meiner Klasse kam, weil eine kleine Gruppe deutsch-nationaler Mittelschüler eine Bismarck-Feier veranstaltete, die wir aus österreichischem Empfinden ablehnten und kritisierten.

Frage 2: Hat die Erfahrung der Besetzung Österreichs durch die deutschen Nationalsozialisten und die Behandlung, der die verschiedenen Religionsgemeinschaften, darunter auch die katholische Kirche, ausgesetzt waren, Ihre Einstellung zur Eigenständigkeit und Unabhängigkeit Österreichs beeinflußt?

Antwort: Zusätzlich zu der Antwort, die ich bereits oben gegeben habe, möchte ich erwähnen, daß ich während der nationalsozialistischen Zeit als Domkaplan in St. Pölten sehr viel mit der Jugend zu tun hatte. Mein Interesse und mein Einsatz als Jugendkaplan waren auch von der Gestapo aufmerksam verfolgt worden. Anzeigen, Vorladungen und verschiedene Schikanen waren die Folge davon.

Frage 3: Verbindet sich das Bekenntnis zur österreichischen Nation mit irgend einer Feindseligkeit zum deutschen Volk, wie von gewissen Publikationen ständig behauptet wird?

Antwort: Nein, ganz gewiß nicht. Das österreichische Volk hat immer zwischen dem deutschen Volk und den Nationalsozialisten unterschieden. Das Bekenntnis zur Eigenständigkeit Österreichs ist auf keinen Fall mit einer Abneigung gegen ein anderes Volk verbunden, am wenigsten mit einer Abneigung gegen das deutsche Volk, mit dem uns sehr viele Gemeinsamkeiten in Sprache, Kultur und Geschichte verbinden.

Frage 4: Ist Ihrer Meinung nach im 2o. Jahrhundert das Bekenntnis zu einer Nation, insbesonders wenn es sich um eine kleine Nation handelt, überholt oder unvereinbar mit einer echten internationalen Zusammenarbeit?

Antwort: Ich finde, daß gerade in der heutigen Zeit die kleinen Nationen eine besondere Aufgabe haben. Der Weg zur größeren Gemeinschaft kann immer nur über die kleinere Gemeinschaft führen. Im konkreten Fall setzt das Bekenntnis zu Europa das Bekenntnis zu Österreich voraus.

Frage 5: Gibt es eine auch für jene geistigen und moralischen Grundsätze, zu denen Sie sich bekennen, gültige Definition für den Begriff der Nation, die alle Österreicher ohne Unterschied des philosophischen, politischen und religiösen Bekenntnisses miteinschließt und wie würden Sie selbst das heutige Österreich umreißen?

Antwort: Es gibt meiner Meinung nach keine objektiven Kriterien, die ein Bekenntnis zu einer bestimmten Nation zwingend vorschreiben. Gerade das Bekenntnis zu Österreich kann immer nur ein Willensbekenntnis sein, das nicht ausschließlich durch Abstammung, Tradition, politische Ordnung und staatliche Grenzen bestimmt ist.

Frage 6: Hat die Neutralität Österreichs zur Bewußtseinsbildung des Österreichers beigetragen und hat das neutrale Österreich eine bestimmte Rolle in der heutigen Welt zu spielen?

Antwort: So wie das österreichische Selbstbewußtsein eine Vorbedingung der Neutralität Österreichs ist, so hat andererseits die Neutralität wieder auf die Bewußtseinsbildung und die Selbstidentifikation eingewirkt. Österreich kann und soll seine Neutralität auch im Sinne einer konstruktiven Friedensordnung einsetzen. So habe ich es immer als äußerst vorteilhaft empfunden, daß der Bischof von Wien als Bürger eines neutralen Landes viel eher die Möglichkeit hat, in Verbindung mit der Kirche und den Katholiken gerade in Osteuropa zu bleiben.

VII.3.c

Dr.Alfred Missong

A- 1190 Wien

Wien,12.1.1973.

Herrn
Prof.Dr.Felix Kreissler

Sehr geehrter Herr Professor,

darf ich Sie zu allererst bitten, meine Säumnis, die darin besteht, daß ich Ihren Brief vom 16.Okt.1972 erst heute beantworte, freundlichst entschuldigen zu wollen. Ich hatte schon längst die Absicht, Ihnen zu antworten, fand aber bisher weder Zeit noch Muße, auf Ihre Fragen entsprechend einzugehen.

Selbstverständlich bin ich gerne bereit, Ihnen meinen Standpunkt zu dem Thema =Oesterreichische Nation" mitzuteilen. Allerdings dürfte hier vorerst ein kleiner Irrtum zu korrigieren sein. Aus dem Inhalt Ihrer Fragen sowie aus der Tatsache, daß Sie letztere offensichtlich an Personen verschickt haben, die sich in einer an die Öffentlichkeit dringenden Weise, sei es in wissenschaftlich publizistischer Weise oder in politischer Form mit dem Problem "Oesterreichische Nation" befaßt haben, schließe ich, daß Sie vermutlich die Auffassung meines Vaters kennen lernen wollten. Mein Vater hatte sich nämlich in der Tat sehr ausführlich mit diesem ganzen Fragenkomplex auseinandergesetzt und ihn schriftstellerisch behandelt, während ich selbst kaum in dieser Beziehung irgendwie in der Öffentlichkeit in Erscheinung getreten bin. Auch würde mir ja mein Beruf als österreichischer Diplomat wenig Gelegenheit zu einer publizistischen oder politischen Bearbeitung dieses Themas bieten. Schließlich darf ich noch darauf hinweisen daß ich erst im Jahre 1934 geboren wurde und daher schon aus diesem Grunde kaum in der Lage bin, einen sinnvollen Beitrag zu den ersten drei Fragen Ihres Fragebogens zu leisten.

VII.4.a Lettre de M. Alfred Missong, du 12 janvier 1973.

Wenn ich mir dennoch die Freiheit nehme, mich in die von Ihnen lancierte Diskussion einzuschalten, so tue ich dies im Hinblick auf die Tatsache, daß mein im Jahre 1965 verstorbener Vater wohl zu jenen Personen zu zählen ist, die als erste den Begriff der österreichischen Nation entwickelten und ganz erheblichen Anteil an seiner Verbreitung fanden. Die Genesis des Gedankens der österreichischen Nation ist in Wirklichkeit ohne die von meinem Vater geleistete Arbeit nicht voll zu erfassen. Da mich mit meinem Vater bis an sein Lebensende eine tiefe Freundschaft verband und ich mit seinen politischen Überzeugungen und Gedankengängen wohl vertraut war, glaube ich, zu einer Stellungnahme auch aus Gründen legitimiert zu sein, die über das rein verwandtschaftliche Vater-Sohnverhältnis hinausgehen. Darf ich Sie, sehr geehrter Herr Professor, daher bitten, meine folgenden Ausführungen in diesem Sinne verstehen zu wollen.

Mein Vater wurde in Höchst/Main als Sohn einer österreichischen Mutter und eines deutschen Vaters geboren. In seinem Elternpaar, behauptete mein Vater häufig, habe er bereits den Charakterunterschied zwischen dem deutschen und dem österreichischen Menschen personifiziert erlebt. Während seine Mutter nämlich eine Vertreterin des kultivierten Wiener Bürgerstandes viele Eigenschaften in sich verkörperte, die man - zu Recht oder zu Unrecht - als typisch wienerisch bezeichnete, repräsentierte sein Vater so ziemlich alles, was man nach einer vielleicht etwas simplifizierenden Lesart als typisch deutsche Tugenden und Untugenden bezeichnete: Strenge, Autoritätsglaube und Pflichterfüllung, Fleiß und Korrektheit, die Milde und Herzenswärme als Schwäche empfindet. Ich habe meinen Großvater nie gesehen, weil er bereits knapp nach dem Ende des ersten Weltkrieges verschied, aus den Schilderungen meines Vaters stelle ich ihn mir jedoch genau so vor, wie ihn seine Photos zeigen: ein strenger, vom Bild des deutschen Kaisers inspirierten Mann, mit einem ~~vom~~ wuchtigen Schnurbart umrahmten, scharfen, selbstbewußten Mund, mit Augen, die herausfordernd forsch in die Zukunft blicken. Wohl verraten sie eine große, zielstrebige Energie aber wenig Güte und Herzlichkeit. Obwohl dieser Mann nie eine Uniform trug, war

seine ganze Haltung von einer soldatischen Disziplin durchdrungen. Meine Großmutter, die offensichtlich eine sehr unglückliche Ehe mit diesem ihr zutiefst wesensfremden Menschen führte, empfand ihn immer als einen Diktator, der keinerlei echtes Verständnis für menschliche Schwächen hatte, dessen Lebensziel sich in Arbeit und Selbstverleugnung erschöpfte und der keinerlei Zugang zum unproblematischen, lebensfrohen und sehr individualistischen Charakter seiner österreichischen Gattin besaß.

Ich schilderte diese Familienverhältnisse deshalb so ausführlich, weil ihnen zweifellos größte Bedeutung als psychologische Motivation, als emotionelles Grunderlebnis für meinen Vater zukommen.

Unterdrückt von seinem Vater, der mit besonderer Strenge wettzumachen versuchte, was seine Mutter in ihrer Warmherzigkeit versäumte, bezog der Knabe mit ihr eine gemeinsame Frontstellung im häuslichen Alltagskampf. Die Familie verbrachte den Sommer - urlaub regelmäßig bei den Verwandten der Mutter in Wien bzw. in Baden bei Wien. Die Fahrten von Höchst nach Wien zählten zu den schönsten Kindheitserinnerungen meines Vaters. Den Grenzübertritt nach Österreich empfand er als Reise in ein ganz anderes Land, in das Land, wo die Menschen sympathischer waren, wo man so sprach und dachte wie seine Mutter. So entwickelte sich in meinem Vater von kleinauf eine Art österreichischer Patriotismus, dem er anfangs nicht anders Ausdruck zu verleihen verstand, als daß er sich in der deutschen Schule in Frankfurt als Österreicher ausgab. Bei patriotischen Feiern während des ersten Weltkrieges zog er Bilder des österreichischen Kaisers und schwarzgelbe Fahnen den deutschen Emblemen vor. Dies trug ihm häufig den Spott seiner Schulkollegen ein, die ihn als "Kamerad Schnürschuh" und "österreichischen Schlappschwanz" hänselten. Ich weiß nicht, ob es chauvinistischen Gefühlen zuzuschreiben ist, die mein Vater möglicherweise durch sein österreichisch-patriotisches Auftreten in der deutschen Schule provozierte, oder ob es einfach dem Umstand seiner körperlichen Schwäche zuzuschreiben war, daß er in der Schule in Frankfurt so häufig verprügelt wurde. Ich glaube aber,

daß auch diese Schulerlebnisse in ihm frühzeitig den Gedanken aufkommen ließen, aus Deutschland zu emigrieren. Mitten im Weltkrieg verließ er auch tatsächlich mit seiner Mutter fluchtartig Frankfurt, um nach Wien zu übersiedeln. Als wohltuende Erleichterung empfand er hier, daß sechszehnjährige Gymnasiasten kaum mehr rauften, daß er jedenfalls nicht mehr geprügelt wurde, ja, daß seine Schulkollegen in Wien überhaupt ein reiferes Verhalten zeigten als jene in Frankfurt, daß sie bereits im Kaffeehaus Tarock spielten und sich für Mädchen zu interessieren begannen.

Im Jahre 1917 meldete sich mein Vater freiwillig zum Eintritt in die k.u.k.Armee. Als deutscher Staatsbürger wurde er jedoch abgewiesen. In seiner Begeisterung für Osterreich suchte er daraufhin um Entlassung aus dem deutschen Staatsverband an - dieses Gesuch wurde allerdings erst zu einem Zeitpunkt aufrecht erledigt, als der erste Weltkrieg militärisch schon entschieden war und sich die k.u.k.Armee bereits in Auflösung befand. Dennoch versuchte mein Vater selbst in diesem fortgeschrittenen Stadium nochmals freiwillig in der österreichischen Armee dienen zu dürfen. Der tschechische Unteroffizier, dem die Ausmusterung oblag, war über so viel Patriotismus einigermaßen überrascht und schickte den Bewerber mit der Bemerkung nachhause, daß der Zeitpunkt für Rekrutierungen vorbei sei.

So ungefähr stellt sich mir auf Grund seiner Erzählungen der geistig-politische Werdegang meines Vaters dar. Aus ihm ergibt sich bereits eine ziemlich klare Beantwortung Ihrer ersten Frage.

1.) Mein Vater fühlte sich auch in der ersten Republik bereits ausschließlich als Österreicher. In vielen Aufsätzen und Schriften vertrat er die Eigenständigkeit Osterreichs. Es soll hier allerdings nicht verschwiegen werden, daß er der 1.Republik zumindest in ihren Anfängen nur eine provisorische Existenzberechtigung einräumte. Sie sollte nur solange Bestand haben, als nicht eine neue Form eines staatsrechtlichen Zusammenschlusses mit den Nachfolgestaaten Ungarn und der Tschechoslowakei gefunden ist. Gefühlsmäßig gab mein Vater sicher der Monarchie den Vorzug. Tatsächlich hoffte er noch zu Ende

des zweiten Weltkrieges auf eine Wiederkehr der Habsburger. (Während des Krieges sangen wir in unserem Hause in Wien regelmäßig die alte österreichische Kaiserhymne - die Tatsache, daß ihre Melodie bekanntlich mit jener des verhaßten Deutschlandliedes identisch ist, machte allerdings allein dieses hochverräterische Verhalten möglich!).

2.) Nach dem Machtantritt Hitlers und nach der Ermordnung Dollfuss war es meinem Vater wie vielen anderen politisch Denkenden klar, daß eine Auseinandersetzung zwischen Österreich und Deutschland, bei welcher es um die Existenz des ersteren geht, unvermeidbar geworden war. Um eine geschlossene und möglichst starke Front im Innern Österreichs gegen die nationalsozialistische, deutsche Gefahr zu errichten - eine solche Front bildete wohl auch die erste Voraussetzung für eine Unterstützung Österreichs durch das Ausland - erschien meinem Vater und seinen Freunden eine Reintegration der Arbeiterschaft in den österreichischen Staat wesentlich. Mein Vater, Ernst Karl Winter, August Maria Knoll, Baron Zessner-Spitzenberg und Wilhelm Schmidt als Gründer der sogenannten "Österreichischen Aktion" (1927) können rückblickend den Anspruch erheben, sich bereits in der ersten Republik um die Errichtung einer tragfähigen, ideologischen Grundlage für den österreichischen Staat bemüht zu haben.

Meinem Vater kommt schließlich das besondere Verdienst zu, das Wesen des Nationalsozialismus in seiner ganzen abgrundtiefen Scheußlichkeit bereits zu einem Zeitpunkt erkannt und dargestellt zu haben, als hoch hohe Würdenträger der katholischen Kirche in ihm hohe christliche Werte erkennen zu können glaubten (z.B.Bischof Hudal). Ich darf Sie hier an das auch heute noch faszinierend zu lesende Pamphlet "Der Nazispiegel" aufmerksam machen, das mein Vater unter dem Pseudonym "Thomas Murner" im Jahre 1932 (!) im Verlag Gsur herausbrachte. Im Verlag "Gsur" - der im Besitze E.K.Winters stand - erschienen noch eine ganze Reihe politischer Schriften der Männer der "Österreichischen Aktion". Interessehalber verdient es festgehalten zu werden, daß die Gestapo weder das Pseudonym Thomas Murner dechiffrieren konnte noch die Hintermänner der Firma Gsur

aufzudecken vermochte. Diesem Umstand verdankte mein Vater wahrscheinlich auch das Leben.

Neben einer ergiebigen schriftstellerischen Tätigkeit, die sich zu einem großen Teil mit der Erhaltung der österreichischen Unabhängigkeit und der Aufdeckung der Eigenpersönlichkeit Österreichs befaßte, versuchte mein Vater, der zeitlebens ein streng gläubiger und praktizierender Katholik war, auch den Hl.Stuhl zu einer Stellungnahme gegen den Nazismus zu bewegen. Eine Eingabe meines Vaters an das päpstliche Staatssekretariat, in welcher er die Exkommunikation Hitlers und die feierliche Anathemisierung seiner Lehre forderte, blieb bekanntlich nicht nur ohne Wirkung, sondern selbst sein Eingang wurde vom päpstlichen Staatssekretariat meinem Vater gegenüber soviel ich weiß nie bestätigt.

3.) Nach Berchtesgaden war es meinem Vater völlig klar, daß nur eine Mobilisierung aller antinazistischen Kräfte in Österreich das Unheil aus Deutschland abzuwehren imstande gewesen wäre. Statt diese militärische und politische Generalmobilisierung unverzüglich vorzunehmen, ließ sich Schuschnigg nach der Rückkehr vom "Berghof" zur Stärkung Musik Bachs vorspielen.

Meinem Vater, der immer noch engstens mit E.K.Winter zusammenarbeitete , erblickte in diesem Verhalten eine Bestätigung seiner Meinung, daß Schuschnigg einfach nicht in der Lage war, Hitler echten Widerstand zu leisten. Diese psychologische Unfähigkeit Schuschniggs hat ihre Wurzel nicht zuletzt in seinem deutschen Bewußtsein, das eben kein kompromißlos-österreichisches [illegible] ihn im entscheidenden Augenblick auch daran hinderte, "deutsches Blut" zu opfern.

In dieser Situation versuchten mein Vater und Baron Zeßner-Spitzenberg Otto Habsburg nach Österreich zu bringen. Ein beschwörendes Telephongespräch, alle Bedenken über Bord zu werfen und Schuschnigg vor vollendete Tatsachen zu stellen, konnte Otto v.Habsburg jedoch nicht zu einem entschlossenen Vorgehen bestimmen.

4.) Während des Krieges war meine Familie teils auf der Flucht vor den Nazis, teils war sie eingesperrt.Mein Vater hatte über Prof.August M.Knoll gewiße Kontakte zu österreichischen Widerstandsgruppen und es kann keinem Zweifel unterliegen, daß sich seine Freunde schon während des Krieges Gedanken über die Form machten,in welcher Oesterreich nach Kriegsende wiedererstehen sollte.Tatsächlich hatte ja dann mein Vater zusammen mit Hurdes, Figl, Pernter u.a.als Mitbegründer der Oesterreichischen Volkspartei Gelegenheit, Oesterreich in seiner Geburtsstunde helfend beizustehen.

5.) Unmittelbar nach der Befreiung und nach Gründung der Volkspartei bekleidete mein Vater das Referat "Presse und Publizistik" der Volkspartei. Später gründete er die "Oesterreichischen Monatshefte", deren erster Chefredakteur er auch war (bis1949), wo er von der Volkspartei als ein der Aussöhnung mit den Nazis - Gründung der VdU (!) - hinderlicher Gegner, mehr oder weniger ins Ausland verschickt wurde, (Presseattaché in Bonn, später in Bern und Rom).

Seine damalige Position nützte mein Vater,um nun den Gedanken der "Oesterreichischen Nation" zu verkünden und vor allem die Volkspartei auf ihn zu vergattern. Dies gelang ihm bis zu einem gewißen Grad durch das erste Programm der Volkspartei, dessen Autor er war. Schließlich befaßte er sich in einer grundlegenden Broschüre mit dem Titel "Die Oesterreichische Nation" (erschienen 1946 im Oesterreichischen Verlag) und in zahlreichen grundsätzlichen Beiträgen in den "Oesterreichischen Monatsheften" eingehend mit dieser Frage. Anstoß für die allgemeine Diskussion über die "Oesterreichische Nation" bildete ein bereits 1945 in den Monatsheften erschienener programmatischer Aufsatz aus der Feder meines Vaters "25 Thesen über die Oesterreichische Nation". Zahlreiche andere Aufsätze und Vorträge sollten noch folgen.

Ich weiß nicht mehr genau in welchem Jahr es war , ich glaube 1946, als mir mein Vater sagte, daß er seine Lebensaufgabe in der Verkündung und Verteidigung der "Oesterreichischen Nation" sah. Er selbst verstand sich als Urheber dieser Idee, der er sein politisches Leben weitgehend widmete. Ich glaube tatsächlich, daß die hervorragende Rolle, die mein Vater bei der Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins gespielt hat, gar nicht zu unterschätzen ist. Ich glaube den Nachweis erbringen zu können, daß er wahrscheinlich der erste Vertreter des österreichischen Bürgertums - im Gegensatz zu Männern wie Ernst Fischer, die diese Aufgabe damals bei linken Intellektuellen erfüllten - war, der klar den Zusammenhang zwischen österreichischer Selbständigkeit und österreichischer Nation erkannte und sich mit Leib und Seele der Verteidigung seiner Thesen von der Oesterreichischen Nation, die heute weitgehend Selbstverständlichkeit sind, widmete.

Sehr geehrter Herr Professor, ich darf Sie abschließend nochmals bitten, meine verspätete Beantwortung IhresBriefes, für welche ich viele Gründe anzuführen hätte, freundlichst entschuldigen zu wollen. Ich hoffe dennoch, Ihnen mit meinen Ausführungen einige neue Hinweise gegeben zu haben und wäre froh, wenn Sie sie bei Ihrer Arbeit noch verwerten könnten. Im übrigen bin ich natürlich sehr gerne bereit, Ihnen Einsicht in die in meiner Bibliothek befindlichen Unterlagen - Broschüren, Aufsätze etc.- zu gewähren und würde mich auch sonst freuen, Sie bei einem Ihrer nächsten Besuche in Wien persönlich kennen lernen zu dürfen.

Mit meinen besten Grüßen

Bin ich
Ihr
A. Rinaldi

VII.5. La conscience nationale des Autrichiens.

EINSTELLUNG DER BEVÖLKERUNG ZUR ÖSTERREICHISCHEN NATION

Ergebnisse einer Untersuchung des
Instituts für empirische Sozialforschung (IFES)

Februar 1972

Institut für empirische
Sozialforschung (ifes)
1010 Wien, Fleischmarkt 3-5
Telefon 63 57 01

VII.6 Enquête sur la prise de conscience nationale des Autrichiens ; 22 feuillets numérotés de 1 à 22.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
VORBEMERKUNG	3
STRUKTUR DER STICHPROBE	4
DAS BEKENNTNIS ZUR ÖSTERREICHISCHEN NATION.	6
Die Einstellung einzelner Bevölkerungsgruppen	7
DER PROZESS DER NATIONSWERDUNG	13

VORBEMERKUNG

Das Institut für empirische Sozialforschung (IFES) führte im Auftrag von Prof. Dr. Felix Kreisler eine Untersuchung über die Einstellung der österreichischen Bevölkerung zur österreichischen Nation und zum Prozeß der Nationswerdung durch. Die Datengewinnung für diese Untersuchung erfolgte im Rahmen einer der regelmäßigen Mehrthemen-Umfragen des Instituts.

Für diese Untersuchung wurden 2500 Zielpersonen at random aus dem dem Institut vorliegendem rezenten Adressenmaterial ausgewählt. Diese Zielpersonen wurden mittels verschiedenfarbiger Avisokarten vom bevorstehenden Besuch eines Interviewers verständigt, was zugleich eine hundertprozentige Kontrolle der Interview-Kontakte ermöchte. Die von geschulten Interviewern durchgeführte Feldarbeit fand zwischen dem 21.10. und dem 11.11.1971 statt. Die eingebrachten Interviews wurden im Institut auf Plausibilität und Komplettheit der Antworten überprüft, außerdem wurden rund 10 % der Interviews durch Nahgehkontrollen überprüft.

Die geprüften Interviews wurden im Institut vercodet, auf Lochkarten übertragen und mittels einer konventionellen Sortieranlage ausgewertet. Der vorliegende Bericht enthält sowohl die ziffermäßigen Ergebnisse der Umfrage als auch die Interpretation der Daten. Er ist alleiniges Eigentum des Auftraggebers und gilt als vertraulich.

Wien, im Februar 1972

Institut für
empirische Sozialforschung

STRUKTUR DER STICHPROBE

	N	%
GESAMT	1974	100
GESCHLECHT		
Männer	930	47
Frauen	1044	53
ALTERSGRUPPEN		
bis unter 30 Jahre	553	28
30 bis unter 50 Jahre	743	37
50 Jahre und älter	687	35
GEMEINDEGRÖSSE		
bis 2000 Einwohner	582	29
2001 bis 20 000 Einwohner	657	33
20 001 und mehr Einwohner	252	13
Wien	483	25
BUNDESLÄNDER		
Wien	483	25
Niederösterreich	359	18
Burgenland	70	4
Steiermark	304	15
Kärnten	144	7
Oberösterreich	317	16
Salzburg	101	5
Tirol	133	7
Vorarlberg	63	3
BERUFSTÄTIGKEIT		
selbst berufstätig	1221	62
nicht berufstätig	400	20
in Berufs(Schul)ausbildung	84	4
in Pension	269	14

	N	%
BERUF DES HAUSHALTSVORSTANDES		
Freischaffende/Selbständige	252	13
Angestellte	291	15
öffentlich Bedienstete	376	19
Facharbeiter	324	16
Hilfsarbeiter	462	23
Landwirte/mithelfende Familienangehörige	269	14
SCHULBILDUNG		
Pflichtschule ohne weitere Ausbildung	963	49
Pflichtschule mit Lehre, Fachschule, Handelsschule	809	40
Matura	150	18
Hochschule	52	3
PARTEIPRÄFERENZ		
SPÖ	966	49
ÖVP	550	28
FPÖ	44	2
andere	6	*
keine	408	21

DAS BEKENNTNIS ZUR ÖSTERREICHISCHEN NATION

Die bewußt gewählte Vorgangsweise, die Einstellung zur österreichischen Nation nicht direkt zu erfragen, sondern eine indirekte Fragestellung anzuwenden, hat sich voll als zielführend erwiesen. Die tatsächliche Unterschiede verwischende Polarisierung, die eine direkte Fragestellung wahrscheinlich mit sich gebracht hätte, konnte so vermieden werden.

Für nahezu zwei Drittel der Befragten ist die Frage der österreichischen Nation entschieden, der Anteil der offenen Gegner einer österreichischen Nation ist verhältnismäßig klein, aber der relativ hohe Anteil der "Meinungslosen" - die in diesem Fall zweifellos auch nicht-deklarierte Gegner der Eigenständigkeit einer österreichischen Nation beinhaltet - läßt dennoch die österreichische Nation noch nicht unbestritten erscheinen.

Insgesamt wurden folgende Antworten gegeben:

Die Österreicher sind eine Nation	62 %
Die Österreicher beginnen sich langsam als Nation zu fühlen	12 %
weiß nicht	19 %
Die Österreicher sind keine Nation	7 %

Das bedeutet, daß immerhin jeder 15. Österreicher seine österreichische Nationalität verneint, jeder 8. Österreicher sich erst als langsam in eine solche Nationalität hineinwachsend empfindet. Nimmt man die "Meinungslosen" zumindest als nicht eindeutig zu den Bekennern österreichischer Nationalität zählend, so ist es ein gutes Viertel der Österreicher, die sich nicht einmal graduell wachsend als Angehörige einer eigenen österreichischen Nation fühlen.

Eine grundsätzliche Änderung muß allerdings gegenüber zu vermutenden früheren Einstellungen angenommen werden: An die Stelle einer - historisch nicht mehr exakt zu quantifizierenden - Polarität von Anhängern und Gegnern einer eigenständigen österreichischen Nation ist eine Situation getreten, in der einer österreichisch-national orientierten Mehrheit eine beachtliche Minderheit gegenübersteht, die nationale Status-Unsicherheit zeigt.

Die Einstellung einzelner Bevölkerungsgruppen

Charakteristisch - und dabei durchaus positiv zu bewerten - ist die Tatsache, daß die Unterschiede in der Einstellung zur Existenz einer eigenständigen österreichischen Nation verhältnismäßig gering sind. Das bedeutet, daß nicht eine einzelne soziale Gruppe dieses Nations-Bewußtsein trägt, sondern daß in praktisch allen Bevölkerungsgruppen jeweils eine Mehrheitsgruppe vorhanden ist, die ein solches Bewußtsein trägt.

Dennoch sind die Unterschiede aufschlußreich. Zunächst einmal global: Bekanntermaßen politisch weniger informierte und auch engagierte Gruppen reagieren auf die Frage nach der Existenz einer österreichischen Nation besonders häufig mit der Antwort "weiß nicht". Nun muß diese Antwort sicherlich keine Gegnerschaft beinhalten. Die Tatsache, daß aber die Existenz der österreichischen Nation gerade von diesen Bevölkerungsgruppen nicht als so selbstverständlich empfunden wird, daß die Fragestellung an sich durch ein automatisches Bejahen zurückgewiesen wird, muß bedenklich stimmen.

Gruppen, die wesentlich häufiger als der Durchschnitt der Befragten (19 %) die Antwort "weiß nicht" geben, sind:

Frauen	25 %
Befragte über 50 Jahre	23 %
Bewohner von Gemeinden mit weniger als 2000 Einwohner	26 %
Hausfrauen	25 %
Pensionisten	26 %
Hilfsarbeiter	29 %
Landwirte	34 %
Personen mit Pflichtschulbildung	29 %
Niederösterreicher	27 %
Salzburger	27 %
Tiroler	26 %
Befragte ohne Parteipräferenz	25 %

Diese Aufstellung zeigt schon sehr deutlich, daß wir es hier mit einer Mischung von unsicher gewordenen Gegnern der österreichischen Nation und tatsächlich Uninformierten zu tun haben. Der genaue Anteil dieser beiden Untergruppen ist nicht zu isolieren. Es muß aber angenommen werden, daß Bevölkerungsgruppen, die historische Stärkezentren des Deutschnationalismus waren - z.B. ältere Befragte, Salzburger - eher der ersteren, Gruppen mit geringem politischem Informationsstand - z.B. Frauen, Hilfsarbeiter - eher der letzteren Gruppe zuzuzählen sind.

Hier ist nun auch noch eine zusätzliche Korrelation herzustellen: Es muß berücksichtigt werden, wie sich die offen deklarierten Antworten in diesen Gruppen verhalten. Im Gesamten beträgt dieses Verhältnis rund 9:1. Während nun bei Frauen, Bewohnern kleiner Orte, Hilfsarbeitern und Bauern, Personen mit bloßer Pflichtschulbildung dieses Verhältnis - freilich auf einem, bedingt durch den Anteil der "weiß nicht"-Antworten, niedrigeren Niveau - erhalten bleibt, wird bei älteren Befragten und bei den Salzburgern dieses Verhältnis nicht erreicht. Wie schon oben erwähnt, dürfte es sich bei den "weiß nicht"-Antworten im ersten Fall um tatsächliches Nicht-Wissen, im zweiten Fall um versteckten oder einfach unsicher gewordenen Deutschnationalismus handeln.

An diesem Anteil - und dieser hypothetischen Verteilung der "weiß nicht"-Antworten sind nun auch die offenen Stellungnahmen zur österreichischen Nation zu messen. Dementsprechend sind kaum Unterschiede zwischen Männern und Frauen vorhanden. Von den Altersgruppen ist bei den über 50-jährigen Befragten das relativ stärkste Maß an Gegnerschaft zur österreichischen Nation zu finden. Innerhalb der Berufsgruppen sind diese deutschnationalen Restbestände im Bereich der Selbständigen, Angestellten und öffentlich Bediensteten konzentriert.

Maturanten und Akademiker - und hier in besonders deutlichem Maß die noch im Studium Stehenden - erweisen sich als weitere Gruppen mit geringem österreichischen Bewußtsein.

Interessant sind auch die regionalen Unterschiede. Auf unterschiedlich hohem Niveau ist das Bekenntnis zur österreichischen Nation in den Bundesländern Wien, Niederösterreich, Burgenland, Tirol und - bemerkenswerterweise - der Steiermark als in einem dem Durchschnitt entsprechendem Maße als gesichert anzusehen. Kärnten, Oberösterreich, Vorarlberg und - in besonderem Maße - Salzburg erweisen sich als die stärksten Rückzugszentren des Deutschnationalismus.

Aber auch innerhalb der Bundesländer ist die Stellungnahme nicht einheitlich. Stellt man den geringeren Informationsgrad in den kleineren Orten in Rechnung, so ist in Orten mit bis zu 20 000 Einwohnern ein hohes Maß an Bekenntnis zur österreichischen Nation festzustellen, in den Mittel- und Landeshauptstädten ist dagegen ein mit (10 %) sowohl absolut hoher Anteil von Gegnern der österreichischen Nation festzustellen, aber auch der Anteil der Anhänger einer österreichischen Nation mit mit 58 % unterdurchschnittlich.

Einigermaßen überraschend ist, daß die einen Wandlungsprozeß in der nationalen Einstellung andeutende Antwort, daß die Österreicher sich langsam als Nation zu fühlen begännen, nicht in erster Linie von jenen Befragten gegeben wird, die den doch objektiv vorhandenen Wandlungsprozeß im Laufe ihres bewußten Lebens konstatieren konnten. Vielmehr sind es gerade die Jungen (18 %), die in besonders starkem Maße eine solche Wandlung konstatieren. Auch die übrigen Gruppen, die diese Antwort besonders häufig geben - Angestellte 19 %, Bewohner von Städten mit mehr als 20 000 Einwohnern 19 %, Maturanten 20 % - sind durchwegs solche, für die starke Wandlungen zu ihrem Weltbild gehören und die daher eine solche dynamische Betrachtungsweise auch auf die Nationalität anwenden.

Die politische Orientierung zeigt recht unterschiedliche Verhaltensformen auf. Für die Anhängerschaft der FPÖ ist charakteristisch, daß sie einerseits den höchsten Anteil (20 %) der Gegner einer österreichischen Nation aufweist, obwohl die Befürworter auch hier immerhin schon 50 % ausmachen. Überraschend ist aber der geringe Anteil an Meinungslosen: Die "ehemaligen" Gegner einer eigenständigen österreichischen Nation sind hier wohl vor allem in jener besonders starken Gruppe (23 %) zu suchen, die objektiv einen Prozeß der Nationswerdung konstatieren.

Anders bei den ÖVP-Anhängern: Hier ist das Überwiegen der nationsbewußten Befragten wesentlich stärker, aber auch der Anteil der Unentschlossenen ist wesentlich größer. Am unproblematischesten ist die Einstellung der SPÖ -Anhänger zur österreichischen Nation. Nicht nur überwiegen hier die positiven Antworten am stärksten und sind die negativen am geringsten, auch der Anteil von Unentschlossenen muß hier - analog zur sozialen Zusammensetzung der SPÖ-Anhänger - ausschließlich den Uninformierten zugerechnet werden.

Die - zum Zeitpunkt dieser Befragung - überwiegend konservativ orientierten Befragten ohne deklarierte Parteipräferenz stellen eine Mischgruppe dar. Sie beinhalten einerseits den nicht unmittelbar parteigebundenen Teil der ÖVP-Wähler - was den relativ hohen Anteil der Gegner einer österreichischen Nation erklärt - anderseits aber auch politisch völlig desinteressierte Personen, was wiederum in der hohen Zahl Meinungsloser sichtbar wird.

Frage: "Manche Leute sagen, die Österreicher sind eine Nation. Andere sagen, die Österreicher sind keine Nation und wieder andere sagen, die Österreicher beginnen sich erst langsam als Nation zu fühlen. Welche Ansicht ist Ihrer Meinung nach richtig?" (In Prozent, bezogen auf Basiszahlen in Klammern)

	Die Österreicher sind eine Nation	Die Österreicher sind keine Nation	Die Österreicher beginnen sich langsam als Nation zu fühlen	weiß nicht
GESAMT (1974)	62	7	12	19
GESCHLECHT				
Männer (930)	64	9	14	13
Frauen (1044)	60	5	10	25
ALTERSGRUPPEN				
bis unter 30 Jahre (553)	63	7	18	12
30 bis unter 50 Jahre (734)	61	6	12	21
50 Jahre und älter (687)	61	8	8	23
GEMEINDEGRÖSSE				
bis 2000 Einwohner (582)	57	6	11	26
2001 bis 20 000 Einwohner (657)	61	6	10	23
20 001 und mehr Einwohner (252)	58	10	19	13
BERUFSTÄTIGKEIT				
selbst berufstätig (1221)	62	7	14	17
nicht berufstätig (400)	61	4	10	25
in Berufs(Schul)ausbildung (84)	61	13	18	8
in Pension (269)	61	7	6	26
BERUF DES HAUSHALTSVORSTANDES				
Freischaffende/Selbständige (252)	60	12	17	11
Angestellte (291)	65	9	19	7
öffentlich Bedienstete (376)	67	9	12	12
Facharbeiter (324)	64	5	12	19
Hilfsarbeiter (462)	59	3	9	29
Landwirt (269)	54	6	6	34

	Die Österreicher sind eine Nation	Die Österreicher sind keine Nation	Die Österreicher beginnen sich langsam als Nation zu fühlen	weiß nicht
SCHULBILDUNG				
Pflichtschule ohne weitere Ausbildung (963)	57	5	9	29
Pflichtschule mit Lehre, Fachschule, Handelsschule (809)	67	8	14	11
Matura (150)	56	15	20	9
Hochschule (52)	69	10	13	8
BUNDESLAND				
Wien (483)	70	7	14	9
Niederösterreich (359)	55	6	11	27
Burgenland (70)	79	2	9	10
Steiermark (304)	66	5	9	20
Kärnten (147)	60	8	14	18
Oberösterreich (317)	57	8	11	23
Salzburg (101)	47	12	14	27
Tirol (133)	55	6	12	26
Vorarlberg (63)	56	9	21	14
PARTEIPRÄFERENZ				
SPÖ (966)	65	5	13	17
ÖVP (550)	62	7	11	20
FPÖ (44)	50	20	23	7
keine (408)	55	9	11	25

DER PROZESS DER NATIONSWERDUNG

Bedeutungsvoller als die bloß momenthafte Feststellung der Einstellung zur österreichischen Nation ist es, den Prozeß der Nationswerdung sozusagen historisch zu verfolgen. Obwohl auch hier eine neutrale, indirekte Fragestellung gewählt wurde, kann angenommen werden, daß die meisten Antworten doch auch über den eigenen Einstellungswandel der Befragten Aufschluß geben.

Als Zeitpunkt, zu dem die Österreicher begonnen haben, sich als eigene Nation zu fühlen, wurde angegeben:

vor 1918	14 %
nach dem Zerfall der Monarchie	9 %
zwischen 1934 und 1938	1 %
1938 nach dem Anschluß an Deutschland	2 %
zwischen 1945 und 1955	14 %
1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	26 %
erst in den letzten Jahren	4 %
weiß nicht	25 %
gar nicht	4 %

Der erste, einigermaßen überraschende Befund dabei ist, daß der Anteil jener, die - entweder als offene Gegner der österreichischen Nation oder als Uninformierte - keinen Zeitpunkt der beginnenden Nationswerdung nennen, nicht höher ist als der, die nicht klar sagen können, ob die Österreicher eine eigene Nation sind, bzw. die dies verneinen.

Wie wir noch im einzelnen zeigen werden, haben jene, die eine eigene Nation bejahen bzw. ihr langsames Werden konstatieren, kaum Schwierigkeiten, einen Zeitpunkt des beginnenden Nations-Bewußtseins zu fixieren. Jene, die auf die Frage, ob die Österreicher eine Nation sind, mit "weiß nicht" antworteten, sind auch mit dieser Frage überfordert und die Gegner einer österreichischen Nation

bleiben bei ihrer negativen Haltung. Wer also die österreichische Nation einigermaßen bejaht, hat zumindest eine subjektive Einschätzung, wann der Prozeß der Nationswerdung begonnen hat. Im einzelnen nennen als Beginn des nationalen Selbstgefühls (in Prozent):

	Befürworter der österreichischen Nation	Gegner	Österreicher werden langsam eine Nation	keine Meinung
vor 1918	22	6	3	1
nach dem Ende der Monarchie	13	6	3	1
zwischen 1934 und 1938	1	-	-	-
1938 nach dem Anschluß an Deutschland	2	-	3	-
zwischen 1945 und 1955	19	5	17	1
1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	32	5	46	4
erst in den letzten Jahren	3	2	23	3
weiß nicht	8	21	4	88
gar nicht	*	55	1	2

Diese Antworten sind auch durchaus logisch: Die Befürworter der österreichischen Nation nennen verhältnismäßig häufig bereits länger zurückliegende Zeitpunkte, jene, die ein langsames Werden konstatieren, Zeitpunkte der jüngeren Vergangenheit.

Die Einstellung zur Existenz einer österreichischen Nation ist bei weitem der am stärksten wirkende Faktor im Hinblick auf den vermuteten Zeitpunkt des Beginns der Nationswerdung. Da aber eine relativ gleichmäßige Verteilung von Anhängern und Gegnern in den einzelnen Bevölkerungsgruppen gegeben ist, zeigt sich demnach - klammern wir die Kategorie des Alters vorerst einmal aus - ein erstaunlicher Gleichklang der Meinungen.

Gegenüber der keineswegs befriedigenden Zustandsanalyse steht die erfreuliche Diagnose, die sich auf die Definition der Nation als einer konkreten Gemeinschaft von Menschen stützt (die Generationsdimension einschließlich ihres räumlichen und zeitlichen Ausmaßes)

mit einem gemeinsamen und gleichen Zugang zu ihrem gemeinsamen menschlichen Leben (Kulturdimension).

Eine Nation bildet also im weitesten Sinn des Wortes in erster Linie eine kulturelle Gemeinschaft. In einem bestimmten historischen und geographischen Raum schaffen die einander folgenden Generationen eine Einheit bezüglich der Ansichten und des Verhaltens (Bräuche, Sitten, Philosophie, Religion, Geschichte, Kunst, Wissenschaft, Technik, Art und Weisen, Sprache etc.), eine Einheit ihrer geistigen und materiellen Einwirkung auf den historischen und geographischen Raum, einfach die Einheit der nationalen Kultur.

Diese Kultur wirkt dann entsprechend und natürlich zurück auf die Gemeinschaft und auf jedes ihrer Glieder, so formt sie die gemeinsamen Ansichten auf grundsätzliche Erscheinungen, Dinge, Bedürfnisse, Begebenheiten, Ziele, die Entwicklung und die Gegenwart und gestaltet sie von einer gewöhnlichen Gemeinschaft in eine individuelle, festgefügte, definierte Nation um, die geeignet ist, ihre Homogenität, ihren Zusammenhalt, ihre Zentripetalkraft und Individualität zu festigen, um sich so vor dem Zerfall oder Untergang zu bewahren. Die gemeinsame Kultur, abgesehen von der natürlichen raum- und generationsmäßigen Basis, stellt eine erstrangige nationale Kraft dar. Sie ist ein Faktor und Mitschöpfer der Nation.

Im Zentrum dieser Strömung (graphisch in der Diagonale des nationalen Lebens oder in der Tangente der Kultur und Generationen) erscheint jenes nationale Prinzip eingebettet, jene eigentümliche Mitwirkung der Gemeinschaft mit der eigenen Kultur, die Schöpfer und grundlegender Träger der Nation ist (einer wesenhaften Nation, einer wesenhaften nationalen Person, einer Kollektivperson, eines organischen Körpers des nationalen und

gemeinschaftlichen Lebens, der kulturellen Gemeinschaft, der Kulturnation u.ä.). Sie prägt jedem ihr nationales Kennzeichen ein, sie bewirkt die Bewegung dieser Kennzeichen aus der Vergangenheit in die Zukunft der Nation, vom Niedergang zu Siegen und abwechselnd weiter durch die alltäglichen Zeiten der Geschichte.

Wenn daher in einer bestimmten menschlichen Gemeinschaft eine solche einheitliche Kultur respektive durch diese geformte einheitliche Meinungen und Ansichten über nationale und gesellschaftliche Erscheinungen auftreten, ist hiedurch ein unleugbarer Beweis gegeben, daß es sich um eine charakteristische, individuelle, wesenhafte und kulturelle Nation handelt - mit einem eigenen nationalen Prinzip.

Aus der Umfrage geht nun ganz eindeutig die vollkommene Einheit in den Ansichten der Österreicher bezüglich aller geschichtlichen Meilensteine in den letzten 70 Jahren ihrer geschichtlichen nationalen und generationsmäßigen Spannweite hervor. Es ist das eine so eindrucksvolle Einheit, daß sie direkt jenen unmittelbaren alarmierenden Eindruck auslöscht, der durch die Nominaldiagnose hervorgerufen wurde.

Der erwähnte erstaunliche Gleichklang drückt sich darin aus, daß sich stets der relativ größte Prozentsatz für die Jahre unmittelbar nach dem Staatsvertragsabschluß entscheidet. Stets werden die Jahre vor 1919 und die zwischen 1945 und 1955 annähernd gleich stark an zweiter Stelle genannt, während der Beitrag der übrigen Zeiträume als relativ unerheblich angesehen wird. Dies ist insbesondere deshalb bemerkenswert, weil zahlreiche Stellungnahmen zu diesem Thema den Zeitraum zwischen 1938 und 1945 als bedeutsam für den Prozeß der Nationswerdung eingeschätzt haben. Die Ergebnisse bestätigen das höchstens indirekt: Die Erfahrung dieser Jahre hat zweifellos zu der Entwicklung unmittelbar nach 1945 entscheidend beigetragen.

Die zweite bedeutsame Kategorie, die sich isolieren läßt, ist die des Alters. In einem Maß, das weit über das hinausgeht, was die geringen Unterschiede in der Einstellung zur Existenz einer österreichischen Nation erwarten ließe, gibt es hier Differenzen in der Zeitfixierung. Ältere Menschen tendieren in erkennbarem Umfang dazu, diesen Zeitpunkt früher anzusetzen, jüngere Menschen hingegen später (in Prozent):

	bis 30 Jahre	30 bis unter 50 Jahre	über 50 Jahre
vor 1918	9	13	20
nach dem Zerfall der Monarchie	9	7	11
zwischen 1934 und 1938	*	1	1
1938 nach dem Anschluß an Deutschland	2	2	2
zwischen 1945 und 1955	14	15	13
1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	36	28	17
erst in den letzten Jahren	5	6	5
gar nicht	5	4	4
weiß nicht	20	24	27

Diese Unterschiede sind vielleicht am charakteristischesten für den ambivalenten Charakter des österreichischen Nationsbewußtseins. Einerseits stellt in allen Altersgruppen eine überwiegende Mehrheit die Existenz einer eigenen Nation fest, anderseits ist deren umstrittene Existenz allgemein bekannt. Das Ergebnis: Die Befragten sind geneigt, den Prozeß der Nationswerdung vor allem in jenen Zeitraum zu verlegen, der ihrem eigenen politischen Bewußtwerdungsprozeß unmittelbar voranging, bzw. mit diesem zusammenfällt. Für die im Durchschnitt heute 60-jährigen der ältesten Altersgruppe gilt das für die Zeit der beginnenden Republik bzw. für die Jahre davor. Für die jüngsten Befragten - im Durchschnitt 25 Jahre alt - ist die unmittelbare Nachkriegszeit aus familiären Erzählungen vertraute Vorvergangenheit, die Zeit des Staatsvertragsabschlusses selbst halbwegs bewußt erlebte Vergangenheit.

Nicht ganz so eindeutig sind die Meinungen der mittleren Generation strukturiert. Einmal deswegen, weil diese Gruppe recht unterschiedliche Lebenserfahrungen zusammenfaßt: Für den knapp '50-jährigen ist die Vorkriegszeit noch Erlebtes, für den 30-jährigen hingegen erst die Nachkriegszeit. Immerhin ist auch in dieser Altersgruppe die Differenzierung zu erkennen: Öfter als von den Jüngsten werden Zeitpunkte des beginnenden Jahrhunderts genannt, öfter als von den Ältesten Nachkriegs-Zeitpunkte.

Es muß darüber hinaus angenommen werden, daß die immerhin noch häufige Nennung der unmittelbaren Nachkriegszeit durch Angehörige der mittleren und älteren Altersgruppe auch den individuellen Nachholbedarf ausdrückt: Zweifellos haben gerade in jenen Jahren zahlreiche Befragte dieser Altersgruppen, die früher deutschnational eingestellt waren, die Wendung zur österreichischen Nation durchgemacht.

Zusammenfassend kann gesagt werden, daß die österreichische Nation zwar weit davon ist, unbestritten anerkannt zu werden. Heute wird sie aber von einer deutlichen Mehrheit als Realität oder Entstehendes akzeptiert. Der Prozeß der Nationswerdung zeigt eine während des gesamten erfragten Zeitraumes anerkannte Tendenz, die in den drei letzten Jahrzehnten stark beschleunigt wurde.

Das Wissen um die Umstrittenheit dieser Nation führt aber dazu, daß bei geringem politischen Informationsgrad nicht eine selbstverständliche wenn auch unreflektierte Bejahung ausgesprochen, sondern einer klaren Alternative ausgewichen wird. Ebenso ist in dieser Umstrittenheit der Grund dafür zu sehen, daß der Zeitpunkt der Nationswerdung überwiegend in einen Zeitraum verlegt wird, den man selbst einigermaßen bewußt erlebt hat.

Der entscheidende Wandel der Auffassungen ist bis zu einem gewissen Grad auch schon ins Bewußtsein der Bevölkerung gedrungen. Nur knapp ein Prozent jener Befragten, die selbst die Existenz oder zumindest das Werden der österreichischen Nation bejahen, meinen, daß für "die Österreicher" - also die Mehrheit ihrer Landsleute - der Prozeß der geistigen Nationswerdung noch gar nicht begonnen hat. Auf der anderen Seite sind es aber immerhin 24 % jener, die selbst die Existenz einer österreichischen Nation verneinen, die für ihre Landsleute irgendeinen konkreten Zeitpunkt als Beginn der Nationswerdung nennen. Zweifellos anders als vor dem Krieg sind es demnach eher die Gegner als die Anhänger der österreichischen Nation, die sich in einer Minderheitsposition fühlen.

Schließlich ist zweifellos noch ein weiterer Gesichtspunkt massiv wirksam: Die schwache Entwicklung eines österreichischen Nations-Bewußtseins in den Jahren der Ersten Republik ging Hand in Hand mit einer wirtschaftlichen Entwicklung, die ernste Zweifel an der "Lebensfähigkeit" des Kleinstaates entstehen ließ. Die besondere Bedeutung der Nachkriegsjahre für den Prozeß der Nationswerdung ist mit der gegenteiligen Entwicklung in engem Zusammenhang zu sehen. Der unerwartete wirtschaftliche Aufstieg des Landes hat sicherlich sowohl direkt einen Beitrag zum Nationsbewußtsein geleistet als auch - in wahrscheinlich noch stärkerem Maße - indirekt: Das Bewußtsein der wirtschaftlichen Kraft Österreichs hat ein neues Selbstbewußtsein entstehen lassen. Dieses Selbstbewußtsein erreichte einen besonderen Höhepunkt, als der Abschluß des Staatsvertrages Österreich die volle Souveränität zurückgab.

Mit der Beseitigung der Zweifel an der wirtschaftlichen und staatlichen Lebensfähigkeit Österreichs schwanden auch die Zweifel an der besonderen nationalen Identität.

Frage: "Wann haben Ihrer Meinung nach die Österreicher begonnen, sich als eigene Nation zu fühlen?" (In Prozent, bezogen auf Basiszahlen in Klammern)

	vor 1918	nach dem Zerfall der Monarchie	zwischen 1934 und 1938	1938 nach dem Anschluß an Deutschland	zwischen 1945 und 1955	1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	erst in den letzten Jahren	gar nicht	weiß nicht
GESAMT (1974)	14	9	1	2	14	26	5	4	25
GESCHLECHT									
Männer (930)	16	10	1	2	16	25	6	6	18
Frauen (1044)	12	8	1	1	13	27	5	3	30
ALTERSGRUPPEN									
bis unter 30 Jahre (553)	9	9	*	2	14	36	5	5	20
30 bis unter 50 Jahre (734)	13	7	1	2	15	28	6	4	24
50 Jahre und älter (687)	20	11	1	2	13	17	5	4	27
GEMEINDEGRÖSSE									
bis 2000 Einwohner (582)	16	7	1	2	11	21	5	4	33
2001 bis 20 000 Einwohner (657)	13	9	1	1	12	28	4	4	28
20 001 und mehr Einwohner (252)	10	6	*	2	17	35	6	8	16

	vor 1918	nach dem Zerfall der Monarchie	zwischen 1934 und 1938	1938 nach dem Anschluß an Deutschland	zwischen 1945 und 1955	1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	erst in den letzten Jahren	gar nicht	weiß nicht
BERUFSTÄTIGKEIT									
selbst berufstätig (1221)	15	9	1	2	16	28	5	4	20
nicht berufstätig (400)	10	8	1	2	11	31	5	4	28
in Berufs(Schul)ausbildung (84)	10	13	-	3	7	35	5	8	19
in Pension (269)	19	12	*	2	15	10	4	5	33
BERUF DES HAUSHALTSVORSTANDES									
Freischaffende/Selbständige (252)	16	11	1	2	15	23	6	9	17
Angestellte (291)	15	7	2	4	19	30	8	6	9
öffentlich Bedienstete (376)	15	14	1	2	17	25	5	5	16
Facharbeiter (324)	15	10	-	1	16	29	5	3	21
Hilfsarbeiter (462)	12	7	*	2	12	29	4	2	32
Landwirt (269)	14	4	2	2	7	20	4	2	45
SCHULBILDUNG									
Pflichtschule ohne weitere Ausbildung (963)	13	8	1	2	10	24	5	2	35
Pflichtschule mit Lehre, Fachschule, Handelsschule (609)	15	9	1	2	19	29	6	5	14
Matura (150)	14	9	2	2	14	34	6	10	9
Hochschule (52)	21	13	-	2	27	15	4	10	8

	vor 1918	nach dem Zerfall der Monarchie	zwischen 1934 und 1938	1938 nach dem Anschluß an Deutschland	zwischen 1945 und 1955	1955 nach dem Abschluß des Staatsvertrages	erst in den letzten Jahren	gar nicht	weiß nicht
BUNDESLAND									
Wien (483)	16	13	1	3	20	25	6	5	11
Niederösterreich (359)	15	6	*	1	15	22	6	4	31
Burgenland (70)	23	17	1	3	21	19	3	4	9
Steiermark (304)	14	10	3	*	11	29	3	3	27
Kärnten (144)	11	6	-	2	12	33	8	3	25
Oberösterreich (317)	15	7	*	2	10	32	5	4	25
Salzburg (101)	2	8	-	2	13	26	4	5	40
Tirol (133)	13	2	2	3	15	21	6	6	32
Vorarlberg (63)	16	16	-	-	10	24	6	10	18
PARTEIPRÄFERENZ									
SPÖ (966)	12	9	1	2	18	29	6	3	20
ÖVP (550)	15	9	2	3	12	26	4	4	25
FPÖ (44)	21	9	-	2	9	34	7	11	7
keine (408)	16	9	1	1	10	20	4	7	32

BIBLIOGRAPHIE

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Le traitement bibliographique d'un sujet aussi complexe que celui que nous avons décrit pose évidemment des problèmes. Dans un souci de clarté, nous avons opté pour une présentation en trois grandes parties à l'intérieur desquelles on trouvera des subdivisions. A l'intérieur des subdivisions, nous présentons les sources et les ouvrages par ordre alphabétique des auteurs ou - s'il n'y a pas d'auteur nommé - des matières. Entre les diverses catégories, des chevauchements inévitables existent, mais il fallait bien choisir pour que chaque source ne soit citée qu'une fois.

En résumé la bibliographie est donc ainsi disposée :

I. *Sources non-imprimées* où nous avons inclus :

1. Correspondances et entretiens,
2. Documents dactylographiés,
3. Archives consultées,
4. Thèses non imprimées.

II. *Sources imprimées* qui contiennent les ouvrages de première main, à savoir les œuvres des divers « classiques » et celles de personnalités autrichiennes de premier plan, Mémoires, Recueils de discours, Œuvres théoriques etc. En complément, nous faisons suivre immédiatement diverses *biographies* sur ces personnalités. Ensuite nous indiquons, dans l'ordre :

2. Procès-verbaux et Actes de Colloques scientifiques récents,
3. Documentations, Rapports imprimés, Documents officiels,
4. Périodiques et Journaux classés par époques,
5. Les « Journaux officiels » des divers régimes autrichiens et les « Stenographische Parlamentsberichte ».

III. *Ouvrages de référence* que nous avons subdivisés en cinq groupes :

1. Histoire, Politique, Société,
2. Oppression nationale-socialiste, Résistance, Exil,
3. Question nationale, ouvrages théoriques, dans la mesure où ils ne sont pas déjà cités plus haut,
4. Littérature, Histoire des Idées, Arts.
5. D'autres moyens auxiliaires, comme divers Dictionnaires politiques, Bibliographies, Historiographies et Catalogues.

Les sources non-incluses dans cette bibliographie sont chaque fois indiquées en note.

I. *SOURCES NON-IMPRIMÉES*

I.1. *Correspondances et entretiens*

I.1.1. Correspondances (les qualités des correspondants sont indiquées dans le texte) :

Erwin ALTENBURGER, 3 novembre 1972
Erich BIELKA, février 1974
Paul BLAU, 12 décembre 1972
Arthur BREYCHA-VAUTHIER, 25 septembre 1972
Heinrich DRIMMEL, 30 septembre 1971
Erich FEIN, novembre 1973
Heinz FISCHER, 6 novembre 1972
Heinrich GLEISSNER, 14 novembre 1972
Willfrid GREDLER, 20 octobre et 15 novembre 1972
Rudolf HÄUSER, 16 juin 1972
Wilhelm HRDLITSCHKA, début 1973
Mme Rosa JOCHMANN, fin 1972
Franz KÖNIG, 31 mai 1972
Bruno KREISKY, 17 avril 1972
Alfred MAGAZINER, 1973, s. d.
Alfred MISSONG, 12 janvier 1973
Ludwig REICHHOLD, octobre 1973
Erwin SCHARF, 7 novembre 1973
Joseph T. SIMON, 14 décembre 1972
Walter B. SIMON, 12 février 1973
Fred SINOWATZ, fin septembre 1973
Alfred STROER, septembre 1973.

I.1.2 Entretiens personnels

Karl BLECHA, 27 mars 1972
Fritz BOCK, 8 novembre 1971
Mme Hertha FIRNBERG, 28 mars 1972
Ferdinand KÄS, 30 mars 1972
Alfred MALETA, 14 septembre 1971
Raimund POUKAR, septembre 1972
Otto PROBST, 28 mars 1972
Felix SLAVIK, 10 septembre 1971
Hermann WITHALM, 27 mars 1972.

I.2. *Documents dactylographiés*

BOTZ, Gerhard — *Die historischen Erscheinungsformen des Faschismus*, exposé tenant compte des diverses théories sur le fascisme, fait au Karl-Renner-Institut, Vienne, en avril 1973, 20 p.

DELILEZ, J.P. — *Nation, Lutte de Classes, Crise du C. M. E.*, exposé introductif aux Journées d'études sur la Nation à l'Institut Maurice Thorez, Paris, fin mai 1977, 21 p.

HAAS, Hanns — *Neofaschismus in Österreich*, exposé fait au Karl-Renner-Institut, Vienne, en avril 1973, 13 p.

NEUGEBAUER, Wolfgang — *Die nationale Frage im Widerstand (1934-1945)*, Intervention au colloque sur l'anschluss au Karl-Renner-Institut, Vienne, en mars 1978, 8 p.

STAUDINGER, Anton — *Die nationale Frage*, Vortrag im Rahmen des Jedlicka-Nachfolgeverfahrens, Wien, 1977, 17 p.

STEINER, Herbert — *März 1938 und der Widerstand*, Conférence tenue le 10 décembre 1967, Vienne, 12 p.

WAGNER, Georg L. — *Fondements et Evolution de la nation autrichienne,* Conférence rédigée pour une tournée aux universités françaises, entre autres Rouen, en 1974, 32 p.

Nous ne mentionnons pas ici les documents que nous reproduisons en annexe.

I.3 *Archives consultées*

— Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, Paris-Nanterre ;
— Centre culturel allemand (Goethe-Institut), Paris ;
— Institut autrichien de Paris ;
— Österreichische Nationalbibliothek, Wien ;
— Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes (DÖW), Wien ;
— Allgemeines Verwaltungs-Archiv (Staatsarchiv), Wien ;
— Archiv des Vereines für Geschichte der Arbeiterbewegung, Wien ;
— Archiv der Österreichischen Arbeiterkammer, Wien ;
— Wiener Stadtbibliothek.

Les documents en provenance d'archives américaines et allemandes sont cités d'après Stadler, *op. cit.* et Botz, *op. cit.*

I.4. Thèses (« Dissertationen ») et Mémoires (« Hausarbeiten ») dactyl. :

AICHINGER, Wilfried — *Sowjetische Österreichpolitik 1943-1945,* phil. Diss., Wien, 1977, 465 p.

AIGNER, Erika — *Widerstandsbewegung der « Revolutionären Sozialisten » 1938-1945,* Hausarbeit, Wien, 1976 (IfÖG).

BRAUNEIS, Inge — *Widerstand von Frauen in Österreich gegen den Nationalsozialismus 1938-1945,* phil. Diss., Wien, 1974 (IfÖG), 385 p.

CULLIN, Michel — *Les théories de la nation autrichienne entre 1934 et 1938,* Thèse de 3e cycle (Directeur P. Bertaux), Université Paris III, 1978, 308 p. + Bibliographie.

GÖHRING, Walter — *Der illegale Kommunistische Jugendverband Österreichs,* phil. Diss., Wien, 1970 (IfÖG) ;

HOLZER, Willibald I. — *Die österreichischen Bataillone im Verbande der NOV i POJ/Die Kampfgruppe Avantgarde-Steiermark/Die Partisanengruppe Leoben-Donawitz / Die kommunistische Partei Österreichs im militanten Widerstand,* phil. Diss., Wien, 1971 (IfZG), 564 p.

HOLZNER, Johann — *Untersuchungen zur Überwindung des Nationalsozialismus in Österreich,* phil. Diss., Innsbruck, 1971.

KONRAD, Helmut — *KPÖ und KSČ zur Zeit des Hitler-Stalin-Paktes,* phil. Diss., Wien, (IfZG), 1972 ·

KOS, Wolfgang — *Die Entnazifierung in Österreich 1945-1949 im Spiegel der innenpolitischen Diskussion,* phil. Diss., Wien, (IfZG), s.d. ;

LANG, Manfred — *Kleinkunst im Widerstand - das « Wiener Werkel »,* phil. Diss., Wien, (IfZG), s.d. ;

LETTNER, Johann — *Aspekte der österreichisch-jüdischen Emigration in England 1936-1945,* phil. Diss., Salzburg, 1972 ·

LINK, Benjamin — *Die österreichische Emigrantenpresse in den Subkulturen von New York City 1942-1948. Inhalts- und Strukturanalyse der Anpassungsleistung und des politischen Inhalts,* phil. Diss., Salzburg, 1972 ·

NOGRADNIK, Christa — *Versuche zur Aufstellung österreichischer Formationen in den Alliierten Armeen*, Hausarbeit, Wien, s.d., 62 p.

SCHWAGER, Ernst — *Die österreichische Emigration in Frankreich in der Zeit vom Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich im März 1938 bis zum Einmarsch deutscher Truppen in Frankreich im Mai 1940*, Hausarbeit, Wien, 1972, 104 p.

VOGELMANN, Karl — *Die Propaganda der österreichischen Emigration in der Sowjetunion für einen selbständigen österreichischen Nationalstaat (1938-1945)*, phil. Diss., Wien (IfZG), 1973, 327 p.

WAGNLEITNER, Reinhold — *Aspekte der britischen Österreichpolitik*, phil. Diss., Salzburg, 1976 ·

WEBER, Friedrich — *Die linken Sozialisten 1945-1948. Parteiopposition im beginnenden Kalten Krieg*, 2 Bände, phil. Diss., Salzburg, 1977.

II. *SOURCES IMPRIMÉES*

II.1.1. *Ouvrages de première main*

ALLARD, Sven — *Diplomat in Wien. Erlebnisse, Begegnungen und Gedanken um den österreichischen Staatsvertrag*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1965, 247 p.

BAUER, Otto — *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Marx-Studien, Blätter zur Theorie und Politik des wissenschaftlichen Sozialismus, Hrsg. von Max Adler und Rudolf Hilferding, 2. Band, Wien, 1907 ·

BAUER, Otto — *Die österreichische Revolution* (1923), nouvelle édition Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1963, 312 p.

BAUER, Otto — *Zwischen zwei Weltkriegen ?* - Die Krise der Weltwirtschaft, der Demokratie und des Sozialismus, Bratislava, Verlag Prager, 1936, 355 p.

BAUER, Otto — *Die illegale Partei*, 1re éd., Paris, « La Lutte socialiste », 1939 rééd. Frankfurt am Main, Makol-Verlag, 1971, 204 p.

BETHOUART, Marie-Emile — *Die Schlacht um Österreich*, Wien, Hiro Produktion International, 1967, 328 p. (éd. fr. aux Presses de la Cité, 1966) ;

BÖHM, Johann — *Erinnerungen aus meinem Leben*, Wien, Europa-Verlag, 1964, 215 p.

DEUTSCH, Julius — *Ein weiter Weg. Lebenserinnerungen*, Wien-Zürich-Leipzig, Amalthea-Verlag, 1960 ;

FIGL, Leopold — *Reden für Österreich*, mit einer Einleitung von Ludwig Reichhold, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1965, 172 p.

FISCHER, Ernst — *Erinnerungen und Reflexionen*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1969 (2e éd. 1971), 478 p.

FISCHER, Ernst — *Das Ende einer Illusion*, Erinnerungen 1945-1955, Wien-Zürich-München, Verlag Fritz Molden, 1973, 400 p.

FREI, Bruno — *Der Papiersäbel* - Autobiographie, Frankfurt am Main, S. Fischer-Verlag, 1972, 402 p.

FUNDER, Friedrich — *Vom Gestern ins Heute* — Aus dem Kaiserreich in die Republik, Wien, Verlag Herold, 1953, 717 p.

FUNDER, Friedrich — *Als Österreich den Sturm bestand*, Wien, Verlag Herold, 1957, 349 p.

GRUBER, Karl — *Ein politisches Leben* - Österreichs Weg zwischen den Diktaturen, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz-Molden, 1976, 300 p.

HEINL, Eduard — *Über ein halbes Jahrhundert* - Wien, Verlag Braumüller, s.d., 331 p.

HELMER, Oskar — *50 Jahre erlebte Geschichte*, Wien, 1957 ;

KAUTSKY, Benedikt — *Teufel und Verdammte - Erfahrungen und Erkenntnisse aus sieben Jahren in deutschen Konzentrationslagern,* Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1961, 376 p.

KÖRNER, Theodor — *Auf Vorposten,* Ausgewählte Schriften 1928-1938, Hrsgb. Ilona Duczynska, Wien, Europa-Verlag, 1977, 299 p.

KOPLENIG, Johann — *Reden und Aufsätze 1924-1950,* Wien, Stern-Verlag, 1951, 183 p.

KUNSCHAK, Leopold — *Österreich 1918-1934,* Wien, 1934.

KREISKY, Bruno — *Die Herausforderung,* Düsseldorf-Wien, Econ-Verlag, 1963, 188 p.

LUDWIG, Eduard — *Österreichs Sendung im Donauraum - Die letzten Dezennien österreichischer Innen- und Aussenpolitik,* Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1954.

MALETA, Alfred — *Entscheidung für Morgen - Christliche Demokratie im Herzen Europas,* Wien, Verlag Molden, 1968, 339 p.

MAYENBURG, Ruth von — *Blaues Blut und rote Fahnen,* Ein Leben unter vielen Namen, Wien-München-Zürich, 1969 ;

MUSSOLINI-DOLLFUSS — *Geheimer Briefwechsel,* mit einem Vorwort von Dr. Adolf Schärf, Auswahl von Karl Hans Sailer. En annexe : « Aus den Memoiren Starhembergs », Wien, Volksbuchhandlung, 1949, 72 p.

PLIESEIS, Sepp — *Vom Ebro zum Dachstein* - Lebenskampf eines österreichischen Arbeiters, Verlag « Neue Zeit », Linz, 1946, 398 p.

RENNER, Karl (Synopticus) — *Staat und Nation,* Wien, 1899 ;

RENNER, Karl (Rudolf Springer) — *Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat,* Wien, 1902 ;

RENNER, Karl — *Österreichs Erneuerung,* Wien, 1916 ;

RENNER, Karl — *Denkschrift über die Unabhängigkeitserklärung Österreichs und die Einsetzung der provisorischen Regierung der Republik,* Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1945, 29 p.

RENNER, Karl — *Drei Monate Aufbauarbeit der provisorischen Staatsregierung der Republik Österreich,* Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1945, 23 p.

RENNER, Karl — *An der Wende zweier Zeiten. Lebenserinnerungen,* Wien, Danubia-Verlag, 1946, 303 p.

RENNER, Karl — *Für Recht und Frieden* - Eine Auswahl der Reden des Bundespräsidenten Dr. Karl Renner, Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1950, 392 p.

RENNER, Karl — *Österreich von der Ersten zur Zweiten Republik,* Wien, Volksbuchhandlung, 1953, 282 p.

RINTELEN, Anton — *Erinnerungen an Österreichs Weg,* München, 1941 ;

SCHÄRF, Adolf — *Österreichs Erneuerung 1945-1955* - Das erste Jahrzehnt der 2. Republik, Wien, Volksbuchhandlung, 1955, 420 p.

SCHUSCHNIGG, Kurt — *Für Österreichs Freiheit und Recht. Die historische Rede des Bundeskanzlers in der Sitzung des Bundestages vom 29. Mai 1935,* Wien, 1935 ;

SCHUSCHNIGG, Kurt — *Dreimal Österreich,* Wien, Verlag Jakob Hegner, 1937, 335 p.

SCHUSCHNIGG, Kurt — *Ein Requiem in Rot-Weiss-Rot,* Zürich, Europa-Verlag, 1946 ;

SCHUSCHNIGG, Kurt — *Im Kampf gegen Hitler* - Die Überwindung der Anschlussidee, Wien, Verlag Molden, 1969, 472 p.

SEIPEL, Ignaz — *Nation und Staat,* Wien, 1916 ;

SEIPEL, Ignaz — *Der Kampf um die österreichische Verfassung,* Wien, 1930 ;

STREERUWITZ, Ernst Streer von — *Springflut über Österreich,* Erinnerungen, Erlebnisse aus bewegter Zeit 1914-1929, Wien-Leipzig, Bernina-Verlag, 1937 ;

WALDHEIM, Kurt — *Le miracle autrichien.* Essai, Paris, Denoël, 1973, 308 p.

WEINBERGER, Lois — *Tatsachen, Begegnungen und Gespräche,* Ein Buch um Österreich, Wien, Österreichischer Verlag, 1948, 286 p.

WODAK, Walter — *Diplomatie zwischen Ost und West* - Mit einem Briefwechsel Wodaks mit Renner - Oktober 1945 bis April 1949 (où Renner s'explique sur son Oui au référendum nazi du 10 avril 1938), Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1975, 235 p.

II.1.2 *Biographies*

BIRK, Bernhard — *Dr. Ignaz Seipel - Ein österreichisches und ein europäisches Schicksal,* Regensburg, 1932 ;

BLENK, Gustav — *Leopold Kunschak und seine Zeit,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1966, 231 p.

BLUEML, Rudolf — *Prälat Dr. Ignaz Seipel - Ein grosses Leben in kleinen Bildern,* Klagenfurt-Rosenheim, Verlag der St. Josef-Bücherbruderschaft, 1933 ;

BRAUNTHAL, Julius — *Viktor und Friedrich Adler : zwei Generationen-Arbeiterbewegung,* Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1965, 341 p.

DUCZYNSKA, Ilona — *Theodor Körner - Der demokratische Bolschewik.* Zur Theorie und Praxis der Gewalt, München, 1975 ;

FISCHER, Heinz (Hrsgb.) — *Karl-Renner - Porträt einer Evolution,* Wien, Europa-Verlag, 1970, 419 p.

HANNAK, Jacques — *Karl Renner und seine Zeit,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1968, 718 p.

HANNAK, Jacques — *Johannes Schober - Mittelweg in die Katastrophe,* Wien, Europa-Verlag, 1966, 205 p.

KOLLMAN, Eric C. — *Theodor Körner - Militär und Politik,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1973, 467 p.

KLUWICK-MUCKENHUBER, Christl — *Johann Staud - Ein Leben für die Arbeiterschaft,* Wien-München, Verlag Herold, 1969, 164 p.

KOPLENIG, Johann — *Der Weg des Arbeiterführers J. K.,* Wien, Stern-Verlag, 1951, 58 p.

LEICHTER, Otto, Otto Bauer — *Tragödie oder Triumph,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1970, 395 p.

LENDVAI, P./RITSCHEL, K. H. — *Kreisky. Porträt eines Staatsmannes,* Wien, Econ-Verlag und Paul Zsolnay, 1972, 144 p.

MESSNER, Johannes — *Engelbert Dollfuss,* Innsbruck-Wien-München, Tyrolia-Verlag, 1935, 158 p.

NEUMANN, H. J. — *Arthur Seyss-Inquart,* Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1970, 395 p.

REIMANN, Viktor — *Innitzer, Kardinal zwischen Hitler und Rom,* Wien-München, Verlag Fritz Molden, 1967, 376 p. ;

REIMANN, Viktor — *Zu gross für Österreich - Seipel und Bauer im Kampf um die Erste Republik,* Wien, Verlag Molden, 1968, 416 p.

REIMANN, Viktor — *Bruno Kreisky. Das Porträt eines Staatsmannes,* Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1972, 352 p.

SAINTE-AULAIRE, Comte de — *François-Joseph,* Paris, Arthème Fayard, 1945, 598 p.

SHEPHERD, Gordon — *Engelbert Dollfuss*, Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1961 ;

SKALNIK, Kurt — *Dr. Karl Lueger. Der Mann zwischen den Zeiten*, Wien-München, Herold-Verlag (Beiträge zur neueren Geschichte des christlichen Österreich), 1954, 182 p.

SPECTATOR — *Österreichische Porträts : Bruno Kreisky, Mann auf Draht*, Wien, Steyrermühl A. G., s.d., 136 p.

STADLER, Karl R. — *Dr. Karl Renner - Wissenschaftler, Politiker, Staatsmann*, Wien, Forum-Verlag, s.d., 42 p.

STEINER, Herbert — *Käthe Leichter, Leben und Werk*, Wien, Europa-Verlag Veröffentlichungen des Ludwig-Boltzmann-Instituts für Geschichte der Arbeiterbewegung, Hrsgb. Karl R. Stadler, 1973, 525 p.

TROST, Ernst — *Figl von Österreich*, Wien, Verlag Molden, 1972, 372 p.

II.2. *Procès-verbaux et Actes de colloques scientifiques*

Der *Hochverratsprozess* gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgerichtshof. Die gerichtlichen Protokolle mit den Zeugenaussagen, unveröffentlichten Dokumenten, sämtlichen Geheimbriefen und Geheimakten, Wien, österreichische Staatsdruckerei, 1947.

Der Anteil der Bundesländer an der Nationswerdung Österreichs, Actes du Colloque de Bernstein (Burgenland), du 3 au 6 juin 1970, organisé par l'Institut national autrichien ; Actes édités par Walter Jambor, Wien-München, Verlag Kurt Wedel, 1971, 395 p.

Österreicher im Exil 1934-1945, Protokoll des Internationalen Symposiums zur Erforschung des österreichischen Exils von 1934-1945 à Vienne du 3 au 5 juin 1975. Hrsgb. : Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes und Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1977, XXXVII + 618 p.

Die Nation-Werdung Österreichs, Actes du Colloque *Nation Österreich*, tenu à Vienne (Université économique) le 27 octobre 1976, Hrsgb. Anton Burghardt et Herbert Matis, Wien, 1976, 69 p.

Wissenschaftliche Kommission zur Erforschung der österreichischen Geschichte der Jahre 1927 bis 1938, Veröffentlichungen :

Band 1 : *Österreich 1927-1938*, Protokoll des Symposiums in Wien, 23. bis 26. Oktober 1972, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1973, 276 p.

Band 2 : *Das Jahr 1934. 12. Februar*, Protokoll des Symposiums in Wien am. 5. Februar 1974, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1975, 163 p.

Band 3 : *Das Jahr 1934. 25. Juli*, Protokoll des Symposiums in Wien am 8. Oktober 1974, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1975, 154 p.

Band 4 : *Das Juliabkommen von 1936*, Protokoll des Symposiums in Wien am 10. und 11. Juni 1976, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1977, 480 p.

Colloque *Deux fois l'Autriche : après 1918 et après 1945*, tenu à Rouen du 8 au 12 novembre 1977, trois volumes des Actes *Austriaca-Spécial Colloque*, Rouen, 1978-1979, 1212 p.

II. 3. *Documentations diverses*

L'Autriche aujourd'hui et demain (1945-1955-1975), *La neutralité active* - La politique étrangère de l'Autriche depuis 1945, Vienne, Service de Presse Fédéral, 1975, 48 p.

L'Autriche de demain, Rapport présenté par le Front National Autrichien, le 26 janvier 1945 à Paris, sous la présidence de M. Albert Bayet, Nîmes, Imprimerie moderne, 1945, 16 p.

L'Autriche - Documentation, *Les Années des Ténèbres,* Le mouvement de Résistance autrichien 1938-1945, Vienne, Service de Presse Fédéral, 1975, 63 p.

L'Autriche - Documentation, *L'Autriche lieu de rencontre,* Vienne, Service de Presse Fédéral, 1977, 44 p.

Bekenntnis zur österreichischen Nation, Klares - Dokumentation, Hrsgb. Österreichische Widerstandsbewegung, Wien, 1967.

BERCHTOLD, Klaus — *Österreichische Parteiprogramme 1868-1966,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1967, 528 p.

BRANDSTALLER, Trautl — *Die zugepflügte Furche,* Geschichte und Schicksal eines katholischen Blattes. Mit einem Vorwort von Friedrich Heer. Wien, Europa-Verlag, 1969, 479 p.

BUCHENWALD - Mahnung und Verpflichtung, Berlin, Kongress-Verlag, 1960, 621 p.

CHASSARD, J. / WEIL, G. — *Die Bundesrepublik Österreich,* Paris, Armand Colin, Dossiers « Sciences » n° 30, 1971, 64 p.

DEUTSCH, Julius — *Was wollen die Sozialisten ?,* Wien, Verlag Volksbuchhandlung, 1949, 192 p.

Freiheitliche Partei Österreichs, Dokumentation, Hrsgb. Österreichische Widerstandsbewegung (Informations- und Pressedienst - Ö.W.I.P.), n° 1/1970, février 1970, numéro spécial, 30 p.

DOKUMENTATION zur österreichischen Zeitgeschichte 1945-1955, Hrsgb. Josef Kocensky, Wien-München, Verlag Jugend und Volk, 1970, 531 p.

DOKUMENTATION zur österreichischen Zeitgeschichte 1938-1945, Hrsgb. Chr. Klusacek, H. Steiner, K. Stimmer, Wien-München, Verlag Jugend und Volk, 1971, 593 p.

DOKUMENTE (Interne) des 24. Ordentlichen Bundesparteitags des SPÖ, Wien, 18. bis 20. mai 1978 :

— Tagesordnung, Geschäftsordnung, Kommissionen etc.

— Anträge zum Entwurf für ein neues Parteiprogramm der SPÖ,

— Das neue Parteiprogramm der SPÖ, beschlossen am 20. mai 1978.

FEIN, Erich — *Die Steine reden,* Gedenkstätten des österreichischen Freiheitskampfes. Eine Dokumentation. Wien, Europa-Verlag, 1975, 399 p.

FISCHER, Ernst — *Das Jahr der Befreiung* (Recueil d'articles paru dans *Neues Österreich),* Wien, Sternverlag, 1946, 195 p.

FISCHER, Heinz — *Einer im Vordergrund : Taras Borodajkewycz,* (Néonazisme), Wien, Europa-Verlag, 1966, 307 p.

FREIHEIT, EINHEIT, UNABHÄNGIGKEIT — Zum Tage der österreichischen Fahne 1960, Hrsgb. Bundesministerium für Unterricht, Wien, 1960, 32 p.

FREIHEITSKAMPF des österreichischen Volkes, Der Catalogue de l'exposition permanente du DÖW sur la résistance autrichienne de 1934 à 1945, Wien, s.d., 30 p.

Der gelbe Stern in Österreich, Katalog und Einführung zu einer Dokumentation. Mit Beiträgen von Kurt Schubert und Jonny Moser, Eisenstadt, Roetzer, 1977, 133 p. (Studia Judaïca, Austriaca, Bd. V).

Les Groupes ethniques en Autriche, Vienne, Chancellerie Fédérale, 1976, 56 p.

HACKER, Walter — Hrsgb., *Warnung an Österreich* - Neonazismus : Die Vergangenheit bedroht die Zukunft, Wien, Europa-Verlag, 1966, 204 p.

HINDELS, Josef — *NDP - Ein Alarmzeichen,* Wien, Vorwärtsverlag, 1967, 42 p.

JEDLICKA, L. / NECK, R. — (Hrsgb.), *Vom Justizpalast zum Heldenplatz,* Studien und Dokumentationen 1927-1938, Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1975, 588 p.

JOCHMANN, R. /HINDELS, J. — *30 Jahre Sozialistische Freiheitskämpfer,* Wien, Dr. Karl Renner-Akademie, Zeitdokumente n° 6, 1977, 16 p.

JONAS, Franz — *Die Zeit der grossen Visionen ist niemals vorbei,* Reden von Bundespräsident Franz Jonas, Wien, Europa-Verlag, 1974, 287 p.

KÄRNTEN — Ein Alarmzeichen, Informations- und Pressedienst der Österreichischen Widerstandsbewegung, n° 1/1974 : *Für die Rechte der Minderheiten,* Wien, 1976, 65 p.

März 1938 - 35 Jahre danach — Dokumentation für die politische Bildung in österreichischen Schulen, Wien, Bundesministerium für Unterricht und Kunst, 1973, 30 p.

Österreich-Dokumentationen — *13. März 1938 - 13. März 1978,* Ansprachen zum 40. Jahrestag des Okkupation Österreichs durch das Deutsche Reich, Wien, Bundespressedienst, 1978, 51 p.

Österreich-Dokumentationen, *Geschichte,* Wien, Bundespressedienst, 1974, 20 p.

ÖSTERREICH — Tatsachen und Zahlen, Wien, österreichischer Bundespressedienst, 1968, 108 p.

Österreichs Beitrag zu seiner Befreiung — Informations- und Pressedienst der Österreichischen Widerstandsbewegung, n° 1/1975, 50 p.

Österreichische Autoren in Amerika — Geschick und Leistung der österreichischen literarischen Emigration ab 1938 in den Vereinigten Staaten. Katalog einer Ausstellung, veranstaltet vom Amerika-Haus, Wien in Zusammenarbeit mit der Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur, Wien, März 1970.

Programme der österreichischen revolutionären Arbeiterparteien 1888-1946, Hrsgb. Kommunistischer Bund Österreichs, Wien, 1977.

RAUCHENSTEINER, Manfried — *1945 - Entscheidung für Österreich,* Eine Bilddokumentation, Hrsgb. Heeresgeschichtliches Museum - Militärwissenschaftliches Institut in Wien, Graz-Styria-Verlag, 1975, 271 p.

RECHTSRADIKALISMUS IN ÖSTERREICH — Dokumentation, Hrsgb. Institut für Marxismus-Leninismus im Auftrag des Zentralrates des Verbandes Sozialistischer Mittelschüler, Wien, s.d., 64 p.

Zur REFORM der österreichischen Innenpolitik 1955-1965, Dokumentation, Wien, Europa-Verlag, 1966, 791 p., 2e vol. 1968, 1228 p.

ROT-WEISS-ROT-Buch — *Gerechtigkeit für Österreich,* Dokumentation, Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1946, Band 1, 224 p.

Probleme der Demokratie in Österreich, Schriften zur staatsbürgerlichen Jugenderziehung, Hrsgb. Österreichischer Bundesjugendring, s.d.

Staatsvertrag-Neutralität : Was bedeuten sie für unser Leben? Hrsgb. ZK der KPÖ, Wien, 1955.

TIDL, Georg — *Die sozialistischen Mittelschüler Österreichs von 1918-1938,* Eine Dokumentation, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1977, 135 p.

Unser Staat im Scheinwerfer, Unterlagen zur staatsbürgerlichen und heimatkundlichen Erziehung im österreichischen Bundesheer, Heft 2, Wien, Hrsgb. Bundesministerium für Landesverteidigung, Abteilung Bildung und Kultur, 1966, 51 p.

Die VERFASSUNG Österreichs — Vom Mittelalter bis zur Gegenwart, Wien, Verlag F. Hirt, 1963, 208 p.

Vierzig Jahre danach — Der 4. März 1933 im Urteil von Zeitgenossen und Historikern, Eine Veröffentlichung des Dr. Karl-Renner-Instituts, 1973, 60 p.

WEINZIERL, Erika — *Die österreichischen Konkordate von 1855 und 1933*, Wien Verlag für Geschichte und Politik (Österreich-Archiv), 1960, 271 p.

WIDERSTANDSKÄMPFER UND SOLDATEN — Dokumentation herausgegeben von der Österreichischen Widerstandsbewegung, Wien, 1964, 27 p.

Widerstand und Verfolgung in Wien 1934-1945, Eine Dokumentation, 3 volumes : volume 1er : 1934-1938, 596 p. + 16 pages de photographies ; volume 2e : 1938-1945, 488 p. + 16 pages de photographies ; volume 3e : 1938-1945, 555 p. + 16 pages de photographies.
La documentation est éditée par le Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes (DÖW), sous la direction de Wolfgang Neugebauer, Wien, Österreichischer Bundesverlag- Jugend und Volk Verlag. C'est l'ouvrage de documentation le plus complet sur la période de 1934 à 1945.

Wien 1938, Forschungen und Beiträge zur Wiener Stadtgeschichte, Band 2, Hrsgb. Dr. Felix Czeike, Verein für Geschichte der Stadt Wien, Wien, 1978, 326 p.

WINKLER, Ernst — *Die österreichische Sozialdemokratie im Spiegel ihrer Programme*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1971, 103 p.

ZEIT AN DER WAND — *Österreichs Vergangenheit 1848-1965 in den wichtigsten Anschlägen und Plakaten*, Hrsgb. Albert Massiczek, Wien-Zürich, Europa-Verlag, 1967, 160 p.

Zeugen des Widerstandes, Eine Dokumentation über die Opfer des Nationalsozialismus in Nord-Ost-und Südtirol von 1938-1945. Bearbeitet von Johann Holzner, Anton Pinsker, Johann Reiter und Helmut Tschol, Innsbruck, Tyrolia-Verlag, 1977, 112 p.

II. 4. *Périodiques*

II.4.1. *Revues historiques, politiques, littéraires :*

a) Jusqu'en 1945 :

Berichte zur Kultur- und Zeitgeschichte (cesse de paraître en 1938) ;
Der Kampf, Wien jusqu'en 1933
Der Kampf, Prague, jusqu'en 1938
Der sozialistische Kampf, Paris (1938-1940)
Weg und Ziel, Prag, Blätter für Theorie und Praxis der Arbeiterbewegung (1936-1938)
L'Internationale Communiste
Das Schwarze Korps, Organ des Reichsführers SS

b) A partir de 1945 :

Arbeit und Wirtschaft, mensuel de l'ÖGB
Archiv, Mitteilungsblatt des Vereins für Geschichte der Arbeiterbewegung
Biblos, öst. Zeitschrift für Buch- und Bibliothekswesen, etc.
Europäische Rundschau
Journal für angewandte Sozialkunde
Literatur und Kritik
Der Mahnruf (Der neue Mahnruf)
Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung (MIÖG)
Mitteilungen des öst. Staatsarchivs (MÖSTA)
Neues Forum
Österreich in Geschichte und Literatur

Österreichische Monatshefte (ÖVP)
Die österreichische Nation
Österreichische Zeitschrift für Aussenpolitik
Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft
Die Republik, (Österreichisches Nationalinstitut)
Römische Historische Mitteilungen
Weg und Ziel (mensuel du P.C.A.)
Wiener Tagebuch
Wissenschaft und Weltbild
Zeitgeschichte (Universität Salzburg)
Die Zukunft (organe théorique du SPÖ)
Austriaca - Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche
Cahiers de l'Herne
Cahiers internationaux de la Résistance (1959-1962)
Critique
Ethno-Psychologie
Pluriel

II.4.2 *Journaux quotidiens et hebdomadaires*

a) En Autriche, jusqu'en 1945 :

Arbeiterzeitung (jusqu'en 1934)
Neue Freie Presse (jusqu'en 1938)
Neues Wiener Tagblatt
Wiener Neueste Nachrichten
Der österreichische Volkswirt
Die Reichspost (jusqu'en 1938)
Das Kleine Blatt
Illustrierte Kronenzeitung
Der Tag (jusqu'en 1938)
Kleine Volkszeitung
Deutsches Volksblatt
Völkischer Beobachter (sigle VB)
Oberdonau-Zeitung, amtliche Tageszeitung der NSDAP, Linz
Salzburger Landeszeitung, amtliches Blatt der NSDAP, Salzburg
Karawanken Bote, Krainburg
Kärntner Zeitung, Klagenfurt
Kleine Wiener Kriegszeitung

b) Journaux et brochures de l'Exil autrichien dont nous ne citerons que les plus importants, pour les autres, on se reportera à la bibliographie de Breycha-Vauthier A. C., *Die Zeitschriften der österreichischen Emigration 1934-1946* qui est à peu près exhaustive.

Arbeiterzeitung (d'abord Brno puis Paris)
Rote Fahne (Paris)
Weg und Ziel (Paris) à partir de 1938 jusqu'en 1940
Die österreichische Post (Paris)
Nouvelles d'Autriche (Paris)
Österreichische Information (Paris)
London Information
Zeitspiegel (Londres)
Young Austria (Londres)

Austro-American Tribune (New York)
Schriftenreihe Dokumente und Berichte (Jerusalem)
Austria Libre (Mexico).

c) Les journaux et tracts de la Résistance autrichienne dont nous donnons un certain nombre en photocopies dans les annexes documentaires se trouvent tous indiqués dans la Documentation *Widerstand und Verfolgung in Wien, op. cit.*

d) Journaux et hebdomadaires après 1945 :

Arbeiterzeitung (socialiste)
Neues Österreich - Organ der demokratischen Einigung
Österreichische Zeitung - Organ der Roten Armee in Österreich
Kleines Volksblatt (populiste)
Österreichische Volksstimme puis Volksstimme (communiste)
Neue Wiener Tageszeitung (populiste)
Österreichische Neue Tageszeitung (populiste)
Wiener Kurier (américain, ensuite « indépendant »)
Weltpresse (anglais, ensuite socialisant)
Die Presse (« indépendant »)
Kronenzeitung (« indépendant »)
Wiener Zeitung (officiel)
Oberösterreichische Nachrichten (Linz, indépendant)
Salzburger Nachrichten, Salzbourg (conservateur)
Die Wahrheit, Graz (communiste)
Die Neue Zeit, Graz (socialiste)
Kleine Zeitung, Graz et Klagenfurt (indépendant, conservateur)
Volksblatt, Linz (socialiste)
Die Furche (catholique), hebdomadaire
Die Neue Front (FPÖ), hebdomadaire
Die Wochenpresse (indépendant)

Le lieu d'édition de tous ces journaux est Vienne, à l'exception de ceux dont les noms sont suivis de la ville de province où ils paraissent.

Nous n'avons pas établi la liste des articles dont nous avons tiré des extraits ; ceux-ci sont à chaque cas indiqués avec précision en note à l'endroit respectif.

II.5. *Journaux officiels, Procès-verbaux parlementaires :*

Staatsgesetzblatt für den Staat Deutsch-Österreich - 1919
Staatsgesetzblatt für die Republik Österreich - 1920
Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich - 1929
Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich - 1934
Staatsgesetzblatt für die Republik Österreich - 1945
Stenographische Protokolle der Sitzungen des Nationalrats des Republik Österreich.

Cette énumération est en même temps un reflet des vicissitudes politiques de l'Autriche.

III. *OUVRAGES DE RÉFÉRENCE*

III.1. *Histoire, Politique, Société*

ABENDROTH, Wolfgang — *Sozialgeschichte der europäischen Arbeiterbewegung,* Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1969, 190 p.

ANDICS, Hellmut — *Der Staat, den keiner wollte - Österreich 1918-1938,* Wien, Verlag Herder, 1964, 563 p.

ANDICS, Hellmut — *Fünfzig Jahre unseres Lebens - Österreichs Schicksal seit 1918,* Wien, Verlag Molden, 1968, 740 p.

ANDICS, Hellmut — *Das österreichische Jahrhundert 1814-1914,* Wien, Verlag Molden, 1970.

ANDICS, Hellmut — *Die Insel der Seligen- Österreich von der Moskauer Deklaration bis zum Gegenwart,* Wien-München, Molden Taschenbuch-Verlag, 1976, 366 p.

ARDAJEW, G. — *Die Sowjetunion und die Unabhängigkeit Österreichs,* Wien, Globus-Verlag, 1975, 36 p.

AUERBACH, Bertrand — *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne,* Paris, Berger-Levrault, 1927, 190 p.

AUSCH, Karl — *Als die Banken fielen - Zur Soziologie der Korruption,* Wien, Europa Verlag, 1969.

BÄRNTHALER, Irmgard — *Die Vaterländische Front,* Geschichte und Organisation, Wien, Europa Verlag, 1971, 238 p.

BARTEL, Horst — *Revolutionäre Sozialdemokratie und Reichsgründung 1871,* Frankfurt am Main, Verlag Marxistische Blätter GmBH, 1970, 153 p.

BASDEVANT, Jean — *La condition internationale de l'Autriche,* Paris, Sirey, 1935.

BENEDIKT, Heinrich (Herausgeber) — *Geschichte der Republik Österreich,* unter Mitwirkung von Walter Goldinger, Friedrich Thalmann, Stephan Verosta, Adam Wandruszka, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1954, 630 p.

BENEDIKT, Heinrich — *Die wirtschaftliche Entwicklung in der Franz-Joseph-Zeit,* Graz-Köln-Wien, 1958, 150 p.

BENEDIKT, Heinrich — *Die Friedensaktion der Meinlgruppe 1917/18,* Graz-Köln, Verlag Hermann Böhlau, 1962, 308 p.

BERENGER, Jean — *La République autrichienne de 1919 à nos jours,* Monde germanique, collection dirigée par J.-B. Neveux, Paris, Didier, 1971, 230 p.

BERENGER, Jean — *L'Europe danubienne de 1848 à nos jours,* Paris, P.U.F., 1976, 268 p.

BIBL, Viktor — *Der Zerfall Österreichs,* Wien, 1924 (2 vol.).

BODZENTA, Eric, (Hrsgb.) — *Die österreichische Gesellschaft,* Entwicklung-Struktur-Probleme, Wien-New-York, Springer, 1972, 230 p.

BÖHM, Wilhelm — *Ein Wort für Österreich,* Wien, Österreichischer Verlag, s.d., 104 p.

BÖHM, Wilhelm - *Konservative Umbaupläne im alten Österreich,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1967, 256 p.

BORODAJEKEWYCZ, Taras — *Wegmarken der Geschichte Österreichs,* Hrsgb. Österreichische Landsmannschaft, Wien, Werner, 1972, 84 p. (Eckartschriften, Heft 42).

BOTZ, Gerhard — *Gewalt in der Politik,* Attentate, Zusammenstösse, Putschversuche, Unruhen in Österreich 1918 bis 1934, München, Wilhelm Fink Verlag, 1976, 358 p.

BOTZ, Gerhard — *Die Eingliederung Österreichs in das deutsche Reich.* Planung und Verwirklichung des politisch-administrativen Anschlusses 1938 bis 1940. Wien, Europa Verlag, 1972. 2. ergänzte Auflage, Wien, Europa Verlag, 1976, 194 p.

BOURDET, Yvon — *Otto Bauer et la Révolution,* Paris, Etudes et documentations internationales, 1968, 302 p.

BRANDIS, Clemens, Graf — *Österreich und das Abendland in der Wende des XIX. Jahrhunderts,* Innsbruck, Inn-Verlag, 1953, 143 p.

BROOK-SHEPHERD, Gordon — *Der Anschluss,* Graz-Wien-Köln, Styria Verlag, 1963.

BRUEGEL, Ludwig — *Geschichte der österreichischen Sozialdemokratie,* 5 vol., Wien, 1922-1925.

BUNZL, John — *Klassenkampf in der Diaspora.* Zur Geschichte der jüdischen Arbeiterbewegung, Wien, Europa Verlag, 1975.

BUSEK, E. / PETERLIK, M. — *Die unvollendete Republik - Österreich ohne Phrase,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1968, 159 p.

BUTTINGER, Joseph — *Am Beispiel Österreichs,* Köln, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1953, 670 p.

CHARLES-ROUX, François — *La Paix des Empires centraux,* Paris, 1947.

CRANKSHAW, Edward — *La chute des Habsbourg* (traduit de l'anglais), Paris, Gallimard, 1966.

CULLIN, Michel / KREISSLER, Felix — *L'Autriche contemporaine,* Paris, Armand Colin, 1972 (Collection U2), 340 p.

DARCY, Paul — *La République pangermaniste et l'Autriche...* (Préface de M. Alfred Dumaine, ancien ambassadeur de France à Vienne), Paris, « Editions et Librairie », 1919.

DIAMANT, Alfred — *Demokratie, Kapitalismus und soziale Ordnung 1918-1934,* Wien, Volksbuchhandlung, 1960, 280 p.

DRABEK, A. / HÄUSLER, W. / SCHUBERT, K. / STUHLPFARRER, K. VIELMETTI, N. — *Das österreichische Judentum, Voraussetzungen und Geschichte,* Wien-München, Jugend und Volk-Verlag, 1974, 215 p.

DROZ, Jacques — *Histoire de l'Autriche,* Paris, P.U.F., 1954, 127 p.

DROZ, Jacques — *L'Europe centrale : Evolution de l'Idée de Mitteleuropa,* Paris, 1960.

DROZ, Jacques — *Histoire générale du socialisme,* tome III (1919-1945), Paris, P.U.F, 1977, 715 p.

DUNAN, Marcel — *L'Autriche,* Paris, F. Rieder, 1921, 125 p.

EICHSTÄDT, Ulrich — *Von Dollfuss zu Hitler - Geschichte des Anschlusses Österreichs 1933-1938,* Wiesbaden, Steiner Verlag, 1955, 558 p.

EISENMANN, Louis — *Le compromis austro-hongrois de 1867,* Paris, Edition Cujas, 1968.

ENGEL-JANOSI, F. / RUMPLER, H. — *Probleme der franzisko-josephinischen Zeit 1848-1916,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1967, 119 p.

EPLER, Ernst — *Der grosse Streik,* Wien, Sternverlag, 1965, 143 p.

FELDL, Peter — *Das verspielte Reich - Die letzten Tage Österreich-Ungarns,* Wien, Paul Zsolnay Verlag, 1968, 366 p.

FELDL, Peter — *Schläft Österreich ?,* Wien, Zsolnay Verlag, 1969, 304 p.

FENET, Alain — *La question du Tyrol du Sud* - Un problème de droit international, Paris, Pichon-Durand, 1968, 369 p.

FISCHER, Heinz (Hrsgb) — *Das politische System Österreichs,* Wien, Europa Verlag, 1974, 655 p.

GAMILLSCHEG, Felix — *Der informierte Staatsbürger*-Presse, Funk, Fernsehen-Schaltstellen der Demokratie, Wien, Hollinek-Verlag, 1969, 231 p.

GATTERER, Claus — *Erbfeindschaft* (Italien-Österreich), Wien, Europa-Verlag, 1972, 236 p.

GATTERER, Claus — *Im Kampf gegen Rom,* Wien, Europa Verlag, 1968, 1478 p.

GEDYE, G. E. — *Die Bastionen fielen,* Wien, 1947.

GEHL, Jürgen — *Austria, Germany and the Anschluss,* London, New-York, Toronto, Oxford University Press, 1963.

GERLICH, P. / KRAMER, H. — *Abgeordnete in der Parteiendemokratie,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1969, 246 p.

GESCHICHTE der Kommunistischen Partei Österreichs 1918-1955, Kurzer Abriss, Hrsgb. : Autorenkollektiv der Historischen Kommission beim ZK der KPÖ unter Leitung von Friedl Fürnberg, Wien, Globus Verlag, 1977, 300 p.

GÖRLICH, Ernst Joseph — *Gegenwartskunde-Zeitgeschichte 1918-1960,* Salzburg, Österreichischer Kulturverlag, 1961, 124 p. (2e édition 1962, 150 p.).

GÖRLICH, Ernst Joseph / ROMANIK, F. — *Geschichte Österreichs,* Innsbruck, Tyrolia-Verlag, 1970, 624 p.

GÖHRING, W. / MACHATSCHEK, R. — *Start in den Abgrund,* Österreichs Weg zum Jahre 1938, Wien, 1978, 64 p.

GOLD, Hugo — *Geschichte der Juden in Wien,* Tel Aviv, 1966.

GOLDINGER, Walter — *Geschichte der Republik Österreich,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1962, 632 p.

GREIVE, Hermann — *Theologie und Judentum,* Katholizismus und Judentum in Deutschland und Österreich, 1918-1935, 320 p.

GRUBER, Renald / HÖRZINGER, Manfred — *... bis der Preistreiberpakt fällt.* Der Massenstreik der österreichischen Arbeiter im September/Oktober 1950, Wien, Wieser, 1975.

GULICK, Charles A. — *Österreich von Habsburg zu Hitler,* 5 volumes, Wien, Danubia-Verlag, 1948.

GUMPLOWICZ, L. — *Das österreichische Staatsrecht,* Wien, 1891.

GUTKAS, K. / BRUSATTI, A. / WEINZIERL, E. — *Österreich 1945-1970,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1970, 364 p.

HANNAK, Jacques — *Vier Jahre zweite Republik,* Wien, Volksbuchhandlung, 1949, 136 p.

HANNAK, Jacques — *Im Sturm eines Jahrhunderts* - Eine volkstümliche Geschichte der sozialistischen Partei Österreichs, Wien, Volksbuchhandlung, 1952, 424 p.

HANNAK, Jacques (Hrsgb) — *Bestandaufnahme Österreich 1945-1963,* Wien, Forumverlag, 1963, 487 p.

HANTSCH, Hugo — *Die Geschichte Österreichs,* 2 vol., Graz-Wien, Styria, 1951/1953, 1096 p.

HAUTMANN, Hans — *Die verlorene Räterepublik,* Wien, Europa Verlag, 1971, 286 p.

HAUTMANN, Hans / KROPF, Rudolf — *Die österreichische Arbeiterbewegung vom Vormärz bis 1945.* Sozialökonomische Ursprünge ihrer Ideologie und Politik. 2e édition, Europa Verlag, Schriftenreihe der Ludwig-Boltzmann-Instituts für Geschichte der Arbeiterbewegung, Linz, 1974, 217 p.

HEER, Friedrich — *Österreich Damals, Gestern, Heute,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1962, 64 p. + illustrations.

HINDELS, Josef — *Was ist heute links ?,* Wien, Europa Verlag, 1970, 192 p.

HINDINGER, Gabriele — *Das Kriegsende und der Aufbau demokratischer Verhältnisse in Oberösterreich im Jahre 1945,* Wien, Publikationen des Instituts für Zeitgeschichte, Band 6, 1968, 208 p.

HOHENECKER, L. / OTRUBA, G. — *Von Saint-Germain zum Staatsvertrag-Österreich 1918-1955,* Wien, Bergland Verlag, 1967, 214 p.

HOOR, Ernst — *Österreich 1918-1938 - Staat ohne Nation, Republik ohne Republikaner,* Wien-München, Österreichischer Bundesverlag, 1966, 162 p.

HUEBMER, Hans — *Österreich von der Monarchie zur Republik - Österreich zwischen Deutschland und Europa,* Dornbirn, 1962.

HUEMER, Peter — *Sektionschef Robert Hecht und die Zerstörung der Demokratie in Österreich,* Eine historisch-politische Studie, Verlag für Geschichte und Politik, 1975, 372 p.

INGRIM, Robert — *Der Griff nach Österreich,* Zürich, Europa-Verlag, 1938, 179 p.

JAGSCHITZ, Gerhard — *Der Putsch,* Die Nationalsozialisten 1934 in Österreich, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1976, 260 p.

JEDLICKA, Ludwig — *Ein Heer im Schatten der Parteien - Die militärpolitische Lage Österreichs 1918-1938,* Graz-Köln, Verlag H. Böhlaus Nachfolger, 1955, 200 p.

JEDLICKA, Ludwig — *Vom alten zum neuen Österreich, Fallstudien zur österreichischen Zeitgeschichte 1900-1975,* St Pölten-Wien, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, 1975, 496 p. + illustrations.

KEREKES, Lajos — *Abenddämmerung einer Demokratie, Mussolini, Gömbös und die Heimwehr,* Wien, Europa-Verlag, 1966, 235 p.

KLECATSKY, Hans R., (Herausgeber) — *Die Republik Österreich. Gestalt und Funktion ihrer Verfassung,* Wien, Verlag Herder, 1968, 352 p.

KLEINWÄCHTER, Friedrich — *Von Schönbrunn bis Saint-Germain - Die Entstehung der Republik Österreich,* Wien, Styria-Verlag, 1964, 336 p.

KREISSLER, Félix — *De la Révolution à l'Annexion* - L'Autriche de 1918 à 1938. Paris, P.U.F., 1971, 419 p.

KREISSLER, Félix — *Histoire de l'Autriche,* Paris, P.U.F. (Collection 'Que sais-je ?'), 1977, 127 p.

LADNER, Gottlieb — *Seipel als Überwinder der Staatskrise vom Sommer 1922,* Wien-Graz, Publikationen des Instituts für Zeitgeschichte, 1964, 195 p. (Band 1).

LANG, C. L. — *Destin de l'Autriche,* Paris, Société d'éditions françaises et internationales, 1945.

LAYTON, W. T. / RIST, Ch. — *La situation économique de l'Autriche,* rapport présenté au Conseil de la Société des Nations, Genève, Editions de la S.D.N., le 19 août 1925.

LEICHTER, Otto — *Glanz und Ende der ersten Republik - Wie es zum österreichischen Bürgerkrieg kam,* Wien, Europa Verlag, 1964, 256 p.

LESER, Norbert — *Die Odyssee des Marxismus* - Auf dem Weg zum Sozialismus, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1971, 432 p.

LESER, Norbert / BERCZELLER, Richard — *Als Zaungäste der Politik* - Österreichische Zeitgeschichte in Konfrontationen, Wien-München, Jugend und Volk, 1977, 254 p.

LHOTSKY, Alphons — *Europäisches Mittelalter - Das Land Österreich* - Aufsätze und Vorträge, (Band I), Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1970, 388 p.

LITSCHAUER, F. G. / JAMBOR, W. — *Österreichische Geschichte,* 4e édition, Wien, Obelisk-Verlag, 1970, 456 p.

LORENZ, Reinhold — *Der Staat wider Willen,* Berlin, 1941.

MAGENSCHAB, Hans — *Die zweite Republik zwischen Kirche und Parteien,* Wien, Verlag Herold, 1968, 112 p.

MIKOLETZKY, Hanns Leo — *Österreichische Zeitgeschichte - Vom Ende der Monarchie bis zum Abschluss des Staatsvertrages,* Wien, Austria Edition, 1964, 540 p. + illustrations.

MITTERÄCKER, Hermann — *Zur Geschichte der kommunistischen Partei Österreichs,* Wien, Sternverlag, 1958.

MOSER, Aurel B. J. — *Die Stellung der Kommunistischen Partei Österreichs zur österreichischen Neutralitätspolitik 1955-1972,* Veröffentlichtungen des Historischen Instituts des Universität Salzburg, Wien-Salzburg, Geyer-Edition, 1974, 203 p.

NASSMACHER, Karl-Heinz — *Das österreichische Regierungssystem* - Grosse Koalition oder alternierende Regierung, Köln-Opladen, Westdeutscher Verlag, 1968, 243 p.

NECK, Rudolf — *Österreich im Jahre 1918,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1968, 204 p.

NECK, Rudolf / WANDRUSZKA A., (Hrsgb) — *Beiträge zur Zeitgeschichte,* Festschrift Ludwig Jedlicka zum 60. Geburtstag, St. Pölten, N. Ö. Pressehaus, 1975, 416 p.

NENNING, Günther, *Anschluss an die Zukunft,* Österreichs unbewältigte Gegenwart und Vergangenheit, Wien, Europa Verlag, 1963, 208 p.

NEUGEBAUER, Wolfgang — *Bauvolk der kommenden Welt.* Geschichte der sozialistischen Jugendbewegung. Wien, Europa Verlag, 1975, 495 p.

NOVOTNY, Alexander — *Franz-Joseph I. An der Wende vom alten zum neuen Europa,* Göttingen-Frankfurt-Zürich, Musterschmidt-Verlag, 1968, 103 p.

ÖSTERREICH muss sein, Der österreichische-deutsche Konflikt. Sonderabdruck des Nummern 214-216 des Zeitschrift « Berichte zur Kultur-und-Zeit-Geschichte », Hrsgb. Nikolaus Hovorka, (2. Auflage), Wien, Reinhold Verlag, 1934, 140 p.

ÖSTERREICH - ZEHN JAHRE NEUTRALER STAAT — Herausgegeben vom Institut für Österreichkunde, Graz-Wien, Stiasny-Verlag, 1965, 102 p.

PAULEY, Bruce F. — *Hahnenschwanz und Hakenkreuz.* Der steirische Heimatschutz und der österreichische Nationalsozialismus 1918-1934, Wien, Europa-Verlag, 1972, 243 p.

PELINKA, Anton — *Stand oder Klasse?* Die christliche Arbeiterbewegung Österreichs 1933 bis 1938, Wien, Europa-Verlag, 1972, 334 p.

PELINKA, Anton / WELAN, M. — *Demokratie und Verfassung in Österreich,* Wien, Europa-Verlag, 1971, 376 p.

PEZET, Ernest — *L'Autriche et la Paix,* Paris, Editions Self, 1945.

POLLAK, Oscar — *Der Weg aus dem Dunkel* - Bilder aus der Geschichte der sozialistischen Bewegung. Recueil. Wien, Volksbuchhandlung, s.d. 159 p.

PRAGER, Theodor — *Zwischen London und Moskau,* Bekenntnisse eines Revisionisten, Wien, Europa-Verlag, 1975, 256 p.

PRIESTER, Eva — *Kurze Geschichte Österreichs,* 2 vol. - I : *Entstehung eines Staates,* Wien, Globus-Verlag, 1946, 2 vol.
II : *Aufstieg und Untergang des Habsburgerreiches,* Wien, Globus-Verlag, 1949, 620 p.

PUAUX, Gabriel — *Mort et Transfiguration de l'Autriche 1933-1955,* Paris, Plon, 1966.

REDLICH, Josef — *Schicksalsjahre Österreichs 1908-1919.* Das politische Tagebuch Josef Redlichs, bearbeitet von Fritz Fellner, 2 vol., Graz-Köln, Verlag H. Böhlaus Nachfolger, 1953, 695 p.

REICHHOLD, Ludwig — *Arbeiterbewegung jenseits des totalen Staats. Die Gewerkschaften und der 20. Juli 1944,* Wien, Europa-Verlag, 1965, 185 p.

REICHHOLD, Ludwig (Hrsgb.) — *Zwanzig Jahre zweite Republik - Österreich findet zu sich selbst,* Wien, Herder-Verlag, 1965, 430 p.

REICHHOLD, Ludwig — *Scheidewege einer Republik-*Österreich 1918-1968, Wien, Herder-Verlag, 1968, 251 p.

REICHHOLD, Ludwig — *Geschichte der ÖVP,* Graz-Wien-Köln, Styria Verlag, 1975, 503 p.

REISBERG, Arnold — *Februar 1934 - Hintergründe und Folgen*, Wien, Globus-Verlag, 1974.

REVENTLOV, Rolf — *Zwischen Alliierten und Bolschewiken - Arbeiterräte in Österreich 1918 bis 1923*, Wien, Europa-Verlag, 1969, 175 p.

RICKETT, Richard — *Österreich, sein Weg durch die Geschichte*, traduit de l'américain, Wien, Georg Prachner Verlag, 1969, 216 p.

RINGLER, Rolf Roland — *Illusion einer Jugend*. Lieder, Fahnen und das bittere Ende. Hitler-Jugend in Österreich. Ein Erlebnisbericht, St. Pölten-Wien, Verlag N.Ö. Pressehaus, 1977, 223 p.

ROSAR, Wolfgang — *Deutsche Gemeinschaft - Seyss-Inquart und der Anschluss*, Wien, Europa-Verlag, 1971, 441 p.

ROSS, Dieter — *Hitler und Dollfuss - Die deutsche* Österreichpolitik, Hamburg, Leibnitz Verlag, 1966, 341 p.

SCHAUSBERGER, Norbert — *Der Griff nach Österreich - Der Anschluss*, Wien, München, Verlag Jugend und Volk, 1978, 666 p.

SCHEIDL, L. / LECHLEITNER, H. — *Österreich : Land, Volk, Wirtschaft*, Wien, Hirt-Verlag, 1967.

SCHEU, Friedrich — *Der Weg ins Ungewisse - Österreichs Schicksalskurve 1929-1938*, Verlag Molden, 1972, 320 p.

SCHIFFKORN, Aldemar (Hrsgb.) — *50. Jahre Republik Österreich*, Linz Landesinstitut für Volksbildung und Heimatpflege in Oberösterreich, 1968, 168 p.

SCHULMEISTER, Otto — *Spectrum Austriae*, Wien, 1957.

SCHULMEISTER, Otto — *Die Zukunft Österreichs*, Wien, Verlag Fritz Molden, 1967, 392 p.

SHEPHERD, Gordon — *Die österreichische Odyssee*, Wien, Quintus-Verlag, 1958.

SIEGLER, Heinrich — *L'Autriche. Sa politique, son économie depuis 1945*, Wien-Bonn-Zürich, Verlag für Zeitarchive, s.d., 183 p.

SIEGLER, Heinrich — *Österreichs Souveränität, Neutralität, Prosperität*, Wien-Bonn-Zürich, Verlag für Zeitungsarchive, 1967, 287 p.

SIMON, J. / WINKLER, E. — *Wir sind der Staat* - Eine österreichische Staatsbürgerkunde für jedermann, Wien, Verlag des öst. Gewerkschaftsbundes, 1960, 186 p.

SKALNIK, Kurt — *Die österreichische Presse - Vorgestern-Gestern-Heute*, Wien, Bergland Verlag, 1964, 33 p. + photos.

SPIRA, Leopold — *Die österreichische Arbeiterbewegung vom ersten Weltkrieg bis 1927*, Wien, Stern-Verlag, 1952, 88 p.

SPIRA, Leopold — *Zwanzig Jahre - Wohin geht Österreich ?* Wien, Stern-Verlag, 1965, 103 p.

STADLER, Karl, R. — *Hypothek auf die Zukunft* - Entstehung der österreichischen Republik 1918-1921, Wien, Europa Verlag, 1968, 280 p.

STADLER, Karl R. — *Austria* (Nation of Modern World), London, 1971.

STEINER, Herbert (Hrsgb.) — *Die Erhebung des österreichische Nationalsozialisten in Juli 1934*, Bericht der historischen Kommission des Reichsführers SS, introduction L. Jedlicka, Wien, Europa Verlag, 1966.

STEINER, Herbert — *Die internationale Arbeiterassociation und die österreichische Arbeiterbewegung*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1964, 66 p.

STOURZH, Gerald — *Kleine Geschichte des österreichische Staatsvertrags*. Mit Dokumententeil, Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1975, 255 p.

STRASSER, Wolfgang — *Österreich und die Vereinten Nationen*, Wien-Stuttgart-Verlag, W. Braumüller, s.d.

STROBL, Franz — *Die österreichische Arbeiterbewegung bis zum ersten Weltkrieg,* Wien, Stern-Verlag, 1952, 75 p.

TAPIE, Victor L. — *Monarchie et peuples du Danube,* Paris, Fayard, 1969, 493 p.

TREMEL, Ferdinand — *Die erste Republik 1918-1938,* Graz-Wien, Styria-Verlag, 1946.

VAUSSON, Claude — *Autriche,* Paris, Seuil (collection « Petite Planète »), 1954, 192 p.

VERDROSS, Alfred — *La neutralité permanente de la République d'Autriche,* Vienne, Österreichischer Bundesverlag, 1967, 32 p.

AUS der VERGANGENHEIT der KPÖ — Aufzeichnungen und Erinnerungen zur Geschichte der Partei, Wien, Globus Verlag, 1961, 130 p.

VEROSTA, Stephan — *Theorie und Realität von Bündnissen - Heinrich Lammasch, Karl Renner und der Zweibund (1897-1914),* Wien, Europa-Verlag, 1971, 660 p.

VODOPIVEC, Alexander — *Die Balkanisierung Österreichs,* Wien-München, 1966.

VODOPIVEC, Alexander — *Der verspielte Ballhausplatz* - Vom schwarzen zum roten Österreich, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1970, 320 p.

VODOPIVEC, Alexander — *Die Quadratur des Kreisky.* Österreich zwischen parlementarischer Demokratie und Gewerkschaftsstaat, Wien-München-Zürich, 1973, 368 p.

VODOPIVEC, Alexander — *Die Dritte Republik,* Machtstrukturen in Österreich, Wien-Zürich, Verlag Molden, 1976, 336 p.

WEINZIERL, E. /HOFRICHTER, P. — *Österreich-Zeitgeschichte in Bildern 1918-1975,* Innsbruck-Wien-München, Tyrolia, 1975, 2e édition, 291 p. *in quarto.*

WEINZIERL, E. / SKALNIK, K. (Hrsgb.) — *Österreich. Die Zweite Republik,* Graz, Styria Verlag, 1972, 2 vol. 619 p. et 752 p.

WEINZIERL, E. / SKALNIK, K. — *Das neue Österreich - Geschichte der zweiten Republik,* Graz-Wien-Köln, Styria Verlag, 1977, 414 p.

WEISSEL, Erwin — *Die Ohnmacht des Sieges,* (Arbeiterschaft und Sozialisierung nach dem Ersten Weltkrieg), Wien, Europa-Verlag, 1976, 468 p.

WEST, Franz — *Die österreichische Arbeiterbewegung vom Juli 1927 zum Feber 1934,* Wien, Stern-Verlag, 1955, 104 p.

WICKENBURG, Erik G. — *Kleine Geschichte Österreichs,* Frankfurt am Main, Verlag Heinrich Scheffler, 1958, 172 p.

WIERER, Rudolf — *Föderalismus im Donauraum,* Graz-Köln, Verlag Hermann Böhlaus Nachf. 1960, 263 p.

WINKLER, Ernst — *Der erste Mai,* Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1961, 51 p.

WINKLER, Ernst — *Auf den Zinnen der Partei,* Ausgewählte Schriften, Wiener Neustadt, Verlag Gutenberg, 1967, 359 p.

WINTER, Ernst Karl — *Ignaz Seipel als dialektisches* Problem, Wien, Europa-Verlag, 1966, 192 p.

ZEHN JAHRE STAATSVERTRAG — Monographien zur Zeitgeschichte, Wien, Europa-Verlag, 1965, 70 p.

ZEMAN, Zbynek A. — *Der Zusammenbruch des Habsburger-Reiches 1914-1918,* traduit de l'anglais, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1963.

ZÖLLNER, Erich — *Geschichte Österreichs von den Anfängen bis zur Gegenwart,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1961, 729 p.

ZÖLLNER, E. / SCHÜSSEL, Th. — *Das Werden Österreichs.* Ein Arbeitsbuch für österreichische Geschichte, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1964, 281 p.

ZWEI JAHRZEHNTE ZWEITE REPUBLIK — Recueil, édité par Institut für Österreichkunde, Graz-Wien, Stiasny-Verlag, 1965, 144 p.

III.2. *Oppression nationale-socialiste, Résistance, Exil*

ANTISEMITISMUS — Die permanente Herausforderung, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1968, 116 p.

BECKER, Hans — *Österreichs Freiheitskampf*, Wien, Verlag der Freien Union der ÖVP, 1946, 39 p.

BOTZ, Gerhard — *Wohnungspolitik und Judendeportation in Wien 1938-1945*, (Zur Funktion des Antisemitismus als Ersatz nationalsozialistischer Sozialpolitik), Wien-Salzburg, Geyer-Edition, 1975, 200 p.

BOTZ, Gerhard — *Der 13. März 38 und die Anschlussbewegung - Selbstaufgabe, Okkupation und Selbstfindung Österreichs 1918-1945*, Wien, Karl-Renner-Institut, 1978, 40 p., (Zeitdokumente, Heft 14).

BREYCHA-VAUTHIER, Arthur — *Sie trugen Österreich mit sich in die Welt* (sur les exilés), Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 173 p.

CARSTEN, F. L. — *Faschismus in Österreich. Von Schönerer zu Hitler*, München, Fink-Verlag, 1977, 373 p.

CAZDEN, Robert, E. — *German Exile Literature in America 1933-1950*. A History of the Free German Press and Block Trade (Free Austrian Newspapers : p. 65-71 et 182-184), Chicago, American Library Association, 1970.

DANIMANN, Franz — *Finis Austriae - Österreich März 1938*, Wien, Europa-Verlag, 1978, 286 p.

DUSEK, Peter — *Der vergessene Widerstand*, Wien, Bundesministerium für Unterricht und Kunst, 1978, 32 p.

EBNETH, Rudolf — *Die österreichische Wochenschrift « Der Christliche Ständestaat »* (Deutsche Emigration in Österreich 1933-1938), Mainz, Matthias-Grünewald-Verlag, 1976, 271 p., Veröffentlichungen der Kommission für Zeitgeschichte B/19.

EPPEL, Peter — *Die Haltung der Zeitschrift « Schönere Zukunft » zum Nationalsozialismus in Deutschland 1934-1938*, phil. Diss., Wien, 1978.

FLANNER, Karl — *Widerstand im Gebiet Wiener Neustadt 1938 bis 1945*, Wien, Europa-Verlag, 1973, 352 p.

FRICK, Karl — *Umdenken hinter Stacheldraht* — Österreicher in der UdSSR, (Monographien zur Zeitgeschichte, Schriftenreihe des DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1967, 62 p.

FÜRNBERG, Friedl — *Österreichische Freiheitsbataillone - Österreichische Nation*, Wien, Globus-Verlag, 1975, 74 p.

GOLDNER, Franz — *Die österreichische Emigration 1938-1945*, Wien-München, Herold, 1972, 348 p. (Reihe das einsame Gewissen).

GÖRLICH, Ernst Joseph — *Die österreichische Nation und der Widerstand*, (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1967, 43 p.

GROSSBERG, Mimi — *Österreichs literarische Emigration in den Vereinigten Staaten 1938* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1970, 65 p.

HEINISCH, Theodor — *Österreichs Arbeiter für die Unabhängigkeit 1934-1945*, (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Europa-Verlag, Wien, 1968, 37 p.

HINDELS, Josef — *Österreichs Gewerkschaften im Widerstand 1934-1945*, Wien, Europa-Verlag, 1976, 434 p.

HOLZER, Willibald — *Im Schatten des Faschismus. Der österreichische Widerstand gegen den Nationalsozialismus (1938-1945)*, Wien, Karl-Renner-Institut, 1978, 32 p., (Zeitdokumente, Heft 13).

HUEBMER, Hans — *Österreich 1933-1938 - Der Abwehrkampf eines Volkes*, Wien, Österreichischer Verlag, s.d., 187 p.

JEDLICKA, Ludwig — *Der 20. Juli 1944 in Österreich*, Wien-München, Herold, 1965, 187 p., (Reihe Das einsame Gewissen).

KÄS, Ferdinand — *Wien im Schicksalsjahr 1945,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1965, 23 p.

KLUSACEK, Christine — *Österreichische Wissenschaftler und Künstler unter dem NS-Regime,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1966, 56 p.

KLUSACEK, Christine — *Die österreichische Freiheitsbewegung - Gruppe Roman Karl Scholz* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 72 p.

KOMMUNISTEN IM KAMPF FÜR DIE UNABHÄNGIGKEIT ÖSTERREICHS Die — Wien, Stern-Verlag, 1955, 295 p.

KOWALSKI, Edouard — *Les Immigrés au service de la France,* Paris, C.A.D.I., 1945, 16 p.

LANGBEIN, Hermann — *Menschen in Auschwitz,* Wien, Europa-Verlag, 1972, 607 p.

LAROCHE G. / MATLINE, B. — *On les nommait les étrangers. Les immigrés dans la Résistance,* Paris, Editeurs Français Réunis, 1965.

LEICHTER, Otto — *Österreichs Freie Gewerkschaften im Untergrund,* Wien, Europa-Verlag, 1963, 155 p.

LEICHTER, Otto — *Zwischen zwei Diktaturen - Österreichs revolutionäre Sozialisten 1934-1938,* Wien, Europa-Verlag, 1968.

MAIMANN, Helene — *Politik im Wartesaal - Österreichische Exilpolitik in Grossbritannien 1938 bis 1945,* Wien-Köln-Graz, Böhlau, 1975, 355 p.

MAREINER, Hilde — *Zeitspiegel. Eine österreichische Stimme gegen Hitler,* (Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, Europa-Verlag, 1967, 43 p.

MARSALEK, Hans — *Die Geschichte des Konzentrationslagers Mauthausen,* Dokumentation Wien, Österreichische Lagergemeinschaft Mauthausen, 1974, 319 p.

MARSCHALL, Karl — *Volksgerichtsbarkeit und Verfolgung von nationalsozialistischen Gewaltverbrechen in Österreich (1945-1972),* Wien, Bundesministerium für Justiz, 1977, 227 p.

MITTERÄCKER, Hermann — *Kampf und Opfer für Österreich. Ein Beitrag zur Geschichte des österreichischen Widerstandes 1938-1945,* Wien, 1963.

MOLDEN, Otto — *Der Ruf des Gewissens - Freiheit Österreich,* Wien-München, Verlag Herold, 1958, 377 p. (Reihe das einsame Gewissen).

MOSER, Jonny — *Die Judenverfolgung in Österreich 1938-1945* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1966, 52 p.

MUCHITSCH, Max — *Die Partisanengruppe Leoben-Donawitz,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 67 p.

ÖSTERREICH UNTER DEM REICHSKOMMISSAR — Bilanz eines Jahres Fremdherrschaft, Paris, Editions Nouvelles d'Autriche, 1939.

REBHANN, Fritz, M. — *Finale in Wien - Eine Gaustadt im Aschenregen,* Wien-München, Verlag Herold, 1969, 240 p. (Reihe Das Einsame Gewissen).

REBHANN, Fritz, M. — *Das braune Glück zu Wien,* Wien-München, Verlag Herold, 1973, 372 p. (Reihe Das einsame Gewissen).

RIEGER, Hans — *Das Urteil wird jetzt vollstreckt,* Wien, Europa-Verlag, 1977, 131 p.

ROMANIK, Felix — *Der Leidensweg der österreichischen Wirtschaft 1933-1945,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1957, 143 p.

ROMANIK, Felix — *Österreichs wirtschaftliche Ausbeutung 1938-1945,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 32 p.

ROSENKRANZ, Herbert — « *Reichskristallnacht* » - 9. November 1938 in Österreich, (Monographien zur Zeitgechichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 68 p.

ROSSIWAL, Theo — *Die letzten Tage. Die militärische Besetzung Österreichs 1945,* Wien, Kremayr und Scherian, 1969, 352 p.

SCHAUSBERGER, Norbert — *Rüstung in Österreich 1938-1945.* Eine Studie über die Wechselwirkung von Wirtschaft, Politik und Kriegsführung, Wien, Verlag Brüder Hollinek, 1970, 228 p.

SCHEU, Friedrich — *Die Emigrationspresse der Sozialisten 1938-1945,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 43 p.

SCHULZ, Gerhard — *Faschismus-Nationalsozialismus,* Versionen und theoretische Kontroversen 1922-1972, Frankfurt-Berlin-Wien, Verlag Ullstein, 1974, 222 p.

SCHWARZ, Robert — « *Sozialismus* » *der Propaganda. Das Werben des* « *Völkischen Beobachters* » *um die österreichische Arbeiterschaft 1938/39,* Wien, Europa-Verlag, Ludwig-Boltzmann-Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung. Mit einer Einleitung von Gerhard Botz, 1975, 159 p.

SHELL, Kurt, L. — *Jenseits der Klassen ? - Österreichs Sozialdemokraten seit 1934,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa-Verlag, 1969, 360 p.

SPIEGEL, Tilly — *Österreicher in der belgischen und französischen Résistance,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1969, 76 p.

STADLER, K. / STEINER, H., EXENBERGER, H., MAIMANN, H. — *Österreicher im Exil 1934-1945,* Linz, Kammer für Arbeiter und Angestellte, s. d., 40 p.

STADLER, K., R. — *Österreich 1938-1945 im Spiegel der NS-Akten,* Wien-München, Verlag Herold, 1966, 427 p. (Reihe Das einsame Gewissen).

STADLER, Karl R. — *Opfer verlorener Zeiten,* Geschichte der Schutzbundemigration, 1934, Wien, Europa-Verlag, 1974.

STEINER, Herbert — *Zum Tode verurteilt,* Österreicher gegen Hitler, Eine Dokumentation, Wien, Europa-Verlag, 1964, 208 p.

STEINER, Herbert — *Gestorben für Österreich,* Widerstand gegen Hitler, Eine Dokumentation, Wien, Europa-Verlag, 1968, 241 p.

STILLFRIED, A. — *Die österreichische Widerstandsbewegung und ihr Rückhalt im Volk,* Vortrag gehalten im grossen Musikvereinssaal am 17.6.1946, Wien, 1946, 12 p.

SZESCI, M. / STADLER, K. — *Die NS-Justiz in Österreich und ihre Opfer,* Wien-München, Herold-Verlag, 1962 (Reihe Das einsame Gewissen).

TIDL, Marie — *Die Roten Studenten,* Dokumente und Erinnerungen 1938-1945, Mit einem Vorwort von Karl R. Stadler, Wien, Europa-Verlag, 1976, 300 p. Ludwig-Boltzmann-Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung.

TIDL, Marie — *Frauen im Widerstand* - Frauen im Kampf gegen Faschismus und Krieg, Wien, Bund demokratischer Frauen Österreichs, 1978, 52 p.

VOGL, Friedrich — *Österreichs Eisenbahner im Widerstand,* Wien, Verlag des österreichischen Gewerkschaftsbundes, 1968, 280 p.

VOGL, Friedrich — *Widerstand im Waffenrock,* Österreichische Freiheitskämpfer in der Deutschen Wehrmacht, Wien, Europa-Verlag, 1977, 258 p., Ludwig-Boltzmann-Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung.

WACHS, Walter — *Kampfgruppe Steiermark,* (Monographien zur Zeitgeschichte, DÖW), Wien, Europa-Verlag, 1968, 62 p.

WEINERT, Wilhelm — *Grundlagen und Praxis des Widerstandskampfes der österreichischen Arbeiterklasse (1938-1945),* phil. Diss., Wien, 1976.

WEINZIERL, Erika — *Zu wenig Gerechte,* Österreicher und Judenverfolgung 1938-1945, Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1969, 208 p.

WEINZIERL, E. / STADLER, K. R., (Hrsgb.) — *Justiz und Zeitgeschichte,* Wien, Bundesministerium für Justiz, 1977, 446 p. Veröffentlichungen des Ludwig-Boltzmann-Instituts für Geschichte und Gesellschaftswissenschaften, Salzburg.

WEST (pseudonyme pour Richard Kurfürst) — *Als Wien in Flammen stand.* Der grosse Erinnerungsbericht über die Apriltage 1945. Mit Abbildungen, Wien, Verlag des ÖGB, 1960.

WISSHAUPT, Walter — *Wir kommen wieder.* Eine Geschichte der Revolutionären Sozialisten Österreichs 1934-1938, Vorwort von Bruno Kreisky, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1967, 226 p.

ZAHN, Gordon, C. — *Er folgte seinem Gewissen - Das einsame Zeugnis des Franz Jägerstätter,* Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1967, 314 p.

ZERNATTO, Guido — *Die Wahrheit über Österreich,* New York-Toronto, Langmans, Green and Co. Alliance Book Corporation, 1938, 331 p.

III.3. *Question nationale, Considérations et Théories*

ANDRIAN-(WERBURG), Leopold — *Österreich im Prisma der Idee,* Graz, 1967, 395 p.

AUERBACH, Bertrand — *Les races et les nationalités en Autriche,* Paris, 1898.

AXEN, Hermann — *Zur Entwicklung der sozialistischen Nation in der DDR,* Berlin, Dietz-Verlag, 1973, 48 p.

BLAUKOPF, Kurt — *Nationale Probleme der österreichischen Geschichte,* Jerusalem, Verlag Willy Verkauf, 1944, 27 p.

BLUHN, William, T. — *Building an Austrian Nation,* The Political Integration of a Western State, New Haven 1973.

FISCHER, Ernst — *Nationale Probleme des Jahres 1848 in Österreich,* London, Free Austrian Books, s. d., 24 p.

FISCHER, Ernst — *Die Entstehung des österreichischen Volkscharakters,* Wien, Schriftenreihe Neues Österreich, 1945, 45 p.

FREI, Bruno — *Über das nationale Bewusstsein der Österreicher,* dans *Erbe und Zukunft,* Wien, Verlag Willy Verkauf, 1946.

GÖRLICH, Ernst, Joseph — *Zwölf Thesen zur österreichischen Nation,* Wien, Europa-Verlag, s.d., 13 p.

HAAS, H. / STUHLPFARRER — *Österreich und seine Slowenen,* Wien, Löcker und Wögenstein, 1977, 141 p.

HASSINGER, Hugo — *Österreichs Wesen und Schicksal verwurzelt in seiner geographischen Lage,* Wien, Freytag, Berndt & Artaria, 1949, 38 p.

HÄTTICH, Manfred — *Nationalbewusstsein und Staatsbewusstsein in der pluralistischen Gesellschaft,* Mainz, Verlag Hase und Kochler, 1966, 128 p.

HAUPT, G. / LOWY, M. / WEILL, C. — *Les marxistes et la question nationale 1848-1914,* Etudes et textes, Paris, Maspero, 1974, 391 p.

HENRY, Paul — *Le Problème des Nationalités,* Paris, Armand Colin, 1937, 214 p.

KANN, Robert, A. — *Werden und Zerfall des Habsburgerreiches,* Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1962, 283 p.

KANN, Robert, A. — *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie* - Geschichte und Ideengehalt der nationalen Bestrebungen vom Vormärz bis zur Auflösung des Reiches im Jahre 1918. Vol. Ier : *Das Reich und die Völker,* 427 p., Vol. II : *Ideen und Pläne zur Reichsreform,* 457 p., Graz-Köln, Böhlau, 1964.

KANN, Robert, A. — *Renners Beitrag zur Lösung nationaler Konflikte im Lichte nationaler Probleme der Gegenwart,* Wien, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1973, 18 p.

KASAMAS, Alfred — *Programm Österreich,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1949.

KATZENSTEIN, T. J. — *Disjoined Partners, Austria and Germany since 1815,* London, 1976.

KNOLL, A. M. / MISSONG A. / SCHMID W. / WINTER E. K. / ZESSNER-SPITZENBERG, *Die österreichische Aktion*, Programmatische Studien, Wien, 1927, 303 p.

KONRAD, Helmut — *Nationalismus und Internationalismus* - Die österreichische Arbeiterbewegung vor dem Ersten Weltkrieg, Wien, Europa-Verlag, 1976, 214 p.

KONRAD, Helmut (Hrsgb) — *Sozialdemokratie und « Anschluss »*, Historische Wurzeln, Anschluss 1918 und 1938, Nachwirkungen, Wien, Europaverlag, 1978, 145 p.

KOSING, Alfred — *Nation in Geschichte und Gegenwart*, Studie zur historisch-materialistischen Theorie der Nation, Berlin, Dietz-Verlag, 1976, 310 p.

LENINISMUS UND DIE NATIONALE FRAGE IN DER GEGENWART Der — (par un collectif d'auteurs), Moskau, Verlag, Progress, 1974, 716 p.

LUZA, Radomir — *Österreich und die grossdeutsche Idee in der NS-Zeit*, Wien-Graz-Köln, Böhlau, 1977, 368 p.

MAREK, Franz — *Irrwege der österreichischen Geschichte*, Wien, Zentralstelle für Volksbildung der KPÖ, 1946, 31 p.

MARX und ENGELS — *Über das reaktionäre Preussentum*, Wien, Stern-Verlag, s.d., 48 p.

MASSICZEK, Albert (Hrsgb.) — *Die österreichische Nation - Zwischen zwei Nationalismen*, Wien, Europa-Verlag, 1967, 240 p.

MATTHIAS, Erich — *Sozialdemokratie und Nation.* Ein Beitrag zur Ideengeschichte der sozialdemokratischen Emigration in der Prager Zeit des Parteivorstandes 1933-1938, Stuttgart, 1952.

MISSONG, Alfred (Hrsgb.) — *Ernst Karl Winter, Bahnbrecher des Dialogs*, Ausgewählte Texte, Wien, Europa-Verlag, 1969, 227 p.

MOMMSEN, Hans — *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenkämpfe im Habsburgischen Vielvölkerstaat*, Wien, Europa-Verlag, 1963, 467 p.

NATIONALE FRAGE UND ÖSTERREICHS KAMPF UM SEINE UNABHÄNGIGKEIT — Ein Sammelband, Paris, Editions Promethée, 1939, 261 p.

NATION ET LUTTE DE CLASSE, Paris, Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez, n° 12-13, 1975, 382 p.

POLTAWSKIJ, M. A., *Wege der staatlichen und nationalen Entwicklung Österreichs*, p. 251-273 dans *Ost-West-Begegnung in Österreich*, Festschrift für Eduard Winter zum 80. Geburtstag, Hrsgb. G. Oberkofler, Eleonore Zlabinger, Wien-Köln-Graz, Böhlau, 1976, 364 p.

RENAN, Ernest — *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, R. Helleu éditeur, 1934.

RENNER, Karl — *Die Nation : Mythos und Wirklichkeit*, Wien, Europa-Verlag, 1964, 144 p.

ROBERT, André — *L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon*, Paris, 1933.

STADLER, Karl, R. — *Der Durchbruch der österreichischen Nationalidee in Verfolgung und Emigration*, dans *Um Parlament und Partei*, Alfred Maleta zum 70. Geburtstag, Graz, Styria-Verlag, 1976.

STALIN, Josef — *Marxismus und nationale Frage*, Berlin, Verlag der sowjetischen Militärverwaltung, 1946, 79 p.

STRASSER J. / PANNEKOEK A. — *Nation et lutte de classe*, Introduction par Claudie Weill, Paris, Union générale d'Editions, 1977, 189 p.

SÜNDERMANN, Helmut (ancien reporter de la Reichspropagandastaffel), *Wie deutsch bleibt Österreich ?*, Leoni am Starnberger See, Druffel Verlag, 1970, 235 p.

TIBAL, André — *L'Autrichien. Essais sur la formation d'une individualité nationale* (du XVIe au XVIIIe siècle), Nancy, Annales de l'Est, 1936.

TILL, Rudolf — *Pax Austriaca. Sinn und Geschichte des österreichischen Staatsgedankens*, Wien, Babenberg-Verlag, 1948, 81 p.

WAGNER, Georg — *Der Bund von Österreich. Vom Werden und Wesen österreichischer Nation.* Mit ausführlicher Bibliographie und Erläuterungen. Wien, Verl. A. Schendl, 1979, 450 p.

ZERNATTO, Guido — *Vom Wesen der Nation,* Fragen und Antworten zum Nationalitätenproblem, Wien, Verlag A. Holzhausens Nachf., 1966, 194 p.

ZWITTER, Franz — *Les problèmes nationaux dans la monarchie des Habsbourg,* Belgrade, 1960.

III.4. *Littérature, Histoire des Idées, Arts*

ADEL, Kurt — *Geist und Wirklichkeit.* Vom Werden der österreichischen Dichtung, Wien, Österreichische Verlagsanstalt, 1967, 467 p.

ADLER, Max — *Démocratie et conseils ouvriers.* Présentation et notes d'Yvon Bourdet, Paris, Maspero, 1967.

BATTAGLIA, Otto Forst de — *Abgesang auf eine grosse Zeit,* Wien-München, Verlag Herold, 1967, 80 p.

BAUER, Roger — *La Réalité Royaume de Dieu.* Etudes sur l'originalité du théâtre viennois dans la première moitié du XIXe siècle, München, Max Hueber-Verlag, 1965, 605 p. (Edition allemande, Vienne, 1974 : Die Welt als Reich Gottes. Grundlagen und Wandlungen einer österreichischen Lebensform).

BAUER, Roger — *Lasst sie koaxen, die kritischen Frösch' in Preussen und Sachsen!* Zwei Jahrhunderte Literatur in Österreich, Wien, Europa-Verlag, 1977, 262 p.

BENDA, Oskar — *Die österreichische Kulturidee in Staat und Erziehung,* Wien, Saturn-Verlag, 1936, 96 p.

BENDA, Oskar — *Die Bildung des Dritten Reiches.* Randbemerkungen zum gesellschaftlichen Sinnwandel des deutschen Humanismus. Zweite Auflage, Wien-Leipzig, Deutscher Verlag für Jugend und Volk, 42 p.

BLAUHUT, Robert — *Österreichische Novellistik des 20. Jahrhunderts.* Wien-Stuttgart, Verlag W. Braumüller, 1966, 310 p.

BREICHA O. / FRITSCH G., *Finale und Auftakt.* Wien, 1898-1914, Literatur, Bildende Kunst, Musik, Salzburg, Verlag Müller, 1964, 297 p.

BREICHA O. / FRITSCH G. — *Aufforderung zum Misstrauen.* Literatur, Bildende Kunst, Musik in Österreich seit 1945, Salzburg, Residenz-Verlag, 1967, 672 p.

BRUNMAYR, Hans — *La Littérature Autrichienne depuis 1918,* Paris, 1966, 22 p.

DIAMANT, Alfred — *Die österreichischen Katholiken und die erste Republik,* Wien, Verlag der Wiener Volksbuchandlung, 1960, 280 p.

DRIMMEL, Heinrich — *Der konservative Mensch und die Revolution,* Wien-München, Verlag Herold, 1970, 117 p.

EDER, Karl — *Der Liberalismus in Alt-Österreich,* Wien-München, Herold-Verlag, s.d.

FELMAYER, Rudolf (Hrsgb.) — *Dein Herz ist deine Heimat* (Anthologie), Wien, Amandus-Verlag, 1955, 400 p.

FISCHER, Ernst — *Kunst und Menschheit,* Wien, Globus-Verlag, 1949, 271 p.

FISCHER, Ernst — *Von der Notwendigkeit der Kunst,* Dresden, Verlag der Kunst, 1959, 203 p.

FISCHER, Ernst — *Von Grillparzer zu Kafka,* Wien, Globus-Verlag, 1962, 328 p.

FISCHER, Ernst — *Zeitgeist und Literatur,* Wien, Europa-Verlag, 1964, 128 p.

FRIED, Erich — *Österreich, Gedichte,* Zürich, Atrium-Verlag, s.d., 31 p.

FRITZ, Walter — *Geschichte des österreichischen Films,* Wien, Bergland Verlag, 1969, 306 p.

FUCHS, Albert — *Moderne österreichische Dichter,* Essays, Wien, Globus-Verlag, 1946, 95 p.

FUCHS, Albert — *Geistige Strömungen in Österreich 1867-1918,* Wien, Globus-Verlag, 1949, 317 p.

GEISSLER, Klaus — *Zu Literatur und Literaturgesellschaft Österreichs um die Jahrhundertwende,* dans *Weimarer Beiträge,* 12/1974.

GESCHICHTE IN DER ÖSTERREICHISCHEN LITERATUR — Herausgegeben vom Institut für Österreichkunde, Wien, Verlag F. Hirt, 1970, 147 p.

GICKLHORN, Josef und Renée — *Die österreichischen Nobelpreisträger,* Wien, Bergland-Verlag, 1966, 86 p.

HEER, Friedrich — *Gottes erste Liebe.* 2 000 Jahre Judentum und Christentum - Genesis des österreichischen Katholiken Adolf Hitler, München-Esslingen, 1967, 740 p.

HEER, Friedrich — *Der Glaube des Adolf Hitler,* Anatomie einer politischen Religiosität, München-Esslingen, Bechtle Verlag, 1968, 751 p.

HEGER, Roland — *Der österreichische Roman des 20. Jahrhunderts,* 2 vol. Wien-Stuttgart, Verlag W. Braumüller, 1971, Vol. Ier, 256 p., Vol. II, 288 p.

HEINTEL, Peter — *System und Ideologie. Der Austromarxismus im Spiegel der Philosophie Max Adlers,* Wien-München, Oldenburg-Verlag, 1967, 412 p.

JAMBOR, Walter — *Österreich im Schrifttum,* Ein Beitrag zur staatsbürgerlichen Erziehung, Wien, Österreichischer Buchklub der Jugend, (Druck F. Berger, Horn, N.-Ö.), 1960, 48 p.

JAMBOR, Walter — *Das Österreichbild in unserer zeitgenössischen Literatur,* Wien, Österreichischer Buchklub der Jugend, 152 p.

JARKA, Horst — *The Legacy of Jura Soyfer 1912-1939.* Poems, Prose and Plays of an Austrian Antifascist, Montreal, Engendra Press, 1977, 363 p.

JESCHKO, Kurt — *Sport in Wien,* Wien, Verlag Jugend und Volk, s.d., 120 p.

JOHNSTON, William, M. — *Österreichische Kultur- und Geistesgeschichte,* Gesellschaft und Ideen im Donauraum 1848-1938, Wien-Graz-Köln, Böhlau, 1975, 503 p. Traduit de l'américain : *The Austrian Mind (1848-1938),* Berkeley, Los Angeles-London, 1972.

KANN, Robert, A. — *Kanzel und Katheder,* Studien zur österreichischen Geistesgeschichte vom Spätbarok zur Frühromantik, Wien, Verlag Herder, 1970, 356 p.

KÄRNTEN IM WORT — Anthologie, Klagenfurt, Verlag Johannes Heyn, 1971, 551 p.

KAUTSKY, Benedikt — *Geistige Strömungen im österreichischen Sozialismus,* Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1953, 312 p.

KLEIN, Rudolf — *Die Wiener Schule und ihre Bedeutung für die Musikentwicklung im 20. Jahrhundert,* Wien, Verlag der öst. Musikzeitschrift, 1961.

KOHN, Caroline — *Karl Kraus, Stuttgart,* Metzlersche Verlagsbuchhandlung, 1966, 353 p.

KOHN, Caroline — *Karl Kraus als Lyriker,* Paris, Didier, 1968, 185 p.

KRAMER, Theodor — *Verbannt aus Österreich,* London, Austrian PEN, 1943, 48 p.

KREISSLER, Félix — *Le Français dans le Théâtre viennois du* XIXe *siècle,* Paris-Rouen, PUF, 1973, 309 p.

LESER, Norbert — *Begegnung und Auftrag* - Beiträge zur Orientierung im zeitgenössischen Sozialismus, Wien, Europa-Verlag, 1963, 257 p.

LESER, Norbert — *Zwischen Reformismus und Bolschewismus - Der Austromarxismus als Theorie und Praxis,* Wien, Europa-Verlag, 1969, 600 p.

MADEL, Antal — *Politische Dichtung in Österreich 1830-1848*, Budapest, Akadémia Kiedno, 1969, 358 p.

MAGRIS, Claudio — *Der habsburgische Mythos in der österreichischen Literatur, Salzburg*, Otto Müller Verlag, 1966, 355 p.

MAGRIS, Claudio — *Weit von Wo ? - Verlorene Welt des Ostjudentums*, Wien, Europa-Verlag, 1971, 381 p.

MATEJKA, Viktor — *Was ist österreichische Kultur ?*, Wien, 1945, 22 p.

REITER, Ludwig — *Österreichische Staats- und Kulturgeschichte*, Klagenfurt, Verlag Jörgel & Co, 1947, 329 p.

REITER, Ludwig — *Darf ich stören ?* - Stimmen über Österreich, Wien-München, Österreichischer Bundesverlag, 1962, 111 p.

RICHARD, Lionel — *Le nazisme et la culture*, Petite collection Maspero 1978, 398 p.

ROTE MARKIERUNGEN — Beiträge zur Ideologie und Praxis der österreichischen Sozialdemokratie, Wien, Europa-Verlag, 1972, 177 p.

SCHMIDT, Adalbert — *Dichtung und Dichter Österreichs im 19. und 20. Jahrhundert*, Salzburg, Bergland-Buch, 1964, 2 vol., 920 p.

SCHÖNBAUER, Leopold — *Österreichische Ärzte als Helfer der Menschheit*, Wien, Notring der Wissenschaften, 1956, 163 p.

SILBERBAUER, Gerhard — *Kirche und Sozialismus in Österreich*, phil. Diss., Wien, 1961.

SMEKAL, Ferdinand, G. — *Österreichs Nobelpreisträger*, Wien, Frick-Verlag, 1968, 206 p.

SOYFER, Jura — *Vom Paradies und Weltuntergang*, Wien, Globus-Verlag, 1962, 274 p.

SPAULDING, E., Wilder — *The quiet invaders - The story of the austrian impact upon America*, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1968, 324 p.

SPIEL, Hilde — *Rückkehr nach Wien*, Tagebuch 1946, Nymphenburger Verlagsbuchhandlung, 1968, 155 p.

SPIRA, Leopold — *Antisemitismus in Österreich*, Sonderheft von *Weg und Ziel*, septembre 1965, Wien, Globus-Verlag, 1965, 47 p.

SPITZMÜLLER, Alexander — *Und hat auch Ursach' es zu lieben*, Wien-München, Verlag Frick, 1955.

STRELKA, Joseph — *Brücke zu vielen Ufern* - Wesen und Eigenart der österreichischen Literatur, Wien, Europa-Verlag, 1966, 131 p.

SUCHY, Viktor — *Literatur in Österreich von 1945 bis 1970* - Strömungen und Tendenzen, Wien, Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur, 1973, 100 p.

SUSINI, Eugène — *L'Autriche*, Paris, Arthaud, 1960.

VIENNE AU TEMPS DE FRANÇOIS JOSEPH — *De Strauss à Freud*, Paris, Hachette, Collection Ages d'Or et Réalités, 1970, 265 p.

VOGELSANG, Hans — *Österreichische Dramatik des 20. Jahrhunderts*, Wien-Stuttgart, Verlag, W. Braumüller, 1963, 223 p.

WAGNER, Hans (Hrsgb.) — *Im Brennpunkt ; Ein Österreichbild*, 14 Beiträge auf der Suche nach einer Konstante, Wien, Europa-Verlag, 1976, 218 p.

WEIL, Georges — *Le pangermanisme en Autriche, ses causes, ses origines, son histoire, ses éléments et son avenir*, Paris, Editions A. Fontemoing, 1904, 295 p.

WEINZIERL, Erika (Hrsgb.) — *Kirche in Österreich 1918-1965*, Wien-München, Herold-Verlag, 2 vol., 479 p. + 200 p.

WERNIGG, Ferdinand — *Zeugnis für Österreich in Literaturgeschichte und Literaturkritik* (Dokumentation in « Wiener Schriften », Heft 24 : Die Wiener Stadtbibliothek 1956-1965, p. 48-174), Wien, Verlag Jugend und Volk, 1966.

WEYS, Rudolf — *Cabaret und Kabarett in Wien,* Wien-München, Verlag Jugend und Volk, 1970, 104 p. + 125 illustrations.

WINTER, Eduard — *Romantismus, Restauration und Frühliberalismus im österreichischen Vormärz,* Wien, Europa-Verlag, 1968, 304 p.

WINTER, Eduard — *Revolution, Neoabsolutismus und Liberalismus in der Donaumonarchie,* Wien, Europa-Verlag, 1969, 246 p.

WINTER, Eduard — *Barock, Absolutismus und Aufklärung in der Donaumonarchie,* Wien, Europa-Verlag, 1971, 280 p.

ZERNATTO, Guido — *Gedichte* - Gesamtausgabe Klagenfurt-Wien, Verlag Joh. Leon Sen, 1950, 135 p.

ZIMMER, Ingeborg, Ursula — *Guido Zernatto - Leben und dichterisches Werk,* Klagenfurt, Verlag Carinthia, 1970, 148 p.

III.5 - *Moyens auxiliaires : Dictionnaires historiques et politiques, Bibliographies, Historiographies, Catalogue.*

AUSWAHLBIBLIOGRAPHIE des Seminars für Zeitgeschichte bei Prof. L. Jedlicka, Institut für Zeitgeschichte der Universität Wien, 1968.

BECK, Reinhardt — *Wörterbuch der Zeitgeschichte seit 1945,* Frankfurt/Main, Kröner, 1967.

BERENGER, Jean — *Lexique historique de l'Europe danubienne* XVIe-XXe *siècle,* Paris, Armand Colin, 1976, 255 p.

BIBLIOTHEK — Karl-Renner-Institut - Bücherzuwachsverzeichnis n° 1/1973.

BREYCHA-VAUTHIER — *Die Zeitschriften der österreichischen Emigration 1934-1946,* Wien, Österreichische Nationalbibliothek (Biblos-Schriften, 26), 1960, 28 p.

DOKUMENTATIONSARCHIV DES ÖSTERREICHISCHEN WIDERSTANDES : Kataloge der Archiv- und Buchbestände n° 1 - 10.

EBNER, J. (Hrsgb.) — *Wie sagt man in Österreich ?* - Wörterbuch der österreichischen Besonderheiten, Duden-Taschenbücher, Band 8, Mannheim-Wien-Zürich, Bibliographisches Institut, 1969, 268 p.

EXENBERGER, Herbert — *Österreich 1934-1945, im Spiegel der Historiographie,* Wien, DÖW, 1973, 34 p.

GÖRLICH, Ernst, Joseph, (Hrsgb) — *Das Handbuch des Österreichers,* Salzburg, Österreichischer Kulturverlag, 1949, 365 p.

INFORMATIONEN — Projektteam Geschichte der Arbeiterbewegung, Wien, Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung. Informations bibliographiques périodiques depuis octobre 1975, contenant également les listes des projets de recherche ou de livres en cours.

INSTITUT FÜR ZEITGESCHICHTE der Universität Wien, DISSERTATIONSVERZEICHNIS, 1976.

INSTITUT FÜR ZEITGESCHICHTE der Universität Wien, LESELISTE für das zeitgeschichtliche Seminar, 1976.

KNAUER, Oswald — *Das österreichische Parlament von 1848-1966,* Wien, Bergland-Verlag, 1969, 320 p.

LHOTSKY, Alphons — *Österreichische Historiographie,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, (Österreich-Archiv), 1962.

MAITRON, J. / HAUPT G. (Directeurs) — *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : Autriche,* Paris, Les Editions Ouvrières, 1971, 360 p.

MITTEILUNGEN des Dokumentationsarchivs des österreichischen Widerstandes, Wien. Informations en périodicité libre contenant des indications bibliographiques sur les nouveautés.

OBERLEITNER, Wilhelm (Hrsgb.) — *Politisches Handbuch der Republik Österreich (1945-1972),* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1972, 248 p.

ÖSTERREICHISCHES BIOGRAPHISCHES LEXIKON 1815-1950, Wien, 1957.

ÖSTERREICHISCHE HISTORISCHE BIBLIOGRAPHIE — Austrian Historical Bibliography, Santa Barbara-California, USA, 1971.

ÖSTERREICHISCHES JAHRBUCH — Herausgegeben vom Bundespressedienst, Jahrgänge, 1974, 1975 et 1976.

PAUPIE, Kurt — *Handbuch der österreichischen Pressegeschichte,* 2 vol. Wien, 1960-66.

RITSCHEL, Karl-Heinz — *Stichwort Österreich 1975,* Salzburg, Edition Reinatz, 1975, 860 p.

SCHROTH, Hans (Hrsgb.) — *Karl Renner, eine Bibliographie,* Wien, Europa-Verlag, 1970, 152 p.

SCHROTH, Hans (Hrsgb.) — *Der Verlag der Wiener Volksbuchhandlung 1894-1934-eine Bibliographie,* Mit einer Einleitung von Ernst K. Herlitzka, Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung, Wien, Europa-Verlag, 68 p.

SCHUBERT, Peter — *Schauplatz Österreich* - Topographisches Lexikon zur Zeitgeschichte. Band I : Wien. Wien, Verlag der Brüder Hollinek, 1976.

STEINER, Herbert — *Bibliographie zur Geschichte der österreichischen Arbeiterbewegung,* 2 vol. 1867-1918 et 1918-1934, Wien, Europa-Verlag, 1967.

STEINER, Herbert — *Die kommunistische Partei Österreichs 1918-1933,* Bibliographische Bemerkungen, Wien, Europa-Verlag, 1968, 95 p.

ZEITGESCHICHTE — Bibliographie, Teil I et Teil II, Wien, Löcker und Wögenstein, s.d.

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES

ABÖK	Antifaschistisches Büro österreichischer Kriegsgefangener (Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens) — en U.R.S.S.
ALÖS	Auslandsbüro der österreichischen Sozialdemokraten (Bureau à l'étranger des sociaux-démocrates autrichiens) — à Brno
AVÖS	Auslandsvertretung der österreichischen Sozialisten (Représentation à l'étranger des socialistes autrichiens) — à Paris
DAF	Deutsche Arbeitsfront (Front allemand du travail)
Dok 1	Dokumentation zur Zeitgeschichte 1938-1945
Dok 2	Dokumentation zur Zeitgeschichte 1945-1955
DÖW	Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes (Archives documentaires de la Résistance autrichienne)
DWuV	Dokumentation Widerstand und Verfolgung in Wien- 1, 2 et 3 (selon le volume à indiquer)
FOeWB	Freie Österreichische Weltbewegung (Free Austrian Movement)
FPOe	Freiheitliche Partei Österreichs
Hrsgb.	Herausgeber (directeur d'un ouvrage collectif)
IFÖG	Institut für österreichische Geschichtsforschung, Université de Vienne
IfZG	Institut für Zeitgeschichte, Université de Vienne
KPOe	Kommunistische Partei Österreichs
KI	Kommunistische Internationale
MEW	Marx-Engels-Werke
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
ÖF	Österreichische Freiheitsbewegung
ÖFF	Österreichische Freiheitsfront
OeGB	Österreichischer Gewerkschaftsbund (Confédération des syndicats autrichiens)
OeVP	Österreichische Volkpartei
PG	Parteigenosse
phil. Diss.	Philosophische Dissertation (Thèse de doctorat)
Protokoll	Procès-verbal du Symposium « Österreicher im Exil »
RL BDC	Berlin Document Center (cité d'après Stadler)
RM	Reichsmark
SPOe	Sozialistische Partei Österreichs
R-W-R	Rot-Weiss-Rot-Buch
SD	Sicherheitsdienst
SK	Der sozialistische Kampf (La lutte socialiste, Paris)
VB	Völkischer Beobachter
WuZ	Weg und Ziel
Zsp	Zeitspiegel

Remarque à propos des citations

Comme ce travail ne s'adresse pas aux seuls germanistes, nous avons adopté le procédé suivant pour les citations tirées de documents ou d'ouvrages en langue allemande :

— La plupart des citations sont directement rendues en français ;
— Quand le texte allemand comporte des nuances très affinées, nous le donnons en allemand dans le corpus du travail, accompagné en note de la traduction ou, quand il s'agit d'un poème, d'un essai de traduction ;
— Un très petit nombre de citations restent en langue originale, dans la plupart des cas en note, ce que nous estimons licite pour un travail de ce genre.

TABLE DES MATIÈRES

Tome I

Avant-propos 7

Introduction 9

Chronologie 1934-1975 23

PREMIÈRE PARTIE : *ANSCHLUSS ET DÉSINTÉGRATION DE L'AUTRICHE* (février 1938 - septembre 1939) 45

CHAPITRE I - *BERCHTESGADEN, «LA PAIX ALLEMANDE» - PREMIÈRE CAPITULATION* (12 février - 3 mars 1938) 47

Prodromes inquiétants 47
Les deux fautes fondamentales de Schuschnigg 49
La deuxième faute 53
Incidents et avertissements 57
Un guet-apens et ses conséquences 60
Le signal : Seyss-Inquart ministre 64
La « paix allemande » en question 69
Positions des chrétiens, des socialistes, des communistes 75
« Rouge-Blanc-Rouge, à la vie et à la mort ! » 81

CHAPITRE II - *UN MOUVEMENT PATRIOTIQUE ET LA DEUXIÈME CAPITULATION* (4 mars - 11 mars 1938) 87

Forces politiques et sociales en présence 89
Résister ou ne pas résister ? 92
Le discours d'Innsbruck et le référendum 97
Action Otto - et deuxième capitulation 101
Le processus en marche 105
Le passé saisi sur le vif 109
Points communs et points divergents 120

CHAPITRE III - *FAIT ACCOMPLI, 3e CAPITULATION, MISE AU PAS ET PREMIERS DÉSENCHANTEMENTS* (12 mars - fin mai 1938) 125

Mise au pas et démagogie 126
Le démantèlement de l'administration autrichienne 129
Discours, soupe populaire et terreur 133
La 3e capitulation : les ralliements 137

Le désenchantement 142
Fin de la Gemütlichkeit, fin de l'Autriche 145
Premières réflexions sur la nation autrichienne 148

CHAPITRE IV - *DU RÉFLEXE « ANTIPRUSSIEN » AUX PREMIÈRES RÉSISTANCES* (juin 1938 - septembre 1939) 159
Digression sur le prussianisme 159
Les pratiques nationales-socialistes 167
Le revers de la médaille 176
Le pillage économique 182
Une dot appréciable 185
Un bilan éloquent 188
Le sac du palais archi-épiscopal de Vienne en octobre 1938 192
La nuit de cristal 195
La désillusion des nazis autrichiens 199
La peur de la guerre et les premières résistances 204

CHAPITRE V - *L'ÉMIGRATION AUTRICHIENNE - PERTE ET TRANSFERT DE SUBSTANCE* (1934 - 1939) 213
Avant et après 1934 215
La grande saignée de 1938 220
La littérature autrichienne quitte l'Autriche 224
Des structures d'accueil à inventer de toutes pièces 228
Nouvelles réflexions sur la nation autrichienne 234
Les écrivains pour l'Autriche 244
Halte méditative 245

DEUXIÈME PARTIE : *UN PAYS SANS NOM SOUS LA GUERRE* (1939 - 1945) 249

CHAPITRE VI - *L'AUTRICHE SOUS LE COMMISSAIRE DU REICH* 251
Doctrines, propagande et faits 252
Les contingences de la vie matérielle 262
Ravitaillement et moral de l'arrière 265
Vie culturelle et aryenne 269
Etats d'âme et ambiance générale 277
Criminalité, répression et justice nazie 283
Le pays sans nom 286

CHAPITRE VII - *LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE ET SES MOTIVATIONS DIVERSES* (1939 - 1943) 289
L'Autriche réelle dément l'Autriche officielle 290
L'amalgame autrichien dans les camps nazis 294
Les résistants monarchistes et catholiques 299
Les communistes dans la résistance 307
La prise de conscience chez les socialistes 311
Les groupes de résistants spécifiques 315

CHAPITRE VIII - *LES EXILÉS DANS LA LUTTE ANTIHITLÉRIENNE* .. 327
Les émigrés dans les pays non-occupés 330
A propos des communistes et des organisations de masse 339
Dans les pays latino-américains 344
Les Autrichiens au Moyen-Orient 346
Aux extrémités de l'échiquier : Etats-Unis et U.R.S.S. 348
La propagande de l'émigration autrichienne en Union soviétique pour un état national indépendant (1938-1945) 353
La participation à la Résistance européenne 360
La participation à la lutte armée contre le 3e Reich 365
En Espagne et chez les partisans yougoslaves 367
Emigrés ? - Exilés ? - Où est la différence ? 370

CHAPITRE IX - *LES TOURNANTS DE LA GUERRE - LA DÉCLARATION DE MOSCOU* (Fin 1942 - Fin 1944) 373
Terreur, batailles et résistance 373
Fondation du Front National Autrichien 380
La déclaration de Moscou 384
Les effets de la déclaration en Autriche 388
La conférence de Moscou et sa « réception » par l'exil 395
Débarquement en Normandie et 20 juillet 1944 401

CHAPITRE X - *VERS UN CONSENSUS NATIONAL* (1944 - 1945) 411
Culture, Littérature et nation 411
Les écrivains en exil - voix de l'Autriche 413
Les activités culturelles des Autrichiens en Grande-Bretagne 421
Les écrivains autrichiens aux Etats-Unis 432
Correspondances, divergences, convergences 437
Pionniers du consensus national 446
... Et nouveaux efforts théoriques 452
Coordination de la résistance dans la dernière phase 457
Comment ont-ils vécu les sept années sombres 464
Conclusions provisoires sur une enquête 475

Tome II

TROISIÈME PARTIE : *SITUATION ET ACTUALITÉ DE LA NATION AUTRICHIENNE* (Années cruciales : 1945 - 1955 - 1978) 491

CHAPITRE XI - *LE PRINTEMPS' 1945 - RENOUVEAU D'UN ESPRIT NATIONAL* 493
La proclamation d'indépendance et le gouvernement provisoire 501
Les hommes et les partis 507

CHAPITRE XII - *LES PREMIERS PROGRAMMES POLITIQUES* 515
Les principes directeurs de l'Oe.V.P. en 1945 521
Une renaissance culturelle spontanée 527
La presse et l'opinion publique en 1945 535

CHAPITRE XIII - *TRAITÉ D'ETAT ET NEUTRALITÉ DE L'AUTRICHE* .. 543
La rupture de la concentration nationale suivie de la « grande coalition » 548
Plan Marshall, essor économique et industrie nationale 557
Néonazisme, chauvinisme, politique de minorités 561
La politique de neutralité active - un acquis de l'Autriche 569
Nouvelle Autriche et changements sociologiques 573

CHAPITRE XIV - *LA NATIONSWERDUNG DE L'AUTRICHE* 581
Rappels historiques et approfondissements 591
Avis des juristes et de sociologues 601
De l'héritage de l'état multinational - digression théorique 609
Entre deux nationalismes - la Nationswerdung 626

CHAPITRE XV - *EFFETS DURABLES D'UNE PRISE DE CONSCIENCE* .. 643
Enquêtes et sondages en « largeur » et en « profondeur » 647
Comment voient-ils la nation autrichienne et son évolution 656
Les institutions agissant pour la nation autrichienne 675
Recherches universitaires sur l'Autriche 687
Anniversaires, controverses et discours 689

Conclusion 703

Index des noms de personnes 717
ANNEXES 729
Documents 731
Bibliographie 953
Liste des sigles et remarque sur les citations 982
Table des matières 983

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN

Revue **AUSTRIACA**

CAHIERS UNIVERSITAIRES D'INFORMATION SUR L'AUTRICHE

1. Autriche Bilan 75
2. Le théâtre depuis 1945
3. Economie et vie sociale
4. Le Roman au XX° siècle
5. Vie et création musicales
6. Histoire et historiographie en Autriche
7. L'Avant-garde littéraire
8. Structures et idéologies politiques
9. Recherches sur la littérature autrichienne

MÉDECINE

51. J.-P. FILLASTRE - **Nephrotoxicity (actes du colloque international,** Rouen, 25-28 octobre 1977), 332 p. — Masson

SCIENCES

4. J. LE BAS - **Les propriétés magnétiques des couches minces ferro-magnétiques,** 65 p. — Publications de Rouen

17. P. HAYMANN - **Théorie dynamique de la microscopie et diffraction électronique,** 144 p. — P.U.F.

44. M. THELLIER, A. MONNIER, M. DEMARTY, J. DAINTY - **Echanges ioniques transmembranaires chez les végétaux,** 605 p. — C.N.R.S. et Public. Rouen

60. J. WINOGRADZKI - **Les méthodes tensorielles de la physique** (sous presse) — Masson

GÉOGRAPHIE

3. M. L. MARCILIO - **La Ville de São Paulo,** 247 p. — P.U..F.
... premier travail de démographie historique au Brésil

8. D. NOIN - **La population rurale du Maroc** (2 vol.), 622 p. épuisé — P.U.F.

16. J. GALLAIS et L. de GOLBERY - **Villages de l'Inde centrale : Andhra Pradesh** — Publications de Rouen

19. D. NOIN - **Géographie démographique de la France,** 158 p. — P.U.F.

21. J.-P. FRUIT - **Vexin normand ou Vexin parisien,** 230 p. — P.U.F.

55. J. GUERMOND - **Le système de différenciation spatiale en agriculture : La France de l'Ouest de 1950 à 1975,** (sous presse) — Champion

HISTOIRE

57. J.-M. POINSOTTE - **Juvencus et Israël,** La représentation des Juifs dans le premier poème latin chrétien — P.U.F.

63. M.-L. MARCILIO, L. HENRY, ... - **Démographie historique.** Publications des Universités de Rouen et Montréal — P.U.F.

66. N. GOLB — **Les Juifs de Rouen au Moyen-Age,** Portrait d'une culture oubliée (à paraître)

ETUDES ANGLAISES

5. J. LECLAIRE - **Un témoin de l'avènement de l'Angleterre contemporaine : Francis Brett Young,** 461 p. — Didier Erudition

10. J.-P. VERNIER - **H. G. Wells et son temps,** 560 p. — d°

12. H. GREVEN - **Elements of English Phonology,** 363 p. — P.U.F.
... pour une plus grande maîtrise de l'anglais parlé

32. P. GOUBERT - **Jane Austen, étude psychologique de la romancière,** 524 p. P.U.F.

39. M. NEDELJKOVIC - **David Hume, approche phénoménologique de l'action et théorie linguistique du temps,** 218 p. P.U.F.

58. M. WILLEMS - **La genèse du mythe shakespearien (1660-1780)** P.U.F.

ETUDES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

9. F. KREISSLER - **De la révolution à l'annexion : l'Autriche de 1918 à 1938,** 460 p. P.U.F.

15. F. KREISSLER - **Le français dans le théâtre viennois du XIXe siècle,** 310 p. P.U.F.

34. R. DUMONT - **Le théâtre de Stefan Zweig,** 168 p. P.U..F

45. Chr. et G. RAVY - **L'image de l'Autriche à travers les manuels d'allemand,** 152 p. P.U.F.

47. F. KREISSLER, Ch. et G. RAVY - **Recherche et enseignement sur l'Autriche en France,** 160 p. Publications de Rouen

49. Chr. et G. RAVY - F. KREISSLER - **D'Aichinger à Zweig. Traductions françaises d'écrivains autrichiens : bibliographie,** 60 p. P.U.F.

50. J.-M. PASTRÉ - **Rhétorique et adaptation dans les œuvres allemandes du Moyen-Age,** 498 p. P.U.F.

56. **Austriaca spécial : actes du colloque deux fois l'Autriche,** (8 au 12 novembre 1977), 3 volumes.

67. F. KREISSLER - **La prise de conscience de la nation autrichienne de 1938 à 1945 et ses effets durables** P.U.F.

ETUDES IBÉRIQUES, LUSITANIENNES ET BRÉSILIENNES

3. M.-L. MARCILIO - **La Ville de São Paulo,** 247 p. P.U.F.
... premier travail de démographie historique au Brésil

7. A. DOUBLET - **Catalogue du fonds ancien espagnol et portugais de la Bibliothèque municipale de Rouen (1479 - 1700),** 146 p. P.U.F.

20. Centre de Recherches Ibéro-américain. **Etudes de Littérature et d'Histoire,** 177 p. P.U.F.

33. M.-C. LECUYER et C. SERRANO - **La Guerre d'Afrique et ses répercussions en Espagne (1859 - 1860),** 390 p. P.U.F.

40. G. DUFOUR - **J.-A. Llorente. Mémoria historica... sobre la Inquisition,** 192 p. P.U.F.

ETUDES RUSSES

53. M. MERVAUD - **Nicolas Ogarev - Lettres à Alexandre Herzen fils,** 344 p. Institut Slave

ETUDES CLASSIQUES

57. J.-M. POINSOTTE - **Juvencus et Israël,** la représentation des Juifs dans le premier poème latin chrétien P.U.F.

LINGUISTIQUE

1. L. GUILBERT - **Le Vocabulaire de l'Astronautique,** 361 p . Larousse

15. F. KREISSLER - **Le français dans le théâtre viennois du XIXe siècle,** 310 p. P.U.F.

61. P. GARDIN - **Pratiques linguistiques, pratiques sociales** P.U.F.

65. B. GARDIN, J.-B. MARCELLESI, LE GRECO - **Actes du Colloque de sociolinguistique,** Rouen, Nov. 1978 P.U.F.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

2. M.-C. BANCQUART - **Lettres de Louise Colet à Louis Bouilhet,** 181 p. P.U.F.
... à propos de Flaubert...

6. A. NIDERST - **L'âme matérielle (ouvrage anonyme),** 248 p. P.U.F.
... le libertinage au début du XVIIIe *siècle*

11. R. DUMONT - **« Marie Stuart » de Pierre-Antoine Lebrun,** 146 p. P.U.F.
... les débuts du théâtre romantique

13. J.-M. BAILBÉ - **Berlioz, artiste et écrivain dans les « Mémoires »,** 178 p. P.U.F.

35. J.-M. BAILBÉ - **Regards sur l'Opéra,** 260 p. P.U.F
... musique et littérature française

23. Centre d'Art esthétique et littérature : **Motifs et figures,** 342 p. P.U.F.

28. Centre d'Art esthétique et littérature : **Jules Janin et son temps,** 228 p. P.U.F.

42. Centre d'Etudes et de recherche d'histoire des idées et de la sensibilité - **Histoire et littérature,** 418 p. P.U.F.

26. F. JOUKOWSKY - **Paysages de la Renaissance,** 133 p. P.U.F.

36. A. NIDERST - **Madeleine de Scudéry, Paul Pellisson et leur monde,** ouvrage couronné par l'Académie française, 576 p. P.U.F.

38. J. PIERROT - **L'Imaginaire décadent (1880 - 1900),** 342 p. P.U.F.

52. G. BIANCIOTTO - **Cahiers d'études médiévales,** 144 p. Champion

68. Centre d'Art esthétique et littérature : **Le Paysage Normand dans la littérature et dans l'art** P.U.F.

SCIENCES PHILOSOPHIQUES

24. A. CLANCIER - J. GUILHOT - J. GRANIER - J.-J. NATANSON - **Psychanalyse et anthropologie prospective,** 164 p. P.U.F.

30. J.-J. NATANSON - **La mort de Dieu,** 302 p. P.U.F.

39. M. NEDELJKOVIC - **David Hume, approche phénoménologique de l'action et théorie linguistique du temps,** 218 p. P.U.F.

SCIENCES DU COMPORTEMENT ET DE L'EDUCATION

22. M. SIMONOT - **Les animateurs socio-culturels,** 238 p. P.U.F.

25. G. de PESLOUAN - **Qui sont les femmes ingénieurs en France ?,** 186 p. P.U.F.

29. D. GUILBERT - **L'enfant face au test de Rorschach,** 219 p. P.U.F.

54. H. LEHALLE - **Approches psycho-pathologiques de l'espace et de sa structuration : actes du colloque,** 170 p. P.U.F.

59. J. GUILHOT - **Le concept de libido : dimensions personnelles et dimensions communautaires** P.U.F.

64. J.-P. BORDET et A. KOKOSOWSKI - **Analyse multidimensionnelle et typologie** (à paraître) E.A.P.

ETUDES JURIDIQUES ET ÉCONOMIQUES

Histoire du Droit

27. L. CAILLET - **La papauté d'Avignon et l'Eglise de France,** 600 p. P.U.F.

37. A. RIGAUDIÈRE - **L'assiette de l'impôt à la fin du XIVe siècle : livre d'estimes des consuls de St Flour** P.U.F.

Droit

14. J.-P. ADAM - **Instauration de la politique des chemins de fer en France,** 204 p. P.U.F.

18. R. KRAEHE - **Le financement des partis politiques,** 126 p. P.U.F.

31. **Droit privé et institutions régionales** (Etudes historiques offertes à Jean Yvert), 744 p. P.U.F.

41. WOODLAND et MICHAUT - **L'équilibre et le changement dans les systèmes politiques : sur deux crises significatives de la fin du XIXe siècle,** 228 p. P.U.F.

43. P. ALBERTINI - **Le droit de dissolution et les systèmes constitutionnels français,** 414 p. P.U.F.

Sciences économiques

46. D. GAMBIER - **Analyse conjoncturelle du chômage,** 460 p. P.U.F.

48. L. MONNIER - **Capitaux publics et stratégie de l'Etat,** 264 p. P.U.F.
... les nationalisations silencieuses : au-delà du rapport Bonnefous

62. P.-J. LEHMANN - **Le système des réserves obligatoires,** 524 p. P.U.F.

Imprimerie LECERF, Rouen - Dépôt légal 1980, N° Imp. 920 N° Edit. 290

45. Chr. et G. RAVY

L'image de l'Autriche à travers les manuels d'Allemand

46. D. GAMBIER

Analyse conjoncturelle du chômage

47. F. KREISSLER, Chr. et G. RAVY

Recherche et enseignement sur l'Autriche en France Public.

48. L. MONNIER

Capitaux publics et stratégie de l'Etat

49. Chr. et G. RAVY, F. KREISSLER

D'Aichinger à Zweig. Traductions françaises d'écrivains autrichiens : bibliographie

50. J.-M. PASTRÉ

Rhétorique et adaptation dans les œuvres allemandes du Moyen-Age

51. J.-P. FILLASTRE

Nephrotoxicity M

52. G. BIANCIOTTO

Cahiers d'études médiévales Cha

53. M. MERVAUD

Nicolas Ogarev
Lettres à Alexandre Herzen fils Institut

54. H. LEHALLE

Approches psycho-pathologiques de l'espace et de sa structuration : actes du colloque

55. J. GUERMOND

Le système de différenciation spatiale en agriculture : la France de l'Ouest de 1950 à 1975 Cha

56. **Austriaca spécial**
actes du colloque deux fois l'Autriche

57. J.-M. POINSOTTE

Juvencus et Israël

58. M. WILLEMS

La genèse du mythe shakespearien (1660-1780)

59. J. GUILHOT

Le concept de libido : dimensions personnelles et dimensions communautaires

60. J. WINOGRADZKI

Les méthodes tensorielles de la physique M

61. P. GARDIN

Pratique linguistique

62. M. LEHMANN

Le système des réserves obligatoires et le contrôle de la masse monétaire

63. M.-L. MARCILIO, L. HENRY, ...

Démographie historique

64. J.-P. BORDET et A. KOKOSOWSKI

Analyse multidimensionnelle et typologie (à paraître)

65. B. GARDIN, J.-B. MARCELLESI, LE GRECO

Actes du Colloque de sociolinguistique

66. N. GOLB

Les Juifs de Rouen au Moyen-Age, portrait d'une culture oubliée (à paraître)

67. F. KREISSLER

La prise de conscience de la nation autrichienne et ses effets durables

68. CENTRE D'ART, ESTHÉTIQUE ET LITTÉRATURE

Le paysage normand dans la littérature et dans l'art

LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA NATION AUTRICHIENNE 1938 - 1945 - 1978

Félix Kreissler, Français d'origine autrichienne (né à Vienne en 1917) s'engagea très tôt dans la lutte contre le régime autoritaire. Animateur du mouvement des lycéens antifascistes, il fut arrêté et détenu pendant plusieurs mois en 1936, puis exclu de toutes les écoles autrichiennes.

Venu en France, pour y continuer ses études, il y fut surpris par la guerre. Réfugié à Toulouse, il continua néanmoins ses études et s'engagea dans les premiers groupes d'étudiants résistants. Arrêté par la police de Vichy, traduit devant un Tribunal militaire, il fut interné, malgré l'acquittement prononcé. Il s'évada du camp de Récébédou (près de Toulouse) et entra de nouveau dans la Résistance. Arrêté en 1944 par la Gestapo, il fut déporté à Buchenwald après avoir subi de graves tortures.

Après la Libération, tour à tour traducteur, journaliste, interprète de conférence, Félix Kreissler entra finalement dans l'enseignement supérieur. Auteur de plusieurs thèses : Doctorat de l'Université de Paris avec *Le français dans le théâtre viennois du XIXe siècle,* Doctorat de 3e cycle avec *L'Autriche de 1918 à 1938 - De la révolution à l'annexion,* et Doctorat d'Etat avec le présent ouvrage et auteur d'autres ouvrages sur l'Autriche, il a fondé à l'Université de Rouen le *Centre d'Etudes et de Recherches Autrichiennes* dont il continue d'être l'animateur, de même que la revue *Austriaca,* qu'il dirige. Il a par conséquent consacré toutes ses activités d'enseignant et de chercheur à la *Civilisation autrichienne* qu'il a contribué, d'une façon essentielle, à faire reconnaître comme une branche de la germanistique française.

Dans cette étude diachronique et synchronique qui s'étend sur quarante ans, l'auteur analyse, en prenant en compte les antécédents historiques, le processus complexe du devenir de la nation autrichienne, qui s'est heurté, en Autriche même et à l'étranger à maintes difficultés d'ordre historique, politique et psychologique. L'ouvrage est axé sur les dates cruciales de l'histoire récente de l'Autriche, l'annexion de 1938, la Libération de 1945, le traité d'Etat de 1955 et la prise en charge des affaires du pays par les socialistes sous la direction du chancelier Kreisky depuis 1970.

L'illustration de la jaquette s'inspire d'une brochure sur la Résistance autrichienne du DÖW.

Imp. LECERF Rouen